



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

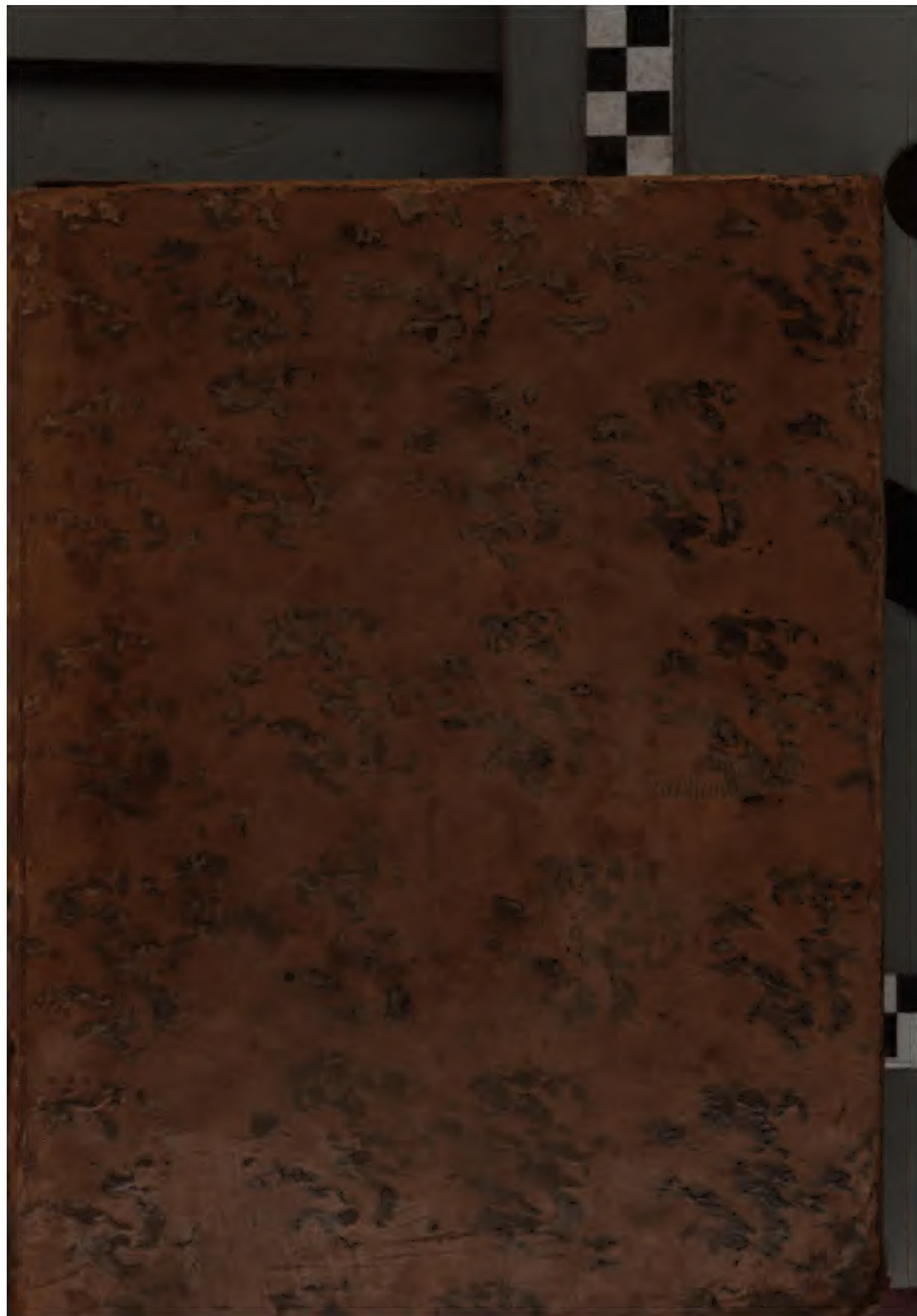
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

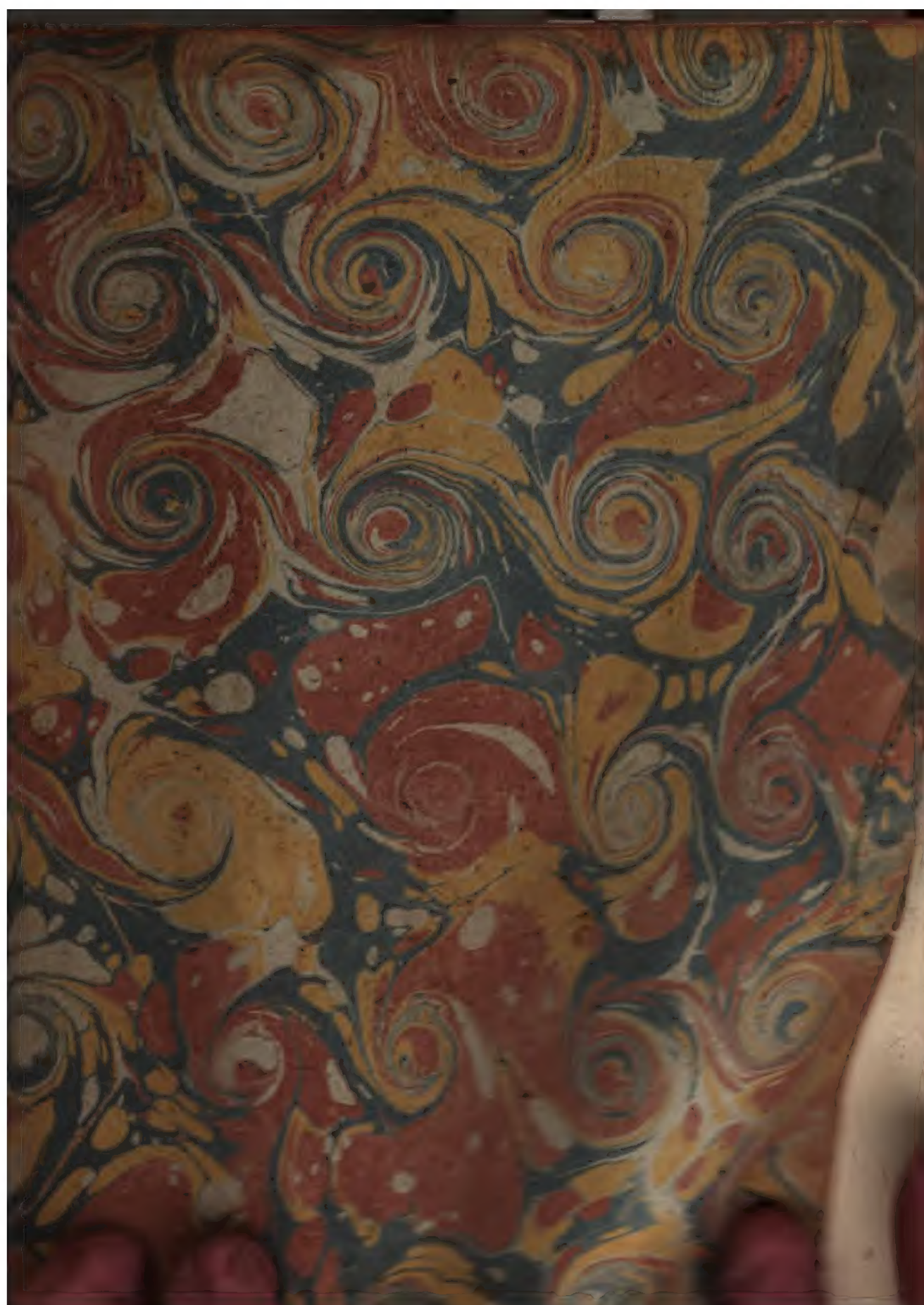
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

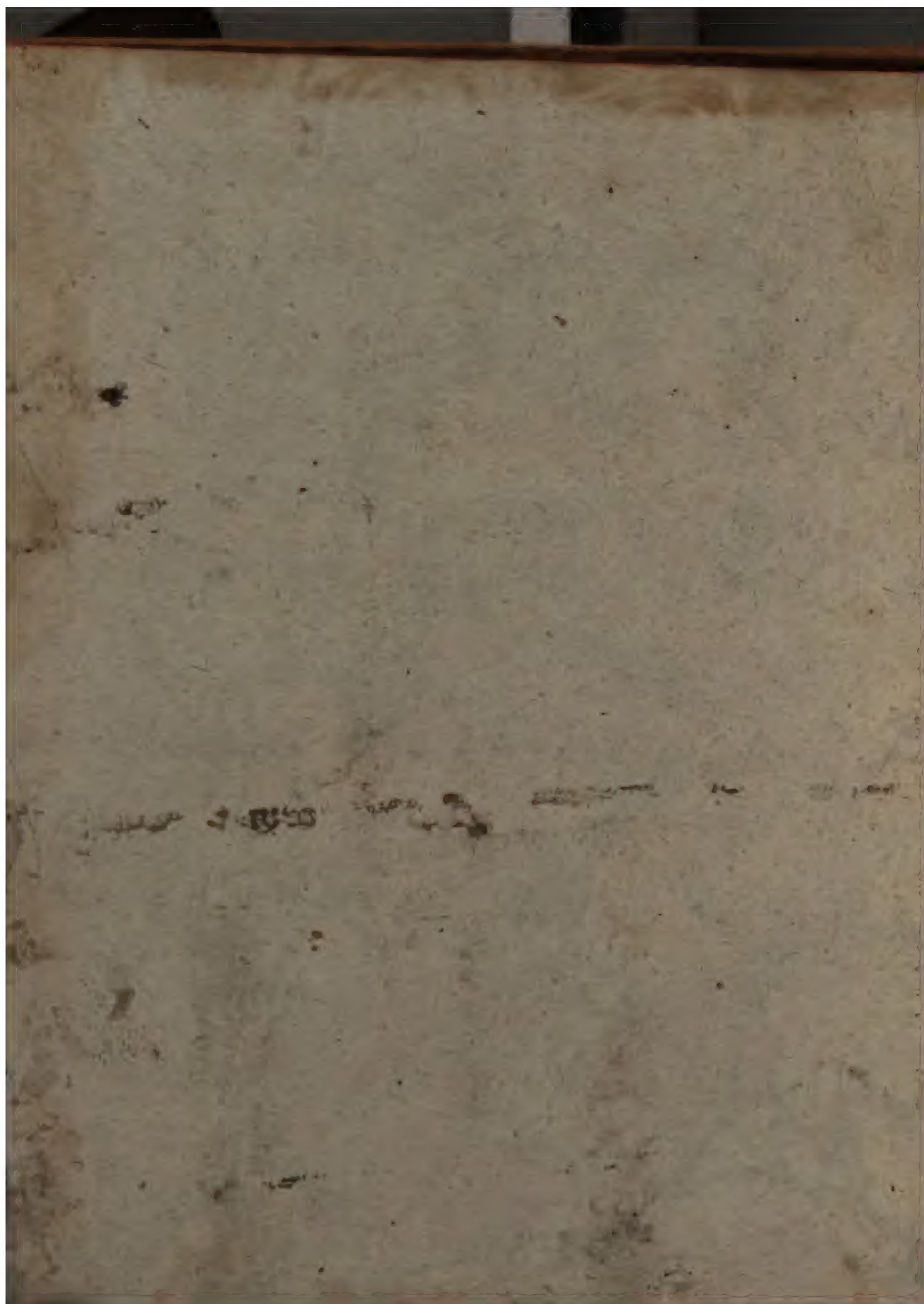
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











800046725U

DICTIONNAIRE

U N I V E R S E L.

TOME VINGT-NEUVIÈME.

S U - U T R

DICTIONNAIRE UNIVERSEL

DES

SCIENCES
MORALE, ÉCONOMIQUE,
POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE;
OU
BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME-D'ÉTAT ET DU CITOYEN,
Mis en ordre & publié par M. ROBINET, Censeur Royal.

Au Temps & à la Vérité.

TOME VINGT-NEUVIÈME.



A LONDRES,

CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS.
Et se trouve à Paris chez l'Éditeur, rue de la Harpe à l'ancien Collège de Bayeux.

M. DCC. LXXXIII.

399.d.62.

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

1921

1922

1923

1924

1925

T A B L E

D E S A R T I C L E S

DU TOME VINGT-NEUVIEME.

SUISSE, (la) pays situé entre les confins de l'Allemagne, de la France & de l'Italie. Page 1
Des impositions dans les Etats de la Suisse. 16

SULLY, Surintendant des finances, sous Henri IV, roi de France. 17

SUPRÉMATIE, f. f. 21
Serment de Suprématie. ibid.

SUSSEX, Province d'Angleterre. 23

SUTHERLAND, Province maritime d'Ecosse, au nord du Comté de Ross. 24

S Y

SYLLA, Célèbre Romain. 25
Abdication de Sylla. Sa politique en se démettant de la dictature. Mesures qu'il prit pour sa sûreté. 28

SYSTÈME POLITIQUE. 31
Système d'agrandissement. 32
Système guerrier. Système pacifique. 34
Système des nations commerçantes. 36
De l'abaissement des puissances trop formidables. 37

T. T A

TACITE, (Caius Cornelius) Historien & Politique. 38

TACITE, (Marcus Claudius) Empereur Romain. 39

TAILLE, f. f. Sorte d'imposition que le souverain leve sur ses sujets. 40

La Taille Tarifée, par l'Abbé de St. Pierre.

TALION, f. m. 42

De la peine du Talion. ibid.

TAMERLAN, Kan de Tartarie. 46

TAXE, f. f. Sorte d'impôt. 47

T E

TÉLÉMAQUE. 94

Analyse des Aventures de Télémaque: Roman Politique, par Messire François de Salignac de la Motte-Fénelon, Précepteur des Enfants de France, Archevêque de Cambrai, Prince du St. Empire, &c. ibid.

TÉMÉRITÉ, f. f. 105

TÉMOIN, f. m. Celui ou celle qui a vu ou entendu quelque chose & qui en fait le rapport. 106

TEMPLE, (William ou Guillaume) Négociateur Anglois. 110

TEMPS, f. m. 111
Emplois du Temps. ibid.

TEST, f. m. Serment du Test. 115

TESTAMENT, f. m. Déclaration que fait quelqu'un de ce qu'il veut être exécuté après sa mort. 116

Histoire des deux Testaments du roi d'Espagne, Charles II. 128

T I

TIBERE, Empereur Romain. 142

T A B L E.

TIROL, Comté d'Allemagne, au cercle d'Autriche. 247

T O

TOLÉRANCE, f. f. 151
 I. De l'église en général. 168
 II. Des diverses églises en particulier les unes envers les autres. 171
 III. Des ecclésiastiques dans les diverses Eglises. 174
TONTINE, f. f. 180
TORCY, Habile Négociateur François. 182
 Négociations de M. de Torcy. ibid.
TOSCANE, Contrée d'Italie à titre de Grand-Duché. 201
 Des Impositions dans la Toscane. ibid.

T R

TRAITE FORAINE. 204
TRAITÉ PUBLIC. ibid.
 De la Rédaction des Traités, de leur Signature & Ratification. 227
 Vue générale des principaux Traités, conclus depuis le commencement du dix-septième siècle, jusqu'à nos jours. 232
 Traité d'Amitié & de Commerce entre L. H. P. les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis & les Etats-Unis de l'Amérique, savoir; New-Hampshire, Massachusets's, Rhode-Island, Connecticut, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Nord-Caroline, Sud-Caroline, & Georgie. 264
TRANSACTION, f. f. 275
TRANSILVANIE, Province à titre de Principauté, annexée à la Hongrie, & située entre la Hongrie, la Pologne, la Valachie & la Moldavie. 276
 I. Des Impositions dans la Principauté de Transilvanie. ibid.
 II. Traités entre la Maison d'Autriche & les Etats de la Principauté de Transilvanie, en 1686. 277
TRAVAIL, f. m. 278
TRAVENDAL, Château dans le Duché de Holstein sur la Trave. 281

Traité de Paix conclu entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, & Son Altesse le Duc de Holstein-Gottorp, par la médiation des puissances alliées, garantes, & leurs Ministres. 284

TRAUTMANSDORF, (Le Comte de) Ministre plénipotentiaire de l'Empereur à Munster. 295

TRIBUN, f. m. 296
 Tribun du Peuple dans l'ancienne Rome. ibid.

T U

TUILLERIE, (Gaspar Coignet de la) Habile Négociateur François. 301
TURC ET TURQUIE. 302
TUTELLE, f. f. 324
TUTEUR, f. m. ibid.

T Y

TYRAN, f. m. 337

V. U. V A

VAGABOND, f. m. 339
 Déclaration du Roi de France, concernant les Vagabonds, & Gens sans aveu. ibid.
VALEUR, f. f. Bravoure. 342
VALLAIS, Petite République, dans la partie méridionale de la Suisse, & alliée du Corps Helvétique. 346
 Des Impôts, Droits & Revenus de la République du Vallais. 353
VALSTEIN, (Albert, Baron de) conspire contre l'empereur Ferdinand. 354
VANITÉ, f. f. 358
VATTEL, Auteur Politique. 360
 Analyse des principes de la loi naturelle, appliquée à la conduite & aux affaires des nations & des souverains. ibid.
 Idées & Principes Généraux du droit des Gens. 362
LIVRE I. Des la nation considérée en elle-même. 365
 §. I. Des nations ou Etats souverains. ibid.
 §. II. Des devoirs d'une nation envers elle-même. 366
 §. III. De la constitution de l'Etat, des

T A B L E.

droits & des droits de la nation à cet égard.	368	§. IV. Du droit de sûreté, & des effets de la souveraineté, & de l'indépendance des nations.	425
§. IV. Du souverain, de ses obligations & de ses droits.	370	§. V. De l'observation de la justice entre les nations.	428
§. V. Des Etats successifs ou héréditaires, & des Etats patrimoniaux.	375	§. VI. De la part que la nation peut avoir aux actions de ses citoyens.	ibid.
§. VI. Principaux objets du gouvernement.	379	§. VII. Des effets du domaine entre les nations.	430
§. VII. De la culture des terres.	ibid.	§. VIII. Regles à l'égard des étrangers.	433
§. VIII. Du Commerce.	380	§. IX. Des droits qui restent à toutes les nations, après l'introduction du domaine & de la propriété.	436
§. IX. Des chemins publics & des droits de péage.	384	§. X. Comment une nation doit user de son droit de domaine pour s'acquitter de ses devoirs envers les autres, à l'égard de l'utilité innocente.	439
§. X. De la monnoie & du change.	385	§. XI. De l'usucapion & de la prescription entre les nations.	440
§. XI. Second objet d'un bon gouvernement; procurer la vraie félicité de la nation.	386	§. XII. Des traités d'alliance & autres traités publics.	442
§. XII. De la piété & de la religion.	388	§. XIII. De la dissolution, & du renouvellement des traités.	449
§. XIII. De la justice & de la police.	393	§. XIV. Des autres conventions publiques, &c.	452
§. XIV. Troisième objet d'un bon gouvernement; se fortifier contre les attaques du dehors.	397	§. XV. De la foi des traités.	454
§. XV. De la gloire d'une nation.	398	§. XVI. Des sûretés données pour l'observation des traités.	456
§. XVI. De la protection recherchée par une nation, & de sa soumission volontaire à une puissance étrangère.	399	§. XVII. De l'interprétation des traités.	460
§. XVII. Comment un peuple peut se séparer de l'Etat dont il est membre, ou renoncer à l'obéissance de son souverain, dont il n'est pas protégé.	400	§. XVIII. De la manière de terminer les différends entre les nations.	468
§. XVIII. De l'établissement d'une nation dans un pays.	401	LIVRE III. De la guerre.	474
§. XIX. De la patrie.	403	§. I. De la guerre, de ses différentes especes, & du droit de faire la guerre.	ibid.
§. XX. Des biens publics, communs & particuliers.	406	§. II. De ce qui sert à faire la guerre, &c. ibid.	
§. XXI. De l'aliénation des biens publics, ou du domaine, & de celle d'une partie de l'Etat.	410	§. III. Des justes causes de la guerre.	478
§. XXII. Des fleuves, des lacs, & des rivières.	412	§. IV. De la déclaration de guerre, & de la guerre en forme.	482
§. XXIII. De la mer.	414	§. V. De l'ennemi & des choses appartenantes à l'ennemi.	484
LIVRE II. De la nation considérée dans ses relations avec les autres.	417	§. VI. Des associés de l'ennemi, &c.	485
§. I. Des offices d'humanité entre les nations.	ibid.	§. VII. De la neutralité & du passage des troupes en pays neutres.	488
§. II. Du commerce mutuel des nations.	420	§. VIII. Du droit des nations dans la guerre, &c.	492
§. III. De la dignité & de l'égalité des nations; des titres & autres marques d'honneur.	423	§. IX. Du droit de la guerre à l'égard des choses qui appartiennent à l'ennemi.	497

T A B L E.

§. X. De la foi entre ennemis, &c.	499
§. XI. Du souverain qui fait une guerre injuste.	502
§. XII. Du droit des gens volontaires, &c.	503
§. XIII. De l'acquisition par guerre, & de la conquête.	505
§. XIV. Du droit de postliminie.	507
§. XV. Du droit des particuliers dans la guerre, &c.	510
§. XVI. Des diverses conventions qui se font pendant la guerre.	512
§. XVII. De sauf-conduits & passe-ports, & de la rançon des prisonniers de guerre.	516
§. XVIII. De la guerre civile.	519
LIVRE IV. Du rétablissement de la paix & des ambassades.	521
§. I. De la paix & de l'obligation de la cultiver.	ibid.
§. II. Des traités de paix.	523
§. III. De l'exécution du traité de paix.	526
§. IV. De l'observation & de la rupture du traité de paix.	528
§. V. Du droit d'ambassade, &c.	532
§. VI. Des divers ministres publics, &c.	535
§. VII. Des droits, des privilèges, &c.	538
§. VIII. Du juge de l'ambassadeur en matière civile.	545
§. IX. De la maison de l'ambassadeur, &c.	546

V E

VENISE, Ville & République d'Italie.	549
Gouvernement de Venise.	554
Mœurs & usages de Venise.	558
Analyse de l'Histoire du Gouvernement de Venise, par Amelot de la Houffaye.	561
Mariage du doge de Venise avec la mer.	579
Impositions dans les Etats de la république de Venise.	580
VENTE, f. f.	585
VENTURA, Auteur Politique.	591
VÉPRES SICILIENNES, ou Conjuration des Siciliens contre les Français.	593
VERTU, f. f.	595

V I

VIAGRE, adj. Rente Viagère.	608
-----------------------------	-----

VIENNE, Ville capitale de l'Archiduché d'Autriche, & depuis long-temps la résidence des Empereurs d'Allemagne.	616
Paix de Vienne, en 1738.	ibid.

U N

UNION D'UTRECHT.	625
UNIVERSITÉ, f. f.	632
UNDERWALD, un des treize Cantons Suisses.	636
Des Impôts, Droits & Revenus du Canton d'Underwald.	ibid.

V O

VOLONTÉ, f. f. Volonté générale.	637
VOLMAR, (Isaac) Baron de Reiden, Plénipotentiaire de l'Empereur au congrès de Westphalie.	638
VOYAGE, f. m.	639
Nécessité des Voyages pour l'homme public.	640

U R

URI, l'un des treize Cantons Suisses.	645
Des Impôts, Droits & Revenus du Canton d'Uri.	ibid.

U S

USAGE, f. m. Droit d'Usage innocent.	646
USUFRUIT, f. m. Le droit de jouir indéfiniment d'une chose appartenante à autrui, sans en diminuer la substance.	647
USURE, f. f.	648

U T

UTILE, f. m. & adj. Tout ce qui nous est avantageux.	650
UTILITÉ, f. f.	657
UTOPIE.	658
L'Utopie de Thomas Morus ; Chancelier d'Angleterre, ou Idée d'une République heureuse.	ibid.
UTRECHT, Ville & Province des Pays-Bas.	669
Paix d'Utrecht, en 1713 ; & de Baden, en 1714.	671
Etat de l'Europe après la paix d'Utrecht & de Baden.	683

Fin de la Table.

BIBLIOTHEQUE



BIBLIOTHEQUE DE L'HOMME-D'ÉTAT, E T D U C I T O Y E N.

S U I S S E , (La) *Pays situé entre les confins de l'Allemagne , de la France & de l'Italie.*



ES géographes comprennent sous ce nom, tout le pays occupé non-seulement par les Suisses ou les treize cantons de la ligue, mais par divers autres petits Etats alliés ou sujets de ces premiers. Dans ce sens, on peut estimer la plus grande étendue de la Suisse, de l'orient à l'occident, environ de quarante-cinq lieues géographiques, & de trente-quatre lieues du nord au midi. Ce pays, situé entre le quarante-cinquième & le quarante-huitième degré de latitude, & le vingt-quatrième & vingt-huitième de longitude, peut être regardé, dans sa plus grande partie, comme la contrée la plus élevée de l'Europe, puisque les fleuves qui ont leurs sources dans les Alpes de la Suisse, coulent dans des directions contraires, jusqu'aux extrémités opposées de l'Europe.

Au premier coup-d'œil jeté sur la carte de la Suisse, on y distinguera trois parties bien différentes par leur site & par la nature du pays que chacune renferme. La partie orientale & méridionale est située dans les

Tome XXIX.

A

hautes Alpes; elle occupe environ les deux tiers de la Suisse, & n'offre qu'un pays montueux, coupé par des vallons, dont la largeur, la profondeur & la direction varient à l'infini. Les montagnes, qui, par des contours irréguliers, séparent ces vallons, présentent une vaste chaîne de cimes, tantôt arrondies, tantôt couronnées de pointes d'une forme bizarre; en s'élevant par degrés, elles vont enfin s'appuyer contre des masses étonnantes de rochers, éternellement chargés de neiges, & qui embrassent des glaciers immenses. Dans toute cette contrée, la partie la plus basse seulement des vallons, est susceptible de quelque culture; les terrains élevés, les flancs les moins rapides & les hauteurs des monts, donnent des pâturages; le reste est couvert de forêts, souvent d'un accès très-difficile, jusqu'à ce point d'élévation, où la stérilité des rocs & le voisinage des glaces permanentes, exclut toute production propre à la nourriture des hommes & des animaux, & à la fin celle même des plus petits végétaux.

La partie occidentale de la Suisse occupe un grand district du Jura; autre chaîne de montagnes, séparée des Alpes & moins élevée, qui s'étend sur la frontière de la France, depuis les rives du Rhône au-dessous de Genève, jusqu'à celles du Rhin au-dessus de Bâle. Cette partie représente une succession alternative de vallées & de hautes joux; les dernières ne conservent ordinairement la neige dans les points les plus élevés, que jusques vers le commencement de juin. Par ses productions, cette contrée ressemble beaucoup à la partie moyenne & inférieure des Alpes.

Entre ces deux chaînes des Alpes & du Jura, s'étend depuis les bords du lac de Genève jusqu'au Rhône & au lac de Constance, dans la direction du sud-ouest au nord-est, un pays ouvert & fertile, entrecoupé seulement de montagnes basses, de collines & de côtes, baigné par des lacs, arrosé par plusieurs rivières, dont quelques-unes sont navigables, orné de prairies, de champs & de vignobles.

On se fera une idée de la position des Alpes Suisses & de la liaison entre leurs différentes branches, en suivant sur la carte le cours des principaux fleuves qui en découlent. On verra les sources du Rhône, de l'Aar, de la Rheuss, du Rhin, du l'Adda, du Tessin & de tant d'autres rivières ou torrens qui se jettent dans ces fleuves, se former dans un petit circuit de pays, & partir delà comme d'un foyer commun. Il est naturel de présumer que dans l'intérieur de ce cercle, doivent se trouver les masses les plus élevées des Alpes.

Le S. Gothard & les monts qui l'avoisinent, forment le centre de ce foyer; c'est à peu près là que se réunissent aujourd'hui les confins du Valais, du pays des Grisons & des cantons de Berne & d'Uri. Des glaciers de la Fourche, au midi du S. Gothard, naît le Rhône; il traverse le Valais dans toute sa longueur de l'est à l'ouest, & se jette dans le lac de Genève. Le vallon qu'il parcourt est embrassé par deux grandes chaînes des hautes Alpes: celle qui le borde au midi, sépare la Suisse de la Savoie

& joint les glaciers du Faucigny; c'est dans cette lisière que se trouvent le mont Simplon & le grand S. Bernard, qui offrent deux passages fréquentés pour l'Italie. La chaîne septentrionale sépare le Vallais du canton de Berne.

C'est dans les glaciers renfermés dans cette chaîne, que l'Aar prend sa source. Cette rivière dirige ensuite son cours au nord-ouest, pour joindre les lacs de Brienz & de Thoune.

Au nord du S. Gothard est la source de la Rheuss, qui coule dans la direction du midi au nord, au travers de toute la vallée d'Uri, & se précipite dans le lac des quatre Waldstät ou quatre cantons forétiars.

A quelque distance au nord-est sort la Lint, qui se jette dans le lac de Zurich, après avoir arrosé le canton de Glaris.

A l'est du S. Gothard se trouvent les diverses sources du Rhin; après avoir réuni leurs eaux dans le pays des Grisons, elles les versent dans le lac de Constance, en dirigeant leurs cours au nord.

Enfin, au midi de la même montagne, le Tessin, une des principales branches du Pô, prend son origine, & tombe dans le lac de Locarno.

On trouve encore dans la Suisse septentrionale deux autres masses ou foyers des Alpes. De l'une, située dans le pays des Grisons, l'Inn, l'Adda, la Maira, & l'Albula, tirent leurs sources; de ces petites rivières, la première tire au nord & se jette dans le Danube; les deux suivantes coulent au sud-ouest dans le lac de Côme, & la dernière tend à l'ouest & forme une des principales sources du Rhin. L'autre masse, placée sur les frontières du canton d'Appenzell & du comté de Tokenbourg, forme une vaste montagne isolée, dont les pointes les plus élevées conservent toujours la neige & quelques glaces. Deux torrens, la Thour & la Sittel, en sortent, & se réunissent pour tomber enfin dans le Rhin, au-dessous de Schaffouse.

Tel est en gros le site des hautes Alpes de la Suisse. Elles occupent une étendue d'environ soixante-dix lieues, depuis la frontière de la Savoie, jusqu'à celles du Tyrol; de sorte qu'avec les montagnes plus basses, qui en terminent les contours, elles couvrent plus des deux tiers de ce pays. Diverses chaînes les unissent avec les Alpes de la haute-Allemagne & de l'Italie supérieure, qui prolongent leurs rameaux jusques vers les bords septentrionaux du golfe Adriatique d'un côté, & à la mer Méditerranée de l'autre. Entre ces deux extrémités, l'ensemble des Alpes forme un seul & vaste amphithéâtre, qui, s'élevant par degrés depuis les plaines voisines, se termine enfin dans

*... ces monts fourcilleux,
Qui pressent les enfers & qui fendent les cieux!*

Plus ces monts s'élèvent, & plus leur hauteur surpasse proportionnellement la largeur de leurs bases. Les pointes les plus apparentes, appelées

cornes, (*horn*) dans la Suisse allemande; *dents* ou *aiguilles*, dans la Suisse françoise ou romande; *peti*, par les Lombards, semblent s'élancer dans la région pure de l'éther; celles qui se trouvent placées sur les bords d'une grande chaîne, par leur élévation prodigieuse, par leur blancheur éblouissante, ou par les teintes de pourpre & de rose qu'elles réfléchissent dans un temps clair, au lever & au coucher du soleil, se font appercevoir d'aussi loin, que la vue la plus longue peut porter; elles se présentent comme les plus anciens monumens de la terre, échappés aux terribles révolutions de ce globe.

C'est au pied de ces monts blancs, revêtus & entourés de neige & de vive glace, que les principaux fleuves du pays prennent leurs sources, ou dans des petits lacs qui ne dégèlent qu'à l'approche de la canicule ou sous de valles glaciers. Tantôt cette neige éternelle & convertie en glace, par l'effet alternatif du gel & du dégel, se trouve accumulée sur la pente & dans les flancs des plus hautes Alpes; tantôt elle comble les vallons qui les séparent, mêlée avec les débris des rochers. Les couches de glace ont souvent une épaisseur & une étendue surprenante. Le glacier le plus profond que l'on connoisse en Suisse, est celui du mont Avicula, au-dessus d'une des principales sources du Rhin; il forme une montagne isolée de glace solide, entre différentes pointes plus élevées; on estime sa plus grande hauteur perpendiculaire à passé cent toises. La vallée de glace la plus étendue, se trouve le long de la frontière entre le canton de Berne & le Vallais; sa longueur, avec quelques interruptions, est d'environ trente lieues. On connoît les noms de passé trois cents de ces hautes cimes toujours couvertes de neige; les divers petits glaciers détachés sont innombrables.

Quoiqu'il ne soit pas douteux que ces amas de glaces ont été formés & augmentés dans une longue succession de siècles, & que des documens certains prouvent qu'ils ont fait des progrès dans des temps peu éloignés du nôtre; il n'est pas moins sûr que la nature a tracé une ligne, au-dessous de laquelle, sans des circonstances particulières, la neige & la glace se fond tous les étés; cette ligne est dans nos Alpes, environ à 1500 toises au-dessus de la mer.

Souvent, loin au-dessous de ce point d'élévation, on ne trouve encore aucune trace de végétation; souvent le roc, dépouillé de terre par les fontes & les éboulemens, ne présente sur les bords des vallons que des précipices effrayans & des écueils inaccessibles. Ainsi le tableau si majestueux, à la première vue, de ces grandes pyramides glacées, de ces abîmes profonds, parsemés de pointes brillantes parmi les débris des rochers bouleversés, n'offre bientôt à l'œil accoutumé que le triste aspect d'un vaste désert, où il n'apperçoit d'êtres vivans que quelques chamois effarouchés, ou des vautours qui planent au-dessus de cette horrible solitude, & mêlent leurs cris aigus au bruit sourd des torrens & des évalanches, souvent

si fatales aux habitans des vallées. C'est sur-tout vers la fin du jour, quand le dernier crépuscule teint les glaciers d'une pâleur mourante & qu'une nuit plus épaisse qu'ailleurs, semble couvrir l'horizon resserré, ou dans des temps pluvieux, quand les nuages, pressés entre ces barrières glacées, descendent jusques sur les forêts sombres des vallons; c'est alors qu'il faut être habitué à ce tableau, pour ne pas en recevoir des impressions noires. Comme les vapeurs de l'atmosphère se rassemblent facilement autour des sommités des Alpes, elles sont le plus souvent enveloppées d'épais nuages; il y tombe une quantité prodigieuse de neige pendant la moitié de l'année: souvent en été, la grêle se mêle aux pluies abondantes dans ce climat; & dans les chaleurs, on voit presque tous les soirs les éclairs & la foudre donner le spectacle du choc terrible entre les élémens les plus opposés.

Tel est en général l'état de la région supérieure des Alpes. La région moyenne présente d'abord à peu près les mêmes phénomènes & les mêmes accidens; un long hiver, un printemps tardif, des éboulemens de neige effrayans, en été des tonnerres dont les vallons répètent les éclats. On y voit encore des rochers de cent toises & plus d'élévation perpendiculaire, des torrens qui frappent avec bruit les écueils qu'ils couvrent de leur écume, des traces d'anciens bouleversemens des montagnes, &c. Mais ici les sommités commencent à offrir à l'œil des buissons & des forêts; par-tout où la pente est un peu adoucie ou exposée au soleil, les monts sont revêtus de gazon & couverts d'herbages précieux, qui fournissent à de nombreux troupeaux un pâturage excellent. Ces basses Alpes, dont il seroit trop long de détailler les divers rameaux, s'étendent sur environ la moitié de la Suisse.

Les arbres conifères tiennent ici la première place sur les hautes joux. Le mélèze, *larix*, est devenu assez rare; l'arve, *pinaster* ou *pinus cembra* de Linné, plus rare encore. Le pin ne réussit que dans des lieux plus bas; mais les diverses espèces de sapins sont le bois le plus abondant, depuis les sommets les plus élevés jusqu'au pied des Alpes. Parmi les arbres à feuilles, l'érable est celui qui craint le moins le grand froid; le chêne, le hêtre, l'ormeau & le tilleul se succèdent dans les lieux plus abrités. C'est sur les sommités voisines des glaciers que le botaniste trouve les herbes rares, ces simples précieux pour l'usage de la médecine.

Dans ces cantons, moitié sauvages, moitié cultivés, le peintre de la nature la surprendra, pour ainsi dire, dans son atelier, entourée des restes du cahos, au milieu d'une création ébauchée & de formes majestueuses, qui annoncent une main toute-puissante. Il ne trouvera pas ailleurs ces grands effets des ombres & de la lumière; ces desseins hardis & sublimes, auxquels l'imagination seule ne sauroit atteindre: ici des rochers inaccessibles & d'une hauteur effrayante, entrecoupés d'écueils bizarres ou de grottes obscures, paroissent toucher la voûte des cieux; leurs cimes en

surplombant au-dessus d'un profond abîme, menacent de le couvrir de leurs ruines; couronnées de touffes épaisses d'arbres courbés par la vétusté, elles jettent au loin leurs ombres prolongées, & répandent une fraîcheur inaltérable. Là, des torrens s'élancent du sein des nues, se dispersent dans l'air, ou forment dans leur chute des cascades variées; le soleil les fait briller des feux du diamant ou des couleurs de l'arc-en-ciel; leurs ondes rassemblées dans les gouffres qu'elles ont creusés, s'en échappent avec une nouvelle force, & blanchissent de leur écume les marbres épars qui s'opposent à leur cours. Ces beautés terribles sont contrastées par la vue riante des montagnes & des côteaux tapissés de diverses nuances de verdure; la surface tranquille d'un beau lac répète leur image, & réfléchit par un beau jour l'azur du ciel le plus pur; au milieu d'un sombre désert, un vallon occupé par une nombreuse colonie, présente le tableau d'une retraite paisible & de l'union si rare parmi les hommes : des glaciers dont la base est hérissée de pointes brillantes, les flancs éblouissants de neige, & les sommets élevés au-dessus des nues, terminent le lointain par leurs formes majestueuses.

Sans doute, les fortes impressions données aux fibres encore tendres par tous ces grands objets, & fortifiées par l'habitude d'une vie uniforme & solitaire, sont une des principales causes de cet ennui qu'éprouvent les montagnards dans un séjour différent, & qui dégénère si souvent en langueur mortelle.

Nous avons déjà fait la remarque, qu'à mesure que les monts s'abaissent, en s'éloignant du centre des Alpes, leurs bases s'élargissent comparative-ment à leur hauteur perpendiculaire. Ces montagnes basses, dont la pente moins rapide offre un terrain propre à la culture, & les vallons qu'elles embrassent par divers contours, forment la région inférieure des Alpes. C'est la seule partie habitée. Les bergers ne séjournent avec leurs troupeaux dans les pâturages élevés que pendant quatre ou cinq mois de l'été; l'exploitation des bois ne peut se faire, dans les joux supérieurs, que pendant l'hiver, quand une neige abondante a comblé les sinuosités du terrain & les profondeurs des rochers; alors les plantes sont trainées au bord des précipices; & là, abandonnées à leur poids, elles glissent avec la rapidité d'un trait dans des ravins revêtus de glace, souvent d'une hauteur prodigieuse, jusqu'au fond des vallons. Toutes les productions de la région moyenne des Alpes, se bornent à ces deux objets; d'ailleurs, la rigueur du climat & les circonstances locales, n'y permettent pas des habitations fixes.

Les montagnes basses, qui environnent de tout côté, dans une grande étendue de pays, la base des hautes Alpes, & terminent, dans leurs diverses directions, les vastes racines de ce tronc immense, sont formées ou par des rochers moins élevés & recouverts en partie d'une terre plus ou moins profonde, ou par des éboulements arrivés pendant la longue révo-

lution des siècles, dans les grandes chaînes des Alpes. Il est aisé d'apercevoir encore en beaucoup d'endroits, les brèches qu'ont laissées ces grandes chûtes de terres, & souvent au fond des vallons, on a découvert à une grande profondeur, des restes d'antiques forêts, couvertes par de pareils éboulemens. L'histoire moderne de la Suisse nous fournit des dates de plusieurs accidens semblables, & en petit les exemples se renouvellent tous les jours. Quelquefois des vallons en sont en partie comblés, & les eaux, dont le cours est arrêté, couvrent d'une marre profonde des lieux habités ou cultivés; ailleurs la terre écroulée s'étend au pied d'un mont en forme de glacis, jusques dans la vallée ou dans la plaine. C'est ainsi qu'en 1584, dans le gouvernement d'Aigle, aujourd'hui du canton de Berne, une montagne entr'ouverte par un tremblement de terre, couvrit de ses ruines, les villages de Corbieres & Ivornes. En 1618 une portion du mont Conto, située dans le comté de Chiavenna, dépendant de la république des Grisons, après de longues pluies, se précipita, au milieu de la nuit, sur le bourg de Pleurs, un des lieux les plus riches de la contrée, l'ensevelit avec ses habitans, au nombre d'environ deux milles cinq cents personnes, & ne laissa sur la place qu'un lac entouré de débris des rochers. Un petit vallon dans le Vallais éprouva un accident semblable en 1714. Chaque année la chute des rochers, minés par le temps, des inondations causées par une fonte subite des neiges ou par des orages, des explosions souterraines ou des secousses de la terre, qui, même dans cette contrée élevée, ne sont point rares, produisent quelque changement, ou dans la forme extérieure de quelque montagne, ou dans la disposition locale des vallées.

Quelle qu'ait été l'origine des montagnes & collines de cette partie de la Suisse, leurs sommités sont communément couvertes de forêts; ce qui donne à ce pays, au premier coup-d'œil, une apparence assez sauvage, pour faire douter de sa population réelle. Les côtes les mieux exposées au soleil, présentent, souvent dans une assez grande élévation, des habitations entourées de clôtures & de quelques champs labourés: & ce n'est pas un des moindres sujets de surprise pour des étrangers nés dans des pays ouverts, que de voir la charrue tracer des sillons, dans un sol dur, sur un penchant où les bêtes d'attelage ont peine à assurer leurs pas. Au pied de ces montagnes s'étendent, sur une pente plus douce, des prairies rafraichies par des sources d'eau permanentes.

Des vallées situées entre les diverses chaînes des Alpes, quelques-unes s'étendent depuis le pied des glaciers même, jusques dans la plaine; ce sont comme les grandes veines, par lesquelles se déchargent les eaux des plus hautes Alpes. D'autres vallons, divisés en divers rameaux, amènent dans les premiers les torrens ou ruisseaux, dont la réunion forme les grandes rivières. Tous ces vallons, dans leurs sinuosités, suivent les contours des chaînes des rocs qui les resserrent. Communément les vallées s'élargissent en s'abaissant; cette règle cependant, n'est ni générale, ni uni-

forme. Il arrive assez souvent, que des chaînes de montagnes opposées, en se rapprochant & s'éloignant alternativement, forment tantôt des gorges étroites, au travers desquelles à peine les torrens trouvent un passage; tantôt des plaines agréables, couvertes d'habitations & de prairies. Cette succession de tableaux variés, ce contraste perpétuel de lieux sauvages & déserts avec des fonds peuplés & cultivés, rendent les voyages dans cette partie des Alpes singulièrement intéressans. Ces vallons paroissent d'autant plus riches, que la population d'un district de montagnes, souvent très-étendu, y est concentrée par le besoin de se rapprocher des secours réciproques & par le peu d'étendue des terres susceptibles de culture.

La température de l'air & les productions varient beaucoup d'une vallée à l'autre, suivant les différens degrés de leur élévation, leur exposition diversifiée au sud ou au nord, &c. suivant les variétés du sol, la largeur plus ou moins grande d'un vallon, & la hauteur ou la pente des montagnes qui l'entourent. Il se trouve dans les Alpes quelques vallées habitées, mais si froides & si resserrées, qu'à peine un peu d'orge & quelques fruits d'arbres de mauvaise qualité, y parviennent à la maturité, & que pendant plusieurs semaines, avant & après le solstice d'hiver, les rayons du soleil n'y peuvent pénétrer. Il en est d'autres, où les récoltes sont aussi hâtives que dans la plaine, où le raisin, la figue, la pêche, les fruits les plus fins réussissent, où le grenadier en espalier soutient les hivers. Des climats aussi opposés se trouvent souvent à la distance de quelques lieues l'un de l'autre. M. de Haller observe, que sur la cime d'une montagne, on trouve des plantes qui croissent en Laponie, & qu'au pied du même mont, il s'en offre qui sont indigènes du cap de Bonne-Espérance.

Toutes les eaux des montagnes s'écoulant incessamment par des vallons, on peut regarder ceux-ci, dans leur état actuel, comme étant en grande partie l'ouvrage des torrens qui s'y jettent; les eaux les creusent par-tout où la pente est rapide, elles les comblent dans les places où le courant est ralenti. Très-fréquemment ces torrens, après s'être élevé un lit de graviers amoncelés, s'échappent dans le temps des grandes eaux, & couvrent de pierres les prairies. Les inondations subites, irrésistibles, sont le plus grand fléau de ces pays montueux; souvent un village entier en devient la victime, des maisons sont enterrées ou détruites, & dans un jour, des terres, fertilisées par un labour opiniâtre de plusieurs siècles, sont ensevelies sous une couche de pierres, de sables & de limon.

Dans les lieux où un terrain élevé, ou un banc de rochers s'opposoit à l'écoulement des eaux, il s'est formé des lacs; on en trouve jusqu'au pied des glaciers & entre les plus hautes cimes des alpes; leur étendue varie dans la même proportion que celle des vallons; les lacs les plus grands sont situés dans le voisinage des plaines ou d'un pays ouvert. Tous ces lacs à peu près, se terminent à l'extrémité supérieure, où les eaux y entrent, dans des marais formés par le dépôt des rivières; de nouveaux dé-
pôts

pôts les augmentent, & l'industrie les fertilise successivement. Les lacs les plus élevés sont entièrement glacés pendant une partie de l'année, & même, tous les lacs de la Suisse sont plus ou moins sujets à être pris par la glace dans les hivers rigoureux.

Tel est le tableau topographique de la plus grande partie de la Suisse : une grande chaîne de rocs chargés de glaces & absolument stériles, des joux couvertes de forêts, des montagnes plus basses & des vallons plus ou moins cultivés. Cette partie comprend le pays des Vallaisans & des Grisons, avec les terres sujettes des Suisses & des Grisons sur les confins du Milanez, une partie des cantons de Fribourg, Berne, Lucerne, les cantons d'Unterwald, Uri, Schweiz, Glaris, Appenzell, & les terres de l'abbaye de saint Gall.

Sur les confins de la Franche-Comté sont situés les monts Jura, dont la Suisse occupe une partie. Leur direction, à peu près parallèle à celle des Alpes, va du sud-ouest au nord-est, depuis le Rhône, qui les sépare des montagnes de la Savoie, jusqu'au bord du Rhin au dessus de Bâle. Cette chaîne se termine vers le Sundgau, dans des collines qui vont toucher le pieds des Vôges. Les monts du Jura diffèrent des Alpes par plusieurs circonstances. Dans celles-ci, les rochers sont assez généralement d'une espèce spateuse ou vitrifiable ; le grès & les cailloux s'y trouvent par-tout au pied des monts & dans les lits des torrens ; le gyps & les marbres y sont rares, ils ne se trouvent guere que dans les Alpes de la Suisse méridionale. En échange la base du Jura est à peu près uniformément de pierres calcaires. Sur les sommets les plus élevés du Jura, tels que la Dole, le Suchet, le Chasseral, le Mondor, &c. on trouve des herbes vulnérables & autres plantes alpines ; mais ces sommets n'approchent au plus que de la hauteur moyenne des Alpes, & la neige y dispaeroit entièrement dès la fin du printemps. Les joux du Jura sont moins couvertes de terre végétale que les montagnes basses des Alpes dont le niveau est le même ; les pâturages y sont moins abondans & la recrue des forêts plus lente. On trouve par-tout dans le Jura une grande variété, & dans quelques lieux une abondance singulière de pétrifications, de coquillages marins. Ces documens d'une ancienne révolution violente, effuyée par notre globe, sont infiniment plus rares dans les basses-Alpes ; on n'en trouve plus dans les Alpes supérieures, qui paroissent avoir une existence antérieure à ces grandes époques de la terre. D'ailleurs, on apperçoit dans l'examen de l'intérieur des monts Jura, dans l'interruption violente des chaînes de rochers, dans le dérangement de leurs couches, tantôt brisées, tantôt verticales, souvent voûtées, suivant le contour des montagnes, mille preuves en détail d'un bouleversement général. Quoique dans les Alpes on observe aussi-bien des traces d'un désordre accidentel, les effets n'en sont ni aussi singuliers, ni si manifestes.

La base des Alpes étant généralement d'un roc solide, les eaux glissent

sur leur surface, les sources sont fréquentes sur toute leur pente; aucun vallon qui ne soit arrosé d'un ruisseau ou creusé par un torrent. Dans le Jura, au contraire, les lits des rocs étant brisés, les neiges fondues & les eaux de pluie, en bien des endroits, se précipitent dans des crevasses ou puits naturels, & s'engouffrent dans les cavernes & réservoirs intérieurs de la montagne. L'industrie humaine a cherché à suppléer à cet inconvénient, en plaçant les moulins au fond de ces entonnoirs, dans une assez grande profondeur sous terre, pour profiter de la chute de l'eau; on trouve de ces rochers souterrains dans les vallées supérieures du pays de Neuchâtel. Nécessairement cette construction du sol rend les sources vives fort rares dans la partie supérieure du Jura, & force les habitans à recourir aux citernes pour abreuver les bestiaux; ressource même très-précaire dans des temps d'une longue sécheresse. Les eaux, rassemblées au sein des rochers, prennent leur issue dans les vallées inférieures & au pied des monts, où elles forment des sources très-abondantes; on en compte un grand nombre qui, à deux cents pas de leur origine, vont aller les rouages de diverses usines. Le lac de Joux, dont l'étendue en longueur est d'environ deux lieues communes, n'a d'autre écoulement que par de pareils entonnoirs, dont les plus considérables ont été garnis de grilles de bois, pour prévenir les engorgemens. On attribue à ce lac, situé dans une vallée élevée, les sources de l'Aubonne, de la Venoge & de l'Orbe, toutes abondantes dès leur origine.

Au reste, cette disposition particulière des couches des rocs, dans cette partie méridionale du Jura qu'occupent l'État de Berne & le comté de Neuchâtel, n'est plus remarquée dans la partie septentrionale, qui s'étend dans l'évêché de Basle, & dans les deux cantons de Basle & de Soleure. On y voit, au contraire, par une autre singularité remarquable, des montagnes fendues depuis leur sommet, pour donner un passage aux rivières ou torrens. C'est ainsi que la Birs, dans la prévôté de Motier-Grand-Val, traverse des rochers qui offrent à découvert la construction intérieure des montagnes; les couches des rocs forment dans cet endroit des voûtes, élevées l'une sur l'autre, en suivant le contour extérieur de la montagne. Nous passerions les bornes de cet article, si nous entrions dans de plus grands détails sur les montagnes de la Suisse. Il nous manque une description complète des objets intéressans que ce district de pays offre à ceux qui font une étude particulière de l'histoire-naturelle.

Une troisième portion de la Suisse présente un pays en général assez ouvert, de petites plaines, entrecoupées par des lacs, des côtes, des montagnes d'une pente plus ou moins douce. Les confins de cette portion du pays sont assez déterminés le long du pied du Jura; il est plus difficile de les fixer dans le voisinage des Alpes, où ils dépendent de la hauteur ou direction des collines & montagnes basses, & des sinuosités de quelques grandes vallées, par lesquelles débouchent les principales rivières.

Cette partie de la Suisse, en commençant par le bord septentrional du lac de Geneve, comprend toute la partie occidentale des cantons de Berne & de Fribourg; une portion du comté de Neuchâtel & du canton de Soleure: une partie du canton de Lucerne; le pays de Zoug; la plus grande partie du canton de Zurich; les bailliages libres, le comté de Baden & celui de Thurgovie, tous pays gouvernés à l'indivis par plusieurs cantons; on peut y ajouter le canton de Schaffouse, situé en delà du Rhin. C'est décidément la partie la plus riche & la plus peuplée de la Suisse: en particulier le pays de Vaud, situé entre le lac de Geneve & les lacs de Neuchâtel & de Morat, les bords de ces lacs & de ceux de Bienne, de Zoug, de Zurich & de Constance, l'Aargau depuis Aarberg jufques vers la jonction de la Reuss & de l'Aar, la plaine qui s'étend depuis Sursee dans le canton de Lucerne, jufques vers Zoug & le Freyam, l'intérieur du pays de Zurich & la Thurgovie, toutes ces parties offrent en grand nombre des sites agréables, des tableaux variés d'une bonne culture & d'une population florissante. Dans d'autres districts, les collines ou montagnes basses offrent encore un coup-d'œil assez sauvage, par la quantité de bois noirs qui couvrent les sommets; cependant les fonds entre ces montagnes & collines, vus de près, donnent presque toujours la surprise agréable d'un terrain riche & bien cultivé.

Une grande variété dans la nature du sol, fait réussir dans cette étendue toutes les diverses especes de grains. Plusieurs districts de ce grand vallon sont richement arrosés par de bonnes eaux, dont on tire chaque jour un plus grand parti pour l'augmentation des fourrages. On cultive la vigne sur les coteaux les mieux exposés à l'orient & au midi, particulièrement sur les bords des lacs.

Il se trouve encore quelques petits districts appartenans à la Suisse, qui, sans être contigus à la partie dont nous parlons actuellement, y ont rapport par la nature de leur climat & de leurs productions; tels sont les environs de la ville de Bâle; les bords du Rhin au-dessus de son embouchure dans le lac de Constance; & quelques portions des pays sujets des Suisses sur les confins du Milanais, vers les bords du lac de Lugano, du lac Maggiore & de celui de Como.

Cette esquisse, tracée à vue de la carte de la Suisse, peut donner une idée générale de la Suisse. La première observation qui se présente, & que nous avons déjà touchée, porte sur la grande variété du climat, que cette élévation graduelle du terrain, depuis les vallées les plus basses jufqu'aux sommets des hautes Alpes, doit nécessairement occasionner. Sans parler des lieux que les glaces couvrent perpétuellement, il se trouve en Suisse des terrains propres au pâturage, que la neige ne quitte que pendant un ou deux mois; il en est d'autres, voisins des grands lacs, où rarement, pendant l'hiver même, elle tient au-delà de quinze jours. Les termes opposés de cette échelle de la température de l'air, se trouvent plus rapprochés,

& leur contraste plus frappant dans les lieux que les glaciers couvrent des vents du nord; mais comme relativement à la plus grande partie de la Suisse, cette haute chaîne des Alpes est située au levant & au midi, par l'interception du vent du sud, & par la répulsion de ceux du nord & nord-est, elle prive les contrées basses de la Suisse de ce degré de chaleur, dont jouissent les provinces de l'Italie qui se trouvent au même point d'élévation au pied des Alpes.

Outre cette grande variété dans le climat local de divers lieux de la Suisse, les dérangemens dans les saisons & les variations subites du temps, y sont nécessairement plus sensibles que dans d'autres pays situés sous la même latitude. Deux circonstances y contribuent : d'abord le pays est un des plus élevés de l'Europe; ce qui doit le rendre un des plus froids; & d'un autre côté, il confine aux pays méridionaux : de plus, la direction des Alpes du nord-est au sud-ouest, fait que la partie la plus fertile de la Suisse & plusieurs des principales vallées sont ouvertes à l'action des deux vents opposés qui regnent le plus souvent dans nos contrées. Les vents d'est & de nord-est, qu'en Suisse on appelle *bise*, en passant près des glaciers, se chargent de parties nitreuses, acquièrent un nouveau degré de froid, & portent souvent le gel & les frimats jusques dans les contrées les plus basses de la Suisse, vers la fin du printemps & dès le commencement de l'automne. Le nord-ouest, que dans la Suisse occidentale on nomme *le joran*, produit le même effet, tant que les neiges subsistent sur les sommets du Jura. En échange, le sud-ouest, ou le vent proprement dit, soufflant des provinces méridionales, & se chargeant de l'air plus échauffé des plaines, porte la tiédeur humide jusques dans les hautes Alpes, & y occasionne souvent des fontes de neige au milieu de l'hiver.

Suivant la succession des saisons la plus ordinaire, les neiges disparaissent entièrement dans les terres les plus basses de la Suisse, dès le mois de février; elles quittent les montagnes basses en mars & avril, & ainsi de suite progressivement jusques en juillet, où tombe la plus forte fonte des glaciers, de sorte que les torrens, dont les sources sont au pied des basses Alpes & du Jura, grossissent, dès le printemps, au lieu que la crue des rivières qui sortent du sein même des Alpes, & des lacs dans lesquels ces rivières se jettent, n'arrive qu'après le solstice d'été. Cette progression du dégel empêche une inondation trop subite, & fournit constamment aux rivières une provision d'eau suffisante pour les rendre navigables. Tant qu'on ne s'est pas fait, par ses propres yeux, une idée des amas prodigieux de neige & de glace que renferment les hautes Alpes, on ne peut comprendre, que la fonte lente d'une partie seulement de ces glaces, par les chaleurs de l'été, puisse non-seulement entretenir le cours de plusieurs rivières considérables, mais les faire souvent déborder, & que, par exemple, les eaux qui découlent dans le Rhône de quelques glaciers de la Suisse & de la Savoie, occasionnent une hausse de dix pieds dans le lac de Ge-

neve, dont la surface peut être estimée de près de trente lieues quarrées; tandis que les plus longues pluies, & la fonte de la neige dans la plaine & dans les montagnes basses, au printemps, à peine produisent dans ce vaste réservoir une augmentation sensible.

Si dans les pays montueux les débordemens des rivières sont plus dangereux, parce que les torrens, lorsqu'ils s'échappent de leurs lits, couvrent de gravier les possessions, ou entraînent la terre végétale; en échange, ces inondations ne sont ni aussi étendues, ni d'une aussi longue durée, que dans les pays de plaine. En général, comme les vapeurs de l'atmosphère se rassemblent autour des sommets des montagnes, plus le terrain s'élève, & plus il reçoit des eaux du ciel; l'abondance des pluies & des rosées procure aux montagnes cette richesse de fourrages, qui fait leur revenu principal.

Nous n'osons pas entrer dans de plus grands détails, sur les singularités que présente la diversité des climats dans les différens lieux de la Suisse; peu de pays fournissent autant de matières aux observations sur les météores & des phénomènes plus variés. Souvent, par exemple, le même vent, qui enfilant une vallée des Alpes, en enlève les brouillards & les vapeurs, va ensuite les déposer dans une vallée opposée; de sorte que dans l'une il procure un air doux & serein, & dans l'autre un temps froid & humide; un autre vent, soufflant dans la direction opposée, produira dans les mêmes lieux l'effet contraire; quelquefois une haute chaîne de monts fixera les limites entre le beau temps & une pluie soutenue; deux courants d'airs, déterminés par la direction diverse des vallées, presseront vers l'angle de leur contact, les nuages qu'ils chassent devant eux, & y produiront pendant plusieurs jours une pluie, pour ainsi dire, locale, tandis qu'à une petite distance de-là, on jouit d'un ciel pur. On peut juger par là, combien il doit être difficile d'établir des règles générales, qui puissent servir en différens lieux de la Suisse, pour annoncer les variations du temps; l'expérience a donné sur cet objet aux montagnards une sagacité singulière, & qui leur est d'autant plus utile, que les orages sont plus fréquens, & d'ordinaire plus violens dans les montagnes, & que les bornes de l'horizon y permettent moins d'en découvrir l'approche.

Tout pays, tel que la Suisse, qui renferme des montagnes très-hautes, des vallées profondes & des plaines, des expositions excessivement froides & d'autres fort tempérées, offrira toujours au naturaliste une riche récolte en minerais, fossiles, plantes & insectes. On doit y trouver encore une grande variété dans les espèces des animaux, & des oiseaux, ou habitués dans le pays, ou passagers. Les animaux carnassiers disparaissent à mesure que la population & les défrichemens s'étendent. Les ours furent dans un temps très-communs en Suisse; tant d'armoiries dont cet animal fait le sujet, en offrent des documens. Aujourd'hui, les ours & les loups paroissent rarement dans les Alpes; on ne leur donne pas le temps de s'y multiplier,

la profondeur des vallées en facilite la poursuite. Ils sont plus communs dans la partie méridionale du Jura, sur la frontière de la Savoie & de la France; sans doute, parce que le paysan dans ces Etats n'étant pas armé, comme en Suisse, on n'y fait pas la guerre à ces animaux avec le même avantage. La liberté de la chasse, dont jouit le peuple même dans divers districts du pays, y rend encore le fauve tous les jours plus rare; on le sacrifie sans ménagement aux intérêts de la culture. Il s'en introduit quelquefois sur la frontière de l'Allemagne, où des princes le protègent pour le plaisir exclusif d'en faire de grandes chasses. Le chamois même ne se conserve qu'à la faveur des rochers inaccessibles, qui lui servent de retraite. Presque toutes les espèces d'oiseaux connues en Europe, qui habitent les montagnes, les plaines, les marais ou eaux douces, se trouvent dans la Suisse, les grands vautours, les aigles, le tetras, la gélinote, la perdrix rouge, &c. vivent dans les Alpes. Les lacs, les rivières & les ruisseaux qui abondent en Suisse, fourniroient une pêche abondante, sans l'abus qu'on en fait souvent.

Quand aux productions naturelles du sol, qui servent directement à la nourriture & à l'aisance des habitants, il faut mettre au premier rang la richesse des fourrages & des pâturages dans les montagnes. Non seulement le produit des troupeaux de vaches fait la nourriture d'une grande partie du peuple; mais les fromages, les bestiaux & les cuirs, font la plus grande branche de commerce & d'échange pour la Suisse. Elle fournit beaucoup de chevaux de traits aux nations voisines. Quoique la toilerie encore fasse un objet d'exportation très-considérable, il s'en faut beaucoup, que le pays fournisse toute la matière première des toiles de lin & de chanvre qui se fabriquent en Suisse; & les cotons qui s'y filent & sont mis en œuvre, & qui forment un objet tout au moins aussi considérable, doivent être mis uniquement sur le compte de l'industrie.

Les blés & les vins que produit une portion de la Suisse, ne suffisent pas à beaucoup près aux besoins de tout le pays; la partie qui en manque est obligée de se procurer ces denrées des pays voisins. Les forêts qui occupent encore une si grande étendue de terrain en Suisse, fournissent une branche d'exportation; mais cette production, si précieuse pour la consommation intérieure, par la lenteur de son accroissement & par la disproportion entre son volume & son prix, ne fait jamais une richesse d'échange bien lucratif, sur tout pour un pays éloigné des mers.

Avec tout cela la Suisse, à la faveur de la longue paix, d'une indépendance flatteuse ou d'un gouvernement modéré dont jouissent ses peuples, peut, à raison de la nature de son sol, être regardée aujourd'hui comme un des pays de l'Europe les mieux cultivés. On y voit dans quelques districts des exemples frappans de l'activité opiniâtre & de l'intelligence des cultivateurs, & de l'aisance qui en est le fruit. On se plaint avec raison, dans divers lieux de la Suisse, du défaut de bras, pour pousser le produit du

sol à un plus haut degré de perfection ; & il reste dans ce pays encore bien des terres à défricher ou à mettre en plus grande valeur. C'étoit donc un faux préjugé que cette population surabondante, attribuée autrefois à la Suisse ; l'empressement de cette nation pour vendre son sang aux princes voisins, accrédita jadis cette opinion, que des auteurs sages ne devroient plus répéter aujourd'hui.

Comme nous avons parlé amplement de la constitution politique de cette nation à l'article CORPS HELVÉTIQUE sous le titre HELVÉTIQUE, nous finirons celui-ci, destiné à donner une idée générale du pays, par une réflexion que le sujet nous présente naturellement. Tout pays inculte ne produit originairement qu'un nombre borné d'espèces d'arbres, d'arbrustes & de plantes habituées au climat ; le travail de l'homme corrige considérablement l'excès ou le vice du climat même, & le commerce entre les peuples étend prodigieusement ce premier fond de la production spontanée du sol. Un pays froid comme la Suisse, dans son premier état sauvage, ne pouvoit produire que des forêts, des arbres aquatiques, quelques arbrustes, bruyères & du pâturage pour les animaux ; toutes les espèces de blés, presque tous les fruits des arbres & les plantes potageres, sont pour ses habitans des dons d'un sol & d'un climat étranger : cependant de quelle variété de plantes les campagnes de la Suisse ne sont-elles pas ornées aujourd'hui ? Dans des temps où l'ignorance étouffoit encore la curiosité & l'industrie, où l'oppression d'un gouvernement barbare enchainoit le commerce & le repoussoit même ; il a fallu une longue suite de siècles pour faire succéder des récoltes aussi variées à la ressource précaire de la chasse, ou au seul produit des troupeaux. Un objet bien intéressant pour l'histoire, seroit de chercher à découvrir les traces de l'accroissement de la culture & la marche de l'industrie depuis le premier état sauvage d'une nation & ses premiers défrichemens, jusqu'à l'époque d'une agriculture & d'un commerce florissant ; d'indiquer les circonstances politiques, les époques de la constitution & les événemens accidentels, qui ont hâté ou retardé les progrès de la nation. Le développement exact de cette partie présenteroit des leçons bien utiles à ceux qui gouvernent ; ils y verroient les longs & malheureux effets de l'ambition imprudente ou d'une oppression avide, & la nécessité d'éclairer les peuples & de les affranchir des entraves nuisibles, pour avancer vers ce haut degré de force & de félicité publique, qui doit être le but invariable de tout gouvernement.

D E S I M P O S I T I O N S

Dans les Etats de la Suisse.

O N ne connoît point de peuple en Europe chez lequel les impositions soient moins multipliées & plus modiques que chez les Suisses, la raison en est simple.

Une partie du territoire qu'ils habitent, n'offre que des montagnes très-élevées & couvertes de bois, dont l'exportation est, pour ainsi dire, impraticable, l'autre ne présente que des vallons extrêmement resserrés, qui ne produisent que des pâturages.

Le gros bétail forme l'unique richesse de plusieurs des Etats Helvétiques; & le tribut, qu'une grande partie de la nation paye à la nature, semble la dispenser de se soumettre à d'autres impôts.

Les exactions auxquelles se livroient les gouverneurs Autrichiens, hâterent les pas rapides que les Suisses firent vers l'indépendance, & réveillèrent en eux ce désir de liberté qu'une terre marâtre leur inspiroit sans cesse, & que leur position au milieu de montagnes très-élevées, leur donnoit les moyens de se procurer plus facilement & de s'y maintenir.

Quelques cantons de la Suisse ont été forcés, par la nature du sol & du climat qu'ils habitent, de conserver leur ancienne manière d'être; & avec elle se sont perpétués l'amour de la liberté & l'éloignement invincible pour toute espèce d'impôt, au moins fixe & permanent.

De petites conquêtes, un sol moins ingrat, l'espoir enfin de se civiliser, qui entraîne toujours avec lui une sorte de luxe, ont rapproché quelques cantons des mœurs Européennes, ont mis quelques entraves à leur indépendance, & ont enfin conduit à la nécessité d'établir parmi eux quelques impôts.

On peut diviser les Etats de la Suisse en trois classes différentes.

Nous mettons dans la première ceux qui se sont le plus écartés de la liberté primitive, & qui, par cette raison, ont établi & levé plus d'impositions & de droits dans l'étendue de leur territoire; tels sont les cantons de Berne, Lucerne, Fribourg & Soleure, qui nous semblent former des Etats presque aristocratiques.

Nous rangeons dans la seconde classe les Etats aristo-démocratiques, dont les mœurs plus rigides forment la preuve d'une liberté plus étendue, & dans lesquels les impôts ne sont, dans les cantons où il en existe, de nulle considération par leur médiocrité; tels sont les cantons de Zurich, Bâle, Schaffouse & les villes de Saint-Gall, Mulhausen & Bienne.

La troisième classe comprend les Etats démocratiques, où les vertus du peuple sont quelquefois dangereuses par leurs excès; & où la liberté ne peut que gémir d'être extrême: tels sont les cantons d'Uri, Schwitz, Unterwald,

derwald, Zug, Glaris, Appenzel & les républiques des Grisons & du Valais; on ne trouvera dans ces États que peu ou point d'impositions.

Quelques États enfin semblent avoir adopté la forme du gouvernement monarchique, tels que l'abbaye de Saint-Gall, l'évêché de Basle & la principauté de Neuchâtel.

Nous renvoyons le lecteur à chacun de ces articles, où nous traitons amplement la matière des impôts & des revenus de la nation Suisse, deux objets qu'il ne faut pas séparer, parce que la manière de percevoir les uns est naturellement liée avec les formes qui sont établies pour la perception des autres. Voyez APPENZEL, BASLE, BERNE, BIENNE, &c. &c.

S U L L Y, *Surintendant des finances, sous Henri IV, Roi de France.*

MAXIMILIEN DE BÉTHUNE, d'abord baron, puis marquis de Rosny, & enfin duc de Sully, pair de France, fut successivement grand-maître de l'artillerie & grand-voyer de ce royaume, capitaine de la Bastille, gouverneur particulier de Mantes & de Jargeau, gouverneur-général de Poitou, surintendant des finances & des fortifications, & maréchal de France en 1633. Il naquit le 13 de décembre 1560, & mourut le 21 décembre 1641. Il fut le favori & le ministre de confiance de Henri IV. Ce prince eut peu d'affaires ou publiques ou privées, sur lesquelles il ne consultât & auxquelles il n'employât Maximilien de Béthune. Ce seigneur, élevé de bonne heure à la cour de Henri IV, alors roi de Navarre, avoit passé sa jeunesse, & jusqu'à trente-huit ans, dans les emplois tumultueux de la guerre, dans les intrigues des deux cours de France & de Navarre, & dans les négociations entre les catholiques & les huguenots, sans beaucoup de littérature, & sans avoir pu prendre une connoissance particulière des finances, lorsque Henri IV le chargea de les administrer. Ce fut en 1599; & Rosny garda cette place importante & tous ses emplois jusqu'à la mort de Henri IV, arrivée en 1610, & même pendant quelques mois sous la régence de Marie de Médicis sa veuve. Il fut ensuite obligé de se retirer & de se démettre de ses emplois, dont il reçut la récompense, comme l'on parloit alors, par des sommes considérables d'argent, & par le bâton de maréchal qu'il n'eut que pendant sa retraite.

Nous avons un ouvrage sous ce titre : *Mémoires ou Economies royales, domestiques, politiques & militaires de Henri-le-Grand, par Maximilien de Béthune, duc de Sully.* Ces mémoires ont été imprimés diverses fois en différens lieux & en diverses formes. La première édition est en quatre volumes in-folio dont le premier & le second paroissent imprimés à Amsterdam, & l'ont été véritablement au château de Sully, sans date d'année ni

Tome XXIX.

C

nom d'imprimeur; car celui qu'on voit sur le frontispice du livre est supposé. Le troisieme & le quatrieme furent imprimés à Paris, avec permission, chez Augustin Courbé en 1662. Quelques éditions suivantes furent tronquées en divers lieux où l'on n'imprima pas l'ouvrage complet. En 1663, on fit de tout ce livre huit volumes in-12 à Paris, & dans le même temps sept volumes in-12 à Rouen. La dernière édition est d'Amsterdam. (Trévoux) 1725, en 12 volumes in-12.

Dans aucune de ces éditions, ces mémoires ne paroissent l'ouvrage du duc de Sully, quoiqu'ils portent son nom; on suppose qu'ils sont l'ouvrage des principaux secrétaires de ce ministre qui les ont faits, qui les lui ont adressés, & qui lui parlent directement dans tout le cours du livre comme ses historiens. Toujours est-il certain que Sully en a au moins fourni le fonds, & que ses secrétaires non-seulement agissoient par ses ordres, mais travailloient sous ses yeux. Il est vraisemblable qu'il aura voulu se faire honneur à lui-même de ce qu'il y a de plus brillant dans le regne de Henri IV, à quoi il eut en effet beaucoup de part, & que ne jugeant à propos ni de se louer, ni de perdre le fruit de ce qu'il avoit fait de louable, il aura pris le parti de faire dire par d'autres ce que la modestie l'auroit obligé de supprimer.

C'est le journal de la vie de Henri IV, autant que son favori ou a eu part à ses actions, ou en a été le témoin; c'est aussi le journal de ce favori; c'est l'histoire de son ministère & la relation de son ambassade d'Angleterre. C'est, pour le dire en un mot, l'histoire abrégée de ce qui s'est passé depuis l'an 1570 jusqu'à la première année du regne de Louis XIII; ce qui comprend un espace de 40 ans. L'auteur ou les auteurs n'y ont rien négligé pour relever la gloire de Henri IV & celle de son ministre. On y trouve mille choses pleines de sens, & on a un extrême plaisir de voir ce monarque François à la tête de ses armées, à la tête de ses conseils, dans toutes sortes de situations; grand dans la guerre, grand dans la paix, héros par-tout; mais héros ayant ses foiblesses, plein de bonté pour ses peuples, clément à l'excès, quelquefois par nécessité, & plus souvent encore par goût; conversant familièrement avec ses généraux, ses ministres, sa femme, ses maîtresses. On trouve ici les propres paroles de Henri IV dans ses entretiens, & le prince manque rarement ou de trouver ou d'adopter les meilleurs expédiens. On y voit qu'il a eu le sort des grands hommes, & qu'il étoit peu heureux dans son domestique. Quant au duc de Sully, s'il fit une grande fortune, on juge qu'il la mérita. Il suffit de dire, pour sa gloire, que son maître le chargea de l'administration des finances dans un temps où ce prince étoit dans une extrême misère, & avoit à soutenir une guerre civile & une guerre étrangère. Il apprit aux François que, pour manier les finances, il ne falloit qu'un sens droit; il rétablit les affaires du roi, paya deux cents millions de dettes en dix ans, sur trente-cinq millions de revenu, & amassa trente millions qui se trouverent à la Bastille,

quand ce prince mourut. C'est ce que justifie le livre dont je rends compte. Il est plein de faits qui n'auroient pu trouver leur place dans une histoire ordinaire, & qui ont pu entrer avec bienséance dans ces mémoires, eu égard à la forme qu'on leur a donnée; mais s'il y a beaucoup de faits curieux dans ces mémoires, il y a aussi beaucoup d'inutilités.

Les deux premiers chapitres du second volume de l'édition de 1725, méritent d'être lus. Ils renferment les conversations de Henri IV avec notre Rosny, sur la nécessité où ce prince étoit de se convertir à la religion catholique. Rosny y donne d'excellens conseils à son maître; & tout protestant qu'étoit Rosny & bon protestant, il ne dissimule pas à son maître, que de se faire catholique est le meilleur moyen qu'il ait pour se concilier l'esprit & le cœur du plus grand nombre de ses sujets.

On peut lire encore avec fruit le chapitre sept du troisième volume qui, à l'occasion de l'assemblée des notables de Rouen, traite de l'inutilité des États-généraux de France.

Le discours qui est depuis la page 442 jusqu'à la page 470 du dixième volume, contient vingt-quatre bonnes maximes générales à l'usage des souverains.

Mille choses enfin sont dignes d'attention dans cet ouvrage, sur-tout pour un lecteur François; on y rapporte dans un grand détail tout ce que Sully a vu, connu ou fait, sous les regnes de Charles IX, de Henri III & de Henri IV.

On y trouve aussi les négociations de ce surintendant en Angleterre en 1603, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de Henri IV auprès de Jacques I, qui, étant roi d'Ecosse, venoit de monter sur le trône d'Angleterre, à la mort d'Elisabeth. La perte de cette princesse étoit la plus grande que Henri IV pût faire. Il en étoit aimé, estimé, admiré, & il en avoit reçu de grands services. La France & l'Espagne, que le traité de Vervins n'avoit réconciliées qu'imparfaitement, recherchèrent avec empressement le successeur d'Elisabeth, chaque couronne voulant l'attirer dans ses intérêts. Rosny alla en Angleterre, accompagné de deux cents gentilshommes; il y négocia avec dextérité, & y conclut un traité. Ses négociations occupent les 316 premières pages du sixième volume. Deux lettres de Rosny au roi y sont principalement dignes d'attention. La première du 10 de juillet 1603, commence à la page 155, & finit à la page 186. La seconde du 3 du même mois, occupe depuis la page 206 jusqu'à la page 231.

Au reste, le style de cet ouvrage & celui des pièces qui y sont rapportées, sont extrêmement diffus. On s'y égare en des raisonnemens & en des comparaisons qui ne finissent point. C'étoit la manière de ce temps-là. Il y a d'ailleurs fort peu d'ordre dans cette compilation des lettres du roi, de la reine, de Rosny & des autres ministres. Les pièces ne sont pas toutes placées comme il conviendrait; & il y en a même qui sont imprimées

mées deux fois. Le discours qu'on trouve dans le dixieme volume, depuis la page 442 jusqu'à la page 470, contient plusieurs erreurs sur l'histoire de France & sur la loi salique.

Ces défauts pouvoient aisément disparaître dans une nouvelle édition. Il n'y avoit qu'à retrancher les doubles des pieces qui se trouvent deux fois dans l'ouvrage, & mettre toutes les autres suivant l'ordre chronologique; on pouvoit aussi relever dans des notes les erreurs où Sully étoit tombé; mais il ne falloit point changer l'ouvrage, & c'est néanmoins ce qu'on fit, il y a peu d'années. On a imprimé les *Mémoires de Maximilien de Béthune, duc de Sully, principal ministre de Henri-le-Grand, mis en ordre avec des remarques, par M. L. D. L. D. L.* Londres, Paris, 1745, en trois volumes in-4to. L'abbé de l'Ecluse des Loges, car c'est ce que signifient ces lettres initiales, y fait parler Sully à la premiere personne; & en conservant la substance des *Economies royales*, il en retranche beaucoup de choses & même des pieces entieres, & fait un ouvrage qui, donné d'abord dans cette forme par Sully lui-même, eût été beaucoup meilleur que les *Economies royales*; mais qui publié si long-temps après la mort de l'auteur, ne peut pas être dit son ouvrage. C'est celui de l'Ecluse à qui Sully a fourni des mémoires qu'on ne met pas tous en œuvre, & auxquels le prétendu éditeur renvoie de temps en temps. Le projet de l'Ecluse me paroît aussi peu raisonnable que l'exécution en est heureuse. C'est un homme qui parle mieux que ne faisoit Sully, mais ce n'est pas Sully qui nous entretient. Ce nouvel ouvrage est fort bien écrit; mais on est un peu étonné d'entendre le duc de Sully qui vivoit dans le seizieme siecle, parler le langage que nous parlons dans le dix-huitieme, & de voir un ministre de Henri IV habillé comme l'étoient les ministres de Louis XV. Les notes dont cet ouvrage est accompagné, sont communément très-justes; mais celle qu'on trouve sur les pages 312 & 313 du troisieme volume ne l'est point du tout. L'auteur y entreprend vainement d'établir la solidité du projet de paix perpétuelle de Castel-Saint-Pierre.

SUPRÉMATIE, I. f.

Serment de Suprématie.

LORSQUE les Anglois se séparèrent de la communion de Rome, il fut passé un acte solennel sous le regne de Henri VIII, qui abolit l'autorité du saint-siège, défendit de lui payer le tribut qu'on lui payoit depuis long-temps, & qu'on appelloit *le denier de saint Pierre*, décerna la peine de mort contre quiconque reconnoitroit dans le pape aucun pouvoir souverain sur l'Angleterre, & obligea le clergé de ce royaume & celui d'Irlande de prêter le serment de Suprématie, mot qui, dans le gouvernement Anglois, désigne la souveraineté du roi sur l'église aussi-bien que sur l'Etat d'Angleterre. C'est ainsi que, par les traites de Passau & de Westphalie, les princes protestans d'Allemagne ont acquis le droit de réformer les églises de leurs Etats, d'où est née parmi eux la maxime : que celui qui possède la terre, possède aussi le droit de disposer de tout ce qui appartient à la religion. (a) Voici la disposition du serment de Suprématie britannique.

» Quoique, de fait & de droit, le roi soit & doive être le chef suprême de l'église d'Angleterre, & qu'il ait été reconnu pour tel par le clergé de ce royaume dans ses assemblées, cependant tant pour corroborer & pour confirmer ce titre, que pour l'augmentation de la vertu chrétienne dans ce royaume d'Angleterre, & pour réprimer & extirper toutes erreurs, hérésies, & autres scandales ou abus qui s'y étoient glissés, il est ordonné par l'autorité du présent parlement, que le roi notre souverain seigneur, ses héritiers & successeurs rois de ce royaume, seront respectivement censés reconnus & estimés les seuls chefs suprêmes en terre de l'église d'Angleterre, appelée *ecclesia Anglicana*, & qu'ils auront & posséderont, comme annexés & unis à la couronne impériale de ce royaume, tant ce titre & ce nom, que tous les honneurs, prééminences, immunités, profits & avantages qui conviennent & qui appartiennent à la dignité de chef suprême de ladite église. Notredit souverain seigneur, ses héritiers, & ses successeurs rois de ce royaume, auront plein-pouvoir & autorité, quand bon leur semblera, de revoir, réprimer, redresser, réformer, prévenir, corriger, restreindre, & censurer toutes les erreurs, hérésies, abus, mépris, & désordres de quelque espèce que ce soit, qui,

(a) *Cujus est regio, jus est etiam de religione dispositio.*

» en vertu d'aucune autorité ou juridiction spirituelle, doivent ou peuvent
 » être légitimement réprimés, redressés, réformés, prévenus, corrigés,
 » restreints, & censurés pour la gloire de Dieu tout-puissant, pour l'aug-
 » mentation de la vertu chrétienne, & pour la conservation de la paix,
 » de l'union & de la tranquillité de ce royaume, nonobstant tout usage,
 » coutume, loix étrangères, prescription, ou aucunes choses à ce con-
 » traies. (a) »

Marie, qui étoit catholique, n'eut pas plutôt succédé au roi son pere, qu'elle abolit en 1554, le serment de Suprématie, mais il fut rétabli en 1559, à l'avènement d'Elisabeth protestante, & il n'a pas cessé depuis d'être en vigueur. Il est prêté par tous ceux qui entrent dans les charges & emplois de l'église & de l'État, qui aspirent aux ordres sacrés, ou qui sont membres du parlement.

La religion étoit aussi dépendante du roi en Ecosse qu'en Angleterre. Le roi Guillaume consentit néanmoins, par quelques raisons de politique, de remettre aux Ecossois le serment de Suprématie, & la cour ne s'est jamais mal trouvée de cette indulgence. Il arrive delà que la puissance souveraine a peu d'occasions de se mêler des affaires ecclésiastiques, & que les commissaires même qui assistent de la part du roi aux assemblées presbytériennes, n'y sont que pour la forme. Mais on est attentif à ne laisser prendre au clergé aucune connoissance des affaires temporelles; & cette attention est poussée si loin dans plusieurs contrées, qu'un ecclésiastique, de quelque religion qu'il se déclare, n'est pas reçu en témoignage dans les tribunaux séculiers. *Science du gouvernement, par M. DE REAL.*

(a) Acte du Parlement, sous le regne de Henri VIII, en 1534.

S U S S E X, *Province d'Angleterre.*

ELLE donne le titre de comte à un lord de la famille d'Yelveston. Elle est bornée au nord par la province de Surrey, à l'orient & au nord-est par celle de Kent, à l'occident par celle de Hamp, & au midi par la Manche ou le canal de saint George. Elle a 53 milles de longueur, 16 de largeur & 172 de circonférence. Sa capitale est Chichester, & ses autres villes ou bourgs remarquables sont Lewes, Horsham, Midhurst, Shoreham, Bramber, Steining, East, Grinstead & Arundel, qui sont toutes représentées à la chambre des communes par des députés qu'elles élisent chacune au nombre de deux, ainsi que la province l'est elle-même par deux chevaliers qu'elle y envoie, & ainsi que le sont encore chacun par deux barons, les lieux appelés *Hastings*, *Rye*, *Winchelsey*, & *Scaford*, compris dans l'ancienne institution des cinq ports, & enclavés dans la province de Suffex.

Il y a dans cette province 4 rivières principales, savoir, l'Arun, l'Adur, l'Ouse, & le Rother. Elles ont toutes leur embouchure dans la mer, & chacune a ses poissons de préférence; mais leur navigation n'est pas importante. Les sables empêchent les navires d'une certaine charge de les monter; & ce sont les vents du sud-ouest, très-fréquens sur la côte, qui sans cesse amènent ces sables dans le lit des rivières. L'on ne respire pas dans Suffex un air généralement pur; des brouillards épais y regnent assez souvent, & peu d'étrangers y séjournent, sans payer, par quelque fièvre, leur tribut au climat. Le quartier des dunes fait cependant exception à cette insalubrité: à la faveur de son sol plus élevé, & des vents qui le soufflent, l'on y est communément dans une température fort saine. Vers le milieu de la province, les terres sont fortes, & riches en grains & en fourrages; & sur ses bords septentrionaux, il y a de grandes forêts. Il y a de même en plusieurs endroits, des mines de fer exploitées avec beaucoup d'activité. Elles donnent matière au travail de nombre de forges & de fonderies, où la flotte & les arsenaux se fournissent, & où l'on prépare pour d'autres usages une immense quantité d'ustensiles. L'on prétend d'ailleurs, qu'il n'est pas au monde d'aussi bonne poudre à canon, que celle qui se fabrique à Battle, village de cette province, voisin de Hastings, & fameux par la victoire décisive pour l'Angleterre que les Normands y remportèrent en 1066. D'autres objets de commerce & de trafic se tirent encore de Suffex. L'on en exporte des grains, de la dreche, du bétail, des laines fines, des crayes, du verre, du poisson & du gibier. L'on y compte, 312 paroisses, 123 vicairies, 1060 villages, 21,530 maisons, & environ 120 mille habitans. L'on y est du diocèse de Chichester.

SUTHERLAND, *Province maritime d'Ecosse, au nord du
Comté de Ross.*

ELLE est bornée à l'orient par la mer d'Allemagne, au midi par le Taine, & la rivière d'Okell qui la séparent de la province de Ross; à l'occident, par la seigneurie d'Assint, au nord, par la province de Strath-Naver, & au nord-est, par celle de Caithness. Sa longueur est d'environ 40 milles, & sa plus grande largeur de 20. Les plus remarquables des rivières qui l'arrosent sont le Shin, l'Uns, le Brora & l'Ully, qu'on appelle autrement *Helmfdail*. Cette province est toute montueuse, & entrecoupée de trois grandes forêts remplies de bêtes sauvages, & d'oiseaux des bois de diverses espèces. Le plus considérable des lacs du pays est le lac de Shin: il est comme tous les autres fécond en poisson. L'orge de cette province est la meilleure qui croisse dans les pays du nord. On tire du Sutherland de très-bon fer des mines. Les anciens comtes de cette province étoient de la maison de Murray; aujourd'hui cette seigneurie est tombée dans la maison des Gordons, dont le chef de la branche aînée prend le titre de duc de Gordon.



S Y

S Y L L A, *Célèbre Romain.*

SYLLA, quoique de famille patricienne, ne comptoit point d'ancêtres illustres. Il est vrai qu'un d'entr'eux fut honoré du consulat, mais il fut dégradé du titre de sénateur, & il ne laissa pour héritage à ses descendans que son ignominie. On lui donna le surnom de Sylla, parce qu'il avoit le visage parsemé de taches rouges qui le rendoient difforme & rebutant. Il passa sa première jeunesse dans la compagnie des farceurs & des bouffons, ou il contracta l'habitude de railler & de tourner tout en ridicule. Son penchant à l'amour ne fut point affoibli par les injures de l'âge. Il vieillit, & mourut dans le sein des voluptés. La pauvreté le jeta dans la mauvaise compagnie. L'héritage de sa belle-mère le mit un peu dans l'aisance, & quelque temps après, la courtisane Nicopolis l'institua son héritier. Quoique plongé dans la débauche, ses mœurs étoient décentes, & jamais il ne donna de scandales. Il fut élu questeur dans la guerre de Numidie où il s'insinua dans la faveur du roi Bocchus qui, à sa sollicitation, livra Jugurtha aux Romains. Marius eut tous les honneurs de cette guerre, mais le succès en fut préparé par Sylla. Marius ne put lui pardonner d'en avoir partagé la gloire. Cette jalousie fut subordonnée à l'estime qu'il conçut pour ses talens, & il le choisit pour son lieutenant dans la guerre des Cimbres. Il se servit plutôt de ses conseils que de son bras, pour ne point lui donner trop d'éclat. Sylla, démêlant ses vues, aimant mieux servir sous Catulus, collègue de Marius, qui se reposa sur lui de l'ordre de bataille où les Cimbres furent entièrement défaits. La gloire de cette journée lui ouvrit le chemin aux premiers honneurs. Les richesses qu'il amassa dans cette guerre, le mirent en état d'acheter les suffrages du peuple qui le nomma édile, & l'année suivante préteur. Il menaça César d'user contre lui de toute l'autorité de sa charge; tu as raison, lui répondit César, de dire ta charge, tu l'as assez payée pour qu'elle soit à toi. Après l'exercice de sa préture, il fut envoyé en Cappadoce pour remettre Ariobarzane en possession de ses Etats. Ce fut pendant ce voyage qu'il donna audience aux ambassadeurs des Parthes. Ce fut la première alliance que les Romains contractèrent avec ces barbares. Il s'occupa de soins plus importants dans la Cappadoce. Mithridate ambitionnoit tous les trônes d'Orient, Sylla étudia tous les mouvemens & ses desseins que Rome seule pouvoit reprimer. Son retour en Italie pensa y allumer un grand embrasement. Marius, offensé de ce que Bocchus avoit consacré dans le temple de la victoire un tableau où Jugurtha étoit livré à Sylla, voulut employer la force pour l'en arracher. La ville fut partagée en deux factions achar-

nées à s'entre-détruire. La guerre des Marsee réunit les esprits. Sylla y acquit une nouvelle gloire qui le mit en état de prétendre à ce qu'il y avoit de plus élevé. Son ambition fut encore fortifiée par son alliance avec Cicilia, fille de Métellus, grand-pontife & général illustre. Il fut élevé au consulat avec Pompée, & ce fut lui qui eut le commandement de l'armée contre Mithridate. La faction de Marius, indignée de la préférence qu'on lui donnoit sur son chef, excita une sédition où le fils de l'ompée perdit la vie, & les deux consuls auroient eu la même destinée, si Pompée n'eût abdiqué le consulat. Sylla n'en fut point dépouillé, parce qu'il se délista du commandement de la guerre de Pont qui fut déferé à Marius : mais ce délistement, extorqué par la violence, ne fut pas regardé comme un engagement sacré. Sylla se retira vers les légions assemblées à Nole, & abandonna Rome aux fureurs de Marius, qui exerça les plus cruelles vengeances sur la faction qui lui étoit opposée. L'armée s'avança jusqu'aux portes de Rome dont on lui refusa l'entrée. Sylla furieux ordonna de mettre le feu aux maisons, & prenant lui-même une torche allumée, il donna un exemple qui fut bientôt suivi. Marius, retiré au temple de Tellus, promit la liberté à tous les esclaves qui voudroient prendre les armes : mais l'activité de Sylla le prévint & l'obligea de fuir avec précipitation. Il fut déclaré par le sénat ennemi de la république. Cette proscription ternit la gloire de Sylla qui lui étoit redevable de la vie. Le peuple, toujours attaché à la fortune de Marius, manifesta sa haine contre son ennemi par le refus qu'il fit d'élever aux charges de l'Etat son neveu Nonius & Servius qui étoit son plus zélé partisan. Sylla, pour se rétablir dans l'esprit du peuple, fit élire pour son collègue au consulat Lucius-Cinna, un des principaux chefs de la faction populaire, qui lui promit, par les sermens les plus solennels, de faire cause commune avec lui ; mais il fut bientôt infidèle à sa promesse. Le premier usage qu'il fit de son pouvoir, fut d'engager un tribun du peuple à se rendre l'accusateur de son collègue. Sylla n'opposa que du mépris à son délateur, & au lieu de répondre, il marcha contre Mithridate. Dès qu'il parut dans la Grece, toutes les villes se rangerent sous son obéissance, excepté Athenes qui fut prise & saccagée. Il quitta l'Atrique pour aller combattre Taxile & Archelaus, lieutenans de Mithridate. Les deux armées en vinrent aux mains dans la Béotie, proche de Cheronée. On assure sans vraisemblance, que les Romains ne perdirent que douze soldats, & tuerent près de cent mille de leurs ennemis, dont à peine dix mille se sauverent par la fuite. Une seconde victoire remportée par Sylla près d'Orcomene, fit rentrer la Grece & la Macédoine sous l'empire des Romains. Tandis qu'il triomphoit au-dehors, Rome étoit en proie aux fureurs de Marius & de Carbon, chefs de la faction populaire. Les plus illustres patriciens, pour se soustraire à leur vengeance, se réfugièrent dans son camp où ils formerent une espece de sénat. Ses partisans le rappelloient en Italie ; son cœur partagé entre la gloire qui l'arrêtoit

dans la Grece, & ce qu'il devoit à ses amis, fut long-temps incertain & flottant. Il fut tiré de ses perplexités par Archelaüs qui vint le trouver pour traiter de la paix. Il fut stipulé que Mithridate renonceroit à l'Asie mineure, à la Bythinie, à la Cappadoce & à la Paphlagonie. Il eut ensuite une entrevue avec le roi de Pont dans la ville de Dardanie où le traité fut confirmé. Dès que le calme fut rétabli dans les provinces de l'Asie, il fit voile pour l'Italie où il signala son retour par la défaite du jeune Marius & du consul Norbanus, qui après la mort du vieux Marius soutenoit la faction populaire. Lucullus, frere de celui qui vainquit Mithridate & Tygrane, & qui fut toujours un de ses plus zelés partisans, remporta une autre victoire qui affoiblit ses ennemis sans les abattre. A peine une de leurs armées étoit détruite, qu'il en renaissoit une nouvelle. Sylla, qui ne pouvoit remporter des avantages sans perdre beaucoup de monde, corrompoit la fidelité de leurs soldats qu'il attiroit dans son camp par d'éblouissantes promesses ; & ce fut par cet artifice qu'il reprit la supériorité sur ses rivaux. Dès qu'il fut maître de Rome, il s'abandonna à ses penchans sanguinaires, & les Romains s'aperçurent qu'ils n'avoient fait que changer de tyran. Il fit afficher les noms de quatre-vingts pros crits les plus respectés du peuple qui en témoigna son mécontentement. Le jour suivant, pour braver le peuple, il fit afficher les noms de cent vingt, & le troisieme jour autant. Il prononça un arrêt de mort contre ceux qui donnoient l'hospitalité aux pros crits sans en excepter les freres, les peres, les meres, & les enfans. Le prix de l'homicide étoit de deux talens. Le fils qui avoit tué son pere, le pere qui avoit tué son fils, l'esclave qui avoit tué son maître, recevoient cet infame salaire. Les maris étoient égorgés dans les bras de leurs femmes, & les enfans sur le sein de leurs meres. Les biens des pros crits étoient confisqués, & il en récompensoit les courtisanes, les farceurs & les autres ministres des voluptés. Quand il n'eut plus d'ennemis à redouter, il s'abandonna au torrent de ses passions. Les plus dissolus furent ses favoris. Il admit dans ses familiarités les comédiens Roscius, Xorexe & Metrobius, qui n'étoient célèbres que par leurs farces & leurs bouffonneries. Il passoit avec eux les jours dans les festins, & il ne quittoit la table que pour se livrer au plaisir de l'amour. Cette vie dissolue le fit tomber dans une maladie de langueur qui lui fit présager que sa mort étoit prochaine. Son corps devint successivement une plaie d'où sortoit un essaim renaissant de poux. Quoique son mal ne fit qu'augmenter, il continua à se mêler du gouvernement. La veille même de sa mort on lui dit que Granius étoit redevable au trésor public, il ordonna de le faire comparoitre devant lui. Dès que cet infortuné débiteur se fut présenté, des satellites requrent ordre de l'étrangler. La colere où se mit Sylla, fit crever l'abcès qu'il avoit dans le corps. Il en sortit tant de sang qu'il en mourut. On a dit de lui que jamais homme n'a fait tant de bien à ses amis, ni tant de mal à ses ennemis.

A B D I C A T I O N D E S Y L L A .

Sa politique en se démettant de la dictature. Mesures qu'il prit pour sa sûreté.

L'ABDICATION de Sylla a long-temps été regardée comme un profond mystère de politique, comme une démarche surprenante & fort difficile à expliquer. Elle fut une action hardie pleine de bon sens & de prudence. Si César eut suivi cet exemple, il auroit probablement évité une fin tragique ; & si Sylla n'avoit point abdiqué, il auroit pu subir le sort de César.

Le peuple a autant de penchant à l'oubli des injures qu'à la violence. Le rétablissement de la liberté publique étoit, pour les Romains qui l'aimoient avec passion, un trait de douceur qui devoit gagner tous les cœurs. Sylla avoit, pour s'emparer de la dictature, une excuse dans la dissention des partis : il pouvoit faire regarder son procédé comme nécessaire à sa propre sûreté & à celle de la noblesse, contre la violence de Marius & de ses adhérens à la tête des plébéiens. Cette considération servoit à justifier, ou du moins à excuser plusieurs actes de cruauté & d'autorité absolue, & son abdication fut regardée du public comme une conduite qui compensoit & expioit tout ce qui s'étoit passé auparavant.

Si en conséquence Sylla abdiqua uniquement dans le dessein d'être en repos & en sûreté, il réussit. Si l'on suppose que c'étoit un trait de grandeur d'ame, cette opinion suffisoit pour lui attirer de grands applaudissemens ; comme à un homme animé de quelque chose de plus grand que l'ambition, ou du moins de la plus louable des ambitions, qui lui faisoit préférer l'intérêt & la prospérité de l'Etat aux charmes & à l'éclat du pouvoir absolu, qui l'obligeoit à chercher sa gloire personnelle dans le bien général, la seule gloire juste & naturelle. Toute autre n'en mérite pas le nom ; elle est rampante, intéressée & méprisable. L'abaissement & l'assujettissement de l'Etat entier, sur lequel s'élève un tyran, donne-t-il un droit à quelque portion de gloire ?

Sylla avoit des avis certains, & des preuves que son pouvoir absolu, sa dictature même, ne le mettoit pas à couvert de tout danger & ne lui procuroit pas une soumission absolue. Son ami Pompée & d'autres jeunes patriciens, qui s'étoient rendus agréables au peuple, par leur adresse & leurs belles actions, avoient acquis un grand crédit à Rome, & s'y étoient rendus assez puissans pour le traverser & le faire échouer dans les occasions importantes, pour l'emporter sur lui dans les élections que faisoit le peuple ; car Sylla ne s'avisa point & n'osa porter le pouvoir de la dictature jusqu'à abolir les magistratures annuelles : César même n'alla pas jusques-là ; il influoit seulement dans les délibérations par son crédit. Sylla jugea bien qu'il ne lui convenoit pas de pousser à bout tous les citoyens, sur-tout ceux

qui avoient assez de courage & de crédit pour former un parti puissant, gens qui étoient déjà trop forts pour lui, & qui seroient bientôt devenus capables de le forcer à abdiquer. Une abdication volontaire étoit de beaucoup préférable & plus sûre. Si les antagonistes de Sylla avoient été jusqu'à le forcer d'abdiquer, ils auroient peut-être jugé nécessaire d'aller encore plus loin, & de lui ôter la vie, pour assurer la leur. Une démission volontaire ne l'anima point à se venger de ceux qui lui étoient opposés, ni eux à prendre des précautions contre son animosité.

On peut croire encore que Pompée & les autres grands de la république, bien-aisés de s'être délivrés de Sylla, & cherchant à partager au moins le pouvoir dont il étoit revêtu, avoient pris ouvertement des engagements avec lui pour la sûreté de sa personne, ou étoient supposés y être engagés par des raisons d'Etat. On avoit déjà passé une ordonnance publique, qui confirmoit tous les actes & réglemens de Sylla, quoiqu'il y en eût plusieurs de tyranniques & de barbares; mais d'autres en nombre étoient utiles à la conservation de la paix publique & du bon ordre; la plupart même étoient en faveur de la noblesse, contre le pouvoir du peuple & de ses tribuns; on déclara le tout conforme aux loix, & on s'en servit comme de modèle pour les nouvelles loix de la république. Ces réglemens furent conservés & exécutés, non seulement après l'abdication de Sylla, mais même après sa mort.

Sylla étoit parfaitement instruit de la situation des affaires, du crédit & des vues des chefs de parti, ainsi son abdication ne fut pas totalement l'effet de sa magnanimité; on doit l'attribuer à l'intérêt de sa propre tranquillité, à l'envie de conserver une sorte d'empire & de hardiesse après sa résignation. C'étoit pour avoir la liberté de se promener dans le marché romain, de se mêler encore des affaires publiques, au point de faire mettre à mort en sa présence un homme qui venoit de lui dire des injures, dans le temps qu'il n'étoit plus dictateur. De sorte que, quelque déclaration qu'il fit lors de son abdication, il ne se fioir pas entièrement à son bon génie ni à sa bonne fortune.

Sylla, revêtu & en possession d'un pouvoir redoutable, ne pouvoit pas prévenir l'attentat d'un désespéré qui n'auroit pas craint la mort: il n'y a aucun monarque qui le puisse. Sylla avoit besoin de prendre ses sûretés contre le peuple, contre les poursuites publiques, ayant bien des comptes à rendre pour ce qu'il avoit fait dans la république, spécialement contre les plébéiens. Il trouva sa sûreté dans l'état où il laissa la république: ayant abaissé le peuple & donné une pleine autorité aux patriciens, ses amis & ceux qui étoient à la tête des affaires, ne pouvoient pas en bonne politique souffrir qu'on le poursuivît.

Il s'étoit défait de ses plus redoutables ennemis, d'abord en s'en rendant le maître, & ensuite en les faisant périr. Il avoit commis toute sorte de cruauté; il avoit employé le fer, la proscription, le bannissement & les

confiscations ; il avoit condamné & fait périr cent mille citoyens romains , avec près de cent sénateurs & près de trois mille chevaliers romains. Ceux de ses ennemis qui restoient en vie , spécialement les enfans des pros crits , étoient dans l'impossibilité de se rétablir , à cause de certaines loix qui leur en ôtoient les moyens comme on va le voir.

Parmi plusieurs réglemens sages & nécessaires , il en fit qui ne pouvoient guere avoir d'autre but que de contribuer à sa sûreté dans la retraite.

Il avoit fait un don aux fideles soldats de ses légions , de toutes les meilleures colonies , & des grandes villes municipales d'Italie , qui avoient embrassé le parti qui lui étoit opposé : il avoit ainsi en eux une armée nombreuse & expérimentée , qui ne lui coûtoit rien , & qui étoit prête à tout événement pour sa défense.

A Rome , il avoit accordé la liberté à dix mille esclaves qui avoient appartenu aux citoyens pros crits ; & cela sous prétexte de peupler la ville d'un corps d'hommes libres , & de remplacer la perte de tant de milliers qui avoient péri dans la guerre civile. Ces hommes , distingués par le titre de *Cornéliens* , mot pris de son nom , lui tenoient lieu de gardes-du-corps à Rome , & lui étoient entièrement dévoués , étant tous ses créatures.

S'étant saisi des richesses immenses possédées par ceux qui lui avoient déplu , ou qui lui étoient devenus suspects , il les avoit distribuées , & s'étoit fait par-là plusieurs amis puissans ; en avançant ses créatures à tous les postes d'autorité & de confiance dans les provinces , il s'y étoit fortifié comme à Rome.

Il s'étoit précautionné contre les attaques des plébéiens , en supprimant , ou pour mieux dire , en diminuant le pouvoir des tribuns , ces magistrats formidables qui maîtres dans Rome avoient si long-temps tenu le sénat en respect , & gouverné le peuple. Par une de ses ordonnances , les seuls patriciens pouvoient être tribuns du peuple , & après avoir rempli cet office , ils ne pouvoient être élevés à aucune des grandes charges de l'Etat , à la charge de consul ou de préteur. Cette ordonnance les empêchoit aussi d'animer & de haranguer le peuple , & de débattre en sa présence pour ou contre , aucune loi proposée. Quant à l'administration des tribunaux , c'est-à-dire , l'exécution des ordres de la justice tant civile que criminelle , il l'avoit ôtée aux chevaliers romains , & l'avoit entièrement confiée aux sénateurs : changement d'une grande importance , tant pour lui que pour eux.

Il avoit fait des actions agréables au peuple , très-honorables & très-avantageuses pour Rome. Il venoit de conquérir la Grece , de recouvrer la Macedoine , de subjuguier la Thrace , de vaincre Mithridate , cet ennemi formidable & invétéré des Romains , & avoit délivré de sa tyrannie les villes de la côte d'Asie.

Il étoit brave , heureux , de bonne mine , & éloquent ; toutes qualités

agréables au peuple ; il avoit apporté dans Rome de grandes richesses , & lui avoit acquis beaucoup de gloire.

Il amusa les Romains par des spectacles magnifiques & par des divertissemens : il leur donna de grandes fêtes ; & fit beaucoup de largesses ; tous moyens propres à gagner le peuple. Sa dernière action , son abdication , fut la plus agréable de toutes aux citoyens ; & quoiqu'elle ne fit que couvrir plutôt que réparer les maux qu'il avoit faits , elle rendit son nom célèbre dans Rome jusqu'à la fin de sa vie ; sa mort fut encore accompagnée des plus grands honneurs de la part des Romains.

SYSTÈME POLITIQUE.

LE mot de Système, dans le sens le plus étendu , signifie l'arrangement sur lequel tout est formé de plusieurs parties. En politique , on entend par-là l'arrangement des mesures souvent variées qu'un Etat prend , tant pour ses affaires internes qu'externes , dans le dessein toujours uniforme de le conserver & de s'agrandir. Je n'ignore pas que tous les systèmes , soit philosophiques , soit autres , entraînent cet inconvénient d'obliger leurs auteurs à gêner la nature , & à faire entrer par force tous les objets de détail dans le plan général qu'ils ont conçu : mais je sais aussi que se conduire simplement au hasard , sans règle & sans dessein , fait tomber dans des inconvénients mille fois plus grands encore. L'opinion qu'on adopte , le projet qu'on forme aujourd'hui , est détruit par une autre opinion , par un autre projet qu'on prend le lendemain. Avec tout l'art du pilote , avec la boussole & le gouvernail , un vaisseau peut se briser contre un écueil ; mais que sera-ce s'il vogue au gré des vents sans ces aides & ces secours ? Un gouvernement politique , qui ne suit aucun système , court encore plus de risques : car , comme chaque Etat a , par la succession des temps , une suite de maîtres qui dirigent ses affaires , lesquels n'ont pas les mêmes lumières , les mêmes talens & les mêmes vues , que peut-il résulter de cette diversité de façons de gouverner , si l'on n'a établi quelque règle , quelques points de vue fixe , pour diriger , pour guider tant de conducteurs différens ?

Après tout , on suppose toujours , ou que le souverain est prudent & habile lui-même , ou qu'il emploie des ministres sages , qui savent se plier aux circonstances des temps , sans néanmoins perdre entièrement de vue le système fondamental de l'Etat. On sait bien que d'autres temps demandent d'autres soins ; mais l'objet du bonheur d'un pays reste toujours le même , & c'est à quoi on est obligé de toujours revenir. Il est aisé , par exemple , de voir que l'abaissement de la maison d'Autriche fait un des objets du système politique de la France ; cependant nous avons vu ces deux puis-

sances intimement liées par la triple alliance, (a) & réunir leurs forces contre d'autres princes, aujourd'hui leurs alliés. Par toutes ces raisons, & beaucoup d'autres encore, que je passe sous silence, on peut conclure que chaque Etat doit former un système raisonné de politique, & le suivre constamment. Ce système ne peut être que fondé sur la puissance réelle & relative de l'Etat même, & sur ses intérêts naturels. Il sera toujours solide & parfait à proportion que ceux qui le dressent sont sages & ingénieux. Il ne suffit pas qu'il soit renfermé dans la tête du souverain, ou des ministres, mais il faut le rédiger par écrit, y détailler toutes les circonstances, tous les motifs, toutes les raisons, tous les avantages & tous les inconvénients, soit réels, soit apparens, & en faire une espèce de sanction pragmatique qu'on dépose dans les archives parmi les secrets les plus importants de l'Etat, afin qu'il puisse servir de guide aux successeurs à la régence.

Système d'agrandissement.

Nous venons de dire que le but de tout système politique doit être la conservation & l'agrandissement de l'Etat. La première partie de cet objet ne souffre aucune exception; tout ce qui peut y contribuer est sage & légitime; mais la seconde partie a ses bornes, comme nous le développerons tout-à-l'heure. Il faut d'ailleurs distinguer soigneusement entre un agrandissement interne & extérieur, réel ou apparent, & cette distinction a donné lieu à tous ces différens systèmes politiques, dont nous trouvons les traces dans l'histoire depuis l'origine des sociétés civiles jusqu'à nos jours. Nous allons en examiner les principaux, ceux qui ont mérité le plus d'attention de la part des peuples policés.

Le premier qui se présente ici est celui de la monarchie universelle. Ce système gigantesque, l'objet des vœux ambitieux de tant de conquérans & de tant de peuples anciens & modernes, n'a jamais eu de réalité, & n'en aura vraisemblablement jamais. D'abord il n'y a eu, en aucun temps, de monarchie universelle proprement dite. Celles des Assyriens, des Perses & des Grecs, n'étoient composées que de quelques contrées de l'Asie; la Chine & tant d'autres pays, n'ont jamais été conquis. Il s'en falloit de beaucoup que les Romains, au période le plus brillant de leur puissance, fussent les maîtres du monde. Marius, Sylla, Luculle, Pompée, César, étoient aux prises avec beaucoup de rois & de peuples qu'ils n'avoient pu subjuguier; & les monarchies nouvelles, y comprise celle de Charlemagne,

(a) Conclue en l'année 1717 entre la France, l'Angleterre & les Provinces-unies. Cette réflexion que je faisois alors, a été confirmée par l'expérience de ce qui se passe sous nos yeux depuis l'année 1756. Il m'arrive quelquefois d'avoir la triste satisfaction de voir mes conjectures se réaliser au bout d'un certain temps. On a beau dire, cette alliance sera toujours forcée.

n'étoient

n'étoient proprement que de grands empires fort éloignés de la monarchie universelle. Quant aux puissances modernes, il y auroit assurément de l'imprudence à former un projet aussi chimérique; car il n'est prince, ni peuple, sur la terre, qui ait quelque droit ou quelque prétention légitime sur tous les autres Etats du monde; par conséquent, une telle monarchie colossale ne pourroit s'élever que par l'injustice la plus manifeste, & la violence la plus criminelle. On ne peut lire sans horreur l'absurdité des motifs que l'ancien sénat Romain allégué toutes les fois qu'il attaque une nation: ce sont toujours des raisons que pourroit donner un brigand ou un corsaire, pour pallier sa scélératesse. Cette monarchie immense ne pourroit se former aujourd'hui en Europe sans le plus grand danger. La politique fait armer des millions de bras contre les princes qui font appercevoir des vues aussi ambitieuses; & les conquérans les plus heureux, les plus formidables, peuvent avoir des échecs qui les mettent à deux doigts de leur perte. Les trop vastes monarchies sont exposées aux plus grands maux. Si elles paroissent assurées contre les attaques en dehors, elles sont en proie aux citoyens fâcheux, aux séditions, aux partis, aux guerres civiles, & à toutes les calamités qui en résultent. Ce sont des vaisseaux d'une grandeur excessive, qu'il est impossible de bien gouverner. Le monarque le plus habile ne sauroit tout embrasser, & ne peut étendre ses précautions par-tout où elles seroient nécessaires. Il s'ensuit encore delà que les châtimens doivent y être terribles, les rigueurs intolérables, la cruauté sans pitié; & cette cruauté, à son tour, fait naître dans le cœur des sujets la haine contre le gouvernement, le désespoir & la rébellion, ce qui fait toujours chanceler le souverain sur son trône. Les vice-rois, ou les gouverneurs des provinces, (sur-tout de celles qui sont éloignées) usurpent facilement un pouvoir souvent dangereux au monarque, & toujours fort à charge aux sujets. Plus la monarchie possède de terrain, plus elle court risque d'en perdre; & les mêmes mains qui ont été propres à saisir, ne le sont pas toujours à garder. Enfin, on peut démontrer non-seulement *a priori*, par une suite de raisonnemens, qu'une pareille monarchie porte en elle le principe de sa perte & de sa destruction; mais l'histoire de tous les siècles & de tous les empires confirme aussi cette vérité. La saine politique assurément, ne conseillera jamais aux souverains de former un système qui ne sauroit leur procurer ni une gloire solide, ni une félicité réelle & durable.

Tout agrandissement doit donc avoir ses bornes. Il faut abandonner à la prudence de chaque souverain & de ses ministres le soin de déterminer ces limites, & de fixer un point de vue à leur ambition, qui soit proportionné à leurs Frats & leur situation. Un exemple éclaircira notre idée. Si le Système politique de la France se réduit à mettre les mers, les Alpes, les Pyrénées & le Rhin pour frontières de ses Etats, & à rendre sa puissance intrinsèque formidable par l'agriculture, l'industrie, le commerce

& la navigation, c'est assurément un plan dicté par la sagesse. Si elle vise à la monarchie universelle, si elle s'engage dans des conquêtes lointaines en Europe, son Système est vicieux, blâmable, dangereux, chimérique. Il en est de même des autres puissances. On ne sauroit donner ici de règle fixe. La vicissitude des choses humaines change à tout moment la scène du monde ; & l'habile politique doit régler ses pas sur la décoration qui est en place.

Système guerrier. Système pacifique.

UN Etat peut s'agrandir de deux manières, ou par les armes, ou par des acquisitions douces ; par conséquent, il y a un Système guerrier, & un Système politique. Lorsqu'un souverain regne sur un peuple nombreux, brave, vigoureux, propre à la guerre, il peut embrasser le Système guerrier. Voyez les articles GUERRE, PAIX. Mais, comme c'est un axiome indubitable que celui qui veut une fin doit aussi vouloir les moyens, il s'ensuit nécessairement qu'en ce cas, il doit arranger son état militaire sur le plus parfait modèle qu'il est possible d'imaginer, & qu'au surplus il se persuade, lors même que ses armées & ses flottes sont les plus formidables, qu'il ne doit pas négliger la voie de la négociation, & que la plus grande force humaine ne sauroit tout opérer, mais que l'adresse est toujours nécessaire pour parvenir à un but raisonnable.

L'histoire nous fournit beaucoup d'exemples de célèbres conquérans, qui, ou ne se sont pas proposés ce but raisonnable, ou n'ont pas employé les moyens les plus sages pour l'atteindre, & qui, par conséquent, ont rendu leurs sujets les victimes de leur fougue impétueuse. Nous craindriions de déplaire à une nation respectable, si nous citions ici celui de Charles XII roi de Suede. C'est une espece de religion chez elle de ne parler qu'avec admiration de ce monarque, qui, en effet, est admirable par bien des endroits, mais que la politique ne sauroit envisager comme un grand maître en son art. Il se peut que les archives de Stockholm renferment des mémoires qui justifient le Système belliqueux qu'il suivit pendant tout le cours de son regne, mémoires qu'on feroit bien de publier pour sa gloire ; mais un homme d'Etat qui ne peut juger que sur l'histoire, sur les relations qui ont paru dans le temps, & sur le rapport de quelques vieux officiers, qui ont porté les armes sous Charles XII, ne sauroit assurément approuver la conduite de ce prince. Affoiblir l'Etat par une guerre lointaine, & infiniment onéreuse, pour faire des conquêtes qui ne pouvoient augmenter en rien sa puissance réelle, mais qu'on étoit obligé de donner pour s'en défaire, perdre le précieux moment de l'à-propos faute de savoir conclure la paix, lorsqu'on est dans le plus grand avantage, s'engager dans une nouvelle guerre encore plus éloignée, & où le plus petit échec ne pouvoit être que ruineux, laisser sa métropole & ses provinces contiguës, en proie aux savages de tous ses ennemis, pour porter ses armes au bout du

monde, tenir une conduite bizarre & romanesque après qu'on a eu le malheur de tout perdre, revenir dans ses Etats sans armée, sans argent, & sans rentrer dans sa capitale pour rétablir les ressources, ramasser les débris des troupes pour s'enfoncer, au cœur de l'hiver, dans les neiges & les glaces du Nord, & y périr au premier siège qu'on entreprend; c'est là, ce me semble, une conduite qui, pour être justifiée, demande des anecdotes bien particulières, si tant est qu'elle puisse l'être, & qui nous présente plutôt un prince fougueux qu'une passion indomptable pour la guerre entraîne, qu'un héros sage qui agit sur les principes d'une saine politique. (a)

Je sais bien que les partisans de ce roi ne manquent pas de raisons spécieuses pour disculper tant de démarches extraordinaires. Il est beau même de trouver tant d'ames généreuses dans un royaume, qu'après tout il a ruiné autant que pays pouvoit l'être. Ces raisons se réduisent toutes à constater la nécessité où étoit Charles d'abaisser des ennemis formidables, & sur-tout le czar dont la puissance croissoit tous les jours; mais n'avoit-il pas le coup-d'œil assez fin pour voir que cette puissance du czar augmentoit, à mesure que ses troupes s'aguerrissoient en faisant la guerre? N'y avoit-il point d'alliés à trouver dans le monde? Ne pouvoit-il pas même concevoir un meilleur plan d'opérations? S'il se croyoit assez fort pour réduire l'empereur de Moscovie, ne devoit-il pas l'attaquer dans l'Esthonie & dans l'Ingrie, & tâcher de lui enlever Pétersbourg avec toutes ces possessions le long de la mer Baltique? Charles, dans cette guerre, auroit pu se servir de tous ses avantages & de toutes ses ressources; & les effets en eussent été mille fois plus importants pour la Suede, que s'il eût battu dix fois les Russes sur les bords du Pruth. Comparez à cette conduite celle d'un autre grand roi, qui en suivant également un Système guerrier, mais sachant l'allier avec la plus sage politique, remporte victoire sur victoire, prend des villes, s'empare d'un vaste pays, l'incorpore à ses Etats, fait servir cette conquête à l'accroissement de sa puissance réelle & relative, fait faire à propos les plus grands & les plus heureux efforts pour s'en conserver la possession, s'applique, pendant les intervalles de la paix, à faire fleurir dans ces pays les arts, les sciences & le commerce, y introduit l'abondance & les ressources; comparez, dis-je, ces deux tableaux, jugez quel est le véritablement grand homme, lequel des deux princes mérite l'admiration de l'Europe, & concevez à quel point la politique est nécessaire au héros. On ne s'est étendu sur ces exemples que pour faire connoître à quel point le Système guerrier doit être mitigé, & pour cacher sous ces réflexions quelques préceptes utiles.

Lorsqu'un souverain n'a point d'armées nombreuses, ou que son penchant

(a) Voyez les lettres originales de M. Fabrice, envoyé de Holstein auprès de Charles XII à Bender, dans les voyages de la Motte.

ne le porte point à faire la guerre, ou que le bonheur de ses peuples en souffriroit visiblement, ou enfin que d'autres considérations politiques l'empêchent d'employer la voie des armes, il est obligé de suivre un Système pacifique pour atteindre le double but de conserver & d'agrandir ses Etats. En adoptant ce Système, le premier objet, qui est la conservation de l'Etat & la sûreté des peuples, exige que le souverain entretienne non-seulement une bonne harmonie avec toutes les autres puissances de l'Europe, mais qu'il se fortifie aussi par des alliances défensives contractées avec quelques nations puissantes. L'agrandissement, d'un autre côté, s'opère par des acquisitions douces, comme achats de terres ou provinces, héritages & successions, alliances de famille, pactes de confraternité, &c. Ce plan suppose beaucoup d'habileté, l'adresse doit toujours y suppléer au défaut de la force, car il ne s'agit pas seulement de conclure ces sortes de pactes & de traités, mais il faut aussi empêcher que d'autres ne les fassent, & prévenir ainsi toutes sortes de dangers. La négociation devient donc un objet principal dans ce Système; & le prince qui l'embrasse, doit avoir des ministres extraordinairement habiles dans les principales cours du monde, pour y ménager ses intérêts, parer tous les inconveniens, & l'avertir de bonne heure de toutes les trames les plus secrètes qui peuvent se former contre lui.

Système des nations commerçantes.

Nous avons déjà fait voir que la puissance d'un Etat ne consiste pas toujours dans la vaste étendue de ses provinces, mais qu'il peut acquérir des forces immenses par l'augmentation de son opulence intrinsèque. Les grands princes n'ont bien senti cette vérité, qu'à mesure que l'Europe a cessé d'être barbare. Aujourd'hui elle est reconnue universellement; & comme le commerce est la source principale de l'opulence, nous voyons que des nations respectables ont pris le titre de commerçantes, & le soutiennent par les efforts continuels qu'elles font en faveur de leur négoce. C'est ce qui a donné lieu à un quatrième Système politique qu'on nomme *le Système des progrès du commerce*. L'émulation naturelle n'a pas manqué d'inspirer aux peuples le désir d'élever leur commerce au-dessus de celui de leurs voisins; & de là est née cette rivalité que nous voyons entre les plus grandes nations de l'Europe; qui les arme l'une contre l'autre. Les plus célèbres rivaux sont à cet égard, la France & l'Angleterre. Chacune a des avantages à faire valoir, & des inconveniens à surmonter, pour atteindre son but; chacune a ses amis & ses alliés qu'elle fait faire agir selon ses vues, & l'intérêt mercantile met à tout moment trois parties du monde en feu & en flammes. D'autres puissances, dont le commerce & la navigation sont moins considérables, cherchent à l'augmenter par des voies plus douces; elles paroissent sur la mer, dans les ports & dans les villes marchandes avec moins d'éclat, elles tâchent de faire des traités de commerce les plus avantageux

qu'il leur est possible, & marchent, pour ainsi dire, à leur but par des sentiers détournés, où elles rencontrent souvent le moins d'obstacles, & n'excitent pas les regards jaloux des premiers.

De l'abaissement des puissances trop formidables.

PAR l'idée générale que nous avons donnée de la puissance relative, (a) il paroît qu'il doit y avoir dans les cabinets de l'Europe encore un cinquième Système, politique, qui a pour objet l'abaissement des puissances trop formidables, sur-tout lorsqu'elles sont nos voisines. Il ne s'agit pas encore ici de la balance générale, dont nous avons parlé ailleurs, mais d'une rivalité particulière de puissance réelle. C'est ainsi qu'un grand maître de l'art, le cardinal de Richelieu, forma autrefois le plan d'abaisser la maison d'Autriche, dont les princes possédoient toutes les vastes provinces, qu'on comprend sous le nom collectif de pays héréditaires, les royaumes de Hongrie & de Bohême, une grande partie de l'Italie, les Espagnes, les Pays-Bas, tant de riches contrées de l'Amérique, & par-dessus tout, la couronne impériale. On conçoit aisément à quel point cette maison devoit être formidable à l'Europe & sur-tout à la France. François I & ses successeurs n'en avoient que trop senti les funestes effets; ainsi rien n'étoit plus naturel, plus sage & en même temps plus grand, que ce dessein; & un Système raisonnable en lui-même, suivi avec constance & avec habileté, demeure rarement sans effet. On ne connoissoit pas encore dans ce temps-là en France les principes du commerce, & l'on se doutoit encore moins de la puissance que donnent ses progrès. C'est ce qui fit que le cardinal oublia l'Angleterre. S'il pouvoit reparoitre sur la terre, il seroit étonnément surpris du changement de la scène politique, & de voir que la maison d'Autriche n'étoit pas la plus redoutable adversaire de sa patrie. Quel est l'objet réel de l'alliance de la France & de l'Espagne avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale? l'abaissement de la trop grande puissance, disons mieux, du despotisme maritime de l'Angleterre.

(a) Au titre PUISSANCE DE L'ÉTAT.



T. . T A

TACITE, (Caius Cornelius) *Historien & Politique.*

TACITE étoit le plus grand orateur, le meilleur politique, & le plus habile historien de son temps; il suivit long-temps le barreau, & passa par toutes les charges les plus considérables de l'Etat. Il fut édile, préteur, consul, & après avoir acquis une profonde connoissance des hommes & des affaires, il voulut transmettre à la postérité, les fruits de sa longue expérience, & de ses réflexions. Il avoit tous les talens nécessaires pour écrire l'excellente histoire qu'il nous a laissée. Personne n'avoit plus vu que lui; peu de gens avoient autant réfléchi, & nul écrivain n'étoit capable d'exprimer ses pensées avec plus de force & de vivacité. C'étoit un génie supérieur, capable de réussir à tout ce qu'il auroit voulu entreprendre de grand. Son style a une force qui entraîne les lecteurs: plein de sentimens élevés, il excelle dans l'art de les exprimer & de les peindre. Sa probité est consommée. Il peint souvent les passions du cœur, & en développe avec succès tous les replis, mais c'est sans le séduire. Maître de son sujet, & possédant parfaitement l'esprit de l'histoire, il remonte à la source des événemens dont il pénètre tous les motifs, les met dans leurs plus beaux jours, & en fait voir toutes les faces avec une merveilleuse précision. C'étoit un politique profond, adroit à démasquer les artifices les plus cachés. Il aimoit sincèrement sa patrie, étoit zélé pour la liberté publique, & pour la prospérité de l'Etat. Il étoit ennemi juré des tyrans, & des suppôts de la tyrannie, plein d'humanité & de vertu; adorateur de la liberté & de la vérité qu'il fait revêtir des ornemens les plus avantageux dont elles sont susceptibles, pour les rendre recommandables. Il abhorre la fourberie & l'injustice, méprise les petites finesses, & étale la noirceur de celles qui sont criminelles. Il ne laisse passer aucune occasion de montrer par l'exemple de la chute des grands scélérats, par leurs inquiétudes, par le peu qu'ils ont à compter sur un pouvoir emprunté, par l'incertitude & les coups imprévus du sort, combien on se trompe en renonçant à la probité pour des grandeurs fragiles; & combien la vertu persécutée est préférable au crime heureux & noyé dans les plaisirs. On voit Germanicus plus heureux dans la disgrâce, au milieu des fatigues, & des persécutions qu'il essuie, que Tibère ne l'est avec une puissance sans bornes: plus heureux sans doute en ce qu'il jouit de la tranquillité d'esprit que lui donne le sentiment de sa probité, & en ce qu'il acquiert une réputation sans tâche. Tigellin possédoit la faveur de Néron; mais généralement détesté, il étoit réduit à craindre tout le monde. Néron avoit de

L'aversion pour Sèneque, il est vrai : mais Sèneque fut universellement aimé & regretté.

Tacite a tout le goût, & toute la politesse qu'on acquiert dans le commerce du grand monde : rien ne coule de sa plume que de noble, d'intéressant, & d'une exacte bienséance. Plein d'esprit, on ne voit point qu'il soit trop recherché dans ses expressions : son caractère est la gravité, la majesté & l'élévation. Il fait assaisonner la vérité qu'il regarde comme sacrée, de l'agrément que lui fournit un style plein de feu ; & quoiqu'il aime mieux aller au cœur que flatter l'imagination, il ne laisse pas de réveiller celle de ses lecteurs pour leur faire mieux goûter les vérités qu'il veut leur apprendre.

TACITE. (*Marcus Claudius*) *Empereur Romain.*

TACITE, successeur d'Aurelien, fut élevé au trône par le suffrage du sénat que les légions chargerent de donner un maître à l'Empire. Il y avoit eu un interregne de sept mois, parce que la milice & le sénat se renvoyoient tour-à-tour le privilege de nommer un empereur. Enfin le sénat après beaucoup de résistance proclama Tacite, en disant, qu'il étoit de l'équité de charger le plus integre des hommes du soin de rendre la justice, & de confier l'administration à celui qui avoit le plus de capacité pour les affaires. Tacite qui étoit le plus riche citoyen de l'Empire, sacrifia ses biens pour fournir aux besoins de l'Etat ; il consacra tous ses momens à l'administration de la justice, & à la réforme des mœurs. Les lieux de prostitution furent fermés, les courtisanes obligées de mettre un voile sur leurs désordres n'offrirent plus le scandale de la dissolution. Il fut défendu d'aller aux bains publics après le coucher du soleil. Il voulut que l'impératrice fut le modele de la modestie & de la simplicité. Il ne lui fut point permis de porter de pierreries ni de robes brodées. Cette interdiction à laquelle les dames Romaines s'affujettirent fut la digue la plus forte qu'on put opposer aux ravages du luxe. Tacite n'entreprit rien sans être autorisé par le sénat, qu'il rétablit dans la jouissance de ses anciennes prérogatives. Il en essuya un refus du consulat qu'il sollicitoit pour son frere : au lieu de s'en plaindre, il eut la modération de dire, je félicite le sénat de pouvoir faire un meilleur choix. Je vois avec plaisir qu'il y a encore de plus honnêtes gens que mon frere : les barbares inquiéterent les frontieres. Leur retraite précipitée fit soupçonner qu'il leur avoit fourni secrètement de l'argent pour en obtenir la paix. Quand il eut établi le calme dans l'intérieur de l'Empire, il porta la guerre dans la Perse & dans la Scythie Asiatique. Mais il fut arrêté à Tarse par une fièvre violente qui l'emporta après un regne de six mois. Quelques historiens prétendent que sa mort fut le crime des soldats.

dont il réprimoit la licence. Son frere Florian s'empara de l'Empire, comme d'un héritage sans attendre le consentement de l'armée & du sénat. Mais sur la nouvelle que Probus a'oit été élu par les légions, il s'ouvrit les veines pour ne pas tomber entre les mains d'une soldatesque impitoyable.

T A I L L E, s. f. *Sorte d'imposition que le souverain leve sur ses sujets.*

ON distingue la Taille, en *Taille personnelle* & en *Taille d'exploitation*. Il est visible que la première est un impôt indirect & arbitraire, que l'autre est un impôt direct & naturel, qui ne devient un impôt indirect & anticipé que dans le cas d'une augmentation imprévue qui surviendrait dans le cours d'un bail à ferme.

Quand la Taille personnelle affecte le propriétaire ou le fermier, à proportion du revenu des fonds, elle fait partie de l'impôt direct qu'on peut appeller de tous les noms qu'on voudra, pourvu qu'il ne soit que la levée d'une portion du produit net au profit du souverain, auquel appartient cette portion, en sa qualité de co-propriétaire universel comme garant & défenseur général des propriétés particulières. Mais quand elle affecte les non-possesseurs, & quand elle porte non sur leur revenu territorial quitte & net, mais sur leur industrie & leur travail, il est évident qu'elle ne se borne pas à eux, mais qu'elle retombe sur ceux qui les soldent. L'ouvrier ne paye sa Taille qu'avec l'argent qu'il a reçu de son ouvrage; & il lui seroit parfaitement égal de demander cet argent de moins à ceux qui le font travailler dans toute l'année, si le collecteur ne l'exigeoit pas de lui; cet arrangement n'apporteroit pas dans son sort le plus petit changement: d'où il résulte évidemment que ce sont les payeurs de la totalité des ouvriers qui acquittent leurs Tailles. Voyez IMPOT.

La Taille d'exploitation a deux manieres d'être considérée; ceux qui lui ont donné cette dénomination ne l'ont probablement ainsi caractérisée qu'en partant d'une idée confuse, & même d'une opinion erronée; mais dans ses effets, qu'il faut principalement considérer, elle revient à peu près à l'impôt direct & conforme à l'ordre. En effet, si par Taille d'exploitation les premiers inventeurs de ce terme avoient imaginé qu'on pouvoit assujettir à l'impôt, non pas les propriétaires du sol, mais le fermier ou l'entrepreneur de culture, ils se seroient évidemment trompés. Ce fermier qui fait le montant de l'impôt, ne manque pas de le compter dans la liste de ses frais annuels, comme la semence, la nourriture d'hommes & d'animaux nécessaires à son exploitation, comme l'entretien & la rénovation de ses instrumens; & quelque grand que vous supposiez le produit total de la terre, il n'en donnera pas une obole au propriétaire, avant d'avoir dé-

duit

duit tous les frais; autrement il se ruineroit; c'est ce qui arrive quand le fermier n'a pas prévu l'impôt, quand on l'établit ou quand on l'augmente par anticipation; alors la diminution de la culture, la ruine des fermiers, l'abandon des bons procédés de culture, la dégradation des terres, & par un contre-coup d'abord insensible, la ruine proportionnée des propriétaires particuliers & du souverain, en est la suite infaillible.

Il est très-possible que par le mot *Taille d'exploitation*, quelques subalternes de l'administration aient entendu que la Taille doit se proportionner aux frais mêmes qu'exige cette exploitation. Il s'en est trouvé malheureusement d'assez absurdes pour taxer en conséquence les animaux, les instrumens, les ouvriers de culture; mais les gouvernemens sont trop éclairés aujourd'hui pour pouvoir jamais autoriser une bévue si manifeste.

Les frais bien loin d'être une raison plausible d'augmenter l'impôt, sont au contraire, suivant la justice & le bon sens, un motif évident de le diminuer. Si le produit total est parfaitement égal entre deux fermes, celui des cultivateurs qui aura moins de frais à faire, en retirera un plus grand produit net, par conséquent il y aura plus à donner au propriétaire particulier, ou au grand co-propriétaire universel: par la raison contraire, celui qui aura plus de frais à faire, aura moins à donner au souverain & au possesseur du sol: vouloir taxer les cultivateurs plus haut à la Taille, à raison de ce que leur exploitation est plus dispendieuse, c'est précisément comme si l'on exigeoit d'un manufacturier qu'il vendit sa marchandise d'autant moins chère qu'elle lui coûte plus de matière & de façon.

Le mot *Taille d'exploitation* n'est donc pas relatif aux avances qu'elle coûte, mais au produit net qu'elle donne annuellement, les frais prélevés avant tout sur la production totale: en ce sens, c'est un impôt direct. La seule différence de cette Taille aux vingtièmes, c'est qu'elle se demande au fermier quand il y en a un, au lieu de se demander au propriétaire: c'est aussi qu'elle est *Taille*, c'est-à-dire qu'elle n'est pas fixée dans son principe, ni dans chacun de ses détails individuels, en proportion déterminée arithmétiquement; mais au contraire qu'elle fait partie d'une imposition & d'une répartition arbitraire; inconvénient fondamental, qui tient à l'essence même de la Taille; à cela près, elle se rapproche bien plus de la loi de l'ordre.

LA TAILLE TARIFIÉE

Par l'Abbé DE ST. PIERRE.

L'OUVRAGE dans lequel l'abbé de Saint-Pierre proposa son système de la Taille tarifiée, est divisé en deux parties. Dans la première, l'auteur expose les maux qui suivent inévitablement des disproportions excessives : il approfondit les causes de ces disproportions. Enfin il propose les moyens d'arrêter le cours d'un désordre également contraire au bien de l'État & à celui des particuliers. La seconde partie contient les réponses aux difficultés qu'on pourroit se former sur le système en question.

M. l'abbé de Saint-Pierre, après avoir examiné par le menu les tristes inconvénients qui naissent de la ruine des particuliers par une répartition arbitraire, entre en preuve sur les dommages & les pertes qu'elle cause à l'État. Il compte dans le royaume 22,000 paroisses, sujettes à la Taille, & 2,44,000 familles taillables sur le pied de 110 familles pour chaque paroisse l'une portant l'autre. Or, à n'apprécier les choses qu'avec la plus scrupuleuse précision, l'auteur montre que les disproportions excessives dans l'administration des Tailles réduisent chaque année plus de 44,000 familles à une triste indigence, qui les rend à charge à eux-mêmes & à l'État, sans parler de plus de 300,000 autres familles qui gémissent dans l'oppression, & dont la ruine est déjà fort avancée. Delà, les campagnes désertes, les terres incultes, les non-valeurs, l'industrie oisive & sans action, la décadence du commerce & des manufactures, la dégradation des fermes, les fermiers dans l'impuissance de payer le prix de leurs fermages, &c. Delà, plus de six vingt millions de perte annuelle pour l'État, selon le calcul de l'auteur.

Les causes d'un mal si préjudiciable au royaume, se réduisent à deux. 1°. Au défaut de connoissance dans les premiers répartiteurs, sur les revenus & facultés des taillables. 2°. A l'injustice des répartiteurs subalternes & des collecteurs. Ce n'est pas que nos rois n'aient fort recommandé l'observation de la justice dans la répartition des Tailles. La loi qui ordonne que les subsides soient imposés à proportion des facultés de chacun, est très-ancienne parmi nous. *Tallia imponantur subsidia quæ facultatibus unus cujusque respondeant.* Elle fut renouvelée par S. Louis, à l'occasion du subside de la Taille, dont il demanda une augmentation pour fournir aux frais de la guerre entreprise contre les Mahométans. Les taillables ne manquoient pas de réclamer cette loi devant les commissaires du prince, lorsqu'ils se plaignoient de la disproportion, & ils s'en plaignoient souvent.

Tous les réglemens qui se sont faits dans la suite, n'ont point arrêté le cours du mal, faute d'un plan bien exact, sur lequel on pût donner, au

recouvrement des Tailles, une forme constante & régulière. M. l'abbé de Saint-Pierre en présente un, dont la simplicité garantit par avance le succès : le voici.

Il réduit le fonds de la Taille aux revenus & à l'industrie des taillables. Le revenu consiste en treize articles généraux, ou en treize différentes espèces, selon la nature des biens de chaque particulier, pour évaluer l'industrie ; il a égard aux forces & à la profession du taillable ; il la subdivise en cinq classes, lesquelles, jointes aux treize articles qui contiennent & différencient les revenus, forment en tout dix-sept articles ou tarifs. Ces tarifs une fois établis donneront aux répartiteurs une règle fixe pour la juste distribution des cotes. Les collecteurs, obligés de s'y conformer, ne s'arrogeront plus le droit de venger leurs querelles particulières par des vexations criantes, & de cotiser les taillables au gré de leur passion & de leur intérêt. Le pauvre indéfendu n'étant plus taxé que sur le pied du tarif ou de la classe dans laquelle il est compris, ne sera plus réduit à la cruelle alternative, ou de payer ce qu'il ne peut fournir, ou de laisser son héritage en proie à l'avidité d'un exacteur sans pitié, & de trainer sa misère de village en village, dans l'espérance de trouver ailleurs une condition moins dure. Les protections mendicées ou achetées à force de présents, ne seront plus un titre d'exemption : les pauvres comme les riches, soumis à la commune loi, payeront volontiers leur quote-part, persuadés que tout s'est fait dans la juste proportion. Ils vivront dans cette sécurité qui est l'ame de l'industrie & du négoce, tous s'empresseront pour la culture des terres, & répandront par leur travail l'abondance dans le royaume. Enfin la Taille proportionnelle, en assurant avec avantage les droits du souverain, sera beaucoup moins onéreuse aux sujets. C'est à quoi M. l'abbé de Saint-Pierre a sagement pourvu par une suite d'éclaircissements qui donnent plus d'harmonie & un plus grand jour à son système. Le point capital seroit d'avoir un état bien avéré des biens & des profits annuels de chaque paroissien : sur cela le projet de l'auteur est ménagé avec tant de précaution, que non-seulement les taillables sont obligés indispensablement, mais même qu'il est de leur intérêt de donner une déclaration fidelle. Au reste, on n'a présenté ici ce système, qu'en ébauche & sous un point de vue général. Pour le connoître à fond, il faut aller à la source même. D'ailleurs, on trouve dans l'ouvrage un grand nombre d'observations qui réparent avec usure les défauts inséparables de tout système.

T A L I O N, s. m.

De la peine du TALION.

MAHOMET a porté la peine du Talion en deux endroits de l'alcoran. Il permet que l'on demande ame pour ame, œil pour œil, nez pour nez, oreille pour oreille, dent pour dent, comme Moïse l'avoit permis dans la loi judaïque; qu'on tue un homme libre pour un homme libre, un esclave pour un esclave, une femme pour une femme; mais il ajoute qu'il est mieux de pardonner une injure que de la venger par la peine du Talion; & que ce pardon méritera, à celui qui l'accordera, l'expiation de ses péchés.

Chaque peuple a ses mœurs & ses intérêts. Les nôtres different, à bien des égards, de ceux des juifs; & les législateurs ont été obligés de proportionner le genre des peines aux caractères des nations. Tous les interpretes de l'écriture disent que le Talion qui avoit lieu dans la loi de Moïse, n'est pas toujours le Talion physique, mais le Talion moral qui consiste dans la proportion des peines, eu égard aux personnes & à toutes les circonstances. D'ailleurs, les loix du Talion étoient purement positives, & avoient été déterminées par le besoin du peuple juif, pour lequel elles avoient été faites. Il est vrai qu'il semble qu'on peut prendre pour une règle universelle la peine de l'homicide dont il est parlé dans la genèse; car les paroles de Dieu, telles que les rapporte l'historien sacré, semblent regarder tout le genre humain. Une raison évidente autorise à faire mourir les meurtriers; elle consiste en ce que lorsqu'un homme a été assez méchant pour en tuer un autre, de propos délibéré, on ne sauroit être à couvert de ses entreprises qu'en lui ôtant la vie qu'il a mérité de perdre, lui qui en a privé un innocent. Mais si, dans certaines circonstances, on ne punit pas de mort un homicide, parce que le bien même de l'Etat demande qu'on s'en abtienne, on ne fait rien de contraire à la loi dont il s'agit. Elle peut être entendue avec la restriction du droit public, parce que la détermination précise de toute peine est de droit positif, & doit par conséquent varier selon les besoins de l'Etat.

A parler en général, la loi du Talion qui veut que l'on fasse souffrir au coupable le même mal qu'il a fait, ne peut être suivie dans les sociétés civiles.

I. La peine du Talion n'alloit pas au-delà du mal que la personne offensée avoit souffert en son corps; & cette peine n'auroit pu avoir lieu dans plusieurs crimes. Tels sont l'adultère, la fornication & les autres conjonctions illicites, le crime de lèse-majesté, la médisance, les injures, la calomnie, les empoisonnemens, les actes des faussaires, la supposition d'en-

sans, l'avortement, le plagiat, les brigues, l'inceste, le sacrilège, l'éloignement des bornes d'un voisin, le violement des tombeaux, le stellionat, la prévarication.

II. Quand on supposeroit un cas où la juste mesure de la peine fût de traiter le coupable de la même manière qu'il auroit traité les autres, ne pourroit-on pas faire la même objection que faisoit le philosophe Phavorinus, dans une dispute avec le jurisconsulte Sextus-Cæcilius, qu'on voit dans Aulu-Gelle.

Le philosophe soutient que la loi du Talion blesse l'humanité, & qu'elle est inutile, parce qu'il est impossible de l'exécuter; que cette loi ne permettant de blesser personne que sur un principe d'égalité, il falloit, pour y satisfaire, faire une blessure entièrement semblable à celle que l'on avoit reçue, mais qu'il paroïssoit bien difficile qu'un homme cassât un bras, par exemple, de la même manière dont le sien auroit été cassé par hasard. Le jurisconsulte répond qu'il n'y a aucune injustice dans cette loi. Premièrement, par cette maxime du droit naturel qu'on ne doit pas faire à autrui ce qu'on ne voudroit pas souffrir soi-même; & en second lieu, par la condition dont cette loi modère la condamnation qu'elle porte, puisque ce n'est que contre ceux qui ne veulent pas transiger qu'elle doit être exécutée: *Si membrum rupit, ni pacit, Talio esto*. Il répond à l'impossibilité de l'exécution qui lui est opposée, qu'elle n'est pas telle qu'on la suppose; parce que la loi demande seulement *eundem animum, eundemque impetum in eadem parte corporis rumpendi*. Il remarque que rarement cette peine étoit exécutée, parce que ceux qui ne vouloient pas souffrir, en étoient quittes pour payer des dommages & intérêts arbitrés par le juge. Mais le philosophe ne pouvoit-il pas répliquer qu'en ce cas la peine n'étoit point proportionnée au crime? Le jurisconsulte ne faisoit donc pas cesser la première objection que j'ai énoncée; & il ne faisoit pas cesser non plus les deux que je vais encore rapporter.

III. Il y a plusieurs délits par rapport auxquels la peine du Talion seroit trop rigoureuse, si on l'établissoit sans avoir égard à la différence des personnes & sans distinguer s'il y a eu de la malice ou simplement de l'imprudence dans l'action. Supposons, par exemple, qu'un homme de condition ait donné un soufflet à un porte-faix pour qui l'affront est léger; permettra-t-on au porte-faix de rendre le soufflet à l'homme de condition? Supposons encore qu'un homme donnant un soufflet à quelqu'un, lui crevât un œil, sans en avoir eu le dessein, avec une bague qu'il auroit au doigt, dont le diamant seroit taillé en pointe, le condamneroit-t-on aussi à avoir un œil crevé?

IV. La peine du Talion seroit trop légère pour certains crimes, à cause de la différence des lieux, des temps, & de quelques autres circonstances. Il n'est pas juste que celui qui fait du mal à autrui, de propos délibéré, ne souffre qu'autant de mal qu'il en a causé. Il est contre l'équité naturelle

que le coupable n'ait pas plus à craindre que l'innocent. Seroit-ce d'ailleurs pourvoir suffisamment à la sûreté des hommes, que d'établir des loix qui laissent les gens de bien exposés à des insultes plus fâcheuses que les peines dont on menace les méchants? Ceux-ci ne trouveroient-ils pas un grand avantage dans l'espérance de n'être pas découverts, ou de prendre la fuite, ou d'échapper par quelque voie à la sévérité de la justice? Il est des crimes dont l'exécution commencée est punie aussi rigoureusement que l'exécution pleine & entière, comme cela se voit dans la loi des juifs au sujet des faux témoignages, & dans celle des Romains contre ceux qu'on auroit vus allant armés pour tuer quelqu'un; mais un crime achevé mérite une plus grande punition que celui qui n'est pas commencé. Comme il n'y a point de plus grande peine que la mort, on a été obligé d'en demeurer là, & l'on a ajouté, pour quelques cas des tourmens ou une ignominie que l'on a crus plus propres à frapper l'imagination des hommes, que l'idée simple de la mort.

TAMERLAN, *Kan de Tartarie.*

TAMERLAN fut un de plus grands fléaux du genre-humain qu'il y ait eu sur la terre.

Cabull, bisaïeul de Zingis, étoit le chef de la famille des Zingis & de celle de Tamerlan. L'une s'étoit toujours distinguée & l'autre étoit demeurée dans l'obscurité. Tamerlan, né vassal d'Adill, un des descendants des Zagatai, étoit chef de la tribu de Burlaff: son ambition n'étoit point satisfaite de cette dignité. Le titre de souverain avoit de grands attraits pour lui; il auroit voulu trouver une occasion favorable pour se soustraire à la puissance de son souverain. Tout occupé de son projet, il étudia le caractère d'Adill qu'il connut être un prince foible, irrétolu & incapable de soutenir l'honneur de sa couronne.

Cette connoissance anima Tamerlan & lui fit former le projet de détrôner son souverain. Comme sa tribu étoit peu considérable, il ne pouvoit lever une armée assez forte pour détruire les forces d'Adill: c'est pourquoi il fit un traité avec Amir Hussein qui avoit les mêmes sentimens que lui. Ces deux princes réunirent leurs forces, attaquèrent Adill, détèrent son armée, le firent prisonnier, & lui ôtèrent la vie.

Tamerlan prétendit avoir rendu service à l'Etat en commettant ce crime, & pour en imposer plus facilement au public, il ne voulut pas monter sur le trône, il mit la couronne sur la tête de Cabull, descendant de Zagatai. Peu de temps après, il fit passer le sceptre aux mains de Soiruck Tamich & dans celles de Mahomet son fils. Mais celui qui disposoit ainsi de la couronne, s'en réservoir l'usage & l'autorité. Jaloux de la grandeur

des kans, descendans de Zingis, il se servit du nom du prince pour leur faire la guerre. Ayant marché contre eux à la tête d'une armée formidable, il les battit & se fit proclamer kan de la Tartarie. Amir Hussein ne vit pas sans peine la gloire dont Tamerlan s'étoit couvert : jaloux de ses conquêtes, il voulut se venger. Ces deux fameux chefs marcherent l'un contre l'autre, mais Amir Hussein perdit la vie à la tête de ses troupes dans la plaine de Bulch près de Chorokan.

Cette fameuse journée est regardée comme l'époque de la grandeur & de l'élévation de Tamerlan. Il fut, en effet, proclamé ce jour-là empereur de la Tartarie. Après son couronnement, qui arriva dans l'année 1379 de l'ère chrétienne & dans la trente-quatrième année de son âge, il suivit l'exemple de Zingis qu'il regardoit comme le fondateur de son empire. Il fit la conquête de tous les Etats qui avoient été démembrés de ses royaumes, détrôna les princes de Chorossan, de Segestan & de Chandaliar. Ces conquêtes faites, il entra en Perse & s'y fit reconnoître pour souverain.

Nous n'entrerons point dans le détail de ses autres conquêtes; nous remarquerons seulement qu'il soumit les Indes à sa puissance en 1398, qu'il détrôna les sultans Mahmoud, & Ahmed, & Bajazet empereur de Turquie. Il se préparoit à faire la conquête de la Chine, lorsque la mort l'enleva à l'âge de 66 ans, délivrant les humains d'un brigand couronné, & possédé de la fureur des conquêtes, c'est-à-dire, altéré du sang humain.

T A X E, c. f. *Sorte d'impôt.*

LES Taxes sur les marchandises, qui entrent dans un Etat, ou qui en sortent, est un des moyens les plus connus, & qui paroît des plus permis. Il est naturel que l'étranger que le profit attire, soit pour vendre, soit pour acheter, soit taxé pour la liberté que l'on lui donne de commercer. Cependant il est vrai au fonds que cet impôt se prend uniquement sur les sujets.

L'étranger qui porte des marchandises, ajoute aux frais du transport, les droits d'entrée, & règle son prix sur ce compte total. S'il prend des denrées de l'Etat, il compte sur les droits de sortie, & en donne un moindre prix aux citoyens. Ainsi tout concourt à laisser cet impôt modéré.

Il pourroit être monté de manière à écarter l'étranger s'il étoit obligé d'en supporter une partie. L'extrême cherté, en rendant seulement le débit trop lent, feroit cesser le commerce de tout ce qui n'est pas de nécessité absolue.

C'est par cette raison que la France ne débite pas, à beaucoup près, la quantité de sels qu'elle produit. Les propriétaires en perdent une grande partie qui se gâte & se fond sur les bords des marais, en attendant une

occasion de les vendre. Les droits que l'on leve sont souvent huit & dix fois la valeur de la marchandise. Quelque bas que soit le prix auquel le sujet le donne, il est toujours cher pour l'étranger : aussi quoique ce soient les meilleurs sels de l'Europe, il ne vient les prendre que forcé; il leur préfère des sels corrolifs, & même du salpêtre; & la France elle-même est obligée de prendre d'eux de mauvaises salaisons. On trouveroit la diminution de l'impôt sur la plus grande quantité qui se chargeroit, & sur la meilleure qualité de ce que le roi emploie pour sa marine & pour les colonies.

Les droits établis sur les marchandises & les denrées, dans l'intérieur du royaume, ne cesseront jamais de surprendre. On peut dire que c'est un de ces moyens qui sortent de l'honnête; qui ruinent le peuple & préjudicient aux finances. Le sujet qui marche toujours sur les terres de la domination de ses souverains, ne passe pas dans des terres qui lui soient étrangères; il ne devient pas étranger lui-même.

Si on fait réflexion qu'un nombre prodigieux de douanes répandues dans un Etat, ne donnent pas aux finances la moitié de ce qu'elles coûtent au public; qu'il faut que celui qui les régit, & encore plus celui qui les afferme, outre des profits exorbitans, y trouve de quoi entretenir la quantité de directeurs, contrôleurs, receveurs, commis & gardes que l'on y voit; on conviendra que les finances ne perdroient rien, & que les peuples gagneroient beaucoup, si on trouvoit le moyen de convertir cet impôt en un autre plus simple à lever.

Il est connu de tout le monde que les denrées qui croissent ou qui se fabriquent dans un Etat, sont l'unique principe de sa richesse. Elles cessent de l'être si on n'en a pas la consommation : les douanes y sont un obstacle continuel.

J'entends ici par consommation, le débit de ce que l'on ne consomme pas soi-même. Celui qui veut transporter ses fruits d'un lieu dans un autre, s'il doit trouver des douanes dans son chemin, est retenu par des objets encore plus importans que les droits qu'on y exige. Un voiturier perd une demi-journée à la porte d'une douane; on fait languir son expédition pour l'inviter à l'acheter : il faut qu'il prenne une déclaration dans un endroit, & qu'on la vérifie dans un autre : on la visite; on lui fait prendre des acquits à caution : il est perdu s'il perd un morceau de papier que l'on lui donne. On porte les difficultés jusqu'à l'obliger de trouver une caution dans des villes où il ne fait que passer. Le moindre des inconvéniens qu'on essuie, est d'employer six jours dans le chemin que l'on pourroit faire en quatre, & que les frais du transport soient augmentés d'un tiers.

Ce n'est pas tout. Ces détours, ces peines, ces droits rigoureux invitent à la fraude; la marchandise est confisquée : c'est le but principal où tend l'avarice des commis. Leur cupidité leur a fait imaginer toutes sortes de

de formalités ; ils les ont colorées de quelques prétextes spécieux ; leur véritable objet est que leur ignorance, ou le défaut de leur observation exacte, conduise à la confiscation, ou à une grosse amende. On peut voir dans le livre intitulé *Testament politique* de M. de Vauban, un détail des monopoles & de la servitude qu'entraînent les aides & les douanes dans la France. On ne sauroit croire qu'un souverain ni ses ministres en soient instruits.

Il se peut que les douanes méditerranéennes arrêteront quelques marchandises, qui, en évitant celles des frontières, passeroient en contrebande. Cette malversation qui est un objet pour le fermier, n'est pas un mal bien sensible pour les finances prises en gros. On ne parviendra jamais à annihiler la fraude de ce genre. La contrainte aiguë l'invention : lorsqu'elle est extrême elle fait naître les Mandrins. J'ai lu quelque part qu'un inconvénient des prohibitions, étoit de faire employer une portion du peuple à la contrebande : réflexion très-sensée.

Ces pieges tendus, ces frais énormes, ces dangers, rebutent pour l'envoi des denrées. La suite en est, qu'une espece surabonde dans une province, & qu'elle manque dans une autre ; que les sujets du même souverain sont privés entr'eux de la commodité de l'échange ; que deux provinces languissent, l'une pour avoir trop d'une sorte de denrée, & l'autre pour n'en avoir pas.

C'est une fausse idée de penser que l'on doit mesurer la richesse d'un Etat à la quantité d'or & d'argent qu'il possède. Une montagne d'or monnoyé n'est qu'une masse inutile si elle demeure sans mouvement. Un million qui se reproduit vingt fois par la circulation, fait le même effet, peut-être plus, que vingt millions employés une seule fois. On a dit très-bien que l'or étoit l'esclave de la consommation ; il n'agit que par elle ; il la suit ; il ne peut faire un pas qu'avec elle.

Si les denrées demeurent sans débit, l'or & l'argent demeurent immobiles ; la pauvreté s'empare des lieux où l'on pourroit faire régner l'aisance. Il n'est pas possible au sujet de payer ses impôts, il n'a pas de revenus. On le saisi ; la quotité qu'il doit lui devient dix fois plus coûteuse que la Taxe elle-même. C'est aller contre les regles d'une politique prudente, & comme on l'a dit, contre l'intérêt du gros des finances.

On répète sans cesse, qu'il est essentiel de favoriser le commerce, & qu'il ne sauroit fleurir sans la liberté. Ce sont deux maximes unanimement convenues ; le nombre des douanes intérieures est destructif de l'une & de l'autre. Ne cessera-t-on jamais de convenir des faits, & d'agir conséquemment ?

On croit avoir satisfait à ces deux principes, lorsque, par un règlement, on pourvoit à quelqu'une des branches du commerce extérieur. C'est quelque chose ; mais l'attention dans les loix du commerce, doit se tourner

plus entière du côté des sujets, parce que chaque Etat veut faire profiter le commerce à soi-même. L'Angleterre ne perd jamais ce point de vue : ses bils sur cette matière tendent tous à l'avantage des naturels du pays.

L'étranger n'envoie ni ne porte ses marchandises pour les détailler lui-même ; un sujet les achète pour les répandre dans tous les endroits du royaume auxquels elles peuvent convenir. Ce même sujet voudra (& c'est l'intérêt de l'Etat) donner à l'étranger des marchandises en échange ; le port qu'il habite ne les lui fournit pas, il les fait venir de diverses provinces : & dans ces deux opérations, soit qu'il veuille faire circuler dans le royaume la marchandise de l'étranger, soit qu'il veuille tirer du dedans celles qu'il convient de lui rendre, il trouve également ces fatales douanes qui le gênent, qui absorbent le plus clair du profit, & le mettent au hasard de sa ruine.

Un auteur anonyme a très-bien dit, que si l'esprit de finance est en opposition avec l'esprit de commerce, l'Etat est ruiné. Les douanes intérieures font le profit du financier & la perte du commerce ; celui-ci enrichit l'Etat, l'autre n'est occupé que d'appauvrir le citoyen.

Ce ne sont point les richesses que peut acquérir le commerçant, que l'Etat doit considérer dans le commerce. Il ne les voit que comme une récompense légitime du bien qu'il procure par son travail. Deux objets essentiels doivent diriger le gouvernement ; délivrer les sujets de leurs denrées (ce n'est que par ce moyen qu'ils peuvent payer les Taxes) & faire en sorte que le retour de l'échange soit avantageux, & rapporte : voilà l'intérêt des finances.

Il faut donc favoriser la circulation de ces denrées, & leur sortie, pour leur donner un prix. Tout ramène au commerce intérieur d'un royaume. Ses productions en sont l'origine ; elles en sont la fin. Le commerce du dehors leur est subordonné.

Si le passage des marchandises éprouve des difficultés des frontières aux manufactures, & de tous les lieux du royaume aux frontières, l'ardeur pour l'un & l'autre commerce se ralentit, ou même s'éteint. Si au lieu des facilités qu'on doit attendre on charge de droits, on enlève d'obstacles ; si on ajoute à ceux qu'on a indiqués en gros, des différens continuel entre les bureaux & le négociant ; s'il n'y a pas de transport un peu considérable qui n'entraîne pour le moins un procès ; quelle occupation, quel dégoût pour un commerçant ? Si, au lieu de le protéger, ce procès est le plus souvent vidé en faveur du fermier, toujours prêt à demander le rabais de sa ferme, on dira inutilement qu'il faut favoriser le commerce : on le charge d'entraves au lieu de la liberté dont on convient qu'il devrait jouir. On enchérit nécessairement les denrées pour l'étranger ; il cesse de les venir prendre ; il donne la préférence au meilleur marché.

La France fournissoit autrefois des blés au dehors ; elle n'en donne plus ;

elle est souvent obligée d'en recevoir. On a multiplié les douanes & le nombre des gardes & des commis; il a fallu les prendre parmi les laboureurs. Ceux-ci ont mieux aimé être exacteurs, qu'essuyer l'exaction; plusieurs terres sont demeurées en friche. La diminution des blés & le prétexte de leur nécessité absolue, en ont fait défendre l'exportation. Il n'a plus même été permis d'en faire passer d'une province à une autre, sans des permissions difficiles & coûteuses à obtenir. La gêne extrême & la difficulté de la consommation a fait négliger par-tout la culture des terres. Dans la crainte de manquer, on a employé des moyens qui ont augmenté la disette.

Il en résulte de tous côtés des préjudices bien considérables pour l'Etat, & par conséquent pour les finances. Chaque laboureur tiroit du sein de la terre une portion de richesses : devenu commis, outre que cette partie est en pure perte, il faut que l'Etat prenne ailleurs pour enrichir celui qui seroit à l'enrichir auparavant.

Je joindrai ma faible voix au grand nombre de celles qui retentissent pour publier les avantages d'une libre exportation; c'est le devoir de tout bon citoyen : il semble qu'elles se soient fait entendre; on a permis de faire sortir des grains par trois débouchés. Mais c'est peu : on doit même dire qu'il peut résulter un mal de cette limitation. Toute permission restreinte, produit pour l'ordinaire un monopole.

On hésite, on tâtonne dans une entreprise qui ne doit pas faire espérer des succès rapides, d'une liberté quoiqu'entière. Le laboureur ni le gros des fermiers ne se mettront pas en travail sur la spéculation; & la terre ne se fertilisera pour les plus pressés, qu'après les arrangemens & les préparations de plus d'une année. C'est peu à peu que les effets frapperont les sens : insensiblement les profits répétés de quelques-uns, rendront l'industrie générale.

Qu'a-t-on pu juger sur un faible essai interrompu dans sa naissance? J'ai gémi lorsque j'ai vu supprimer cette lueur de liberté, dans la crainte puérile que l'on ne portât des grains à l'ennemi, & ruiner le commerçant en lui faisant décharger un navire prêt à quitter le port. Est-ce ainsi que l'on a prétendu s'instruire de la valeur d'un essai? Les Anglois n'ont manqué ni de pain ni de biscuit en 1757 & 1758. Cela poté, il étoit plus utile à la France de leur en fournir, que d'abandonner ce profit à l'étranger. Lorsque je vends du blé à mon ennemi, je prends de lui de l'argent qui me sert à lui faire la guerre : je ne lui livre qu'une chose qui périroit pour moi, & qu'il trouvera ailleurs; l'avantage est de mon côté.

On craint que l'on n'abuse d'une permission générale, & que l'on n'épuise le royaume. Un auteur propose pour remède à ce danger imaginaire, de hausser & baisser le droit de sortie : c'est ce qu'il appelle *la clef pour ouvrir ou fermer l'exportation*. Cette clef seroit un passe-par-tout bien dange-

reux. Ces bureaux moins intelligens, ne verroient dans cette opération qu'une ressource de finances, & tout seroit gâté.

Indépendamment de cette réflexion, seroit-ce une Taxe de sortie que l'on prétendrait substituer à la gratification que l'on donne en Angleterre? Croiroit-on arriver au même but par deux chemins si opposés? L'esprit financier ne voit par-tout que des droits à lever; mais la politique du bon gouvernement sentira qu'un commerce que l'on veut rétablir, & qu'il faut arracher à d'autres, ne peut avoir de succès qu'autant que le moindre prix de la denrée le favorisera. Si de deux Etats l'un le diminue par la récompense de la sortie, & l'autre l'augmente par une imposition, lequel des deux réussira? Les commencemens sont décisifs, ils encouragent ou rebutent. Un régime éclairé verra dans ce projet les especes s'introduire & rouler dans les campagnes, & mettre les peuples en état de payer des impôts d'une autre nature.

Un thermometre assuré pour ouvrir ou fermer l'exportation, sera le prix des blés. Qu'il soit permis d'exporter tout autant que le quintal de froment n'excédera pas, par exemple, la somme de huit livres; que lorsqu'il passera cette valeur, il soit une marchandise prohibée dans les cargaisons, & la sortie par terre; tout inconvénient à cet égard est retranché. La même loi peut porter la permission & la défense, une fois pour toutes.

Il est convenable de mettre des différences entre les sortes de marchandises pour en fixer les impositions. Si on ne considère l'intérêt des finances que pour le moment, si on ne s'attache qu'à les grossir, les Taxes les plus fortes devront se prendre sur les choses nécessaires à la vie, & sur les commodités qui approchent le plus de la nécessité, comme le sel & les boissons. Mais c'est encore sortir de l'honnête, & ce moyen doit être rejeté comme inhumain.

Ce n'est pas encore dans la proportion de la valeur de la marchandise que le fort ou le faible de l'impôt doit être réglé; c'est sur les choses de luxe & de volupté que la main peut s'appesantir. On pourroit, sans injustice, n'y mettre aucune borne; mais ce seroit les exclure, & aller contre l'intérêt des finances.

L'impôt peut être fort, il ne doit pas être excessif. Le goût des superfluités, de l'agréable, des fantaisies, se répandra; si d'ailleurs le gouvernement laisse les peuples dans l'aisance; s'il pourvoit à la vente des denrées qui leur sont propres; s'il a le soin d'ouvrir des voies faciles au commerce, les Taxes sur les choses du luxe réussiront alors; c'est un moyen légitime & infaillible de tourner au profit de l'Etat l'opulence du particulier.

Cette maxime demande cependant une observation: si ces choses sont des productions de l'Etat, ou l'effet de l'industrie de ses habitans, les impôts doivent être légers. Il importe que le sujet en trouve la conformation, & que par conséquent le prix ne rebute pas l'étranger.

Quelque pardonnable que soit un impôt sur une denrée, ne devient-il pas une oppression si on force les sujets à la consommer dans une quantité fixée? Cette contrainte révolte l'esprit; elle nous inspire le désir de rejeter ce que l'on veut nous faire prendre par force, ou celui de l'acquiescer par d'autres voies.

Le meilleur moyen pour faire valoir un pareil impôt, sera, comme je viens de le dire, de rendre les fortunes aisées en général; le débit passera les espérances. Si l'Angleterre consomme des vins de France, malgré douze ou quinze cents livres imposées sur chaque tonneau, c'est qu'on ne l'oblige pas à les prendre; & que l'Etat procure d'ailleurs aux particuliers les moyens de faire cette dépense.



T E

T É L É M A Q U E.

A N A L Y S E

DES AVENTURES DE TÉLÉMAQUE:

Roman Politique,

*Par Messire FRANÇOIS DE SAINAC DE LA MOTTE-FÉNÉLON ;
Précepteur des Enfans de France , Archevêque de Cambrai , Prince du
St. Empire , &c.*

TÉLÉMAQUE, conduit par Minerve sous la figure de Mentor, aborde, après un naufrage, dans l'île de la déesse Calypso, qui regrettoit encore le départ d'Ulysse. La déesse le reçoit favorablement, conçoit de la passion pour lui, lui offre l'immortalité, & le presse de lui faire le récit de ses aventures. Il lui raconte son voyage à Pylos & à Lacédémone; son naufrage sur la côte de Sicile; le péril où il fut d'être immolé aux manes d'Anchise; le secours que Mentor & lui, donnerent à Aceste dans une incursion de Barbares, & le soin que le roi eut de reconnoître ce service, en leur donnant un vaisseau Tyrien pour retourner en leur pays; la prise de ce vaisseau Tyrien par la flotte de Sésostris, & leur captivité en Egypte. Il dépeint la beauté de ce pays & la sagesse du gouvernement.

Si la douleur de notre captivité, dit-il, ne nous eût rendus insensibles à tous les plaisirs, nos yeux auroient été charmés de voir cette fertile terre d'Egypte semblable à un jardin délicieux, arrosé d'un nombre infini de canaux. Nous ne pouvions jeter les yeux sur les deux rivages, sans appercevoir des villes opulentes, des maisons de campagne agréablement situées, des terres qui se couvroient tous les ans d'une moisson dorée, sans se reposer jamais; des prairies pleines de troupeaux, des laboureurs qui étoient accablés sous le poids des fruits que la terre épanchoit de son sein; des bergers qui faisoient répéter les doux sons de leurs flûtes & de leurs chalumeaux à tous les échos d'alentour.

Heureux, disoit Mentor, le peuple qui est conduit par un sage roi. Il est dans l'abondance; il vit heureux, & aime celui à qui il doit tout son bonheur. C'est ainsi, ajoutoit-il, ô Télémaque, que vous devez régner, & faire la joie de vos peuples, si jamais les dieux vous font posséder le royaume de votre pere: aimez vos peuples comme vos enfans, goûtez le plai-

fit d'être aimé d'eux, & faites qu'ils ne puissent jamais sentir la paix & la joie, sans se ressouvenir que c'est un bon roi qui leur a fait ces riches présens. Les rois qui ne songent qu'à se faire craindre, & qu'à abattre leurs sujets pour les rendre plus soumis, sont les fléaux du genre-humain; ils sont craints comme ils le veulent être : mais ils sont haïs, détestés, & ils ont encore plus à craindre de leurs sujets, que leurs sujets n'ont à craindre d'eux.

Mentor faisoit remarquer à Télémaque la joie & l'abondance répandue dans toute la campagne d'Égypte, où l'on comptoit jusqu'à vingt-deux mille villes. Il admiroit la bonne police de ces villes, la justice exercée en faveur du pauvre contre le riche, la bonne éducation des enfans qu'on accoutumoit à l'obéissance, au travail, à la sobriété, à l'amour des arts, ou des lettres; l'exactitude pour toutes les cérémonies de la religion, le désintéressement, le désir de l'honneur, la fidélité pour les hommes, & la crainte pour les dieux, que chaque pere inspiroit à ses enfans. Il ne se lassoit point d'admirer ce bel ordre. Heureux, disoit-il à Télémaque, le peuple qu'un roi sage conduit ainsi ! mais encore plus heureux le roi qui fait le bonheur de tant de peuples, & qui trouve le sien dans la vertu ! Il tient les hommes par un lien cent fois plus fort que celui de la crainte; c'est celui de l'amour. Non-seulement on lui obéit, mais encore on aime à lui obéir. Il regne dans tous les cœurs. Chacun, bien loin de vouloir s'en défaire, craint de le perdre, & donneroit sa vie pour lui.

Mentor & Télémaque furent conduits devant le roi Sésostris. Ce monarque écoutoit chaque jour, à certaines heures réglées, tous ceux de ses sujets qui avoient ou des plaintes à lui faire, ou des avis à lui donner. Il ne méprisoit ni ne rebutoit personne, & ne croyoit être roi que pour faire du bien à ses peuples, qu'il aimoit comme ses enfans. Pour les étrangers, il les recevoit avec bonté, & vouloit les voir, parce qu'il croyoit qu'on apprenoit toujours quelque chose d'utile, en s'instruisant des mœurs & des manières des peuples éloignés. Cette curiosité du roi fit qu'on lui présenta Mentor & Télémaque. Il étoit sur un trône d'ivoire, tenant en main un sceptre d'or : il étoit déjà vieux, mais agréable, plein de douceur & de majesté; il jugeoit tous les jours les peuples avec une patience qu'on admiroit sans flatterie. Après avoir travaillé toute la journée à régler les affaires, & à rendre une exacte justice; il se délassoit le soir à écouter des hommes savans, ou à converser avec les plus honnêtes gens, qu'il savoit bien choisir pour les admettre à sa familiarité. On ne pouvoit lui reprocher, en toute sa vie, que d'avoir triomphé avec trop de faste des rois qu'il avoit vaincus, & de s'être confié à un de ses sujets qui abusa trop long-temps de cette confiance.

Sésostris demanda à Télémaque sa patrie & son nom. L'étranger répondit qu'il étoit fils d'Ulysse roi d'Ithaque. Le monarque les renvoya à un de ses officiers qu'il chargea de s'informer de ceux qui avoient pris leur vais-

seau, s'ils étoient réellement Grecs, afin qu'ils fussent doublement punis s'ils en impoloient, ou traités favorablement, & renvoyés dans leur pays sur un vaisseau Egyptien & aux frais de l'Etat, s'ils disoient vrai.

L'officier auquel le roi renvoya ces deux étrangers, avoit l'ame aussi corrompue & aussi artificieuse que Sésostris étoit sincère & généreux. Il se nommoit Métophis; il les interrogea pour tâcher de les surprendre; & comme Mentor répondoit avec plus de sagesse que le jeune fils d'Ulysse, il le regarda avec aversion & avec défiance, car les méchans s'irritent contre les bons. Il les sépara, & Télémaque ignora ce qu'étoit devenu Mentor. Cette séparation fut un coup de foudre pour lui. Métophis espéroit toujours qu'en les questionnant séparément, il pourroit leur faire dire des choses contraires: sur-tout il croyoit éblouir Télémaque par ses promesses flatteuses, & lui faire avouer ce que Mentor lui auroit caché. Enfin il ne cherchoit pas de bonne foi la vérité, mais il vouloit trouver quelque prétexte de dire au roi qu'ils étoient Phéniciens pour en faire ses esclaves. En effet, malgré leur innocence, & malgré la sagesse du roi, il trouva le moyen de le tromper. Hélas! à quoi les rois sont-ils exposés? les plus sages même sont souvent surpris. Des hommes artificieux & intéressés les environnent; les bons se retirent parce qu'ils ne sont ni empressés ni flatteurs; les bons attendent qu'on les cherche, & les princes ne savent guere les aller chercher. Au contraire, les méchans sont hardis, trompeurs, empressés à s'insinuer & à plaire, adroits à dissimuler, prêts à tout faire contre l'honneur & la conscience pour contenter les passions de celui qui regne. O qu'un roi est malheureux d'être exposé aux artifices des méchans! il est perdu, s'il ne repousse la flatterie, & s'il n'aime ceux qui disent hardiment la vérité.

Métophis envoya Télémaque vers les montagnes du désert d'Oasis avec ses esclaves, pour y garder avec eux ses nombreux troupeaux. Bientôt il ramena l'âge d'or parmi les bergers de ces déserts presque inhabitables. Un jour un lion affamé vint se jeter sur son troupeau. Télémaque plus téméraire que sage, s'élance sur cet animal furieux, le terrasse & l'étrouffe. Le bruit de cette action parvint jusqu'aux oreilles de Sésostris. Il voulut voir l'esclave en qui réidoit une force & un courage si merveilleux. Télémaque parut devant ce monarque, toucha son grand cœur & ne put s'empêcher de lui faire connoître que Métophis l'avoit trompé par avarice. Le ministre infidèle fut condamné à une prison perpétuelle, & on lui ôta les richesses qu'il possédoit injustement. Qu'on est malheureux, disoit Sésostris, quand on est au dessus du reste des hommes: souvent on ne peut voir la vérité par ses propres yeux; on est environné de gens qui l'empêchent d'arriver jusqu'à celui qui commande; chacun est intéressé à le tromper; chacun sous une apparence de zèle, cache son ambition. On fait semblant d'aimer le roi, & on n'aime que les richesses qu'il donne: on l'aime si peu, que pour obtenir ses faveurs on le flatte, on le trahit.

Sésostris

Sésostris traita Télémaque avec une tendre amitié & résolut de le renvoyer à Ithaque avec des vaisseaux & des troupes, pour délivrer Pénélope de tous ses amans. Mais la mort subite de ce monarque l'empêcha d'exécuter ce dessein, & replongea le fils d'Ulysse dans de nouveaux malheurs.

Toute l'Egypte parut inconsolable à cette perte; chaque famille croyoit avoir perdu son meilleur ami, son protecteur, son pere. Les vieillards levant les mains au ciel, s'écrioient; jamais l'Egypte n'eut un si bon roi; jamais elle n'en aura de semblable. O dieux! il falloit, ou ne le montrer pas aux hommes, ou ne le leur ôter jamais: pourquoi faut-il que nous survivions au grand Sésostris? Les jeunes gens disoient: l'espérance de l'Egypte est détruite; nos peres ont été heureux de passer leur vie sous un si bon roi? pour nous, nous ne l'avons vu que pour sentir sa perte. Ses domestiques pleuroient nuit et jour. Quand on fit les funérailles du roi, pendant quarante jours; les peuples les plus reculés y accouroient en foule, chacun vouloit voir encore une fois le corps de Sésostris, chacun vouloit en conserver l'image. Plusieurs vouloient être mis avec lui dans le tombeau.

Ce qui augmenta encore la douleur de sa perte, c'est que son fils Bocchoris n'avoit ni humanité pour les étrangers, ni curiosité pour les sciences, ni estime pour les hommes vertueux, ni amour pour la gloire. La grandeur de son pere avoit contribué à le rendre si indigne de régner: il avoit été nourri dans la mollesse & dans une fierté brutale; il comptoit pour rien les hommes, croyant qu'ils n'étoient faits que pour lui, & qu'il étoit d'une autre nature qu'eux; il ne songeoit qu'à contenter ses passions, qu'à dissiper les trésors immenses que son pere avoit ménagés avec tant de soin, qu'à tourmenter les peuples, & qu'à sucer le sang des malheureux; enfin, qu'à suivre le conseil flatteur des jeunes insensés qui l'environnoient pendant qu'il écartoit avec mépris tous les sages vieillards qui avoient eu la confiance de son pere. C'étoit un monstre, & non pas un roi; toute l'Egypte gémissoit, & quoique le nom de Sésostris, si cher aux Egyptiens, leur fit supporter la conduite lâche & cruelle de son fils, le fils couroit à sa perte, & un prince si indigne du trône ne pouvoit long-temps régner. En effet les sujets fatigués de sa tyrannie, leverent l'étendard de la révolte, appellerent les Tyriens à leur secours, & Bucchoris fut tué en combattant contre ceux dont il auroit dû faire le bonheur. Ce malheureux prince ne manquoit pas de génie; ses lumières égaloient son courage; mais il n'avoit jamais été instruit par la mauvaise fortune. Ses maîtres avoient empoisonné, par la flatterie son beau naturel. Il étoit enivré de sa puissance & de son bonheur, il croyoit que tout devoit céder à ses desirs songueux. La moindre résistance enflammoit sa colère, alors il ne raisonnoit plus, il étoit comme hors de lui-même: son orgueil furieux en faisoit une bête farouche; sa bonté naturelle & sa droite raison l'abandonnoient en un instant; les plus fideles serviteurs étoient réduits à s'enfuir: il n'aimoit plus que ceux qui flattoient ses passions. Ainsi il prenoit toujours des partis extrêmes

contre ses véritables intérêts, & il forçoit tous les gens de bien à détester sa folle conduite.

Oh ! si jamais les dieux me faisoient régner, s'écrioit Télémaque, je n'oublierois point, après un si funeste exemple, qu'un roi n'est digne de commander, & n'est heureux dans sa puissance, qu'autant qu'il la soumet à la raison. Eh ! quel malheur pour un homme destiné à faire le bonheur public, de n'être le maître de tant d'hommes que pour les rendre malheureux !

A la mort de Sésostris, Télémaque avoit perdu toute espérance de retourner à Ithaque. Il avoit été enfermé dans une tour par les intrigues de Metophtis qui, étant rentré en grace sous Bocchoris, avoit commencé par se venger de la disgrâce que cet étranger lui avoit causée. Termutis, successeur de Bocchoris, rendit tous les prisonniers Phéniciens. Télémaque, compté de ce nombre, fut emmené à Tyr, où régnoit Pygmalion, prince avare & cruel. Il avoit trempé ses mains cruelles dans le sang de Tichée, mari de Didon, sa sœur. Didon, pleine de desirs de la vengeance, s'étoit sauvée de Tyr avec plusieurs vaisseaux. La plupart de ceux qui aimoient la vertu & la liberté, l'avoient suivie : elle avoit fondé sur la côte d'Afrique une superbe ville nommée Carthage. Pygmalion tourmenté par une soif insatiable des richesses, se rend de plus en plus misérable & odieux à ses sujets. C'est un crime à Tyr que d'avoir de grands biens : l'avarice le rend défiant, soupçonneux, cruel ; il persécute les riches, & il craint les pauvres.

C'est un crime encore plus grand à Tyr d'avoir de la vertu ; car Pygmalion suppose que les bons ne peuvent souffrir ses injustices & ses infamies ; la vertu le condamne, il s'aigrit & s'irrite contre elle. Tout l'agite, l'inquiète, le ronge ; il a peur de son ombre, il ne dort, ni nuit ni jour ; les dieux pour le confondre, l'accablent de trésors dont il n'ose jouir. Ce qu'il cherche pour être heureux, est précisément ce qui l'empêche de l'être. Il regrette tout ce qu'il donne, & craint toujours de perdre ; il se tourmente pour gagner. On ne le voit presque jamais, il est seul, triste, abattu, au fond de son palais : ses amis même n'osent l'aborder, de peur de lui devenir suspects. Une garde terrible tient toujours des épées nues & des piques levées autour de sa maison. Trente chambres, qui se communiquent les unes aux autres, & dont chacune a une porte de fer avec six gros verroux, sont le lieu où il se renferme ; on ne sait jamais dans laquelle de ces chambres il couche, & on assure qu'il ne couche jamais deux nuits de suite dans la même, de peur d'y être égorgé. Il ne connoît, ni les doux plaisirs, ni l'amitié encore plus douce ; si on lui parle de chercher la joie, il sent qu'elle fuit loin de lui & qu'elle refuse d'entrer dans son cœur ; ses yeux creux sont pleins d'un feu âpre & farouche : ils sont sans cesse errans de tous côtés ; il prête l'oreille au moindre bruit & se sent ému ; il est pâle & défait, & les noirs soucis sont peints sur son visage toujours ridé. Il se tait, il soupire, il tire de son cœur de profonds gémissemens ; il ne peut cacher

les remords qui déchirent ses entrailles. Les mets les plus exquis le dégoutent; ses enfans, loin d'être son espérance, sont le sujet de sa terreur, il en a fait ses plus dangereux ennemis; il n'a eu toute sa vie aucun moment d'assuré; il ne se conserve qu'à force de répandre le sang de tous ceux qu'il craint. Insensé, qui ne voit pas que la cruauté à laquelle il se confie le fera périr! Quelqu'un de ses domestiques aussi défiant que lui, se hâtera de délivrer le monde de ce monstre.

Voilà un homme qui n'a cherché qu'à se rendre heureux; il a cru y parvenir par les richesses & par une autorité absolue; il possède tout ce qu'il peut désirer, & cependant il est misérable par ses richesses & par son autorité même; s'il étoit berger, il seroit plus heureux; il jouiroit des plaisirs innocens de la campagne, & en jouiroit sans remords. Il ne craindroit ni le fer ni le poison. Il aimeroit les hommes, il en seroit aimé. Il n'auroit point ces grandes richesses qui lui sont aussi inutiles que du sable, puisqu'il n'ose y toucher; mais il jouiroit librement des fruits de la terre & ne souffriroit aucun véritable besoin. Cet homme paroît faire tout ce qu'il veut; mais il s'en faut bien qu'il le fasse. Il fait tout ce que veulent les passions féroces; il est toujours entraîné par son avarice, par sa crainte & par ses soupçons: il paroît maître de tous les hommes; mais il n'est pas maître de lui-même, car il a autant de maîtres & de bourreaux qu'il a de desirs violens.

Télémaque arrivé à Tyr, profita du séjour qu'il y fit pour connoître les mœurs des Phéniciens si célèbres chez toutes les nations connues, l'étendue de leur commerce & les causes qui l'avoient rendu si florissant. La situation de Tyr est heureuse pour le commerce, lui disoit Narbal, commandant de la flotte Tyrienne qui l'avoit amené; les Tyriens sont industrieux, patiens, laborieux, propres, sobres & ménagers: ils ont une exacte police; ils sont parfaitement d'accord entre eux; jamais peuple n'a été plus constant, plus sincère, plus fidèle, plus sûr, plus commode à tous les étrangers.

Voilà, sans aller chercher d'autre cause, ce qui leur donne l'empire de la mer, & qui fait fleurir dans leur port un si utile commerce; si la division & la jalousie se mettoient entre eux; s'ils commençoient à s'amollir dans les délices & dans l'oïiveté; si les premiers de la nation méprisoient le travail & l'économie, si les arts cessoient d'être en honneur dans leur ville; s'ils manquoient de bonne foi envers les étrangers; s'ils altéroient tant soit peu les règles d'un commerce libre; s'ils négligeoient leurs manufactures, & s'ils cessoient de faire les grandes avances qui sont nécessaires pour rendre leurs marchandises parfaites chacune dans son genre; vous verriez bientôt tomber cette puissance que vous admirez.

O Télémaque, continua Narbal, si vous voulez établir à Ithaque un pareil commerce, faites comme on fait ici; recevez bien & facilement tous les étrangers; faites-leur trouver dans vos ports la sûreté, la commodité, la

liberté entière ; ne vous laissez jamais entraîner , ni par l'avarice , ni par l'orgueil. Le vrai moyen de gagner beaucoup , est de ne vouloir jamais trop gagner , & de savoir perdre à propos. Faites-vous aimer par tous les étrangers ; souffrez même quelque chose d'eux ; craignez d'exciter la jalousie par votre hauteur ; soyez constant dans les règles du commerce ; qu'elles soient simples & faciles ; accoutumez vos peuples à les suivre inviolablement ; punissez sévèrement la fraude , & même la négligence , ou le faste des marchands , qui ruine le commerce en ruinant les hommes qui le font. Sur-tout , n'entreprenez jamais de gêner le commerce pour le tourner selon vos vues. Il est plus convenable que le prince ne s'en mêle point , & qu'il en laisse tout le profit à ses sujets qui en ont la peine ; autrement il les découragera. Il en tirera assez d'avantages par les grandes richesses qui entreront dans ses Etats. Le commerce est comme certaines sources ; si vous voulez détourner leur cours , vous les faites tarir. Il n'y a que le profit & la commodité qui attirent les étrangers chez vous : si vous leur rendez le commerce moins commode & moins utile , ils se retirent insensiblement & ne reviennent plus , parce que d'autres peuples , profitant de votre imprudence , les attirent chez eux , & les accoutument à se passer de vous. Il faut même vous avouer que depuis quelque temps la gloire de Tyr est bien obscurcie. O si vous l'aviez vue , mon cher Télémaque , avant le règne de Pygmalion , vous auriez été bien plus étonné. Vous ne trouvez plus ici maintenant que les tristes restes d'une grandeur qui menace ruine. O malheureuse Tyr en quelles mains es-tu tombée ? autrefois la mer t'apportoit le tribut de tous les peuples de la terre.

Pygmalion craint tout , & des étrangers , & de ses sujets. Au lieu d'ouvrir , suivant notre ancienne coutume , ses ports à toutes les nations les plus éloignées , dans une entière liberté , il veut savoir le nombre des vaisseaux qui arrivent , leur pays , le nom des hommes qui y sont , leur genre de commerce , la nature & le prix de leurs marchandises , & le temps qu'ils doivent demeurer ici. Il fait encore pis ; car il use de supercherie pour surprendre les marchands & pour confisquer leurs marchandises. Il inquiète les marchands qu'il croit les plus opulens : il établit , sous divers prétextes , de nouveaux impôts , il veut entrer lui-même dans le commerce , & tout le monde craint d'avoir affaire avec lui. Ainsi le commerce languit. Les étrangers oublient peu à peu le chemin de Tyr qui leur étoit autrefois si connu , & si Pygmalion ne change de conduite , notre gloire & notre puissance seront bientôt transportées à quelque autre peuple mieux gouverné que nous.

Narbal fit ensuite connoître à Télémaque les grandes ressources que les Tyriens tiroient des forêts du Liban pour la construction de leurs vaisseaux , & comment ils étoient parvenus à avoir d'excellens charpentiers. Quand on récompense bien , lui dit-il , ceux qui excellent dans les arts , on est sûr d'avoir bientôt des hommes qui les menent à leur dernière perfection ,

car les hommes, qui ont le plus de sagesse & de talent, ne manquent point de s'adonner aux arts auxquels les grandes récompenses sont attachées. Ici on traite avec honneur tous ceux qui réussissent dans les arts & dans les sciences utiles à la navigation. On considère un bon géomètre; on estime fort un bon astronome; on comble de bien un pilote qui surpasse les autres dans sa fonction; on ne méprise point un bon charpentier; au contraire il est bien payé & bien traité : Les bons rameurs ont même des récompenses sûres & proportionnées à leurs services : on les nourrit bien, on a soin d'eux quand ils sont malades; en leur absence, on a soin de leurs femmes & de leurs enfans. S'ils périssent dans un naufrage, on dédommage leur famille; on renvoie chez eux ceux qui ont servi un certain temps. Ainsi on en a autant qu'on en veut. Le père est ravi d'élever son fils dans un si bon métier; & dès sa plus tendre jeunesse il se hâte de lui enseigner à manier la rame, à tendre les cordages & à mépriser les tempêtes. C'est de cette manière qu'on mène les hommes, sans contrainte, par la récompense & par le bon ordre : l'autorité seule ne fait jamais bien : la soumission des inférieurs ne suffit pas : il faut gagner les cœurs & faire trouver aux hommes leur avantage, dans les choses où l'on veut se servir de leur industrie.

Cependant Pygmalion ayant découvert que Té'émaque n'étoit pas de l'île de Chypre, donna ordre qu'on l'arrêtât; & il étoit en danger de périr; mais il fut sauvé par Astarbé, maîtresse du tyran, qui fit mourir à sa place, un jeune homme dont le mépris l'avoit irritée.

Astarbé étoit belle comme une déesse, elle joignoit aux charmes du corps tous ceux de l'esprit; elle étoit enjouée, flatteuse, insinuante. Avec tant de charmes trompeurs, elle avoit comme les syrenes, un cœur cruel & plein de malignité. Mais elle savoit cacher ses sentimens, corrompus par un profond artifice. Elle avoit su gagner le cœur de Pygmalion, par sa beauté, par son esprit, par sa douce voix, & par l'harmonie de sa lyre. Pygmalion, aveuglé par un violent amour pour elle, avoit abandonné la reine Tophia son épouse. Il ne songeoit qu'à contenter les passions de l'ambitieuse Astarbé. L'amour de cette femme ne lui étoit guère moins funeste que son infame avarice : mais quoiqu'il eut tant de passion pour elle, elle n'avoit que du mépris & du dégoût. Elle cachoit ses vrais sentimens, & elle faisoit semblant de ne vouloir vivre que pour lui dans le temps qu'elle ne pouvoit le souffrir.

Cette femme irritée contre un jeune Crétois nommé Malachon dont elle ne pouvoit se faire aimer, résolut de le faire passer pour l'étranger que Narbal avoit amené d'Egypte. Elle le persuada aisément à Pygmalion, & personne de ceux qui l'approchoient n'osa le détromper. Comme il n'aimoit point les hommes vertueux, & qu'il ne savoit point les discerner, il n'étoit environné que de gens intéressés & sanguinaires. De telles gens craignoient l'autorité d'Astarbé, & ils lui aidoient à tromper le roi de peur

de déplaire à cette femme hautaine qui avoit toute sa confiance. Ainsi Malachon, quoique connu pour Crétois dans toute la ville, passa pour être Télémaque & fut mis en prison; Narbal eut ordre de faire embarquer sur le champ celui que les dieux savoient en se servant du mensonge des méchans pour récompenser sa sincérité.

On ne sauroit regarder sans horreur un roi livré à l'avarice & à la volupté. Celui qui craint avec tant d'excès d'être trompé mérite de l'être, & l'est presque toujours grossièrement. Il se défie des gens de bien, & s'abandonne à des scélérats : il est le seul qui ignore ce qui se passe. Ainsi Pygmalion étoit le jouet d'une femme sans pudeur.

Télémaque retrouve Mentor dans l'isle de Chypre, d'où ils partent en détestant l'infame mollesse des habitans de cette isle consacrée à Vénus, & l'impudence brutale avec laquelle ils célébroient les fêtes de la déesse. Ils arrivent en Crete.

Cette isle, admirée de tous les étrangers, & fameuse par ses cent villes, nourrit sans peine tous ses habitans, quoiqu'ils soient innombrables. C'est que la terre ne se lasse jamais de répandre ses biens sur ceux qui la cultivent. Son sein fécond ne peut s'épuiser; plus il y a d'hommes dans un pays pourvu qu'ils soient laborieux, plus ils jouissent de l'abondance. Ils n'ont jamais besoin d'être jaloux les uns des autres. La terre, cette bonne mere, multiplie ses dons selon le nombre de ses enfans qui méritent ses fruits par leur travail. L'ambition & l'avarice des hommes sont les seules sources de leur malheur. Les hommes veulent tout avoir, & ils se rendent malheureux par le désir du superflu, s'ils vouloient vivre simplement, & se contenter de satisfaire aux vrais besoins, on verroit par-tout l'abondance, la joie, l'union & la paix.

C'est ce que Minos, le plus sage & le meilleur de tous les rois avoit compris. Tout ce que vous verrez de plus merveilleux dans cette isle est le fruit de ses loix. L'éducation qu'il faisoit donner aux enfans, rend les corps seins & robustes : on les accoutume d'abord à une vie simple, frugale, & laborieuse, on suppose que toute volupté amollit le corps & l'esprit; on ne leur propose jamais d'autre plaisir que celui d'être invincible par la vertu, & d'acquérir beaucoup de gloire : on ne met pas seulement le courage à mépriser la mort dans les dangers de la guerre, mais encore à fouler aux pieds les trop grandes richesses & les plaisirs honteux. Ici on punit trois vices qui sont impunis chez les autres peuples, l'ingratitude, la dissimulation, & l'avarice.

Pour le faste & la mollesse, on n'a jamais besoin de les réprimer; car ils sont inconnus en Crete. Tout le monde y travaille; & personne ne songe à s'y enrichir; chacun se croit assez payé de son travail par une vie douce & réglée où l'on jouit en paix & avec abondance de tout ce qui est véritablement nécessaire à la vie. On n'y souffre, ni meubles précieux, ni habits magnifiques, ni festins délicieux, ni palais dorés. Les

habits sont de laine fine, & de belles couleurs, mais tout unis & sans broderie. Les repas y sont sobres; on y boit peu de vin : le bon pain en fait la principale partie, avec les fruits que les arbres offrent d'eux-mêmes, & le lait des troupeaux. Tout au plus on y mange de grosse viande sans ragoût; encore même a-t-on soin de réserver ce qu'il y a de meilleur dans les grands troupeaux de bœufs pour faire fleurir l'agriculture. Les maisons y sont propres, commodes, saines, mais sans ornemens. La superbe architecture n'y est pas ignorée : mais elle est réservée pour les temples des dieux, & les hommes n'oseroient avoir des maisons semblables à celles des immortels. Les grands biens des Crétois sont la santé, la force, le courage, la paix & l'union des familles, la liberté de tous les citoyens, l'abondance des choses nécessaires, le mépris des superflues, l'habitude du travail & l'horreur de l'oisiveté, l'émulation pour la vertu, la soumission aux loix & la crainte des justes dieux.

Le roi peut tout sur les peuples; mais les loix peuvent tout sur lui. Il a une puissance absolue pour faire le bien, & les mains liées dès qu'il veut faire le mal. Les loix lui confient les peuples comme le plus précieux de tous les dépôts, à condition qu'il sera le pere de ses sujets. Elles veulent qu'un seul homme serve par sa sagesse & par sa modération à la félicité de tant d'hommes; & non pas que tant d'hommes servent par leur misère & par leur servitude lâche, à flatter l'orgueil & la mollesse d'un seul homme : le roi ne doit rien avoir au-dessus des autres, excepté ce qui est nécessaire, ou pour le soulager dans ses pénibles fonctions, ou pour imprimer aux peuples le respect de celui qui doit soutenir les loix. D'ailleurs le roi doit être plus sobre, plus ennemi de la mollesse, plus exempt de fîste & de hauteur qu'aucun autre. Il ne doit point avoir plus de richesses & de plaisirs, mais plus de sagesse, de vertu & de gloire, que le reste des hommes. Il doit être au dehors le défenseur de la patrie en commandant les armées; & au dedans le juge des peuples pour les rendre bons, sages & heureux : ce n'est point pour lui-même que les dieux l'ont fait roi; il ne l'est que pour être l'homme des peuples : c'est aux peuples qu'il doit tout son temps, tous ses soins, toute son affection; & il n'est digne de la royauté qu'autant qu'il s'oublie lui-même pour se sacrifier au bien public. Minos n'a voulu que ses enfans régnassent après lui qu'à condition qu'ils régneroient suivant ces maximes. Il aimoit encore plus son peuple que sa famille : c'est par une telle sagesse qu'il a rendu la Crete si puissante & si heureuse; c'est par cette modération qu'il a effacé la gloire de tous les conquérans qui veulent faire servir les peuples à leur propre grandeur, c'est-à-dire, à leur vanité; enfin, c'est par sa justice qu'il a mérité d'être aux enfers le souverain juge des morts.

A l'arrivée de Télémaque, les Crétois étoient assemblés pour élire un roi. Il fut admis avec Mentor dans cette assemblée. Il remporta les prix de divers jeux; mais sur-tout il expliqua avec une sagacité merveilleuse

plusieurs questions qui y furent proposées pour être décidées par les loix de Minos. Rien ne doit être si sacré aux hommes que les loix destinées à les rendre bons, sages & heureux. Ceux qui ont dans leurs mains les loix pour gouverner les peuples, doivent toujours se laisser gouverner eux-mêmes par les loix. C'est la loi & non pas l'homme qui doit régner.

Le vieillard, qui présidoit à cette assemblée, proposa trois questions.

1. Quel est le plus libre de tous les hommes ?

2. Quel est le plus malheureux des hommes ?

3. Lequel est préférable d'un roi conquérant & invincible dans la guerre, ou d'un roi sans expérience dans la guerre, mais propre à policer sagement les peuples dans la paix ?

Télémaque répondit à la première question : le plus libre de tous les hommes, est celui qui peut être libre dans l'esclavage même. En quelque pays & en quelque condition qu'on soit, on est libre, pourvu qu'on craigne les dieux, & qu'on ne craigne qu'eux. En un mot, l'homme véritablement libre est celui qui, dégagé de toute crainte & de tout désir, n'est soumis qu'aux dieux & à la raison. Cette réponse étoit précisément celle de Minos.

Quant à la seconde question, Télémaque dit : Le plus malheureux de tous les hommes est un roi qui croit être heureux en rendant les autres hommes misérables : il est doublement malheureux par son aveuglement, ne connoissant pas son malheur, il ne peut s'en guérir ; il craint même de le connoître. La vérité ne peut percer la foule des flatteurs pour aller jusqu'à lui. Il est tyrannisé par ses passions ; il ne connoît point ses devoirs ; il n'a jamais goûté le plaisir de faire le bien, ni senti les charmes de la vertu : il est malheureux & digne de l'être ; son malheur augmente tous les jours ; il court à sa perte, & les dieux se préparent à le confondre par une punition éternelle.

Toute l'assemblée applaudit à cette réponse, & les juges ouvrant le livre de Minos, déclarèrent que Télémaque avoit rencontré le vrai sens de ce sage législateur. La troisième question étoit beaucoup plus embarrassante que les deux premières. On y répondit de différentes manières : enfin on voulut savoir le sentiment de celui qui venoit de remporter deux fois le prix de la sagesse.

Un roi, dit Télémaque, qui ne sait gouverner que dans la paix ou dans la guerre, & qui n'est pas capable de conduire son peuple dans ces deux états, n'est qu'à demi roi. Mais si vous comparez un roi qui ne sait que la guerre à un roi sage ; qui, sans savoir la guerre est capable de la soutenir dans le besoin par ses généraux, je le trouve préférable à l'autre. Un roi entièrement tourné à la guerre, voudroit toujours la faire pour étendre sa domination & sa gloire propre ; il ruineroit son peuple. A quoi sert-il à un peuple que son roi subjugué d'autres nations, si on est malheureux sous son règne ? D'ailleurs, les longues guerres entraînent toujours
après

après elles beaucoup de désordres; les victorieux même se déreglent pendant ce temps de confusion. Voyez ce qu'il en coûte à la Grece pour avoir triomphé de Troie; elle a été privée de ses rois pendant plus de dix ans. Lorsque tout est en feu par la guerre, les loix, l'agriculture, les arts languissent. Les meilleurs princes même, pendant qu'ils ont une guerre à soutenir, sont contraints de faire le plus grand des maux; qui est de tolérer la licence, & de se servir des méchans. Combien y a-t-il de scélérats qu'on puniroit pendant la paix, & dont on a besoin de récompenser l'audace dans les désordres de la guerre? Jamais aucun peuple n'a eu un roi conquérant, sans avoir beaucoup à souffrir de son ambition. Un conquérant, enivré de sa gloire, ruine presque autant sa nation victorieuse que les autres nations vaincues. Un prince qui n'a point les qualités nécessaires pour la paix ne peut faire goûter à ses sujets les fruits d'une guerre heureusement finie: il est comme un homme qui défendrait son champ contre son voisin, & qui usurperoit celui de son voisin même: mais qui ne sauroit, ni labourer, ni semer, pour recueillir aucune moisson. Un tel homme semble né pour détruire, pour ravager, pour renverser le monde, & non pour rendre le peuple heureux par un sage gouvernement.

Venons maintenant au roi pacifique: il est vrai qu'il n'est pas propre à de grandes conquêtes; c'est-à-dire, qu'il n'est pas né pour troubler le repos de son peuple en voulant vaincre les autres peuples, que la justice ne lui a pas fournis; mais s'il est véritablement propre à gouverner en paix, il a toutes les qualités nécessaires pour mettre son peuple en sûreté contre ses ennemis. Voici comment: il est juste, modéré, & commode à l'égard de ses voisins; il n'entreprend jamais contre eux rien qui puisse troubler la paix: il est fidèle dans ses alliances. Ses alliés l'aiment, ne le craignent point, & ont une entière confiance en lui. S'il y a quelque voisin inquiet, haïssable & ambitieux, tous les autres rois voisins, qui craignent ce voisin inquiet, & qui n'ont aucune jalousie du roi pacifique, se joignent à ce bon roi pour l'empêcher d'être opprimé: sa probité, sa bonne foi, sa modération le rendent l'arbitre de tous les Etats qui environnent le sien. Pendant que le roi entreprenant est odieux à tous les autres, & sans cesse exposé à leurs ligue, celui-ci a la gloire d'être comme le pere & le tuteur de tous les autres rois. Voilà les avantages qu'il a au dehors. Ceux dont il jouit au dedans sont encore plus solides. Puisqu'il est propre à gouverner en paix, je suppose qu'il gouverne par les plus sages loix. Il retranche le faste, la mollesse & tous les arts qui ne servent qu'à flatter les vices: il fait fleurir les autres arts qui sont utiles aux véritables besoins de la vie; sur-tout il applique ses sujets à l'agriculture. Par-là il les met dans l'abondance des choses nécessaires. Ce peuple, laborieux, simple dans ses mœurs, accoutumé à vivre de peu, gagnant facilement sa vie par la culture de ses terres, se multiplie à l'infini. Voilà dans ce royaume un peuple innombrable; mais un peuple sain, vigoureux, robuste, qui n'est point

amolli par les voluptés, qui est exercé par la vertu, qui n'est point attaché aux douceurs d'une vie lâche & délicate, qui fait mépriser la mort, qui aimeroit mieux mourir que de perdre cette liberté qu'il goûte sous un sage roi appliqué à ne régner que pour faire régner la raison. Qu'un conquérant voisin attaque ce peuple, il ne le trouvera peut-être pas assez accoutumé à camper, à se ranger en bataille, ou à dresser des machines pour assiéger une ville. Mais il le trouvera invincible par sa multitude, par son courage, par sa patience dans les fatigues, par son habitude de souffrir la pauvreté, par sa vigueur dans les combats, & par une vertu que les mauvais succès même ne peuvent abattre. D'ailleurs, si le roi n'est pas assez expérimenté pour commander lui-même les armées, il les fera commander par des gens qui en seront capables, & il saura s'en servir sans perdre son autorité. Cependant il tirera du secours de ses alliés. Ses sujets aimeront mieux mourir, que de passer sous la domination d'un autre roi, violent & injuste. Les dieux mêmes combattront pour lui. Voyez quelles ressources il aura au milieu des plus grands périls. Je conclus donc que le roi pacifique qui ignore la guerre est un roi très-imparfait, puisqu'il ne fait point remplir une de ses plus grandes fonctions, qui est de vaincre ses ennemis : mais j'ajoute qu'il est néanmoins infiniment supérieur au roi conquérant, qui manque des qualités nécessaires dans la paix, & qui n'est propre qu'à la guerre.

La sagesse de cette réponse & des précédentes frappa les juges & toute l'assemblée. Les Crétois offrirent la couronne à Télémaque qui la refusa, & proposa d'élire Mentor qui refusa aussi la royauté, disant qu'il préféreroit les douceurs d'une vie privée à l'éclat de la royauté, que les meilleurs rois étoient malheureux, en ce qu'ils ne faisoient presque jamais le bien qu'ils vouloient faire ; & qu'ils faisoient souvent, par la surprise des flatteurs, les maux qu'ils ne vouloient pas. Il ajouta que, si la servitude est misérable, la royauté ne l'est pas moins, puisqu'elle est une servitude déguisée. Quand on est roi, disoit-il, on dépend de tous ceux dont on a besoin pour se faire obéir. Heureux celui qui n'est point obligé de commander ! Nous ne devons qu'à notre seule patrie, quand elle nous confie l'autorité, le sacrifice de notre liberté pour travailler au bien public.

Alors les Crétois ne pouvant revenir de leur surprise, lui demanderent quel homme ils devoient choisir : un homme qui vous connoisse, répondit Mentor, puisqu'il faudra qu'il vous gouverne, & qui craigne de vous gouverner. Celui qui désire la royauté ne la connoît pas : & comment en remplira-t-il les devoirs ne la connoissant point ? Il la cherche pour lui, & vous devez désirer un homme qui ne l'accepte que pour l'amour de vous.

Tous les Crétois furent dans un étrange étonnement de voir deux étrangers qui refusoient la royauté, recherchée par tant d'autres ; ils voulurent savoir avec qui ils étoient venus. Nausicrates, qui les avoit conduits de-

puis le port jusqu'au Cirque, où l'on célébroit les jeux, leur montra Hazaël, avec lequel Mentor & Télémaque étoient venus de l'île de Chypre. Mais leur étonnement fut encore bien plus grand, quand ils furent que Mentor avoit été esclave d'Hazaël, qu'Hazaël, touché de la sagesse & de la vertu de son esclave, en avoit fait son conseil & son meilleur ami; que cet esclave, mis en liberté, étoit le même qui venoit de refuser d'être roi, & qu'Hazaël étoit venu de Damas en Syrie pour s'instruire des loix de Minos, tant l'amour de la sagesse remplissoit son cœur.

Les vieillards dirent à Hazaël : nous n'osons vous prier de nous gouverner, car nous jugeons que vous avez les mêmes pensées que Mentor. Vous méprisez trop les hommes pour vouloir vous charger de les conduire; d'ailleurs, vous êtes trop détaché des richesses & de l'éclat de la royauté, pour vouloir acheter cet éclat par les peines attachées au gouvernement des peuples. Hazaël répondit : ne croyez pas, ô Crétois, que je méprise les hommes. Non, non, je fais combien il est grand de travailler à les rendre bons & heureux : mais ce travail est rempli de peines & de dangers. L'éclat qui y est attaché est faux, & ne peut éblouir que des âmes vaines.

La vie est courte; les grandeurs irritent plus les passions qu'elles ne peuvent les contenter : c'est pour apprendre à me passer de ces faux biens, & non pas pour y parvenir, que je suis venu de si loin. Adieu. Je ne songe qu'à retourner dans une vie paisible & retirée, où la sagesse nourrisse mon cœur, & où les espérances qu'on tire de la vertu pour une autre meilleure vie, après la mort, me consolent dans les chagrins de la vieillesse. Si j'avois quelque chose à souhaiter, ce ne seroit pas d'être roi; ce seroit de ne me séparer jamais de ces deux hommes que vous voyez.

Enfin, les Crétois s'écrièrent, parlant à Mentor, dites-nous, ô le plus sage & le plus grand de tous les mortels, dites-nous donc, qui est celui que nous pouvons choisir pour roi? Nous ne vous laisserons point aller, que vous ne nous ayez appris le choix que nous devons faire. Il leur répondit : pendant que j'étois dans la foule des spectateurs, j'ai remarqué un homme qui ne témoignoit aucun empressement. C'est un vieillard assez vigoureux; j'ai demandé quel homme c'étoit; on m'a répondu qu'il s'appelloit Aristodème. Ensuite j'ai entendu qu'on lui disoit que ses deux enfans étoient au nombre de ceux qui combattoient; il a paru n'en avoir aucune joie; il a dit que pour l'un, il ne lui souhaitoit point les périls de la royauté, & qu'il aimoit trop sa patrie, pour consentir que l'autre régnât jamais. Par là, j'ai compris que ce père aimoit d'un amour raisonnable, l'un de ses enfans qui a de la vertu, & qu'il ne flattoit point l'autre dans ses dérèglemens. Ma curiosité augmentant, j'ai demandé quelle a été la vie de ce vieillard. Un de vos citoyens m'a répondu : il a long-temps porté les armes, & il est couvert de blessures : mais sa vertu sincère & ennemie de la flatterie, l'avoit rendu incommode à Idoménée, c'est ce qui empêcha ce roi de s'en servir dans le siège de Troye. Il craignoit un homme

qui lui donneroit de sages conseils qu'il ne pouvoit se résoudre à suivre : il fut même jaloux de la gloire que cet homme ne manqueroit pas d'acquérir bientôt ; il oublia tous ses services ; il le laissa ici pauvre , méprisé des hommes grossiers & lâches qui n'estiment que les richesses : mais content dans sa pauvreté , il vit gaiement dans un endroit écarté de l'île , où il cultive son champ de ses propres mains. Un de ses fils travaille avec lui ; ils s'aiment tendrement ; ils sont heureux par leur frugalité & par leur travail ; ils se font mis dans l'abondance des choses nécessaires à une vie simple. Le sage vieillard donne aux pauvres malades de son voisinage , tout ce qui lui reste au-delà de ses besoins & de ceux de son fils. Il fait travailler tous les jeunes gens ; il les exhorte ; il les instruit ; il juge tous les différens de son voisinage ; il est le pere de toutes les familles. Le malheur de la sienne , est d'avoir un second fils , qui n'a voulu suivre aucun de ses conseils. Le pere , après avoir long-temps souffert pour tâcher de le corriger de ses vices , l'a enfin chassé. Il s'est abandonné à une folle ambition & à tous les plaisirs.

Voilà , ô Crétois , ce qu'on m'a raconté. Vous devez savoir si ce récit est véritable. Mais si cet homme est tel qu'on le dépeint , pourquoi faire des jeux ? Pourquoi assembler tant d'inconnus ? Vous avez , au milieu de vous , un homme qui vous connoît & que vous connoissez , qui fait la guerre , qui a montré son courage , non-seulement contre les flèches & contre les dards , mais contre l'affreuse pauvreté ; qui a méprisé les richesses acquises par la flatterie , qui aime le travail , qui fait combien l'agriculture est utile à un peuple qui déteste le faste , qui ne se laisse point amollir par un amour aveugle de ses enfans , qui aime la vertu de l'un , & qui condamne le vice de l'autre ; en un mot , un homme qui est déjà le pere du peuple. Voilà votre roi , s'il est vrai que vous desiriez de faire régner chez vous les loix du sage Minos.

Tout le peuple s'écria : il est vrai , Aristodeme est tel que vous le dites ; c'est lui qui est digne de régner. Les vieillards le firent appeller : on le chercha dans la foule , où il étoit confondu avec le dernier du peuple ; il parut tranquille : on lui déclara qu'on le faisoit roi. Il répondit : je n'y puis consentir qu'à trois conditions. La première , que je quitterai la royauté dans deux ans , si je ne vous rends meilleurs que vous n'êtes , & si vous résistez aux loix. La seconde , que je serai libre de continuer une vie simple & frugale. La troisième , que mes enfans n'aient aucun rang , & qu'après ma mort , on les traitera sans distinction , selon leur mérite , comme le reste des citoyens.

A ces paroles , il s'éleva dans l'air mille cris de joie. Le diadème fut mis par le chef des vieillards , gardes des loix , sur la tête d'Aristodeme. Ce nouveau roi donna à Télémaque & à Mentor un vaisseau bien équipé pour retourner à Ithaque. Ils s'embarquerent ; mais la tempête brisa leur vaisseau contre les rochers qui bordoient l'île où régnoit Calypso ; ils eu-

rent le bonheur d'échapper de ce naufrage, & l'on a vu au commencement comment ils avoient été accueillis par cette nymphe. Telles furent les aventures que Télémaque lui raconta, & qui ne firent qu'allumer davantage l'amour dont elle avoit été éprise pour ce jeune héros, dès le premier moment qu'elle l'avoit vu. Télémaque étoit prêt à partager la passion de Calypso, malgré les conseils de Mentor; mais l'amour l'enflamma pour la nymphe Eucharis; & Calypso s'abandonne aux fureurs de la jalousie.

Mentor précipite Télémaque dans la mer, & s'y jette avec lui, pour gagner un vaisseau qu'il découvre non loin de la côte. Ce vaisseau étoit Phénicien, & commandé par le frere de Narbal. Adoam, c'étoit le nom de ce capitaine, reconnut Télémaque, & lui raconta la mort tragique de Pygmalion & d'Astarbé.

Pygmalion n'est plus, lui dit-il; les justes dieux en ont délivré la terre. Comme il ne se fioit à personne, personne ne pouvoit se fier à lui: les bons se contentoient de gémir & de fuir ses cruautés, sans pouvoir se résoudre à lui faire aucun mal; les méchants croyoient ne pouvoir assurer leur vie, qu'en finissant la sienne. Il n'y avoit point de Tyrien qui ne fût, chaque jour, en danger d'être l'objet de ses défiances. Ses gardes même étoient plus exposés que les autres. Comme sa vie étoit entre leurs mains, il les craignoit plus que tout le reste des hommes, & sur le moindre soupçon, il les sacrifioit à sa sûreté. Ainsi, à force de chercher sa sûreté, il ne pouvoit plus la trouver. Ceux qui étoient les dépositaires de sa vie, étoient dans un péril continuel par sa défiance, & ils ne pouvoient se tirer d'un état si horrible, qu'en prévenant, par la mort du tyran, ses cruels soupçons.

L'impie Astarbé, dont vous avez ouï parler si souvent, fut la première à résoudre la perte du roi. Elle aima passionnément un jeune Tyrien, nommé Joazar, elle espéra de le mettre sur le trône. Pour réussir dans ce dessein, elle persuada au roi, que l'aîné de ses deux fils, nommé Phadaël, impatient de succéder à son pere, avoit conspiré contre lui: elle trouva de faux témoins pour prouver la conspiration. Le malheureux roi fit mourir son fils innocent. Le second, nommé Baléazar, fut envoyé à Samos, sous prétexte d'apprendre les mœurs & les sciences de la Grece: mais en effet, parce qu'Astarbé fit entendre au roi qu'il falloit l'éloigner, de peur qu'il ne prit des liaisons avec les mécontents. A peine fut-il parti, que ceux qui conduisoient le vaisseau, ayant été corrompus par cette femme cruelle, prirent leurs mesures pour faire naufrage pendant la nuit; ils se sauvèrent en nageant, jusqu'à des barques étrangères qui les attendoient, & ils jetèrent le jeune prince au fond de la mer.

Cependant les amours d'Astarbé n'étoient ignorés que de Pygmalion, & il s'imaginoit qu'elle n'aimeroit jamais que lui seul. Ce prince, si défiant, étoit ainsi plein d'une aveugle confiance pour cette méchante femme; c'étoit l'amour qui l'aveugloit jusqu'à cet excès. En même temps l'avarice lui

fit chercher des prétextes pour faire mourir Joazar, dont Astarbé étoit si passionnée ; il ne songeoit qu'à ravir les richesses de ce jeune homme.

Mais pendant que Pygmalion étoit en proie à la défiance, à l'amour & à l'avarice, Astarbé se hâta de lui ôter la vie. Elle crut qu'il avoit peut-être découvert quelque chose de ses infâmes amours avec ce jeune homme. D'ailleurs, elle savoit que l'avarice seule suffiroit pour porter le roi à une action cruelle contre Joazar ; elle conclut qu'il n'y avoit pas un moment à perdre pour le prévenir. Elle voyoit les principaux officiers du palais prêts à tremper leurs mains dans le sang du roi ; elle entendoit parler tous les jours de quelque nouvelle conjuration : mais elle craignoit de se confier à quelqu'un, par qui elle seroit trahie. Enfin, il lui parut plus assuré d'empoisonner Pygmalion.

Il mangeoit le plus souvent tout seul avec elle ; & apprêtoit lui-même tout ce qu'il devoit manger, ne pouvant se fier qu'à ses propres mains. Il se renfermoit dans le lieu le plus reculé de son palais, pour mieux cacher sa défiance & pour n'être jamais observé quand il préparoit ses repas ; il n'osoit plus chercher aucun des plaisirs de la table. Il ne pouvoit se résoudre à manger d'aucune des choses qu'il ne savoit pas apprêter lui-même. Ainsi non-seulement toutes les viandes cuites avec des ragoûts par des cuisiniers, mais encore le vin, le pain, le sel, l'huile, le lait, & tous les alimens ordinaires ne pouvoient être de son usage : il ne mangeoit que des fruits qu'il avoit cueillis lui-même dans son jardin, ou des légumes qu'il avoit semés, & qu'il faisoit cuire : au reste, il ne buvoit jamais d'autre eau que de celle qu'il puisoit lui-même dans une fontaine, qui étoit renfermée dans un endroit de son palais, dont il gardoit toujours la clef. Quoiqu'il parût si rempli de confiance pour Astarbé, il ne laissoit pas de se précautionner contre elle ; il la faisoit toujours manger & boire avant lui de tout ce qui devoit servir à son repas, afin qu'il ne pût point être empoisonné sans elle, & qu'elle n'eût aucune espérance de vivre plus longtemps que lui. Mais elle prit du contre-poison, qu'une vieille femme encore plus méchante qu'elle, & qui étoit la confidente de ses amours, lui avoit fourni ; après quoi elle ne craignit plus d'empoisonner le roi.

Voici comment elle y parvint. Dans le moment où ils alloient commencer leur repas, cette vieille dont j'ai parlé, fit du bruit à une porte. Le roi qui croyoit toujours qu'on alloit le tuer, se trouble & court à cette porte pour voir si elle étoit bien fermée. La vieille se retire. Le roi demeure interdit, & ne sachant ce qu'il doit penser de ce qu'il a entendu. Il n'ose pourtant ouvrir la porte pour s'éclaircir. Astarbé le rassure, le presse de manger ; elle avoit déjà jeté du poison dans sa coupe d'or pendant qu'il étoit allé à la porte. Pygmalion, selon sa coutume, la fit boire la première. Elle but sans crainte, se fiant au contre-poison. Pygmalion but aussi, & peu de temps après il tomba dans une défaillance. Astarbé qui le connoissoit capable de la tuer sur le moindre soupçon, commença à déchirer

ses habits, à arracher ses cheveux, & à pousser des cris lamentables; elle embrassoit le roi mourant; elle le tenoit serré entre ses bras; elle l'arrosait d'un torrent de larmes: car les larmes ne coûtoient rien à cette femme artificieuse. Enfin, quand elle vit que les forces du roi étoient épuisées, & qu'il étoit comme agonisant, dans la crainte qu'il ne revint & qu'il ne voulût la faire mourir avec lui, elle passa des caresses & des plus tendres marques d'amitié, à la plus horrible fureur; elle se jeta sur lui, & l'étouffa; ensuite elle lui ôta le diadème, & elle arracha de son doigt l'anneau royal, & fit entrer Joazar à qui elle donna l'un & l'autre. Elle crut que tous ceux qui avoient été attachés à elle ne manqueroient pas de suivre sa passion, & que son amant seroit proclamé roi. Mais ceux qui avoient été les plus empressés à lui plaire, étoient des esprits bas & mercenaires qui étoient incapables d'une sincère affection. D'ailleurs ils manquoient de courage, craignoient les ennemis, qu'Astarbé s'étoit attirés. Enfin, ils craignoient encore plus la hauteur, la dissimulation & la cruauté de cette femme impie: chacun pour sa propre sûreté desiroit qu'elle pérît.

Cependant tout le palais est plein d'un tumulte affreux; on entend partout les cris de ceux qui disent: *Le roi est mort*. Les uns sont effrayés, les autres courent aux armes. Tous paroissent en peine des suites, mais ravis de cette nouvelle. La renommée la fait voler de bouche en bouche dans toute la grande ville de Tyr, & il ne se trouve pas un seul homme qui regrette le roi. Sa mort est la délivrance & la consolation de tout le peuple.

Narbal, frappé d'un coup si terrible, déplora en homme de bien le malheur de Pygmalion, qui s'étoit trahi lui-même en se livrant à l'impie Astarbé, & qui avoit mieux aimé être un tyran monstrueux, que d'être, selon le devoir d'un roi, le père de son peuple. Il songea au bien de l'Etat, & se hâta de rallier tous les gens de bien pour s'opposer à Astarbé; sous laquelle on auroit vu un regne encore plus dur que celui qu'on voyoit finir.

Narbal savoit que Baléazar ne fut point noyé quand on le jeta dans la mer. Ceux qui assurèrent à Astarbé qu'il étoit mort, parlerent ainsi croyant qu'il l'étoit; mais à la faveur de la nuit, il s'étoit sauvé en nageant, & des marchands de Crete, touchés de compassion, l'avoient reçu dans leur barque. Il n'avoit osé retourner dans le royaume de son père, soupçonnant qu'on avoit voulu le faire périr, & craignant autant la cruelle jalousie de Pygmalion que les artifices d'Astarbé. Il demeura long-temps travesti sur les bords de la mer en Syrie, où les marchands Crétois l'avoient laissé; il fut même obligé de garder un troupeau pour gagner sa vie. Enfin, il trouva moyen de faire savoir à Narbal l'état où il étoit; il crut pouvoir confier son secret & sa vie à un homme d'une vertu si éprouvée. Narbal, maltraité par le père, ne laissa pas d'aimer le fils, &

de veiller pour ses intérêts ; mais il n'en prit soin que pour l'empêcher de manquer jamais à ce qu'il devoit à son pere , & il l'engagea à souffrir patiemment sa mauvaise fortune.

Baléazar avoit mandé à Narbal : « Si vous jugez que je puisse vous aller » trouver , envoyez-moi un anneau d'or , & je comprendrai aussitôt qu'il » sera temps de vous aller joindre ? » Narbal ne jugea pas à propos , pendant la vie de Pygmalion , de faire venir Baléazar : il auroit tout hasardé pour la vie du prince & pour la sienne propre ; tant il étoit difficile de se garantir des recherches rigoureuses de Pygmalion ! Mais aussitôt que ce malheureux roi eut fait une fin digne de ses crimes , Narbal se hâta d'envoyer l'anneau d'or à Baléazar. Baléazar partit aussitôt & arriva au port de Tyr , dans le temps que toute la ville étoit en trouble pour savoir qui succéderoit à Pygmalion. Il fut aisément reconnu par les principaux Tyriens & par tout le peuple. On l'aimoit , non pour l'amour du feu roi son pere , qui étoit haï universellement , mais à cause de sa douceur & de sa modération. Ses longs malheurs même lui donnoient je ne sais quel éclat qui relevoit toutes ses bonnes qualités , & qui attendrissoit tous les Tyriens en sa faveur.

Narbal assembla les chefs du peuple , les vieillards qui formoient le conseil , & les prêtres de la grande déesse de Phénicie. Ils saluerent Baléazar comme leur roi , & le firent proclamer par les hérauts. Le peuple répondit par mille acclamations de joie. Astarbé les entendit du fond du palais où elle étoit renfermée avec son lâche & infame Joazar. Tous les méchans dont elle s'étoit servie pendant la vie de Pygmalion , l'avoient abandonnée ; car les méchans craignent les méchans , s'en défient & ne souhaitent point de les voir en crédit. Les hommes corrompus connoissent combien leurs semblables abuseroient de l'autorité , & quelle seroit leur violence. Mais pour les bons , les méchans s'en accommodent mieux ; parce qu'au moins ils espèrent trouver en eux de la modération & de l'indulgence. Il ne restoit plus autour d'Astarbé que certains complices de ses crimes les plus affreux , & qui ne pouvoient attendre que le supplice.

On força le palais ; ces scélérats n'osèrent pas résister long-temps , & ne songèrent qu'à s'enfuir. Astarbé , déguisée en esclave , voulut se sauver , mais un soldat la reconnut ; elle fut prise , & on eut bien de la peine à empêcher qu'elle ne fût déchirée par le peuple en fureur. Déjà on avoit commencé à la trainer dans la boue ; mais Narbal la tira des mains de la populace. Alors elle demanda à parler à Baléazar , espérant de l'éblouir par ses charmes , & de lui faire espérer qu'elle lui découvreroit des secrets importants. Baléazar ne put refuser de l'écouter. D'abord elle montra avec sa beauté une douceur & une modestie capable de toucher les cœurs les plus irrités. Elle flatta Baléazar par les louanges les plus insinuates ; elle lui représenta combien Pygmalion l'avoit aimée ; elle le conjura par ses cendres d'avoir pitié d'elle ; elle invoqua les dieux comme si elle les eût
sincèrement

sincèrement adorés; elle versa des torrens de larmes; elle se jeta aux genoux du nouveau roi; mais ensuite elle n'oublia rien pour lui rendre suspects & odieux tous ses serviteurs les plus affectionnés. Elle accusa Narbal d'être entré dans une conjuration contre Pygmalion, & d'avoir essayé de suborner les peuples pour se faire roi au préjudice de Baléazar. Elle ajouta qu'il vouloit empoisonner ce jeune prince; elle inventa de semblables calomnies contre tous les autres Tyriens qui aiment la vertu; elle espéroit de trouver, dans le cœur de Baléazar, la même défiance & les mêmes soupçons qu'elle avoit vus dans celui du roi son pere. Mais Baléazar ne pouvant souffrir la noire malignité de cette femme, l'interrompit & appella des gardes. On la mit en prison. Les plus sages vieillards furent commis pour examiner ses actions.

On découvrit avec horreur qu'elle avoit empoisonné & étouffé Pygmalion. Toute la suite de sa vie parut un enchainement continuel de crimes monstrueux. On alloit la condamner au supplice qui est destiné à punir les plus grands crimes dans la Phénicie; c'est d'être brûlé à petit feu. Mais quand elle comprit qu'il ne lui restoit plus aucune espérance, elle devint semblable à une furie sortie de l'enfer; elle avala du poison qu'elle portoit toujours sur elle pour se faire mourir, en cas qu'on voulût lui faire souffrir de longs tourmens. Ceux qui la gardoient apperçurent qu'elle souffroit une violente douleur, ils voulurent la secourir; mais elle ne voulut jamais leur répondre, & elle fit signe qu'elle ne vouloit aucun soulagement. On lui parla des justes dieux qu'elle avoit irrités; au lieu de témoigner la confusion & le repentir que ses fautes méritoient, elle regarda le ciel avec mépris & arrogance comme pour insulter aux dieux.

La rage & l'impiété étoient peintes sur son visage mourant; on ne voyoit plus aucun reste de cette beauté qui avoit fait le malheur de tant d'hommes. Toutes ses graces étoient effacées; ses yeux éteints rouloient dans sa tête & jetoient des regards farouches. Un mouvement convulsif agitoit ses levres, & tenoit sa bouche ouverte d'une horrible grandeur. Tout son visage, tiré & rétréci, faisoit des grimaces hideuses; une pâleur livide, & une froideur mortelle avoient saisi tout son corps: quelquefois elle sembloit se ranimer; mais ce n'étoit que pour pousser des hurlemens. Enfin, elle expira, laissant remplis d'horreur & d'effroi tous ceux qui la virent: ses manes impies descendirent sans doute dans ces tristes lieux, où les cruelles Danaïdes puisent éternellement de l'eau dans des vases percés, où Ixion tourne à jamais sa roue; où Tantale, brûlant de soif, ne peut avaler l'eau qui s'enfuit de ses levres; où Sisyphes roule inutilement un rocher qui retombe sans cesse, & où Tirie sentira éternellement dans ses entrailles, toujours renaissantes, un vautour qui les ronge.

Baléazar, délivré de ce monstre, rendit grâces aux dieux par d'innombrables sacrifices. Il a commencé son regne par une conduite toute opposée à celle de Pygmalion. Il s'est appliqué à faire refleurir le commerce, qui

languissoit tous les jours de plus en plus ; il a pris les conseils de Narbal pour les principales affaires, & n'est pourtant pas gouverné par lui, car il veut tout voir par lui-même : il écoute les différens avis qu'on veut lui donner, & décide ensuite sur ce qui lui paroît le meilleur. Il est aimé des peuples. En possédant les cœurs, il possède plus de trésors que son pere n'en avoit amassés par son avarice cruelle ; car il n'y a aucune famille qui ne lui donnât tout ce qu'elle a de bien, s'il se trouvoit dans une pressante nécessité. Ainsi, ce qu'il leur laisse est plus à lui, que s'il le leur ôtoit. Il n'a pas besoin de se précautionner pour la sûreté de sa vie ; car il a toujours autour de lui la plus sûre garde qui est l'amour des peuples. Il n'y a aucun de ses sujets qui ne craigne de le perdre, & qui ne hasardât sa propre vie pour conserver celle d'un si bon roi. Il vit heureux, & tout son peuple est heureux avec lui ; il craint de charger trop ses peuples ; ses peuples craignent de ne lui offrir pas une assez grande partie de leurs biens : il les laisse dans l'abondance, & cette abondance ne les rend ni indociles, ni insolens ; car ils sont laborieux, adonnés au commerce, fermes à conserver la pureté des anciennes loix. La Phénicie est remontée au plus haut point de sa grandeur & de sa gloire. C'est à son jeune roi qu'elle doit tant de prospérités.

Après ce récit d'Adoam, Télémaque désira de savoir si tout ce qu'on publoit des merveilles de la Bétique étoit vrai. Adoam satisfit sa curiosité en lui peignant avec des couleurs vraies la douce température & les autres beautés de ce pays, dont les habitans simples, & heureux dans leur simplicité, ne daignoient pas seulement compter l'or & l'argent parmi leurs richesses, n'estimant que ce qui sert réellement aux besoins de l'homme.

Quand nous avons commencé à faire notre commerce avec ces peuples, dit Adoam, nous avons trouvé l'or & l'argent parmi eux employés aux mêmes usages que le fer ; par exemple, pour des socs de charrue. Comme ils ne faisoient aucun commerce au dehors, ils n'avoient besoin d'aucune monnoie. Ils sont presque tous bergers, ou laboureurs. On voit en ce pays peu d'artisans ; car ils ne veulent souffrir que les arts qui servent aux véritables nécessités des hommes ; encore la plupart des hommes en ce pays étant adonnés à l'agriculture, ou à conduire des troupeaux, ne laissent pas d'exercer les arts nécessaires à leur vie simple & frugale.

Les femmes filent cette laine & en font des étoffes fines & d'une merveilleuse blancheur ; elles font le pain, apprêtent à manger, & ce travail leur est facile ; car on ne vit en ce pays que de fruits, ou de lait & rarement de viande. Elles emploient le cuir de leurs moutons à faire de légères chaussures pour elles, pour leurs maris & pour leurs enfans ; elles font des tentes dont les unes sont de peaux cirées & les autres d'écorces d'arbres ; elles font & lavent tous les habits de la famille, tiennent les maisons dans un ordre & une propreté admirable. Leurs habits sont aisés à faire ; car en ce doux climat on ne porte qu'une pièce d'étoffe fine &

légère, qui n'est point taillée, & que chacun met à longs plis autour de son corps pour la modestie, lui donnant la forme qu'il veut.

Les hommes n'ont d'autres arts à exercer, outre la culture des terres, & la conduite des troupeaux, que l'art de mettre le bois & le fer en œuvre; encore même ne se servent-ils guère du fer, excepté pour les instrumens nécessaires au labourage : tous les arts qui regardent l'architecture leur sont inutiles; car ils ne bâtissent jamais de maison. C'est, disent-ils, s'attacher trop à la terre que de s'y faire une demeure qui dure beaucoup plus que nous; il suffit de se défendre des injures de l'air. Pour tous les autres arts estimés chez les Grecs, chez les Egyptiens, & chez tous les autres peuples policés; ils les détestent comme des inventions de la vanité & de la mollesse. Quand on leur parle des peuples qui ont l'art de faire des bâtimens superbes, des meubles d'or & d'argent, des étoffes ornées de broderies & de pierres précieuses, des parfums exquis, des mets délicieux, des instrumens, dont l'harmonie charme; ils répondent en ces termes : ces peuples sont bien malheureux d'avoir employé tant de travail & d'industrie à se corrompre eux-mêmes; ce superflu amollir, enivre, tourmente ceux qui le possèdent; il tente ceux qui en sont privés, de vouloir l'acquérir par l'injustice & par la violence. Peut-on nommer bien un superflu, qui ne sert qu'à rendre les hommes mauvais? Les hommes de ce pays sont-ils plus sains & plus robustes que nous? Vivent-ils plus long-temps? Sont-ils plus unis entre eux? Menent-ils une vie plus libre, plus tranquille, plus gaie? Au contraire, ils doivent être jaloux les uns des autres, rongés par une lâche & noire envie, toujours agités par l'ambition, par la crainte, par l'avarice; incapables de plaisirs purs & simples, puisqu'ils sont esclaves de tant de fausses nécessités, dont ils sont dépendre tout leur bonheur.

C'est ainsi, continuoit Adoam, que parlent ces hommes sages, qui n'ont appris la sagesse qu'en étudiant la simple nature. Ils ont horreur de notre politesse; il faut avouer que la leur est grande dans leur aimable simplicité. Ils vivent tous ensemble sans partager les terres; chaque famille est gouvernée par son chef qui en est le véritable roi. Le père de famille est en droit de punir chacun de ses enfans, ou petits-enfans qui fait une mauvaise action : mais avant de les punir, il prend l'avis du reste de la famille. Ces punitions n'arrivent presque jamais; car l'innocence des mœurs, la bonne foi, l'obéissance & l'horreur du vice, habitent dans cette heureuse terre. Il semble qu'Astrée qu'on dit s'être retirée dans le ciel, est encore cachée parmi ces hommes. Il ne faut point de juges parmi eux; car leur propre conscience les juge. Tous les biens sont communs, les fruits des arbres, les légumes de la terre, le lait des troupeaux, sont des richesses si abondantes, que des peuples si sobres, si modérés, n'ont pas besoin de les partager. Chaque famille errante dans ce beau pays, transporte ses tentes d'un lieu à l'autre, quand elle a consumé les fruits, & épuisé les pâturages de l'endroit où elle s'étoit mise. Ainsi ils n'ont point d'intérêts à soutenir les uns

contre les autres, & ils s'aiment tous d'un amour fraternel que rien ne trouble. C'est le retranchement des vaines richesses & des plaisirs trompeurs qui leur conserve cette paix, cette union & cette liberté. Ils sont tous libres, tous égaux.

On ne voit parmi eux aucune distinction, que celle qui vient de l'expérience des sages vieillards consommés en vertu. La fraude, la violence, le parjure, les procès, les guerres, ne font jamais entendre leur voix cruelle & empestée dans ce pays chéri des dieux : jamais le sang humain n'a rougi cette terre; à peine y voit-on couler celui des agneaux. Quand on parle à ces peuples des batailles sanglantes, des rapides conquêtes, des renversemens d'États qu'on voit dans les autres nations, ils ne peuvent assez s'étonner. Quoi, disent-ils, les hommes ne sont-ils pas assez mortels, sans se donner encore les uns aux autres une mort précipitée? La vie est si courte, & il semble qu'elle leur paroisse trop longue. Sont-ils sur la terre pour se déchirer les uns les autres, & pour se rendre mutuellement malheureux?

Au reste, ces peuples de la Bétique ne peuvent comprendre qu'on admire tant les conquérans qui subjuguent les grands empires. Quelle folie, disent-ils, de mettre son bonheur à gouverner les autres hommes, dont le gouvernement donne tant de peine, si on veut les gouverner avec raison & suivant la justice! Mais pourquoi prendre plaisir à les gouverner malgré eux? C'est tout ce qu'un homme sage peut faire que de s'assujettir à gouverner un peuple docile, dont les dieux l'ont chargé, ou un peuple qui le prie d'être comme son pere & son pasteur. Mais gouverner les peuples contre leur volonté, c'est se rendre très-misérable, pour avoir le faux honneur de les tenir dans l'esclavage. Un conquérant est un homme que les dieux, irrités contre le genre-humain, ont donné à la terre dans leur colère pour ravager les royaumes, pour répandre par-tout l'effroi, la misère, le désespoir, & pour faire autant d'esclaves qu'il y a d'hommes libres. Un homme qui cherche la gloire, ne la trouve-t-il pas assez en conduisant avec sagesse ce que les dieux lui ont mis entre ses mains? Croit-il ne pouvoir mériter des louanges qu'en devenant violent, injuste, hautain, usurpateur & tyrannique sur tous ses voisins? Il ne faut jamais songer à la guerre, que pour défendre sa liberté. Heureux celui qui, n'étant point esclave d'autrui, n'a point la folle ambition de faire d'autrui son esclave. Ces grands conquérans, qu'on nous dépeint avec tant de gloire, ressemblent à ces fleuves débordés qui paroissent majestueux; mais qui ravagent toutes les fertiles campagnes qu'ils devroient seulement arroser.

Après qu'Adoam eut fait cette peinture de la Bétique, Télémaque charmé lui fit diverses questions curieuses. Ces peuples, lui dit-il, boivent-ils du vin? Ils n'ont garde d'en boire, reprit Adoam, car ils n'ont jamais voulu en faire : ce n'est pas qu'ils manquent de raisins; aucune terre n'en porte de plus délicieux, mais ils se contentent de manger le raisin, com-

me les autres fruits, & ils craignent le vin comme le corrupteur des hommes. C'est une espece de poison, disent-ils, qui met en fureur. Il ne fait pas mourir l'homme, mais il le rend bête. Les hommes peuvent conserver leur santé & leurs forces sans vin; avec le vin, ils courent risque de ruiner leur santé & de perdre les bonnes mœurs.

Télémaque disoit ensuite, je voudrois bien savoir quelles loix reglent les mariages dans cette nation. Chaque homme, répondit Adoam, ne peut avoir qu'une femme, & il faut qu'il la garde tant qu'elle vit. L'honneur des hommes dépend autant de leur fidélité à l'égard de leurs femmes, que l'honneur des femmes dépend chez les autres peuples de leur fidélité pour leurs maris. Jamais peuple ne fut si honnête ni si jaloux de la pureté. Les femmes y sont belles & agréables; mais simples, modestes & laborieuses. Les mariages y sont paisibles, féconds, sans tache. Le mari & la femme semblent n'être plus qu'une seule personne en deux corps différens; le mari & la femme partagent ensemble tous les soins domestiques: le mari regle toutes les affaires du dehors; la femme se renferme dans son ménage: elle soulage son mari, elle paroît n'être faite que pour lui plaire; elle gagne sa confiance, & le charme moins par sa beauté que par sa vertu. Le vrai charme de leur société dure autant que leur vie. La sobriété, la modération & les mœurs pures de ce peuple lui donnent une vie longue & exempte de maladie. On voit des vieillards de cent & de six vingts ans, qui ont encore de la gaieté & de la vigueur.

Il me reste, ajoutoit Télémaque, à savoir comment ils font pour éviter la guerre avec les autres peuples voisins. La nature, dit Adoam, les a séparés des autres peuples; d'un côté par la mer, & de l'autre par de hautes montagnes vers le Nord. D'ailleurs, les peuples voisins les respectent à cause de leur vertu. Souvent les autres nations ne pouvant s'accorder ensemble, les ont pris pour juges de leurs différens, & leur ont confié les terres & les villes qu'ils dispuoient entr'eux. Comme cette sage nation n'a jamais fait aucune violence, personne ne se défie d'elle. Ils rient quand on leur parle des rois qui ne peuvent régler entr'eux les frontieres de leurs Etats. Peut-on craindre, disent-ils, que la terre manque aux hommes? Il y en aura toujours plus qu'ils n'en pourront cultiver. Tandis qu'il restera des terres libres & incultes, nous ne voudrions pas même défendre les nôtres contre des voisins qui viendroient s'en saisir. On ne trouve, dans tous les habitans de la Bétique, ni orgueil, ni hauteur, ni mauvaise foi, ni envie d'étendre leur domination. Ainsi leurs voisins n'ont jamais rien à craindre d'un tel peuple, & ils ne peuvent espérer de s'en faire craindre; c'est pourquoi ils les laissent en repos.

Télémaque étoit ravi d'entendre ce discours d'Adoam, & se réjouissoit qu'il y eût encore un peuple qui, suivant la droite nature, fût si sage & si heureux tout ensemble. O combien ces mœurs, disoit-il, sont éloignées des mœurs vaines & ambitieuses des peuples qu'on croit les plus sages!

Nous sommes tellement gâtés, qu'à peine pouvons-nous croire que cette simplicité si naturelle puisse être véritable. Nous regardons les mœurs de ce peuple comme une belle fable, & il doit regarder les nôtres comme un songe monstrueux.

Adoam conduisoit Télémaque à Ithaque, mais Vénus, irritée contre ce jeune héros qui avoit vaincu l'amour & ses charmes, les fit aborder dans le port des Salentins, où régnoit Idoménée. Ce prince, qui étoit alors en guerre contre les Manduriens, accueille Télémaque avec bonté, & lui fait part des tristes conjonctures où il se trouve, persuadé que les dieux l'envoyent à son secours.

J'avoue, lui dit le roi de Salente que je ne connoissois point encore l'art de régner, quand je revins en Crete après le siege de Troye. Vous savez, chers amis, les malheurs qui m'ont privé de régner dans cette grande isle, puisque vous m'assurez que vous y avez été depuis que j'en suis parti. Encore trop heureux si les coups les plus cruels de la fortune ont servi à m'instruire & à me rendre plus modéré. Je traversai les mers comme un fugitif, que la vengeance des dieux & des hommes poursuit. Toute ma grandeur passée ne servoit qu'à me rendre ma chute plus honteuse & plus insupportable. Je vins réfugier mes dieux pénates sur cette côte déserte, où je ne trouvai que des terres incultes, couvertes de ronces & d'épines, des forêts aussi anciennes que la terre, des rochers presque inaccessibles où se retiroient les bêtes farouches. Je fus réduit à me réjouir de posséder avec un petit nombre de soldats & de compagnons, qui avoient bien voulu me suivre dans mes malheurs, cette terre sauvage & d'en faire ma patrie, ne pouvant plus espérer de revoir jamais cette isle fortunée, où les dieux m'avoient fait naître pour y régner. Hélas ! disois-je, en moi-même, quel changement ! Quel exemple terrible ne suis-je point pour les rois ! Il faudroit me montrer à tous ceux qui regnent dans le monde pour les instruire par mon exemple. Ils s'imaginent n'avoir rien à craindre à cause de leur élévation au-dessus du reste des hommes. Hé c'est leur élévation même qui fait qu'ils ont tout à craindre. J'étois crains de mes ennemis, & aimé de mes sujets. Je commandois à une nation puissante & belliqueuse : la renommée avoit porté mon nom dans les pays les plus éloignés. Je régnois dans une isle fertile & délicieuse : cent villes me donnoient chaque année un tribut de leurs richesses : ces peuples me reconnoissoient pour être du sang de Jupiter né dans leur pays. Ils m'aimoient comme le petit-fils du sage Minos, dont les loix les rendent si puissans & si heureux. Que manquoit-il à mon bonheur, sinon d'en savoir jouir avec modération ? Mais mon orgueil & la flatterie que j'ai écoutée, ont renversé mon trône. Ainsi tomberont tous les rois qui se livreront à leurs desirs & aux conseils des esprits flatteurs. Pendant le jour, je tâchois de montrer un visage gai & plein d'espérance pour soutenir le courage de ceux qui m'avoient suivi. Faisons, leur disois-je, une nouvelle ville, qui

nous console de tout ce que nous avons perdu. Nous sommes environnés de peuples qui nous ont donné un bel exemple pour cette entreprise. Nous voyons Tarente qui s'élève assez près de nous. C'est Phalanx avec ses Lacédémoniens qui a fondé ce nouveau royaume. Philoctète donne le nom de Péulie à une grande ville qu'il bâtit sur la même côte. Métaponte est encore une semblable colonie. Faisons-nous moins que tous ces étrangers errans comme nous ? La fortune ne nous est pas plus rigoureuse.

Pendant que je tâchois d'adoucir, par ses paroles, les peines de mes compagnons, je cachais au fond de mon cœur une douleur mortelle. C'étoit une consolation pour moi que la lumière du jour me quittât, & que la nuit vînt m'envelopper de ses ombres pour déplorer en liberté ma misérable destinée. Deux torrens de larmes amères couloient de mes yeux ; & le doux sommeil m'étoit inconnu. Le lendemain je recommençois mes travaux avec une nouvelle ardeur. Voilà, Mentor ce qui fait que vous m'avez trouvé si vieilli.

Après qu'Idoménée eut achevé de raconter ses peines, il demanda à Télémaque & à Mentor leur secours dans la guerre où il se trouvoit engagé. Ils veulent savoir quel est le sujet de cette guerre. Idoménée leur raconte que les Manduriens lui avoient d'abord cédé la côte de l'Hespérie, où il avoit fondé sa ville ; qu'ils s'étoient retirés sur les montagnes voisines, où quelques-uns des leurs ayant été maltraités par une troupe de ses gens, cette nation lui avoit député deux vieillards, avec lesquels il avoit réglé des articles de paix ; qu'après une infraction de ce traité, faite par ceux des siens qui l'ignoroient, ces peuples se préparoient à lui faire la guerre...

O Idoménée ! répondit Mentor, vous êtes un roi sage, & vous voulez qu'on vous découvre la vérité sans aucun adoucissement. Vous n'êtes point comme ces hommes foibles qui craignent de la voir, & qui manquant de courage pour se corriger, n'emploient leur autorité qu'à soutenir les fautes qu'ils ont faites. Sachez donc que ce peuple vous a donné une merveilleuse leçon, quand il est venu vous demander la paix. Etoit-ce par foiblesse qu'il la demandoit ? manquoit-il de courage ou de ressources contre vous ? vous voyez que non, puisqu'il est si aguerri & soutenu par tant de voisins redoutables. Que n'imitiez-vous sa modération ? mais une mauvaise honte & une fausse gloire vous ont jeté dans ce malheur. Vous avez craint de rendre l'ennemi trop fier, & vous n'avez pas craint de le rendre trop puissant, en réunissant tant de peuples contre vous par une conduite hautaine & injuste.

A quoi servent ces tours que vous vantez tant, sinon à mettre tous vos voisins dans la nécessité de périr ou de vous faire périr vous-même pour se préserver d'une servitude prochaine ? Vous n'avez élevé ces tours que pour votre sûreté, & c'est par ces tours que vous êtes dans un si grand péril. Le rempart le plus sûr d'un Etat, est la justice, la modération, la bonne foi, & l'assurance où sont vos voisins que vous êtes incapable d'usurper

leurs terres. Les plus fortes murailles peuvent tomber par divers accidens imprévus. La fortune est capricieuse & inconstante dans la guerre; mais l'amour & la confiance de vos voisins, quand ils ont senti votre modération, font que votre Etat ne peut être vaincu & n'est presque jamais attaqué. Quand même un voisin injuste l'attaqueroit, tous les autres intéressés à sa conservation prennent aussi tôt les armes pour le défendre. Cet appui de tant de peuples qui trouvent leurs véritables intérêts à soutenir les vôtres vous auroit rendu bien plus puissant que ces tours qui rendent vos maux irréremédiables. Si vous aviez songé d'abord à éviter la jalousie de tous vos voisins, votre ville naissante fleuriroit dans une heureuse paix, & vous seriez l'arbitre de toutes les nations de l'Hespérie.

Retranchons-nous maintenant à examiner comment on peut réparer le passé par l'avenir. Vous avez commencé à me dire qu'il y a sur cette côte divers colonies Grecques. Ces peuples doivent être disposés à vous secourir. Ils n'ont oublié, ni le grand nom de Minos, fils de Jupiter, ni vos travaux au siège de Troye, où vous vous êtes signalé tant de fois entre les princes Grecs pour la querelle commune de toute la Grece. Pourquoi ne songez-vous pas à mettre ces colonies dans votre parti.

Elles sont toutes, répondit Idoménée, résolues à demeurer neutres. Ce n'est pas qu'elles n'eussent quelque inclination à me secourir; mais le trop grand éclat que cette ville a eu dès sa naissance, les a épouvantées. Ces Grecs, aussi-bien que les autres peuples, ont craint que nous n'eussions des desseins sur leur liberté. Ils ont pensé qu'après avoir subjugué les barbares des montagnes, nous pousserions plus loin notre ambition. En un mot, tout est contre nous. Ceux-mêmes qui ne nous font pas une guerre ouverte, désirent notre abaissement, & la jalousie ne nous laisse aucun allié.

Etrange extrémité! reprit Mentor! Pour vouloir paroître trop puissant, vous ruinez votre puissance; & pendant que vous êtes au dehors l'objet de la crainte & de la haine de vos voisins, vous vous épuisez au dedans par les efforts nécessaires pour soutenir une telle guerre. O malheureux, & doublement malheureux Idoménée, que ce malheur même n'a pu instruire qu'à demi! Avez-vous encore besoin d'une seconde chute pour apprendre à prévoir les maux qui menacent les plus grands rois?

Mentor alla trouver les alliés, & leur proposa de la part d'Idoménée des conditions de paix qu'ils acceptèrent. On se donna réciproquement des otages, & l'on fit un sacrifice commun entre la ville & le camp pour la confirmation de cette paix.

Nestor, au nom des alliés, demande du secours à Idoménée contre les Dauniens leurs ennemis. Vous voyez, leur dit-il, par la facilité avec laquelle nous faisons la paix, combien nous sommes éloignés de vouloir faire la guerre par une vaine gloire, ou par l'injuste avidité de nous agrandir au préjudice de nos voisins. Mais que peut-on faire quand on se trouve auprès d'un prince violent, qui ne connoît point d'autre loi que son intérêt,

&

& qui ne perd aucune occasion d'envahir les terres des autres Etats? Ne croyez pas que je parle d'Idoménée : non, je n'ai plus de lui cette pensée; c'est Adrafte, roi des Dauniens, de qui nous avons tout à craindre. Il méprise les dieux, & croit que tous les hommes qui sont nés sur la terre, ne sont nés que pour servir à sa gloire par leur servitude. Il ne veut point de sujets dont il soit le roi & le pere : il veut des esclaves & des adorateurs. Il se fait rendre les honneurs divins. Jusqu'ici l'aveugle fortune a favorisé ses plus injustes entreprises. Nous nous étions hâtés de venir attaquer Salente, pour nous défaire du plus foible de nos ennemis qui ne commençoit qu'à s'établir sur cette côte, afin de tourner ensuite nos armes contre cet autre ennemi plus puissant. Il a déjà pris plusieurs villes de nos alliés. Ceux de Crotone ont perdu contre lui deux batailles. Il se sert de toutes sortes de moyens pour contenter son ambition.

Il fut résolu que Télémaque marcheroit contre les Dauniens à la tête de cent nobles Crétois. Allez, lui dit Mentor, allez au milieu des plus grands périls toutes les fois qu'il sera utile que vous y alliez. Un prince se déshonore encore plus en évitant les dangers dans les combats, qu'en n'allant jamais à la guerre. Il ne faut point que le courage de celui qui commande aux autres puisse être douteux. S'il est nécessaire à un peuple de conserver son chef, ou son roi, il lui est encore plus nécessaire de ne point le voir dans une réputation douteuse sur la valeur. Souvenez-vous que celui qui commande, doit être le modele de tous les autres; son exemple doit animer toute l'armée. Ne craignez donc aucun danger, ô Télémaque, & périssez dans les combats, plutôt que de faire douter de votre courage. Les flatteurs, qui auront plus d'empressement pour vous empêcher de vous exposer au péril dans les occasions nécessaires, seront les premiers à dire en secret que vous manquez de cœur, s'ils vous trouvent facile à arrêter dans ces occasions. Mais aussi n'allez pas chercher les périls sans utilité. La valeur ne peut être une vertu, qu'autant qu'elle est réglée par la prudence. Autrement c'est un mépris insensé de la vie & une ardeur brutale; la valeur emportée n'a rien de sûr. Celui qui ne se possède point dans les dangers, est plutôt fougueux que brave; il a besoin d'être hors de lui pour se mettre au-dessus de la crainte, parce qu'il ne peut la surmonter par la situation naturelle de son cœur. En cet état, s'il ne fuit point, du moins il se trouble; il perd la liberté de son esprit, qui lui seroit nécessaire pour donner de bons ordres, pour profiter des occasions, pour renverser les ennemis & pour servir sa patrie. S'il a toute l'ardeur d'un soldat, il n'a point le discernement d'un capitaine; encore même n'a-t-il pas le vrai courage d'un simple soldat; car le soldat doit conserver dans le combat, la présence d'esprit & la modération nécessaire pour obéir. Celui qui s'expose témérairement, trouble l'ordre de la discipline des troupes, donne un exemple de témérité, & expose souvent l'armée entière à de

grands malheurs. Ceux qui préfèrent leur vaine ambition à la sûreté de la cause commune, méritent des châtimens, & non des récompenses.

Gardez-vous donc bien, mon cher fils, de chercher la gloire avec impatience. Le vrai moyen de la trouver, est d'attendre tranquillement l'occasion favorable. La vertu se fait d'autant plus révéler, qu'elle se montre plus simple, plus modeste, plus ennemie de tout faste. C'est à mesure que la nécessité de s'exposer au péril augmente, qu'il faut aussi de nouvelles ressources de prévoyance & de courage qui aille toujours croissant. Au reste, souvenez-vous qu'il ne faut s'attirer l'envie de personne. De votre côté ne soyez point jaloux du succès des autres : louez-les pour tout ce qui mérite quelque louange ; mais louez avec discernement, disant le bien avec plaisir ; cachez le mal, & n'y pensez qu'avec douleur. Ne décidez point devant ces anciens capitaines, qui ont toute l'expérience que vous ne pouvez avoir ; écoutez-les avec déférence : consultez-les, priez les plus habiles de vous instruire, & n'ayez point de honte d'attribuer à leurs instructions, tout ce que vous ferez de meilleur ; enfin, n'écoutez jamais des discours par lesquels on voudra exciter votre défiance, ou votre jalousie contre les autres chefs. Parlez-leur avec confiance & ingénuité. Si vous croyez qu'ils aient manqué à votre égard, ouvrez-leur votre cœur, expliquez-leur toutes vos raisons. S'ils sont capables de sentir la noblesse de cette conduite, vous les charmerez & vous tirerez d'eux tout ce que vous aurez sujet d'en attendre. Si au contraire ils ne sont pas assez raisonnables, pour entrer dans vos sentimens, vous le serez instruit par vous-même de ce qu'il y aura en eux d'injuste à souffrir ; vous prendrez vos mesures pour ne plus vous commettre, jusqu'à ce que la guerre finisse, & vous n'aurez rien à vous reprocher. Mais sur-tout ne dites jamais à certains flatteurs, qui sement la division, les sujets de peine que vous croyez avoir contre les chefs de l'armée où vous serez. Je demeurerai ici, continua Mentor, pour secourir Idoménée dans le besoin où il est, de travailler pour le bonheur de ses peuples, & pour achever de lui faire réparer les fautes que les mauvais conseils & les flatteurs lui ont fait commettre dans l'établissement de son nouveau royaume.

Alors Télémaque ne put s'empêcher de témoigner à Mentor quelque surprise, & même quelque mépris pour la conduite d'Idoménée. Mais Mentor l'en reprit d'un ton sévère : êtes-vous étonné, lui dit-il, de ce que les hommes les plus estimables sont encore hommes, & montrent encore quelques restes des foiblesses de l'humanité parmi les pièges innombrables, & les embarras inséparables de la royauté. Idoménée, il est vrai, a été nourri dans des idées de faste & de hauteur. Mais quel philosophe pourroit se défendre de la flatterie, s'il avoit été en sa place ? Il est vrai qu'il s'est laissé trop prévenir par ceux qui ont eu sa confiance, mais les plus sages rois sont souvent trompés, quelques précautions qu'ils prennent pour ne l'être pas. Un roi ne peut se passer de ministres qui le soulagent, &

en qui il se confie, puisqu'il ne peut tout faire. D'ailleurs, un roi connoît beaucoup moins que les particuliers les hommes qui l'environnent. On est toujours maliqué auprès de lui ; on épuise toutes sortes d'artifices pour le tromper. Hélas ! cher Télémaque, vous ne l'éprouverez que trop. On ne trouve point dans les hommes, ni les vertus, ni les talens qu'on y cherche. On a beau les étudier & les approfondir, on s'y mécompte tous les jours. On ne vient même jamais à bout de faire des meilleurs hommes ce qu'on auroit besoin d'en faire pour le public. Ils ont leurs entêtements, leurs incompatibilités, leurs jalousies. On ne les persuade, ni on ne les corrige guère.

Plus on a de peuples à gouverner, plus il faut de ministres pour faire par eux ce qu'on ne peut faire soi-même ; & plus on a besoin d'hommes, à qui on confie l'autorité, plus on est exposé à se tromper dans de tels choix. Tel critique aujourd'hui impitoyablement les rois, qui gouverneroit demain moins bien qu'eux, & qui feroit les mêmes fautes avec d'autres infiniment plus grandes, si on lui confioit la même puissance. La condition privée quand on y joint un peu d'esprit pour bien parler, couvre tous les défauts naturels, relève des talens éblouissans, & fait paroître un homme digne de toutes les places dont il est éloigné. Mais c'est l'autorité qui met tous les talens à une rude épreuve, & qui découvre de grands défauts. La grandeur est comme certains verres qui grossissent tous les objets : tous les défauts paroissent croître dans ces hautes places, où les moindres choses ont de grandes conséquences, & où les plus légères fautes ont de violens contre-coups. Le monde entier est occupé à observer un seul homme à toute heure, & à le juger en toute rigueur. Ceux qui le jugent n'ont aucune expérience de l'État où il est. Ils n'en sentent point les difficultés, & ils ne veulent plus qu'il soit homme, tant ils exigent de perfections de lui. Un roi, quelque bon & sage qu'il soit, est encore homme ; son esprit a des bornes & sa vertu en a aussi. Il a de l'humeur, des passions, des habitudes, dont il n'est pas tout à fait le maître. Il est obéï par des gens intéressés & artificieux ; il ne trouve point les secours qu'il cherche. Il tombe chaque jour dans quelque mécompte, tantôt par ses passions, & tantôt par celles de ses ministres. A peine a-t-il réparé une faute, qu'il retombe dans une autre. Telle est la condition des rois les plus éclairés & les plus vertueux.

Les plus longs & les meilleurs regnes sont trop courts & trop imparfaits pour réparer à la fin ce qu'on a gâté sans le vouloir, dans les commencemens. La royauté porte avec elle toutes ces misères. L'impuissance humaine succombe sous un fardeau si accablant ! Il faut plaindre les rois & les excuser. Ne sont-ils pas à plaindre d'avoir à gouverner tant d'hommes, dont les besoins sont infinis, & qui donnent tant de peines à ceux qui veulent les bien gouverner ? Pour parler franchement, les hommes sont fort à plaindre d'avoir à être gouvernés par un roi qui n'est qu'un

homme semblable à eux ; car il faudroit des dieux pour redresser les hommes. Mais les rois ne sont pas moins à plaindre , n'étant qu'hommes , c'est-à-dire , foibles & imparfaits , d'avoir à gouverner cette multitude innombrable d'hommes corrompus & trompeurs. Télémaque répondit avec vivacité : Idoménée a perdu , par sa faute , le royaume de ses ancêtres en Crete ; & sans vos conseils , il en auroit perdu un second à Salente. J'avoue , reprit Mentor , qu'il a fait de grandes fautes ; mais cherchez dans la Grece , & dans tous les autres pays les mieux policés , un roi qui n'en ait point fait d'inexcusables. Les plus grands hommes ont dans leur tempérament & dans le caractère de leur esprit , des défauts qui les entraînent ; & les plus louables sont ceux qui ont le courage de connoître & de réparer leurs égaremens. Pensez-vous qu'Ulysse , votre pere , qui est le modele des rois de la Grece , n'ait pas aussi les foiblesses & ses défauts ? Si Minerve ne l'eût conduit pas à pas , combien de fois auroit-il succombé dans les périls & dans les embarras , où la fortune s'est jouée de lui ? Combien de fois Minerve l'a-t-elle retenu , ou redressé pour le conduire toujours à la gloire par le chemin de la vertu ? N'attendez pas même quand vous le verrez régner avec tant de gloire à Ithaque , de le trouver sans imperfection ; vous lui en verrez sans doute. La Grece , l'Asie , & toutes les isles des mers l'ont admiré malgré ses défauts. Mille qualités merveilleuses les font oublier. Vous serez trop heureux de pouvoir l'admirer aussi , & de l'étudier sans cesse comme un modele.

Accoutumez-vous , ô Télémaque , à n'attendre des plus grands hommes que ce que l'humanité est capable de faire. La jeunesse , sans expérience , se livre à une critique présomptueuse qui la dégoûte de tous les modeles qu'elle a besoin de suivre , & qui la jette dans une indocilité incurable. Non-seulement vous devez aimer , respecter , imiter votre pere , quoiqu'il ne soit point parfait. Mais encore vous devez avoir une haute estime pour Idoménée malgré tout ce que j'ai repris en lui. Il est naturellement sincere , droit , équitable , libéral , bienfaisant ; sa valeur est parfaite ; il déteste la fraude quand il la connoit & qu'il suit librement la véritable pente de son cœur. Tous ces talens extérieurs sont grands & proportionnés à sa place. Sa simplicité à avouer son tort , sa douceur , sa patience pour se laisser dire par moi les choses les plus dures , son courage contre lui-même pour réparer publiquement ses fautes , & pour se mettre par-là au dessus de toute la critique des hommes , montrent une ame véritablement grande. Le bonheur , ou le conseil d'autrui peuvent préserver de certaines fautes un homme très-médiocre ; mais il n'y a qu'une vertu extraordinaire qui puisse engager un roi si long-temps lésuit par la flatterie , à réparer son tort. Il est bien plus glorieux de se relever ainsi , que de n'être jamais tombé. Idoménée a fait les fautes que font presque tous les rois : mais aucun roi ne fait pour se corriger ce qu'il vient de faire. Pour moi , je ne pouvois me lasser de l'admirer dans les momens même où il me per-

mettoit de le contredire. Admirez-le aussi, mon cher Télémaque ; c'est moins pour sa réputation que pour votre utilité que je vous donne ce conseil.

Mentor fit sentir à Télémaque, par ce discours, combien il est dangereux d'être injuste en se laissant aller à une critique rigoureuse contre les autres hommes, & sur-tout contre ceux qui sont chargés des embarras & des difficultés du gouvernement.

Télémaque part avec ses cent nobles Crétois pour aller combattre les Dauniens. Mentor resté avec Idoménée, travaille de concert avec lui à policer la ville de Salente, & à exercer le peuple à l'agriculture. Il fait une revue exacte dans la ville & dans le port, s'informe de tout, fait faire à Idoménée de nouveaux réglemens pour le commerce & pour la police, lui fait partager le peuple en sept classes, dont il distingue les rangs & la naissance par la diversité des habits, lui fait retrancher le luxe & les arts inutiles pour appliquer plus de bras au labourage qu'il met en honneur.

Après ces sages dispositions, Mentor donne à Idoménée d'excellens avis pour le gouvernement de son peuple : nous en rapporterons quelques-uns. Il faut, lui dit-il, faire garder inviolablement les loix de Minos, pour l'éducation des enfans. Il faut établir des écoles publiques où l'on enseigne la crainte des dieux, l'amour de la patrie, le respect des loix, la préférence de l'honneur aux plaisirs & à la vie même.

Il faut avoir des magistrats qui veillent sur les familles & sur les mœurs des particuliers. Veillez vous-même, vous qui n'êtes roi, c'est-à-dire pasteur du peuple, que pour veiller nuit & jour sur votre troupeau. Par-là vous préviendrez un nombre infini de désordres & de crimes. Ceux que vous ne pourrez prévenir, punissez-les d'abord sévèrement. C'est une clémence que de faire d'abord des exemples qui arrêtent le cours de l'iniquité. Par un peu de sang répandu à propos, on en épargne beaucoup, & on se met en état d'être craint sans user souvent de rigueur. Mais quelle détestable maxime de ne croire trouver sa sûreté que dans l'oppression des peuples ! ne les point faire instruire, ne les point conduire à la vertu, ne s'en faire jamais aimer, les pousser par la terreur jusqu'au désespoir, les mettre dans l'affreuse nécessité ou de ne pouvoir jamais respirer librement, ou de secouer le joug de votre tyrannique domination, est-ce là le vrai moyen de régner sans trouble ? est-ce là le vrai chemin de la gloire ?

Souvenez-vous que les pays, où la domination du souverain est plus absolue, sont ceux où les souverains sont moins puissans. Ils prennent, ils ruinent tout, ils possèdent seuls tout l'Etat ; mais aussi tout l'Etat languit, les campagnes sont en friche & presque désertes. Les villes diminuent chaque jour, le commerce tarit. Le roi qui ne peut être roi tout seul & qui n'est grand que par ses peuples, s'anéantit lui-même peu à peu par l'anéantissement insensible des peuples dont il tire ses richesses & sa puissance, son Etat s'épuise d'argent & d'hommes : cette dernière perte est

la plus grande & la plus irréparable; son pouvoir absolu fait autant d'esclaves qu'il y a de sujets. On le flatte, on fait semblant de l'adorer, on tremble au moindre de ses regards. Mais attendez la moindre révolution, cette puissance monstrueuse, poussée jusqu'à un excès trop violent, ne sauroit durer : elle n'a aucune ressource dans les cœurs des peuples ; elle a lassé & irrité tous les corps de l'État : elle contraint tous les membres de ce corps de soupirer après un changement. Au premier coup qu'on lui porte, l'idole se renverse, se brise & est foulée aux pieds. Le mépris, la haine, la crainte, le ressentiment, la défiance ; en un mot, toutes les passions se réunissent contre une autorité si odieuse. Le roi qui, dans sa vaine prospérité, ne trouvoit pas un seul homme assez hardi pour lui dire la vérité, ne trouvera dans son malheur aucun homme qui daigne, ni l'excuser, ni le défendre contre ses ennemis....

Bientôt la réputation du gouvernement doux & modéré d'Idoménée, attire en foule de tous côtés, des peuples qui venoient s'incorporer au sien, & chercher leur bonheur sous une si aimable domination.

Déjà ces campagnes, qui avoient été si long-temps couvertes de ronces & d'épines promettent de riches moissons & des fruits jusqu'alors inconnus. La terre ouvre son sein au tranchant de la charrue, & prépare ses richesses pour récompenser le laboureur : l'espérance reluit de tous côtés. On voit dans les vallons & sur les collines les troupeaux de moutons qui bondissent sur l'herbe, & les grands troupeaux de bœufs & de génisses qui font retentir les hautes montagnes de leurs mugissemens : ces troupeaux servent à engraisser les campagnes.

Alors Idoménée avoua à Mentor qu'il n'avoit jamais senti de plaisir aussi touchant que celui d'être aimé & de rendre tant de gens heureux. Je ne l'aurois jamais cru, disoit-il, il me sembloit que toute la grandeur des princes ne consistoit qu'à se faire craindre; que le reste des hommes étoit fait pour eux; & tout ce que j'avois oui dire des rois, qui avoient été l'amour & les délices de leurs peuples, me paroissoit une pure fable; j'en reconnois maintenant la vérité. Mais il faut que je vous raconte comment on avoit empoisonné mon cœur dès ma plus tendre enfance sur l'autorité des rois. C'est ce qui a causé tous les malheurs de ma vie.

Idoménée raconte à Mentor sa confiance en Protésilas, & les artifices de ce favori qui étoit de concert avec Timocrate, pour faire périr Philoclès, & pour le trahir lui-même. Il lui avoue que, prévenu par ces deux hommes contre Philoclès, il avoit chargé Timocrate de l'aller tuer dans une expédition, où il commandoit sa flotte; que celui-ci ayant manqué son coup, Philoclès l'avoit épargné, & s'étoit retiré en l'isle de Samos, après avoir remis le commandement de la flotte à Polimene, que lui, Idoménée, avoit nommé par écrit dans son ordre; que malgré la trahison de Protésilas, il n'avoit pu se résoudre à se défaire de lui.

Mentor oblige Idoménée à faire conduire Protésilas & Timocrate dans

fille de Samos, & à rappeler Philoclès pour le remettre en honneur auprès de lui. Hégésippe, qui est chargé de cet ordre, l'exécute avec joie. Il arrive avec ces deux hommes à Samos, où il revoit son ami, Philoclès, content d'y mener une vie pauvre & solitaire. Celui-ci ne consent qu'avec beaucoup de peine à retourner parmi les siens : mais après avoir reconnu que les dieux le veulent, il s'embarque avec Hégésippe & arrive à Salente, où Idoménée, qui n'est plus le même homme, le reçoit avec amitié. Il l'embrassa tendrement, lui témoigna un vif regret de l'avoir persécuté avec tant d'injustice. Cet aveu, bien loin de paroître une foiblesse dans un roi, fut regardé par tous les Salentins comme l'effort d'une grande ame qui s'élève au-dessus de ses propres fautes, en les avouant avec courage pour les réparer. Tout le monde pleuroit de joie de revoir l'homme de bien qui avoit aimé le peuple, & d'entendre le roi parler avec tant de sagesse & de bonté.

Cependant Télémaque, au camp des alliés, gagne l'inclination de Philodète, d'abord indisposé contre lui à cause d'Ulysse, son pere. Philodète lui raconte ses aventures, où il fait entrer les particularités de la mort d'Hercule, causée par la tunique empoisonnée, que le centaure Nessus avoit donnée à Déjanire; il lui explique comment il obtint de ce héros ses fleches fatales, sans lesquelles la ville de Troye ne pouvoit être prise; comment il fut puni d'avoir trahi son secret, par tous les maux qu'il souffrit dans l'île de Lemnos; & comment Ulysse se servit de Néoptolème pour l'engager à aller au siege de Troye, où il fut guéri de sa blessure par les fils d'Esculape.

Télémaque entre en différent avec Phalante pour des prisonniers qu'ils se disputent. Il combat & vainc Hippias, qui méprisant sa jeunesse, prend de hauteur ces prisonniers pour son frere Phalante. Mais étant peu content de sa victoire, il gémit en secret de sa témérité & de sa faute qu'il voudroit réparer. Au même temps Adrasle, roi des Dauniens, étant informé que les rois alliés ne songent qu'à pacifier le différent de Télémaque & d'Hippias, va les attaquer à l'improviste. Après avoir surpris cent de leurs vaisseaux pour transporter ses troupes dans leur camp, il y met d'abord le feu, commence l'attaque par le quartier de Phalante, tue son frere Hippias, & Phalante lui-même est tout percé de ses coups.

Télémaque, s'étant revêtu de ses armes divines, court au secours de Phalante, renverse d'abord Iphycès, fils d'Adrasle, repousse l'ennemi victorieux, & remporteroit sur lui une victoire complete, si une tempête, survenue tout-à-coup, ne faisoit finir le combat. Ensuite Télémaque fait emporter les blessés, prend soin d'eux, & principalement de Phalante. Il fait l'honneur des obseques de son frere Hippias, dont il va lui présenter les cendres qu'il a recueillies dans une urne d'or.

Tableau des désastres de la guerre. Les alliés en rentrant dans leur camp, virent ce que la guerre a de plus lamentable; les malades & les blessés

manquant de forces pour se trainer hors des tentes, n'avoient pu se garantir du feu : ils paroissoient à demi-brûlés, poussant vers le ciel, d'une voix plaintive & mourante, des cris douloureux. Le cœur de Télémaque en fut percé : il ne put retenir ses larmes ; il détourna plusieurs fois les yeux, étant saisi d'horreur & de compassion : il ne pouvoit voir sans frémir ces corps encore vivans & dévoués à une longue & cruelle mort : ils paroissoient semblables à la chair des victimes qu'on a brûlées sur les autels, & dont l'odeur se répand de tous côtés.

Hélas ! s'écrioit Télémaque, voilà donc les maux que la guerre entraîne après elle : quelle fureur aveugle pousse les malheureux mortels ! Ils ont si peu de jours à vivre sur la terre, ces jours sont si misérables, pourquoi précipiter une mort déjà si prochaine ! Pourquoi ajouter tant de défolations affreuses à l'amertume dont les dieux ont rempli cette vie si courte ! Les hommes sont tous frères & ils s'entre-déchirent ; les bêtes farouches sont moins cruelles qu'eux. Les lions ne font point la guerre aux lions, ni les tigres aux tigres ; ils n'attaquent que les animaux d'espèce différente. L'homme seul, malgré sa raison, fait ce que les animaux sans raison ne feroient jamais. Mais encore, pourquoi ces guerres ? N'y a-t-il pas assez de terre dans l'univers pour en donner aux hommes plus qu'ils n'en peuvent cultiver ? Combien y a-t-il de terres désertes ? Le genre-humain ne sauroit les remplir. Quoi donc ! une fausse gloire, un vain titre de conquérant qu'un prince veut acquérir, allument la guerre dans des pays immenses ! Ainsi, un seul homme, donné au monde par la colère des dieux, en sacrifie brutalement tant d'autres à sa vanité. Il faut que tout périsse, que tout nage dans le sang, que tout soit dévoré par les flammes, que tout ce qui échappe au fer & au feu ne puisse échapper à la faim encore plus cruelle ; afin que cet homme, qui se joue de la nature humaine entière, trouve dans cette destruction générale son plaisir & sa gloire. Quelle gloire monstrueuse ! Peut-on trop abhorrer & trop mépriser des hommes qui ont tellement oublié l'humanité ? Non, non, bien loin d'être des demi-dieux, ce ne sont pas même des hommes ; ils doivent être même en exécration dans tous les siècles, dont ils ont cru être admirés : oh ! que les rois doivent bien prendre garde aux guerres qu'ils entreprennent. Elles doivent être justes, ce n'est pas assez, il faut qu'elles soient nécessaires pour le bien public. Le sang du peuple ne doit être versé que pour sauver ce même peuple dans les besoins extrêmes. Mais les conseils flatteurs, les fausses idées de gloire, les vaines jalousies, l'injuste avidité qui se couvre de beaux prétextes ; enfin, les engagements insensibles entraînent presque toujours les rois dans des guerres qui les rendent malheureux, où ils hasardent tout sans nécessité, & où ils font autant de mal à leurs sujets qu'à leurs ennemis.

Télémaque, persuadé par divers songes que son pere Ulysse n'est plus sur la terre, exécute son dessein de l'aller chercher dans les enfers. Il se dérobe du camp, étant suivi de deux Crétois jusqu'à un temple près de la fameuse

fameuse caverne d'Achéronias. Il s'y enfonce au travers des ténèbres, arrive au bord du Styx, & Caron le reçoit dans sa barque. Il va se présenter devant Pluton qu'il trouve préparé à lui permettre de chercher son pere. Il traverse le tartare, où il voit les tourmens que souffrent les ingrats, les parjures, les hypocrites, & sur-tout les mauvais rois.

Il apperçoit ces monarques punis pour avoir abusé de leur puissance. D'un côté une furie vengeresse leur présente un miroir pour leur montrer toute la difformité de leurs vices. Là ils regardoient, & ne pouvoient s'empêcher de voir leur vanité grossiere & avide des plus ridicules louanges, leur dureté pour les hommes, dont ils avoient dû faire la félicité; leur insensibilité pour la vertu, leur crainte d'entendre la vérité, leur inclination pour les hommes lâches & flatteurs, leur mollesse, leur indolence, leur défiance déplacée, leur faste & leur excessive magnificence fondée sur la ruine des peuples; leur ambition pour acheter un peu de vaine gloire par le sang de leurs citoyens. Enfin, leur cruauté qui cherche chaque jour de nouvelles délices parmi les larmes des malheureux. Ils se voyoient sans cesse dans ce miroir; ils se trouvoient plus horribles & plus monstrueux que n'est la chimere vaincue par Bellerophon, ni l'hydre de Lerne abattu par Hercule, ni Cerbere même, quoiqu'il vomisse de ses trois gueules béantes un sang noir & venimeux qui est capable d'empester toute la race des mortels vivans sur la terre.

En même temps, d'un autre côté, une autre furie leur répétoit avec insulte toutes les louanges que leurs flatteurs leur avoient données pendant leur vie, & leur présenteoit un autre miroir, où ils se voyoient tels que la flatterie les avoient dépeints : l'opposition de ces deux peintures si contraires, étoit le supplice de leur vanité. On remarquoit que les plus méchans d'entre ces rois étoient ceux à qui on avoit donné les plus magnifiques louanges pendant leur vie. Parce que les méchans sont plus craints que les bons, & qu'ils exigent sans pudeur les lâches flatteries des poëtes & des orateurs de leur temps.

On les entend gémir dans ces profondes ténèbres, où ils ne peuvent voir que des insultes & les dérisions qu'ils ont à souffrir : ils n'ont rien autour d'eux qui ne les repousse, qui ne les contredise, qui ne les confonde : au lieu que sur la terre ils se jouoient de la vie des hommes, & prétendoient qu'ils étoient faits pour les servir; dans le tartare, ils sont livrés à tous les caprices de certains esclaves qui leur font sentir à leur tour une cruelle servitude : ils servent avec douleur, & il ne leur reste aucune espérance de pouvoir adoucir leur captivité : ils sont sous les coups de ces esclaves devenus leurs tyrans impitoyables, comme une enclume est sous les coups des marteaux des cyclopes, quand Vulcain les presse de travailler dans les fournaies ardentes du mont Etna. Là Télémaque apperçut des visages pâles, hideux & contristés. C'est une tristesse noire qui ronge ces criminels : ils ont horreur d'eux-mêmes, & ils ne peuvent non

plus se délivrer de cette horreur, que de leur propre nature : ils n'ont point besoin d'autres châtimens de leurs fautes, que de leurs fautes mêmes : ils les voient sans cesse dans toute leur énormité : elles se présentent à eux comme des spectres horribles ; elles les poursuivent. Pour s'en garantir, ils cherchent une mort plus puissante que celle qui les a séparés de leurs corps. Dans le désespoir où ils sont, ils appellent à leur secours la mort qui puisse éteindre tout sentiment & toute connoissance en eux : ils demandent aux abîmes de les engloutir pour se dérober aux rayons vengeurs de la vérité qui les persécute : mais ils sont réservés à la vengeance qui distille sur eux goutte à goutte & qui ne tarira jamais. La vérité qu'ils ont craint de voir, fait leur supplice ; ils la voient, & n'ont des yeux que pour la voir s'élever contre eux : sa vue les perce, les déchire comme la foudre : sans rien détruire au dehors, elle pénètre jusqu'au fond des entrailles. Semblable à un métal dans une fournaise ardente, l'ame est comme fondue par ce feu vengeur : il ne laisse aucune consistance & il ne consume rien : il dissout jusqu'aux premiers principes de la vie, & on ne peut mourir. On est arraché à soi-même : on n'y peut plus trouver ni appui ni repos pour un seul instant : on ne vit plus que par la rage qu'on a contre soi-même, & par une perte de toute espérance qui rend forcené. Parmi ces objets qui faisoient dresser les cheveux de Télémaque sur sa tête, il vit plusieurs des anciens rois de Lydie qui étoient punis pour avoir préféré les délices d'une vie molle au travail pour le soulagement des peuples, qui doit être inséparable de la royauté.

Ces rois se reprochoient les uns aux autres leur aveuglement. L'un disoit à l'autre, qui avoit été son fils : Ne vous avois-je pas recommandé souvent pendant ma vieillesse, & avant ma mort, de réparer les maux que j'avois faits par ma négligence ? Ah ! malheureux pere, disoit le fils, c'est vous qui m'avez perdu ; c'est votre exemple qui m'a inspiré le faste, l'orgueil, la volupté & la dureté pour les hommes. En vous voyant régner avec tant de mollesse & avec tant de lâches flatteurs autour de vous, je me suis accoutumé à aimer les flatteries & les plaisirs. J'ai cru que le reste des hommes étoit, à l'égard des rois, ce que les chevaux & les autres bêtes de charge sont à l'égard des hommes ; c'est-à-dire, des animaux dont on ne fait cas qu'autant qu'ils rendent des services & qu'ils donnent des commodités. Je l'ai cru, c'est vous qui me l'avez fait croire, & maintenant je souffre tant de maux pour vous avoir imité. A ces reproches, ils ajoutoient les plus affreuses malédictions, & paroissoient animés de rage pour s'entre-déchirer.

Autour de ces rois voltigeoient encore, comme des hiboux dans la nuit, les cruels soupçons, les vaines alarmes, les défiances qui vengent les peuples de la dureté de leurs rois, la faim insatiable des richesses, la fausse gloire toujours tyrannique, & la mollesse lâche qui redouble tous les maux qu'on souffre, sans pouvoir jamais donner de solides plaisirs.

On voyoit plusieurs de ces rois sévèrement punis, non pour les maux qu'ils avoient faits, mais pour le bien qu'ils auroient dû faire. Tous les crimes des peuples qui viennent de la négligence avec laquelle on fait observer les loix, étoient imputés aux rois, qui ne doivent régner qu'afin que les loix regnent par leur miniftère. On leur imputoit aufi tous les défordres qui viennent du fâfte, du luxe, & de tous les autres excès qui jettent les hommes dans un état violent & dans la tentation de violer les loix pour acquérir du bien. Sur-tout, on traitoit rigoureufement les rois qui, au lieu d'être bons & vigilans pafteurs des peuples, n'avoient fongé qu'à ravager le troupeau comme des loups dévorans. Mais ce qui confterna davantage Télémaque, ce fut de voir, dans cet abyme de ténèbres & de maux un grand nombre de rois qui, ayant paffé fur la terre pour des rois aflez bons, avoient été condamnés aux peines du tartare pour s'être laiffé gouverner par des hommes méchans & artificieux. Ils étoient punis pour les maux qu'ils avoient laiffé faire par leur autorité. La plupart de ces rois n'avoient été ni bons ni méchans, tant leur foibleffe avoit été grande; ils n'avoient jamais craint de ne pas connoître la vérité; ils n'avoient point eu le goût de la vertu, & n'avoient point mis leur plaifir à faire du bien.

Télémaque entre dans les champs-élysées, où il eft reconnu par Acrife, fon grand-pere, qui l'affure qu'Ulyffe eft vivant, qu'il reverra Ithaque & qu'il y régnera après lui. Tu es né pour régner après le fage Ulyffe, lui dit-il, mais hélas! ô mon fils, que la royauté eft trompeufe! quand on la regarde de loin, on ne voit que grandeur & délices: mais de près tout eft épineux. Un particulier peut, fans déshonneur, préférer une vie douce & obscure. Un roi ne peut, fans fe déshonorer, préférer une vie douce & oifive aux fonctions pénibles du gouvernement; il fe doit à tous les hommes qu'il gouverne, & il ne lui eft jamais permis d'être à lui-même. Ses moindres fautes font d'une conféquence infinie, parce qu'elles caufent le malheur des peuples, & quelquefois pendant plusieurs fiecles: il doit réprimer l'audace des méchans, foutenir l'innocence, diffiper la calomnie. Ce n'eft pas aflez pour lui de ne faire aucun mal, il faut qu'il faffe tous les biens poffibles dont l'Etat a befoin. Ce n'eft pas aflez de faire le bien pour foi-même; il faut encore empêcher tous les maux que les autres feroient, s'ils n'étoient retenus. Crains donc, mon fils, crains donc une condition fi périlleufe; arme-toi de courage contre toi-même, contre les paffions & contre les flatteurs.

En difant ces paroles, Acrife paroiffoit animé d'un feu divin, & montrait à Télémaque un vifage plein de compaffion pour les maux qui accompagnent la royauté. Quand elle eft prife, difoit-il, pour fe contenter foi-même, c'eft une monftrueufe tyrannie; quand elle eft prife pour remplir fes devoirs, & pour conduire un peuple innombrable, comme un pere de famille conduit fes enfans, c'eft une fervitude accablante qui demande un courage & une patience héroïques. Auffi eft-il certain que ceux qui ont

régné avec une sincère vertu, possèdent ici tout ce que la puissance des dieux peut donner pour rendre une félicité complète....

Tu vois ici, ô mon fils ! ces hommes qui ont été l'ornement de leur siècle, la gloire & le bonheur du genre-humain ; tu vois le petit nombre des rois qui ont été dignes de l'être, & qui ont fait avec fidélité la fonction des dieux sur la terre. Ces autres que tu vois assez près d'eux, mais séparés par ce petit nuage, ont une gloire beaucoup moindre : ce sont des héros à la vérité, mais la récompense de leur valeur & de leurs expéditions militaires, ne peut être comparée avec celle des rois sages, justes & bienfaisans.

Acrise, après avoir fait remarquer à Télémaque Thésée, ce prince trop crédule pour une femme artificieuse ; Achille à qui les dieux eussent accordé un règne plus long, s'il eût été plus sage, plus juste, plus modéré ; Ajax, Hector, & d'autres princes plus redoutables dans la guerre qu'aimables & vertueux ; Inachus qui fonda le royaume d'Argos ; Cécrops qui régna le premier dans Athenes, y apporta des loix utiles de l'Egypte, y fit fleurir les lettres & les bonnes mœurs, Cécrops juste, humain & compatissant ; le sage Eriéthon ; le sage Triptolème qui perfectionna l'art de l'agriculture ; Dioclede, roi de Carie, qui se dévoua pour son peuple, &c. Il lui dit : Puisses-tu, ô mon fils, être assez bon sur la terre, pour mériter de vivre dans ces lieux fortunés avec tant d'illustres personnages. Hâte-toi d'aller chercher ton père. Souviens-toi des conseils du sage Mentor : pourvu que tu les suives, ton nom sera grand parmi tous les peuples & dans tous les siècles.

Il dit, & aussitôt il conduisit Télémaque vers la porte d'ivoire, par où l'on peut sortir du ténébreux empire de Pluton. Télémaque, les larmes aux yeux, le quitta, sans pouvoir l'embrasser ; & sortant de ces sombres lieux, il retourne en diligence vers le camp des alliés, après avoir rejoint sur le chemin les deux jeunes Crétois qui l'avoient accompagné jusqu'au près de la caverne, & qui n'espéroient plus de le revoir.

Dans une assemblée des chefs, on délibère si l'on tentera de surprendre Vénuse, laissée par les deux partis en dépôt aux Lucaniens. Un des citoyens de cette ville, offroit de la livrer aux alliés. Télémaque s'y oppose.

Je n'ignore pas, leur dit-il, que si jamais un homme a mérité d'être surpris ou trompé, c'est Adrasle, lui qui a si souvent trompé tout le monde : Je vois bien qu'en surprenant Vénuse, vous ne ferez que vous mettre en possession d'une ville qui vous appartient, puisqu'elle est aux Apuliens, qui sont un des peuples de votre ligue. J'avoue que vous pourriez le faire avec d'autant plus d'apparence de raison, qu'Adrasle, qui a mis cette ville en dépôt, a corrompu le commandant & la garnison, pour y entrer quand il le jugera à propos. Enfin, je comprends, comme vous, que si vous prenez Vénuse, vous seriez, dès le lendemain, maîtres du château, où sont

tous les préparatifs de guerre qu'Adrasle y a assemblés ; & qu'ainsi vous finiriez en deux jours cette guerre si formidable. Mais ne vaut-il pas mieux périr , que de vaincre par de tels moyens ? Faut-il repousser la fraude par la fraude ? Sera-t-il dit que tant de rois ligués pour punir l'impie Adrasle de ses tromperies , seront trompeurs comme lui ? S'il nous est permis de faire comme Adrasle , il n'est pas coupable , & nous avons tort de vouloir le punir. Quoi ! l'Hespérie entière , soutenue de tant de colonies Grecques , & des héros revenus du siège de Troye , n'a-t-elle point d'autres armes contre la perfidie & les parjures d'Adrasle , que la perfidie & le parjure ? Vous avez juré par les choses les plus sacrées que vous laisseriez Vénuse en dépôt dans les mains des Lucaniens. La garnison Lucanienne , dites-vous , est corrompue par l'argent d'Adrasle ; je le crois comme vous , mais cette garnison est toujours à la solde des Lucaniens ; elle n'a point refusé de leur obéir , elle a gardé , au moins en apparence , la neutralité. Adrasle , ni les siens , ne sont jamais entrés dans Vénuse : le traité subsiste ; votre serment n'est point oublié des dieux. Ne gardera-t-on les paroles données que quand on manquera de prétextes plausibles pour les violer ? Ne sera-t-on fidèle & religieux pour les sermens , que quand on n'aura rien à gagner , en violant la foi ? Si l'amour de la vertu , & la crainte des dieux ne vous touchent plus , au moins soyez touchés de votre réputation & de votre intérêt. Si vous montrez aux hommes cet exemple pernicieux de manquer de parole , & de violer votre serment pour terminer une guerre ; quelles guerres n'exciterez-vous point par cette conduite impie ? Quel voisin ne sera pas contraint de craindre tout de vous , & de vous détester ? Qui pourra désormais , dans les nécessités les plus pressantes , se fier à vous ? Quelle sûreté pourrez-vous donner , quand vous voudrez être sincères , & qu'il vous importera de persuader à vos voisins votre sincérité , sera-ce un traité solennel ? Vous en aurez foulé un aux pieds. Sera-ce un serment ? Eh ! ne saura-t-on pas que vous comptez les dieux pour rien , quand vous espérez tirer du parjure quelque avantage ? La paix n'aura donc pas plus de sûreté que la guerre à votre égard. Tout ce qui viendra de vous , sera reçu comme une guerre , ou feinte , ou déclarée. Vous serez les ennemis perpétuels de tous ceux qui auront le malheur d'être vos voisins. Toutes les affaires qui demandent de la réputation , de la probité & de la confiance , vous deviendront impossibles. Vous n'aurez plus de ressources pour faire croire ce que vous promettez.

Voici , ajouta Télémaque , un intérêt encore plus puissant qui doit vous frapper , s'il vous reste quelque sentiment de probité & quelque prévoyance sur vos intérêts ; c'est qu'une conduite si trompeuse attaque par le dedans toute votre ligue , & va la ruiner ; votre parjure va faire triompher Adrasle.

A ces paroles toute l'assemblée émue , lui demandoit comment il osoit dire qu'une action qui donneroit une victoire certaine à la ligue , pouvoit

la ruiner ? Comment, leur répondit-il, pourriez-vous vous confier les uns aux autres, si une fois vous rompiez l'unique lien de la société & de la confiance, qui est la bonne foi ? Après que vous aurez posé pour maxime qu'on peut violer les règles de la probité & de la fidélité pour un grand intérêt, qui d'entre vous pourra se fier à un autre, quand cet autre pourra trouver un grand avantage à lui manquer de parole, & à le tromper ? Où en seriez-vous ? quel est celui d'entre vous qui ne voudra point prévenir les artifices de son voisin par les liens ? Que devient une ligue de tant de peuples, lorsqu'ils sont convenus entre eux par une délibération commune qu'il est permis de surprendre son voisin & de violer la foi donnée ? Quelle sera votre défiance mutuelle, votre division, votre ardeur à vous détruire les uns les autres ? Adrasle n'aura plus besoin de vous attaquer ; vous vous déchirez assez vous-mêmes, vous justifierez ses perfidies. O rois sages & magnanimes ! ô vous qui commandez avec tant d'expérience sur des peuples innombrables, ne dédaignez pas d'écouter les conseils d'un jeune homme. Si vous tombiez dans les plus affreuses extrémités où la guerre précipite quelquefois les hommes, il faudroit vous préserver par votre vigilance & par les efforts de votre vertu ; car le vrai courage ne se laisse jamais abattre. Mais si vous aviez une fois rompu la barrière de l'honneur & de la bonne foi, cette perte est irréparable, vous ne pourriez plus rétablir, ni la confiance nécessaire au succès de toutes les affaires importantes, ni ramener les hommes aux principes de la vertu, après que vous leur auriez appris à les mépriser. Que craignez-vous ? N'avez-vous pas assez de courage pour vaincre sans tromper ? Votre vertu jointe aux forces de tant de peuples ne vous suffit-elle pas ? Combattons, mourons, s'il le faut plutôt que de vaincre si indignement. Adrasle, l'impie Adrasle est dans nos mains, pourvu que nous ayons horreur d'imiter sa lâcheté & sa mauvaise foi.

Télémaque ne montre pas moins de modération à l'égard d'un perfide émissaire d'Adrasle, envoyé par celui-ci pour empoisonner & le fils d'Ulysse, & la plupart des rois alliés. Télémaque lui fait avouer son crime, & obtient qu'on le relègue dans une des îles Echinades, où on ne le laissera manquer de rien. Il fait aussi renvoyer à Adrasle un Daunien, dont ce prince avoit ravi la femme, & qui promettoit aux alliés d'assassiner le ravisseur, s'ils vouloient, à la même heure, attaquer son camp.

Dans le combat qui s'engage ensuite, Télémaque porte la mort par-tout où il va pour trouver Adrasle ; & ce roi qui le cherche aussi rencontre & tue Pisistrate, fils de Nestor. Philoctète survient ; & dans le temps où il veut percer Adrasle, il est blessé lui-même, & obligé de se retirer du combat. Télémaque court aux cris des alliés, dont Adrasle fait un carnage horrible. Il combat cet ennemi & lui donne la vie à des conditions qu'il lui impose. Adrasle relevé, veut surprendre Télémaque : celui-ci le saisit une seconde fois, & lui ôte la vie.

La mort d'Adrasle est le signal de la paix. Les Dauniens tendent les mains

aux alliés en signe de réconciliation. Ils leur demandent un roi. On assemble pour délibérer sur cette matière. Les deux armées n'en forment plus qu'une; les chefs de l'une & de l'autre sont réunis dans un même lieu. Télémaque n'y étoit pas encore; il étoit occupé à rendre au fils de Nestor les honneurs funébres. Lorsqu'il eut rempli ce triste devoir, il se rendit auprès des princes assemblés. Dès qu'on l'aperçut, chacun garda le silence pour écouter ce qu'il auroit à dire. Il en rougit, & ne pouvoit se résoudre à parler. Les autres princes ne se raïssoient plus, mais c'étoit pour l'accabler d'éloges. Il prie qu'on les lui épargne. La délibération commence, & l'on offre à Télémaque la fertile contrée d'Arpos, auparavant possédée par Adrafte; & bien propre à faire oublier au fils d'Ulysse la pauvre Ithaque & ses dépendances. Télémaque rejette ces offres. Il fait accorder aux Dauniens un roi de leur nation, & détermine ceux-ci à céder la contrée d'Arpos à Diomede qui, poursuivi par la vengeance de Vénus, a perdu toute espérance de revoir jamais ses Etats, & venoit chercher un asile dans quelque coin de l'Hespérie.

De retour à Salente, Télémaque est bien surpris d'avoir vu la campagne si bien cultivée, & de trouver si peu de magnificence dans la ville. Mentor lui explique les motifs de ce changement & les avantages qu'il doit produire. Lequel vaut mieux, lui demande-t-il, ou une ville superbe en marbre, en or & en argent, avec une campagne négligée & stérile; ou une campagne cultivée & fertile avec une ville médiocre & modeste en ses mœurs? Une grande ville fort peuplée d'artisans occupés à amollir les mœurs par les délices de la vie, quand elle est entourée d'un royaume pauvre & mal cultivé, ressemble à un monstre dont la tête est d'une grosseur énorme, & dont tout le corps exténué & privé de nourriture, n'a aucune proportion avec la tête. C'est le nombre du peuple & l'abondance des denrées qui font la force & la vraie richesse d'un royaume. Mentor l'exhorte sur-tout à se modeler quand il sera roi, sur la conduite présente d'Idoménée. Il l'exhorte à fuir le luxe. Ce vice, poursuit-il, qui en attire une infinité d'autres, est loué comme une vertu. Il répand sa contagion depuis le trône jusqu'aux dernières conditions.

Mentor ajoute que les dieux exigeront plus de Télémaque instruit dans la vérité dès sa jeunesse, que d'Idoménée livré long-temps aux séductions d'une trop grande prospérité. Idoménée, poursuit Mentor, est sage, éclairé; mais il s'applique trop aux détails, & ne médite pas assez le gros de ses affaires pour former des plans. L'habileté d'un roi, qui est au dessus des hommes, ne consiste pas à faire tout par lui-même. C'est une vanité grossière que d'espérer en venir à bout, ou de vouloir persuader aux hommes qu'on en est capable. Un roi doit gouverner en choisissant, & en conduisant ceux qui gouvernent sous lui... Un esprit épuisé par les détails, est comme la lie du vin qui n'a plus ni force ni délicatesse.

Mentor, après un entretien très-instructif pour Télémaque, lui rappelle

qu'il est temps de quitter Salente & de revoir sa patrie. Il ajoute qu'Idoménée tient un vaisseau tout prêt pour leur départ. Télémaque se trouble à ce discours. Il avoue quoiqu'en hésitant, que ce départ l'afflige & qu'Antiope, fille d'Idoménée, en est la seule cause. Non, mon cher Mentor, poursuit-il, ce n'est point une passion aveugle comme celle dont vous m'avez guéri dans l'île de Calipso. J'ai bien reconnu la profondeur de la plaie que l'amour m'avoit faite auprès d'Eucharis. Je ne puis encore prononcer son nom sans en être troublé. Le temps & l'absence n'ont pu l'effacer. Cette expérience funeste m'apprend à me défier de moi-même. Mais pour Antiope, ce que je sens n'a rien de semblable. Ce n'est point amour passionné, c'est goût, c'est estime, c'est persuasion. Que je serois heureux si je passois ma vie avec elle!

Quand Idoménée lui ordonne de mener les danfes des jeunes Crétoises au son des flûtes, on la prendroit pour la riante Vénus, qui est accompagnée des Graces. Quand il la mene avec lui à la chasse dans les forêts, elle paroît majestueuse & adroite à tirer de l'arc, comme Diane au milieu de ses nymphes. Elle seule ne le fait pas & tout le monde l'admire. Quand elle entre dans le temple des dieux, & qu'elle porte sur sa tête les choses sacrées dans des corbeilles, on croiroit qu'elle-même est la divinité qui habite dans le temple. Enfin, quand on la voit avec une troupe de femmes, tenant en sa main une aiguille d'or, on croit que c'est Minerve même qui a pris sur la terre une forme humaine, & qui inspire aux hommes les beaux-arts. Elle anime les autres à travailler, elle leur adoucit le travail & l'ennui par les charmes de sa voix, lorsqu'elle chante toutes les merveilleuses histoires des dieux; & elle surpasse la plus exquise peinture par la délicatesse de ses broderies. Heureux l'homme qu'un doux hymen unira avec elle! Il n'aura à craindre que de la perdre & de lui survivre.

Cet éloge n'est point combattu par Mentor. Il ajoute même quelques traits au tableau qui vient d'être tracé. Il approuve l'amour de Télémaque; il lui prédit que les dieux lui destinent Antiope: mais il faut, lui dit-il, qu'Ulysse vous la donne. Allons, Télémaque, poursuit-il, allons vers Ithaque. Il ne me reste plus qu'à vous faire trouver votre pere, & qu'à vous mettre en état d'obtenir une femme digne de l'âge d'or; fut-elle bergere dans la froide Algide, au lieu qu'elle est fille d'un roi de Salente, vous serez trop heureux de la posséder.

Ce départ que pressoit Mentor affligeoit beaucoup Idoménée. Il eut voulu ne se séparer jamais de deux hommes qui lui avoient été si utiles. Son esprit s'épuisait en expédients pour les retenir. Il n'ignoroit pas le penchant de Télémaque pour Antiope, il l'approuvoit. Il engage une partie dont Antiope doit faire l'ornement. Il espère que les charmes de sa fille feront plus qu'il n'a pu obtenir. Antiope aimoit Télémaque. Cependant elle eut désiré ne point se trouver à la chasse projetée, par la même raison qui déterminoit son pere à vouloir qu'elle y assistât. Elle obéit. Elle ose attaquer

un sanglier furieux qui blesse & renverse son cheval. C'étoit fait d'Antiope si Télémaque n'eût été à portée de la secourir. Il tue le monstre, lui fait couper la hure & la présente à la princesse. Elle en rougit, elle consulte les yeux de son pere, qui, après avoir été saisi de frayeur, est transporté de joie de la voir hors du péril, & lui fait signe qu'elle doit accepter ce don. En le prenant elle dit à Télémaque : » Je reçois de vous, avec reconnaissance, un autre don plus grand, car je vous dois la vie. «

A peine eut-elle parlé qu'elle craignit d'avoir trop dit. Elle baissa les yeux, & Télémaque, qui vit son embarras, n'osa lui dire que ces paroles : » Heureux le fils d'Ulysse, d'avoir conservé une vie si précieuse ! mais » plus heureux encore s'il pouvoit passer la sienne auprès de vous ! « Antiope, sans lui répondre, rentra brusquement dans la troupe de ses jeunes compagnes, où elle remonta à cheval.

Idoménée auroit, dès ce moment, promis sa fille à Télémaque ; mais il espéroit le voir s'enflammer de plus en plus, & que le désir d'assurer son bonheur, le retiendrait à Salente. Il ne se trompoit point dans ses conjectures ; le fils d'Ulysse inclinoit à les vérifier. Mais les discours de Mentor firent sur lui une impression si profonde, qu'il n'eut plus ni la force, ni la volonté de les combattre. Mentor l'oblige d'aller lui-même instruire Idoménée des raisons qui lui prescrivent de partir sans délai. Idoménée emploie toutes les raisons, tous les moyens que lui inspirent la tendresse & la reconnaissance pour éluder un projet qui le désole. Il offre à Télémaque & la main de sa fille & le rang de son successeur.

Télémaque est vivement ébranlé, mais il ne succombe pas. Il prie Idoménée de lui conserver un don si précieux pour le temps où il aura retrouvé son pere. Mentor vient aussi à son secours. Il acheve de raffermir Télémaque ; il console & fortifie Idoménée. On prend congé du roi qui vient lui-même accompagner ses deux hôtes jusques sur le port.

Pour ne pas interrompre le cours de la narration, nous avons omis les sages réflexions de Mentor sur l'autorité excessive des rois & sur le luxe.

Souvenez-vous, ô Télémaque, qu'il y a deux choses pernicieuses dans le gouvernement des peuples, auxquelles on n'apporte presque jamais aucun remède. La première est une autorité injuste & trop violente dans les rois ; la seconde est le luxe qui corrompt les mœurs. Quand les rois s'accoutument à ne connoître plus d'autres loix que leurs volontés absolues, & qu'ils ne mettent plus de frein à leurs passions, ils peuvent tout ; mais à force de tout pouvoir, ils sapent le fondement de leur puissance ; ils n'ont plus de règle certaine, ni de maxime de gouvernement : chacun à l'envi les flatte ; ils n'ont plus de peuple ; il ne leur reste que des esclaves dont le nombre diminue chaque jour. Qui leur dira la vérité ? Qui donnera des bornes au torrent ? Tout cede, les sages s'enfuient, se cachent & gémissent.

Il n'y a qu'une révolution soudaine & violente qui puisse ramener cette

puissance débordée dans son cours naturel. Souvent même le coup qui pourroit la modérer, l'abat sans ressource; rien ne menace tant d'une chute funeste, qu'une autorité qu'on pousse trop loin : elle est semblable à un arc trop tendu, qui se rompt enfin tout-à-coup, si on ne le relâche; mais qui est-ce qui osera le relâcher? Idoménée étoit gâté jusqu'au fond du cœur; par cette autorité si flatteuse, il avoit été renversé de son trône; mais il n'avoit pas été détrompé. Il a fallu que les dieux nous aient envoyés ici pour le désabuser de cette puissance aveugle & outrée qui ne convient pas à des hommes; encore a-t-il fallu des espèces de miracles pour lui ouvrir les yeux. L'autre mal presque incurable est le luxe : comme la trop grande autorité empoisonne les rois, le luxe empoisonne toute une nation.

On dit que le luxe sert à nourrir les pauvres aux dépens des riches; comme si les pauvres ne pouvoient pas gagner leur vie plus utilement en multipliant les fruits de la terre sans amollir les riches par des raffinemens de volupté. Toute une nation s'accoutume à regarder comme des nécessités de la vie, les choses superflues, ce sont tous les jours de nouvelles nécessités qu'on invente, & on ne peut plus se passer des choses qu'on ne connoissoit pas trente ans auparavant. Ce luxe s'appelle le bon goût, perfection des arts & politesse de la nation. Ce vice qui en attire une infinité d'autres, est loué comme une vertu, il répand sa contagion jusqu'aux derniers de la lie du peuple; les proches parens du roi veulent imiter sa magnificence; les grands celle des parens du roi, les gens médiocres veulent égaler les grands; car qui est-ce qui se fait justice? Les petits veulent passer pour médiocres. Tout le monde fait plus qu'il ne peut, les uns par faste & pour se faire prévaloir de leurs richesses; les autres par mauvaise honte, & pour cacher leur pauvreté. Ceux même qui sont assez sages pour condamner un si grand désordre, ne le sont pas assez pour oser lever la tête les premiers, & pour donner des exemples contraires. Toute une nation se ruine : toutes les conditions se confondent : la passion d'acquérir du bien pour soutenir une vaine dépense, corrompt les âmes les plus pures : il n'est plus question que d'être riche; la pauvreté est une infamie. Soyez savant, habile, vertueux, instruisez les hommes, gagnez des batailles, sauvez la patrie, sacrifiez tous vos intérêts; vous êtes méprisé, si vos talens ne sont relevés par le faste. Ceux même qui n'ont point de bien veulent paroître en avoir. Ils dépensent comme s'ils en avoient; on emprunte, on trompe, on use de mille artifices indignes pour parvenir : mais qui remédiera à ces maux? Il faut changer le goût & les habitudes de toute une nation, il faut lui donner de nouvelles loix. Qui pourra l'entreprendre, si ce n'est un roi philosophe, qui sache, par l'exemple de sa propre modération, faire honte à tous ceux qui aiment une dépense fastueuse, & encourager les sages qui seront bien aises d'être autorisés dans une honnête frugalité?....

Reprenons la suite de la narration. Un vent favorable conduisoit les deux voyageurs vers l'isle d'Ithaque. Mentor continuoit d'instruire Télémaque de tous les devoirs que doit connoître & chérir un prince destiné à régner. Il faut, lui disoit-il, étudier les hommes pour les connoître; & pour les étudier, il faut les voir & traiter avec eux. Les rois doivent converser avec leurs sujets, les faire parler, les consulter, les éprouver par de petits emplois dont ils leur fassent rendre compte, pour voir s'ils sont capables des plus hautes fonctions. Comment est-ce, mon cher Télémaque, que vous avez appris à Ithaque à vous connoître en chevaux. C'est à force d'en voir, & de remarquer leurs défauts & leurs perfections avec des gens expérimentés: tout de même, parlez souvent des bonnes & des mauvaises qualités des hommes, avec d'autres hommes sages & vertueux qui aient long-temps étudié leurs caractères; vous apprendrez insensiblement comme ils sont faits, & ce qu'il est permis d'en attendre. Qui est-ce qui vous a appris à connoître les bons & les mauvais poètes? C'est la fréquente lecture, & la réflexion avec des gens qui avoient le goût de la poésie. Qui est-ce qui vous a acquis le discernement sur la musique? c'est la même application à observer les bons musiciens. Comment peut-on espérer de bien gouverner les hommes, si on ne les connoît pas, & comment les connoitra-t-on, si l'on ne vit pas avec eux? Ce n'est pas vivre avec eux que de les voir en public, où l'on ne dit, de part & d'autre, que des choses indifférentes & préparées avec art: il est question de les voir en particulier, de tirer du fond de leur cœur toutes les ressources secrètes qui y sont, de les tâter de tous côtés, de les soulager pour découvrir leurs maximes. Mais pour bien juger des hommes, il faut commencer par savoir ce qu'ils doivent être; il faut savoir ce que c'est que le vrai & solide mérite, pour discerner ceux qui en ont, d'avec ceux qui n'en ont pas. On ne cesse de parler de vertu & de mérite, sans savoir ce que c'est précisément que le mérite & la vertu. Ce ne sont que de beaux noms, que des termes vagues pour la plupart des hommes qui se font honneur d'en parler à toute heure. Il faut avoir des principes certains de justice, de raison & de vertu pour connoître ceux qui sont raisonnables & vertueux; il faut savoir les maximes d'un bon & sage gouvernement, pour connoître les hommes qui les ont, & ceux qui s'en éloignent par une fausse subtilité; en un mot, pour mesurer plusieurs corps, il faut avoir une mesure fixe; pour juger, il faut avoir tout de même des principes constans auxquels tous nos jugemens se réduisent; il faut savoir précisément le but de la vie humaine, & quelle fin on doit se proposer en gouvernant les hommes: ce but unique & essentiel est de ne vouloir jamais l'autorité & la grandeur pour soi; car cette recherche ambitieuse n'iroit qu'à satisfaire un orgueil tyrannique: mais on doit se sacrifier dans les peines infinies du gouvernement, pour rendre les hommes bons & heureux; autrement on marche à tâtons & au hasard pendant toute la vie; on va comme un na-

vire en pleine mer, qui n'a point de pilote, qui ne consulte point les astres, & à qui toutes les côtes voisines sont inconnues : il ne peut faire que naufrage.

Souvent les princes, faute de savoir en quoi consiste la vraie vertu, ne savent point ce qu'ils doivent chercher dans les hommes : la vraie vertu a pour eux quelque chose d'âpre ; elle leur paroît trop austère & indépendante ; elle les effraie & les aigrit ; ils se tournent vers la flatterie ; dès-lors ils courent après un vain fantôme de fausse gloire, qui les rend indignes de la véritable. Ils s'accoutument bientôt à croire qu'il n'y a point de vraie vertu sur la terre ; car les bons connoissent bien les méchans : mais les méchans ne connoissent point les bons, & ne peuvent pas croire qu'il y en ait. De tels princes ne savent que se défier de tout le monde également : ils se cachent, ils se renferment, ils sont jaloux sur les moindres choses, ils craignent les hommes, & se font craindre d'eux ; ils fuient la lumière, ils n'osent paroître dans leur naturel. Quoiqu'ils ne veuillent pas être connus, ils ne laissent pas de l'être ; car la curiosité maligne de leurs sujets pénètre & devine tout ; mais ils ne connoissent personne. Les gens intéressés qui les obsèdent, sont ravis de les voir inaccessibles. Un roi inaccessible aux hommes l'est aussi à la vérité. On noircit par d'infâmes rapports, & on écarte de lui tout ce qui pourroit lui ouvrir les yeux. Ces sortes de rois passent leur vie dans une grandeur sauvage & farouche ; en craignant sans cesse d'être trompés, ils le sont toujours inévitablement, & méritent de l'être. Dès qu'on ne parle qu'à un petit nombre de gens, on s'engage à recevoir toutes leurs passions & tous leurs préjugés. Les bons mêmes ont leurs défauts & leurs préventions. De plus, on est à la merci des rapporteurs : nation basse & maligne, qui se nourrit de venin, qui empoisonne les choses innocentes, qui grossit les petites, qui invente le mal plutôt que de cesser de nuire, qui se joue pour son intérêt de la défiance & de l'indigne curiosité d'un prince foible & ombrageux.

Connoissez donc, ô mon cher Télémaque, connoissez les hommes, examinez-les, faites-les parler les uns sur les autres, éprouvez-les peu à peu ; ne vous livrez à aucun ; profitez de vos expériences, lorsque vous aurez été trompé dans vos jugemens, car vous serez trompé quelquefois : apprenez par-là à ne juger promptement de personne, ni en bien ni en mal. Les méchans sont trop profonds pour ne pas surprendre les bons par leurs déguisemens : mais vos erreurs passées vous instruiront très-utilement. Quand vous aurez trouvé des talens & de la vertu dans un homme, servez-vous-en avec confiance ; car les honnêtes gens veulent qu'on sente leur droiture : ils aiment mieux de l'estime & de la confiance que des trésors ; mais ne les gâtez pas en leur donnant un pouvoir sans bornes.

Tel eût été toujours vertueux, qui ne l'est plus, parce que son maître lui a donné trop d'autorité & de richesses. Quiconque est assez aimé des

dieux pour trouver dans tout un royaume deux ou trois vrais amis d'une sagesse & d'une bonté constante, trouve bientôt par eux d'autres personnes qui leur ressemblent pour remplir les places inférieures. Par les bons auxquels on se confie, on apprend ce qu'on ne peut pas discerner par soi-même dans les autres sujets.

Mais faut-il, disoit Télémaque, se servir des méchans quand ils sont habiles, comme je l'ai oui dire tant de fois ? On est souvent, répondit Mentor, dans la nécessité de s'en servir. Dans une nation agitée & en désordre, on trouve des gens injustes & artificieux qui sont déjà en autorité; ils ont des emplois importants qu'on ne peut leur ôter; ils ont acquis la confiance de certaines personnes puissantes qu'on a besoin de ménager : il faut les ménager eux-mêmes, ces hommes scélérats, parce qu'on les craint & qu'ils peuvent bouleverser tout; il faut bien s'en servir pour un temps; mais il faut aussi avoir en vue de les rendre peu à peu inutiles. Pour la vraie & intime confiance, gardez-vous bien de la leur donner; car ils peuvent en abuser & vous tenir ensuite malgré vous par votre secret; chaîne plus difficile à rompre que toutes les chaînes de fer. Servez-vous d'eux pour des négociations passagères, traitez-les bien, engagez-les par leurs passions mêmes à vous être fideles, car vous ne les tiendrez que par là, mais ne les mettez point dans vos délibérations les plus secrètes. Ayez toujours un ressort prêt pour les remuer à votre gré; mais ne leur donnez jamais la clef de votre cœur ni de vos affaires. Quand votre Etat devient paisible, réglé, conduit par des hommes sages & droits, dont vous êtes sûr, peu à peu les méchans, dont vous étiez contraint de vous servir vous deviennent inutiles. Alors il ne faut pas cesser de les bien traiter, car il n'est jamais permis d'être ingrat, même pour les méchans : mais en les traitant bien, il faut tâcher de les rendre bons. Il est nécessaire de tolérer en eux certains défauts qu'on pardonne à l'humanité; il faut néanmoins relever peu à peu l'autorité & réprimer les maux qu'ils feroient ouvertement, si on les laissoit faire. Après tout, c'est un mal que le bien se fasse par les méchans, & quoique ce mal soit souvent inévitable, il faut tendre néanmoins peu à peu à le faire cesser. Un prince sage qui ne voudra que le bon ordre & la justice, parviendra avec le temps à se passer des hommes corrompus & trompeurs; il en trouvera assez de bons qui auront une habileté suffisante.

Mais ce n'est pas assez de trouver de bons sujets dans une nation, il est nécessaire d'en former de nouveaux. Ce doit être, répondit Télémaque, un grand embarras. Point du tout, reprit Mentor, l'application que vous avez à chercher les hommes vertueux pour les élever, excite & anime tous ceux qui ont du talent & du courage; chacun fait des efforts. Combien y a-t-il d'hommes qui languissent dans une oisiveté obscure, & qui deviendroient de grands hommes, si l'émulation & l'espérance du succès les animoit au travail ? Combien y a-t-il d'hommes que la misère & l'impuis-

sance de s'élever par la vertu, tentent de s'élever par le crime? Si donc vous attachez les récompenses & les honneurs au génie & à la vertu, combien de sujets se formeront d'eux-mêmes? Mais combien en formerez-vous, en les faisant monter de degrés en degrés, depuis les derniers emplois jusqu'aux premiers? Vous exercerez leurs talens, vous éprouverez l'étendue de leur esprit & la sincérité de leur vertu. Les hommes qui parviendront aux plus hautes places, auront été nourris sous vos yeux dans les inférieures. Vous les aurez suivis toute votre vie de degré en degré. Vous jugerez d'eux, non par les paroles, mais par toute la suite de leurs actions.

Pendant que Mentor instruisoit ainsi Télémaque dans l'art de régner, tout-à-coup le vent cesse, la mer reste immobile, & le vaisseau est contraint de relâcher auprès d'une île déserte, où un vaisseau Phéacien l'avoit déjà précédé. Les Salentins mettent pied à terre. Télémaque apperçoit parmi les Phéaciens un homme qui avoit un air majestueux, mais triste & abattu. Il s'approche & lui demande s'il n'a point vu Ulysse, roi d'Ithaque, dans la maison du roi Alcinoüs. Cet inconnu lui répondit, qu'Ulysse a été favorablement reçu chez le roi Alcinoüs, mais qu'il est parti pour revoir Ithaque, si les dieux apaisés souffrent enfin, ajoute-t-il, que jamais il puisse saluer ses dieux pénates. A ces mots, l'étranger s'éloigne, & s'enfonce dans un petit bois, situé sur le haut d'un rocher. Là il regardoit tristement la mer, fuyoit les hommes qu'il appercevoit, & paroissoit profondément affligé de ne pouvoir partir.

La vue de cet homme & ses discours avoient affecté vivement le cœur de Télémaque. Plus il le regardoit, plus il étoit ému. Le vent s'élève; l'inconnu se rembarque avec empressement & fait hâter le départ. Une impression secrète de douleur saisit le cœur de Télémaque. Il s'afflige, sans savoir pourquoi. Les larmes coulent de ses yeux, & rien ne lui est si doux que de pleurer.

Mais Mentor lui apprend que l'inconnu qui lui cause une si vive émotion est Ulysse lui-même, Ulysse, que la prudence oblige à ne point se découvrir pour éviter les embûches & pour tromper la perfidie des amans de l'énélope. Il va tout droit à Ithaque, dit-il, djà il est bien près du port & il revoit enfin ces lieux si long-temps désirés. Vos yeux l'ont vu comme on vous l'avoit prédit autrefois, mais sans le connoître. Bientôt vous le verrez, vous le connoîtrez, & il vous connoitra.

Cependant les Salentins, loin de profiter du vent favorable, étoient couchés sur le rivage & plongés dans un profond sommeil. Minerve, toujours cachée sous les traits de Mentor, veut que Télémaque offre sur ce même rivage un sacrifice à la divinité qui l'a protégé si efficacement. Télémaque obéit, l'encens fume, le sang des victimes coule. Ensuite Mentor conduit le fils d'Ulysse dans un petit bois peu éloigné. Là il apperçoit tout-à-coup que le visage de son ami prend une nouvelle forme. Les rides

de son front s'effacent comme les ombres dispaçoissent quand l'aurore de ses doigts de rose ouvre les portes de l'horizon. Ses yeux creux & austères se changent en des yeux bleus d'une douceur céleste, & pleins d'une flamme divine. Sa barbe grise & négligée dispaçoit. Des traits nobles & fiers, mêlés de douceur & de grace se montrent aux yeux de Télémaque ébloui. Il reconnoît un visage de femme avec un teint plus uni qu'une tendre fleur nouvellement éclosé au soleil. On y voit la blancheur des lys, mêlée de roses naissantes. Sur ce visage fleurit une éternelle jeunesse, avec une majesté simple & négligée. Une odeur d'ambrosie se répand sur ses cheveux flottans. Ses habits éclatent comme les vives couleurs dont le soleil, en se levant, peint les sombres voûtes du ciel, & les nuages qu'il vient dorer. Cette divinité ne touche pas du pied à terre : elle coule légèrement dans l'air comme un oiseau le fend de ses ailes. Elle tient dans sa puissante main une lance brillante, capable de faire trembler les villes les plus guerrières. Mars même en seroit effrayé. Sa voix est douce & modeste, mais forte & insinuante. Toutes ses paroles sont des traits de feu qui pressent le cœur de Télémaque & qui lui font ressentir je ne sais quelle douceur délicieuse. Sur son casque paroît l'oiseau triste d'Athènes, & sur sa poitrine brille la redoutable égide. A ces marques Télémaque reconnoît Minerve.

Télémaque, ébloui, transporté, hors de lui-même, peut à peine articuler quelques paroles. La présence de la divinité l'accable; elle lui dérobe l'usage de la voix. Minerve lui apprend ce qu'elle a daigné faire pour contribuer à sa perfection, lui rappelle, en peu de mots, les leçons qu'elle lui a données; lui en trace d'autres pour l'avenir; l'exhorte à prendre Ulysse pour modèle, à n'être que le premier & le meilleur de ses sujets, à faire leur bonheur quand il sera leur souverain. Elle lui annonce enfin qu'Ulysse lui donnera Antiope pour épouse, & qu'il sera heureux avec elle pour avoir encore moins cherché en elle la beauté que le mérite & la vertu. Minerve à ces mots s'enveloppe d'un nuage & dispaçoit aux yeux de Télémaque. Il se prosterne, leve les mains au ciel, court éveiller les Salentins, s'embarque, arrive à Ithaque, & reconnoît son père chez le fidele Eumènes, intendant des troupeaux d'Ulysse.

Nous terminerons cette analyse par quelques-unes des dernières leçons de Mentor à Télémaque.

Les malheurs, lui dit-il, rendent les princes modérés & sensibles aux peines des autres. Quand ils n'ont jamais goûté que le doux poison des prospérités, ils se croient des dieux; ils veulent que les montagnes s'applanissent pour les contenter; ils comptent pour rien les hommes; ils veulent se jouer de la nature entière. Quand ils entendent parler des souffrances, ils ne savent ce que c'est; c'est un songe pour eux: ils n'ont jamais vu la distance du bien & du mal; l'infortune seule peut leur donner l'humanité & changer leur cœur de rocher en un cœur humain. Alors ils

sentent qu'ils sont hommes & qu'ils doivent ménager les autres hommes qui leur ressemblent. Si un inconnu vous fait tant de pitié parce qu'il est errant sur ce rivage, combien devrez-vous avoir plus de compassion pour le peuple d'Ithaque, lorsque vous le verrez un jour souffrir. Ce peuple, que les dieux vous auront confié, comme on confie un troupeau à un berger, sera peut-être malheureux par votre ambition, ou par votre faste, ou par votre imprudence; car les peuples ne souffrent que par les fautes des rois, qui devroient veiller pour les empêcher de souffrir.

Pendant que Mentor parloit ainsi, Télémaque étoit plongé dans le chagrin, & il lui répondit enfin avec un peu d'émotion. Si toutes ces choses sont vraies, l'état d'un roi est bien malheureux; il est l'esclave de tous ceux auxquels il paroît commander, il est fait pour eux, il se doit tout entier à eux; il est chargé de tous leurs besoins; il est l'homme de tout le peuple, & de chacun en particulier: il faut qu'il s'accommode à leurs foiblesses, qu'il les corrige en pere, qu'il les rende sages & heureux. L'autorité qu'il paroît avoir n'est pas la sienne, il ne peut rien faire, ni pour sa gloire, ni pour son plaisir, son autorité est celle des loix; il faut qu'il leur obéisse pour en donner l'exemple à ses sujets. A proprement parler, il n'est le défenseur des loix que pour les faire régner; il faut qu'il veille & qu'il travaille pour les maintenir; il est l'homme le moins libre & le moins tranquille de son royaume. C'est un esclave, qui sacrifie son repos & sa liberté pour la liberté & la félicité publique.

Il est vrai, répondit Mentor, que le roi n'est roi que pour avoir soin de son peuple, comme un berger de son troupeau, ou comme un pere de sa famille. Mais trouvez-vous, mon cher Télémaque, qu'il soit malheureux d'avoir du bien à faire à tant de gens? Il corrige les méchants par des punitions, il encourage les bons par des récompenses, il représente les dieux en conduisant ainsi à la vertu tout le genre-humain. N'a-t-il pas assez de gloire à faire garder les loix? Celle de se mettre au-dessus des loix est une gloire fautive, qui n'inspire que de l'horreur & du mépris: s'il est méchant, il ne peut être que malheureux, car il ne sauroit trouver aucune paix dans les passions & dans sa vanité. S'il est bon, il doit goûter le plus pur & le plus solide de tous les plaisirs à travailler pour la vertu, & à attendre des dieux, une éternelle récompense.

Télémaque opposoit à ces raisons l'ingratitude des hommes. Quoi! disoit-il, prendre tant de peine pour se faire aimer des hommes qui ne vous aimeront peut-être jamais, & pour faire du bien à des méchants qui se serviront de vos bienfaits pour vous nuire? Mentor lui répondit patiemment: il faut compter sur l'ingratitude des hommes, & ne pas laisser de leur faire du bien; il faut les servir moins pour l'amour d'eux que pour l'amour des dieux qui l'ordonnent. Le bien qu'on fait n'est jamais perdu. Si les hommes l'oublient, les dieux s'en souviennent & le récompensent. De plus, si la multitude est ingrate, il y a toujours des hommes vertueux
qui

qui sont touchés de votre vertu. La multitude même, quoique changeante & capricieuse, ne laisse pas de faire tôt ou tard une espèce de justice à la véritable vertu : mais voulez-vous empêcher l'ingratitude des hommes ? Ne travaillez pas uniquement à les rendre puissans, riches, redoutables par les armes, heureux par les plaisirs : cette gloire, cette abondance, ces délices les corrompent, ils n'en seront que plus méchans, & par conséquent plus ingrats. C'est leur faire un présent funeste ; c'est leur offrir un poison délicieux. Mais appliquez-vous à redresser leurs mœurs, à leur inspirer la justice, la sincérité, la crainte des dieux, l'humanité, la fidélité, la modération, le déintéressement. En les rendant bons, vous les empêcherez d'être ingrats, vous leur donnerez le véritable bien, qui est la vertu : si elle est solide, elle les attachera toujours à celui qui la leur aura inspirée. Ainsi, en leur donnant les véritables biens, vous ferez du bien à vous-mêmes & vous n'aurez point à craindre leur ingratitude. Faut-il s'étonner que les hommes soient ingrats pour des princes qui ne les ont jamais portés qu'à l'injustice, qu'à l'ambition sans bornes, qu'à la jalousie contre leurs voisins, qu'à l'inhumanité, qu'à la hauteur, qu'à la mauvaise foi ? Le prince ne doit attendre d'eux que ce qu'il leur a appris à faire. Que si au contraire, il travailloit par ses exemples & par son autorité, à les rendre bons, il trouveroit le fruit de son travail dans leurs vertus, ou du moins il trouveroit dans la sienne & dans l'amitié des dieux, de quoi se consoler de tous les mécomptes.

T É M É R I T É, s. e.

ON nomme ainsi la hardiesse imprudente avec laquelle on s'expose à un danger réel avant que de connoître le risque que l'on court en faisant une telle démarche, avant que d'avoir pris aucune des précautions nécessaires pour se mettre à couvert des suites fâcheuses qu'elle peut avoir, & avant que d'avoir examiné si on étoit en état de réussir sans s'attirer plus de mal que de bien, & sans agir contre les règles respectables de la convenance morale & physique.

La Témérité peut être le caractère de nos jugemens, de nos discours & de nos actions.

Nos jugemens sont téméraires lorsque nous jugeons avant que de connoître & d'avoir examiné les objets de nos jugemens, lorsque nous tirons des conséquences avant que d'avoir vérifié les principes d'où elles découlent, & nous être assurés qu'elles en découlent réellement, lorsque nous jugeons sur des apparences qui peuvent accompagner toute autre circonstance que celle que nous supposons exister avec elles ; on nomme sur-tout *jugemens téméraires* ceux par lesquels, d'après quelques circon-

ces extérieures des actions des autres, nous jugeons qu'ils ont eu telles vues mauvaises en les faisant, telles intentions criminelles, & qu'ils se sont rendus coupables de telles actions répréhensibles, quoique ces circonstances extérieures ne soient point nécessairement liées à ces vues & à ces actions criminelles, que sans les avoir vues, nous supposons avoir eu lieu.

La Témérité accompagne nos discours, lorsque nous exprimons des jugemens téméraires, lorsque par eux nous manifestons des sentimens injurieux aux personnes dont nous parlons, d'un côté sans avoir des preuves suffisantes qu'ils les méritent, & de l'autre sans avoir le droit de les manifester à leur égard.

La Témérité caractérise nos actions, lorsque sans nécessité nous nous exposons à des dangers réels, ou que sans examen nous nous exposons à des dangers possibles, avant que de savoir quelles suites peuvent avoir nos actions, avant que d'avoir pris les précautions nécessaires pour nous mettre à couvert des maux qui pourroient résulter de nos démarches. Lorsque l'action est nécessaire & de devoir, il faut la faire, qu'il y ait du danger ou non : c'est à ne pas se laisser détourner de notre devoir par la considération du danger, que consiste le vrai courage ; mais alors même le vrai courage permet d'examiner quel est le danger, & de prendre contre lui toutes les précautions qui sont compatibles avec l'exécution de ce que nous sommes obligés de faire ; & dans le cas même du devoir, il y a de la Témérité à ne rien examiner avant que d'agir, & à mépriser des précautions requises par la prudence, & qu'on pouvoit prendre sans nuire à l'accomplissement parfait de notre devoir.

TÉMOIN, s. m. *Celui ou celle qui a vu ou entendu quelque chose & qui en fait le rapport.*

C'EST un point important dans la législation, de déterminer exactement les principes d'où dépendent la crédibilité des Témoins & la force des preuves du crime. Tout homme raisonnable, c'est-à-dire, dont les idées ont une certaine liaison entr'elles, & dont les sensations sont conformes à celles de ses semblables, peut rendre témoignage. Mais la croyance qui lui est due doit se mesurer sur l'intérêt qu'il a de dire, ou de ne pas dire la vérité.

Ce principe nous montre d'abord que c'est sur des motifs frivoles & puériles, que les loix n'admettent en témoignage, ni les femmes, à cause de leur faiblesse ; ni les condamnés, parce qu'ils sont morts civilement ; ni les personnes notées d'infamie, puisque, dans tous ces cas, des Témoins doivent être crus, lorsqu'ils n'ont aucun intérêt de mentir.

Parmi les abus du langage qui ont inépuisé si fortement sur les affaires de

ce monde, un des plus remarquables est celui qui a conduit les législateurs à déclarer nulle la déposition d'un coupable déjà condamné. Un tel homme est mort civilement, disent gravement des jurisconsultes sophistes, & un mort est incapable de toute action. On a sacrifié bien des victimes à cette vaine métaphore, & on a souvent & sérieusement contesté à la vérité le droit de l'emporter sur les formes judiciaires. Pourvu que les dépositions d'un coupable condamné ne retardent pas le cours de la justice, pourquoi ne pas accorder, même après la condamnation, aux intérêts de la vérité & à la situation terrible du malheureux, un peu de temps encore, afin qu'il puisse se justifier lui-même ou d'autres accusés, s'il peut apporter des preuves nouvelles qui changent la nature du fait? Les formes sont nécessaires dans l'administration de la justice, soit parce qu'elles ne laissent rien à l'arbitraire de la part du magistrat; soit parce qu'elles font comprendre au peuple que les jugemens ne sont point tumultueux & intéressés, mais réguliers; soit enfin parce que les sensations font des impressions plus fortes que les raisonnemens sur les hommes imitateurs & esclaves de l'habitude; & que la vérité souvent trop simple ou trop compliquée, a besoin de quelque pompe extérieure pour obtenir les respects d'un peuple ignorant; mais elles ne doivent jamais être fixées par les loix, de manière qu'elles puissent être funestes à l'innocence, sans quoi elles entraîneront les plus grands inconvéniens.

On peut donc admettre en témoignage toute personne qui n'a aucun intérêt de mentir. La crédibilité d'un Témoin est donc plus ou moins grande, à proportion de la haine ou de l'amitié qu'il porte à l'accusé, & des autres relations plus ou moins étroites qu'ils ont ensemble. Un seul Témoin ne suffit pas, parce que tant que l'accusé nie ce qu'un seul Témoin affirme, il n'y a rien de certain, & le droit que chacun a d'être cru innocent prévaut.

La crédibilité d'un Témoin est d'autant moindre, que le crime est plus atroce & moins vraisemblable. Les criminalistes ont un principe entièrement contraire. Voici leur axiome dicté par la plus cruelle imbécillité. *In atrocissimis leviores conjecturae sufficiunt, & licet judici jura transgredi.* Traduisons-le en langage vulgaire, & que les Européens y voyent une de ces maximes déraisonnables & en si grand nombre, auxquelles ils sont soumis presque sans le savoir. *Dans les délits les plus atroces, c'est-à-dire, les moins probables, les conjectures les plus légères suffisent contre l'accusé, & le juge peut s'écarter des loix.* Mais les absurdités pratiques de la législation sont souvent l'ouvrage de la crainte, source féconde des contradictions humaines. Les législateurs particuliers, c'est-à-dire, les jurisconsultes, dont l'autorité devient décisive après qu'ils sont morts, & qui d'écrivains intéressés, & dont les opinions étoient vénales, deviennent arbitres souverains du sort des hommes; les législateurs particuliers, dis-je, effrayés par la condamnation de quelque innocent, ont chargé la jurisprudence de forma-

lités inutiles, dont l'exacte observation feroit affeoir l'impunité de l'anarchie sur le trône de la justice : d'autre fois épouvantés par quelques crimes atroces & difficiles à prouver, ils ont cru devoir négliger les formes les plus nécessaires qu'ils avoient eux-mêmes établies. C'est ainsi que tantôt par un despotisme impatient, tantôt par une crainte puérile, ils ont transformé les jugemens, que les hommes devoient respecter, en une espece de jeu de hasard.

Cette maxime, que la crédibilité du Témoin est d'autant moindre, que le crime est plus atroce, ou les circonstances moins vraisemblables, trouve son application dans les accusations de magie, ou d'actions gratuitement cruelles. Dans le premier cas, il est plus probable qu'un nombre d'hommes calomnient, ou se trompent, par haine ou par ignorance, qu'il ne l'est qu'un homme exerce un pouvoir que Dieu a refusé à tout être créé. Dans le second cas, c'est-à-dire, lorsqu'on impute à un accusé une action gratuitement cruelle, la présomption est encore contre l'accusateur, parce que l'homme n'est pas cruel sans intérêt, sans motif de haine ou de crainte, &c. Il n'y a point dans le cœur humain de sentiment inutile & superflu; tous ceux qui l'agitent sont toujours le résultat des impressions faites sur ses sens.

La crédibilité d'un Témoin peut être quelquefois moindre, s'il est membre de quelque société particulière dont les coutumes & les maximes soient peu connues, ou différentes des usages & des principes communs; parce qu'un tel homme a non seulement ses propres passions, mais celles des autres.

Enfin la croyance due à un Témoin est presque nulle, quand il s'agit de discours dont on veut faire un crime, parce que le ton, le geste, tout ce qui précède, accompagne & suit les différentes idées que les hommes attachent aux paroles, altèrent & modifient les discours de telle manière, qu'il est presque impossible de les répéter, tels précisément qu'ils ont été tenus. Les actions violentes & telles que le sont les véritables délits, laissent des traces dans la multitude de leurs circonstances, & dans les effets qui en dérivent; & plus le nombre de ces effets & de ces circonstances allégués dans l'accusation est grand, plus l'accusé a de moyens de se justifier. Mais les discours ne laissent rien après eux, & ne subsistent que dans la mémoire des auditeurs, le plus souvent infidelle ou séduite. Il est donc infiniment plus facile de fonder une calomnie sur des paroles, que sur des actions.

Un seul Témoin ne fait pas preuve, *Testis unus Testis nullus*; mais l'écriture même veut que toute parole soit constatée par déclaration de deux ou trois Témoins, *in ore duorum vel trium Testium stabit omne verbum*.

En général toutes sortes de personnes peuvent être Témoins, soit en matière civile, ou en matière criminelle, à moins que la loi ou le juge ne leur ait interdit de porter témoignage.

Non-seulement les personnes publiques, mais aussi les personnes privées,

Personne ne peut être Témoin dans sa propre cause.

Le juge ni le commissaire, l'adjoint & le greffier ne peuvent être Témoins dans l'enquête qui se fait par-devant eux.

Les clercs, même les évêques peuvent déposer en une affaire de leur église, pourvu qu'ils ne soient pas parties, ni intéressés à l'affaire.

Les religieux peuvent aussi être Témoins, & peuvent être contraints même sans le consentement de leur supérieur à déposer, soit en matière civile ou criminelle; mais non pas dans des actes où l'on a la liberté de choisir d'autres Témoins, comme dans les contrats & testaments.

Les femmes peuvent porter témoignage en toute cause civile ou criminelle; mais on ne les prend pas pour Témoins dans les actes. Et dans les cas même où leur témoignage est reçu, on n'y ajoute pas tant de foi qu'à celui des hommes, parce qu'elles sont plus foibles, & faciles à se laisser séduire; en sorte que sur le témoignage de deux femmes seulement on ne doit pas condamner quelqu'un.

Le domestique ne peut pas être Témoin pour son maître, si ce n'est dans les cas nécessaires.

Celui qui est interdit de l'administration de son bien pour cause de prodigalité, peut néanmoins porter témoignage.

Les parens & alliés, jusqu'aux enfans des cousins issus de germains, ne peuvent porter témoignage pour leur parent, si ce n'est lorsqu'ils sont Témoins nécessaires.

On peut dans un même fait employer pour Témoins plusieurs personnes d'une même maison.

Ceux qui refusent de porter témoignage en justice, peuvent y être contraints par amende, & même par emprisonnement.

La justice ecclésiastique emploie même les censures pour obliger ceux qui ont connoissance de quelque délit, à venir à révélation.

Le mari peut déposer contre sa femme, & la femme contre son mari; mais on ne peut pas les y contraindre, si ce n'est pour crime de lèse-majesté.

Le pere & la mere, & autres ascendans, ne peuvent pareillement être contraints de déposer contre leurs enfans & petits-enfans, ni contre leurs bru & gendre, ni ceux-ci contre leur pere & mere, aïeux, beau-pere, belle-mere, ni les freres & sœurs l'un contre l'autre; on étend même cela aux beaux-freres & belles-sœurs, à cause de la grande proximité.

Les furieux & les imbécilles ne sont pas reçus à porter témoignage.

Les impuberes en sont aussi exclus jusqu'à l'âge de puberté.

T E M P L E. (WILLIAM ou GUILLAUME) *Négociateur
Anglois.*

WILLIAM TEMPLE étoit une créature du lord Arlington, qui étant secrétaire-d'Etat, & ayant la confiance du roi son maître, fit donner la résidence de Bruxelles à son ami. Ce fut par cet emploi qu'il entra dans les affaires, dont il acquit quelque connoissance sous les auspices de ce grand homme-d'Etat. Il passa de Bruxelles en Hollande, dans un temps, où l'invasion que les François avoient faite dans le Pays-Bas, sembloit rendre les intérêts de l'Angleterre & des Provinces-Unies inséparables. Lorsque M. Temple arriva à La Haye, il trouva le premier ministre disposé à écouter toutes les ouvertures qui pouvoient servir à faire arrêter le progrès des armes de France, & à recevoir avec joie les propositions qu'il y fit d'une nouvelle alliance. Elle fut proposée, négociée & conclue en quatre ou cinq jours : les députés de l'assemblée des Etats-généraux jugeant que dans cette conjoncture, où il étoit question de s'acquérir le roi d'Angleterre, on pouvoit bien passer par-dessus les formes & en user un peu cavalièrement. Temple travailla après cela à une triple alliance, où on fit entrer la Suede, & ensuite une alliance défensive particuliere entre le roi son maître & ces provinces. Mais tous ces traités étoient à peine conclus, que le roi de la Grande-Bretagne, prenant de nouveaux engagements avec celui de France, celle-ci fit révoquer Temple, qui demeura depuis ce temps-là sans emploi, jusques à ce que la paix étant faite entre l'Angleterre & les Provinces-Unies, en l'an 1674, le lord Arlington, qui lui continuoit sa protection, le fit renvoyer à La Haye, comme ambassadeur extraordinaire, & ensuite à Nimegue avec la qualité d'ambassadeur plénipotentiaire pour la paix générale. Il y resta environ un an, au bout duquel il eut ordre ou permission de se retirer en Angleterre. Les *Remarques* qu'il a faites sur l'état des Provinces-Unies, & quelques autres pieces, qu'il n'a communiquées qu'à ses amis, font connoître que c'est un ministre, qui a de très-grandes parties, & qui est capable de servir le roi son maître, en des emplois de cette nature. Il a publié ses remarques après sa premiere ambassade ; on espéroit les voir augmentées & rectifiées en quelques endroits après la seconde. Je ne sais si elles l'ont été.

Outre ses remarques sur l'état des Provinces-Unies des Pays-Bas, nous avons de lui plusieurs volumes de lettres écrites durant ses ambassades & des *Memoires* de ce qui s'est passé dans la chrétienté, depuis le commencement de la guerre de 1672, jusqu'à la paix conclue en 1679. Tous ces ouvrages sont en anglois. Ce dernier renferme bien des choses particulieres & curieuses. Temple y parle d'une prenuere partie qui finit à l'an 1671,

mais qui n'a jamais vu le jour. Nous apprenons par la préface de Jonathan Swift, qui est à la tête de la troisième, que l'auteur avoit jeté au feu cette première partie, parce qu'il s'étoit brouillé avec le comte d'Arlington, qui y jouoit un rôle honorable.

T E M P S , s. m.

Emploi du Temps.

SI une fois on admet que l'homme est créé & placé sur cette terre, pour y travailler pendant le séjour qu'il y fait, à sa perfection, & que le degré de son bonheur à venir dépendra de celui de la perfection qu'il aura acquise dans ce premier période de temps qui est pour lui comme un temps d'apprentissage; il suit qu'il est tenu 1°. par son devoir, c'est-à-dire par une suite de ses relations avec son créateur, à faire tout l'usage possible de tous les instans de son existence présente, pour perfectionner chacune de ses facultés. 2°. Par son propre intérêt à pousser aussi loin qu'il le peut, ses progrès vers cette perfection qui décidera du degré de perfection & de bonheur qui caractériseront son état dans la vie à venir. Cet emploi du Temps dont notre devoir & notre intérêt nous imposent l'obligation, consiste d'un côté à ne point passer d'instans inutilement, & de l'autre à les employer tous de la manière la plus avantageuse aux progrès vers la perfection de nos facultés. Que sera le jeune homme si son enfance a été consacrée à endormir les talens faute d'exercice, ou à contracter des vices qu'il lui faudra combattre ensuite? Que sera l'âge mûr, si la jeunesse s'est passée dans l'oisiveté à l'égard du bien, ou dans les actes qui donnent l'habitude du mal? L'esprit sans lumières acquises par l'étude & l'expérience, la raison sans droiture, sans justesse, acquises par l'examen, la réflexion & le raisonnement; le cœur sans probité, sans bonté, sans goût de préférence efficace pour le bien, acquis par la pratique de la vertu, & par l'habitude de consulter la conscience; une jeunesse passée dans le dérèglement & l'oisiveté conduit à un âge mûr inutile & sans capacité, qui est suivi d'une vieillesse méprisable, & à charge à soi-même & aux autres; la mort alors est la fin d'un Temps destiné à un apprentissage essentiel, mais qui a été consacré à ce qui ne pouvoit servir qu'à nuire au succès du seul ouvrage que nous avons à faire; la porte de la félicité est fermée à celui qui atteint la fin de ses jours sans en avoir fait usage, ou bien ce bonheur est reculé d'autant que notre négligence à employer le Temps de notre vie, a retardé les progrès que nous avons à faire.

Pour les affaires même de la vie présente, le non-emploi ou le mauvais emploi du Temps est toujours extrêmement nuisible, les jours se passent

sans qu'on en tienne compte ; on parvient au moment d'agir , & notre négligence le voit arriver sans que nous nous soyons mis en état d'exécuter rien de ce à quoi nous étions appelés ; nous arrivons toujours trop tard.

Quel cas faire dans la société de ces gens oisifs qui ne s'emploient à rien ? poids inutiles à la terre, ils n'y servent que comme des gouffres dans lesquels on jeteroit tout ce qu'ils dépensent pour leur entretien & leurs plaisirs.

La philosophie morale & la religion nous apprennent que le Temps nous est donné pour l'employer à notre perfection , & à celle de nos semblables ; elles se réunissent pour nous en faire un devoir , elles nous offrent mille réflexions sur le peu de durée de ce Temps qui nous est donné , sur la rapidité de sa course , sur l'importance de son emploi ; mais ces réflexions acquièrent encore plus de force , d'éclat , d'agrément & de coloris , quand elles sont revêtues des charmes de la poésie ; c'est ce qu'a fait voir M. Thomas , dans une ode qui a remporté le prix de l'académie françoise en 1762. Sa beauté nous engage à la transcrire ici toute entière , pour être un monument durable à la gloire de l'auteur.

*Le compas d'Uranie a mesuré l'espace.
O Temps , être inconnu que l'ame seule embrasse ,
Invincible torrent des siècles & des jours ,
Tandis que ton pouvoir m'entraîne dans la tombe ,
Pose , avant que j'y tombe ,
M'arrêter un moment pour contempler ton cours.
Qui me dévoilera l'instant qui t'a vu naître ?
Quel œil peut remonter aux sources de ton être ?
Sans doute ton berceau touche à l'éternité.
Quand rien n'étoit encore , enseveli dans l'ombre
De cet abîme sombre ,
Ton germe y reposoit , mais sans activité.
Du cahos tout-à-coup les portes s'ébranlerent ;
Des soleils allumés les feux étincelerent ,
Tu naquis ; l'éternel te prescrivit sa loi.
Il dit au mouvement , du Temps sois la mesure.
Il dit à la nature ,
Le Temps sera pour vous , l'éternité pour moi.
Dieu , telle est ton essence : oui , l'océan des âges
Roule au-dessous de toi sur tes freles ouvrages ,
Mais il n'approche pas de ton trône immortel.
Des millions de jours qui l'un l'autre s'effacent ,
Des siècles qui s'entassent
Sont comme le néant aux yeux de l'Eternel.*

Mais

Mais moi, sur cet amas de fange & de poussière
 Envain contre le Temps, je cherche une barrière ;
 Son vol impétueux me presse & me poursuit ;
 Je n'occupe qu'un point de la vaste étendue ;
 Et mon ame éperdue

Sous mes pas chancelans, voit ce point qui s'enfuit.
 De la destruction tout m'offre des images.
 Mon œil épouvanté ne voit que des ravages ;
 Ici de vieux tombeaux que la mousse a couverts ;
 Là des murs abattus, des colonnes brisées,

Des villes embrasées,
 Par-tout les pas du Temps empreints sur l'univers.
 Cieux, terres, élémens, tout est sous sa puissance :
 Mais tandis que sa main, dans la nuit du silence,
 Du fragile univers sape les fondemens ;
 Sur des ailes de feu loin du monde élancée,

Mon active pensée
 Plane sur les débris entassés par le Temps.
 Siècles qui n'êtes plus, & vous qui devez naître,
 Posez-vous appeler ; hâtez-vous de paraître :
 Au moment où je suis, venez vous réunir.
 Je parcours tous les points de l'immense durée,
 D'une marche assurée ;

J'enchaîne le présent, je vis dans l'avenir.
 Le soleil épuisé dans sa brûlante course
 De ses feux, par degrés, verra tarir la source ;
 Et des mondes vieillis les ressorts s'useront.
 Ainsi que les rochers qui du haut des montagnes

Roulent dans les campagnes,
 Les astres l'un sur l'autre un jour s'écrouleront.
 Là de l'éternité commencera l'empire ;
 Et dans cet océan, où tout va se détruire,
 Le Temps s'engloutira comme un foible ruisseau.
 Mais mon ame immortelle aux siècles échappée

Ne sera point frappée,
 Et des mondes brisés foulera le tombeau.
 Des vastes mers, grand Dieu, tu fixas les limites,
 C'est ainsi que des Temps les bornes sont prescrites.
 Quel sera ce moment de l'éternelle nuit ?
 Toi seul tu le connois ; tu lui diras d'éclorre ;

Mais l'univers l'ignore ;
 Ce n'est qu'en périssant qu'il en doit être instruit.
 Quand l'airain frémissant autour de vos demeures,

Mortels , vous avertit de la fuite des heures ,
 Que ce signal terrible épouvante vos sens.
 A ce bruit tout-à-coup mon ame se réveille ,
 Elle prête l'oreille ,
 Et croit de la mort même entendre les accens.
 Trop aveugles humains , quelle erreur vous enivre !
 Vous n'avez qu'un instant pour penser & pour vivre ,
 Et cet instant qui fuit est pour vous un fardeau.
 Avare de ses biens , prodigue de son être ,
 Dès qu'il peut se connoître ,
 L'homme appelle la mort & creuse son tombeau.
 L'un courbé sous cent ans est mort dès sa naissance ,
 L'autre engage à prix d'or sa vénale existence ;
 Celui-ci la tourmente à de pénibles jeux ;
 Le riche se délivre au prix de sa fortune
 Du Temps qui l'importune ;
 C'est en ne vivant pas que l'on croit vivre heureux.
 Abjurez , ô mortels , cette erreur insensée.
 L'homme vit par son ame , & l'ame est la pensée.
 C'est elle qui pour vous doit mesurer le Temps.
 Cultivez la sagesse : apprenez l'art suprême
 De vivre avec soi-même ,
 Vous pourrez sans effroi compter tous vos instans.
 Si je devois un jour pour de viles richesses
 Vendre ma liberté , descendre à des bassesses ;
 Si mon cœur par mes sens devoit être amolli ;
 O Temps , je te dirois , préviens ma dernière heure ;
 Hâte-toi , que je meure !
 J'aime mieux n'être pas , que de vivre avili.
 Mais si de la vertu les généreuses flâmes
 Peuvent de mes écrits passer dans quelques ames ;
 Si je puis d'un ami soulager les douleurs ;
 S'il est des malheureux dont l'obscur innocence
 Languisse sans défense ,
 Et dont ma foible main doive essuyer les pleurs.
 O Temps , suspens ton vol , respecte ma jeunesse ,
 Que ma mere long-temps témoin de ma tendresse ,
 Reçoive mes tributs de respect & d'amour !
 Et vous , gloire , vertu , déesses immortelles ,
 Que vos brillantes aîles
 Sur mes cheveux blanchis se reposent un jour.

T E S T, f. m. *Serment du Test.*

TEST signifie *témoignage*, & le serment du Test en Angleterre, est le serment de témoignage ou d'épreuve de la religion que l'on professe. Il sert donc à distinguer les anglicans des catholiques. C'est une protestation ou déclaration publique sur certains chefs de religion & de gouvernement que les rois & les parlemens ont ordonné de faire à ceux qui prétendoient aux dignités de l'église anglicane ou aux charges du royaume. On y a joint des loix pénales contre les ecclésiastiques, les seigneurs du parlement, les commandans & officiers qui refulent de prêter le serment conformément à ces Tests, dont voici les principaux formulaires.

Test des ecclésiastiques.

» **J**E N. déclare ici sans dissimulation que j'approuve & consens, soit en
 » général, soit en particulier, à tout ce qui est compris dans le livre
 » intitulé, *le livre des communes prières, de l'administration des sacre-*
 » *mens, & autres exercices & cérémonies de l'église, suivant l'usage de*
 » *l'église anglicane.* »

Loi pénale.

» **C**ELUI qui sera en demeure de faire cette déclaration, sera entière-
 » ment déchu de toute promotion ecclésiastique. Tous les doyens, cha-
 » noines, prébendaires, maîtres, chefs, professeurs, &c. ne seront point
 » admis à leur emploi, qu'ils n'ayent fait cette protestation. »

Test du serment de suprématie.

» **J**E N. confesse & déclare pleinement convaincu en ma conscience, que
 » le roi est le seul souverain de ce royaume & de toutes les puissances &
 » seigneuries, aussi-bien dans les choses spirituelles & ecclésiastiques que
 » temporelles, & qu'aucun prince étranger, prélat, Etat ou puissance n'a
 » & ne peut avoir nulle juridiction ni prééminence dans les choses ec-
 » clésiastiques ou spirituelles de ce royaume. »

Loi pénale.

» **P**ERSONNE ne pourra être reçu à aucune charge ou emploi, soit pour
 » le spirituel, soit pour le temporel : il ne sera non plus admis à aucun
 » ordre ou degré du doctorat, qu'il n'ait prêté ce serment, à peine de
 » privation dudit office ou emploi. »

Henri VIII, après sa séparation d'avec l'église romaine, imposa la nécessité de ces Tests, dont les formules varient à quelques égards sous les regnes d'Edouard VI, d'Elisabeth, de Jacques I & de Charles I. En 1662 Charles II révoqua les Tests, & accorda la liberté de conscience : ce qu'il renouvela en 1669 & 1672. Jacques II, qui lui succéda, en usa de même ; mais après la révolution qui détrôna ce prince, le Test fut rétabli, & on le prête encore aujourd'hui. En 1673 le parlement dressa un nouveau Test, par lequel tous ceux qui entreroient dans quelque charge publique, ou qui en seroient revêtus, rejetteroient par serment le dogme de la transubstantiation, sous peine d'exclusion desdites charges. On augmenta, en 1678, ce Test dont la formule étoit conçue en ces termes :

» Moi N. j'atteste, justifie & déclare solennellement & sincèrement en
 » la présence de Dieu, que je crois que dans le sacrement de la cene du
 » seigneur il n'y a aucune transubstantiation des élémens du pain & du vin
 » dans le corps & le sang de Jesus-Christ, dans & après la consécration
 » faite par quelque personne que ce soit, & que l'invocation ou adoration
 » de la Vierge Marie ou tout autre saint, & le sacrifice de la messe, de
 » la maniere qu'ils sont en usage à présent dans l'église de Rome, est
 » superstition & idolâtrie. »

On déclare ensuite que ce serment est fait sans aucune réticence, c'est-à-dire sans aucune restriction mentale.

TESTAMENT, s. m. *Déclaration que fait quelqu'un de ce qu'il veut être exécuté après sa mort.*

L'USAGE des Testamens est fort ancien, on l'a même fait remonter jusqu'au temps des premiers patriarches, & nous avons un recueil de leurs Testamens, mais que les critiques ont justement regardé comme apocryphes.

Eusebe & après lui Cédrenus rapportent que Noé, suivant l'ordre de Dieu, fit son Testament, par lequel il partagea la terre à ses trois fils ; qu'après avoir déclaré à ses enfans ce partage, il dressa un écrit qu'il scella & remit à Sem, lorsqu'il se sentit proche de sa fin.

Ainsi l'origine des Testamens doit être rapportée au droit naturel des gens, & non au droit civil ; puisqu'ils se pratiquoient dès le temps que les hommes n'avoient encore d'autre loi que celle de la nature, on doit seulement rapporter au droit civil les formalités & les regles des Testamens.

Il est certain, suivant les livres sacrés, que l'usage des Testamens avoit lieu chez les Hébreux long-temps avant la loi de Moyse.

En effet, Abraham, avant qu'il eût un fils, se proposoit de faire son héritier le fils d'Eléazar son intendant. Ce même patriarche donna dans la suite tous ses biens à Isaac, & fit seulement des legs particuliers aux enfans de

ses concubines. Il est aussi parlé de legs & d'hérédité dans le prophète Ezéchiel. Isaac donna sa bénédiction à Jacob, & lui laissa ses possessions les plus fertiles, & ne voulut point révoquer cette disposition, quoiqu'il en fût vivement sollicité par Elau. Jacob régla pareillement l'ordre de succéder entre ses enfans; il donna à Joseph la double part qui appartenait à l'aîné, quoique Joseph ne le fût pas.

Les Hébreux avoient donc l'usage des Testamens, ils étoient même assujettis à certaines règles; ils ne pouvoient pas tester pendant la nuit : ceux qui avoient des enfans avoient toute liberté de disposer entr'eux, ils pouvoient même faire des legs à des étrangers; mais après l'année du jubilé, les immeubles légués devoient revenir aux enfans du testateur, ou à leurs héritiers.

Les Egyptiens apprirent l'usage des Testamens de leurs ancêtres, descendans de Cham, ou, en tout cas, des Hébreux qui demeurèrent en Egypte cent dix ans.

Les législateurs Grecs qui avoient voyagé en Egypte, en emprunterent les meilleures loix : aussi voit-on l'usage des Testamens reçu à Lacédémone, à Athenes, & dans les autres villes de Grece.

Les Romains emprunterent à leur tour des Grecs de quoi former la loi des douze tables qui autorise des Testamens. Il paroît même par ce que dit Tite-Live du legs que Procas avoit fait à son neveu du royaume d'Albe, que les Testamens étoient usités à Rome dès sa fondation.

Toutes les autres nations policées ont aussi reçu l'usage des Testamens, soit que les Romains l'y eussent introduit, ou qu'il y fût déjà connu auparavant.

Dans les Gaules en particulier, les Testamens étoient en usage, ainsi qu'on l'apprend de Marculphe, Grégoire de Tours & des capitulaires.

Il n'y avoit d'abord chez les Romains que deux sortes de Testamens; celui appelé *calatis comitiis*, qui se faisoit en temps de paix dans les comices; & celui qu'on appelloit *in procinctu*, que faisoient les soldats prêts à partir pour quelque expédition militaire.

Dans la suite, ces deux sortes de Testamens étant tombés en désuétude, on introduisit une troisième forme, appelée *per æs & libram*, qui étoit une vente fictive de la succession à l'héritier futur.

Les inconvéniens que l'on trouva dans ces ventes imaginaires firent encore changer la forme des Testamens; & le préteur en introduisit une autre, savoir que le Testament seroit revêtu du sceau de sept témoins.

Les empereurs ayant augmenté les solemnités de ces Testamens, on les appella Testamens écrits ou solemnels, pour les distinguer des Testamens nuncupatifs que l'on pouvoit faire sans écrit.

On introduisit aussi le Testament militaire en faveur des soldats qui étoient occupés à quelque expédition militaire.

Les Testamens des peres entre leurs enfans, les Testamens rustiques,

c'est-à-dire, faits par les personnes qui étoient aux champs, & ceux qui étoient en faveur de la cause pie furent aussi dispensés de certaines formalités.

Le pouvoir de disposer de ses biens par un Testament est une suite naturelle du droit de propriété, & de l'ordre de la société. Car 1°. tout le monde tombe d'accord que chacun peut entre-vifs, & comme de main à la main, transférer à autrui, ou absolument, ou sous de certaines conditions, le droit de propriété qu'il a sur ses biens. Et si cela est, pourquoi ne seroit-il pas permis de le transférer en cas de mort? 2°. La destination qu'un propriétaire fait de ses biens à son héritier, lui acquiert donc quelque droit, du vivant même du testateur; & si celui-ci persévère dans ces mêmes intentions jusqu'à sa mort, & que l'héritier l'accepte, le transport de propriété devient parfait; & personne ne pourroit sans injustice s'emparer des biens du défunt au préjudice de l'héritier. 3°. Si les biens d'un chacun demeuroient après sa mort au premier occupant, & pour ainsi dire au pillage; ce seroit une source de désordres, de querelles, & d'inconvéniens. On verroit souvent des enfans, ou d'autres personnes, à la subsistance desquelles le défunt étoit tenu de pourvoir par quelque obligation naturelle, privés de ce qu'il leur destinoit, après l'avoir acquis par son travail, & conservé par ses soins.

Enfin si un propriétaire, comme tel, a droit de disposer de ses biens comme il le juge à propos, pendant sa vie; je dis, qu'il doit jouir du même droit, en tant que propriétaire, à sa mort, car il dispose de ses biens en vie, parce qu'il en est le maître : or il est aussi maître de son bien quelques minutes avant sa mort. En effet, il peut très-bien arriver qu'un propriétaire, disposant de quelque partie de ses biens, lorsqu'il pense le moins de mourir, est saisi tout-à-coup d'une maladie mortelle, qui l'emporte quelques minutes après la donation faite. Dira-t-on que cette donation n'est valable que par les loix civiles? Toute la différence du cas que nous venons de rapporter d'avec celui d'un testateur, c'est que celui-ci est presque sûr de sa mort prochaine; au lieu que l'autre n'y pense point. Or être sûr de sa mort prochaine, ou se la figurer éloignée, ce sont des circonstances qui ne doivent ni donner, ni ôter aux hommes un droit naturel. La raison alléguée par Puffendorf, que les morts n'ayant plus de part aux affaires de ce monde, il n'étoit pas nécessaire que l'établissement de la propriété s'étendit jusqu'à donner au propriétaire un pouvoir de choisir qui bon lui sembleroit succéder aux biens qu'il laisse en mourant; cette raison, dis-je, est trop foible pour nous faire penser comme ce grand jurisconsulte. Car, d'abord le mourant est aussi-bien maître de son bien que s'il jouissoit d'une santé parfaite; & c'est en cette qualité que le droit naturel lui accorde le pouvoir de disposer de ses biens à sa volonté. D'ailleurs, si la raison de Puffendorf avoit quelque force, elle devroit refuser aussi le pouvoir de faire des donations entre-vifs aux hommes, & sur-tout aux vieillards; car

tous les hommes à la fin doivent mourir, & les vieillards plutôt que les autres, & par conséquent tous étant par la mort dépouillés nécessairement des choses de ce monde, personne ne sauroit régler leur usage après lui.

C'est sur ces fondemens que la plupart des nations ont regardé la faculté de tester comme un droit naturel, & par lequel on se dédommageoit, en quelque sorte, de la nécessité où l'on est d'abandonner ses biens par la mort. Plutarque, après avoir dit que le législateur Solon permit aux Athéniens de faire un Testament, il ajoute que, par-là, il rendit chacun véritablement & pleinement maître de son bien. Quintilien pose en fait que la possession de nos biens nous pourroit être désagréable, si l'on n'a voit pas une entière liberté d'en disposer, & si, après avoir eu plein pouvoir d'en disposer pendant sa vie, on en étoit privé quand on meurt. C'est en vertu de ce droit naturel, qu'Abraham avoit résolu, s'il fût mort sans enfans, de laisser son bien à Eléazar.

On établit pour maxime dans le droit romain, qu'il n'y a rien que les hommes puissent exiger plus raisonnablement, que d'avoir la liberté de disposer de leurs biens pour la dernière fois, & que les autres doivent respecter cette disposition. *Nihil est enim quod magis hominibus debeatur quam ut supremæ voluntatis, postquam jam aliud velle non possunt, liber sit stilus, & licitum quod iterum non redit arbitrium.* L. I. C. de §§. Eccl. Lib. I. Tit. 2.

Il faut cependant remarquer que, quoique le pouvoir de tester soit une suite du droit de propriété, quoi qu'en dise Puffendorf, pour empêcher un nombre infini de fraudes qui peuvent se glisser dans les Testamens, & pour prévenir les grands démêlés auxquels l'avarice & le désir d'attraper une chose aussi aisée à acquérir qu'une bonne succession, auroit infailliblement donné lieu; les loix civiles ont, en divers lieux, réglé avec beaucoup de soin les formes & les formalités d'un Testament, en sorte qu'il n'y a rien sur quoi elles entrent dans un plus ample détail.

Le Testament renferme deux caractères essentiels qu'il faut distinguer. L'un, qu'il contient la disposition de tous les biens, & l'autre, que c'est une disposition à cause de mort qu'on peut révoquer.

Comme il est essentiel à un Testament qu'il contienne l'institution d'un héritier, & que l'héritier est le successeur universel de tous les biens dont il n'y a pas de dispositions particulières; tout Testament renferme la disposition de tous les biens, soit que le tout soit laissé à des héritiers, ou que d'autres y doivent avoir part. Ce qui ne change rien à la nature du Testament: & toutes les différentes dispositions qu'il peut contenir, ne sont qu'un seul acte qui contient le témoignage de ce que le testateur a voulu ordonner de tous les biens qui pourroient rester dans la succession.

Le Testament est une disposition à cause de mort, c'est-à-dire, faite dans la vue qu'à de la mort celui qui dispose des biens par un Testament, & dans le dessein que sa disposition n'aura son effet que quand il mourra;

car l'héritier n'a son droit que par cette mort. D'où il s'ensuit que le Testament n'ayant aucun effet jusqu'à la mort du testateur, il est toujours dans la liberté de le révoquer, ou y changer en en faisant un autre, ou de l'annéantir sans en faire d'autre en le supprimant. Ainsi, quand il se trouve plusieurs Testamens d'une même personne, c'est toujours le dernier seul qui doit subsister, à la réserve de ce que ce dernier Testament confirmeroit des dispositions des autres précédens.

Quoique le testateur ne nomme pas d'autre héritier que celui qui devoit lui succéder *ab intestat*; s'il accepte l'hérédité, il sera héritier testamentaire: & en cette qualité, tenu d'acquitter les legs, & toutes les charges du Testament. Car il n'a, qu'à ce titre, une hérédité que le testateur auroit pu laisser à d'autres s'il l'avoit voulu.

Les dispositions à cause de mort, qui ne contiennent pas d'institution d'héritier, ne sont pas proprement des Testamens, mais des codiciles, ou des donations à cause de mort.

Il s'ensuit de la liberté que donnent les loix de disposer de ses biens par un Testament, que toutes les volontés d'un testateur, soit en ce qui regarde l'institution d'héritier, ou les autres dispositions particulières qu'il peut avoir faites, tiennent lieu de loix, & à l'héritier, s'il accepte l'hérédité, & aux légataires, s'ils reçoivent les legs; ce qui doit s'entendre sous cette réserve que le testateur n'ait rien ordonné de contraire aux loix & aux bonnes mœurs. Car de la part du testateur, ses dispositions ont l'autorité de la loi qui les a permises: & de la part de ceux qui reçoivent quelque bienfait par un Testament, l'acceptation qu'ils en font, les engage aux charges qu'il peut contenir, de même que s'ils avoient traité avec le testateur, lui, leur laissant ses biens sous les conditions & les charges qu'il a expliquées, & eux, acceptant les biens avec ces charges: & de même aussi que s'ils avoient traité avec les personnes envers qui le Testament peut les engager.

Comme les dispositions d'un Testament ont leur effet par la volonté du testateur qui tient lieu de loi, ce n'est que de cette volonté qu'elles ont leur force. Et si un testateur, au lieu de choisir & nommer lui-même son héritier, avoit dit dans son Testament qu'il vouloit avoir pour héritier celui qu'une personne qu'il nommeroit voudroit choisir & appeler à sa succession; cette restitution seroit vicieuse, & n'auroit point d'effet. Car elle manqueroit du caractère essentiel à un Testament de contenir la volonté propre du testateur, & non celle d'un autre. Et il seroit même contre l'équité que le choix d'un héritier dépendit d'autre que de celui qui doit disposer de ses biens; puisque d'une part le testateur pourroit être trompé par cette personne qui, après sa mort, pourroit abuser en plusieurs manières d'une telle disposition, & que d'ailleurs, l'héritier qui seroit choisi, tiendrait moins ce bienfait de la volonté vague du testateur, que du choix de celui qui auroit droit de nommer l'héritier.

Il n'y a que deux sortes de questions qui puissent naître des dispositions d'un Testament lorsqu'il est dans les formes, & doit subsister. L'une de celles où il s'agit de savoir si la disposition du testateur n'a rien de contraire aux loix : & l'autre, de celles où il s'agit de savoir quelle a été son intention. Car c'est cette intention qui doit servir de règle, si elle n'est pas contraire à la loi.

Comme l'héritier qui est nommé par un Testament doit être le successeur universel de tous les biens & de toutes les charges, un testateur ne peut instituer un héritier en termes qui bornent l'institution, ou à ne commencer d'avoir son effet que dans un certain temps après la mort du testateur, ou à cesser de l'avoir après un terme qu'il auroit prescrit. De sorte que dans le premier cas, la succession fût sans aucun héritier pendant tout ce temps, & que dans le second, il n'y eût plus d'héritier après ce terme expiré. Car il est essentiel à la qualité d'héritier, qu'il prenne la place du défunt après sa mort, & que l'hérédité ne demeure pas vacante & sans maître qui puisse en exercer les droits & acquitter les charges. Mais quoiqu'une telle disposition n'eût aucun effet, le Testament qui la contiendrait ne seroit pas nul par ce seul défaut, & l'héritier seroit réputé tel dès le temps de la mort du testateur & pour tout l'avenir, de même que si l'institution n'avoit pas été bornée de cette manière.

Quoique la nature du Testament & sa validité consiste en ce qu'il contient la volonté du testateur, & que ce soit par cette volonté qu'il doit avoir son effet; il ne l'a que lorsque l'héritier acceptant cette qualité, s'engage par-là à toutes les dispositions du testateur & à toutes les charges de l'hérédité.

Il y a des Testamens de diverses sortes, & qui sont distingués, non par l'essentiel de leur nature, qui est l'institution d'héritier commune à tous; mais par les différentes formalités que les loix ont établies pour l'usage des personnes qui veulent disposer de leurs biens, selon que ces formalités peuvent convenir ou à la qualité de la personne, ou aux circonstances de l'état où elle se trouve, comme on le verra par ce qui suit.

Pour ce qui regarde les personnes des testateurs, on peut faire une première distinction des Testamens que peuvent faire ceux que quelques infirmités rendent incapables de certaines manières dont les autres personnes peuvent tester. Ainsi les aveugles, les sourds, les muets, ne sauroient faire leurs Testamens que dans les formes qui peuvent leur convenir.

Par cette même vue de la différence des testateurs, on doit distinguer aussi les Testamens que font les officiers de guerre & les soldats qui sont actuellement dans les fonctions militaires, occupés de sorte qu'ils ne pourroient observer les formalités que les loix prescrivent pour les Testamens. Car elles dispensent ceux qui sont dans cet état des formalités qui leur sont impossibles, & facilitent leurs dispositions.

Comme un testateur peut souhaiter raisonnablement que ses dispositions

demeurent secretes jusqu'après sa mort ; il peut faire un Testament clos & secret.

De quelque maniere que soit fait un Testament, le testateur peut, si bon lui semble, ou n'en faire qu'un original, ou en faire deux ou plusieurs, pour conserver plus surement ses dispositions, les déposant en divers endroits, ou pour en avoir un original en sa puissance, & en déposer un autre en d'autres mains.

Il y a deux choses à considérer dans un Testament pour en reconnoître la validité & l'effet qu'il peut avoir. L'une est de savoir si celui qui a fait un Testament en avoit le pouvoir, & si les personnes en faveur de qui le testateur a disposé, sont capables de recevoir ce qui leur est donné. L'autre, de savoir si le Testament est fait dans les formes.

Pour connoître quelles sont les personnes qui ont le pouvoir de tester ou de recevoir quelque libéralité par un Testament, il faut savoir qui sont ceux que les loix en rendent incapables. Car quiconque ne se trouvera dans aucune incapacité, pourra tous les deux.

On peut mettre pour la premiere cause d'incapacité de faire un Testament, le défaut de cet âge qu'on appelle la *puberté*, qui est de quatorze ans accomplis pour les garçons, & de douze de même accomplis pour les filles. Car ceux qui n'ont pas cet âge accompli ne peuvent tester. Et quand même celui qui auroit fait son Testament avant la puberté ne mourroit que long-temps après, de sorte qu'on pût dire qu'étant adulte & capable de tester, il l'eût approuvé, ne le changeant pas, ce testament nul dans son origine ne seroit pas validé par cette circonstance.

Les fils de famille, c'est-à-dire, ceux qui sont sous la puissance de leurs peres, n'ayant pas été émancipés, ne peuvent faire de Testament, si ce n'est de ces sortes de pécules qu'ils peuvent avoir en propre, & dont il a été parlé en son lieu.

Ceux qui sont dans la démence ne peuvent faire de testament, si ce n'est qu'ils ayent des intervalles de raison qui puissent suffire pour une telle disposition, & que le Testament soit commencé & accompli de toutes ses formes dans un intervalle où l'usage de la raison ait été parfaitement libre. Les infirmités de la vieillesse, & les maladies qui laissent la liberté de l'esprit, n'empêchent pas que ceux qui sont dans cet état ne puissent tester.

Les prodigues qui sont interdits, étant incapables de disposer de leurs biens pendant leur vie, sont incapables aussi d'en disposer à cause de mort. Car la même cause qui mérite la peine de l'interdiction mérite aussi celle de l'incapacité de disposer par un Testament. Et soit que l'on considère le mauvais usage que pourroit faire le prodigue interdit de la liberté des dispositions à cause de mort, ou la conséquence de le punir de sa mauvaise conduite par la privation de cette liberté, quand il pourroit même en faire quelque bon usage ; il est de l'intérêt des familles & du public qu'une personne d'aussi mauvaise conduite qu'un prodigue interdit, ne puisse tester.

Celui qui seroit tout ensemble sourd & muet, soit de naissance ou autrement, & qui ne sauroit écrire ni lire, étant incapable de donner aucune marque de sa volonté, ne pourroit tester. Mais si celui, qui n'étant ni sourd, ni muet, auroit fait un Testament en bonne forme, venoit à tomber ensuite dans ces deux infirmités, quoique cet événement le rendit incapable de confirmer sa volonté, ni de la changer quand il le voudroit; le Testament qu'il auroit fait dans le temps qu'il pouvoit le faire, subsisteroit toujours.

Celui qui n'étant pas tout ensemble sourd & muet de naissance, le deviendrait par quelque accident, après avoir appris à écrire, pourroit faire son Testament. Car il pourroit expliquer sa volonté l'écrivant lui-même, & y observant les formalités qui seront expliquées ci-dessous.

Ceux qui sont seulement sourds, mais non pas muets, comme s'ils n'étoient devenus sourds qu'après avoir acquis l'usage de la parole, peuvent faire un Testament. Car ils peuvent expliquer leurs intentions, & à plus forte raison, s'ils savent écrire.

Les muets, quoique de naissance, qui ne sont pas sourds, & qui savent écrire, pouvant expliquer leur volonté, ils peuvent tester. Mais s'ils ne savent pas écrire, ne pouvant s'expliquer que trop imparfaitement & par des signes, ils n'ont pas la liberté de faire un Testament.

Les aveugles, soit de naissance ou autrement, peuvent faire leur Testament, en y observant les formalités qui seront expliquées ci-dessous.

Les étrangers en pays de droit d'aubaine ne peuvent faire de Testament, ni autre disposition à cause de mort. Les religieux profès sont dans la même incapacité après qu'ils ont fait leurs vœux.

Les condamnés à mort ou à d'autres peines qui emportent la mort civile & la confiscation des biens, ne peuvent tester.

L'incapacité des bâtards est bornée à les exclure des successions *ab intestat*, & n'empêche pas qu'ils ne puissent disposer de leurs biens par un Testament.

Il faut remarquer cette différence entre les diverses incapacités qu'on vient d'expliquer, que celle des étrangers & celle des condamnés à mort n'annulent pas seulement les Testaments de ceux qui sont dans l'une ou l'autre de ces deux sortes d'incapacités dans le temps de leur Testament, mais que si elles surviennent à celui qui avoit fait son Testament, n'étant dans aucune incapacité, & qu'il se trouve dans l'une ou dans l'autre au temps de sa mort, le Testament sera annullé. Car ceux qui meurent dans cet état ne peuvent point avoir d'héritier.

Les incapacités de tester & celles de recevoir par un Testament ne sont pas les mêmes; car il y a des personnes incapables de recevoir par un Testament. Et il n'y en a point qui soient capables de tester, & qui ne soient aussi capables de recevoir par un Testament. Et il y en a qui sont incapables de l'un & de l'autre.

Les impuberes, les insensés, ceux qui sont tout ensemble sourds & muets de naissance, les prodiges interdits, & ceux que quelques infirmités rendent incapables de tester, ne sont pas pour cela incapables d'être institués héritiers, ou de recevoir quelque autre bienfait par un Testament. Car quoiqu'ils puissent être incapables d'aliéner leurs biens, & d'en disposer, rien n'empêche qu'ils ne puissent être capables d'en posséder & d'en acquérir.

Les étrangers, les religieux profès & les condamnés à mort, sont incapables de recevoir par un Testament, pendant qu'ils demeurent dans ces sortes d'incapacités, comme on l'a expliqué en son lieu.

Quoique les bârards soient incapables des successions *ab intestat*, ils peuvent être institués héritiers, & recevoir tout autre bienfait par un Testament, à la réserve de quelques exceptions. Voyez HÉRITIÈRE.

Les enfans qui ne sont pas encore nés peuvent être institués héritiers par un Testament, non-seulement par leurs peres & meres, mais par toute autre personne, & même par des étrangers. Et on peut faire en leur faveur des legs & d'autres dispositions.

Il n'est pas nécessaire pour instituer un héritier qu'il soit nommé par son nom dans le Testament; & l'institution ne laissera pas d'avoir son effet, s'il est désigné par sa qualité, ou quelques circonstances qui le distinguent, & le fassent si bien connoître qu'il ne puisse y avoir de doute que l'institution ne soit en sa faveur.

On peut aussi instituer héritier une personne inconnue, pourvu que le testateur qui pourroit n'avoir jamais vu cet héritier, marque sa personne par des circonstances qui puissent le faire connoître.

Si l'expression du testateur dans l'institution de son héritier étoit, ou si obscure, ou si équivoque, qu'il fût impossible de savoir qui il auroit voulu nommer pour son héritier, une telle institution ne pouvant avoir son effet, demeureroit nulle.

Pour la validité d'un Testament il faut que le testateur le fasse lire en présence du notaire & de sept témoins qui signent avec lui : & si le testateur ou les témoins ne savent ou ne peuvent signer, qu'il en soit fait mention dans le Testament.

Tous les témoins doivent être présens dans le même lieu, & dans le même temps où se fait le Testament, de sorte qu'ils en entendent tous toute la teneur. Et quoique le Testament eût été écrit auparavant, & en leur absence, il suffit qu'ils soient tous présens pour en ouïr la lecture en présence du testateur, qui leur déclare que ce Testament contient sa volonté, dont l'écrit & leur témoignage uniforme de tous à la fois doit faire la preuve, & qu'en même temps, sans interruption à d'autres actes, les témoins voient signer le testateur, & signent avec lui. Car c'est par les seings que le Testament doit être accompli & avoir sa forme.

Les témoins doivent avoir l'âge de puberté, & n'avoir aucun des défauts ou autres causes qui rendroient leur témoignage nul, ainsi qu'il sera expliqué par les regles qui suivent.

La qualité du témoin sur laquelle il faut juger si son témoignage doit être reçu, ne se considère qu'au temps du Testament ; car il suffit qu'il ait été capable d'être alors témoin. Et l'incapacité, ou qui auroit précédé, mais auroit cessé, ou qui ne seroit venue qu'ensuite, n'empêcheroit pas que son témoignage ne dût subsister ; car ce n'étoit qu'au temps du testament qu'il exerçoit la fonction de témoin.

Les empêchemens particuliers, qui peuvent arriver à des testateurs, & qui leur rendroient impossibles les formalités des Testamens, ne suffisent pas pour en dispenser, & faire valoir les Testamens où elles manqueroient ; car ce prétexte auroit trop de mauvaises suites. Mais dans le cas de la misère commune d'une peste, où la juste crainte du péril fait un obstacle invincible à la formalité de joindre ensemble les témoins & le testateur, les loix en dispensent : & il suffit que sans assembler les témoins on leur fasse entendre séparément les dispositions du testateur, & qu'on les fasse signer de même. Mais pour le nombre des témoins, le temps de la peste n'en dispense point.

La conséquence pour les testateurs & pour leurs familles, que les dispositions qu'ils peuvent faire par leurs Testamens demeurent inconnues à tout autre qu'à eux, jusqu'après leur mort, s'ils le veulent ainsi, a fait inventer une manière de Testament qui a cet effet, & où les témoins ne laissent pas de rendre un témoignage certain de la volonté du testateur, quoique les dispositions leur soient inconnues. Et c'est cette sorte de Testament qu'on appelle clos & secret, dont la forme est telle que le testateur qui sait lire & écrire, ou seulement lire, écrit lui-même, ou fait écrire par une autre personne, & relit ses dispositions, & les trouvant conformes à ses intentions, présente cet écrit clos & cacheté au notaire & à sept témoins assemblés dans le même temps, leur déclarant que c'est son Testament, mais sans leur laisser lire l'écrit, ni leur expliquer ses dispositions : & l'ayant signé en leur présence sur le dos ou sur l'enveloppe, s'il sait ou peut signer, le fait signer par les témoins ou par le notaire, observant ce qui a été dit ci-dessus.

Comme la preuve d'un Testament fait en la forme expliquée, se tire de la déclaration que le testateur a faite aux témoins, que ses dispositions sont contenues dans l'acte qu'il leur a représenté ; il est nécessaire, pour cette preuve, qu'après la mort du testateur l'acte secret où doit être le Testament soit mis entre les mains du juge pour en faire l'ouverture après que les témoins & le notaire auront été assignés devant lui pour reconnaître leurs feings, & rendre leur témoignage que c'est le même acte que le testateur leur a déclaré être son Testament : & après cette vérification on en fait l'ouverture.

Toutes personnes capables de tester peuvent faire leur Testament, l'écrivant, ou le faisant écrire par qui ils voudront.

Enfin tout Testament où il manque quelqueune des regles qui sont pres-

erites par les loix, doit être annullé; puisqu'autrement il seroit inutile de les ordonner. Ainsi un Testament seroit nul s'il n'avoit que six témoins dans les lieux où il en faudroit sept, ou s'il n'étoit pas signé par le testateur, ou par les témoins qui sauroient signer. Et la faveur des personnes appellées ou à l'hérédité ou à quelque legs n'est d'aucune considération pour dispenser des formes. Car il faudroit pour cela une dispense expresse des loix; & elles ont au contraire expressément marqué, que le prince même ne peut rien recevoir d'un Testament qui manque dans les formes.

Outre le défaut de formalités, qui peut annuler un Testament, il y a d'autres causes qui peuvent avoir cet effet. Et on peut mettre pour la première, une seconde volonté du testateur qui fasse un autre Testament. Car, comme tout Testament renferme la disposition de la totalité des biens, deux différens Testamens ne peuvent subsister ensemble; mais le second annule le premier.

Quoique le second Testament ne fasse aucune mention du premier, il ne laisse pas de le révoquer par le simple effet de la volonté du testateur, qui pouvant changer ses dispositions jusqu'à la mort, marque assez par celles qu'il fait dans le second Testament, qu'il veut que les premières demeurent sans effet. Mais si dans le second Testament le testateur fait seulement quelques additions, quelques retranchemens, quelques changemens aux dispositions du premier, soit pour l'institution d'héritier, ou pour des legs; ce qu'il en confirmera aura son effet comme faisant partie du second. Voyez CODICILLE.

Un premier Testament qui seroit en bonne forme ne peut être anéanti par un second, qu'en cas qu'il se trouve aussi dans les formes. Car autrement cette seconde volonté n'ayant pour preuve qu'un acte nul, seroit nulle aussi, & n'auroit pas même l'effet de révoquer les premières dispositions qui se trouveroient encore en nature. Mais si le second Testament est dans les formes, il n'importe qu'il demeure sans exécution, soit que l'héritier & les légataires, s'il y en a, viennent à y renoncer, ou qu'ils meurent avant le testateur, ou qu'ils soient devenus incapables, de sorte que ce Testament n'ait aucun effet. Car cette seconde volonté étant dans les formes, ne laisse pas d'annuler la première. Ainsi le testateur meurt sans Testament, le premier étant annullé par le second, & le second manquant d'avoir son effet.

Il ne faut pas mettre au nombre des Testamens qui ne suffiroient pas pour révoquer un premier Testament ceux où les loix dispensent d'une partie des formalités, comme les Testamens militaires, & ceux qui sont faits en temps de peste, car si ces Testamens qui manquent de quelques formes ont celles qui peuvent les rendre valides, ils révoquent les Testamens qui avoient précédé.

Il faut aussi remarquer sur cette même règle, qu'on doit en excepter le cas où le testateur ayant nommé par le premier Testament, un autre héri-

tier que celui qui devoit lui succéder *ab intestat*, auroit institué cet héritier légitime par le second. Car en ce cas ce second Testament, quoique nul, révoque le premier, pourvu seulement qu'il ait cinq témoins, & la faveur de l'héritier du sang le fait subsister.

Un Testament fait dans toutes les formes est encore annullé par la naissance d'un enfant que le testateur n'auroit pas institué son héritier. Car comme l'hérédité est dûe aux enfans & par les loix & par la nature, s'ils n'ont mérité l'exhérédation, l'enfant qui survient au testateur est son héritier : & on présume qu'il n'avoit manqué de révoquer ce Testament, que parce que la mort l'avoit prévenu.

Si dans ce cas indiqué cet enfant né après le Testament, venoit à mourir avant la mort du testateur son pere, ce Testament auroit son effet. Car comme c'est la mort du testateur qui donne l'effet au Testament, & qu'au temps de cette mort la cause qui devoit annuller celui de ce pere ne subsisteroit plus, rien n'en empêcheroit la validité : & toutes les dispositions qu'il contiendrait seroient exécutées par cette juste présomption, que le testateur ne les ayant pas révoquées après la mort de cet enfant, les auroit confirmées.

Le Testament de celui qui ayant des enfans, ou des ascendans, s'il n'a point d'enfans, n'en fait aucune mention, est anéanti à l'égard de l'institution d'héritier. Car il a dû les nommer *héritiers*, ou s'il vouloit les exhériter, c'est-à-dire, les deshériter, en dire les causes.

Si le testateur qui a des enfans en exhérite quelqu'un sans de justes causes, son Testament sera annullé pour l'institution d'héritier. Et il en seroit de même si le testateur qui n'auroit point d'enfans, avoit exhérité sans de justes causes, son pere ou sa mere, ou autres ascendans.

Lorsque l'héritier institué par un Testament renonce à l'hérédité, l'institution d'héritier demeurant inutile, l'héritier légitime est appelé à la place de celui qui étoit nommé par le Testament.

S'il arrive que celui qui avoit fait un Testament vienne dans la suite à tomber dans un état qui le rende incapable d'avoir des héritiers; comme s'il vient à perdre le droit de naturalité, ou s'il est condamné à quelque peine qui emporte la mort civile, ainsi qu'on l'a expliqué en son lieu, & qu'il demeure en cet état jusqu'à sa mort; le Testament qu'il pouvoit avoir fait auparavant sera annullé. Car comme tout Testament ne prend son effet qu'au moment de la mort du testateur, celui qui au temps de sa mort ne peut laisser ses biens à des héritiers, ne peut par conséquent laisser aucun usage d'un Testament dont personne ne peut profiter.

Comme le Testament ne doit contenir que la volonté du testateur, qui doit être libre, s'il étoit prouvé qu'un testateur eût été obligé par quelque violence, ou autre voie illicite, à faire un Testament, non-seulement il seroit nul, mais l'auteur de cette entreprise en seroit puni, comme d'un crime, selon les circonstances.

H I S T O I R E

Des deux Testamens du roi d'Espagne, Charles II.

DEPUIS la paix d'Aix-la-Chapelle en 1668, la politique des cours de Versailles & de Vienne, avoit fait son principal objet de la succession du roi d'Espagne Charles II ; de qui la foible constitution ne laissoit point espérer de postérité. Louis XIV, plein de l'opinion de ses forces, avoit cru s'assurer ce riche héritage, en se rendant tellement redoutable, qu'aucune puissance n'osât entrer dans une nouvelle ligue contre lui lors de la crise. Il est assez vraisemblable que, si la révocation de l'édit de Nantes, n'avoit pas fait passer chez ses ennemis, une multitude immense de bons officiers, de négocians riches & habiles, d'artisans industrieux, dont la fuite diminua les ressources de l'Etat, en augmentant celles des souverains, auxquels ils se donnerent, sa supériorité dans la guerre que le traité de Riswick termina, auroit dégoûté, de plus lutter contre lui, les puissances les plus intéressées à l'équilibre de l'Europe. Quel que fut l'épuisement du royaume à cette paix : le préjugé se maintint que, relativement à la liberté générale, les forces de la France, venues à leur période, ne pouvoient recevoir d'accroissement qu'en proportion avec la maison d'Autriche ; & ses droits sur toute la monarchie Espagnole eussent-ils été incontestables : l'intérêt de la balance lui donnoit autant d'opposans qu'il y avoit d'Etats attentifs à l'équilibre.

Léopold avoit rencontré dans la situation de ses Etats, & dans les circonstances de son avènement au trône impérial, une multitude d'avantages sur Louis XIV, pour se frayer le chemin à la succession. La paix de Westphalie, en entamant la puissance autrichienne, pour augmenter celle de la France & du corps germanique, avoit dissipé les anciennes alarmes sur l'ambition de la maison impériale. On fut aussi zélé pour sa conservation qu'on l'avoit été pour son abaissement, dès que Louis XIV se fut montré tel que ses ministres l'avoient rendu. Les préjugés de religion étouffoient les idées politiques sur le Turc : dans l'accroissement de la puissance autrichienne, aux dépens de l'infidèle, on ne voyoit que l'affoiblissement d'un ennemi commun. Léopold pouvoit conquérir des provinces entières sur lui, & entendre faire des vœux par toute l'Europe pour la prospérité de ses armes : tandis que Louis XIV ne pouvoit prendre une place sur quelqu'un de ses voisins, sans donner une alarme générale.

L'empereur Léopold avoit sous l'extérieur d'un dévôt, l'esprit & le cœur d'un prince ambitieux. Ce masque rassuroit sur ses vues les ministres François ; & c'étoit ce qui leur en devoit inspirer plus de défiance. En n'entrant dans la guerre de 1672, que pour soutenir la république de Hollande, sur le penchant de sa ruine, il se donna la réputation d'un prince
généreux

généreux. Le corps germanique, l'Angleterre & la Hollande, voyant qu'il ne demandoit aucun avantage particulier à la paix de Nimègue, le tinrent pour un allié sans ambition, ennemi par raison de Louis XIV, & uniquement attentif à la liberté générale. Il eut grand soin de ne point altérer ces premières impressions, par des prétentions capables de trahir ses véritables vues. S'il fit grand bruit de la guerre contre le Turc : ce fut en la faisant regarder comme guerre religieuse contre l'ennemi du nom chrétien. Il y intéressa toutes les puissances de son église; il reçut les contributions du pape & du clergé, les secours des princes catholiques. Il leur fit prendre part à ses succès, dont pourtant il ne se proposoit point d'autre fruit, que l'assujettissement de la Hongrie & des Hongrois. Ses auxiliaires ne pensoient qu'à l'honneur de vaincre l'infidèle; & il ne vouloit que l'avantage de mettre un puissant royaume au nombre des pays héréditaires de sa maison, & sa nombreuse noblesse, sur le pied de ses autres sujets. Il parut recevoir en bon chrétien les disgrâces qui auroient dû déconcerter l'ambitieux. Inébranlable dans son dessein, il le poussa avec cette constance qui est le partage d'un politique à vues sûres; & l'Europe s'en laissant imposer par les apparences, prit pour une opiniâtreté de bigor, une persévérance qui étoit un effort de génie. La Hongrie étoit domptée, la Servie & la Transilvanie étoient à peu près conquises : Léopold étoit plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs depuis Charles-Quint. Cependant, on le connoissoit encore assez peu, pour ne le pas considérer comme le principal contractant de la ligue d'Augsbourg. Guillaume lui-même y fut trompé. Cet habile prince ne crut pas que la succession entière du roi d'Espagne, mit une trop grande puissance dans la maison d'Autriche; & il la lui fit promettre sans restriction par l'Angleterre & les Etats-généraux, dans l'article secret du traité particulier de 1689.

Ce ne fut guère qu'au manège des ministres impériaux dans la négociation de Riswick, que le roi Guillaume connut Léopold. Rapprochant alors de ce que cet empereur ménageoit pour acquérir vers le Rhin aux dépens de l'Empire, ce qu'il avoit fait depuis quinze ans pour s'accroître du côté du Turc : il comprit que le chef de la maison d'Autriche, s'il avoit autant d'habileté pour régir que pour augmenter ses Etats, seroit bientôt en état de disputer avec ses seules forces, au chef de la maison de Bourbon, l'honneur de primer dans l'Europe, & peut-être de l'asservir.

Si le roi Guillaume avoit pu se donner à lui-même cette supériorité qu'il empêcha toute sa vie Louis XIV de s'assurer; sans doute qu'il eût compté pour rien la liberté générale, dont il se déclaroit le protecteur. Mais intimement convaincu, que les plus heureux succès de sa politique ne lui vaudroient jamais rien de plus que la gloire de tenir la balance, il s'intéressoit sincèrement au maintien de son équilibre. Sa maxime à cet égard, étoit d'être prêt à devenir bon François, quand l'empereur seroit plus redoutable que le roi de France; comme il étoit devenu bon Autri-

chien, lors que le roi de France lui avoit paru plus puissant que le chef de la maison d'Autriche. Il parut, peu avant la signature des premiers traités de Riswick, qu'il se jugeoit arrivé, sinon encore au temps de cette entière conversion, du moins à celui d'une parfaite neutralité entre les deux maisons rivales. L'ambassadeur impérial, le pressant de faire décider l'affaire de la succession d'Espagne dans l'assemblée de Riswick, qu'on pouvoit appeller les Etats de l'Europe : l'habile monarque lui répondit froidement, qu'il n'étoit pas d'avis d'entamer cette question avant la conclusion de la paix. La paix fut conclue; & loin de proposer un archiduc pour héritier du roi d'Espagne, Guillaume présenta un partage de cette opulente succession, dans lequel la maison d'Autriche avoit la moindre part. Pendant que Naples & Sicile, les places de la côte de Toscane, le marquisat de Final, & le Guipuscoa, étoient donnés à Louis XIV; l'empereur & ses deux fils devoient se contenter du Milanéz.

Le crédit que Madlle. d'Orléans, première femme de Charles II, avoit eu sur l'esprit de son mari, avoit donné à l'empereur, l'espérance de gouverner ce foible prince par la princesse de Neubourg sa belle-sœur, qu'il lui avoit fait épouser en secondes noces; & il n'en avoit point été trompé. Cette princesse disposa si absolument de l'esprit du roi, qu'elle sembloit régner sous son nom. Fidelle à l'engagement qu'elle en avoit pris avec l'impératrice sa sœur, elle avoit formé un parti puissant à l'archiduc, parmi les grands, après avoir tiré parole du roi que ce jeune prince seroit son légataire. Les menaces de Louis XIV, dont elle expliquoit le sens à son gré, ne faisoient que confirmer Charles dans l'opinion que ce choix étoit le plus avantageux à sa maison, à toute l'Europe. Si Guillaume s'étoit déclaré alors conformément au traité de 1689, la reine auroit aisément mis fin aux irrésolutions qu'elle entretenoit : Charles se seroit donné un prince de sa maison, pour héritier universel; & la nation voyant le choix de son roi, appuyé par les puissances maritimes, auroit risqué contre Louis XIV, une guerre dont l'événement n'étoit point douteux. Tout le monde convient que ce plan fut long-temps celui de Léopold.

Mais l'empereur dut changer avec le roi Guillaume; & lorsque la rebuffade de son envoyé, lui eut fait pressentir que les puissances maritimes ne tiendroient point le traité de 1689, il lui fallut ou se faire lui-même sa part de la succession d'Espagne, ou se résigner à celle que lui feroient Guillaume & ses alliés. Le roi de Portugal & le duc de Savoie, étoient également intéressés à ne pas laisser tomber sur une seule tête toutes les couronnes de la monarchie Espagnole. On pouvoit bien espérer que l'un ou l'autre improuveroit tel ou tel partage, mais il étoit absurde d'en attendre qu'ils se déclarassent contre tout partage, quel qu'il fut. Léopold obstiné à réclamer la succession entière, pour un des princes ses fils, étoit seul de son parti. Quel n'eût pas été l'aveuglement de son conseil de s'y opiniâtrer?

La reine d'Espagne répondoit de l'inclination du roi son mari pour l'archiduc, & le comte Ferdinand de Harrach, alors ambassadeur de l'empereur en Espagne, croyoit le parti des compétiteurs de son prince, hors d'état de lutter contre la faction autrichienne. Le conseil impérial se détermina en conséquence des assurances de la reine, & du rapport du comte. Il y fut décidé que l'empereur, affectant de se montrer sans inquiétude, sur l'égard qu'on auroit en Espagne aux droits qu'il transmettoit à son fils, se repoleroit sur les offices secrets de la reine auprès du roi, & feroit interrompre les siens auprès des ministres & des grands, à son ambassadeur, pour la nomination d'un héritier : mais que fixant toute son attention sur les Etats d'Italie, sa majesté impériale employeroit le temps que Charles avoit encore à vivre, à rappeler avec éclat, aux Italiens, leur ancienne dépendance de l'empire ; afin qu'à la mort du roi, les deux Siciles, les places de la côte de Toscane, le marquisat de Final & le Milanais, rendus à leur nature de fiefs de l'empire à la collation de l'empereur au défaut d'hoirs mâles, ne fussent plus regardés comme faisant portion de la succession espagnole.

Aussitôt après cette délibération, l'ambassade de Madrid, qui ne demandoit plus dans son ministre que le talent de la représentation, fut donnée au jeune comte de Harrach ; & le pere, qui étoit regardé comme la meilleure tête du conseil impérial, fut rappelé à Vienne. La reine cessa de briguer en faveur de l'archiduc ; les partisans même du prince prirent pour de la froideur ce ralentissement ; le marquis de Harcourt, ambassadeur de France, osa espérer de gagner cette princesse à son maître ; & il se flatta d'y avoir réussi. Le prince de Lichtenstein fut rappelé de Rome ; & on donna cette ambassade au comte de Martinitz, Bohème d'une hauteur & d'une fermeté qui alloient jusqu'à la rudesse.

L'empereur, hors de la délibération secrète de son conseil, avoit mille raisons de ménager le pape, & n'en avoit pas une de l'indisposer. La délicatesse de conscience du roi Charles, & la dévotion de la nation Espagnole, au souverain pontife, lui étoient connues. L'inimitié de la cour de Rome, étoit ce qu'il y eut de plus redoutable pour lui, s'il avoit fait son principal objet de la fortune de l'archiduc. Le besoin où il étoit de ses subsides pour la guerre contre le Turc, & de sa faveur pour le nouveau roi de Pologne Auguste second, céda au désir de s'assurer les Etats Espagnols d'Italie, indépendamment du sort du reste de la succession ; & il ne pouvoit céder qu'à lui. Les habiles Romains virent dans les brusques entreprises du comte de Martinitz, un dessein formé d'intéresser l'honneur du corps germanique au recouvrement des anciens droits de l'empire, & de procurer à l'empereur un prétexte, pour couvrir l'Italie de troupes Allemandes. Toute l'Europe put voir dans le refus que fit la cour de Vienne d'envoyer l'archiduc en Espagne, avec dix mille Allemands, la juste crainte d'alarmer toutes les puissances sur son ambition, & de mettre en péril les

Etats d'Italie, en confondant ses droits sur eux avec ses prétentions à la monarchie entière.

Le comte de Martinitz débuta par heurter de front le cardinal favori : il exigea d'une cour qui fait du cérémonial le point de sa politique le plus important, des distinctions dont il n'y avoit point d'exemple sur l'étiquette. A peine étoit-il sorti avec avantage d'une chicane, qu'il en entamoit une autre. Des tracasseries il passa aux attentats. Il osa disputer au successeur de Pierre, l'épée de Paul, & demander aux Romains qu'ils distinguassent, ce qui est dû à César d'avec ce qui est dû au vicaire de Christ. Il cita les barons Romains à comparoître devant les commissaires de l'empereur : il les somma de lui rendre hommage comme à leur souverain : le placard qu'il fit afficher aux portes de son palais, traitoit de rebelles, & menaçoit de confiscation ceux qui n'obéiroient pas à la sommation. Le prince Chigi fut ajourné dans toutes les formes à venir recevoir l'investiture des fiefs dont il étoit possesseur. Enfin le comte prétendoit haute justice dans Rome sur des Romains : il ne vouloit point reconnoître d'autre souverain de cette capitale, que l'empereur son maître : il ne vouloit voir dans le pape qu'un ecclésiastique usurpateur ; & il lui annonça que le temps étoit venu de quitter le sceptre, pour reprendre le bâton pastoral de ses premiers prédécesseurs.

Quels motifs assigner à ce subit acatholicisme ? Léopold le prince le plus flegmatique, le politique le plus patient, se seroit-il laissé emporter au ressentiment, au dépit ? Mais loin de l'offenser, ou de le braver, le pape le combloit de ses déférences, le prévenoit de ses faveurs. Des subsides extraordinaires avoient été tirés des coffres apostoliques pour la guerre contre le Turc : les brefs les plus précis avoient été expédiés pour la Pologne : le nonce à Vienne, ne se plaignoit que du comte de Martinitz ; & le souverain pontife, daignoit entrer en accommodement avec l'ambassadeur, il lui demandoit à capituler sur ses exorbitantes prétentions.

Le subside extraordinaire, & la confirmation de l'élection d'Auguste II ne valurent qu'une trêve aux feudataires d'Italie : le comte de Martinitz, malgré les murmures des Espagnols, malgré l'offre que Louis XIV faisoit au pape de son secours, alloit frapper de nouveaux coups pour le rétablissement de la juridiction impériale ; si la mort du prince électoral de Bavière, n'avoit pas obligé le conseil de Vienne à se former un nouveau plan.

L'Europe avoit vu avec le dernier étonnement le foible Charles II, fixer tout à coup ses irrésolutions, & prendre comme de lui-même le parti auquel ses ministres les plus accrédités n'avoient pu le déterminer ; il avoit fait son Testament. Plus accessible aux avis des théologiens qu'à ceux des politiques, il avoit institué le prince électoral de Bavière, petit-fils de la sœur puînée de la reine mere du dauphin, son héritier universel. Léopold dut être peu alarmé de cette disposition, qui n'étoit avouée que d'une partie du conseil d'Espagne. Sa jalousie sur la maison de Bourbon, le fai-

soit y voir avec plaisir les princes François déboutés de leurs prétentions par le testateur ; & ses espérances par rapport aux Etats d'Italie , le consoloient de la préférence que le prince électoral avoit eue sur l'archiduc.

Quelques historiens ont eu la témérité de donner pour la cause de son apparente indifférence , un pressentiment de la mort prochaine du prince Bavarois : les princes ne peuvent-ils donc mourir de mort naturelle ? Il est vrai que l'électeur accusa de son malheur , l'étoile de la maison d'Autriche , toujours funeste à ceux qui faisoient obstacle à la grandeur Autrichienne. Mais c'étoit un pere affligé , qui , dans les premiers mouvemens de sa douleur , se seroit volontiers pris de sa perte à tous les peres plus heureux que lui. Léopold ne pouvoit pressentir la mort du jeune prince , sans envisager un petit-fils de France pour unique compétiteur de l'archiduc ; & cette perspective ne comportoit point ses prétentions en Italie. Ses instructions au comte de Martinitz , l'offroient alors au roi Guillaume sous des traits capables de l'alarmer , plus sur l'ambition de la maison d'Autriche , que sur celle de la maison de Bourbon : elles auroient été le comble de l'imprudence.

On attribua la subite résolution du roi Charles au dépit que lui causa le traité de partage , sur lequel il n'avoit point été consulté ; & ce fut là effectivement le ressort qu'on fit agir pour la lui inspirer. Mais il ne fut qu'un ressort entre les mains de la reine , qu'un intérêt particulier , & les dégoûts que lui donnoit l'ambassadeur Autrichien , l'avoient détachée du parti de l'archiduc. Cette princesse étoit aussi absolument gouvernée par la comtesse de Berlips , que la reine Marie de Médicis l'avoit été en France par la maréchale d'Ancre. Les grands d'Espagne , aussi ridiculement superstitieux , que l'avoit été le parlement de Paris , attribuoient à la magie , l'ascendant que cette habile Allemande s'étoit acquis sur sa maîtresse ; & ils opinoient à la traduire au redoutable tribunal de l'inquisition , pour lui faire rendre compte des sortilèges , auxquels ils la croyoient redevable de son crédit. C'étoit par ses égards pour cette dame , que le vieux comte de Harrach s'étoit fait voie aux bonnes grâces & à la confiance de la reine. Il l'avoit mise dans les intérêts de l'archiduc , en lui faisant obtenir de l'empereur le brevet des comtes d'Empire , pour elle & sa postérité. Il étoit si bien persuadé , que son maître ne pouvoit compter sur les offices de la reine , qu'autant qu'il seroit assuré de ceux de la dame de Berlips , qu'au risque de déplaire à sa nation , il n'osa désapprouver la conduite insensée de la favorite , & de ses créatures , que leur avidité insatiable , & leur arrogance faisoient détester de la cour & du peuple. Le fruit de sa complaisance fut d'en porter à Vienne , de la part de leurs majestés catholiques , les assurances les plus positives , que le Testament seroit en faveur de l'archiduc. Mais en donnant son personnage à Madrid , au comte son fils , il lui en laissa ignorer le secret ; & ce jeune ministre se conduisit suivant les apparences , dont on ne lui avoit point dit de se défier.

Comme il vit la reine affecter une grande indifférence sur la nomination du légataire, il se la figura changée à l'égard de l'archiduc. Dans l'opinion que les créatures de cette princesse, étoient contraires aux succès de la négociation, il crut bien faire de travailler à recouvrer à leurs dépens, l'estime & l'amour de la nation, que leur avidité avoit indisposée contre un successeur Allemand, & il fut des plus hardis à blâmer la comtesse favorite, & ceux dont elle servoit les passions de son crédit. Le marquis de Harcourt fut attentif à profiter du ressentiment de cette dame. Après l'avoir fait instruire de tous les mauvais offices que le comte de Harrach lui rendoit, il lui fit offrir de la part du roi son maître, la fortune la plus brillante, pour récompense de son zèle, si elle vouloit embrasser les intérêts d'un petit fils de France. Une principauté dans les Pay-Bas étoit capable de séduire cette femme ambitieuse. Elle s'y rendit, & entama aussitôt la conversion de la reine. Elle ne tarda pas à dégoûter cette princesse de servir la cour de Vienne, en lui représentant les ministres impériaux comme des censeurs sâcheux, qui se montreroient tels, dès qu'elle auroit mis l'archiduc dans l'indépendance de ses offices. Le passage auroit été trop rapide, d'un archiduc à un petit fils de France : l'adroite comtesse crut le devoir ménager, en se servant du nom du prince de Bavière, comme d'un dégré. Déjà elle avoit amené la reine à croire qu'il lui étoit avantageux de servir ce jeune prince; lorsque la nouvelle du traité de partage vint faire éclore son intrigue avant sa maturité.

La reine, décidée de bonne foi pour le prince électoral de Bavière, avec lequel on croit que la comtesse lui faisoit espérer un second mariage, après la mort de Charles, n'eut pas plutôt la communication du traité de partage, qu'elle conçut le dessein de mettre à profit le ressentiment qu'il ne pouvoit manquer d'inspirer au roi. Le confesseur & les principaux ecclésiastiques qui approchoient de sa majesté, furent consultés. Le cardinal Porto-Carrero, que son rang & ses richesses mettoient au-dessus des moyens ordinaires de séduction, approuva tout Testament qui sauveroit la monarchie de son démembrement, sans exposer la nation à la guerre; & le prince de Bavière lui paroissoit l'héritier que l'Europe verroit appeller avec moins de répugnance. Les juriscultes & les théologiens, prévenus par son éminence, firent ce que la reine leur laissoit à faire. Ils dissipèrent les scrupules du monarque, pendant qu'elle combattoit son affection pour un prince de sa maison. Le Testament fut présenté à l'assemblée des *Las-Cortes*, jointe au conseil d'Etat extraordinairement convoqué; & il fut signé avant qu'aucun ambassadeur, avant qu'aucun grand, & peut-être la comtesse Berlips elle-même, sussent quel étoit le légataire que le roi s'y donnoit.

La cour de Vienne laissa la cour de Versailles, faire les premières protestations contre le choix de l'héritier. Avant que de prendre une résolution sur cet événement imprévu, il lui falloit regagner la reine, & apprendre comment il étoit reçu des autres puissances. Le jeune prince mourut dans l'intervalle.

La reine n'avoit pu se conduire avec tant de secret, que les chefs du parti autrichien ne soupçonnassent sa défection. Comme ils s'en prenoient à la comtesse favorite, qui ne se soucioit pas de cacher ses liaisons avec l'ambassadeur de France, ils rompirent absolument toute intelligence avec elle. Ce fut une faute que les principaux d'entr'eux payerent. La comtesse persuadée qu'elle avoit perdu sans retour la bienveillance de sa majesté impériale, fortifia la reine dans son éloignement pour la cour de Vienne; & loin de la porter à décider le roi pour un second choix, ainsi qu'il lui eût été facile, en le lui faisant envisager comme l'unique moyen de prévenir un nouveau traité de partage, elle s'attacha à faire tomber l'aversion que cette princesse avoit pour le jeune comte de Harrach, sur les seigneurs qui étoient avec lui à la tête du parti de l'archiduc. L'amirante de Castille & le comte d'Oropesa, ne tarderent pas à éprouver l'effet de son crédit. Le premier ayant poussé jusqu'à la réprimande, les remontrances qu'il se hasarda de faire à la reine, il entendit sa majesté lui reprocher son ingratitude envers elle & la comtesse; & pour rentrer en grace, il lui fallut recourir à la favorite elle-même, qui voulut bien se donner le triomphe d'intercéder en sa faveur. Le comte d'Oropesa étonné de se voir l'objet de la haine du peuple de Madrid, & de ne pas trouver dans la reine, une protectrice aussi ardente qu'il avoit droit de l'attendre, prévint par sa retraite de la cour, la honte de sa disgrâce. Il se réduisit à être simple spectateur de la ruine d'un parti, qui sans chef, & sans plan fixe, étoit dans la dépendance de deux femmes, dont on ne connoissoit bien ni les passions, ni les intérêts.

Le parti de France étoit bien autrement composé. Les comtes de Monterey & de San Sévan, qui étoient le conseil du marquis de Harcourt, ne proposoient rien d'avantageux qui ne fut accepté avec reconnoissance, exécuté avec empressement. Tandis que par des émissaires parmi le peuple, on augmentoit sa haine pour la dame de Berlips & les Allemans de sa cour; on effrayoit la nation de la guerre qu'elle auroit à soutenir contre le roi très-chrétien, si le nouveau Testament n'étoit pas en faveur d'un petit-fils de France. Les frontieres étoient couvertes de troupes Françoises, les ports étoient pleins de vaisseaux François. On faisoit valoir auprès des jurisconsultes & des théologiens, gens ennemis des rétractations, la parité entre la renonciation de l'infante reine de France, & celle de l'infante impératrice, entre les droits des fils du dauphin, & ceux du prince électoral de Baviere. Le cardinal Porto-Carrero, désintéressé, mais timide, reconnoissoit le danger de choisir l'archiduc pour héritier; & il croyoit ne pouvoir plus accorder à ses engagemens avec l'empereur, que d'entretenir le roi dans l'indécision. Jaloux de primer par sa faveur, comme par son rang, il cherchoit à éloigner ceux qui le lui dispuoient dans l'esprit du monarque, sans égard au parti qu'ils tenoient; & l'amirante, demeuré par la retraite du comte d'Oropesa, le chef du parti de l'archiduc, n'étoit pour

lui qu'un rival. Aidé du parti de France, dans le dessein de se délivrer de la concurrence de ce seigneur, il intrigua dans le conseil, pour imputer à l'abus qu'il avoit fait de la faveur de la reine, la haine des peuples contre cette princesse, & leurs murmures contre le gouvernement. Les circonstances étoient favorables à l'accusation. Le peuple de Madrid, pressé de la disette, s'étoit soulevé; & la cour absolument sans expérience sur pareilles crises avoit appaisé les mutins, qu'il lui auroit convenu de châtier. Cette populace enhardie par la douceur des ministres, avoit osé désigner ceux dont elle croyoit avoir lieu de se plaindre, & se mettre en état de s'en faire elle-même justice. Ce n'avoit pas été sans peine qu'on avoit dérobé le comte d'Oropesa à sa fureur. Le roi, qui n'avoit pas assez d'expérience pour apprécier au juste, une mutinerie, s'étoit félicité de la retraite volontaire du comte, dont il n'auroit pas eu la hardiesse de refuser le sacrifice aux mutins; & pour éteindre toute son affection pour l'amirante, il suffisoit de le lui faire représenter partageant avec le comte son ami la haine du peuple.

Ce fut le moyen que le cardinal employa. Le successeur du comte d'Oropesa, dans la présidence de Castille, étoit un simple gentilhomme que le roi avoit élevé à cette importante charge, sur la recommandation de son éminence. Il servit son protecteur avec empressement. Dès le premier jour de l'exercice de son emploi, il proposa au conseil & y fit décider qu'on priât le roi d'éloigner de la cour, tous ceux qui avoient rendu le gouvernement odieux. Dans l'adresse présentée à sa majesté, l'amirante & la comtesse de Berlips étoient désignées nommément. La reine n'étoit déjà plus dans les mêmes dispositions, à l'égard de ce seigneur, quoique la dame de Berlips ayant voulu seulement signaler son crédit, ne se fut proposée d'avoir désormais avec lui que les apparences de leur ancienne intelligence; elle avoit été obligée de donner tant de chaleur à ses instances pour vaincre le ressentiment de sa majesté, que cette princesse ne démêlant pas que sa favorite ne la sollicitoit que par ostentation, avoit rendu sincèrement ses bonnes grâces à l'amirante. Celui-ci avoit profité des premiers entretiens dont la reine l'avoit honoré, pour dissiper les restes de son refroidissement; & il y avoit si bien réussi, que dans la conférence qu'il eut avec elle lors de la mutinerie, il étoit parvenu à lui faire regretter d'avoir abandonné les intérêts de l'archiduc. Cette nouvelle conversion ne se fit point sans altérer la confiance de cette princesse en sa favorite. L'amirante se voyoit sur le point d'obtenir l'éloignement de cette dame, & de faire tomber sur elle, au moyen de sa disgrâce, la haine du peuple que sa faveur lui faisoit partager : lorsque l'adresse, ou remontrance du conseil, fut présentée au roi.

La reine n'étoit point encore assez affermie dans les sentimens que lui avoit inspirés l'amirante, pour faire le sacrifice de sa favorite; & d'ailleurs, les mauvais offices qu'elle avoit rendus à ce seigneur auprès du roi, étoient trop

trop récents, pour qu'elle pût espérer de les détruire par des offices contraires. De pareilles variations étant capables d'affaiblir la confiance du monarque, elle n'osa mettre son crédit à cette épreuve. Loin de combattre la résolution où étoit le roi de déférer aux remontrances de son conseil, elle convint de leur justesse, & du bon effet que la condescendance de sa majesté ne manqueroit pas de produire. Seulement, ayant adroitement réveillé l'affection que ce bon prince avoit long-temps portée à l'amirante, elle l'engagea à lui adoucir sa disgrâce par les témoignages les plus flatteurs de bienveillance. L'ordre de quitter Madrid dans l'espace de deux fois vingt-quatre heures, ne fut point poursuivi en rigueur. L'amirante employa plusieurs jours à voir ses amis & ses partisans : le roi eut avec lui, dans son cabinet, un très-long entretien. Il lui fallut pourtant s'éloigner; mais il parut le faire, moins parce que ses jaloux l'y obligeoient, que parce qu'il ne vouloit pas exiger de sa majesté, qu'elle révoquât son ordre.

Pendant que les trois partis se disputoient à Madrid, une supériorité, qu'aucun n'osoit encore espérer de se donner, la cour de Vienne s'en tenoit à examiner les dispositions des puissances, par rapport à l'archiduc & au prince François, sur lesquels il leur falloit se décider. La retraite du comte d'Oropesa, & la disgrâce de l'amirante, la haine que la conduite de la reine & des Allemands de sa suite, avoit inspiré au peuple pour un successeur Allemand; l'opinion peu avantageuse que donnoient de l'archiduc & du conseil de Vienne, les lettres de l'évêque de Lerida, ambassadeur d'Espagne auprès de l'empereur : le dessein que le cardinal avoit inspiré au roi, de consulter le pape sur le choix de son héritier : la diminution apparente du crédit de la reine sur l'esprit du foible monarque : tout cela étoit bien capable de faire croire aux ministres impériaux, qu'ils intrigueroient inutilement en Espagne en faveur de l'archiduc. L'amirante lui-même étoit persuadé que l'empereur n'espérant rien de ce côté, ne pensoit qu'à s'assurer les Etats d'Italie. Le jeune comte de Harrach, étoit sans instructions particulières : le comte d'Aquilar, chef du parti depuis la retraite de l'amirante, étoit abandonné à son zèle & à ses lumières. On eût dit que le conseil de l'empereur, ne voyoit plus dans le Testament qu'un titre dangereux. Les ministres impériaux dans les cours d'Allemagne & du Nord, le supposoient déjà minuté en faveur d'un petit-fils de France; & ils représentoient leur maître plus occupé des moyens de combattre, que de ceux de se rendre favorables les dernières volontés du testateur.

On ne parloit encore ni du second traité de partage, ni d'un nouveau Testament; & le comte d'Aversperg négocioit à Londres, comme si déjà le duc d'Anjou avoit été déclaré légataire : comme si l'Europe l'avoit voulu appeler au trône d'Espagne. Le comte de Wallenstein agissoit en Portugal sur les mêmes instructions. L'empereur faisoit demander au roi de Suède, une alliance offensive & défensive : il resserroit avec les rois de Pologne, & de Danemarck celle où ils étoient entrés avec lui. Le comte de Berka

alloit négocier expressement à Venise, un traité de même nature, pour la réversion du Milanez à l'Empire après la mort de Charles II. Le ministre impérial cessoit de presser l'évacuation de Brisach, afin d'avoir un motif à faire valoir en diète pour une nouvelle guerre contre la France. Il demandoit à la cour de Madrid le comte de Léganès pour ambassadeur auprès de l'empereur, parce que ce seigneur avoit été gouverneur du Milanez, qu'il connoissoit les forces, & qu'il étoit chéri de la noblesse & du peuple de cet Etat. Toutes ces dispositions chez l'étranger, furent suivies d'efforts inconnus jusqu'alors, pour concilier l'affection des Espagnols à l'archiduc; tandis qu'on affectoit de négliger, d'indisposer même le roi. Le jeune comte de Harrach, devenu libéral & assable, s'attachoit à paroître populaire; & la reine sacrifiant son goût pour la comtesse de Berlips fit de la disgrâce de cette favorite, une espece de satisfaction au peuple de la capitale. Mais l'ambassadeur du roi à Vienne, essuyoit toutes sortes de mortifications. Sa majesté catholique pressoit en vain l'empereur de l'aider à assurer sa succession à l'archiduc : les ministres impériaux poussaient l'indifférence jusqu'à lui laisser ignorer, si sa disposition seroit acceptée, si son affection étoit agréable. Le jeune comte de Harrach, certain d'avoir amené ce prince à la résolution de faire son Testament en faveur de l'archiduc, l'écrivit à Vienne, & demanda des instructions plus particulières. Le comte son pere, premier ministre de l'empereur, le laissa sans réponse, & n'opposa que le silence aux plaintes du roi, qu'il lui faisoit parvenir.

Le roi, rendu à toute son affection pour sa maison, s'efforça de s'excuser à soi-même la conduite du ministère impérial. Imputant le peu de correspondance qu'il trouvoit dans l'empereur, à l'évêque de Lérida, ambassadeur peu agréable à sa majesté impériale, il donna pour successeur au prélat, le seigneur Espagnol qu'il estimoit le plus. Dans l'instruction secrète qu'il lui remit, signée & authentiquée de sa main, le 28 avril 1700, il se réduisit à demander que le jeune archiduc passât *incognito* en Espagne sur les galeres de Naples, qu'il promettoit d'envoyer le prendre à Gènes; & il offrit à l'empereur pour prix de sa complaisance un plein-pouvoir dans tous ses Etats d'Italie. Le duc de Pareti-Moles exposa sa commission à l'empereur, qui le renvoya à son conseil. Les ministres s'assemblerent : il se tint de fréquentes conférences. Mais on se borna à demander à l'ambassadeur des explications sur le passé; à lui faire des objections sur le présent, à lui marquer des alarmes pour l'avenir. On exigeoit qu'il dît pourquoi Charles n'avoit pas voulu permettre avant le premier traité de partage, que les troupes impériales occupassent le Milanez. On se récrioit sur le petit nombre des troupes répandues dans le royaume pour sa défense, en feignant d'oublier qu'on avoit refusé au roi quinze mille Allemands qu'il y croyoit nécessaires. On opposoit au voyage de l'archiduc, tantôt la délicatesse de son tempérament, tantôt l'indécence de l'*incognito*. On s'excusoit de faire passer ce prince en Espagne, mais on consentoit de

T'envoyer dans le Milanez, pourvu que le roi lui voulut donner les pouvoirs & la qualité de son capitaine gouverneur général en Italie. On refusoit de lui fournir des troupes; & on en donnoit pour raison, la crainte de s'attirer sur les bras les puissances garantes du traité de partage. Enfin, aussitôt que le traité de partage fut notifié, l'empereur intrigua contre lui dans toutes les cours, excepté dans celle d'Espagne. Les partisans de l'archiduc y furent toujours abandonnés à eux-mêmes : le comte de Harrach fut rappelé sans qu'on lui donnât de successeur : la décision du pape en faveur du duc d'Anjou fut publique, & il n'en parut aucune réfutation. Quelle autre conduite la cour de Vienne pouvoit-elle tenir, si elle avoit voulu rompre les mesures des partisans de l'archiduc, & dégoûter le roi de se donner ce prince pour héritier? Comment l'empereur auroit-il dû agir pour convaincre la nation Espagnole, que si elle pouvoit parer le démembrement de la monarchie, ce ne seroit qu'en recevant un prince François pour légataire universel. Sa majesté impériale avoit-elle d'autres moyens & un autre plan, pour amener les puissances intéressées dans l'équilibre de la balance, à lui demander l'archiduc pour roi d'Espagne, & à prendre sur soi de l'affermir sur ce trône? Le traité de partage donnoit à la France de nouveaux pays, & mettoit la maison d'Autriche au-dessous de son ancien pied, en privant la seconde branche, qu'il continuoit, des Etats dont la possession la faisoit figurer en Europe. Il ne pouvoit rien lui arriver de pis, que d'être obligée d'y accéder; & elle ne pouvoit manquer d'être toujours reçue à le faire. Le Testament qui auroit institué l'archiduc héritier universel, devoit être soutenu contre les garans du traité de partage, contre le roi de Portugal & les puissances d'Italie. Quand même le corps germanique le seroit joint à son chef en faveur du légataire, il étoit absurde d'espérer de le maintenir. L'unique ressource de l'empereur étoit dans l'ambition de Louis XIV, dans l'amour du monarque pour son petit-fils. Son conseil eut été aveugle de ne le pas voir, & sa conduite prouve qu'il le vit.

C'est d'après cette supposition qu'il faut suivre la conduite de la reine, femme de Charles. On doit mettre au nombre des fables historiques, les propositions de son second mariage avec le dauphin, ou avec le duc d'Anjou, qu'on prétend l'avoir engagée à disposer le roi son mari en faveur de ce dernier. Avant même que le second traité de partage fût public, Louis XIV avoit fait entrevoir au duc de Savoie, le mariage de son autre fille avec ce jeune prince, s'il vouloit appuyer les prétentions que le dauphin lui transmettoit. La reine d'Espagne ne l'ignoroit pas; & elle avoit une ambition trop éclairée, pour sacrifier les intérêts de son neveu, à l'honneur d'épouser un dauphin, déjà père de trois fils.

Son raccommodement avec l'amirante fut le moment de son retour au parti de l'archiduc. Le conseil impérial n'ayant point encore digéré son nouveau plan, elle crut devoir agir sur l'ancien, dans lequel étant estimée

à la tête du parti, il étoit de la dernière importance qu'elle parût lui donner une entière supériorité. Comme on lui imputoit la mutinerie dont la retraite du comte d'Oropesa, & l'éloignement de l'amirante furent les suites : on ne vit point ces deux seigneurs disgraciés, sans croire son crédit auprès du roi considérablement diminué. Le cardinal Porto-Carrero qui avoit obtenu la présidence de Castille, pour un de ses amis, aimoit à faire entendre, que la retraite du comte & de l'amirante, étoit son ouvrage. On le regardoit déjà comme le rival de la reine dans la faveur du roi. Pour désabuser le peuple courtois, & ranimer ceux du parti qui s'en laissoient imposer par les apparences : la reine frappa consécutivement deux coups du plus grand éclat. Après avoir obtenu la charge de grand inquisiteur, & l'archevêché de Valence pour deux de ses créatures : elle fit intimer de la part du roi l'ordre de sortir de Madrid dans l'espace de deux fois vingt-quatre heures, & de s'en éloigner de trente lieues, au comte de Monterey, l'âme de la faction Française, & l'ami particulier du cardinal. Si la cour de Vienne avoit souhaité le Testament en faveur de l'archiduc, elle étoit alors au moment de l'obtenir. Avant que l'intelligence eût été parfaitement renouée entre l'empereur & la reine, cette princesse étoit déjà parvenue à déterminer le roi. Ne pénétrant point que la cour de Vienne dut changer, elle comptoit se faire un mérite de prévenir ses instances. Le ministère impérial n'en usa pas envers elle comme avec le comte de Harrach. Tandis qu'il laissoit l'ambassadeur sans instructions, il communiqua à sa majesté la résolution que l'empereur avoit prise de regagner à l'archiduc l'estime & l'amour de la nation, & de s'en tenir pour le reste à ne pas laisser s'aneantir entièrement son parti. Il la pria de faire à ce nouvel intérêt, le sacrifice de son inclination pour la dame de Berlips, de solliciter le rappel de l'évêque de Lérida, trop bon Espagnol pour devoir être laissé plus long-temps à portée d'examiner une cour qui vouloit jouer la nation ; & de lui faire donner pour successeur le comte de Léganès dont on attendoit plus de complaisance. Ce furent-là tous les offices que le conseil de Vienne demanda à la reine ; & cette princesse y borna son affection. Malgré les raisons qu'elle avoit de faire obstacle au cardinal Porto-Carrero, elle vit tranquillement ce prélat, livré à ses craintes, & aux conseils des partisans de la France, donner au roi, la cour de Rome pour arbitre, & faire valoir la décision d'un pape ennemi de la maison impériale. Elle le laissa obséder le roi pendant sa maladie, combattre sans obstacle l'affection du monarque pour un prince Autrichien, & lui dicter enfin un Testament où elle devoit prévoir qu'elle seroit peu favorisée.

Le roi meurt. La junte de régence doit écrire à Louis XIV, & lui annoncer le Testament. Le duc de Montalte, un des seigneurs régens, refuse de signer la lettre : il s'en excuse sur ce que le conseil suprême d'Arragon, dont il étoit président, n'avoit pas encore approuvé la disposition du

testateur : & son excuse est reçue. La reine signe sans difficulté. Le cardinal Porro-Carrero craint de se commettre, en autorisant de son nom une seconde lettre ; & pour s'en dispenser il feint une indisposition. La reine n'a point de ces scrupules. Elle se met à la tête de ceux qui invitent le jeune légataire à croire, que la cour & le peuple sont à lui : elle l'invite à presser son départ pour l'Espagne. Ses instances sont si bien distinguées de celles des seigneurs régens, que Louis XIV croit lui en devoir un remerciement particulier. Le conseil de France balance sur l'acceptation du Testament : son silence fait douter qu'il n'en voie le péril & qu'il n'en soit effrayé. La reine s'unit aux partisans de l'archiduc, & elle opine avec eux dans la junte à faire de nouvelles instances dans une troisième lettre qu'elle signe comme les deux autres. Cependant c'est dans ce même temps qu'elle ranime la faction Autrichienne, & que le cardinal écrit à la cour de France qu'elle trame un soulèvement. Louis XIV trouve l'accusation fondée : il ne croit point le légataire en sûreté si la douairière reste en Espagne ; & pour son premier acte en sa qualité de légataire, il le fait manquer d'égards pour la veuve du testateur, & de respect pour sa dernière volonté. S'il ne se trouve aucun sujet de mécontentement pour fonder le changement de cette princesse, à l'égard du duc d'Anjou, doutera-t-on de sa duplicité ? Peut-on s'empêcher de lui attribuer un personnage concerté avec la cour impériale ? D. B. M.



T I

TIBERE, Empereur Romain.

TIBERE descendoit d'Appius Claudius, qui sous le regne de Romulus, quitta le pays des Sabins, pour s'établir à Rome avec un grand nombre de cliens. Les Claudiens, après l'expulsion des rois, furent admis dans le sénat. Leurs richesses & leur naissance leur frayerent un chemin aux dignités. Ils donnerent à la république vingt-huit consuls, cinq dictateurs, & sept censeurs. Ils furent honorés cinq fois du grand triomphe, & cinq fois de l'ovation. Cette famille forma plusieurs branches qu'on distingua par leur surnom. Tibere sortoit de celle qui avoit pris le nom de Néron, qui, en langue sabine, signifioit *courageux*. Sa mere Livie étant enceinte de lui, fit divorce avec son mari pour épouser Auguste. Tibere, à l'âge de neuf ans, fit l'éloge funebre de son pere dans la tribune aux harangues. Après la bataille d'Actium, il accompagna Auguste dans son triomphe, & il présida comme prince de la jeunesse, aux jeux qu'on célébra dans le cirque. Il donna le spectacle de deux combats de gladiateurs, en mémoire de son pere & de son aieul. Les grandes récompenses qu'il decerna aux vainqueurs, attirerent sur l'arene plusieurs athletes qui pouvoient s'en dispenser. Marcus-Gallus lui légua tous ses biens. Il recueillit ce riche héritage, mais courtisan adroit, il refusa de prendre son nom, sous prétexte qu'il avoit été ennemi d'Auguste. Il avoit épousé Agrippine qu'il aimoit, & quoiqu'il en eut un fils, il fut obligé de la répudier, pour prendre Julie, fille d'Auguste, pour laquelle il n'avoit aucun penchant. Cette union formée par la politique, jeta des flots d'amertume sur les plus beaux jours de sa vie. Les scandales de cette épouse impudique l'obligerent de quitter Rome pour se fixer à Rhodes, où il vécut en homme privé. Ce fut pendant son séjour dans cette île qu'il apprit que sa femme Julie, sans frein dans ses debauches, avoit forcé Auguste à rompre son mariage. Tibere se félicitant en secret de ce divorce, donna les témoignages de la plus vive affliction. De retour à Rome, il alla demeurer dans les jardins de Mécene, où, livré à un loisir philosophique, il affecta de renoncer à toutes les promesses de la fortune. La mort de Caius & de Lucius, fils d'Agrippa, destinés à l'empire, le fit sortir de sa retraite. Auguste l'adopta, & depuis ce temps, il prit un train conforme à sa nouvelle fortune. La rebellion de l'Ilirie, sembloit menacer l'empire d'une ruine prochaine; Tibere, qui venoit d'être déclaré tribun, y fut envoyé avec quinze légions. La fortune sembla l'accompagner dans cette expédition. Les peuples de la Norique, de la Thrace, & de la Macédoine, rentrerent dans l'obéissance. Ce

Succès lui donna le surnom de pannonique & d'invincible. Sa gloire reçut encore un nouvel éclat de la défaite de Varrus, dont il vengea la mort. Il fut envoyé en Germanie pour y rétablir la gloire des armes romaines. Ce fut dans cette guerre qu'il déploya toute la flexibilité de son caractère, qu'il fit plier aux circonstances. Il se dépouilla de tous les attributs de sa grandeur : il dormoit la nuit sans pavillon, ni tente. Il n'avoit d'autre table que le gazon. Ses alimens étoient les mêmes que ceux des soldats. Après une continuité de succès, il rentra triomphant dans Rome ; & avant de monter au capitol, il descendit de son char pour embrasser les genoux d'Auguste. Après cette cérémonie, il donna un magnifique festin au peuple. Mille tables furent servies avec délicatesse, & chaque convive reçut un présent de cent écus. Il fit vendre les dépouilles de l'ennemi, il en consacra le produit à ériger un temple à la Concorde, & un autre à Castor & à Pollux au nom de son frère & du sien.

Auguste, sentant approcher sa fin, le désigna son successeur conjointement avec le jeune Agrippa. On prétend que le désir d'être regretté, dirigea son choix. Il se flatta qu'un indigne successeur rendroit sa mémoire plus précieuse. Il est plus vraisemblable qu'il fut séduit par Livie qui avoit usurpé un empire absolu sur son esprit. Il sembla bientôt se reprocher son choix, & c'est ce qui hâta sa mort. On assure que voulant annuler son testament, il fut étouffé par l'ordre de Livie. Tibere tint cette mort cachée, jusqu'à ce qu'on l'eut défait d'Agrippa qu'on lui avoit associé à l'empire. Il fit ensuite assembler le sénat pour y lire le testament d'Auguste. Alors faisant paroître une modération hypocrite, il refusa de se charger d'un poids qui accabloit sa faiblesse. Ses paroles étoient entrecoupées par de longs gémissemens : enfin, paroissant succomber à sa douleur simulée, il tomba en défaillance. Ses partisans qui formoient le plus grand nombre, se jetèrent à ses pieds pour le conjurer d'accepter l'empire. Il se rendit, en soupirant, à leurs sollicitations, & jura d'abdiquer aussitôt que son administration commenceroit à déplaire. Son refus pouvoit être sincère, & dicté par la crainte des circonstances. Scribonius-Libon excitoit par-tout des séditions : les armées d'Illyrie & de Germanie avoient proclamé Germanicus empereur ; les prétoriens refusoient de le reconnoître, parce qu'ils n'avoient pas concouru à son élection. Quand tous ces troubles furent apaisés, il prit les rênes de l'Etat : les premiers jours de son regne en firent concevoir d'heureuses espérances. Modeste dans son élévation, il refusa les honneurs qu'on avoit coutume de déferer aux Césars le jour de leur naissance : il défendit de lui ériger des temples, & il n'eut ni prêtres ni flamens. On ne put même lui élever de statues, sans en avoir auparavant obtenu la permission, & que sous la condition de ne point les placer parmi les simulacres des dieux. De tous les titres que le sénat voulut lui déferer, il n'accepta que celui de père de la patrie, & une couronne civique qui fut mise à la porte de son palais. Il ne prit jamais le

nom d'Auguste, excepté dans les lettres qu'il adressoit aux rois. Les flatteurs furent bannis de sa cour, & s'élevant au-dessus des satyres clandestines, il défendit de rechercher les ténéraires qui calomnioient son administration, disant que le sénat dérogeoit à la dignité de ses fonctions, en s'occupant d'affaires particulières.

Plein d'égards pour ce corps, il le rétablit dans ses anciennes prérogatives, & voulut que la liberté présidât à toutes ses délibérations; & il n'entreprit rien sans l'avoir consulté. Il ne s'y rendit jamais accompagné de ses gardes, regardant les lieux où cette auguste compagnie tenoit les assemblées, comme le sanctuaire de la liberté. Il souffroit qu'on combattit ses avis, & se faisoit un devoir de se ranger du côté du plus grand nombre. Il renvoya sans audience les députés du sénat qui lui remirent des lettres qui devoient, disoit-il, s'adresser au sénat. Sa vigilance s'étendit sur les besoins des provinces. La rigueur des impôts fut adoucie : il écrivit aux gouverneurs que le devoir d'un pasteur étoit de tondre ses brebis, & de ne point les écorcher. Ses loix somptuaires réprimèrent les profusions qu'on faisoit dans les jeux publics, & sur-tout dans les combats de gladiateurs. Le luxe de la table fut aboli, en ne se faisant servir que des mets communs. Les tavernes furent fermées, & l'intempérance ne troubla plus l'ordre public. Il fut défendu aux pâtisseries & aux boulangers de faire des gâteaux, qui ne pouvoient entretenir que la friandise. En retranchant le superflu, il fit régner l'abondance du nécessaire.

Les étrennes se donnoient pendant tout le cours du mois de janvier. Elles étoient devenues un trafic ruineux pour les familles. Tibere les restreignit au premier jour de l'année. Ses soins s'étendirent sur tout ce qui pouvoit corrompre les mœurs publiques. Les femmes convaincues d'adultère furent condamnées à l'ignominie. Un chevalier Romain, qui en se mariant, avoit juré de ne jamais répudier sa femme, fut dispensé de son serment parce qu'elle fut convaincue d'avoir souillé la couche conjugale. La prostitution fut punie par l'exil & la stérilité, & Rome n'offrit plus dans le luxe effronté des courtisanes, le spectacle de la dissolution; les superstitions étrangères, furent proscrites. Ce fut contre les Juifs & les Egyptiens qu'il usa le plus de rigueurs, parce qu'il les regardoit comme les instituteurs de tous les mensonges religieux. Tous furent bannis de Rome, & leurs enfans furent exilés dans des contrées marécageuses, afin que la malignité de l'air extirpât la race de ce peuple vagabond. Les astrologues furent enveloppés dans la proscription; & l'on ne fit grace qu'à ceux qui jurèrent de renoncer à leurs impostures. Les routes furent purgées de brigands. La licence des cohortes prétoriennes fut réprimée, on les resserra dans des quartiers différens, où l'on établit une discipline exacte, au lieu qu'auparavant étant toutes réunies, elles étoient toujours prêtes à exciter des tumultes populaires. Les rois furent contenus dans le devoir par la seule réputation d'un empereur si sage & si bienfaisant.

Telles

Telles furent les deux premières années du règne de Tibère : la mort de ses deux fils Drusus & Germanicus, changea son caractère, & de si beaux jours furent obscurcis par des nuages & des tempêtes. Il devint sombre & mélancolique. Le séjour de Rome lui devint odieux ; il s'en éloigna pour n'y rentrer jamais : il se fixa dans l'île de Caprée, où semblant avoir oublié qu'il étoit le chef de l'empire, il vit d'un œil indifférent l'Arménie envahie par les Parthes, la Mésie par les Daces, & les Gaules ravagées par les Germains. Dès qu'il n'eut plus de spectateurs de ses actions, il s'abandonna sans frein à la licence de ses penchans. Celui qui se distinguoit par les excès de son intempérance, avoit le plus de part à sa faveur. Il conféra la questure à un jeune homme sans naissance qui n'avoit d'autre mérite que d'avoir bu trente-six pintes en une nuit. Douze maisons étoient remplies par les compagnons de ses débauches. Il n'y avoit plus de peintures ni de statues qui n'offensassent la pudeur. Sa bibliothèque n'étoit composée que de livres licencieux & obscènes, qui provoquoient à la luxure, il avoit fait construire dans les bois des grottes délicieuses, où de jeunes filles, vêtues en nymphes, alloient se prostituer à des jeunes gens habillés en dieu Pan. Le débordement de ses mœurs lui fit donner le surnom de Caprinus du nom de l'île de Caprée & par allusion au mot latin *caper*, qui signifie bouc. On avoit déjà changé son nom de Tibère en celui de Bibère, pour lui reprocher ses ivresses fréquentes. Il ne se faisoit servir à table que par des femmes nues, pour allumer sa lubricité. Une dame romaine ayant résisté à ses sollicitations impudiques, fut accusée du crime de lèse-majesté. Elle fut citée devant des juges aussi corrompus que leur maître, & elle ne répondit qu'en s'enfonçant un poignard dans le sein. Aussi avare que lascif, il n'entreprit rien de grand ni d'utile. Les édifices publics, commencés sous Auguste, furent interrompus. Rome fut sans jeux & sans spectacle. L'armée fut privée des récompenses qu'elle avoit coutume de recevoir sous les premiers Césars. Les sénateurs & tous les grands de l'empire, furent dépouillés de leurs biens sur des accusations destituées de preuve. Il suffisoit d'être riche pour être traité en criminel. Ce fut sa famille qui fut la plus exposée à ses fureurs. Son frère Drusus fut accusé d'avoir conspiré pour rétablir la liberté. Julie qu'il avoit répudiée, languit vingt ans dans la misère, avec défense de sortir de sa maison & d'y recevoir des hommes. Fils dénaturé, il défendit de donner à Livie le nom de mère de la patrie. Quelque temps après, étant tombée malade, il ne daigna pas lui rendre visite. Après sa mort, il retrancha une partie des honneurs que le sénat avoit décerné à sa mémoire, il ne voulut pas permettre qu'on lui bâtît des temples, ni qu'on lui dressât d'autels. Assoupi dans ses débauches, il ne quitta point Caprée pour lui rendre les derniers devoirs, s'excusant sur l'importance de ses occupations. Livie, quoique depuis long-temps sans pouvoir, avoit opposé un frein à la cruauté de ses penchans. Séjan s'étoit servi de son nom pour résister à son maître, mais dès qu'elle eut

les yeux fermés, Tibere n'eut plus de retenue ni de pudeur. Il ne fut pas meilleur pere ; & quand à la mort de Drusus son fils, les ambassadeurs Troyens parurent devant lui avec tout le faste de la douleur ; ce pere dénaturé, tournant en ridicule leur affliction, dit par dérision, il semble que ces bonnes gens pleurent encore leur cher Hector.

Agrippine, sa bru, mangeant avec lui, refusa de sa main une pomme qu'elle crut empoisonnée ; ce soupçon fut puni par l'exil. Elle ne put entendre son arrêt sans s'exhaler en invectives contre l'iniquité de son juge. Il la fit battre de verges par un centenier qui lui arracha un œil. Agrippine ne pouvant survivre à cet affront, résolut de se laisser mourir de faim, recommandant sa vengeance à ses trois fils, Néron, Drusus & Caius. Les deux aînés, fideles au ressentiment de leur mere, furent condamnés à la mort par les artifices de Séjan, qui crut par-là se frayer un chemin à l'empire, mais ce favori dont l'énorme puissance avoit été l'ouvrage de son maître, devint bientôt l'objet de ses soupçons. Il fut accusé à son tour d'avoir aspiré à l'empire, & il ne prévint sa condamnation qu'en s'enfonçant son épée dans le sein ; sa fille âgée de sept ans fut traînée dans les prisons. Cet enfant ne sachant ce qu'on exigeoit d'elle, s'écrioit en pleurant, qu'ai-je fait, si j'ai commis quelque faute, qu'on me fouette & qu'on me renvoie à mes parens. On dit qu'elle fut violée par le bourreau pour satisfaire à la loi, qui défendoit de punir une vierge du dernier supplice. Elle fut ensuite étranglée avec son frere un peu plus âgé qu'elle, & leurs corps furent jetés à la voirie : le sénat par une lâche complaisance, condamna à une mort infame tous ceux qui avoient eu des liaisons avec Séjan. Rome étoit partagée entre des accusés & des accusateurs. Tibere vieilli dans la débauche tomba dans l'épuisement, il n'avoit plus de force qu'il savoit encore déguiser. Mais il ne pouvoit déguiser sa défaillance, son poulx qu'il sentoit diminuer tous les jours, l'avertissoit que sa fin étoit proche. Chacun formoit des intrigues dans le sénat & dans l'armée pour y former un parti. Un bruit prématuré de sa mort se répandit à Rome, & Caligula eut l'imprudence de se saisir de l'empire. Il eut lieu de se repentir de cette précipitation, quand il recut la nouvelle qu'il avoit recouvré la voix, la vue & l'appétit. Caligula déchu de ses hautes espérances, n'attendoit plus que l'ordre de mourir. Macron qui avoit infecté son cœur de tous les vices, le tira de danger en faisant étouffer Tibere dans les couvertures. Ce prince étoit âgé de soixante & dix ans, dont il en avoit régné vingt-trois ; il termina sa vie au camp de Misene, dans une maison qui autrefois avoit appartenu à Lucullus. Il étoit d'une taille au dessus de l'ordinaire. Il avoit l'estomac & les épaules larges, il avoit tant de force dans les doigts que d'une seule chiquenaude il balafroit un visage. Ses cheveux épais & longs flottoient sur les épaules : en général, il avoit une physionomie intéressante sans être régulière. Sa vue étoit si perçante, qu'il distinguoit tous les objets pendant les nuits les plus téné-

breuses. Quoiqu'il fut naturellement éloquent, il parloit peu pour ne point se compromettre. Quoiqu'il se fut élevé au dessus des superstitions de l'idolâtrie, il avoit une crédulité imbécille dans les prédictions des devins; il portoit une couronne de laurier pour se garantir du tonnerre. Dans le sein de la débauche il cultiva les lettres, & il est honteux pour elles de le compter au nombre de leurs disciples. Tous les savans lui dédièrent leurs ouvrages, mais la fumée de leurs éloges mercenaires ne put couvrir la bassesse de ses vices. La nouvelle de sa mort fut reçue avec des transports de joie dans tout l'empire. Les Romains crioient, qu'on le jette dans le Tibre, & d'autres dans les Gémonies. Il déclara par son testament, Caius fils de Germanicus, & Tibere fils de Drusus ses héritiers à l'empire. Il légua de grandes sommes aux vestales & aux légions. Chaque rue de Rome eut part à ses largesses, de sorte qu'il fit plus de bien en mourant que pendant tout le temps qu'il avoit vécu.

T I R O L, *Comté d'Allemagne, au cercle d'Autriche.*

LE comté de Tirol se divise en quatre parties, le Tirol proprement dit, les pays annexés, l'évêché de Brixen & l'évêché de Trente.

Ce comté a été porté dans la maison d'Autriche, par le mariage d'Elisabeth, fille de Meinhard, comte de Tirol, avec Albert duc d'Autriche, & depuis empereur.

Les évêques de Brixen & de Trente sont sous la protection immédiate du comte de Tirol, & en cette qualité, ils sont tenus de contribuer aux subsides que le souverain juge convenable d'exiger.

Anciennement, les pays qui composent actuellement le comté de Tirol, étoient entre les mains de différens possesseurs.

Les incursions auxquelles ils étoient exposés de la part des puissances limitrophes, & principalement de la république de Venise, les engagèrent à s'unir entr'eux, & à former une ligue défensive.

A peine cette union fut-elle formée, qu'il s'éleva des difficultés, soit sur la nature & l'objet des secours que chaque pays devoit fournir, soit sur les circonstances dans lesquelles ces secours devoient l'être.

Ces difficultés furent terminées par un règlement qui fut arrêté en 1511, & par lequel le nombre des fantassins que chaque pays devoit fournir, fut réglé & déterminé : chaque pays fit ensuite la répartition de ce nombre de fantassins dans ses districts.

On ne connoissoit, à cette époque, aucune taille dans ces différens pays; ce ne fut qu'en 1574 qu'elle commença à être établie : voici ce qui donna lieu à cet établissement.

On vient de voir que par le règlement de 1511, on avoit fixé le nom-

bre de fantassins que chaque pays devoit mettre sur pied pour la défense commune. Ce service n'étoit pas rempli exactement, plusieurs fantassins manquoient : ceux qui étoient tués ou qui mouroient, n'étoient pas exactement remplacés ; d'autres ne se rendoient point dans les temps fixés ; ce fut pour prévenir ces inconvéniens, ainsi que les troubles auxquels ils donnoient lieu, que par une convention qui fut arrêtée en 1574, il fut réglé que chaque pays fourniroit en argent, le nombre de fantassins qui étoit à sa charge.

Chaque fantassin fut évalué à 3 florins d'Allemagne (a). L'on imposa sur les biens-fonds, sous la dénomination de *fleyre*, une taxe qui a été le principe & l'origine de la taille réelle qui se leve dans le comté de Tirol.

L'évaluation ou taxe, qui n'étoit, en 1574, que de 3 florins par fantassin, a été depuis successivement augmentée, & elle est portée, dans l'état actuel des choses, à 40 florins par fantassin.

Le nombre des fantassins avoit été réglé, dans le principe, d'après le nombre & les facultés des habitans. On suit encore l'ancien règlement, quant au nombre des fantassins, mais dans la répartition, on ne consulte que la valeur des biens-fonds.

Ces biens-fonds sont énoncés & rappelés dans un cadastre, connu sous la dénomination d'*orbario*, & c'est d'après ce cadastre qu'est faite l'imposition de la taille.

Cette taille est divisée en deux classes, la taille noble ou militaire, & la taille roturière.

Dans la classe de la taille noble ou militaire, sont compris ceux qui possèdent des fiefs, châteaux ou autres biens nobles.

Dans la classe de la taille roturière, sont compris ceux qui ne possèdent que des rotures.

Il se tient, chaque année, à Inspruck une diète, qui est formée d'un Etat-majeur ou chambre haute, & d'un Etat-mineur ou chambre basse.

La chambre haute est composée des députés des princes-évêques de Brixen & de Trente, de ceux des chambres de ces deux églises, du chef du pays, du clergé & de la noblesse.

La chambre basse est composée des députés des villes, des vassaux des fiefs, & des paylans qui ont droit de députer à la diète.

Le souverain fait demander dans cette diète les subides qu'il juge convenables ; les deux chambres délibèrent, & les résolutions sont déterminées à la pluralité des suffrages.

Lorsqu'il s'agit d'une demande ou impôt extraordinaire, la délibération par laquelle il est accordé, contient toujours la clause, que c'est sans préjudice au règlement de 1511, & aux privilèges du pays.

(a) Le florin d'Allemagne évalué à 25 sous, monnaie de France.

Lorsque le montant du subsidé ou de l'imposition est réglé, on en fait la division par fantassin, & l'intendant de la province fait ensuite la répartition eu égard au nombre que chaque communauté doit fournir.

Quant à la levée de cette taille, il existe dans chaque district un receveur qui en fait le tour deux fois l'année, à la Saint-George & à la Saint-André; son arrivée dans chaque endroit est notifiée à son de trompe un mois auparavant, afin que chacun tienne prêt le paiement qu'il doit faire. Ces receveurs, qui sont choisis & payés par les contribuables, ont chacun le cadastre du district où ils font la perception de la taille.

On tient tous les deux ans une diète générale qui est composée de la même manière & des mêmes personnes que la diète annuelle : c'est dans cette diète générale que les receveurs particuliers & le receveur général rendent les comptes, dans lesquels sont distingués ce qui a été levé pour le souverain, & ce qui a été levé pour le pays; ces comptes sont ensuite adressés à la cour de Vienne qui les approuve, lorsqu'elle les trouve en règle.

On constate pareillement dans cette diète les changemens qui sont survenus pendant ces deux années dans les possessions, de manière que les cadastres sont toujours exacts.

Les receveurs particuliers remettent à la caisse générale le montant des sommes qu'ils ont reçues, à la déduction de celles qu'ils ont employées aux payemens ordonnés par la diète.

Les contribuables qui sont en retard de payer, sont contraints par la saisie de leurs revenus, & quelquefois même par la vente d'une portion de leurs fonds.

L'imposition de la taille, a pour principe & titre, la défense & les besoins du pays.

Les impositions extraordinaires ou les dons gratuits, ont pour cause les naissances & mariages des archiducs, les payemens des dettes, & autres de ce genre.

C'est dans la ville de Bolzano que se tient la caisse générale. Les fonds qui sont versés dans cette caisse, sont distribués conformément à ce qui a été réglé par la diète, & s'ils ne sont pas suffisans pour les besoins, le receveur contracte, au nom de la province, une dette à quatre pour cent d'intérêts.

Indépendamment de la diète annuelle, il existe à Inspruck un tribunal ou commission qui est toujours en activité; ce tribunal exécute les ordres & les instructions qui lui sont donnés par la diète; mais il ne peut donner aucune décision définitive sans le consentement & l'agrément de la diète.

On perçoit aussi dans le Tirol des droits sur le vin qui est vendu en détail, sur toutes les denrées comestibles, & sur les marchandises qui se transportent d'un lieu dans un autre.

Les autres droits dérivent des biens qui sont donnés à bail emphytéo-

tique, des fonds allodiaux, des investitures, des mines & des peines fiscales.

La plus grande partie de ces droits est donnée à titre de bail, & compose la ferme générale; l'objet des droits sur les marchandises & denrées destinées pour la consommation du pays, & sur celles qui ne font qu'emprunter le passage, a été considérablement augmenté depuis quelques années.

Les droits sur le sel, la bière, les bois, le fer & autres minéraux, forment des fermes particulières entièrement indépendantes de la ferme générale.



T O

T O L É R A N C E , f. f.

COMMENÇONS, avant de traiter cette matière aussi importante qu'épineuse, par définir les termes; d'un côté, afin de prévenir, autant qu'il sera possible, les équivoques, les prétextes & les objections de l'intolérance; de l'autre, afin d'éloigner toutes les fausses conséquences que la malignité pourroit tirer de nos principes.

Tolérer quelqu'un, en matière de religion, c'est lui permettre de jouir de tous les droits sacrés de sa conscience, en le laissant libre d'en suivre les lumières & les mouvemens, sans que pour cela il puisse être exposé à aucune peine civile, ni positive, ni négative, tant qu'il ne professe aucun dogme, & qu'il ne fait aucune action qui trouble directement le bon ordre de la société.

Tolérer une église, c'est permettre les assemblées religieuses de tous ceux qui sont attachés à sa doctrine & à son culte, qui n'ont rien de contraire au vrai bien de l'État, sans que pour cette croyance ou cette pratique, les membres de cette église soient livrés à aucune peine, ni privés d'aucun avantage temporel, à moins qu'ils ne violent, par des actes formels, quelque loi civile, juste & nécessaire pour le maintien de l'ordre public.

La Tolérance entre particuliers, c'est ce support mutuel, effet de la douceur du caractère, & de la charité du vrai chrétien, que doivent avoir les uns pour les autres des membres de différentes communions, sans jamais violer les uns envers les autres, à cause de la différence d'opinion ou de culte, aucune des saintes règles de la justice, de l'humanité & de la charité, soit par des sentimens de mépris ou de haine, soit par des paroles offensantes ou injurieuses, soit par des imputations fausses ou désavouées, soit par des refus de services dûs à l'humanité, soit enfin par des actes de violence.

On demande, si les hérétiques, les sectaires, les schismatiques, les hétérodoxes, doivent ainsi être tolérés par les fideles ou les orthodoxes?

C'est, sous des termes indéfinis, établir la question d'une manière interminable. En effet, personne ne croit être hétérodoxe, hérétique ou schismatique, c'est-à-dire, dans une erreur condamnable. L'église orthodoxe est dans chaque pays, l'église dominante, déclarée telle par des lois exclusives. Autre est l'orthodoxie de Rome, de Londres, de Pétersbourg, de Berlin. Laisant donc tous ces termes, devenus injurieux, qui ne produisent jamais de bien, & qui ont causé tant de maux, proscrivant ces dénominations, que les différens partis se sont données réciproquement dans leur fureur,

trop souvent atroce, nous réduisons la question à ces termes simples : quelle est la Tolérance que se doivent les diverses communions chrétiennes ? Et je réponds qu'elle doit être entière & universelle, avec les seules limitations, que la tranquillité publique, bien entendue, y doit mettre nécessairement en certains cas.

Prouvons cette grande & importante vérité, en distinguant avec soin les sages limites approuvées de la raison, de ces restrictions odieuses, dictées par des passions cruelles. Nous puiserons nos preuves dans quatre sources principales : dans l'essence de l'homme & de la religion ; dans les droits & les devoirs du souverain ; dans la nature & l'établissement de l'église ; enfin dans les privilèges & les obligations des ecclésiastiques.

Heureux celui qui trouve déjà les dispositions à cette Tolérance dans son cœur doux & sensible ! il sera bientôt persuadé : mais telle est la nature de cette question, qui tient à beaucoup d'autres, sur-tout à une multitude de préjugés enracinés & de passions impérieuses, que si l'âme n'est pas portée par sa douceur naturelle à cette vertu, qui est une branche de la charité, l'esprit préoccupé suggère aussitôt une infinité de prétextes & d'objections spécieuses, qui, comme les têtes de l'hydre fatale, semblent renaître à mesure qu'on les détruit. Entrons en matière.

I. Je dis d'abord que l'essence de la religion & la nature de l'homme, pour qui elle est révélée & établie, prouvent invinciblement la nécessité de la Tolérance, puisque l'intolérance est en contradiction directe avec l'une & avec l'autre.

1°. En effet, la religion suppose la persuasion de l'esprit, l'approbation du cœur, la conviction de l'âme ; sans cela, il n'y a point de religion. Avoir de la religion, c'est en être intimement persuadé, c'est être rempli de tous les sentimens qu'elle doit inspirer & qui naissent de la persuasion. Or la violence ne sauroit produire cette persuasion, ni ces sentimens. Jamais les peines, les supplices ne furent des moyens propres à amener les hommes à reconnoître la vérité : c'est l'instruction, ce sont les conseils, les voies les plus douces, les exhortations les plus tendres. Au contraire les injures, les menaces, la violence, excitant la haine & les ressentimens contre celui qui propose la vérité, avec les armes de la passion & du mensonge, ne sont propres qu'à affermir dans l'erreur. Vous conduisez l'hérétique au supplice, il meurt avec opiniâtreté & il périt, selon vous, dans l'impénitence. Si vous l'eussiez laissé vivre en paix, il auroit peut-être reconnu son erreur, & vous devez, dans vos principes, vous reprocher sa damnation éternelle. Si au contraire, effrayé de l'appareil du supplice, où votre main barbare le conduit, il se rétracte, vous en faites un apostat aux sentimens de sa propre conscience & un hypocrite dans votre communion. Telle est la nature de l'homme qu'il est moralement impossible qu'il en soit autrement. Impénitent ou hypocrite, votre fureur doit donc nécessairement causer la damnation de votre frère, parce que méconnoissant la nature

nature de l'homme & celle de la religion, vous agissez dans vos fureurs intolérantes, directement contre l'une & contre l'autre. L'homme doit être éclairé par des idées distinctes, persuadé par des raisons qu'il trouve solides ; toute autre méthode, tout autre moyen est absolument contraire à ses facultés, à sa nature & à celle de la religion faite pour éclairer, instruire & persuader l'esprit.

2^o. Il vous fit encore connoître évidemment la vraie nature de sa religion sainte, le seigneur Jesus, lorsqu'il envoya ses disciples pour détruire les erreurs monstrueuses, qui couvroient la face du monde à sa venue. Il leur défendit de prendre aucune arme. *Allez*, leur dit-il, *instruisez toutes les nations* : voilà votre leçon & votre modele, convertisseurs zélés. Voilà aussi la conduite qu'il tint, enseignant avec douceur, faisant du bien à tous, exhortant toujours avec tendresse, il ne censura même jamais que l'orgueil & le vice. *Apprenez de lui à être débonnaires & humbles de cœur*. Lorsque ses disciples paroissent seulement mettre en question s'ils doivent user de force, il les censure : *vous ne savez*, leur dit-il, *de quel esprit vous êtes animés*. Si le sauveur infiniment charitable eût cru que sa charité l'engageoit à amener les hommes à la vérité par la force, s'il eût cru la chose possible, lui qui pouvoit disposer de toute la nature, n'eût-il pas appelé les légions d'anges à son secours, pour exterminer tous les hérétiques opiniâtres de dessus la terre qui en étoit souillée ? Mais il savoit que toutes les voies de contrainte répugnent également à la nature de l'homme libre, & à celle de la religion. Telle fut sa méthode, *allez & instruisez*.

3^o. Quel étoit aussi le but de la religion sainte qu'il venoit apporter aux humains, toujours plus coupables encore par la dépravation de leurs mœurs, que par les erreurs de leur esprit ? C'étoit de les ramener au bonheur par la route de la repentance ; c'étoit d'établir sur la terre son regne spirituel par la vertu ; c'étoit de former une société sainte & heureuse, dont la charité fût le lien. Méditez son discours sur la montagne, ce discours, le plus long de ceux qui nous ont été conservés ; ce discours, qui doit renfermer la religion qu'il étoit venu apporter aux hommes. Vous n'y découvrirez point d'autre vue essentielle : son regne tout spirituel est donc un regne de vertu & de charité. *Telle est la religion pure & sans tache de notre Dieu*. A cela tendent aussi tous les préceptes des apôtres, tous les dogmes, toutes les vérités, tous les mystères, toutes les graces promises, toutes les cérémonies prescrites. Ce but unique & sublime de notre sainte religion, est la preuve interne la plus sensible de son excellence & de son origine céleste. C'est la démonstration qu'il eût fallu proposer & faire principalement valoir contre les incrédules, si fort multipliés de nos jours. Tel étant donc l'unique dessein de Dieu, en se révélant aux hommes par son fils, quel auroit dû être aussi l'objet du zèle de tous ceux qui font sincèrement profession sur la terre d'être attachés à cette sagesse d'en-haut ? Ce devoit être sans doute de réprimer le vice & d'encourager la vertu. Ex-

hortations, censures, menaces spirituelles, toutes vos paroles & vos démarches auroient dû tendre, à l'exemple de votre divin sauveur, à ce seul but. Parens, amis, concitoyens, étrangers, vous auriez dû chercher à les amener tous à l'obéissance de Christ, qui est la pratique des bonnes œuvres. Mais indulgens pour les vicieux, indifferens en apparence sur le sort de ceux qui vivent mal, même dans la communion de votre culte, vous ne montrez un zèle ardent que contre ceux qui attaquent vos dogmes chéris. C'est ceux-là que vous voulez contraindre d'entrer, tandis que vous voyez avec froideur les autres s'éloigner du ciel. Mais, puisque nous serons jugés, non pas sur nos opinions, mais sur nos actions, par celui qui rendra à chacun selon ses œuvres, si la charité, si l'intérêt pour le salut de vos frères, animoit votre cœur, ne devriez-vous pas être plus ardens à les rendre vertueux, qu'à leur faire recevoir vos dogmes? Avouez donc, & quand vous ne l'avoueriez pas, nous le soutiendrions hautement, votre zèle ne s'anime lorsque l'on rejette certains points de votre doctrine, que parce que votre orgueil est blessé par la contradiction; que parce qu'on attaque des dogmes qui fondent votre domination, qui crouleroit avec eux; que parce qu'il est plus aisé d'être zélé que charitable, plus facile de défendre avec chaleur ses opinions, que d'être doux, modérés, bienfaisans. Il en coûte moins aux passions pour paroître religieux, en soutenant avec chaleur son système, que de l'être en effet, en soumettant toutes ses passions, sur-tout son orgueil, à la loi douce du seigneur. Vous haïssez, vous chargez d'épithètes odieuses, vous sollicitez les puissances de la terre contre les hommes qui vivent moralement bien, mais qui rejettent quelques-unes de vos pratiques religieuses, & vous laissez tranquilles tous ceux qui y participent, & qui cependant, par leur vice, méritent la mort spirituelle, & ne sauroient avoir part au royaume du ciel. Galat. V. 19. Rom. 1. 29. Toutefois chacun sera jugé, non sur ces pratiques, mais selon ce qu'il aura fait, soit bien, soit mal, durant cette vie. Ou vous manquez de charité pour ceux de votre communion, qui se damnent par l'irrégularité de leur conduite; ou votre charité pour ceux d'une autre, que vous croyez damnés pour leur opinion, est feinte. C'est donc contre le vice plutôt que contre l'erreur, que vous devriez faire éclater l'ardeur de votre charité. Le vice est toujours volontaire, l'erreur est ordinairement involontaire; le vice exclut infailliblement du ciel, mais il n'y a que Dieu qui puisse juger la faute de celui qui est dans l'erreur; le vice déshonore & détruit la sainteté de l'église; mais l'erreur ne sauroit détruire la vérité, ni prévaloir contre elle. Si donc votre zèle est vraiment dicté par l'esprit de Christ, qui est la charité, faites-le éclater contre les pécheurs, plutôt que contre les hérétiques. Voilà l'ivroie qu'il faut arracher du champ du seigneur. Alors vous montrerez que vous connoissez véritablement le but de la religion, & vous agirez en conséquence de ses vues.

4°. C'est parce qu'on a ainsi méconnu le but & la nature de la reli-

gion, qu'on a imaginé devoir la soutenir & la propager par le fer & le feu, & ce sont ces mêmes persécutions, aussi injustes que cruelles, qui ensanglantèrent si souvent la terre, qui ont donné lieu au prétendu triomphe des incrédules. Il eût sans doute fallu proscrire la révélation, si elle avoit armé nécessairement les hommes les uns contre les autres; si elle les avoit excités à la persécution & à la sédition; si elle avoit conseillé les massacres & les guerres civiles. Mais ce furent les passions violentes & atroces qui armerent les persécuteurs; l'orgueil, l'esprit de vengeance & de domination, l'ambition, l'avarice; voilà les vraies causes de l'intolérance & des troubles dans la société, qui en sont toujours des suites nécessaires. On chercha à cacher ces principes funestes, à pallier ces mouvemens d'un cœur corrompu, à justifier au dehors des cruautés : on se couvrit du faux prétexte du zèle pour la religion & la gloire de Dieu, tandis qu'on violoit ouvertement tous les préceptes de cette religion douce & sainte. Frappé de ces excès, le cœur sensible d'un incrédule honnête, attribue à la religion ce qui en est l'abus le plus manifeste, le renversement de sa morale & la violation de toutes ses loix sacrées. Qu'on examine donc avec impartialité l'évangile, on y verra d'un côté l'orgueil, l'ambition, l'avarice condamnés avec force, l'esprit de domination fréquemment censuré, la violence, la haine, les injures interdites avec sévérité; de l'autre côté, l'union, la douceur, la concorde, la charité, l'amour fraternel, recommandés sans cesse, & par-là l'esprit de Tolérance & de support. Voilà le christianisme dans sa pureté; cette religion destinée à unir les hommes, à faire régner la paix & l'ordre dans la société; à établir l'accord des souverains avec les sujets, en apprenant à ceux-là à gouverner selon la justice & la modération, & à ceux-ci, à obéir par un principe de conscience. Ce n'est donc pas ni par les maximes persécutrices de certains docteurs, ni par les décisions violentes de quelques théologiens, ni par leur conduite barbare, fort grossièrement déguisée sous le masque de la religion, que vous devez juger le christianisme. Allez à la source des divins oracles, & vous y trouverez une religion sainte, digne du Dieu de paix & de charité, digne du rédempteur doux, débonnaire, humblement soumis aux puissances de la terre, & allant sans cesse çà & là pour faire le bien.

II. C'en est assez sur la nature de l'homme & de la religion, pour prouver déjà la nécessité de la Tolérance; voyons maintenant quels sont les devoirs des souverains à cet égard, & quels sont leurs droits par rapport à la religion.

Le souverain est établi pour maintenir l'ordre civil sur la terre; & les peuples doivent être soumis à cette autorité pour la conservation de leurs intérêts temporels, de leur vie, de leur liberté, de leur honneur, de leurs propriétés. Il est donc du devoir des princes d'assurer par des loix équitables, la possession de tous ces avantages au peuple en général & à chaque sujet en particulier; & il est par conséquent de son droit de faire

qui lui est confiée est physique : l'objet n'en peut être qu'extérieur ; ce sont toutes les actions, toutes les démarches des sujets, qui peuvent directement intéresser l'ordre public ; mais cette force ne sauroit s'étendre sur l'âme, ni sur la conscience, sur les pensées, ni sur les sentimens. C'est à Dieu seul à qui il appartient d'agir sur l'âme par sa grace, quand il lui plaît. Il n'y a donc que les fautes extérieures contre la justice & l'ordre publics dont le magistrat puisse connoître, & qu'il soit en droit de punir par des peines temporelles ; mais Dieu seul peut connoître & juger les fautes de l'âme, les intentions, les sentimens du cœur, les égaremens de la conscience, & il les jugera selon sa miséricorde, dirigée par la sagesse, qui forment sa justice.

» Le pouvoir du magistrat, dit Locke, dans une lettre excellente sur la
 » Tolérance, ne s'étend pas jusqu'à établir par ses loix des articles de
 » foi, ni des formulaires de culte religieux ; car les loix n'ont aucune
 » vigueur sans les peines, & les peines sont tout-à-fait inutiles, pour ne
 » pas dire injustes, dans cette occasion, puisqu'elles ne sauroient convain-
 » cre l'esprit. Il n'y a donc aucune profession de tels ou tels articles de
 » foi, ni aucune conformité à tel ou tel culte extérieur, qui puissent pro-
 » curer le salut des âmes, si l'on n'est bien persuadé de la vérité des uns,
 » & que l'autre est agréable à Dieu. Mais les peines ne sauroient produire
 » cette persuasion. Il n'y a que la lumière ou l'évidence apperçues, qui
 » aient le pouvoir de changer les opinions des hommes, & cette lumière
 » ne peut jamais être excitée par les souffrances corporelles, ni par au-
 » cune autre peine extérieure. »

5°. Il résulteroit d'ailleurs des maximes opposées aux principes que nous défendons, des conséquences, dont tout le monde doit sentir au premier coup-d'œil l'absurdité intolérable. Si le droit de commander absolument, en matière de foi & de culte, étoit un apanage de la souveraineté, les rois des Juifs, qui abandonnerent si souvent le culte du vrai Dieu, auroient eu le droit de forcer leurs sujets à participer à leur culte idolâtre ; les empereurs païens auroient eu celui de maintenir le polythéisme par des peines ; Julien celui d'ordonner la croyance du panthéisme ; les empereurs arriens, celui d'établir leurs symboles. Un prince qui, par ambition, abandonne la religion de ses peres, pourra aussi imposer la même loi à ses sujets. Les souverains d'Angleterre, successivement attachés au protestantisme ou au catholicisme, pouvoient exiger de leurs peuples la même vicissitude de profession. Henri IV, en abjurant la religion, dans laquelle il avoit été élevé, pouvoit ordonner à tous ses sujets réformés de suivre son exemple. Si tels étoient les droits de la souveraineté, & que vous fussiez né à Constantinople, vous seriez donc obligé d'être musulman ; à Madrid, d'être catholique ; à Pétersbourg, d'être grec ; à Londres, d'être anglican : & si ces princes venoient à changer de système, vous seriez encore tenus de changer aussi de foi. Chacun seroit obligé par les mêmes principes,

d'adopter la religion du pays où ses affaires temporelles l'appelleroient à habiter ; comme Juste Lipse, qui fut catholique à Rome, luthérien à Iene, réformé à Leyde, & qui redevint catholique romain en revenant à Louvain. Au milieu de tant de légèreté, il avoit cependant écrit un *traité de la constance*, & ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'après avoir ainsi été lui-même entraîné ou séduit par l'hérésie, il écrivit un *traité de politique*, dans lequel il soutient qu'il faut exterminer par le fer & le feu tous ceux qui sont d'une autre religion que de celle de l'État, afin qu'un membre périclisse plutôt que le corps. Il devoit cependant comprendre & avouer, cet homme inconséquent & cruel, pour être d'accord avec lui-même, qu'il est facile de tomber dans l'erreur, & que par conséquent les errans méritent de l'indulgence. Mais telles sont les contradictions du cœur & de l'esprit humain. Dans de pareilles contradictions, Beze, après avoir enseigné que chaque fidele a le droit de lire, d'examiner & d'interpréter l'écriture-sainte, seule & unique regle de la foi, de croire & de professer ce qu'il y trouve révélé, ne laisse pas d'écrire aussi un traité, pour prouver qu'il faut punir les hérétiques, *de puniendis hereticis* : or, ceux-là seront toujours hérétiques, dans tous les lieux, qui attaquent la religion du souverain ou de l'État, de l'église dominante ou qui est soutenue de la force civile. Donc en tout temps & dans tous les lieux, il faut que chacun suive la religion du pays où ses affaires temporelles l'attachent. Voilà par conséquent l'indifférentisme, dont on a si souvent & si injustement accusé ceux qui ont parlé pour la Tolérance, admis, enseigné, professé par ceux qui font dépendre la religion des sujets de la volonté du prince.

Si cependant, vous attachez ce droit de commander la foi, non à la souveraineté, mais au souverain qui connoit & professe la vérité, vous ramenez la question à l'examen des articles prescrits ; car le roi d'Angleterre prétend être orthodoxe comme le roi d'Espagne ou l'impératrice de toutes les Russies. Si donc vous voulez que j'examine, instruisez-moi, mais ne me punissez pas ; laissez-moi libre, sans quoi je ne puis être persuadé ; ne m'agressez ni par des injures, ni par des violences, qui m'éloigneroient de la vérité & m'affermiroient dans l'erreur.

6°. Nous ne restreignons nullement les prérogatives de la souveraineté, en soutenant ainsi que le prince est en droit de commander tout ce en quoi il peut être obéi, tout ce qui ne répugne point à la nature de l'homme intelligent & libre, tout ce qui est nécessaire à l'ordre public, & qui est de son ressort. C'est ainsi que nous ne bornerions pas la puissance divine, en disant qu'il ne peut pas sauver les hommes malgré eux, par la force & la contrainte, puisque ce n'est dire autre chose, sinon que l'Être sage ne peut pas agir contre sa sagesse, vouloir des choses contradictoires, ni agir envers les hommes d'une manière contraire aux facultés qu'il leur a données. C'est pour dominer sur les princes & les royaumes par la religion, que quelques ecclésiastiques ambitieux & cruels ont enseigné que la loi

pouvoit commander aux opinions & punir les erreurs : ce qui n'a jamais signifié autre chose, si ce n'est que ces princes avoient le droit de défendre les dogmes qui étoient utiles aux vues de ces ecclésiastiques.

7°. Mais, dira-t-on, le souverain doit-il entièrement abandonner le soin des âmes, ne faire aucune règle, aucune loi contre les erreurs dangereuses, ou en faveur de la vérité, être indifférent pour le salut des sujets ? A Dieu ne plaise que nous avancions une maxime si contraire à la saine morale, & au bien public. Le magistrat doit faire, sans doute, tout ce qui est de son ressort, tout ce qui est possible, tout ce qui ne répugne pas à la nature de l'homme, mais qui peut servir à répandre la vérité & la vertu. Il doit veiller pour réprimer tout ce qui pourroit troubler l'ordre public, sous le prétexte de la religion. Intimement persuadés qu'une nation ne sera jamais plus heureuse, plus tranquille, dans un état plus puissant & plus prospère, que lorsque le christianisme y régnera avec les loix & toutes les vertus, nous croyons que le magistrat ne sauroit avoir trop d'attention en faveur de la religion, dont la partie essentielle est la morale, & qui seule intéresse directement l'ordre public.

Ces soins peuvent avoir trois objets divers que nous allons parcourir rapidement, parce que ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans un plus grand détail. Le magistrat doit donc 1°. réprimer les erreurs dangereuses ; il doit 2°. entretenir la religion nationale ; il doit 3°. veiller & être attentif à prévenir les suites des disputes de religion.

1°. Je dis d'abord, qu'il doit réprimer les erreurs dangereuses par tous les moyens convenables à la nature de la chose, se souvenant sans cesse qu'il n'y a d'erreur dangereuse pour l'Etat que celles qui détruisent les mœurs, la subordination & la sûreté publique, & qu'il n'y a proprement de moyen pour détruire l'erreur que l'instruction.

Il est donc évident qu'un magistrat sage ne peut souffrir dans la société aucun athée qui dogmatise, aucun impie qui attaque par ses discours, ou ses écrits, la providence, la certitude d'une vie à venir, la nécessité de la morale, la distinction éternelle du juste & de l'injuste, parce que ces grandes vérités sont le soutien de la société civile, & du bonheur des mortels sur la terre.

Il ne doit d'ailleurs laisser impuni aucun homme qui use de violences contre un culte établi dans l'Etat, ou contre ceux qui le suivent, parce qu'un particulier qui se porte à ces excès, s'arroge une juridiction qu'il n'a pas, viole la justice publique, & trouble l'ordre civil, en donnant lieu d'opposer la force à la force, ou d'user de représailles.

Si outre cela dans quelque communion que ce soit, il y avoit des docteurs furieux, qui enseignassent publiquement qu'on doit persécuter & poursuivre avec le fer & le feu les hommes, pour les amener, par la contrainte, à l'unité d'une foi, je dis hautement qu'il y auroit de l'imprudence aux magistrats de tolérer des hommes aussi dangereux, parce qu'ils
annoncent

annoncent clairement que dès qu'ils seront les plus forts, ils extermineront tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ce seroit donc entretenir entre des concitoyens, la crainte & la défiance, donner lieu à une guerre civile, ou faire fuir tôt ou tard de fideles sujets hors de leur patrie, dont ils redouteroient les fureurs.

Des docteurs encore qui enseigneroient ouvertement, sous quelque'habit que ce fût, qu'on n'est pas tenu de garder la foi aux hérétiques, qu'un roi excommunié est déchu de tout droit à son trône, qu'un ecclésiastique est indépendant du prince dans les Etats duquel il vit, qu'il n'est soumis qu'au chef de son ordre, dans la main de qui il est un instrument aveugle & passif, ne pourroient pas être tolérés avec prudence, sans exiger d'eux des désaveux de principes si contraires à la subordination nécessaire dans la société, & si opposés à la sûreté publique. Tout le monde sait que les ci-devant jésuites furent accusés d'avoir enseigné ces erreurs monstrueuses. Voyez les *Comptes rendus* de Mr. de la Chalotais, & de Mr. de Monclar; *Lettres provinciales*; voyez aussi l'article AFFILIATION. C'est pour ces raisons qu'ils ont été expulsés des royaumes de Portugal, de France & d'Espagne, & que ces rois sages ont demandé au pape Clément XIII, & ensuite à Clément XIV l'abolition de cet ordre si dangereux. Ce dernier pontife, convaincu enfin de la justice de ces représentations, a dissout pour jamais cet institut monstrueux. Puissè son successeur Pie VI soutenir ce que son bienfaiteur, qui l'a élevé à la pourpre, a si sagement décrété ! Puissè cet ordre dangereux ne plus reparoitre sur la terre sous aucune forme ! Il est à désirer, pour le repos du genre-humain, que ce décret soit plus ferme que celui d'innocent X qui, en 1545, abolit l'ordre régulier de la *Mère de Dieu des écoles pies*, à cause des troubles qu'ils avoient suscités, & les réduisit en congrégation séculière ; mais au bout de quelques années ils trouverent le moyen de faire rétablir leurs vœux, & de redevenir un ordre régulier déterminé. L'abolition des jésuites peut être regardée comme un acheminement au rétablissement du véritable esprit du christianisme, qui, comme le dit le pape Clément XIV dans le préambule de son bref d'abolition, est un esprit de paix, de réconciliation, de dilection, pour unir les chrétiens en un seul corps, par la charité, dans une même espérance. La sage déclaration des quatre propositions de l'église gallicane est suffisante pour rassurer tout prince contre la défiance que pourroient inspirer les doctrines suspectes ou dangereuses de quelques théologiens de la communion romaine. Si outre cela, des catholiques, instruits à l'école de Jesus-Christ, avoient pris l'esprit & les sentimens de ce prince de paix & de charité, de ce docteur céleste, qui ne chercha jamais aucune autorité temporelle, ni aucune domination sur la terre, leur église ne pourroit être en aucune façon suspecte à aucun Etat réformé.

Mais dans quelque'église que ce soit, qui ne doit être assemblée que pour vaquer au culte public, si le magistrat vigilant apperçoit qu'on y traite des

matières, qui regardent le gouvernement civil; si des prédicateurs inquiets ou ambitieux mêlent dans leurs predications des maximes qui peuvent donner lieu à quelque trouble, le magistrat a le droit de réprimer ou d'interdire ces prédicateurs dangereux, & de pourvoir à la tranquillité publique, par toutes les précautions que la prudence & la justice, toujours tempérée par la clémence, lui dicteront.

S'il y a une religion dans l'Etat, qui soit dominante, c'est-à-dire, suivie par le souverain & par la plus grande partie des sujets, mais que d'autres communions soient tolérées, il est établi que c'est celle-là seule qui est entretenue aux frais de l'Etat. Mais cette église n'a aucun droit de dominer sur les autres par des violences, par des peines, par des privilèges exclusifs dans la possession & la jouissance des avantages civils, qui par leur nature doivent être communs à tous les citoyens.

Dans cette église qui ne peut être dominante, que dans un sens spirituel & évangélique, si cependant un ecclésiastique pensionné par l'Etat, attaque ouvertement dans ses predications ou ses écrits, la doctrine de l'église qu'il sert, le magistrat peut le priver de son poste & de sa pension, parce qu'il les avoit reçus sous la condition d'enseigner la doctrine professée dans cette communion. Mais s'il n'est coupable d'ailleurs d'aucune violence ni d'aucun désordre, tous ses avantages civils doivent lui être garantis. Si au contraire par la violence de son caractère & de ses discours, il avoit excité quelque trouble, il peut être puni selon l'exigence du cas; mais dans ces circonstances délicates le magistrat ne doit jamais oublier que sur ces matières principalement, la modération & la clémence sont plus propres à apaiser ou à prévenir les troubles que la sévérité & la rigueur.

Tels sont quelques-uns des cas dans lesquels les magistrats peuvent refuser la Tolérance, ou réprimer les erreurs dangereuses, ou statuer des peines, pour le maintien de l'ordre public. Mais nous n'avons garde de prétendre avoir prévu tous les cas, qui peuvent se présenter, & dans lesquels il peut être appelé par la prudence à recourir à la force publique des loix & des peines, pour maintenir cet ordre troublé. Nous dirons seulement qu'il doit dans tous les cas se préserver de l'esprit de parti, de la partialité en faveur de sa communion; qu'il doit se défier des conseils violens ou persécuteurs; qu'il ne doit rien ordonner de contraire à la liberté de l'homme intelligent; & que lorsqu'il est forcé de réprimer le désordre par des peines, la modération doit toujours les tempérer, puisque l'expérience a démontré que la rigueur a aggravé le mal, que la douceur auroit prévenu ou apaisé.

2°. Les devoirs du souverain ou du magistrat par rapport à la religion nationale, sont encore plus étendus; c'est-à-dire, qu'il doit consacrer une partie suffisante du revenu public, au maintien de tout ce qui est nécessaire à l'exercice de la religion, mais n'employer la force publique, pour la protéger, que lorsque l'ordre civil est troublé.

Je dis que la partie du revenu public destiné, doit être suffisante & jamais excessive; elle le seroit sans doute, si un quart, un tiers ou la moitié de la richesse nationale étoit abusivement consommé à cet usage. C'est encore un abus lorsque quelques ecclésiastiques du premier rang ont des revenus immenses, tandis que ceux qui servent le peuple, ont à peine de quoi subsister. C'est cet excès de richesses qui a le plus souvent donné lieu aux persécutions : on a attaqué ces abus énormes, & l'ambition avec l'avarice ont voulu les défendre. On a crié à l'hérésie, & on a tout aussitôt eu recours à la force publique. C'est ce que nous montre l'histoire des Picards, des Violeuses, des Hussites, & celle de l'origine du protestantisme au XVI^e siècle.

Le devoir du magistrat est donc, aidé des conseils des personnes sages & éclairées, de fournir à tout le peuple les secours suffisans pour son instruction, & pour l'exercice décent d'un culte public; fondation des temples, entretien honnête & proportionnel des ecclésiastiques, établissement des écoles par-tout, des colleges, des académies, où elles sont nécessaires, inspection sur les enseignemens, sur les livres employés, sur les méthodes suivies, juridiction sur les personnes & les biens de l'église, &c. voilà quelques objets des droits & des devoirs du magistrat, par rapport à la religion, & rien de ce qui s'y rapporte & qui intéresse l'ordre public, ne peut être soustrait à son autorité.

3^e. Enfin le dernier objet des soins & de la vigilance soutenue de ceux qui gouvernent, ce sont les disputes toujours malheureuses sur la religion, & toujours interminables par l'autorité & la force.

La raison & l'expérience dictent, à cet égard, quatre regles importantes, qui ont été rarement suivies & trop souvent violées. La première, de prévenir les disputes dès leur naissance, en méprisant les questions frivoles, téméraires, inutiles pour les mœurs, ou qui n'intéressent en rien la morale; en réprimant, ou éloignant les esprits aigres ou violens, sans égard à leur doctrine, mais uniquement à leur caractère; en fermant l'oreille à tous les conseils intolérans, comme toujours suggérés par des passions criminelles; en distinguant, en honorant même les théologiens savans, mais sages, modérés, doux & tolérans, de quelque communion qu'ils soient.

Si la première regle est dictée par la prudence, la seconde l'est par l'équité. Il n'y a que les actes de violence, qui intéressant l'ordre civil qu'ils troublent, puissent être punis par des châtimens : l'erreur de l'entendement ne peut & ne doit jamais être punie par les hommes, qui ne sauroient en juger. Si donc le magistrat est obligé de punir un acte de violence, commis sous le prétexte de la religion & de la conscience, ce doit être uniquement en vue du maintien de l'ordre public, avec impartialité, c'est-à-dire, sans égard au système que l'on a prétendu défendre par ces moyens toujours illégitimes, & qui sont soumis à la loi civile.

Troisième regle. Si le magistrat est appelé selon les cas, à faire des

loix positives sur l'enseignement & le culte, elles ne peuvent regarder que les actes extérieurs; elles ne doivent jamais blesser la liberté de la conscience, les droits naturels de l'homme intelligent, ni répugner à sa nature & à celle de toute religion.

Quatrième règle. Le magistrat envisageant la morale comme la partie essentielle de la religion, celle qui intéresse l'Etat, il doit être plus attentif aux bonnes mœurs qu'à la différence des opinions, & il est obligé par conséquent d'encourager, d'exciter, de propager la vertu avec zèle & par tous les moyens possibles; comme le bon exemple, les bonnes loix, la bonne éducation, les récompenses, &c. Il doit sur-tout honorer, faire valoir & soutenir les vertus sociales, l'esprit de subordination & de modestie, la modération, le support mutuel, la charité, cette reine de toutes les vertus religieuses & civiles, &c.

8°. Ici se présente une question. Si le magistrat, ou entraîné par un zèle aveugle, ou séduit par des docteurs intolérans, oubliant ce qu'il peut & ce qu'il doit à ses sujets, ordonne en matière de foi & de culte, & sous des peines déterminées, des choses ou des actes, qui blessent la conscience de quelques-uns des sujets, que doivent-ils faire?

La réponse ne me paroît point embarrassante, mais le sort de ces sujets est véritablement malheureux. On viole à leur égard les conditions du contrat social; on fait des loix injustes, auxquelles ils ne peuvent se soumettre; mais ils ne doivent en aucun cas résister par la violence ou par la rébellion, se souvenant que le chrétien est appelé à souffrir avec patience, qu'il doit y être préparé par les leçons, les prédications & l'exemple de son divin maître. Tel fut le triste sort de l'église apostolique, & de l'église primitive persécutées, & elles ont tracé la conduite de ceux qui se trouvent dans un cas aussi déplorable par la méchanceté des hommes persécuteurs.

Ce seroit d'abord un fanatisme condamnable, que de vouloir célébrer avec éclat un culte que des loix injustes interdisent. Un Dieu miséricordieux & sage n'exigera comme nécessaire, que ce que les circonstances permettent; il ne demande à l'homme que ce que sa situation temporelle rend possible; ce qui est impossible, en certains cas, cesse d'être pour lors un devoir; le culte public est indispensable sans doute, mais c'est lorsqu'on peut le célébrer. Des chrétiens infortunés placés dans une position si difficile, doivent donc imiter les anciens fideles, qui s'assembloient de nuit en secret, & de maison en maison.

Si cette prudence ne suffit pas, & que l'on veuille exiger de ce chrétien qu'il participe directement à un culte que sa conscience désapprouve, plutôt que de se rendre coupable d'un acte d'hypocrisie, il doit encore, à l'exemple des premiers fideles, fuir en d'autres lieux. Il ne doit plus rien à sa patrie injuste, qui attente à sa liberté naturelle; il en cherche une autre; il prend la fuite.

Mais si ses persécuteurs, poussant plus loin encore la violence, le privent de sa liberté civile en l'emprisonnant ; s'ils vont jusqu'à exiger, sous peine de mort, une abjuration de sa foi, il doit souffrir la mort avec constance, sans résister à la force publique, s'en remettant à celui qui juge justement.

Tels furent les principes de conduite des premiers chrétiens persécutés, & ceux des plus sages réformateurs. Y a-t-il rien là qui aille à troubler, en aucune manière l'ordre public, & qui puisse servir de prétexte à l'intolérance ? Dans tous ces cas malheureux, Dieu seul est juge entre celui qui souffre injustement, & le prince qui abuse contre la justice d'un pouvoir qui lui avoit été remis pour faire jouir chacun de ses sujets des droits de sa conscience, & pour lui assurer ici bas une vie tranquille.

9°. Mais lorsqu'éclairé & conduit par les principes de la justice naturelle & de la charité chrétienne, le magistrat aura pris le parti de laisser admettre, ou introduire dans ses Etats différentes communions, que lui reste-t-il à faire pour que cette diversité de croyance n'en trouble jamais la tranquillité ? En suivant deux règles infaillibles, il met l'Etat à couvert de toute espèce d'agitation : l'une est de laisser jouir tous les membres de ces églises de tous les avantages civils, dûs à tous les sujets, sans égard à leur croyance ; de les tolérer sans partialité ; & si d'origine on avoit mis quelque exception consentie de part & d'autre, de ne point les étendre en aucun cas, ni sous aucun prétexte. La seconde règle sera de veiller contre tous les esprits ardents de tous les partis, pour réprimer, arrêter, ou punir toute espèce de violence, en paroles ou en actions. Si ces règles sont suivies sans partialité, il est impossible que la différence du culte donne jamais lieu à aucune espèce de discorde civile.

C'est la liberté naturelle opprimée par la faction triomphante, quelle qu'elle soit, qui occasionne les haines & les factions. Si toutes les églises d'un pays reconnoissoient & enseignoient qu'elles doivent se tolérer les unes les autres, qu'il ne faut contraindre personne pour la foi, il n'y auroit plus ni querelles, ni plaintes, ni tumultes, & bientôt tous les esprits se rapprocheroient comme les cœurs. Voilà le vrai sincrétisme, la véritable réunion propre à ramener la paix. Ce n'est donc pas la Tolérance de diverses communions, qui causera le trouble, mais l'intolérance, ou la persécution de l'église la plus foible par la plus puissante. Soyez par conséquent juste, ferme & impartial envers toutes, & aucune n'attaquera l'autre pour troubler la paix civile. Vous redoutez la multiplication d'une église non-conformiste, parce que vous l'avez maltraitée, & que vous craignez les représailles. Si vous persécutez une église foible & naissante, vous lui attirez des sectateurs, vous leur inspirez avec du zèle pour leurs opinions, de la haine contre les vôtres ; delà naissent la collision violente des passions, les chocs d'intérêts, les ressentimens, les animosités, les projets & les entreprises de la vengeance. Voilà l'origine des guerres de religion de

toutes les plus atroces, & la Tolérance les prévientra toutes. Que le prince tolere donc & protege toutes les différentes communions de son Etat; qu'il réprime tous les hommes violens & séditieux des differents partis, comme il punit les voleurs, quelle que soit leur communion, & dès-lors la difference des religions ne causera plus aucun trouble. Qu'on lâche au contraire un édit intolérant ou persécuteur, c'est un cri de guerre qui dispose les uns à l'attaque, les autres à la défense; qui excite d'une part à la violence & de l'autre aux représailles; qui encourage ici l'injustice & là la rebellion; ici les cruautés les plus affreuses, & là les vengeances les plus terribles. Il n'y a point de milieu, si vous commencez à persécuter ceux que vous déclarez hérétiques, il faut les exterminer, ou les chasser tous, sans qu'il en reste un seul, si vous ne voulez pas que leur ressentiment donne lieu tôt ou tard à quelque désordre. Mais laissez-les en paix & tout restera dans l'ordre. Si la Tolérance est entiere, & que l'on ne punisse, sans égard aux opinions, que ceux qui troublent l'ordre civil, il n'y aura pas plus de guerres, à l'occasion des matieres de foi, qu'il n'y en a à l'occasion des matieres de physique; & les assemblées religieuses des differens partis, ne causeront pas plus de troubles que le concours dans les marchés & les foires ou aux spectacles. L'esprit de révolte n'est attaché à aucune croyance religieuse; il n'est aucune communion chrétienne qui puisse enseigner l'insubordination & la violence; sans cela elle cessé d'être chrétienne & tolérable: ainsi la tranquillité & la sûreté doivent régner par-tout où le gouvernement sera vigilant & impartial pour tous, juste & modéré envers tous.

Calculez d'ailleurs les maux qui peuvent résulter de l'erreur, & de la difference des croyances tolérées dans un Etat quelconque, & comparez ces maux avec ceux qui naîtront nécessairement de la persécution contre un des partis que l'on voudroit exclure: vous verrez avec la dernière évidence, par le raisonnement & par l'expérience, qu'il n'y a rien de plus contraire au bien public & à la politique, que la persécution & ses suites, & rien de plus sûr & de plus avantageux que la Tolérance & tous ses heureux effets. Loin donc d'ici ces principes persécuteurs, que des esprits faux & cruels voudroient nous faire envisager comme des maximes d'Etat: il ne faut, dans un pays, qu'un souverain & qu'une religion: il ne faut, sans doute, qu'un souverain, mais qui protege également tous ses sujets, qui les fasse jouir tous des droits naturels, dont ils n'ont pu se dépouiller; & si vous desirez qu'il n'y ait qu'une religion, instruisez tous ceux que vous croyez dans l'erreur, mais ne les persécutez jamais, puisque cela seroit tout à la fois injuste & inutile.

Nous ignorons qu'il y ait eu des guerres de religion à la Chine & au Japon, quoiqu'il y regne une grande diversité de croyance & de culte; c'est qu'un parti ne persécute pas l'autre. La Russie, les Etats du roi de Prusse, l'Angleterre, la Hollande sont maintenant tranquilles, quoiqu'il y

ait des églises de différentes communions, parce que les souverains sages ne permettroient pas que l'une entreprit de persécuter l'autre. Voyez dans les vastes contrées de l'Amérique septentrionale, si la prodigieuse variété des cultes y cause aucun trouble civil : c'est que l'esprit de Tolérance y regne. L'Allemagne, long-temps agitée par des guerres de religion, de toutes les plus cruelles, parce qu'elles sont entretenues par l'ambition & la fourberie des uns, le fanatisme & la superstition des autres, l'Allemagne, dis-je, jouit, à cet égard, du calme, depuis que le traité de Westphalie a assuré les droits réciproques des différentes communions, qui ne peuvent plus se persécuter les unes les autres.

On apperçoit aussi dans les terres du canton de Berne & de Fribourg, ce que peut la Tolérance pour la tranquillité publique. Dans le bailliage d'Elchales, commun à ces deux Etats, on voit depuis près de deux siècles & demi, les mêmes églises, servir alternativement aux deux communions catholique & réformée, chaque dimanche & chaque jour de fête, sans qu'il en résulte aucun trouble. Tout est réglé par un concordat équitable & respecté. Qu'on excite ou qu'on lâche la bride à un esprit persécuteur, la discorde naîtra, & avec elle une guerre intestine. Ces souverains sages, loin de prêter leur autorité à aucune violence, n'ont eu qu'à éloigner une fois une personne turbulente, & la paix a été conservée inviolablement. Ce qui a lieu là, ne pourroit-il pas subsister par-tout, en suivant les mêmes principes ? Concluons donc que ce n'est point la diversité des opinions & des cultes tolérés, qui ont donné lieu aux troubles, dont la religion douce & sainte, a été si souvent le prétexte, mais uniquement la persécution ou l'intolérance, dans le parti le plus fort ou le plus entreprenant, & l'oppression du parti le plus foible ou le plus modéré.

III. Nous avons prouvé jusqu'ici la nécessité & la justice de la Tolérance ; par la nature de la religion, & celle de l'homme, par les droits & les devoirs du souverain ; mais l'église, dans son établissement, auroit-elle quelque obligation, quelque droit de s'armer contre l'erreur, ou de défendre la vérité par la force & la violence ? C'est la grande question qui nous reste à examiner. Considérons ici l'église en général ; les diverses églises particulières les unes envers les autres ; enfin, les ecclésiastiques dans ces diverses églises.

I.

De l'église en général.

Je débute d'abord ici par une vérité certaine, digne de l'attention de tous les chrétiens : c'est que le caractère essentiel & distinctif de la véritable église de Jesus-Christ, le prince de la paix, c'est la charité, le support, l'esprit de Tolérance. C'est là la livrée du Sauveur, doux, débonnaire, humble de cœur : c'est à ces traits qu'il veut que l'on reconnoisse ses disciples. Dignité des titres, succession des chefs, antiquité des institutions religieuses, & des charges, pompe du culte, perpétuité de la tradition, ce ne sont là tout au plus que des avantages extérieurs d'une église, favorisée par l'Etat, & qui en a trop souvent abusé pour dominer sur l'héritage du Seigneur, contre la volonté du maître, *Luc. XXII. 25. 26. &c.* C'est en vain que vous alléguerez tous ces privilèges, pour établir que vous formez la vraie église de Christ; si vos discours & votre conduite ne sont pas conformes à l'esprit du Sauveur, qui ne respire que paix, union, support, charité & Tolérance, je ne vous reconnois plus, malgré tous les titres que votre orgueil étale.

C'est en vain aussi que d'un autre côté, vous prétendrez faire valoir la réformation de la doctrine & du culte, la simplicité évangélique rétablie, la profession de ne reconnoître d'autorité que celle des saintes écritures, votre conformité avec l'église apostolique; si ces prérogatives ne sont pas accompagnées de l'esprit de Tolérance & de paix, vous êtes en contradiction avec vous-mêmes, inconséquens avec vos principes; je ne trouve point chez vous l'église apostolique, ou l'église du Seigneur Jesus; ce sera sous une autre forme l'empire de l'orgueil, établi avec celui de l'intolérance, ce sera une autre espèce de tyrannie substituée à celle que vous avez prétendu détruire.

Ce ne sont pas les mystères, les dogmes, la pratique & les cérémonies d'un culte que notre divin maître recommande le plus souvent & le plus fortement à ses disciples & à son église. Lisez & relisez les quatre évangiles & les discours du docteur céleste; il y recommande la douceur, la débonnairété, l'humilité, la patience, le support, la charité, l'amour fraternel, la bienveillance universelle, l'amour des ennemis. Quelle est la foi recommandable? celle qui produit la charité. La charité est la perfection de toutes les vertus : sans elle, tout le reste n'est rien. Quand donc une église m'offriroit le tableau le plus fidèle de la doctrine & du culte apostolique, si j'y vois enseigner des maximes exclusives, cruelles & intolérantes, si j'y vois régner des principes persécuteurs, je décide hardiment que cette église n'appartient point à Jesus-Christ, puisqu'elle n'est point animée de son esprit.

Si je vois quelque part une église qui professe modestement ce qu'elle
pense

pense être la doctrine évangélique, prête d'ailleurs à recevoir les lumières qu'on veut lui communiquer, prompt à admettre ceux qui veulent s'unir à elle, ne condamnant personne qui paroît être dans la bonne foi, cherchant à instruire avec douceur ceux qu'elle croit dans l'erreur, faisant plus de cas de la morale pure que des doctrines profondes, préférant les mœurs aux disputes, la charité qui supporte, au zèle qui argumente; c'est à une telle église que je me joins du cœur, en quelque lieu qu'elle existe.

Mais afin de mieux découvrir quels sont les devoirs & les droits de l'église, par rapport à la vérité & contre l'erreur, recherchons ici ce que c'est que l'église.

« Elle est composée d'une société d'hommes, unis de bonne foi, par une volonté libre, pour reconnoître & professer ouvertement la croyance de certains dogmes, & pour servir Dieu en public, en lui rendant le culte qu'ils jugent le plus convenable, le plus agréable à cet être, & le plus propre à assurer leur propre salut. »

Je dis que l'église est composée d'hommes unis de bonne foi. Si l'union d'un homme dans ce corps n'étoit qu'extérieure, apparente, simulée, hypocrite, cet homme ne seroit point un vrai membre de l'église. Si donc vous amenez à l'église un homme par la crainte des peines, par l'espérance des récompenses, par la contrainte des loix, par la violence des tourmens, s'unira-t-il à vous de bonne foi, & pourra-t-il être agréable, sans sincérité, à l'Être suprême?

J'ai dit que ces membres doivent être réunis par une volonté libre. En effet, s'il ne peut y avoir de vraie profession de foi sans connoissance, & sans persuasion, il faut qu'elle soit libre & volontaire; car si elle est sans connoissance, elle n'est que machinale, que corporelle, effet de l'habitude, de la stupidité ou du hasard de la naissance. Si elle est la suite de la réflexion, de l'examen & du choix, alors elle est libre & volontaire; alors elle peut produire le salut. On est sujet d'un Etat par sa naissance, mais on n'est un véritable membre de l'église que lorsque parvenu à l'âge de raison, on s'y attache volontairement & par connoissance de cause. Or les loix pénales ou les châtimens peuvent-ils produire cette connoissance, cet assentiment éclairé & libre, cette profession volontaire du cœur & de l'esprit aussi-bien que du corps?

Je dis enfin que ces membres de l'église, unis par la profession des dogmes & du culte, croient par-là se rendre agréables à Dieu & assurer leur propre salut. Mais si l'on croit que les dogmes & le culte de l'église, où l'on veut nous faire entrer par la contrainte, ne peuvent être agréables à Dieu, ni assurer notre salut, pouvons-nous jamais par la force devenir un vrai membre de cette église? La privation de certains avantages civils, ou quelques peines afflictives feront-elles naître dans l'âme l'espérance du salut dans une profession forcée. Que veut donc & que peut l'homme cruel & intolérant, qui cherche à former ou à accroître une église par la force?

Mais l'église n'a-t-elle aucune autorité dans le monde & sur ses membres pour les préserver de l'erreur, & les amener à la vérité ?

Sans doute, elle a toute l'autorité qui convient au but de son établissement, & le magistrat doit maintenir l'exercice de cette autorité : c'est-à-dire, qu'elle a le droit de proposer ce qu'elle pense être la vérité, le droit d'instruire ses membres, celui de réfuter l'erreur, d'exhorter les errans, & d'employer tous les moyens assortis à la nature de la chose pour les ramener de leurs égaremens ; je veux dire les moyens qui peuvent éclairer & persuader : mais tous les moyens qui ne sont pas propres à faire naître la lumière & la persuasion, & qui sont violens, sont injustes & tyranniques.

Mais si un membre de cette église la trouble par des contradictions contre la vérité reçue, s'il se montre violent & opiniâtre dans ses disputes, l'église est-elle sans aucune force contre ces disputeurs inquiets.

Dans ces cas affligeans, après avoir épuisé tous les moyens de douceur, instructions, conseils, avis, exhortations, prières, les directeurs de la société religieuse ont le droit d'exclure, sous l'autorité du magistrat, de leur sein, ce membre turbulent, s'il ne laisse aucune espérance de retour. C'est-là l'excommunication, qui n'est que l'exclusion de la société religieuse, & la privation des biens spirituels qui y sont attachés : je dis spirituels, car il seroit contre la nature des choses & contre la raison, d'attacher les avantages civils dûs aux citoyens, à la seule qualité de membre de telle église.

Ainsi cette exclusion de l'église, n'emporte & ne doit emporter aucune peine civile, ni positive, ni négative, ni privation de quelque avantage civil dû à tout sujet de l'Etat, ni peine afflictive, réservées aux actes contraires à la justice publique ; à moins que cet homme excommunié, n'ait d'ailleurs commis quelque faute contre l'ordre civil. Alors c'est au magistrat & non à l'église à connoître de la faute & à la punir selon l'exigence du cas.

Le but unique de la société religieuse, ou de l'église, est de servir Dieu en public, pour obtenir la vie éternelle en suivant les préceptes de la vertu. Désir du salut, sentiment vertueux, conduite sainte, voilà ce que l'église cherche à produire dans ses membres. Or les loix de contrainte peuvent-elles faire naître ces desirs & ces sentimens : cela est contraire à la nature des choses. Toute la discipline de l'église doit tendre à produire & à entretenir ce goût & ces sentimens pour la vertu. Toute règle qui ne tend pas-là a été dictée par l'ambition ou l'avarice. Quant aux actions qui sont contraires à la morale, si elles vont à troubler l'ordre public, c'est au magistrat à les réprimer ou à les punir. La force extérieure lui appartient à lui seul & non à l'église ; lui seul peut l'employer uniquement contre les actions extérieures, qui troublent manifestement l'ordre civil.

I I.

Des diverses églises en particulier les unes envers les autres.

P UISQU'IL peut y avoir plusieurs églises différentes dans un Etat, on demande quels sont les devoirs de la Tolérance des membres d'une église particulière envers les membres d'une autre? Je les réduis à cinq devoirs généraux, qui renferment tous les autres.

L'observation mutuelle de toutes les règles de la justice est le premier devoir. L'association civile précède les unions religieuses : celles-ci ne sauroient affaiblir celles-là. Les devoirs & les droits des citoyens les uns envers les autres, sont fondés sur la loi naturelle & sur le contrat social, & ces obligations réciproques ne sauroient être détruites par aucune religion, qui vient de Dieu, auteur de la loi de nature & de la société. S'il étoit une religion, qui voulût dispenser de quelques-uns de ces devoirs envers quelqu'homme que ce soit, sous prétexte d'hérésie; s'il en est une qui prêche le droit de violer les règles de la justice, sous le prétexte de punir l'erreur, ou de contraindre les hommes à recevoir la vérité, cette religion ne sauroit venir de Dieu.

La douceur est le second devoir. Puisque je regarde cet homme d'une communion différente, comme étant dans une erreur plus ou moins dangereuse, je peux employer la supériorité de mes lumières à le ramener, mais la douceur & la prudence doivent diriger mes discours & mes démarches, sans quoi je peche grièvement contre Dieu & contre mon prochain. Si je me laisse aller au mépris, aux injures, aux offenses, aux accusations odieuses, aux imputations de conséquences désavouées, j'aliène l'esprit de celui que je devois gagner, j'aigris celui que je pouvois attirer, j'affermis dans l'erreur celui que j'étois appelé à en retirer, & je manifeste, au lieu de la douceur évangélique, l'orgueil, la haine & les passions criminelles d'un cœur corrompu.

Une conduite sage & vertueuse est un troisième devoir de tout membre d'une église, par rapport aux membres d'une autre communion. Voilà le moyen le plus sûr de les gagner, de les ramener à la profession de la vérité. C'étoit la leçon du sauveur à ses disciples. Vous voulez convertir les autres, & vous ne leur montrez qu'une conduite ou suspecte, ou vicieuse, ou passionnée. Vous avez tant de zèle pour la conversion des errans, commencez à faire briller à leurs yeux prévenus la lumière de vos bons exemples, & vous les aurez bientôt gagnés. Pourquoi faut-il que ceux qui montrent tant d'ardeur pour la bonne doctrine, aient d'ordinaire si peu de ces vertus douces, sociales, toujours si attrayantes? C'est qu'il est plus aisé d'échauffer son zèle par les passions, que de régler ces mêmes passions par la charité; c'est qu'il est plus facile de soutenir avec chaleur des dogmes, que de pratiquer la vertu & de renoncer au vice.

Puisque la conversion des errans prévenus & obstinés, est l'ouvrage de la grace divine, prier pour eux est le quatrième devoir que la charité nous impose. Quand vous avez proposé la vérité & réfuté l'erreur, il ne vous reste plus rien à faire que de prier Dieu pour qu'il éclaire ceux qui s'égarerent. Qui ne seroit scandalisé d'entendre quelquefois des prières adressées au Dieu de charité, accompagnées d'injures, de qualifications odieuses, d'imprécations mêmes contre les errans ! Se peut-il, ô mon Dieu, que votre miséricorde soit ainsi méconnue par des créatures, qui en ont tant besoin, puisqu'elles sont elles-mêmes si coupables !

Enfin, un cinquième devoir essentiel à remplir envers les membres d'une église différente, ce sont ceux de la bienfaisance de l'humanité, de la miséricorde. Par-là vous attirerez tous les cœurs, ils vous suivront, & l'impression du cœur passant dans l'esprit, les ramènera bientôt à l'unité de la foi. Voilà, avec l'instruction douce, la manière la plus efficace de convertir les plus opiniâtres. Vous refusez à cet errant les offices de l'humanité, de la sociabilité ; il en est indigné ; il conclut qu'une religion qui vous inspire des sentimens si durs, est mauvaise. A-t-il tort ? Si en certain cas, avec une puissance limitée & des moyens bornés, je suis obligé de réserver certains actes de bienfaisance pour quelques membres fideles de mon église, jamais au moins je ne refuserai à cet errant aucun des actes de la bienveillance universelle, que je dois à tous les membres de la société, & à tous ceux qui portent le caractère sacré de l'humanité.

Tels sont les devoirs des membres d'une église particulière envers ceux d'une autre communion. Voyons maintenant quelles sont les obligations mutuelles de la Tolérance d'église à église dans un même Etat.

Les devoirs de la Tolérance d'une église envers une autre, dans le même pays, sont d'abord de la même nature que ceux d'un membre envers un particulier d'une autre communion. Les principes vrais sont toujours seconds : ils résultent ces devoirs de la justice, sans laquelle il ne sauroit y avoir d'Etat bien constitué & bien réglé, & de la charité, sans laquelle il ne peut y avoir de véritable église de Christ. Bannissez d'un Etat où il y a différens cultes, la Tolérance, introduisez-y la persécution, il n'y a plus ni sûreté dans le gouvernement, ni vraie religion dans l'église. L'Etat n'est plus que discorde, division, défiance, confusion ; l'église n'est plus que faction, esprit de parti, théâtre scandaleux des passions. Établissez, soutenez entre ces églises le lien de la paix par la Tolérance, & vous verrez la tranquillité se rétablir, l'ordre s'affermir, le souverain obéi par tous les partis, à l'envi les uns des autres, la vertu régner par l'émulation.

A ces devoirs communs aux particuliers & aux églises, je joindrai un conseil donné à toutes, parce qu'il est nécessaire à chacune. Cessez de mettre tant d'importance dans vos dogmes, au grand préjudice de la morale. Toutes les communions chrétiennes sont en accord sur les articles fonda-

mentaux du christianisme : toutes admettent le symbole des apôtres, qui a suffi pendant plusieurs siècles. Qu'est-ce donc qui les sépare ? des articles sans contredire moins essentiels, des pratiques moins importantes, des décisions obscures, souvent téméraires, sur-tout des prétentions ambitieuses. Quelle est donc la source des schismes & des excommunications ? l'orgueil, l'ambition, des passions que l'on se déguise à soi-même. Se peut-il, grand Dieu, que la religion, destinée à unir tous les hommes, sous un même maître & un sauveur commun, ait servi à les defunir & à déchirer l'église, où devoir régner la charité & la paix !

A ce conseil j'ajoute avec Locke une vérité certaine, « c'est qu'il n'y a aucune église qui ait aucun droit sur les autres, non pas même lorsqu'elle se trouve de son côté & à sa tête, parce que l'Etat ne peut donner aucun nouveau privilège à l'église, non plus que l'église à l'Etat. L'église demeure toujours la même qu'elle étoit auparavant, c'est-à-dire, une société libre & volontaire, soit que le magistrat se joigne à sa communion, ou qu'il l'abandonne ; & qui plus est, elle ne sauroit acquérir par-là ni le droit du glaive, ni perdre celui qu'elle avoit d'instruire ou d'excommunier. Ce sera toujours un droit immuable de toute société volontaire, de pouvoir bannir de son sein ceux de ses membres, qui ne se conforment pas à ses ordres, sans acquérir pourtant aucune juridiction sur les personnes qui en sont dehors, quoique le magistrat embrasse son parti. Ainsi les différentes églises d'un Etat doivent toujours entretenir la paix, l'amitié & la justice entr'elles, de même que les simples particuliers, sans prétendre à aucune supériorité, ni juridiction les unes sur les autres. »

L'église déclarée orthodoxe par la loi de l'Etat, n'a donc aucun droit de ruiner l'autre, réputée hétérodoxe ; & puisqu'une société religieuse ne sauroit avoir aucune juridiction sur les biens temporels, ni les avantages civils, & que d'ailleurs le fer & le feu ne sont pas des instrumens propres à convaincre de l'erreur, ni à amener à la connoissance de la vérité, il est évident qu'une église ne peut ni priver une autre de ses biens, ni la dépouiller d'aucun avantage civil, ni lui faire souffrir aucun des maux cruels de la persécution toujours injuste & barbare.

Supposons encore que le magistrat civil, outre-passant ses droits, & abusant de sa puissance, prête main forte à l'église estimée orthodoxe, & lui permette d'user de violences, peut-on dire que cette permission donne un droit de persécuter ? Le magistrat peut-il communiquer le privilège de violer les droits de la nature & de la conscience, les règles de la justice & de la charité ?

Il n'est donc, dit encore Locke, aucune personne, aucune église, ni aucun Etat qui ait le droit, sous prétexte de religion ou d'erreur, d'envahir les biens d'un autre, ni de le dépouiller de ses avantages temporels.

III.

Des ecclésiastiques dans les diverses églises.

IL nous reste à examiner quels sont les droits & les devoirs des ecclésiastiques dans les différentes églises, par rapport à la Tolérance. Nous avons vu qu'une église en corps, ni aucun de ses membres n'ont nul droit de persécuter une autre église, ni quelques-uns des siens; delà nous pouvons déjà déduire quels sont les droits & les devoirs des ecclésiastiques chefs de ces églises.

Mais voyons de plus, ce que c'est qu'un ecclésiastique dans l'église, & nous comprendrons que non-seulement son caractère ne lui donne aucun droit de dominer par la persécution, mais qu'il lui impose au contraire, comme un devoir sacré, la douceur & la Tolérance.

Un ecclésiastique, en effet, est une personne publique, chargée dans une société religieuse, d'instruire les membres de son église, d'y maintenir l'ordre par une discipline spirituelle, & de faire le service divin.

Or, toutes ces fonctions sont purement spirituelles. Tous les moyens qu'il doit employer pour les remplir, doivent être assortis à la nature de son ministère. La force, la contrainte, la violence répugnent absolument à toutes ces fonctions, à leur essence & à leur but. A l'exemple de Jésus-Christ & des apôtres, & selon les maximes de l'évangile, la douceur doit faire son caractère, & la charité le principe de toutes ses démarches; cette charité divine doit régler son zèle, diriger sa prudence, & animer toute sa conduite. Tout sentiment de haine ou de vengeance, toute parole aigre & violente, tout acte de persécution, sous quelque prétexte que ce soit, sont donc manifestement opposés à son institution, au succès de son ministère, à l'essence de son caractère, à tous ses devoirs.

L'église, qui est l'assemblée de tous les fideles, dont les ecclésiastiques ne sont que les ministres ou les directeurs, leur auroit-elle donné l'ordre, la commission & le droit de maintenir la saine doctrine par la force, ou de réfuter l'erreur par la violence? Mais outre que ces moyens sont en contradiction avec le but, l'église en corps n'a pu donner un droit qu'elle n'a pas, ni changer la nature des choses, ni rendre légitime ce qui est aussi inutile qu'injuste.

Tiendroient-ils cette funeste commission de l'Etat? Mais puisque le souverain n'a aucun droit sur les consciences, qu'il n'a aucune juridiction sur les sentimens de l'ame, il n'a pu transmettre aux ecclésiastiques le droit de dominer sur les pensées & les affections, par l'injustice & la violence?

Enfin, auroient-ils reçu cette commission cruelle de leur maître, notre Sauveur charitable? Mais les préceptes & l'exemple de ce divin chef sont également opposés à toute violence, à toute domination. Il ne veut que des sujets volontaires, amenés à lui par la douceur & la persuasion.

Aussi, les ecclésiastiques n'ont aucun droit de persécuter, ni par leur caractère qui y répugne, ni par le corps universel de l'église qui n'en eut jamais le droit, ni par le souverain, qui ne le peut sans tyrannie, ni par Jésus-Christ, qui condamne toute violence. Tout, au contraire, leur impose, comme un devoir essentiel de leur état, les offices de la charité, & les obligations de la Tolérance.

Ce n'est donc point assez que les ecclésiastiques s'abstiennent de toute persécution, mais puisqu'ils se disent les successeurs des apôtres, il faut, qu'à leur exemple, ils instruisent & exhortent les membres de leur communion, à vivre dans l'union, la concorde & la paix, avec ceux qui ne pensent pas comme eux; à se supporter mutuellement, & à entretenir les uns envers les autres, toutes les dispositions d'une Tolérance chrétienne. Travailler à éteindre cet esprit de parti, ce feu d'un zèle indiscret, qui éloigne des chrétiens, qui diffèrent souvent sur des questions peu importantes, voilà le devoir d'un bon ecclésiastique: ce doit être l'esprit de son état, comme c'est celui de Christ. Qu'un ecclésiastique qui auroit des lumières & de l'autorité, se rendroit respectable & utile par cette modération! Bientôt, travaillant ainsi tous, à forces réunies, on verroit tous les chrétiens se rapprocher & se réunir, si ce n'est par la même croyance, du moins par les liens de la paix & les sentimens de la Tolérance. Si tous les ecclésiastiques avoient montré à leur troupeau, que pour être disciples de Jésus-Christ, il faut aimer la paix, & la rechercher par dessus tout, les diverses églises établies dans un Etat, n'y eussent jamais occasionné aucune espèce de trouble, pas plus que la diversité des hypothèses en matière de physique.

Quelle a donc été la source des divisions si funestes dans les Etats & les églises? L'orgueil du clergé, l'ambition de dominer, le désir de maintenir & de faire prévaloir des dogmes, qui fondeient des prééminences & des prétentions lucratives. Que l'on lise l'histoire ecclésiastique, & on se convaincra qu'il n'y a pas eu une dispute de religion, pas un trouble, pas une persécution, qui ne soient sortis de ces sources empoisonnées.

Chaque ecclésiastique est, sans doute, en droit de proposer les sentimens de son église, de les défendre librement, mais avec douceur, avec modestie, par la force du raisonnement; toujours sans aigreur & sans injures. Il peut combattre l'erreur par des argumens solides, mais sans imputations odieuses & sans paroles offensantes. Toutes les erreurs se seroient évanouies de dessus la terre, si on ne les avoit attaquées que de la sorte, avec les seules armes de la charité & de la persuasion.

Une autre source de dissensions entre les ecclésiastiques des différentes communions, c'est que de part & d'autre on a fait des confessions de foi surchargées de questions moins importantes, d'articles obscurs & douteux, de décisions téméraires. On a voulu les expliquer, les commenter, les défendre; delà, cette masse énorme de livres polémiques; de là, des dissen-

rions scandaleuses & des schismes odieux. Si l'on s'en étoit tenu comme dans les premiers siècles, à des symboles courts & simples, on auroit été bientôt d'accord. C'est la multiplication des livres symboliques qui a augmenté les divisions, les troubles, les hérésies. Plus on étend l'enceinte d'une place forte, plus elle est difficile à défendre; si l'on augmente trop ses ouvrages extérieurs, sa garde est plus embarrassante, & cette enceinte, trop vaste, donne plus de prise à l'ennemi.

C'est aussi cette multitude de dogmes défendus par les théologiens, qui a donné lieu aux attaques des incrédules contre la religion. Si tous les chrétiens se renfermoient dans ce qui fait l'essence du christianisme, ils seroient bientôt tous d'accord, & les incrédules voyant tomber leurs objections sans force, rendroient gloire à la vérité & à la religion si simple de notre Seigneur Jesus-Christ. Pour former son système, un théologien sage doit imiter le statuaire, qui prend un bloc de marbre pour faire une statue; il en retranche, il abat, il enlève l'inutile, il creuse, il diminue sans cesse le bloc, jamais il n'y ajoute, il en sort enfin une statue agréable.

J'avoue cependant que les persécutions sont souvent nées de l'ambition cruelle des princes, qui ont cherché & trouvé dans la religion des prétextes, pour armer les nations les unes contre les autres, & souvent les sujets d'un même Etat les uns contre les autres. Ils ont excité alors les ecclésiastiques qui, échauffés & séduits, ont servi de bouc-émissaires. Mais il n'est que trop certain aussi que les ecclésiastiques, qui devroient toujours être des ministres de la paix, ont été trop souvent les premiers artisans de la discorde. Qu'il me soit donc permis de proposer encore à ces ecclésiastiques quelques réflexions propres à leur inspirer des sentimens de Tolérance; réflexions tirées de leur vocation même, & des devoirs particuliers à leur état.

Première réflexion. Il n'en est aucun qui ne convienne, qu'il est appelé à unir les hommes par le lien de la paix. Ils doivent aussi reconnoître que la raison humaine n'a pas la même mesure de force. Ce qui est évident pour l'un, est obscur ou incompréhensible pour l'autre: l'évidence est une qualité relative, & tel degré de lumière suffisant pour convaincre l'un, est suffisant pour persuader l'autre. Ne suit-il pas delà, que nul n'a droit de donner sa raison pour règle à un autre, ni de prétendre asservir personne à ses opinions ou à sa croyance? L'éducation, les préjugés, les relations diverses, les circonstances différentes, & mille causes secrètes influent d'ailleurs sur nos jugemens, & les modifient à l'infini. Est-il donc possible de réunir par la force, les hommes à une même manière de voir, de sentir, de juger & de croire sur tous les sujets? Que faut-il donc pour que cette variété nécessaire ne trouble pas la paix? Le voici. Il est un petit nombre de principes communs, dont l'évidence est sensible pour tous, & sur lesquels tous s'accordent. Voilà donc les articles fondamentaux & les points de réunion. Ne pouvant s'accorder sur le reste, réunissez, par conséquent,

conséquent, les hommes par les leçons de la Tolérance. Ne cherchez pas à trouver & à augmenter les différences d'un système à l'autre. Voyez plutôt leurs rapports, puisqu'ils ont tous des principes communs, & faites sentir la nécessité, la justice de se tolérer sur les autres.

Seconde réflexion. Faites attention de plus, que vu la faiblesse de l'esprit humain, il n'y a rien de plus facile que de tomber dans l'erreur, & rien de plus difficile que d'en revenir. L'erreur mérite donc de votre part la plus grande indulgence, d'autant plus qu'elle est toujours involontaire. Jamais homme n'a pensé, ni dit, je veux me livrer à l'erreur, je veux y persévérer. L'erreur embrassée s'offre toujours sous les apparences de la vérité, & en défendant l'erreur, c'est toujours un hommage que nous voulons & croyons rendre à la vérité. Jamais, non jamais personne n'a adopté l'erreur comme erreur. Il peut par des passions criminelles, venir quelquefois au point de faire semblant de défendre l'erreur comme une vérité; alors il est coupable aux yeux de Dieu, qui le voit & le jugera. Mais de quel crime est coupable aux yeux d'un autre homme celui qui se trompe de bonne foi, qui ébloui par un sophisme, n'apperçoit pas la force d'un argument qui le combat; qui manquant de discernement & de justesse, de pénétration & d'habileté, est entraîné sans s'en appercevoir dans un système erroné? La moralité des actions est dans l'intention & dans les motifs; comment donc celui qui est dans l'erreur de bonne foi pourroit-il être coupable? Et de quel droit pourriez-vous dans aucun cas suspecter cette bonne foi, & le juger comme hypocrite? Il n'est donc aucune faute qui mérite de votre part, plus de support, de ménagement, de pitié, d'indulgence que l'erreur de l'entendement. Puisque vous ne pouvez pénétrer dans les secrets du cœur de celui qui est dans l'erreur, il n'est aucun cas où vous puissiez l'accuser de mauvaise foi, le déclarer coupable & le punir comme tel: laissez par conséquent ce jugement à Dieu, à qui seul il appartient.

Troisième réflexion. Votre but unique doit d'ailleurs toujours être de ramener les errans, de leur faire connoître la vérité, de la leur faire sentir, goûter, recevoir. Ce devoir est attaché à votre vocation. Or les injures, les violences affermissent dans l'erreur, éloignent toujours plus de la vérité. C'est ce que nous avons déjà dit plus d'une fois, & que nous répétons, parce que cette vérité est importante & décisive, fondée sur l'expérience, sur la nature du cœur humain, & sur l'effet nécessaire des passions. En recourant à la violence, vous agissez donc contre votre vocation, contre le but unique que vous devez vous proposer. Pour agir sur les corps, employez les forces physiques; pour obliger un forçat à ramer, attachez-le à la rame, mais vous ne redresserez point le jugement d'un homme, en l'enfermant dans un cachot obscur, en le nourrissant au pain & à l'eau, ou en logeant chez lui des dragons, qui le dépouillent & le vexent, qui boivent son vin & violent sa fille. Quel rapport y a-t-il, comme de cause à effet,

entre des injures & des raisonnemens persuasifs , entre les tourmens du corps & la conviction de l'esprit ?

Quatrième réflexion. Un prince peut , j'en conviens , forcer un soldat , enlevé contre son gré à ses champs , à le servir dans son armée malgré lui : il en tire le même secours que de celui qui est venu s'enrôler volontairement sous les drapeaux. En est-il ainsi de celui que vous amenez par les menaces , la crainte ou les tourmens aux pieds de vos autels ? Comme ecclésiastiques vous ne devez désirer que le salut des errans , leur conversion sincère , & leur retour volontaire à la vérité. Mais vous savez & vous enseignez que des hommages forcés & hypocrites , qu'au même instant l'esprit & le cœur désavouent , ne sauroient plaire à celui qui demande l'intention du cœur , & le culte intérieur de l'ame. Il n'est aucun roi qui daignât agréer des hommages qu'il sauroit être faux , simulés & contraints , & vous exigeriez par la contrainte pour Dieu , qui sonde les cœurs , cet indigne encens ? Que pouvez-vous produire par la violence ? de lâches hypocrites , ou des confesseurs généreux , des fourbes ou des martyrs. L'ame pusillanime qui est anéantie à la vue des tourmens , abjure de bouche sa croyance , en détestant celui qui la porte à cette perfidie : l'ame ferme qui contemple , sans en être ébranlée , l'appareil du supplice qu'on lui prépare , vole au trépas comme au triomphe , en regardant en pitié celui qui a prétendu l'abattre par sa cruauté. Que nous montre en effet , l'histoire affreuse de tant de persécutions exercées dans le christianisme , qui auroit dû en détourner tous ses disciples ? ces deux effets nécessaires & constans de la persécution : ici des martyrs de l'erreur comme de la vérité , roidis & indignés contre les tourmens , ont affermi les autres par leur constance : là des conversions forcées & hypocrites , se sont évanouies avec le péril. L'effet apparent a cessé avec la cause , & celui qui cède par faiblesse , revole vers les siens dès qu'il le peut , pour pleurer avec eux de sa lâcheté , & reprendre avec transport sa liberté naturelle.

Puis donc que votre vocation vous appelle à amener les ames volontaires à l'obéissance de Christ , & que la persécution ne peut produire que l'hypocrisie , par l'opiniâtreté dans l'erreur , convenez que vous ne pourriez choisir de moyens plus contraires à votre but , ni plus opposés à votre devoir.

Cinquième réflexion. En donnant enfin l'exemple de la persécution en faveur de la vérité , considérez , je vous supplie , tous les maux auxquels vous donnez nécessairement lieu. Vous excitez , vous encouragez les errans à se défendre contre vos entreprises , s'ils se croient assez forts pour résister. Le désespoir leur fournit souvent des armes. L'expérience l'a prouvé. Delà les ligueurs , les guerres civiles , dont vous êtes manifestement les auteurs. Ainsi la religion donnée aux hommes pour les rendre humains & les unir , devient le principe de la cruauté & de la discorde. Tous les attentats commis sous ce prétexte paroîtront légitimes. Vous ouvrez donc , par

T O N T I N E, s. f.

LES Tontines ont pris leur nom de Laurent Tonti, de la ville de Naples, qui proposa le premier cette espece de loterie en France, en l'année 1653. C'est une sorte de société viagere où ceux qui ont contribué à en former les fonds, se succèdent dans la jouissance des rentes viageres qui la composent, & héritent les uns des autres à mesure qu'il en meurt quelqu'un ; en sorte néanmoins qu'après la mort du dernier actionnaire, les rentes s'éteignent, & retournent au profit de celui qui a établi la Tontine ; & qui est resté garant des arrérages, c'est-à-dire, suivant notre système, au profit de l'État, qui seul peut se rendre caution d'un fonds aussi considérable, & qui seul aussi doit en retirer les avantages. En 1689 il fut établi une Tontine en France, qui consistoit en 14,000,000 livres de rentes viageres, constituées au denier quatorze, c'est-à-dire, à dix pour cent, & qui devoient former un fonds de quatorze millions. Les classes étoient au nombre de quatorze, qui chacune devoit être composée de cent mille livres desdites rentes. Les actions étoient de trois cents livres chacune, dont l'intérêt devoit se recevoir par chaque particulier à proportion de la classe où son âge le mettoit. Enfin cet intérêt devoit s'augmenter, & accroître, pour les actionnaires, par la mort des associés qui se trouvoient dans la même classe. Cette Tontine n'a jamais vu, à la vérité, ses classes entièrement remplies, mais elle n'a pas laissé que de subsister long-temps, aussi-bien qu'une seconde qui s'établit quelques années après ; car jusqu'en 1726 toutes les classes des deux Tontines avoient duré, & aucune n'étoit encore éteinte au profit du roi. Mais enfin cette même année sa majesté se réunit la treizieme classe de la premiere, & la quatorzieme de la seconde, dont toutes les actions étoient tombées sur la tête de la veuve d'un chirurgien à Paris, morte le 24 janvier 1726, âgée de 96 ans. Elle n'avoit mis dans chacune de ces Tontines qu'un capital de trois cents livres, mais ayant survécu à tous ses co-actionnaires dans l'une & l'autre de ces classes, elle jouissoit à sa mort de 73500 livres de rente à quoi montoit le fonds annuel de toutes les deux (a).

Une Tontine a donc ceci de commun avec les rentes viageres, que le capital ou l'enjeu est perdu dans toutes les deux, mais elle en differe en ce que les intérêts qui sont payés du capital de la Tontine, courent aussi long-temps qu'un seul des actionnaires se trouve encore en vie, & que les rentes de ceux qui meurent accroissent aux survivans. L'avantage des Tontines sur les rentes viageres consiste principalement en ce qu'avec un

(a) Voyez le dictionnaire de Savary, 1183.

T O L É R A N C E, f. f.

LA Tolérance est en général la vertu de tout être destiné à vivre avec des êtres qui lui ressemblent. L'homme si grand par son intelligence, est en même tems si sujet à l'erreur & aux passions, qu'on ne sauroit trop lui inspirer pour les autres, cette tolérance & ce support dont il a tant besoin pour lui-même, & sans lesquels on ne verroit sur la terre que troubles & dissensions. C'est en effet pour les avoir prosrites, ces douces & conciliantes vertus, que tant de siècles ont fait plus ou moins l'opprobre & le malheur des hommes, & n'espérons pas que sans elles nous conservions parmi nous la paix & le repos.

Nous sommes pourtant bien éloignés d'être les apologistes de ceux qui, sous le prétexte de la Religion, ne cherchent qu'à troubler la société, qu'à fomenter des séditions, à secouer le joug des loix. Qu'on les réprime avec sévérité ; mais on ne confondra pas avec ces coupables, ceux qui ne demandent que la liberté de penser, & qui vivent d'ailleurs en fideles sujets de l'état.

Mais, direz-vous, le Prince est le défenseur de la foi, il doit la maintenir dans toute sa pureté, & s'opposer avec vigueur à tous ceux qui lui portent atteinte. Si les raisonnemens, les exhortations, ne suffisent pas, ce n'est pas en vain qu'il porte l'épée ; c'est pour punir celui qui fait mal, pour forcer les rebelles à rentrer dans le sein de l'Eglise. Voulez-vous donc que l'on égorge ses freres pour les sauver ?



petit capital l'actionnaire peut se procurer un revenu considérable lequel croissant à mesure qu'il avance en âge, lui présente la perspective d'une vieillesse heureuse & pleine d'aisance; un pere de famille peut de même mettre ses enfans à l'abri de l'indigence, sur-tout dans leur vieillesse, en plaçant sur la tête de chacun un capital modique, &c. Ces avantages deviennent plus universels pour toutes les classes des citoyens, lorsque la mise ou les actions ne sont pas trop fortes. On en établit une à Amsterdam en l'année 1671, dont le fonds n'étoit que de cinquante mille florins, chaque action de deux cents cinquante florins, & la somme entiere de la rente annuelle quatre mille florins, de maniere que les intérêts étoient comptés à huit pour cent. Divers particuliers prirent plus d'une action, en sorte que le nombre des intéressés ou actionnaires, montoit à cent quatre-vingt-huit personnes, dont après cinquante-sept années, savoir, en 1738, il y en eut encore vingt en vie, qui tiroient alors chacun deux cents florins de rentes annuelles pour deux cents cinquante, pour cent de mise. M. Struyk a calculé l'accroissement des rentes d'une Tontine de la maniere suivante: chaque actionnaire a tiré,

après 38 ans	2 fois autant que la premiere année.
- - 46 - -	3 fois - - - - -
- - 52 - -	4 fois - - - - -
- - 59 - -	6 fois - - - - -
- - 61 - -	7 fois - - - - -
- - 63 - -	8 fois - - - - -
- - 67 - -	10 fois - - - - -

Les cent quatre-vingt-trois actionnaires étant morts successivement dans la proportion suivante,

En l'année 1671 il y avoit 183 personnes.			
- - - 1676	- - -	172	- - -
- - - 1681	- - -	166	- - -
- - - 1686	- - -	154	- - -
- - - 1691	- - -	144	- - -
- - - 1696	- - -	127	- - -
- - - 1701	- - -	116	- - -
- - - 1706	- - -	100	- - -
- - - 1711	- - -	79	- - -
- - - 1716	- - -	64	- - -
- - - 1721	- - -	52	- - -
- - - 1731	- - -	27	- - -
- - - 1736	- - -	22	- - -
- - - 1738	- - -	20	- - -

Ces réflexions suffiront pour donner une idée des Tontines & des prin-

cipes sur lesquels elles sont fondées. Je ne puis m'empêcher de remarquer encore que les tables qui servent à déterminer la durée apparente de la vie humaine, servent encore à ceux qui assurent, moyennant une certaine prime, la vie de quelqu'un. Cette espèce de commerce ou d'assurance est assez usitée dans les pays, où de grandes charges sont vénales. Un particulier veut acheter une charge considérable, dont le produit peut, au bout de quelques années, lui rendre son capital déboursé, & le mettre à l'aise pour le reste de ses jours; mais il a une famille nombreuse qu'il n'aimeroit point à frustrer de l'héritage paternel. En ce cas, il fait assurer sa vie pour dix, pour quinze, pour vingt ans, &c. en payant une certaine prime, ou un prix accordé, à l'assureur, & en évaluant sa vie à une somme fixée que celui-ci est obligé de payer à ses héritiers, s'il meurt avant le terme prescrit, où il pouvoit être remboursé du capital qu'il a risqué, en achetant la charge. L'assureur, qui ne veut pas contracter purement au hasard, & risquer son argent sans calculer ses chances, & l'assuré, qui est intéressé à ne pas payer une prime trop forte, peuvent l'un & l'autre faire un usage avantageux de ces tables qui leur mettent devant les yeux toute la proportion de la mortalité générale. *Institutions politiques du Baron DE BIELFELDT.*

T O R C Y, *Habile Négociateur François.*

Négociations de M. DE T O R C Y.

LE traité de Riswick venoit de mettre fin à la guerre qui s'étoit élevée entre la France, l'Angleterre & la Hollande, au sujet de l'invasion du trône d'Angleterre, usurpé par Guillaume de Nassau, prince d'Orange, sur le roi Jacques II, son beau-pere. Le comte de Portland étoit passé en France, en qualité d'ambassadeur de la Grande-Bretagne, & les soins de ce ministre avoient parfaitement contribué à l'établissement de la bonne intelligence entre sa majesté très-chrétienne & sa majesté britannique. Le seul événement capable, peut-être de la troubler, étoit la mort du roi d'Espagne. Il y avoit lieu de le prévoir comme prochain, les maladies de ce prince étant fréquentes, & sa foiblesse telle que chaque rechûte paroîtsoit mortelle. Le roi Guillaume, prince habile & éclairé, ne pouvoit s'aveugler sur la révolution que ce grand événement produiroit en Europe. Il connoissoit par conséquent la nécessité de prendre des mesures justes & à temps, pour prévenir le renouvellement d'une guerre générale.

Ces circonstances jointes au désir sincère de maintenir le paix, déterminèrent le roi de France à proposer en 1697 au roi d'Angleterre, un partage de la monarchie d'Espagne, à peu près dans l'esprit de celui que ce

prince avoit fait bien des années auparavant avec l'empereur Léopold. Le marquis de Torcy fut chargé de la part du roi de France, de négocier cette affaire. Elle fut conduite avec toute l'adresse & l'intelligence possibles; malgré les intrigues de la reine d'Espagne & de l'empereur. Les Etats-généraux furent admis à ce partage, & le traité en fut signé à La Haye, le 11 octobre 1698. Selon ce partage, Monsieur le dauphin devoit avoir les royaumes de Naples & de Sicile, les places dépendantes de la couronne d'Espagne, situées sur les côtes de Toscane, le marquisat de Final & la province de Guipuscoa. Le prince électoral, qui avoit une prétention directe à la succession, étoit désigné pour régner sur l'Espagne & les Indes. Les Pays-Bas devoient aussi lui appartenir. La souveraineté du Milanais formoit le partage de l'archiduc, second fils de l'empereur. Comme il étoit essentiel que le roi catholique ignorât cet arrangement, les puissances respectives s'engagerent réciproquement à garder le plus grand secret sur ce traité. Les choses réussirent au-delà même de ce qu'on espéroit; mais un événement malheureux détruisit le fruit de toutes ces négociations; le prince de Bavière mourut, & le traité de partage s'anéantit.

Le roi d'Angleterre, instruit de cette circonstance, donna ordre aussitôt à son ministre en France de s'informer des intentions du roi, sur le changement que cette mort apportoit aux mesures prises pour la conservation du repos de l'Europe.

Sur la proposition que fit l'ambassadeur d'Angleterre de recommencer un nouveau traité de partage, le roi de France y consentit, mais à condition qu'on y feroit entrer l'empereur. En conséquence, il s'entama de nouvelles négociations, & le traité fut signé à Londres le 13 mai 1700. Outre les Etats qui avoient été accordés au dauphin dans le premier partage, on lui cédoit par le second, les duchés de Bar & de Lorraine, & le duc de Lorraine convenoit de recevoir en échange le duché de Milan. D'un autre côté, si l'empereur souscrivoit au traité, il étoit spécifié, que l'archiduc auroit pour son partage l'Espagne, les Indes & les Pays-Bas. Un article séparé portoit, que l'empereur auroit le temps de trois mois pour délibérer; que s'il n'acceptoit pas le partage à l'expiration de ce terme, les alliés conviendroient entre eux du prince qu'ils jugeroient à propos de substituer à l'archiduc.

Cependant le roi de France avoit un parti considérable en Espagne; la plus grande partie de la nation désiroit un prince de ce royaume pour la gouverner. Les ministres, les conseillers-d'Etat, à l'exception de ceux qui étoient du parti de la reine, s'exprimoient comme le peuple. Le roi d'Espagne, au milieu de toutes ces rumeurs, gardoit le silence, & cependant consultoit, soit dans l'intérieur de son royaume, soit au dehors, ceux qu'il croyoit les plus capables de lui donner des conseils conformes à la justice, au bien de ses sujets, & par conséquent de mettre en repos sa conscience. Il s'adressa à plusieurs théologiens & jurisconsultes, en Espagne,

à Naples & à différens évêques. Les avis furent uniformes. Aucun ne mit en doute que les princes de France n'eussent droit de lui succéder. Ce ne fut pas assez pour calmer l'agitation d'un monarque prêt de rendre compte à Dieu de sa conduite. Il voulut consulter encore le chef de l'église. Le pape, avant de se décider, voulut, sur une affaire aussi importante, prendre l'avis de quelques cardinaux : il en assemblea trois distingués par le mérite, la vertu & la capacité. Les sentimens du pape s'accorderent avec ceux de toute la nation espagnole ; & le roi de France en ayant été informé, ne douta plus des intentions du roi d'Espagne, en faveur d'un des princes de France. Toutefois sa majesté persista dans la résolution de s'en tenir aux engagemens qu'elle avoit pris & renouvelés par le second traité, quelque sujet qu'elle eut alors de douter de la bonne foi de ses alliés, que le retardement, les difficultés continuelles, la répugnance à convenir des mesures nécessaires pour l'exécution du traité, rendoient chaque jour plus suspects.

Enfin, l'événement prévu depuis long-temps arriva. Charles II, roi d'Espagne, mourut le premier novembre de l'année 1700, & sa mort causa bientôt l'embrasement général de toute l'Europe. Par son testament, signé le 2 d'octobre précédent, il reconnut le droit de l'infante Marie-Thérèse, sa sœur, reine de France, & mere du dauphin, & par conséquent, celui du dauphin, qui devoit être son unique héritier, conformément aux loix de ses royaumes. Mais pour éviter l'alarme que l'Europe concevroit de l'union de tant d'États à la monarchie de France, dont le dauphin étoit le seul héritier présomptif, Charles appelloit à la succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin, & le nommoit héritier de tous ses royaumes & seigneuries, sans en excepter aucune partie & sans démembrement.

Le roi de France ayant reçu la nouvelle d'un événement si peu attendu, mais si important à la famille royale, au bien-être du royaume, & au repos général de l'Europe, assemblea aussitôt son conseil, pour entendre les avis, avant de prendre aucune résolution. Mr. de Torcy, pour lors secrétaire d'Etat, ayant le département des affaires étrangères, fut présent aux délibérations. Il étoit plus aisé de prévoir, que de prévenir les suites de la décision dont il s'agissoit. Le roi, par ses traités avec l'Angleterre & la Hollande, s'étoit engagé à rejeter toute disposition que le roi d'Espagne pourroit faire de sa monarchie, en faveur d'un prince de France, à quelque titre que l'acte en seroit fait. Sa majesté contrevenant à ses engagemens, s'attiroit le reproche de violer la parole sacrée des rois, & la guerre étoit inévitable. D'un autre côté, il y avoit à considérer que si le roi refusoit d'accepter les dispositions du testament, ce même acte transféroit la succession totale à l'archiduc ; de sorte que la maison d'Autriche réunissoit encore entre le pere & le fils, la puissance de Charles-Quint, autrefois si fatale à la France. Mr. de Torcy conclut que si la guerre étoit inévitable, comme on ne pouvoit en douter, il falloit la faire pour soutenir le parti
le

le plus juste, & certainement c'étoit, selon lui, celui du testament, puisqu'il le roi d'Espagne rappelloit ses héritiers naturels à sa succession, dont ils avoient été injustement exclus par ses prédécesseurs. Il y a lieu de croire, dit-il, que malgré le désordre des finances d'Espagne, cette monarchie ne sera pas encore hors d'état d'aider la France à s'opposer à la division de ses Etats. Le roi & la plus grande partie des membres du conseil se rendirent à cet avis; mais l'on convint de tenir cette résolution secrète pendant quelques jours.

Quand elle fut rendue publique, elle excita dans l'Europe, l'agitation qu'on avoit prévue. Cependant comme Louis XIV désiroit sincèrement de conserver la paix, il eut soin de faire des alliances au dehors de son royaume, pendant que Mr. de Torcy faisoit tout disposer au dedans, pour opposer des forces suffisantes aux puissances qui se déclareroient contre la majesté & contre le roi son petit-fils. Le roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, aussi blessés de l'infraction du traité de partage, que s'ils en avoient fidèlement observés les engagements, balancèrent quelque temps sur le parti qu'ils prendroient; mais l'empereur n'hésita point à se déclarer, & soutint seul l'attaque pendant une année. Enfin la crainte & la jalousie des forces & du nouveau pouvoir de la France, unit le roi d'Angleterre & la république de Hollande avec la maison d'Autriche, dans la vue de soutenir ses intérêts; & le fameux traité, nommé de la grande alliance, fut signé à La Haye, le 7 septembre 1701.

On fait quelles furent les suites de cette guerre longue & sanglante, qui coûta tant de monde à la France, & qui faillit la mettre à deux doigts de sa perte. Les premières conférences pour le rétablissement de la paix, se tinrent au Mordeyk, entre le président Rouillé, de la part de la France, & Messieurs Buys, & Vander-Duffen de la part des Etats-Généraux. Le commencement parut annoncer la paix, parce que rien n'étoit plus mesuré, plus pacifique que les expressions des députés Hollandois. La négociation paroissoit devoir d'autant mieux réussir, que le roi de France offroit des conditions extrêmement avantageuses à ses ennemis. Mais on ignoroit encore à quel point se portoit leur animosité. Enivrés du succès de leurs armes, trop instruits du triste état où la France étoit réduite, ils comproient pénétrer dans le cœur du royaume. Leurs peuples flattés des avantages de chaque campagne, s'accoutumoient à regarder comme un fardeau léger les impositions dont la quantité les épuisoit. Ils se croyoient dédommages des dépenses de la guerre par l'honneur & le profit que les différens généraux en remportoient. Ainsi l'on ne doit pas s'étonner que ces premières négociations aient eu aussi peu de succès. L'intention de l'empereur & de l'Angleterre que les députés déclarèrent précisément, étoit de ne pas laisser la moindre partie de la succession d'Espagne entre les mains du roi Philippe. Non contents de cette déclaration, ils eurent le front de se plaindre que ce prince eut depuis peu fait reconnoître le prince des Asturies, son

filz, en qualité de son successeur à la couronne, & prétendirent que cette démarche apportoit un nouvel obstacle à la paix.

Cette conférence ne fut proprement qu'une ébauche pour parvenir à traiter la paix, en commençant une négociation réglée avec toutes les parties intéressées à la guerre. Louis XIV. désiroit la paix si sincèrement, que la relation du président Rouillé, ne fut pas capable de le rebuter. Il avoit lieu d'être irrité de la mauvaise foi des Hollandois, de cet amas de prétentions exorbitantes que les Hollandois produisoient en faveur de leurs alliés, & des avantages excessifs que la république de Hollande demandoit, soit pour son commerce, soit pour former une prétendue barrière qu'elle exigeoit sous prétexte de sa sûreté. Cependant sa majesté résolut d'accorder une partie de ces demandes, afin de terminer plutôt l'important ouvrage qu'elle avoit entrepris. En conséquence les conférences recommencerent à Woerden le 12 avril, entre le président Rouillé & les deux députés Hollandois. En vain le premier fit valoir prudemment la complaisance que le roi vouloit bien avoir d'abandonner les places de la Toscane en faveur de la maison d'Autriche, & d'acquiescer à une partie des autres demandes; les députés n'en furent pas satisfaits. Ils vouloient une barrière, qu'ils ne croyoient pouvoir être jamais assez sûre ni assez étendue; & pour cela ils demandoient qu'on leur abandonnât l'importante ville de Lille, conquise la campagne précédente par les armées confédérées. Mais le président Rouillé avoit ordre d'insister sur la restitution de cette ville, capitale de la Flandre Francoise, fortifiée considérablement & prodigieusement enrichie, depuis qu'elle étoit sous la domination de sa majesté. Il ne lui étoit pas permis de se relâcher sur un article si essentiel, & la paix ne pouvoit être faite si Lille avec ses dépendances n'étoit rendue à la France. Les politiques ne concevoient pas comment les Hollandois oserent se refuser aux conditions qui leur étoient offertes par la France, car, soit pour leur commerce, soit pour la sûreté de la barrière, elles étoient pour eux si avantageuses, si supérieures à ce qu'ils pouvoient espérer de leur union avec tant de princes, ligués contre la France, qu'il y avoit lieu de croire qu'une république prudente ne laisseroit pas perdre une occasion si favorable d'obtenir pleinement ce qu'elle pouvoit désirer.

Malgré tous les sujets que le roi de France avoit de se plaindre de la conduite irrégulière du gouvernement Hollandois, sa majesté voulut bien que la voie des négociations ne fût pas encore interrompue, quoique persuadée, qu'il eût été plus utile que les amis de la paix & du bien de leur pays eussent été parfaitement instruits des conditions qu'elle vouloit bien accorder pour l'un & pour l'autre; car il est nécessaire de remarquer que toutes ces conférences s'étoient tenues secrètement & à l'insçu des autres puissances belligérantes. Cependant aussitôt qu'elles en eurent vent, elles envoyèrent des ambassadeurs en Hollande, pour qu'il ne se fit rien contre leurs intérêts. Le prince Eugene s'y étoit rendu de la part de l'Empire, &

le duc de Marlborough de la part de l'Angleterre. Les députés Hollandois saisirent cette occasion de presser le roi de France de leur accorder ce qu'ils demandoient. Ils témoignèrent du chagrin, au président Rouillé de la lenteur que sa majesté apportoit dans cette négociation, disant que l'intérêt de la France la pressoit de ménager les momens qu'elle perdoit, pendant que les ministres des alliés employoient utilement tous les instans à traverser toute négociation de paix. Ils protestèrent que jamais les alliés ne laisseroient au roi Philippe la moindre partie de la monarchie d'Espagne, soit comme dédommagement, soit à quelque titre qu'elle fût demandée. Alors ils quitterent le style & le personnage de négociateurs, & comme revêtus de l'autorité des anciens consuls de Rome, ils prononcèrent que le sort des armes décideroit des conditions de la paix; ainsi que le roi d'Espagne ne devoit pas se flatter d'obtenir le plus modique dédommagement de cette monarchie. Ces fiers députés signifiaient en même temps au président Rouillé que c'étoit leur dernier mot. Nous sommes bien fâchés, ajoutèrent-ils, que vous ne l'ayez pas compris dès les premières conférences, ou bien que vous n'en ayez pas suffisamment instruit votre maître.

Je ne fais si l'on fut plus étonné en France de la mauvaise foi de ces républicains, que de leur orgueilleuse insolence. On prit le parti de dissimuler; mais bientôt on s'aperçut que la république de Hollande, assujettie aux volontés de ses alliés, avoit perdu volontairement le pouvoir de décider & de prendre le parti le plus conforme à ses véritables intérêts. Une soumission totale à ses prétendus amis l'entraînoit à croire que le temps étoit venu d'accabler la France, de profiter de ses pertes, & de la réduire en tel état qu'elle ne feroit plus trembler ses voisins, comme il étoit arrivé si fréquemment depuis que le roi régnoit.

Il est vrai que le royaume étoit tellement épuisé, que l'unique remède à ses maux étoit celui de la paix, désirée & demandée comme le salut de la nation. Mais ce désir ardent, fondé sur une nécessité évidente, augmentoit l'aliénation des ennemis, & fournissoit à leur haine autant de raisons nouvelles de frapper & d'accabler la France, en continuant une guerre qu'elle ne pouvoit plus soutenir. Le roi ressentoit d'autant plus vivement les calamités qu'il ne les avoit pas éprouvées depuis qu'il gouvernoit par lui-même un royaume florissant; c'étoit un terrible sujet d'humiliation pour un monarque accoutumé à vaincre, loué sur ses victoires, ses triomphes, sa modération lorsqu'il donnoit la paix & qu'il en prescrivait les loix, de se voir alors obligé à la demander à ses ennemis, leur offrir inutilement, pour l'obtenir, la restitution d'une partie de ses conquêtes, celle de la monarchie d'Espagne, l'abandon de ses alliés, & forcé de s'adresser, pour faire accepter de telles offres, à cette même république, dont il avoit conquis les principales provinces, & rejeté les soumissions, lorsqu'elle le supplioit de lui accorder la paix à telle condition qu'il lui plairoit de dicter.

On peut juger par-là combien la paix étoit nécessaire à la France.

Louis XIV, voulant l'accorder à ses peuples à quelque prix que ce fut, consentit à faire encore de nouveaux sacrifices. Suivant les ordres qu'il fit expédier au président Rouillé, il consentoit à la démolition des fortifications de Dunkerque, même à combler son port, pourvu que conservant Tournai, Lille fut rendu. Ce prince alla plus loin encore : il consentit à donner Tournai, aussi-bien qu'à laisser Lille entre les mains de ses ennemis, si cette nouvelle condescendance de sa part produisoit la paix. Il falloit donc renouer les conférences entre les députés Hollandois, & quoique l'on eut tout lieu d'être satisfait du président Rouillé, il falloit mettre à la tête de cette négociation un homme qui mieux instruit des intentions du roi, & de la situation où se trouvoit le royaume, pût profiter, sans attendre de nouveaux ordres, des momens de conclure s'il s'en présentoit un seul de favorable. Personne, mieux que le marquis de Torcy, ne pouvoit remplir cette commission qui n'étoit exempte ni de péril, ni de peines & de déplaisirs. Il falloit traverser le pays ennemi dans un temps où les troupes des alliés commençoient à se mettre en mouvement, arriver & séjourner à la Haye où régnoient la haine & la fureur contre la France. Quant aux déplaisirs dont cette commission seroit la source, il étoit aisé de prévoir, que dans le cas où l'on réussiroit, cette paix si désirée ne seroit conclue qu'à des conditions peu honorables ; qu'un tel traité deviendrait un prétexte de reproches & un sujet de déshonneur, & qu'on le mettroit au nombre de ces traités malheureux que la France a été forcée d'accepter après les plus grands désastres. D'ailleurs une autre espece de honte paroissoit attachée au désagrement de ne pas réussir ; les offres du roi étoient telles, qu'on imputeroit au négociateur la faute d'avoir manqué à conclure une paix désirée si ardemment de la France.

M. de Torcy ne manqua pas de faire toutes ces réflexions ; mais il les fit céder à l'espérance dont il se sentit secrètement flatté de rendre un service important au roi, son bienfaiteur, & de contribuer soit à quelque heureux changement des affaires, soit à pénétrer les desseins des ennemis. Il se mit donc en route. Dieu bénit le voyage, & sa providence en écartera toutes les traverses ; nul incident, nulle rencontre fâcheuse ne l'embarrassèrent, & il débarqua heureusement à Rotterdam, où il s'arrêta quelques heures, pour faire voir au correspondant de son banquier de France, les lettres de crédit qu'il avoit à tirer sur lui. Cet homme, nommé Sincers, s'offrit à le conduire lui-même à la Haye, & à lui obtenir une audience secrète du grand-pensionnaire. Il l'obtint en effet. Après les premiers complimens, le grand-pensionnaire témoigna sa surprise, que sa majesté très-chrétienne lui eut envoyé un de ses ministres en Hollande pour conférer avec lui sur les moyens de conclure une paix ferme & stable, d'autant plus qu'elle ne devoit pas ignorer ses relations intimes avec le prince Eugene & le duc de Marlborough. Il ajouta qu'il n'étoit point autorisé pour traiter, & que les Etats ayant nommé deux commissaires pour traiter

avec M. Rouillé, c'étoit à eux, & non pas à lui, simple officier de la province de Hollande, à parler sur les matieres de la paix. Cette réserve qu'il ne fut pas difficile à M. de Torcy de combattre par de fortes raisons, n'empêcha pas les deux ministres d'agiter généralement toutes les matieres comprises sous le nom d'articles préliminaires, le grand-pensionnaire s'étendit beaucoup sur la nécessité où les Hollandois étoient de retenir l'ille, comme la meilleure barriere des Etats. Quant à la monarchie d'Espagne, il dit qu'elle devoit être conservée en son entier, & la couronne transférée dans la maison d'Autriche sans aucun démembrement. Le grand-pensionnaire montra la même résistance sur tous les autres articles; un refus constant de laisser les royaumes de Naples & de Sicile au roi d'Espagne; nulle condescendance à la proposition de Naples, ou de la seule Sicile, les traités avec les alliés étant toujours l'excuse qu'il alléguoit pour ne rien démembrer de la couronne d'Espagne. M. de Torcy, voyant que les raisons qu'il alléguoit ne produisoient aucune effet sur ce ministre, ne se pressa pas de lui faire aucune offre, parce qu'il n'étoit pas autorisé à les accepter. Au contraire il feignit de s'appercevoir que ses démarches n'aboutissoient à rien, & qu'il ne lui restoit que de s'en retourner incessamment en France. Alors le pensionnaire parut plus vif pour le retenir, qu'il ne l'avoit été pour entrer en matiere. Il lui proposa de faire venir chez lui les deux députés des Etats-généraux, qui étant autorisés à traiter, pourroient entreprendre une négociation dans les formes, ou plutôt terminer celle qui étoit déjà commencée. M. de Torcy hésita d'abord, en disant que ses ordres étoient de s'adresser uniquement à lui seul; mais enfin il se détermina à accepter la conférence, comme le seul moyen d'entamer quelque chose de solide. Les députés tiurent ferme sur la cession en entier de la monarchie d'Espagne; mais impatiens de terminer leurs affaires, avant celles de leurs alliés, ils quitterent cet article pour revenir à celui de la barriere. Alors M. de Torcy s'ouvrit peu à peu. Il leur fit voir ce qu'ils perdroient, si l'amour excessif des intérêts de leurs alliés les empêchoit de profiter des dispositions favorables du roi de France. Il leur dit donc que s'ils vouloient restituer ou Maubeuge qui leur avoit été accordé, ou Condé, ils auroient Tournai. Cette proposition commença à produire un bon effet, & les députés n'en furent que plus vifs dans les instances qu'ils firent au marquis de Torcy de ne pas s'impatienter, & d'attendre le duc de Marlborough, qui devoit revenir sous peu de jours d'Angleterre.

M. de Torcy acquiesça à leur proposition; mais il voulut qu'on lui accordât la permission de faire venir à la Haye le président Rouillé, afin d'être mieux en état de concerter ensemble ce qui seroit le plus avantageux à leur souverain. Cependant il avoit jugé très-prudemment qu'il ne falloit ni se jeter à la tête, ni laisser trop long-temps les Hollandois dans l'incertitude des avantages qu'ils demandoient opiniâtrément, & que sa majesté vouloit bien leur accorder, afin qu'étant excités par des conditions

aussi grandes, ils pussent à leur tour presser M. de Marlborough. Dans les conférences qu'il eut avec les députés avant l'arrivée de ce seigneur, il éprouva les mêmes difficultés que dans les précédentes; une égale opposition à laisser au roi d'Espagne les royaumes de Naples & de Sicile; mêmes instances sur la restitution de Strasbourg, aussi-bien que sur la démolition du Fort-Louis, dont il n'avoit pas encore été parlé. On sent assez que M. de Torcy ne pouvoit accorder un point aussi essentiel; on passa donc à un autre article, celui de la barrière, qui n'étoit pas encore terminé. M. de Torcy voyant que l'affaire languissoit, & qu'après plusieurs conférences il soutenoit un point qu'il ne pouvoit emporter, & qu'il perdoit inutilement un temps précieux, dont il falloit profiter, pour convaincre les Hollandois, avant le retour du duc de Marlborough, des avantages qu'ils trouveroient à la paix, il prit le parti, après une heure de dispute, d'abandonner Tournai, sans retenir aucune place en dédommagement; enfin, pressé plus vivement que jamais, malgré cette cession, & voyant qu'il étoit impossible d'engager les Hollandois à la paix, si on ne les satisfaisoit sur l'article de leurs barrières, il jugea qu'il étoit temps de leur céder aussi Lille. M. de Torcy croyoit d'autant plus essentiel de presser les négociations, que la saison de se mettre en campagne approchoit, & que toutes les dépenses étant faites pour cela, il y avoit peu de gens qui ne voulussent en voir la décision.

Le grand-pensionnaire ayant fait rapport aux Etats d'Hollande des conférences qu'il avoit eues avec le ministre de France, & des avantages que leur accordoit sa majesté, leurs Hautes Puissances en parurent satisfaites pour elles-mêmes; mais elles ne le furent pas à l'égard du refus constant que le roi faisoit d'acquiescer aux demandes des alliés. On proposa dans l'assemblée d'avertir le prince Eugene de se rendre à la Haye, afin que les principales parties intéressées à la guerre, pussent en quelque façon se parler. Ce seigneur arriva en effet, & ne parut point opposé aux propositions qui lui furent faites de prendre des arrangemens pour conclure une paix solide & durable. Quant à la Hollande, il paroissoit que l'affaire étoit terminée, puisque la dispute ne rouloit plus alors que sur le partage pour le roi d'Espagne, & la restitution d'Exilles & de Fenestrelle. Mais l'idée qu'on avoit en Hollande du mauvais état de la France, faisoit d'étranges effets. Ceux que la guerre faisoit souffrir dans ce pays, oublioient leurs peines, dans l'espérance qu'ils avoient d'accabler ce royaume, qu'ils croyoient ne pouvoir trop abaisser pour assurer leur propre repos. Il est vrai que l'état de la France empirait de jour en jour, la famine y régnoit; les finances étoient épuisées, & les ressources pour les rétablir étoient taries. Les alliés en étoient parfaitement instruits, & c'est pour cela qu'ils exigeoient des conditions aussi humiliantes. Mais l'état des affaires étoit une raison pressante de tenter toutes sortes de voies pour parvenir promptement à la paix. Ainsi ce ne fut pas un déshonneur pour M. de Torcy d'essayer si le duc

de Marlborough, intéressé à continuer la guerre, ne seroit pas encore plus sensible à l'intérêt que le roi lui seroit trouver de contribuer à la paix. S'il en étoit assez touché pour y donner ses soins & son crédit, & s'il réussissoit à conserver les royaumes de Naples & de Sicile, même le seul royaume de Naples, pour dédommager le roi Philippe sur la cession de tant de grands Etats, la récompense que le roi consentoit de lui donner, étoit de deux millions de livres; & la récompense devoit augmenter encore, à proportion du service, en sorte qu'elle eût été de quatre millions, si, moyennant son entremise, le duc de Marlborough eût procuré au roi d'Espagne les deux royaumes de Naples & de Sicile pour son dédommagement, & si Dunkerque, Strasbourg & Landau fussent demeurés à la France.

M. de Marlborough étant arrivé à la Haye, M. Torcy s'empressa de lui rendre visite & de lui faire part des offres qu'il avoit faites à l'égard de Dunkerque. On ne s'attendoit pas qu'il eut rien à demander de plus pour l'Angleterre; mais il montra un ordre exprès de la reine Anne, d'insister particulièrement sur la restitution de Terre-Neuve, ajoutant que cet article intéressoit si vivement la nation, que ce seroit faire un plaisir personnel à sa maîtresse que de le régler comme article préliminaire. M. de Torcy répondit que les instructions du roi lui manquoient sur ce point, qu'il étoit néanmoins persuadé qu'il ne romproit pas la paix, & qu'on pourroit aisément le régler, ou par des échanges, ou par des restitutions réciproques de la part de l'Angleterre. Sur ces entrefaites, le prince Eugene arriva, & après les visites de cérémonie, usitées en pareille circonstance, on résolut de s'assembler chez le grand-pensionnaire, pour faire la récapitulation des points dont on étoit déjà convenu. Les principales difficultés se trouverent levées par rapport à l'Angleterre, les seules qui restoient, regardoient la sortie du roi de la Grande-Bretagne hors de France, & l'article de Terre-Neuve. On convint sur la première, que ce prince, auquel le duc de Marlborough, affectoit de donner le nom de prince de Galles, choisiroit comme il lui plairoit le lieu de sa retraite, & qu'il y jouiroit d'une entière liberté, & d'une parfaite sûreté pour sa personne. De cette manière, l'Angleterre & la Hollande paroissoient satisfaites, & l'on avoit lieu de croire que les prétentions formées sous le nom de l'Empire ne seroient pas d'un assez grand poids, pour empêcher un bien aussi nécessaire à toute l'Europe, que celui de la paix. On se trompa. Le prince Eugene, quoiqu'il sentit parfaitement que le ministre François avoit pris ses avantages, en favorisant les Anglois & les Hollandois, pour les engager dans ses intérêts, ne laissa pas de demander, non-seulement la restitution de Strasbourg, mais encore celle de toute l'Alsace. Le prétexte commun, & rebattu tant de fois, de pourvoir à la sûreté de l'Empire, & de borner toujours les desseins de la France, servit de fondement à cette prétention. Le prince Eugene confondit toujours la destination que l'empereur prétendoit faire de

conféré avec les deux généraux; qu'ils étoient assez contents de la forme des articles dressés à l'égard de l'Espagne; mais qu'il falloit une sûreté pour l'exécution, & promettre nécessairement des places pour servir de gage que le roi catholique sortiroit de ce royaume. Quelque chose que pût dire M. de Torcy aux alliés pour les convaincre de l'injustice d'une telle prétention que le roi ne passeroit jamais, & qui d'ailleurs, étoit offensante pour sa majesté, puisque c'étoit douter de sa parole, dans le temps qu'ils vouloient de leur part qu'elle prît une extrême confiance en leur bonne foi, au-delà même des bornes ordinaires, ils demeurèrent fermes sur cet article.

Plusieurs traits des conférences précédentes avoient fait entrevoir à M. de Torcy, que l'union de la république de Hollande avec l'Angleterre n'avoit pas éteint la jalousie entre les deux nations; mais elle parut encore plus clairement, lorsque le pensionnaire & les deux autres députés Hollandois s'efforcèrent de persuader à M. de Torcy, que la république désiroit sincèrement de former après la paix une union étroite avec sa majesté, & pour en donner des preuves non équivoques, le grand-pensionnaire accepta la proposition de dresser lui-même les articles préliminaires, qui devoient servir aux traités de la paix générale. Ce seigneur s'acquitta de sa parole, de concert avec le duc de Marlborough & le prince Engene; mais ils formerent tant de prétentions, que Louis XIV vit bien que sous le nom d'articles de paix, ses ennemis ne lui proposoient que des conditions inadmissibles d'une treve captieuse, dont ils avoient intention de profiter, pour se mettre en possession des places principales de la frontière de Flandres; ainsi sa majesté ne balança pas sur le parti qu'elle avoit à prendre; elle rappella M. de Torcy secrètement, & ne voulant pas découvrir entièrement ses intentions, elle différa de faire savoir ses volontés aux alliés, jusqu'à ce que son ministre lui eut rendu compte de vive voix, de plusieurs circonstances qu'il pouvoit avoir oublié dans ses lettres.

Le retour de M. de Torcy en France causa beaucoup de rumeur. La paix y étoit si ardemment désirée, que quelques personnes distinguées par un mérite supérieur, par de grandes actions, & par des emplois élevés, désapprouverent hautement, sans avoir vu les préliminaires, le refus qu'on avoit fait de les signer. Cela engagea M. de Torcy, de proposer au roi, de relever le courage de ses fideles sujets, en les instruisant des facilités incroyables que sa majesté avoit inutilement apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. L'Angleterre & la Hollande ne firent pas moins éclater de plaintes contre leurs ministres qui laissoient échapper une occasion peu espérée de prendre des arrangemens solides, à des conditions dont l'une & l'autre de ces puissances étoient contentes. Les ennemis de Marlborough principalement surent profiter à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie. Sur ces entrefaites, le gouvernement vint à changer en Angleterre; le duc

l'Alsace. Tantôt ce prince devoit la posséder comme avant le traité de Munster, tantôt il sembloit incliner à remettre les dix villes en liberté, & à faire une disposition en faveur du landgraviat d'Alsace, qu'il n'expliquoit pas. Les anciennes contestations sur l'autorité de landgrave & sur la préfecture des dix villes, revinrent sur le tapis. Enfin, tant de questions furent agitées sans en résoudre aucune, qu'on garda le silence de part & d'autre.

M. de Torcy, voyant l'obstination des alliés & l'injustice de leurs demandes, fut sur le point de reprendre la route de France, mais le grand-pensionnaire s'y opposa, en le priant de différer pour quelques jours son départ, dans la crainte que les négociations une fois interrompues, il ne fût très-difficile de les renouer. Le grand-pensionnaire s'offrit même de se porter médiateur, & de faire tous les efforts, pour engager le prince Eugene à modérer ses prétentions. En effet, il se tint le soir une conférence chez le grand-pensionnaire, où la question de l'Alsace étant de nouveau agitée, les discours furent à peu près les mêmes. Le prince Eugene prétendit que l'empereur avoit un juste titre de réclamer présentement une province, qu'il avoit été obligé de céder par le traité de Munster, & que la force & le bon état des affaires, étoient des raisons suffisantes pour revenir contre les traités onéreux. L'assemblée ne fut pas de cet avis, & la conférence finit sans avoir rien produit d'avantageux. Après cela les ministres alliés tinrent entre eux plusieurs petites conférences, dont le résultat fut de proposer que le roi de France garderoit l'Alsace sur le pied du traité de Munster, à l'exception de Brisack, qui seroit remis à l'empereur, & que toutes les forteresses de la France, bâties contre le sens littéral de ce traité, seroient démolies. M. de Torcy, voyant qu'il falloit rompre entièrement ou acquiescer à cette proposition, écrivit lui-même cet article comme ils le voulurent, en leur disant néanmoins qu'il passoit ses pouvoirs, qu'il enverroient à sa majesté, mais qu'il craignoit, s'ils vouloient la paix, qu'ils ne dussent y apporter plus de facilité.

Pendant les intervalles des conférences, M. de Marlborough & le prince Eugene s'entretenirent avec M. de Torcy, & l'instruisirent des différentes circonstances de leurs campagnes, aussi-bien que des fautes des généraux François, ce qui parut à ce seigneur une espèce de fanfaronnade. Quoi qu'il en soit, M. de Torcy n'omettoit rien, pour terminer cette importante affaire de la négociation, dans laquelle il avoit eu à subir tant de désagréments & d'humiliations. Son sentiment étoit, puisque les choses faisoient si peu de progrès, puisqu'il paroissoit de la part des ennemis tant d'injustice, tant d'acharnement à profiter du mauvais état où l'on croyoit la France, tant d'avidité de tirer avantage du besoin que le royaume avoit d'obtenir une paix nécessaire, ou tout au moins une suspension d'armes; il falloit, autant pour le service du roi, que pour la décharge particulière des négociateurs, tâcher de tirer du pensionnaire un projet par écrit des articles que les alliés exigeoient. Le grand-pensionnaire lui dit, qu'il avoit
conféré

conféré avec les deux généraux; qu'ils étoient assez contents de la forme des articles dressés à l'égard de l'Espagne; mais qu'il falloit une sûreté pour l'exécution, & promettre nécessairement des places pour servir de gage que le roi catholique sortiroit de ce royaume. Quelque chose que pût dire M. de Torcy aux alliés pour les convaincre de l'injustice d'une telle prétention que le roi ne passeroit jamais, & qui d'ailleurs, étoit offensante pour sa majesté, puisque c'étoit douter de sa parole, dans le temps qu'ils vouloient de leur part qu'elle prit une extrême confiance en leur bonne foi, au-delà même des bornes ordinaires, ils demeurèrent fermes sur cet article.

Plusieurs traits des conférences précédentes avoient fait entrevoir à M. de Torcy, que l'union de la république de Hollande avec l'Angleterre n'avoit pas éteint la jalousie entre les deux nations; mais elle parut encore plus clairement, lorsque le pensionnaire & les deux autres députés Hollandois s'efforcèrent de persuader à M. de Torcy, que la république désiroit sincèrement de former après la paix une union étroite avec sa majesté, & pour en donner des preuves non équivoques, le grand-pensionnaire accepta la proposition de dresser lui-même les articles préliminaires, qui devoient servir aux traités de la paix générale. Ce seigneur s'acquitta de sa parole, de concert avec le duc de Marlborough & le prince Eugene; mais ils formerent tant de prétentions, que Louis XIV vit bien que sous le nom d'articles de paix, ses ennemis ne lui proposoient que des conditions inadmissibles d'une treve captieuse, dont ils avoient intention de profiter, pour se mettre en possession des places principales de la frontière de Flandres; ainsi sa majesté ne balança pas sur le parti qu'elle avoit à prendre; elle rappella M. de Torcy secrètement, & ne voulant pas découvrir entièrement ses intentions, elle différa de faire savoir ses volontés aux alliés, jusqu'à ce que son ministre lui eut rendu compte de vive voix, de plusieurs circonstances qu'il pouvoit avoir oublié dans ses lettres.

Le retour de M. de Torcy en France causa beaucoup de rumeur. La paix y étoit si ardemment désirée, que quelques personnes distinguées par un mérite supérieur, par de grandes actions, & par des emplois élevés, désapprouverent hautement, sans avoir vu les préliminaires, le refus qu'on avoit fait de les signer. Cela engagea M. de Torcy, de proposer au roi, de relever le courage de ses fideles sujets, en les instruisant des facilités incroyables que sa majesté avoit inutilement apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. L'Angleterre & la Hollande ne firent pas moins éclater de plaintes contre leurs ministres qui laissoient échapper une occasion peu espérée de prendre des arrangements solides, à des conditions dont l'une & l'autre de ces puissances étoient contentes. Les ennemis de Marlborough principalement surent profiter à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie. Sur ces entrefaites, le gouvernement vint à changer en Angleterre; le duc

l'Alsace. Tantôt ce prince devoit la posséder comme avant le traité de Munster, tantôt il sembloit incliner à remettre les dix villes en liberté, & à faire une disposition en faveur du landgraviat d'Alsace, qu'il n'expliquoit pas. Les anciennes contestations sur l'autorité de landgrave & sur la préfecture des dix villes, revinrent sur le tapis. Enfin, tant de questions furent agitées sans en résoudre aucune, qu'on garda le silence de part & d'autre.

M. de Torcy, voyant l'obstination des alliés & l'injustice de leurs demandes, fut sur le point de reprendre la route de France, mais le grand-pensionnaire s'y opposa, en le priant de différer pour quelques jours son départ, dans la crainte que les négociations une fois interrompues, il ne fût très-difficile de les renouer. Le grand-pensionnaire s'offrit même de se porter médiateur, & de faire tous les efforts, pour engager le prince Eugene à modérer ses prétentions. En effet, il se tint le soir une conférence chez le grand-pensionnaire, où la question de l'Alsace étant de nouveau agitée, les discours furent à peu près les mêmes. Le prince Eugene prétendit que l'empereur avoit un juste titre de réclamer présentement une province, qu'il avoit été obligé de céder par le traité de Munster, & que la force & le bon état des affaires, étoient des raisons suffisantes pour revenir contre les traités onéreux. L'assemblée ne fut pas de cet avis, & la conférence finit sans avoir rien produit d'avantageux. Après cela les ministres alliés tinrent entre eux plusieurs petites conférences, dont le résultat fut de proposer que le roi de France garderoit l'Alsace sur le pied du traité de Munster, à l'exception de Brisack, qui seroit remis à l'empereur, & que toutes les forteresses de la France, bâties contre le sens littéral de ce traité, seroient démolies. M. de Torcy, voyant qu'il falloit rompre entièrement ou acquiescer à cette proposition, écrivit lui-même cet article comme ils le voulurent, en leur disant néanmoins qu'il passoit ses pouvoirs, qu'il en voyeroit à sa majesté, mais qu'il craignoit, s'ils vouloient la paix, qu'ils ne dussent y apporter plus de facilité.

Pendant les intervalles des conférences, M. de Marlborough & le prince Eugene s'entretenirent avec M. de Torcy, & l'instruisirent des différentes circonstances de leurs campagnes, aussi-bien que des fautes des généraux François, ce qui parut à ce seigneur une espece de fanfaronnade. Quoi qu'il en soit, M. de Torcy n'omettoit rien, pour terminer cette importante affaire de la négociation, dans laquelle il avoit eu à subir tant de désagréments & d'humiliations. Son sentiment étoit, puisque les choses faisoient si peu de progrès, puisqu'il paroissoit de la part des ennemis tant d'injustice, tant d'acharnement à profiter du mauvais état où l'on croyoit la France, tant d'avidité de tirer avantage du besoin que le royaume avoit d'obtenir une paix nécessaire, ou tout au moins une suspension d'armes; il falloit, autant pour le service du roi, que pour la décharge particulière des négociateurs, tâcher de tirer du pensionnaire un projet par écrit des articles que les alliés exigeoient. Le grand-pensionnaire lui dit, qu'il avoit conféré

conféré avec les deux généraux; qu'ils étoient assez contents de la forme des articles dressés à l'égard de l'Espagne; mais qu'il falloit une sûreté pour l'exécution, & promettre nécessairement des places pour servir de gage que le roi catholique sortiroit de ce royaume. Quelque chose que pût dire M. de Torcy aux alliés pour les convaincre de l'injustice d'une telle prétention que le roi ne passeroit jamais, & qui d'ailleurs, étoit offensante pour sa majesté, puisque c'étoit douter de sa parole, dans le temps qu'ils vouloient de leur part qu'elle prit une extrême confiance en leur bonne foi, au-delà même des bornes ordinaires, ils demeurèrent fermes sur cet article.

Plusieurs traits des conférences précédentes avoient fait entrevoir à M. de Torcy, que l'union de la république de Hollande avec l'Angleterre n'avoit pas éteint la jalousie entre les deux nations; mais elle parut encore plus clairement, lorsque le pensionnaire & les deux autres députés Hollandois s'efforcèrent de persuader à M. de Torcy, que la république désiroit sincèrement de former après la paix une union étroite avec sa majesté, & pour en donner des preuves non équivoques, le grand-pensionnaire accepta la proposition de dresser lui-même les articles préliminaires, qui devoient servir aux traités de la paix générale. Ce seigneur s'acquitta de sa parole, de concert avec le duc de Marlborough & le prince Eugene; mais ils formèrent tant de prétentions, que Louis XIV vit bien que sous le nom d'articles de paix, les ennemis ne lui proposoient que des conditions inadmissibles d'une trêve captieuse, dont ils avoient intention de profiter, pour se mettre en possession des places principales de la frontière de Flandres; ainsi sa majesté ne balança pas sur le parti qu'elle avoit à prendre; elle rappella M. de Torcy secrètement, & ne voulant pas découvrir entièrement ses intentions, elle différa de faire savoir ses volontés aux alliés, jusqu'à ce que son ministre lui eut rendu compte de vive voix, de plusieurs circonstances qu'il pouvoit avoir oublié dans ses lettres.

Le retour de M. de Torcy en France causa beaucoup de rumeur. La paix y étoit si ardemment désirée, que quelques personnes distinguées par un mérite supérieur, par de grandes actions, & par des emplois élevés, désapprouverent hautement, sans avoir vu les préliminaires, le refus qu'on avoit fait de les signer. Cela engagea M. de Torcy, de proposer au roi, de relever le courage de ses fideles sujets, en les instruisant des facilités incroyables que sa majesté avoit inutilement apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. L'Angleterre & la Hollande ne firent pas moins éclater de plaintes contre leurs ministres qui laissoient échapper une occasion peu espérée de prendre des arrangemens solides, à des conditions dont l'une & l'autre de ces puissances étoient contentes. Les ennemis de Marlborough principalement surent profiter à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie. Sur ces entrefaites, le gouvernement vint à changer en Angleterre; le duc

l'Alsace. Tantôt ce prince devoit la posséder comme avant le traité de Munster, tantôt il sembloit incliner à remettre les dix villes en liberté, & à faire une disposition en faveur du landgraviat d'Alsace, qu'il n'expliquoit pas. Les anciennes contestations sur l'autorité de landgrave & sur la préfecture des dix villes, revinrent sur le tapis. Enfin, tant de questions furent agitées sans en résoudre aucune, qu'on garda le silence de part & d'autre.

M. de Torcy, voyant l'obstination des alliés & l'injustice de leurs demandes, fut sur le point de reprendre la route de France, mais le grand-pensionnaire s'y opposa, en le priant de différer pour quelques jours son départ, dans la crainte que les négociations une fois interrompues, il ne fût très-difficile de les renouer. Le grand-pensionnaire s'offrit même de se porter médiateur, & de faire tous les efforts, pour engager le prince Eugene à modérer ses prétentions. En effet, il se tint le soir une conférence chez le grand-pensionnaire, où la question de l'Alsace étant de nouveau agitée, les discours furent à peu près les mêmes. Le prince Eugene prétendit que l'empereur avoit un juste titre de réclamer présentement une province, qu'il avoit été obligé de céder par le traité de Munster, & que la force & le bon état des affaires, étoient des raisons suffisantes pour revenir contre les traités onéreux. L'assemblée ne fut pas de cet avis, & la conférence finit sans avoir rien produit d'avantageux. Après cela les ministres alliés tinrent entre eux plusieurs petites conférences, dont le résultat fut de proposer que le roi de France garderoit l'Alsace sur le pied du traité de Munster, à l'exception de Brisack, qui seroit remis à l'empereur, & que toutes les forteresses de la France, bâties contre le sens littéral de ce traité, seroient démolies. M. de Torcy, voyant qu'il falloit rompre entièrement ou acquiescer à cette proposition, écrivit lui-même cet article comme ils le voulurent, en leur disant néanmoins qu'il passoit ses pouvoirs, qu'il enverroient à sa majesté, mais qu'il craignoit, s'ils vouloient la paix, qu'ils ne dussent y apporter plus de facilité.

Pendant les intervalles des conférences, M. de Marlborough & le prince Eugene s'entretenirent avec M. de Torcy, & l'instruisirent des différentes circonstances de leurs campagnes, aussi-bien que des fautes des généraux François, ce qui parut à ce seigneur une espece de fanfaronnade. Quoi qu'il en soit, M. de Torcy n'omettoit rien, pour terminer cette importante affaire de la négociation, dans laquelle il avoit eu à subir tant de désagréments & d'humiliations. Son sentiment étoit, puisque les choses faisoient si peu de progrès, puisqu'il paroissoit de la part des ennemis tant d'injustice, tant d'acharnement à profiter du mauvais état où l'on croyoit la France, tant d'avidité de tirer avantage du besoin que le royaume avoit d'obtenir une paix nécessaire, ou tout au moins une suspension d'armes; il falloit, autant pour le service du roi, que pour la décharge particulière des négociateurs, tâcher de tirer du pensionnaire un projet par écrit des articles que les alliés exigeoient. Le grand-pensionnaire lui dit, qu'il avoit conféré

conféré avec les deux généraux; qu'ils étoient assez contents de la forme des articles dressés à l'égard de l'Espagne; mais qu'il falloit une sûreté pour l'exécution, & promettre nécessairement des places pour servir de gage que le roi catholique sortiroit de ce royaume. Quelque chose que pût dire M. de Torcy aux alliés pour les convaincre de l'injustice d'une telle prétention que le roi ne passeroit jamais, & qui d'ailleurs, étoit offensante pour sa majesté, puisque c'étoit douter de sa parole, dans le temps qu'ils vouloient de leur part qu'elle prit une extrême confiance en leur bonne foi, au-delà même des bornes ordinaires, ils demeurèrent fermes sur cet article.

Plusieurs traits des conférences précédentes avoient fait entrevoir à M. de Torcy, que l'union de la république de Hollande avec l'Angleterre n'avoit pas éteint la jalousie entre les deux nations; mais elle parut encore plus clairement, lorsque le pensionnaire & les deux autres députés Hollandois s'efforcèrent de persuader à M. de Torcy, que la république désiroit sincèrement de former après la paix une union étroite avec sa majesté, & pour en donner des preuves non équivoques, le grand-pensionnaire accepta la proposition de dresser lui-même les articles préliminaires, qui devoient servir aux traités de la paix générale. Ce seigneur s'acquitta de sa parole, de concert avec le duc de Marlborough & le prince Eugene; mais ils formerent tant de prétentions, que Louis XIV vit bien que sous le nom d'articles de paix, ses ennemis ne lui proposoient que des conditions inadmissibles d'une trêve captieuse, dont ils avoient intention de profiter, pour se mettre en possession des places principales de la frontière de Flandres; ainsi sa majesté ne balança pas sur le parti qu'elle avoit à prendre; elle rappella M. de Torcy secrètement, & ne voulant pas découvrir entièrement ses intentions, elle différa de faire savoir ses volontés aux alliés, jusqu'à ce que son ministre lui eut rendu compte de vive voix, de plusieurs circonstances qu'il pouvoit avoir oublié dans ses lettres.

Le retour de M. de Torcy en France causa beaucoup de rumeur. La paix y étoit si ardemment désirée, que quelques personnes distinguées par un mérite supérieur, par de grandes actions, & par des emplois élevés, désapprouverent hautement, sans avoir vu les préliminaires, le refus qu'on avoit fait de les signer. Cela engagea M. de Torcy, de proposer au roi, de relever le courage de ses fideles sujets, en les instruisant des facilités incroyables que sa majesté avoit inutilement apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. L'Angleterre & la Hollande ne firent pas moins éclater de plaintes contre leurs ministres qui laissoient échapper une occasion peu espérée de prendre des arrangements solides, à des conditions dont l'une & l'autre de ces puissances étoient contentes. Les ennemis de Marlborough principalement surent profiter à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie. Sur ces entrefaites, le gouvernement vint à changer en Angleterre; le duc

l'Alsace. Tantôt ce prince devoit la posséder comme avant le traité de Munster, tantôt il sembloit incliner à remettre les dix villes en liberté, & à faire une disposition en faveur du landgraviat d'Alsace, qu'il n'expliquoit pas. Les anciennes contestations sur l'autorité de landgrave & sur la préfecture des dix villes, revinrent sur le tapis. Enfin, tant de questions furent agitées sans en résoudre aucune, qu'on garda le silence de part & d'autre.

M. de Torcy, voyant l'obstination des alliés & l'injustice de leurs demandes, fut sur le point de reprendre la route de France, mais le grand-pensionnaire s'y opposa, en le priant de différer pour quelques jours son départ, dans la crainte que les négociations une fois interrompues, il ne fût très-difficile de les renouer. Le grand-pensionnaire s'offrit même de se porter médiateur, & de faire tous les efforts, pour engager le prince Eugene à modérer ses prétentions. En effet, il se tint le soir une conférence chez le grand-pensionnaire, où la question de l'Alsace étant de nouveau agitée, les discours furent à peu près les mêmes. Le prince Eugene prétendit que l'empereur avoit un juste titre de réclamer présentement une province, qu'il avoit été obligé de céder par le traité de Munster, & que la force & le bon état des affaires, étoient des raisons suffisantes pour revenir contre les traités onéreux. L'assemblée ne fut pas de cet avis, & la conférence finit sans avoir rien produit d'avantageux. Après cela les ministres alliés tinrent entre eux plusieurs petites conférences, dont le résultat fut de proposer que le roi de France garderoit l'Alsace sur le pied du traité de Munster, à l'exception de Brisack, qui seroit remis à l'empereur, & que toutes les forteresses de la France, bâties contre le sens littéral de ce traité, seroient démolies. M. de Torcy, voyant qu'il falloit rompre entièrement ou acquiescer à cette proposition, écrivit lui-même cet article comme ils le voulurent, en leur disant néanmoins qu'il passoit ses pouvoirs, qu'il l'enverroient à sa majesté, mais qu'il craignoit, s'ils vouloient la paix, qu'ils ne dussent y apporter plus de facilité.

Pendant les intervalles des conférences, M. de Marlborough & le prince Eugene s'entretenirent avec M. de Torcy, & l'instruisirent des différentes circonstances de leurs campagnes, aussi-bien que des fautes des généraux François, ce qui parut à ce seigneur une espee de fanfaronnade. Quoi qu'il en soit, M. de Torcy n'omettoit rien, pour terminer cette importante affaire de la négociation, dans laquelle il avoit eu à subir tant de désagréments & d'humiliations. Son sentiment étoit, puisque les choses faisoient si peu de progrès, puisqu'il paroissoit de la part des ennemis tant d'injustice, tant d'acharnement à profiter du mauvais état où l'on croyoit la France, tant d'avidité de tirer avantage du besoin que le royaume avoit d'obtenir une paix nécessaire, ou tout au moins une suspension d'armes; il falloit, autant pour le service du roi, que pour la décharge particulière des négociateurs, tâcher de tirer du pensionnaire un projet par écrit des articles que les alliés exigeoient. Le grand-pensionnaire lui dit, qu'il avoit conféré

conféré avec les deux généraux; qu'ils étoient assez contents de la forme des articles dressés à l'égard de l'Espagne; mais qu'il falloit une sûreté pour l'exécution, & promettre nécessairement des places pour servir de gage que le roi catholique sortiroit de ce royaume. Quelque chose que pût dire M. de Torcy aux alliés pour les convaincre de l'injustice d'une telle prétention que le roi ne passeroit jamais, & qui d'ailleurs, étoit offensante pour sa majesté, puisque c'étoit douter de sa parole, dans le temps qu'ils vouloient de leur part qu'elle prit une extrême confiance en leur bonne foi, au-delà même des bornes ordinaires, ils demeurèrent fermes sur cet article.

Plusieurs traits des conférences précédentes avoient fait entrevoir à M. de Torcy, que l'union de la république de Hollande avec l'Angleterre n'avoit pas éteint la jalousie entre les deux nations; mais elle parut encore plus clairement, lorsque le pensionnaire & les deux autres députés Hollandois s'efforcèrent de persuader à M. de Torcy, que la république désiroit sincèrement de former après la paix une union étroite avec sa majesté, & pour en donner des preuves non équivoques, le grand-pensionnaire accepta la proposition de dresser lui-même les articles préliminaires, qui devoient servir aux traités de la paix générale. Ce seigneur s'acquitta de sa parole, de concert avec le duc de Marlborough & le prince Eugene; mais ils formerent tant de prétentions, que Louis XIV vit bien que sous le nom d'articles de paix, ses ennemis ne lui proposoient que des conditions inadmissibles d'une treve captieuse, dont ils avoient intention de profiter, pour se mettre en possession des places principales de la frontière de Flandres; ainsi sa majesté ne balança pas sur le parti qu'elle avoit à prendre; elle rappella M. de Torcy secrètement, & ne voulant pas découvrir entièrement ses intentions, elle différa de faire savoir ses volontés aux alliés, jusqu'à ce que son ministre lui eut rendu compte de vive voix, de plusieurs circonstances qu'il pouvoit avoir oublié dans ses lettres.

Le retour de M. de Torcy en France causa beaucoup de rumeur. La paix y étoit si ardemment désirée, que quelques personnes distinguées par un mérite supérieur, par de grandes actions, & par des emplois élevés, désapprouverent hautement, sans avoir vu les préliminaires, le refus qu'on avoit fait de les signer. Cela engagea M. de Torcy, de proposer au roi, de relever le courage de ses fideles sujets, en les instruisant des facilités incroyables que sa majesté avoit inutilement apportées à la paix, & de l'opposition opiniâtre de ses ennemis. L'Angleterre & la Hollande ne firent pas moins éclater de plaintes contre leurs ministres qui laissoient échapper une occasion peu espérée de prendre des arrangements solides, à des conditions dont l'une & l'autre de ces puissances étoient contentes. Les ennemis de Marlborough principalement surent profiter à son désavantage, de sa complaisance à préférer les intérêts de l'empereur au bien de sa patrie. Sur ces entrefaites, le gouvernement vint à changer en Angleterre; le duc

de Marlborough, & ceux qui liés avec lui dominoient dans ce royaume furent congédiés; l'administration de l'Etat confiée à des ministres éclairés, plus occupés que leurs prédécesseurs du bien véritable de la nation. Ils connurent l'erreur & le préjudice de la continuation d'une guerre infructueuse, proposèrent secrètement de la terminer par une paix équitable, & enleverent aux Hollandois la négociation dont ils se croyoient en possession.

Louis XIV ne voulant pas, malgré l'injustice de ses alliés, qu'on lui reprochât d'avoir rien négligé, pour hâter l'ouvrage important de la paix, prit la résolution, avant d'en venir à des voies de fait, de faire une nouvelle tentative auprès des Etats-généraux. En conséquence il fit passer en Hollande le maréchal d'Huxelles & l'abbé de Polignac. Les instructions que ces plénipotentiaires reçurent de sa majesté, étoient d'acquiescer à tous les articles préliminaires, excepté à ceux qui concernoient la cession de l'Espagne. Les premières conférences entre les ministres François & les députés Hollandois, se tinrent dans un yacht auprès du Moerdyck, & ensuite à Gertruydenberg. On ne tarda pas à s'apercevoir que les ennemis se rendoient plus difficiles de jour en jour, & que leurs prétentions augmentoient avec la facilité du roi à céder. Ils demandèrent entre autres choses que Louis XIV fit la guerre à son petit-fils pour le détrôner. Le roi, indigné de cette proposition refusa d'abord d'y consentir; enfin il fit un dernier effort. Il céda l'Alsace, avec plusieurs places en Flandres, & offrit de fournir des subsides pour faire la guerre au roi d'Espagne. Mais toutes ces offres furent rendues inutiles par l'orgueil des ennemis, & le roi se voyant contraint de rappeler ses plénipotentiaires, les conférences furent rompues.

La rupture de ces nouvelles conférences dissipa jusqu'à la moindre apparence de paix. Les ennemis avoient rouvert la campagne, & leurs succès ne laissoient plus d'espérance de voir finir heureusement une guerre que la France soutenoit si difficilement. Nuls moyens pour elle de traiter à des conditions qu'il fût en pouvoir d'accomplir. Il étoit impossible de persuader au roi d'Espagne de descendre volontairement d'un trône, où il avoit été légitimement appelé. Il ne l'étoit pas moins de l'en arracher par force, quand même le roi se fût soumis à cet injuste engagement. Le mauvais état des affaires de Philippe n'affoiblissoit point son courage. La reine d'Espagne n'en avoit pas moins que son époux, & plutôt que de céder à l'adversité, l'un & l'autre obligés d'abandonner la capitale de leurs Etats, avoient unanimement résolu de s'embarquer & de transférer, s'ils y étoient forcés, leur séjour & le siege de la monarchie Espagnole aux indes occidentales.

Mais les choses changerent bientôt de face. On vit dans l'espace de quelques mois les ennemis si fiers, si enivrés de leurs succès, confondus dans leurs desseins, restituer à Louis XIV les places les plus importantes qu'ils lui avoient enlevées. Bientôt il ne fut plus question de leur part, ni d'en exiger en otage pour la sûreté de la parole inviolable d'un grand roi, ni

de proposer comme base & comme regle invariable d'un traité, des préliminaires odieux & absurdes. Les Hollandois s'estimerent trop heureux, qu'on voulût oublier la hauteur des discours que leurs députés avoient tenus dans ces conférences si captieuses de leur part, où ils avoient montré tant de mauvaise foi. En un mot, malgré les efforts de la ligue, & les avantages qu'elle avoit remportés, le petit-fils du roi de France demeura affermi sur son trône, reconnu monarque & possesseur légitime de l'Espagne & des Indes, par un nombre d'ennemis, qui ne recueillirent, de tant d'années d'une guerre sanglante, que l'accablement des dettes contractées pour soutenir leurs vastes desseins.

Ces révolutions si peu attendues commencerent par la victoire que le roi catholique, à la tête de son armée que le duc de Vendôme commandoit sous ses ordres, remporta sur celle de l'archiduc qui s'étoit fait reconnoître roi d'Espagne. Cette bataille se donna dans la province d'Estremadoure, auprès de Brihwega, au mois de novembre 1710. Les progrès allerent toujours en augmentant, & ces succès imprévus du roi d'Espagne, prouverent à ses ennemis, qu'il ne seroit pas aussi facile qu'ils se le figuroient de le déposer de ses Etats. Au bruit de ces exploits la nation Angloise sembla se ranimer plus que jamais. Aussi animée, & peut-être plus intéressée qu'aucune autre à s'opposer à la puissance de la France, croyant d'ailleurs qu'il n'étoit pas de ses intérêts de souffrir qu'un prince de France se maintint dans la possession de la moindre partie de la monarchie d'Espagne, elle mit tout en usage pour s'opposer aux heureux succès de Philippe V. Mais par bonheur la mort de la reine Anne, & l'avènement du prince d'Orange à la couronne d'Angleterre, firent prendre un autre tour aux affaires. Le duc de Marlborough perdit toute son influence sous le nouveau gouvernement, & l'on ne vit d'autre moyen de le réduire au rang des autres sujets, qu'en faisant la paix. D'un autre côté les ministres de Hollande, coupables envers leur république d'avoir laissé perdre tant d'occasions de lui procurer l'honneur de pacifier l'Europe, vouloient tâcher de réparer leur faute, en se prêtant eux-mêmes à de nouveaux arrangemens. Alors on entama quelques négociations à Londres, & les ministres d'Angleterre, voyant que le roi de France ne vouloit pas renouer de négociation avec la Hollande, se prêterent assez volontiers aux arrangemens qu'on leur proposa pour conclure une paix générale. Louis XIV ayant fait dresser un mémoire, tel que les ministres Anglois le demandoient, le conseil de la Grande-Bretagne en parut content, & ne perdit pas un moment à le faire passer en Hollande. Les Etats-généraux répondirent, peu de temps après, qu'ils désiroient infiniment de contribuer à la conclusion d'une paix générale, définitive & durable; que la république étoit prête à se joindre pour cet effet à l'Angleterre; mais que les propositions de la France étant encore trop générales, il étoit à souhaiter que cette couronne voulût s'expliquer plus particulièrement, & faire part du plan qu'elle trouveroit le plus propre pour assurer

l'intérêt des puissances alliées, & pour établir le repos de l'Europe, après quoi on pourroit entrer dans une négociation plus étroite.

Cependant l'empereur Joseph I venoit de mourir à Vienne. Ce prince ne laissant que deux filles, l'archiduc devenoit le seul prince héritier des Etats de sa maison. Quelque zele que ses alliés eussent pour ses intérêts, quelle que fut leur animosité contre la France, il étoit naturel que leurs sentimens se rallentissent, s'ils faisoient réflexion à l'excès de puissance où ce prince seroit élevé, s'ils continuoient à vouloir poser sur sa tête la couronne impériale, celle d'Espagne, des Indes, de Naples & de Sicile, & à réunir sous son pouvoir tant d'autres grands Etats, partagés jusqu'alors entre les deux branches de la maison d'Autriche. C'est ainsi que l'Angleterre se décida à maintenir par une bonne paix le roi Philippe sur le trône d'Espagne; ainsi elle travailloit pour elle aussi-bien que pour le reste de l'Europe. Les ministres Anglois proposerent donc au roi de France d'entrer dans une négociation secrète, & de travailler à un nouveau traité de commerce. La condition réciproque entre les deux puissances, étoit que l'une & l'autre nation garderoit & posséderoit tous les pays, domaines & territoires dont elle se trouveroit en possession dans l'Amérique septentrionale, lorsque le traité de paix ratifié & les ratifications échangées, seroient publiés dans les parties du Nouveau-Monde. Au reste, la première de toutes les demandes de l'Angleterre, étoit celle de la démolition de Dunkerque.

Le secret de la négociation étoit expressément demandé par les ministres d'Angleterre. Ils jugeoient absolument nécessaire de cacher aux Hollandois les avantages que la nation Angloise obtiendrait pour son commerce. Le roi de France n'offroit, à l'égard de la paix à faire avec l'empereur & l'empire, que de rétablir le traité de Ryswick, & il demandoit pour lui-même la restitution des villes de Lille, de Tournai, d'Aire, de Bethune & de Douay. Ces conditions, si différentes des préliminaires proposés par le grand-pensionnaire de Hollande, adoptés & soutenus comme fondement nécessaire de la paix, furent les instructions que le roi, d'après le conseil de M. de Torcy, donna à ses plénipotentiaires. Lorsque tout fut arrangé avec les ministres Anglois, lorsqu'on eut fait entrevoir aux Impériaux & aux autres alliés, que s'ils vouloient s'obstiner à continuer la guerre, l'Angleterre n'étoit plus en état d'en soutenir le fardeau, on ne pensa plus qu'aux moyens de trouver une ville où l'on pût tenir les conférences. Le roi proposa Utrecht, & les Anglois l'accepterent. Le comte de Stafford, alors premier ministre, en informa le grand-pensionnaire de Hollande, le pressa de déterminer ses maîtres à consentir au même choix, & à lui remettre les passe-ports pour les plénipotentiaires respectifs.

Ainsi l'ouverture des conférences, indiquées à Utrecht, paroissoit prochaine; mais la république de Hollande, ou pour mieux dire, ceux de ce gouvernement qui désiroient la continuation de la guerre, avoient de la peine à changer de sentimens. C'étoit abandonner l'état où ils se voyoient

inutile. Quant aux demandes concernant l'Amérique septentrionale, Louis XIV donna une réponse à peu près telle que les ministres Anglois la désiroient.

Cependant les négociations commencerent à se continuer avec plus de chaleur, & chaque puissance parut alors vouloir concourir de bonne foi au rétablissement de la paix; mais la proposition que firent les Anglois de leur confier Dunkerque, parut extrêmement dure, la guerre subsistant, & aucune convention n'étant encore faite pour la suspension d'armes. Cette demande exigea un mûr examen, & ce ne fut qu'à la sollicitation de M. de Torcy, que le roi se décida à donner aux Anglois cette preuve de confiance dans leur bonne foi. Le roi ne voulut pas néanmoins faire combler le port de Dunkerque & détruire les écluses, sans qu'on lui restituât pour équivalent la ville de Tournai. Quant à l'introduction d'une garnison Hollandoise dans Cambrai, proposée par la reine de la Grande-Bretagne, pour y demeurer pendant la suspension d'armes, le roi en rejeta absolument la proposition, & fit répondre qu'à cette condition il refuseroit non-seulement la suspension, mais que de plus, il romproit toute négociation, plutôt que d'admettre une clause si contraire à son honneur & au bien de son royaume.

La reine d'Angleterre pleinement satisfaite de la conduite du roi de France, loin d'avoir égard aux reproches que lui faisoient les Etats-généraux, ni de faire attention à une lettre que le duc d'Ormond avoit reçue de leurs députés à l'armée, pleine de représentations offensantes, ne songea plus qu'à disposer le plan de la suspension d'armes. Il contenoit quatre articles. Le premier prolongeoit jusqu'à trois & même quatre mois, s'il étoit nécessaire, la suspension d'armes. Le second spécifioit les renonciations à faire pendant la suspension, tant par le roi d'Espagne à la couronne de France, que par les princes de la famille royale de France à la couronne d'Espagne. Il étoit porté par le troisieme article, que la garnison françoise sortiroit de Dunkerque, & que les troupes angloises y entreroient le jour que la suspension d'armes auroit lieu; que la place resteroit entre les mains des Anglois, jusqu'à la décision de l'équivalent que les Hollandois donneroient pour la démolition des fortifications, des écluses, & la destruction du port de cette ville. Les Anglois s'engageoient par le quatrième article à ne point interrompre le gouvernement civil de Dunkerque, à permettre une entrée libre dans le port, non-seulement aux navires du roi, mais encore à tous les vaisseaux marchands, à laisser enfin le plein exercice de leurs fonctions à tous les officiers chargés du soin des magasins, tant de terre que de mer. On convint de plus, que la suspension d'armes seroit générale entre toutes les puissances belligérantes, & cependant il n'étoit question que d'une suspension particulière entre l'armée du roi de France & les seules troupes angloises.

L'objet principal que sa majesté s'étoit proposé en traitant directement avec l'Angleterre, étoit, comme je l'ai déjà dit, de parvenir par cette voie

à la paix générale de l'Europe. Il étoit infallible, la reine de la Grande-Bretagne se séparant des puissances que l'animosité contre la France excitoit à continuer la guerre. D'un autre côté le roi consentoit également, à étendre la suspension de toutes hostilités par terre & par mer entre les deux royaumes, persuadé que les peuples qui avoient soutenu si long-temps le fardeau & les misères de la guerre ne pouvoient goûter trop tôt les douceurs de la paix. Pendant que les deux souverains se préparoient à cette paix si désirée, dont la suspension d'armes étoit le prélude, rien n'étoit omis en Hollande pour traverser l'un & l'autre. On se flattoit de quelque changement en Angleterre, & on le jugeoit d'autant plus apparent, que le duc d'Ormond qui commandoit l'armée Angloise, n'avoit fait encore aucun mouvement, qu'il avoit au contraire suspendu la marche du détachement destiné à remplacer la garnison de Dunkerque. Ils espéroient que la reine d'Angleterre hors d'état d'accomplir ce qu'elle avoit promis à la France, laisseroit enfin aux alliés le temps & la liberté de renverser les projets d'une paix aussi odieuse que fatale à la grande alliance. Mais malgré toutes leurs tentatives, le temps approchoit où cette union qu'ils vouloient empêcher, alloit être parfaitement cimentée. Le ministère Anglois envoya des ordres précis au duc d'Ormond, pour hâter la suspension des armes ; & il lui étoit enjoint de faire partir au plutôt un détachement de ses soldats pour Dunkerque. Ces troupes y arrivèrent vers la fin du mois d'août, & leur entrée dans cette place causa de nouvelles alarmes aux Hollandois. Ainsi les troupes Angloises ayant été reçues dans Dunkerque, & la cessation d'hostilités entre les troupes de France & d'Angleterre en Flandres étant publiée dans l'une & l'autre armée, Mr. de Torcy écrivit au vicomte de Hollinbroke, ministre de la Grande-Bretagne, que sa majesté, ayant satisfait ponctuellement à ses engagements, espéroit que rien ne retarderoit la conclusion d'une paix particulière entre la France & l'Angleterre, qu'à l'égard de la paix générale, on savoit à quoi s'en tenir des deux côtés.

Cependant le moment heureux & si désiré du retour de la paix n'étoit pas encore arrivé ; elle devoit souffrir encore de nouveaux retardemens par la manière décisive, dont la reine d'Angleterre demandoit la cession du royaume de Sicile en faveur du duc de Savoie : cet article lui fut accordé, & les Hollandois sentirent, par la condescendance que la cour de Versailles témoignoit pour celle de Londres, qu'il n'y avoit plus à balancer sur le parti à prendre. D'ailleurs, la prise de Denin par le roi de France, la levée du siège de Landrecie, tous les projets du prince Eugene évanouis, détruisoit l'espérance dont il avoit entretenu leur opposition opiniâtre à la paix. Ils ouvrirent les yeux, & leurs ministres s'humilièrent à des démarches très-contraires à la fierté que le succès des armes de la ligue avoit inspirée aux Etats-généraux. Leurs plénipotentiaires à Utrecht allèrent trouver ceux de la Grande-Bretagne, & les prièrent d'employer leurs bons offices pour renouer avec les plénipotentiaires de France les conférences inter-

rompues. Dès que les ministres des alliés, alors à la Haye, furent que ceux de Hollande avoient fait la démarche humiliante de recourir à l'intercession des ministres d'Angleterre, pour renouer les conférences, accoururent à Utrecht. Les Hollandois, devenus plus dociles, consentirent à la restitution de Lille. Les plénipotentiaires du roi parurent peu touchés de cette condescendance forcée, & mortifièrent la république par leur silence. La résolution qu'elle avoit prise sur cet article, donnoit lieu de croire qu'en insistant fortement sur la restitution de Tournai, on pourroit également l'obtenir. L'assistance de l'Angleterre étoit nécessaire; & l'humiliation des Hollandois changea en leur faveur l'esprit des ministres de la reine d'Angleterre. Ils se portèrent médiateurs auprès de Louis XIV, & ce prince, qui demandoit sincèrement la paix, prit la résolution d'abandonner la demande qu'il avoit faite de Tournai.

Les principales difficultés étant ainsi applanies, l'honneur de conclure & de signer les traités de paix, fut laissé au maréchal d'Huxelles & à M. Ménager, seuls plénipotentiaires du roi, depuis que l'abbé de Polignac, créé cardinal, étoit retourné en France. Les traités furent donc signés le 11 avril 1713, entre la France, l'Angleterre & les Etats-généraux, le Portugal, le duc de Savoie & l'électeur de Brandebourg, aux conditions que le roi avoit réglées. Il dépendoit du roi d'Espagne de conclure en même temps la paix avec ces différentes puissances; toutes consentoient à le reconnoître monarque légitime de l'Espagne & des Indes; mais l'ambition de la princesse des Ursins suspendit jusqu'à l'année suivante la fin d'un ouvrage si important. Elle vouloit être souveraine: l'Angleterre, ni les Etats-généraux ne s'y opposoient plus, & les plénipotentiaires d'Espagne voulant lui plaire, insistoient sur une condition que le roi leur maître traitoit de condition essentielle. Il fallut enfin l'abandonner, la résistance de l'empereur ne laissant aucune espérance d'obtenir qu'il consentît jamais au moindre démembrement de quelque partie que ce fût des Pays-Bas.

Telle fut l'issue de ces négociations reprises & interrompues si souvent. Quoique M. de Torcy n'agit pas toujours en qualité de ministre plénipotentiaire, on peut dire qu'il n'y eut pas moins de part, en qualité de membre du conseil privé du roi. Cette paix célèbre rendit à Louis XIV Lille & ses dépendances, Aires, Béthune & saint Venant. On eut désiré qu'elle n'eut pas coûté la démolition des fortifications de Dunkerque, mais sans cette triste condition, il étoit impossible de détacher l'Angleterre de ses alliés, & la paix ne se pouvoit faire si le roi ne trouvoit moyen de rompre les liaisons de cette couronne avec tant d'ennemis de la France.

T O S C A N E , *Contrée d'Italie à titre de Grand-Duché.*

APRÈS ce que nous avons dit à l'article FLORENCE, il ne nous reste qu'à parler ici du système des finances de cette grande contrée d'Italie.

D E S I M P O S I T I O N S

Dans la Toscane.

LE système des finances dans la Toscane, tient du gouvernement populaire de l'ancienne république, du gouvernement mixte qui a été introduit par les Médicis, & du gouvernement monarchique.

Dans l'ancien gouvernement, chaque ordre de l'Etat déterminoit la manière dont il devoit contribuer aux besoins publics, & régloit la forme dans laquelle devoient se faire la répartition & la levée des sommes qu'il avoit été arrêté de fournir : de-là l'établissement d'autant de tribunaux qu'il y avoit de genres d'impositions. Il en existe encore actuellement dans la ville de Florence, trente-deux qui connoissent chacun de l'imposition pour laquelle ils ont été établis, qui ont chacun leur caisse particulière, & qui sont entièrement indépendans les uns des autres.

Le gouvernement introduit par les Médicis, n'a apporté aucun changement dans les formes qui existoient sous le gouvernement populaire; mais à mesure que les besoins de l'Etat ont mis dans la nécessité d'établir de nouveaux impôts, la levée & la répartition en ont été dirigées par des formes entièrement différentes.

Enfin en 1740, l'empereur a formé une ferme générale, qu'il a composée de certains droits & revenus, pour la perception & le recouvrement desquels il a été établi des réglemens particuliers; de manière qu'il résulte du mélange de ces différens systèmes & de la variété qui se rencontre dans les formes établies pour la répartition & la levée des impôts, une multiplicité de loix qui rendent le recouvrement des impôts très-difficile, & qui donnent souvent lieu à des amendes, à des saisies & à des confiscations de tout genre.

La Toscane est divisée en commissariats ou provinces, ces provinces sont elles-mêmes divisées en vicariats ou potesteries, la potesterie, est composée d'un certain nombre de communautés. Lorsqu'il est question d'établir un impôt, le souverain érige un tribunal qui est composé de trois commissaires, d'un greffier, d'un ou plusieurs teneurs de livres & d'autres officiers subalternes; ces commissaires, en conséquence du pouvoir qui leur est attribué par l'édit de leur établissement, reglent la forme de

la répartition & de la levée de l'imposition, & déterminent les principes par lesquels elles doivent être faites, ils adressent les ordonnances & les réglemens qu'ils ont arrêtés aux commissaires des provinces qui les font passer aux vicaires, ces derniers aux potestats, & les potestats aux juges des communautés.

Les deniers provenans de l'imposition sont perçus, dans les villes, par des receveurs qui sont établis à cet effet, & dans les campagnes, par le juge du lieu; les fonds de ces recettes sont remis dans la caisse de la chambre du tribunal qui a l'inspection sur cette imposition.

On préleve sur le montant des recettes, les frais de recouvrement qui consistent en des remises qui sont communément de cinq pour cent; le surplus est employé aux dépenses auxquelles il est destiné, & s'il se trouve de l'excédant, il est porté dans le trésor du prince.

Lorsque le redevable est en retard pour les payemens, on le contraint par la voie des saisies & exécutions, & même par corps; il est en outre condamné à une amende, & il ne peut, jusqu'à ce qu'il ait satisfait, exercer aucune fonction publique.

S'il s'élève des contestations relativement à la répartition & à la levée d'une imposition, ou au recouvrement d'un droit, elles sont portées & jugées en premier & dernier ressorts dans les chambres ou tribunaux qui connoissent de cette imposition, mais le redevable n'est admis à se pourvoir que lorsqu'il a acquitté le montant du droit ou de l'imposition; & si sa réclamation se trouve fondée, on lui tient compte du paiement qu'il a fait sur les premières sommes qu'il doit payer.

Les impositions, les taxes & les droits qui se lèvent & se perçoivent dans la Toscane, sont si multipliés que leur nombre excède celui de deux cents.

Ces droits, ces taxes & impositions portent sur les objets de consommation, sur les marchandises, sur l'industrie, sur les arts & métiers; la régie & perception de tous ces droits sont si dispendieuses, soit à cause de la grande quantité des employés, soit par le grand nombre de tribunaux qui sont établis pour en connoître, que l'objet de leur produit net est considérablement diminué par les frais qu'elles occasionnent.

Indépendamment des différens droits & taxes qu'on vient de rappeler, il se lève dans la Toscane une taille qui ne porte uniquement que sur les fonds, & qui est divisée en deux parties que l'on connoît, l'une sous la dénomination de dixme, l'autre sous le nom d'estimation.

La dixme ne se perçoit que dans la ville & le territoire de Florence, l'estimation se lève dans le surplus de la Toscane: ceux qui ont douze enfans vivans sont exempts du paiement de la dixme & de l'estimation. Tous les autres propriétaires de fonds, soit nobles, soit ecclésiastiques, y sont sujets.

La dixme se lève sur les revenus nets des maisons & des biens-fonds,

toutes charges déduites, elle monte à quatorze pour cent de ces revenus.

L'estimation se perçoit pareillement sur les biens-fonds, mais le montant n'en est point fixe : on fait tous les ans une estimation du revenu que doivent donner les fonds qui appartiennent à chaque propriétaire, & c'est d'après cette estimation, qui ne peut jamais être parfaitement exacte, qu'est déterminé le montant de la taille ou estimation que le propriétaire doit supporter : aussi ces évaluations donnent-elles lieu à des réclamations multipliées.

Chaque communauté a pour ainsi dire, son cadastre particulier; ces cadastres sont très-anciens, & n'ont été formés que sur les déclarations qui ont été faites alors par les propriétaires, & qui n'ont pas même été vérifiées.

Celui qui acquiert un héritage ou qui y succède, est tenu, sous peine d'une amende qui est arbitraire, de se transporter au bureau qui est établi à cet effet, pour y faire la déclaration & faire substituer son nom à celui de l'ancien possesseur, de manière que depuis la formation des premiers cadastres, on connoît les propriétaires successifs de tous les héritages qui y sont énoncés.

Les fonds qui appartiennent au clergé, sont compris dans un cadastre particulier, dans lequel sont distingués ceux qu'il possédoit avant 1516, & ceux qu'il a acquis depuis.

Les fonds que le clergé possédoit avant 1516, sont assujettis à une dixme dont l'objet n'est pas aussi considérable que celui de la dixme ordinaire. Le produit de cette dixme est destiné à l'entretien des universités de Florence & de Pise. Les fonds qui ont été acquis par le clergé depuis 1516, supportent la dixme dans la même proportion que les fonds appartenans aux laïcs.

Indépendamment de la dixme ou estimation qui se paye dans les différentes communautés, on perçoit encore sur les biens-fonds une taxe dont l'objet est de procurer à la communauté dans laquelle les fonds sont situés, les sommes qui lui sont nécessaires pour subvenir à ses charges communes. Ces taxes sont plus ou moins fortes suivant que la communauté a plus ou moins de revenu & plus ou moins de charges. Elles n'ont point lieu dans les communautés dont les revenus sont suffisans pour faire face à leurs dépenses annuelles.

Enfin toutes les villes & communautés de la Toscane payent annuellement, sous le nom *del chiefe* ou de demande, une autre contribution qui se leve pareillement sur les maisons & sur les fonds, & dont l'objet varie suivant que les besoins de l'Etat sont plus ou moins considérables; la répartition & la levée de cette imposition sont dirigées par les mêmes principes, & se font de la même manière que celles dont on vient de rendre compte.

T R

TRAITE FORAINE.

C'EST ce droit en vertu duquel le souverain retient une portion modique des biens, soit des citoyens, soit des étrangers, qui sortent de ses Etats, pour passer en des mains étrangères. Comme la sortie de ces biens est une perte réelle pour l'Etat, il peut bien en recevoir un équitable dédommagement. Ce droit est conforme à la justice & aux devoirs mutuels des nations. Cependant il pourroit devenir injuste par bien des circonstances. D'abord ce qui est acquis à titre gracieux, tels que les legs, les testaments, &c. devoit une Traite foraine plus considérable, que ce qu'on possède à titre onéreux, tel que le travail. L'on devoit exiger une moindre Traite foraine d'un étranger que d'un citoyen, pour encourager les étrangers à nous apporter avec leurs bras leur industrie. L'exportation d'une forte somme d'un Etat étant une plus grande perte, que celle d'une petite, il faudroit augmenter la Traite foraine par cent, à proportion de la somme. Enfin, la Traite foraine seroit très-injuste, si l'exportation des biens ne se faisoit pas d'un Etat à un autre, mais d'une province à une autre, qui reconnoissent toutes les deux le même souverain.

TRAITÉ PUBLIC. (a)

C'EST un pacte fait en vue du bien public, par les puissances supérieures, soit à perpétuité, soit pour un temps considérable. Trop convaincues du peu de fonds qu'il y a à faire sur les obligations naturelles des corps politiques, sur les devoirs réciproques que l'humanité leur impose, les nations les plus prudentes cherchent à se procurer, par des Traités, les secours & les avantages que la loi naturelle leur assureroit, si les pernicious conseils d'une fausse politique ne la rendoient inefficace.

Les pactes qui ont pour objet des affaires transitoires, s'appellent *accords, conventions, pactions*. Ils s'accomplissent par un acte unique, & non point par des prestations réitérées. Ces pactes se consomment, dans leur

(a) Après ce que nous avons dit aux articles ALLIANCE, & PAIX (*Traité de*) il semble qu'il nous reste peu de choses à ajouter dans celui-ci; mais cet objet est si important & si délicat que nous croyons devoir y revenir, tant pour faire de nouvelles observations, que pour confirmer celles qui ont déjà été faites, & affermir de plus en plus l'homme d'Etat dans les vrais principes.

exécution, une fois pour toutes : les Traités reçoivent une exécution successive, dont la durée égale celle du Traité.

Les Traités publics ne peuvent se faire que par les puissances supérieures, par les souverains, qui contractent au nom de l'Etat. Ainsi les conventions que les souverains font entr'eux, pour leurs affaires particulières, & celles d'un souverain avec un particulier, ne sont pas des Traités publics.

Le souverain qui possède l'empire plein & absolu, est sans doute en droit de traiter au nom de l'Etat, qu'il représente, & ses engagements lient toute la nation. Mais tous les conducteurs des peuples n'ont pas le pouvoir de faire seuls des Traités publics : quelques-uns sont astreints à prendre l'avis d'un sénat, ou des représentans de la nation. C'est dans les loix fondamentales de chaque Etat, qu'il faut voir quelle est la puissance capable de contracter valablement au nom de l'Etat.

Ce que nous disons ici, que les Traités publics ne se font que par les puissances supérieures, n'empêche point que des Traités de cette nature ne puissent être faits par des princes, ou des communautés, qui en auront le droit, soit par la concession du souverain, soit par la loi fondamentale de l'Etat, par des réserves, ou par la coutume. C'est ainsi que les princes & les villes libres d'Allemagne ont le droit de faire des alliances avec les puissances étrangères, quoiqu'ils relevent de l'empereur & de l'empire. Les constitutions de l'empire leur donnent, à cet égard comme à plusieurs autres, les droits de la souveraineté. Quelques villes de Suisse, quoique sujettes d'un prince, ont fait des alliances avec les cantons ; la permission, ou la tolérance du souverain a donné naissance à ces Traités, & un long usage en a établi le droit.

Un Etat qui s'est mis sous la protection d'un autre, ne perdant pas pour cela sa qualité d'Etat souverain, il peut faire des Traités & contracter des alliances, à moins qu'il n'ait expressément renoncé à ce droit dans le Traité de protection. Mais ce même Traité de protection le lie pour toute la suite des temps, en sorte qu'il ne peut prendre aucun engagement qui y soit contraire, c'est-à-dire, qui donne atteinte aux conditions expresses de la protection, ou qui répugne en soi à tout Traité de protection. Ainsi le protégé ne peut promettre du secours aux ennemis de son protecteur, ni leur accorder le passage.

Les souverains traitent ensemble par le ministère de leurs procureurs, ou mandataires, revêtus de pouvoirs suffisans, & que l'on appelle communément *plénipotentiaires*. On peut appliquer ici toutes les règles du droit naturel sur les choses qui se font par commission. Les droits du mandataire se définissent par le mandement qui lui est donné. Il ne doit point s'en écarter : mais tout ce qu'il promet dans les termes de sa commission & suivant l'étendue de ses pouvoirs, lie son constituant.

Aujourd'hui, pour éviter tout danger & toute difficulté, les princes se réservent de ratifier ce qui a été conclu en leur nom par leurs ministres. Le

plein-pouvoir n'est autre chose qu'une procuration *cum libera*. Si cette procuration devoit avoir son plein effet, on ne sauroit être trop circonspect à la donner. Mais les princes ne pouvant être contraints, autrement que par les armes, à remplir leurs engagements, on s'est accoutumé à ne faire fonds sur leurs Traités, qu'autant qu'ils les ont agréés & ratifiés. Tout ce qu'a conclu le ministre demeurant donc sans force, jusqu'à la ratification du prince, il y a moins de danger à lui donner un plein-pouvoir. Mais pour refuser avec honneur de ratifier ce qui a été conclu en vertu d'un plein-pouvoir, il faut que le souverain en ait de fortes & solides raisons, & qu'il fasse voir en particulier, que son ministre s'est écarté de ses instructions.

Un Traité est valide, s'il n'y a point de vice dans la manière en laquelle il a été conclu : & pour cela, on ne peut exiger autre chose qu'un pouvoir suffisant dans les parties contractantes, & leur consentement mutuel, suffisamment déclaré.

La lésion ne peut donc rendre un Traité invalide. C'est à celui qui prend des engagements, de bien peser toutes choses, avant que de conclure ; il peut faire de son bien ce qu'il lui plaît, relâcher de ses droits, renoncer à ses avantages, comme il le juge à propos ; l'acceptant n'est point obligé de s'informer de ses motifs & d'en peser la juste valeur. Si l'on pouvoit revenir d'un Traité parce qu'on s'y trouveroit lésé, il n'y auroit rien de stable dans les contrats des nations. Les loix civiles peuvent bien mettre des bornes à la lésion, & en déterminer le point capable d'opérer la nullité d'un contrat ; mais les souverains ne reconnoissent point de juge. Comment faire constater entr'eux de la lésion ? Qui en déterminera le degré suffisant pour invalider un Traité ? Le bonheur & la paix des nations exigent manifestement que leurs Traités ne dépendent point d'un moyen de nullité si vague & si dangereux.

Mais un souverain n'est pas moins obligé en conscience de respecter l'équité, de l'observer autant qu'il est possible dans tous ses Traités. Et s'il arrive qu'un Traité, conclu de bonne foi, sans y appercevoir aucune iniquité, tourne par la suite au dommage d'un allié ; rien n'est plus beau, plus louable, plus conforme aux devoirs réciproques des nations, que de s'en relâcher, autant qu'on peut le faire sans se manquer à soi-même, sans se mettre en danger, ou sans souffrir une perte considérable.

Si la simple lésion, ou quelque désavantage dans un Traité ne suffit pas pour le rendre invalide ; il n'en est pas de même des inconvéniens qui iroient à la ruine de la nation. Puisque tout Traité doit être fait avec un pouvoir suffisant, un Traité pernicieux à l'Etat est nul & point du tout obligatoire ; aucun conducteur de nation n'ayant le pouvoir de s'engager à des choses capables de détruire l'Etat, pour le salut duquel l'empire lui est confié. La nation elle-même, obligée nécessairement à tout ce qu'exigent sa conservation & son salut ; ne peut prendre des engagements contraires

à ses obligations indispensables. L'an 1526, les Etats-généraux du royaume de France, assemblés à Tours, engagèrent Louis XII, à rompre le Traité qu'il avoit fait avec l'empereur Maximilien & l'archiduc Philippe son fils, parce que ce Traité étoit pernicieux au royaume. On trouva aussi que ni le Traité, ni le serment qui l'avoit accompagné ne pouvoient obliger le roi, qui n'étoit pas en droit d'aliéner le bien de la couronne.

Par la même raison, par le défaut de pouvoir, un Traité fait pour cause injuste ou déshonnête est absolument nul; personne ne pouvant s'engager à faire des choses contraires à la loi naturelle. Ainsi une ligue offensive, faite pour dépouiller une nation, de qui on n'a reçu aucune injure, peur, ou plutôt doit être rompue.

On demande s'il est permis de faire alliance avec une nation, qui ne professe pas la vraie religion? Si les Traités faits avec les ennemis de la foi sont valides? Grotius a traité la question assez au long. Cette discussion pouvoit être nécessaire dans un temps où la fureur des partis obscurcissoit encore des principes; osons croire qu'elle seroit superflue dans notre siècle. La loi naturelle seule régit les Traités des nations: la différence de religion y est absolument étrangère. Les peuples traitent ensemble en qualité d'hommes & non en qualité de chrétiens, ou de musulmans. Leur salut commun exige qu'ils puissent traiter entr'eux, & traiter avec sûreté. Toute religion qui heurteroit en ceci la loi naturelle, porteroit un caractère de réprobation; elle ne sauroit venir de l'auteur de la nature, toujours constant, toujours fidèle à lui-même. Mais si les maximes d'une religion vont à s'établir par la violence, à opprimer tous ceux qui ne la reçoivent pas; la loi naturelle défend de favoriser cette religion, de s'unir sans nécessité à ses inhumains sectateurs; & le salut commun des peuples les invite plutôt à se liguier contre des furieux, à réprimer des fanatiques, qui troublent le repos public & menacent toutes les nations.

On démontre en droit naturel, que celui qui promet à quelqu'un, lui confère un véritable droit d'exiger la chose promise, & que, par conséquent, ne point garder une promesse parfaite, c'est violer le droit d'autrui; c'est une injustice aussi manifeste que celle de dépouiller quelqu'un de son droit. Toute la tranquillité, le bonheur & la sûreté du genre-humain reposent sur la justice, sur l'obligation de respecter les droits d'autrui. Le respect des autres pour nos droits de domaine & de propriété, fait la sûreté de nos possessions actuelles; la foi des promesses est notre argent pour les choses qui ne peuvent être livrées ou exécutées sur le champ. Plus de sûreté, plus de commerce entre les hommes, s'ils ne se croient point obligés de garder la foi, de tenir leur parole. Cette obligation est donc aussi nécessaire qu'elle est naturelle & indubitable, entre les nations, qui vivent ensemble dans l'état de nature, & qui ne reconnoissent point de supérieur sur la terre, pour maintenir l'ordre & la paix dans leur société. Les nations & leurs conducteurs doivent donc garder inviolablement leurs

promesses & leurs Traités. Cette grande vérité, quoique trop souvent négligée dans la pratique, est généralement reconnue de toutes les nations : le reproche de perfidie est une injure atroce parmi les souverains ; or celui qui n'observe pas un Traité est assurément perfide, puisqu'il viole sa foi. Au contraire, rien n'est si glorieux à un prince & à la nation, que la réputation d'une fidélité inviolable à sa parole. Par-là, autant & plus encore que par sa bravoure, la nation Suisse s'est rendue respectable dans l'Europe, & a mérité d'être recherchée des plus grands monarques, qui lui confient même la garde de leur personne. Le parlement d'Angleterre a plus d'une fois remercié le roi, de sa fidélité & de son zèle à secourir les alliés de la couronne. Cette grandeur d'ame nationale est la source d'une gloire immortelle ; elle fonde la confiance des nations, & devient ainsi un sûr instrument de puissance & de splendeur.

Si les engagements d'un Traité imposent d'un côté une obligation parfaite, ils produisent de l'autre un droit parfait. Violer un Traité, c'est donc violer le droit parfait de celui avec qui on a contracté, c'est lui faire injure.

Un souverain déjà lié par un Traité, ne peut en faire d'autres, contraires au premier. Les choses sur lesquelles il a pris des engagements, ne sont plus en sa disposition. S'il arrive qu'un Traité postérieur se trouve, dans quelque point, en contradiction avec un Traité plus ancien, le nouveau est nul quant à ce point là, comme disposant d'une chose qui n'est plus au pouvoir de celui qui paroît en disposer : il s'agit ici de Traités faits avec différentes puissances. Si l'ancien Traité est secret, il y auroit une insigne mauvaise foi à en conclure un contraire, qui se trouveroit nul au besoin ; & même il n'est pas permis de prendre des engagements qui, dans les occurrences, pourroient se trouver en opposition avec ce Traité secret, & nuls par cela même ; à moins que l'on ne soit en état de dédommager pleinement son nouvel allié : autrement, ce seroit l'abuser que de lui promettre quelque chose, sans l'avertir qu'il pourra se présenter des cas, dans lesquels on n'aura pas la liberté de réaliser cette promesse. L'allié ainsi abusé, est, sans doute, le maître de renoncer au Traité ; mais s'il aime mieux le conserver, le Traité subsiste dans tous les points, qui ne sont pas en contradiction avec un Traité plus ancien.

Rien n'empêche qu'un souverain ne puisse prendre des engagements de même nature, avec deux ou plusieurs nations, s'il est en état de les remplir en même temps envers tous ses alliés. Par exemple, un Traité de commerce avec une nation n'empêche point que dans la suite on ne puisse en faire de pareils avec d'autres, à moins que l'on n'ait promis dans le premier Traité, de n'accorder à personne les mêmes avantages. On peut de même promettre des secours de troupes à deux alliés différens, si l'on est en état de les fournir, ou s'il n'y a pas d'apparence qu'ils en aient besoin l'un & l'autre dans le même temps.

Si

Si néanmoins le contraire arrive, le plus ancien allié doit être préféré; car l'engagement étoit pur & absolu envers lui, au lieu qu'il n'a pu se contracter avec le second, qu'en réservant le droit du premier. La réserve est de droit & tacite, si on ne l'a pas faite expressément.

La justice de la cause est une autre raison de préférence entre deux alliés. Et même on ne doit point assister celui dont la cause est injuste, soit qu'il ait guerre avec un de nos alliés, soit qu'il la fasse à un autre Etat. Car ce seroit la même chose que si l'on contractoit une alliance pour une cause injuste; ce qui n'est point permis. Nul ne peut être valablement engagé à soutenir l'injustice.

Grotius divise d'abord les Traités en deux classes générales; la première, de ceux qui roulent simplement sur des choses auxquelles on étoit déjà tenu par le droit naturel, & la seconde, de ceux par lesquels on s'engage à quelque chose de plus. Les premiers servent à se procurer un droit parfait à des choses, auxquelles on n'avoit qu'un droit imparfait, en sorte qu'on peut exiger désormais ce qu'auparavant on étoit seulement fondé à demander comme un office d'humanité. De pareils Traités devenoient fort nécessaires parmi les anciens peuples, lesquels, comme nous l'avons observé, ne se croyoient tenus à rien envers les nations qui n'étoient pas au nombre de leurs alliés. Ils sont utiles même entre les nations les plus polies, pour assurer d'autant mieux les secours qu'elles peuvent attendre, pour déterminer ces secours & savoir sur quoi compter; pour régler ce qui ne peut être déterminé en général par le droit naturel, & aller ainsi au-devant des difficultés & des diverses interprétations de la loi naturelle. Enfin, comme le fonds d'assistance n'est inépuisable chez aucune nation, il est prudent de se ménager un droit propre à des secours, qui ne pourroient suffire à tout le monde.

De cette première classe sont tous les Traités simples de paix & d'amitié, lorsque les engagements que l'on y contracte n'ajoutent rien à ce que les hommes se doivent comme frères & comme membres de la société humaine; ceux qui permettent le commerce, le passage, &c.

Si l'assistance & les offices, qui sont dus en vertu d'un pareil Traité, se trouvent dans quelque rencontre, incompatibles avec les devoirs d'une nation envers elle-même, ou avec ce que le souverain doit à sa propre nation, le cas est tacitement & nécessairement excepté dans le Traité. Car ni la nation, ni le souverain, n'ont pu s'engager à abandonner le soin de leur propre salut, du salut de l'Etat, pour contribuer à celui de leur allié. Si le souverain a besoin pour la conservation de sa nation, des choses qu'il a promises par le Traité; si, par exemple, il s'est engagé à fournir des blés, & qu'en un temps de disette, il en ait à peine pour la nourriture de son peuple; il doit sans difficulté préférer sa nation. Car il ne doit naturellement l'assistance à un peuple étranger, qu'autant que cette assistance est en son pouvoir; & il n'a pu la promettre par un Traité que

sur le même pied. Or il n'est pas en son pouvoir d'ôter la subsistance à sa nation, pour en assister une autre. La nécessité forme ici une exception, & il ne viole point le Traité parce qu'il ne peut y satisfaire.

Les Traités par lesquels on s'engage simplement à ne point faire de mal à son allié, à s'abstenir envers lui de toute lésion, de toute offense, de toute injure, ne sont pas nécessaires & ne produisent aucun nouveau droit; chacun ayant déjà naturellement le droit parfait de ne souffrir ni lésion ni injure, ni véritable offense. Cependant ces Traités deviennent très-utiles, & accidentellement nécessaires parmi ces nations barbares qui se croient en droit de tout oser contre les étrangers. Ils ne sont pas inutiles avec des peuples moins féroces, qui sans dépouiller à ce point l'humanité, sont cependant beaucoup moins touchés d'une obligation naturelle, que de celle qu'ils ont eux-mêmes contractée par des engagements solennels : & plutôt au ciel que cette façon de penser fût absolument reléguée chez les barbares ! On en voit des effets trop fréquens, parmi ceux qui se vantent d'une perfection bien supérieure à la loi naturelle. Mais le nom de perfide est nuisible aux conducteurs des peuples, & il devient par-là redoutable à ceux-là même, qui sont peu curieux de mériter celui d'hommes vertueux, & qui savent se débarrasser des reproches de la conscience.

Les Traités dans lesquels on s'engage à des choses, auxquelles on n'étoit pas tenu par la loi naturelle, sont égaux ou inégaux.

Les Traités égaux sont ceux dans lesquels les contractans se promettent les mêmes choses, ou des choses équivalentes, ou enfin des choses équitablement proportionnées; en sorte que leur condition est égale. Telle est, par exemple, une alliance défensive, dans laquelle on stipule les mêmes secours réciproques. Telle est une alliance offensive, dans laquelle on convient que chacun des alliés fournira le même nombre de vaisseaux, de troupes de cavalerie & d'infanterie, ou l'équivalent en vaisseaux, en troupes, en artillerie, en argent. Telle est encore une ligue, dans laquelle le contingent de chacun des alliés est réglé à proportion de l'intérêt qu'il prend, ou qu'il peut avoir au but de la ligue. C'est ainsi que l'empereur & le roi d'Angleterre, pour engager les Etats-généraux des Provinces-Unies à accéder au Traité de Vienne du 16 mars 1731, consentirent à ce que la république ne promît à ses alliés qu'un secours de 4000 fantassins & 1000 chevaux, quoiqu'ils s'engageassent à lui fournir, au cas qu'elle fût attaquée, chacun 8000 hommes de pied & 4000 chevaux. On doit mettre enfin au nombre des Traités égaux ceux qui portent que les alliés seront cause commune & agiront de toutes leurs forces. Quoiqu'en effet leurs forces ne soient pas égales, ils veulent bien les considérer comme égales.

Les Traités égaux peuvent se subdiviser en autant d'espèces, que les souverains ont de différentes affaires entr'eux. Ainsi ils traitent des conditions du commerce, de leur défense mutuelle, d'une société de guerre, du passage qu'ils s'accordent réciproquement, ou qu'ils refusent aux ennemis

de leur allié : ils s'engagent de ne point bâtir de forteresse en certains lieux, &c. Mais il seroit inutile d'entrer dans ce détail. Les généralités suffisent, & s'appliquent aisément aux especes particulieres.

Les nations n'étant pas moins obligées que les particuliers de respecter l'équité, elles doivent garder l'égalité dans leurs Traités, autant qu'il est possible. Lors donc que les parties sont en état de se faire les mêmes avantages réciproques, la loi naturelle demande que leur Traité soit égal, à moins qu'il n'y ait quelque raison particuliere de s'écarter de l'égalité ; telle seroit, par exemple, la reconnoissance d'un bienfait précédent, l'espérance de s'attacher inviolablement une nation, quelque motif particulier, qui seroit singulièrement désirer à l'un des contractans de conclure le Traité, &c. Et même, à le bien prendre, la considération de cette raison particuliere remet dans le Traité l'égalité, qui semble en être ôtée par la différence des choses promises.

Je vois rire de prétendus grands politiques qui mettent toute leur subtilité à circonvenir ceux avec qui ils traitent, à ménager de telle sorte les conditions du Traité, que tout l'avantage en revienne à leur maître. Loin de rougir d'une conduite si contraire à l'équité, à la droiture, à l'honnêteté naturelle, ils en font gloire & prétendent mériter le nom de grands négociateurs. Jusques à quand les hommes publics se glorifieront-ils de ce qui deshonoreroit un particulier ? L'homme privé, s'il est sans conscience, rit aussi des regles de la morale & du droit ; mais il en rit sous cape ; il lui seroit dangereux & préjudiciable de paroître s'en moquer : les puissans abandonnent plus ouvertement l'honnête pour l'utile. Mais il arrive souvent, pour le bonheur du genre-humain, que cette prétendue utilité leur devient funeste ; & , même entre souverains, la candeur & la droiture se trouvent être la politique la plus sûre. Toutes les subtilités, toutes les tergiversations d'un fameux ministre, à l'occasion d'un Traité fort intéressant pour l'Espagne, tournerent enfin à sa confusion & au dommage de son maître ; tandis que la bonne foi, la générosité de l'Angleterre envers ses alliés, lui a procuré un crédit immense, & l'a élevée au plus haut état d'influence & de considération.

Lorsqu'on parle des Traités égaux, on a ordinairement dans l'esprit une double idée d'égalité dans les engagements, & d'égalité dans la dignité des contractans. Il est nécessaire d'ôter toute équivoque, & pour cet effet on peut distinguer entre les Traités égaux & les alliances égales. Les Traités égaux sont ceux où l'égalité est gardée dans les promesses, comme nous venons de l'expliquer ; & les alliances égales, celles où l'on traite d'égal à égal, ne mettant aucune différence dans la dignité des contractans, ou au moins n'admettant aucune supériorité trop marquée, mais seulement quelque prééminence d'honneurs & de rang. Ainsi les rois traitent avec l'empereur d'égal à égal, quoiqu'ils lui cedent le pas sans difficulté. Ainsi les grandes républiques traitent avec les rois d'égal à égal, malgré la précé-

minence qu'elles leur cedent aujourd'hui. Ainsi tout vrai souverain devrait-il traiter avec le plus puissant monarque, puisqu'il est aussi-bien souverain & indépendant que lui.

Les Traités inégaux sont ceux dans lesquels les alliés ne se promettent pas les mêmes choses, ou l'équivalent; & l'alliance est inégale en tant qu'elle met de la différence dans la dignité des parties contractantes. Il est vrai que le plus souvent un Traité inégal sera en même temps une alliance inégale; les grands potentats n'ayant guere accoutumé de donner plus qu'on ne leur donne, de promettre plus qu'on ne leur promet, s'ils n'en sont récompensés du côté de la gloire & des honneurs; au contraire, un Etat plus foible ne se soumettant point à des conditions onéreuses, sans être obligé de reconnoître aussi la supériorité de son allié.

Ces Traités inégaux, qui sont en même temps des alliances inégales, se divisent en deux especes: la premiere, de ceux où l'inégalité se trouve du côté de la puissance la plus considérable; la seconde comprend les Traités dont l'inégalité est du côté de la puissance inférieure.

Dans la premiere espece, sans attribuer au plus puissant aucun droit sur le plus foible, on lui donne seulement une supériorité d'honneurs & de considération. Souvent un grand monarque, voulant attacher à ses intérêts un Etat plus foible, lui fait des conditions avantageuses, lui promet des secours gratuits, ou plus grands que ceux qu'il stipule pour lui-même; mais il s'attribue en même temps une supériorité de dignité, il exige des respects de son allié. C'est ce dernier point qui fait l'alliance inégale. C'est à quoi il faut bien prendre garde; car on ne doit pas confondre avec ces alliances, celles dans lesquelles on traite d'égal à égal, quoique le plus puissant des alliés, par des raisons particulieres, donne plus qu'il ne reçoit, promette des secours gratuits, sans les exiger tels, des secours plus considérables, ou même l'assistance de toutes ses forces: ici l'alliance est égale, mais le Traité est inégal; si toutefois il n'est pas vrai de dire, que celui qui donne le plus, ayant un plus grand intérêt à conclure le Traité, cette considération y ramene l'égalité. C'est ainsi que la France se trouvant embarrassée dans une grande guerre avec la maison d'Autriche, & le cardinal de Richelieu voulant abaisser cette puissance formidable; en ministre habile, il fit avec Gustave-Adolphe un Traité dont tout l'avantage paroissoit être du côté de la Suede. A ne regarder qu'aux stipulations, on eût dit le Traité inégal; mais les fruits qu'en tira la France compenserent largement cette inégalité. L'alliance de la France avec les Suisses est encore un Traité inégal, si l'on s'arrête aux stipulations. Mais la valeur des troupes suisses y a remis dès long temps l'égalité. La différence des intérêts & des besoins l'y rappelle encore. La France, souvent impliquée dans des guerres sanglantes, a reçu des Suisses des services essentiels: le corps helvétique, sans ambition, sans esprit de conquêtes, peut vivre en paix avec tout le monde; il n'a rien à craindre, depuis qu'il a fait sentir aux ambitieux que

L'amour de la liberté donne à la nation des forces suffisantes pour la défense de ses frontières. Cette alliance a pu, en certains temps, paroître inégale. Nos aïeux étudioient peu le cérémonial. Mais dans la réalité, & sur-tout depuis que l'absolue indépendance des Suisses est reconnue de l'Empire même, l'alliance est certainement égale; quoique le corps helvétique se fere sans difficulté au roi de France toute la prééminence que l'usage moderne de l'Europe attribue aux têtes couronnées, & sur-tout aux grands monarques.

Les Traités où l'inégalité se trouve du côté de la puissance inférieure, c'est-à-dire, ceux qui imposent au plus foible des obligations plus étendues, de plus grandes charges, ou qui l'astreignent à des choses pesantes & désagréables; ces Traités inégaux, dis-je, sont toujours en même temps des alliances inégales. Car il n'arrive point que le plus foible se soumette à des conditions onéreuses, sans qu'il soit obligé aussi de reconnoître la supériorité de son allié. Ces conditions sont d'ordinaire imposées par le vainqueur, ou dictées par la nécessité, qui oblige un Etat foible à rechercher la protection ou l'assistance d'un autre plus puissant; & par-là même, il reconnoît son infériorité. D'ailleurs cette inégalité forcée, dans un Traité d'alliance, le ravale, & déprime sa dignité; en même temps qu'elle relève celle de l'allié plus puissant. Il arrive encore que le plus foible ne pouvant promettre les mêmes secours que le plus puissant, il faut qu'il en fasse la compensation, par des engagements, qui l'abaissent au dessous de son allié, souvent même qui le soumettent, à divers égards, à sa volonté. De cette espece sont tous les Traités où le plus foible s'engage seul à ne point faire la guerre sans le consentement du plus fort, à avoir les mêmes amis & les mêmes ennemis que lui, à maintenir & respecter sa majesté, à n'avoir point de places fortes en certains lieux, à ne point commercer ni lever des soldats en certains pays libres, à livrer ses vaisseaux de guerre, & à n'en point construire d'autres, comme firent les Carthaginois envers les Romains; à n'entretenir qu'un certain nombre de troupes, &c.

Ces alliances inégales se subdivisent encore en deux especes : ou elles donnent quelque atteinte à la souveraineté, ou elles n'y donnent aucune atteinte. La souveraineté subsiste en son entier, lorsqu'aucun des droits qui la constituent n'est transporté à l'allié supérieur, ou rendu dépendant de sa volonté, dans l'exercice qui s'en peut faire. Mais la souveraineté reçoit une atteinte, quand quelqu'un de ses droits est cédé à un allié, ou même si l'exercice en est simplement rendu dépendant de la volonté de cet allié. Par exemple, le Traité ne donne aucune atteinte à la souveraineté, si l'Etat plus foible promet seulement de ne point attaquer une certaine nation sans le consentement de son allié. Par-là il ne se dépouille point de son droit, il n'en soumet pas non plus l'exercice, il consent seulement à une restriction, en faveur de son allié; & de cette maniere, il

ne diminue pas plus sa liberté, qu'on ne la diminue nécessairement dans toute sorte de promesses. Sous les jours on s'engage à de pareilles réserves dans des alliances parfaitement égales. Mais s'engager à ne faire la guerre à qui que ce soit, sans le consentement, ou la permission d'un allié, qui de son côté, ne fait pas la même promesse, c'est contracter une alliance inégale, avec diminution de la souveraineté; car c'est se priver de l'une des parties les plus importantes du souverain pouvoir, ou en soumettre l'exercice à la volonté d'autrui. Les Carthaginois ayant promis, dans le Traité qui termina la seconde guerre punique, de ne faire la guerre à personne, sans le consentement du peuple Romain; dès-lors, & par cette raison, ils furent considérés comme dépendans des Romains.

Lorsqu'un peuple est forcé de recevoir la loi, il peut légitimement renoncer à ses Traités précédens, si celui à qui il est contraint de s'allier l'exige de lui. Comme il perd alors une partie de sa souveraineté, ses Traités anciens tombent avec la puissance qui les avoit conclus. C'est une nécessité, qui ne peut lui être imputée; & puisqu'il auroit bien le droit de se soumettre absolument lui-même, de renoncer à son souverain, s'il le falloit, pour se sauver; à plus forte raison a-t-il, dans la même nécessité, celui d'abandonner ses alliés. Mais un peuple généreux épuîtera toutes ses ressources, avant que de subir une loi si dure & si humiliante.

En général, toute nation devant être jalouse de sa gloire, soigneuse de maintenir sa dignité & de conserver son indépendance, elle ne doit se porter qu'à l'extrémité, ou par les raisons les plus importantes, à contracter une alliance inégale. Ceci regarde sur-tout les Traités où l'inégalité se trouve du côté de l'allié le plus foible, & plus encore ces alliances inégales, qui donnent atteinte à la souveraineté : les gens de cœur ne les reçoivent que des mains de la nécessité.

Quoi qu'en dise une politique intéressée, il faut ou soustraire absolument les souverains à l'autorité de la loi naturelle, ou convenir qu'il ne leur est pas permis d'obliger, sans de justes raisons, les Etats plus foibles, à compromettre leur dignité, moins encore leur liberté, dans une alliance inégale. Les nations se doivent les mêmes secours, les mêmes égards, la même amitié, que les particuliers vivant dans l'état de nature. Loin de chercher à avilir les foibles, à les dépouiller de leurs avantages les plus précieux; elles respecteront, elles maintiendront leur dignité & leur liberté, si la vertu les inspire plutôt que l'orgueil, si elles sont plus touchées de l'honnêteté que d'un grossier intérêt; que dis-je! si elles sont assez éclairées pour connoître leurs véritables intérêts. Rien n'affermir plus sûrement la puissance d'un grand monarque, que ses égards pour tous les souverains. Plus il ménage les foibles, plus il leur témoigne d'estime, & plus ils le réverent; ils aiment une puissance qui ne leur fait sentir sa supériorité que par ses bienfaits; ils s'attachent à elle comme à leur soutien : le monarque devient l'arbitre des nations. Il eût été l'objet de leur jalousie & de

leurs craintes, s'il se fût comporté orgueilleusement; & peut-être eût-il un jour succombé sous leurs efforts réunis.

Mais comme le foible doit accepter avec reconnoissance, dans le besoin, l'assistance du plus puissant, & ne point lui refuser des honneurs, des déférences, qui flattent celui qui les reçoit, sans avilir celui qui les rend, rien aussi n'est plus conforme à la loi naturelle, qu'une assistance donnée généreusement par l'Etat le plus puissant, sans exiger de retour, ou au moins sans en exiger d'équivalent. Et il arrive encore ici que l'utile se trouve dans la pratique du devoir. La bonne politique ne permet point qu'une grande puissance souffre l'oppression des petits Etats de son voisinage. Si elle les abandonne à l'ambition d'un conquérant; celui-ci lui deviendra bientôt formidable à elle-même. Aussi les souverains, pour l'ordinaire assez fideles à leurs intérêts, ne manquent-ils guere à cette maxime. Delà ces ligue, tantôt contre la maison d'Autriche, tantôt contre sa rivale, suivant que la puissance de l'une ou de l'autre devient prédominante. Delà cet équilibre, objet perpétuel de négociations & de guerres.

Lorsqu'une nation foible & pauvre a besoin d'une autre espece d'assistance, lorsqu'elle est dans la disette, celles qui ont des vivres, doivent lui en fournir à juste prix. Il sera beau de les lui donner à vil prix, de lui en faire présent, si elle n'a pas de quoi les payer. Les lui faire acheter par une alliance inégale, & sur-tout aux dépens de sa liberté, la traiter comme Joseph traita autrefois les Egyptiens; ce seroit une dureté presque aussi révoltante que de la laisser périr de faim.

Mais il est des cas, où l'inégalité des Traités & des alliances, dictés par quelque raison particuliere, n'est point contraire à l'équité, ni par conséquent à la loi naturelle. Ces cas sont en général tous ceux dans lesquels les devoirs d'une nation envers elle-même, ou ses devoirs envers les autres l'invoient à s'écarter de l'égalité. Par exemple, un Etat foible veut, sans nécessité, construire une forteresse, qu'il ne sera pas capable de défendre, dans un lieu où elle deviendrait très-dangereuse à son voisin, si jamais elle tomboit entre les mains d'un ennemi puissant. Ce voisin peut s'opposer à la construction de la forteresse: & s'il ne lui convient pas de payer la complaisance qu'il demande, il peut l'obtenir en menaçant de rompre de son côté les chemins de communication, d'interdire tout commerce, de bâtir des forteresses, ou de tenir une armée sur la frontière, de regarder ce petit Etat comme suspect, &c. Il impose ainsi une condition inégale; mais le soin de sa propre sûreté l'y autorise. De même, il peut s'opposer à la construction d'un grand chemin, qui ouvreroit à l'ennemi l'entrée de ses Etats. La guerre pourroit nous fournir quantité d'autres exemples. Mais on abuse souvent d'un droit de cette nature; il faut autant de modération que de prudence, pour éviter de le tourner en oppression.

Les devoirs envers autrui conseillent aussi quelquefois & autorisent l'inégalité dans un sens contraire, sans que pour cela le souverain puisse être

accusé de se manquer à soi-même, ou à son peuple. Ainsi la reconnaissance, le désir de marquer sa sensibilité pour un bienfait, portera un souverain généreux à s'allier avec joie, & à donner dans le Traité plus qu'il ne reçoit.

On peut encore avec justice imposer les conditions d'un Traité inégal, ou même d'une alliance inégale, par forme de peine, pour punir un injuste agresseur & le mettre hors d'état de nuire aisément dans la suite. Tel fut le Traité, auquel Scipion, le premier Africain, força les Carthaginois, après qu'il eut vaincu Annibal. Le vainqueur donne souvent des loix pareilles; & par-là il ne blesse ni la justice, ni l'équité, s'il demeure dans les bornes de la modération, après qu'il a triomphé dans une guerre juste & nécessaire.

Les différens Traités de protection, ceux par lesquels un Etat se rend tributaire, ou feudataire d'un autre; tous ces Traités, dis-je, forment autant d'especes d'alliances inégales.

Par une autre division générale des Traités, ou des alliances, on les distingue en alliances personnelles & alliances réelles. Les premières sont celles qui se rapportent à la personne des contractans, qui y sont restreintes & pour ainsi dire attachées. Les alliances réelles se rapportent uniquement aux choses dont on traite, sans dépendance de la personne des contractans.

L'alliance personnelle expire avec celui qui l'a contractée.

L'alliance réelle est attachée au corps même de l'Etat & subsiste autant que l'Etat, si on n'a pas marqué le temps de sa durée.

Il est très-important de ne pas confondre ces deux sortes d'alliances. Aussi les souverains ont-ils assez accoutumé aujourd'hui de s'expliquer dans leurs Traités, de manière à ne laisser aucune incertitude à cet égard; & c'est sans doute le meilleur & le plus sûr. Au défaut de cette précaution, la matière même du Traité, ou les expressions dans lesquelles il est conçu, peuvent fournir les moyens de reconnoître s'il est réel, ou personnel. Donnons là-dessus quelques regles générales.

Premièrement, de ce que les souverains qui contractent sont nommés dans le Traité, il n'en faut pas conclure que le Traité soit personnel. Car souvent on y insere le nom du souverain qui gouverne actuellement, dans la seule vue de montrer avec qui on l'a conclu, & non point pour donner à entendre qu'on ait traité avec lui personnellement. C'est une observation des jurisconsultes Peditus & Ulpian, répétée par tous les auteurs.

Toute alliance faite par une république est réelle de sa nature; car elle se rapporte uniquement au corps de l'Etat. Quand un peuple libre, un Etat populaire, ou une république aristocratique fait un Traité, c'est l'Etat même qui contracte: ses engagements ne dépendent point de la vie de ceux qui n'en ont été que les instrumens. Les membres du peuple, ou de la régence, changent & se succèdent; l'Etat est toujours le même.

Puis donc qu'un pareil Traité regarde directement le corps de l'Etat, il subsiste,

subsiste, quoique la forme de la république vienne à changer, quand même elle se transformeroit en monarchie. Car l'Etat & la nation sont toujours les mêmes, quelque changement qui se fasse dans la forme du gouvernement; & le Traité fait avec la nation demeure en force, tant que la nation existe. Mais il est manifeste qu'il faut excepter de la règle tous les Traités qui se rapportent à la forme du gouvernement. Ainsi deux Etats populaires qui ont traité expressément, ou qui paroissent évidemment avoir traité dans la vue de se maintenir de concert dans leur état de liberté & de gouvernement populaire, cessent d'être alliés, au moment que l'un des deux s'est soumis à l'empire d'un seul.

Tout Traité public conclu par un roi, ou par tout autre monarque, est un Traité de l'Etat; il oblige l'Etat entier, la nation, que le roi représente & dont il exerce le pouvoir & les droits. Il semble donc d'abord que tout Traité public doive être présumé réel, comme concernant l'Etat lui-même. Il n'y a pas de doute sur l'obligation d'observer le Traité; il s'agit seulement de sa durée. Or, il y a souvent lieu de douter si les contractans ont prétendu étendre les engagements réciproques au-delà de leur vie & lier leurs successeurs. Les conjonctures changent; une charge, aujourd'hui légère, peut devenir insupportable, ou trop onéreuse. en d'autres circonstances : la façon de penser des souverains ne varie pas moins; & il est des choses dont il convient que chaque prince puisse disposer librement, suivant son système. Il en est d'autres, que l'on accordera volontiers à un roi, & que l'on ne voudroit pas permettre à son successeur. Il faut donc chercher dans les termes du Traité, ou dans la matière qui en fait l'objet, de quoi découvrir l'intention des contractans.

Les Traités perpétuels, ou faits pour un temps déterminé, sont des Traités réels; puisque leur durée ne peut dépendre de la vie des contractans.

De même, lorsqu'un roi déclare dans le Traité, qu'il le fait pour lui & ses successeurs, il est manifeste que le Traité est réel. Il est attaché à l'Etat, & fait pour durer autant que le royaume même.

Lorsqu'un Traité porte expressément, qu'il est fait pour le bien du royaume, c'est un indice manifeste que les contractans n'ont point prétendu en faire dépendre la durée de celle de leur vie, mais plutôt l'attacher à la durée du royaume même : le traité est donc réel.

Indépendamment même de cette déclaration expresse, lorsqu'un traité est fait pour procurer à l'Etat un avantage toujours subsistant; il n'y a aucune raison de croire, que le prince qui l'a conclu ait voulu en limiter la durée à celle de sa vie. Un pareil Traité doit donc passer pour réel, à moins que des raisons très-fortes ne fassent voir, que celui avec qui on l'a conclu, n'a accordé ce même avantage dont il s'agit, qu'en considération de la personne du prince alors régnant, & comme une faveur personnelle; auquel cas le traité finit avec la vie de ce prince, la raison de la conces-

TRAITÉ PUBLIC.

pirant avec lui. Mais cette réserve ne se présume pas aisément ; il semble que si on l'eût eue dans l'esprit, on devoit l'exprimer dans le traité.

Cas de doute, lorsque rien n'établit clairement ou la personnalité, ou la réalité d'un Traité ; on doit le présumer réel s'il roule sur des choses matérielles, & personnel en matières odieuses. Les choses favorables sont celles qui tendent à la commune utilité des contractans & qui favorisent également les deux parties ; les choses odieuses sont celles qui chargent une partie seule, ou qui la chargent beaucoup plus que l'autre. Rien n'est plus conforme que cette règle à la raison & à l'équité. Dès que la certitude manque dans les affaires des hommes, il faut avoir recours aux présomptions. Or, si les contractans ne se sont pas expliqués, il est naturel, quand il s'agit de choses favorables, également avantageuses aux deux alliés, de penser que leur intention a été de faire un Traité réel, comme plus utile à leurs royaumes ; & si l'on se trompe en le presumant ainsi, on ne fait tort ni à l'un ni à l'autre. Mais si les engagements ont quelque chose d'odieux, si l'un des Etats contractans s'en trouve surchargé, comment présumer que le prince qui a pris de pareils engagements ait voulu imposer le fardeau à perpétuité sur son royaume ? Tout souverain est présumé vouloir le salut & l'avantage de l'Etat qui lui est confié ; on ne peut donc supposer qu'il ait consenti à le charger pour toujours d'une obligation onéreuse. Si la nécessité lui en faisoit une loi, c'étoit à son allié de le faire expliquer clairement ; & il est probable que celui-ci n'y eût pas manqué, sachant que les hommes & particulièrement les souverains, ne se soumettent obligés à des charges pesantes & désagréables, s'ils n'y sont formellement obligés. S'il arrive donc que la présomption le trompe & lui fasse perdre quelque chose de son droit, c'est par une suite de sa négligence. Ajoutons que si l'un ou l'autre doit perdre de son droit, l'équité sera moins blessée par la perte que celui-ci fera d'un gain, qu'elle ne le seroit par le dommage que l'on causeroit à l'autre : c'est la fameuse distinction, de *lucro captando*, & de *damno vitando*.

On met sans difficulté les Traités égaux de commerce au nombre des matières favorables, puisqu'ils sont en général avantageux & très-conformes à la loi naturelle. Pour ce qui est des alliances faites pour la guerre, Grotius dit avec raison, que les alliances défensives tiennent plus du avantage de l'onéreux ou de l'odieux.

Nous ne pouvons nous dispenser de toucher en peu de mots ces discussions, pour ne point laisser ici un vide choquant. Au reste, elles ne sont plus guère d'usage dans la pratique ; les souverains observant généralement aujourd'hui la sage précaution de déterminer la durée de leurs Traités. Ils traitent pour eux & leurs successeurs, pour eux & leurs royaumes à perpétuité, pour un certain nombre d'années, &c. Ou bien ils trai-

tent pour le temps de leur regne seulement, pour une affaire qui leur est propre, pour leur famille, &c.

Puisque les Traités publics, même personnels, conclus par un roi, ou par tout autre souverain qui en a le pouvoir, sont Traités de l'Etat & obligent la nation entière; les Traités réels, faits pour subsister indépendamment de la personne qui les a conclus, obligent sans doute les successeurs. L'obligation qu'ils imposent à l'Etat passe successivement à tous ses conducteurs, à mesure qu'ils prennent en main l'autorité publique. Il en est de même des droits acquis par ces Traités : ils sont acquis à l'Etat, & passent à ses conducteurs successifs.

C'est aujourd'hui une coutume assez générale, que le successeur confirme, ou renouvelle les alliances même réelles, conclues par ses prédécesseurs : & la prudence veut qu'on ne néglige pas cette précaution, puisqu'enfin les hommes sont plus de cas d'une obligation qu'ils ont eux-mêmes contractée expressément, que de celle qui leur est imposée d'ailleurs, ou dont ils ne se sont chargés que tacitement. C'est qu'ils croient leur parole engagée dans la première, & leur conscience seulement dans les autres.

Les Traités qui ne concernent point des prestations réitérées, mais des actes transitoires, uniques, & qui se consomment tout d'un coup, ces Traités, si toutefois on n'aime mieux les appeler d'un autre nom : ces conventions, ces pactes qui s'accomplissent une fois pour toutes, & non par des actes successifs; dès qu'ils ont reçu leur exécution, sont des choses consommées & finies. S'ils sont valides, ils ont de leur nature un effet perpétuel & irrévocable; on ne les a point en vue quand on recherche si un Traité est réel, ou personnel. Puffendorff nous donne pour règles dans cette recherche. 1°. Que les successeurs doivent garder les Traités de paix faits par leurs prédécesseurs. 2°. Qu'un successeur doit garder toutes les conventions légitimes, par lesquelles son prédécesseur a transféré quelque droit à un tiers. C'est visiblement sortir de la question; c'est dire seulement que ce qui est fait valablement par un prince ne peut être annullé par son successeur : qui en doute? Le Traité de paix est, de sa nature, fait pour durer perpétuellement; dès qu'une fois il est dûment conclu & ratifié, c'est une affaire consommée; il faut l'accomplir de part & d'autre, & l'observer selon sa teneur. S'il s'exécute sur le champ, tout est fini. Que si le Traité contient des engagements à quelques prestations successives & réitérées, il sera toujours question d'examiner, suivant les règles que nous venons de donner, s'il est, à cet égard, réel ou personnel, si les contractans ont prétendu obliger leurs successeurs à ces prestations, ou s'ils ne les ont promises que pour le temps de leur regne seulement. De même, aussitôt qu'un droit est transféré par une convention légitime, il n'appartient plus à l'Etat qui l'a cédé : l'affaire est conclue & terminée. Que si le successeur trouve quelque vice dans l'acte, & le prouve; ce n'est pas prétendre que la convention ne l'oblige pas, & refuser de l'accomplir; c'est

montrer qu'elle n'a point été faite; car un acte vicieux & invalide est nul & comme non avenu.

La troisième règle de Puffendorff n'est pas moins inutile à la question. Elle porte, « que si l'autre allié ayant déjà exécuté quelque chose à quoi il étoit tenu en vertu du Traité, le roi vient à mourir avant que d'avoir effectué à son tour ce à quoi il s'étoit engagé; son successeur doit indifféremment y suppléer. Car ce que l'autre allié a exécuté sous condition de recevoir l'équivalent, ayant tourné à l'avantage de l'Etat, ou du moins ayant été fait dans cette vue, il est clair que, si l'on n'effectue pas ce qu'il avoit stipulé, il acquiert alors le même droit qu'un homme qui a payé ce qu'il ne devoit pas, & qu'ainsi le successeur est tenu, ou de le dédommager entièrement de ce qu'il a fait ou donné, ou de tenir lui-même ce à quoi son prédécesseur s'étoit engagé. » Tout cela, dis-je, est étranger à notre question. Si l'alliance est réelle, elle subsiste malgré la mort de l'un des contractans; si elle est personnelle, elle expire avec eux, ou avec l'un des deux. Mais lorsqu'une alliance personnelle vient à finir de cette manière, de savoir ce à quoi l'un des Etats alliés est tenu au cas que l'autre ait déjà exécuté quelque chose en vertu du Traité, c'est une autre question, & qui se décide par d'autres principes. Il faut distinguer la nature de ce qui a été fait en accomplissement du Traité. Si ce sont de ces prestations déterminées & certaines, que l'on se promet réciproquement, par manière d'échange ou d'équivalent; il est hors de doute que celui qui a reçu doit donner ce qui avoit été promis en retour, s'il veut tenir l'accord, s'il est obligé à le tenir; s'il n'y est pas obligé & s'il ne veut pas le tenir, il doit restituer ce qu'il a reçu, remettre les choses dans leur premier état, ou dédommager l'allié qui a donné. En agir autrement ce seroit retenir le bien d'autrui. C'est le cas d'un homme, non qui a payé ce qu'il ne devoit pas, mais qui a payé d'avance une chose, laquelle ne lui a pas été livrée. Mais s'il s'agissoit dans le Traité personnel, de prestations incertaines & contingentes, qui s'accomplissent dans l'occasion, de ces promesses qui n'obligent à rien si le cas de les remplir ne se présente pas; le réciproque, le retour de semblables prestations n'est dû que pareillement aussi dans l'occasion; & le terme de l'alliance arrivé, personne n'est plus tenu à rien. Dans une alliance défensive, par exemple, deux rois se seront promis réciproquement un secours gratuit, pour le temps de leur vie. L'un se trouve attaqué; il est secouru par son allié, & meurt avant que d'avoir eu occasion de le secourir à son tour: l'alliance est finie, & le successeur du mort n'est tenu à rien; si ce n'est qu'il doit assurément de la reconnaissance au souverain qui a donné à son Etat un secours salutaire. Et il ne faut pas croire que, de cette manière, l'allié qui a donné du secours sans en recevoir, se trouve lésé dans l'alliance. Son Traité étoit un de ces contrats aventuriers, dont les avantages, ou les désavantages dépendent de la fortune: il pouvoit y gagner, comme il y a perdu.

On pourroit faire ici une autre question. L'alliance personnelle expirant à la mort de l'un des alliés; si le survivant, dans l'idée qu'elle doit subsister avec le successeur, remplit le Traité à son égard, défend son pays, sauve quelqu'une de ses places, ou fournit des vivres à son armée; que fera le souverain ainsi secouru? Il doit sans doute, ou laisser en effet subsister l'alliance, comme l'allié de son prédécesseur a cru qu'elle devoit subsister; & ce sera un renouvellement tacite, une extension du Traité; ou il doit payer le service réel qu'il a reçu, suivant une juste estimation de son importance, s'il ne veut pas continuer dans cette alliance. Ce seroit alors le cas de dire avec Puffendorf, que celui qui a rendu un pareil service, acquiert le droit d'un homme qui a payé ce qu'il ne devoit pas.

La durée d'une alliance personnelle étant restreinte à la personne des souverains contractans; si l'un des deux cesse de régner, par quelque cause que ce puisse être, l'alliance expire. Car ils ont contracté en qualité de souverains, & celui qui cesse de régner, n'existe plus comme souverain, quoiqu'il vive encore en sa qualité d'homme.

Les rois ne traitent pas toujours uniquement & directement pour leur royaume; quelquefois, en vertu du pouvoir qu'ils ont en main, ils font des Traités relatifs à leur personne, ou à leur famille; & ils peuvent les faire légitimement; la sûreté & l'avantage bien entendu du souverain étant du bien de l'Etat. Ces Traités sont personnels de leur nature, & s'éteignent avec le roi, ou avec sa famille. Telle est une alliance faite pour la défense d'un roi & de sa famille.

On demande si cette alliance subsiste avec le roi & la famille royale, lorsque par quelque révolution, ils sont privés de la couronne. Nous avons remarqué tout-à-l'heure qu'une alliance personnelle expire avec le regne de celui qui l'a contractée. Mais cela s'entend d'une alliance avec l'Etat, limitée, quant à sa durée, au regne du roi contractant. Celle dont il s'agit ici est d'une autre nature. Quoiqu'elle lie l'Etat, puisque tous les actes publics du souverain le lient, elle est faite directement en faveur du roi & de sa famille; il seroit absurde qu'elle finît au moment qu'ils en ont besoin, & par l'événement contre lequel elle a été faite. D'ailleurs un roi ne perd pas sa qualité, par cela seul qu'il perd la possession de son royaume. S'il en est dépouillé injustement par un usurpateur, ou par des rebelles, il conserve ses droits, au nombre desquels sont ses alliances.

Mais, qui jugera si un roi est dépouillé légitimement, ou par violence? Une nation indépendante ne reconnoît point de juge. Si le corps de la nation déclare le roi déchu de son droit par l'abus qu'il en a voulu faire, & le dépose, il peut le faire avec justice, lorsque ses griefs sont fondés; & il n'appartient à aucune autre puissance d'en juger. L'allié personnel de ce roi ne doit donc point l'assister contre la nation, qui a usé de son droit en le déposant. S'il l'entreprend, il fait injure à cette nation. L'Angleterre

déclara la guerre à Louis XIV en 1688, parce qu'il soutenoit les intérêts de Jacques II, déposé dans les formes par la nation. Elle la lui déclara une seconde fois, au commencement du siècle, parce que ce prince reconnut sous le nom de Jacques III, le fils du roi déposé. Dans les cas douteux, & lorsque le corps de la nation n'a pas prononcé, ou n'a pu prononcer librement, on doit naturellement soutenir & défendre un allié; & c'est alors que le droit des gens volontaire regne entre les nations. Le parti qui a chassé le roi, prétend avoir le droit de son côté; ce roi malheureux & ses alliés se flattent du même avantage; & comme ils n'ont point de commun juge sur la terre, il ne leur reste que la voie des armes, pour terminer le différent: ils se font une guerre en forme.

Enfin, lorsque la puissance étrangère a rempli de bonne foi ses engagements envers un monarque infortuné, lorsqu'elle a fait pour sa défense, ou pour son rétablissement, tout ce à quoi elle étoit obligée en vertu de l'alliance; si ses efforts sont infructueux, le prince dépossédé ne peut exiger qu'elle soutienne en sa faveur une guerre sans fin, qu'elle demeure éternellement ennemie de la nation, ou du souverain, qui l'a privé du trône. Il faut un jour penser à la paix, abandonner un allié, & le considérer comme ayant lui-même abandonné son droit par nécessité. Ainsi, Louis XIV, fut obligé d'abandonner Jacques II, & de reconnoître le roi Guillaume, quoiqu'il l'eût d'abord traité d'usurpateur.

La même question se présente dans les alliances réelles, & en général dans toute alliance faite avec un Etat, & non en particulier avec un roi pour la défense de sa personne. On doit sans doute défendre son allié contre toute invasion, contre toute violence étrangère, & même contre des sujets rebelles; on doit de même défendre une république contre les entreprises d'un oppresseur de la liberté publique. Mais on doit se souvenir qu'on est allié de l'Etat, ou de la nation, & non pas son juge. Si la nation a déposé son roi dans les formes, si le peuple d'une république a chassé ses magistrats & s'est mis en liberté, ou s'il a reconnu l'autorité d'un usurpateur, soit expressément, soit tacitement; s'opposer à ces dispositions domestiques, en contester la justice ou la validité, ce seroit s'ingérer dans le gouvernement de la nation, & lui faire injure. L'allié demeure allié de l'Etat, malgré le changement qui y est arrivé. Toutefois si ce changement lui rend l'alliance inutile, dangereuse, ou désagréable; il est le maître d'y renoncer. Car il peut dire avec fondement, qu'il ne se seroit pas allié à cette nation, si elle eût été sous la forme présente de son gouvernement.

Difons encore ici ce que nous venons de dire d'un allié personnel: quel que juste que fût la cause d'un roi chassé du trône, soit par ses sujets, soit par un usurpateur étranger; ses alliés ne sont point obligés de soutenir en sa faveur une guerre éternelle. Après d'inutiles efforts pour le rétablir, il faut enfin qu'ils donnent la paix à leurs peuples, qu'ils s'accrochent avec l'usurpateur, & pour cet effet, qu'ils traitent avec lui comme avec

un souverain légitime. Louis XIV, épuisé par une guerre sanglante & malheureuse, offroit à Gertruidenberg d'abandonner son petit-fils, qu'il avoit placé sur le trône d'Espagne; & quand les affaires eurent changé de face, Charles d'Autriche, rival de Philippe, se vit à son tour abandonné de ses alliés. Ils se lassèrent d'épuiser leurs Etats, pour le mettre en possession d'une couronne qu'ils croyoient lui être due, mais qu'il n'y avoit plus d'apparence de pouvoir lui procurer.

Le Traité prend fin, aussitôt que son terme est arrivé. Ce terme est quelquefois fixe, comme lorsqu'on s'allie pour un certain nombre d'années, & quelquefois incertain, comme dans les alliances personnelles, dont la durée dépend de la vie des contractans. Le terme est incertain encore, lorsque deux ou plusieurs souverains forment une alliance, en vue de quelque affaire particulière; par exemple, pour chasser une nation barbare, d'un pays qu'elle aura envahi dans le voisinage; pour rétablir un souverain sur son trône, &c. Le terme de cette alliance est attaché à la consommation de l'entreprise, pour laquelle elle a été formée. Ainsi, dans le dernier exemple, lorsque le souverain est rétabli & si bien raffermi sur son trône, qu'il peut y demeurer tranquille; l'alliance formée uniquement pour son rétablissement, est finie. Mais si l'entreprise ne réussit point; au moment où l'on reconnoît l'impossibilité de l'exécuter, l'alliance finit de même; car il faut bien renoncer à une entreprise quand elle est reconnue impossible.

Un Traité fait pour un temps peut se renouveler par le commun consentement des alliés; & ce consentement se manifeste, ou d'une manière expresse, ou tacitement. Lorsqu'on renouvelle expressément le Traité, c'est comme si on en faisoit un nouveau tout semblable.

Le renouvellement tacite ne se présume pas aisément; car des engagements de cette importance méritent bien un consentement exprès. On ne peut donc fonder le renouvellement tacite que sur des actes de telle nature, qu'ils ne peuvent être faits qu'en vertu du Traité. Encore la chose n'est-elle pas alors sans difficulté; car, suivant les circonstances, & selon la nature des actes dont il s'agit, ils peuvent ne fonder qu'une simple continuation, qu'une extension du Traité: ce qui est bien différent du renouvellement, quant au terme sur-tout. Par exemple, l'Angleterre a un Traité de subsides avec un prince d'Allemagne, qui doit entretenir pendant dix ans un certain nombre de troupes à la disposition de cette couronne, à condition d'en recevoir chaque année une somme convenue. Les dix ans écoulés, le roi d'Angleterre fait compter la somme stipulée pour une année; son allié la reçoit: le Traité est bien continué tacitement pour une année; mais on ne peut pas dire qu'il soit renouvelé; car ce qui s'est passé cette année, n'impose point l'obligation d'en faire autant pendant dix années de suite. Mais supposons qu'un souverain soit convenu avec un Etat voisin, de lui donner un million, pour avoir droit de tenir garnison

dans une de ses places, pendant dix ans. Le terme expiré, au lieu de retirer sa garnison, il délivre un nouveau million & son allié l'accepte : le Traité en ce cas-là, est renouvelé tacitement.

Lorsque le terme du Traité arrive, chacun des alliés est parfaitement libre, & peut accepter, ou refuser le renouvellement, comme il le trouve à propos. Cependant il faut avouer qu'après avoir recueilli presque seul les fruits d'un Traité, refuser, sans de grandes & justes raisons, de le renouveler, lorsqu'on croit n'en avoir plus besoin, quand on prévoit que le temps est venu pour son allié d'en profiter à son tour, ce seroit une conduite peu honnête, indigne de la générosité qui sied si bien aux souverains, & fort éloignée des sentimens de reconnaissance & d'amitié, qui sont dus à un ancien & fidele allié. Il n'est que trop ordinaire de voir les grandes puissances négliger dans leur élévation, ceux qui les ont aidées à y parvenir.

Les Traités contiennent des promesses parfaites & réciproques. Si l'un des alliés manque à ses engagements, l'autre peut le contraindre à les remplir; c'est le droit que donne une promesse parfaite. Mais s'il n'a d'autre voie que celle des armes, pour contraindre un allié à garder sa parole, il lui est quelquefois plus expédient de se dégager aussi de ses promesses, de rompre le Traité; & il est indubitablement en droit de le faire; n'ayant rien promis que sous la condition, que son allié accompliroit de son côté toutes les choses, auxquelles il s'est obligé. L'allié offensé ou lésé dans ce qui fait l'objet du Traité, peut donc choisir, ou de contraindre un infidèle à remplir ses engagements, ou de déclarer le Traité rompu, par l'atteinte qui y a été donnée. C'est à la prudence, à une sage politique de lui dicter, dans l'occasion, ce qu'il aura à faire.

Mais lorsque des alliés ont ensemble deux ou plusieurs Traités différens & indépendans l'un de l'autre; la violation de l'un des Traités ne dégage point directement la partie lésée de l'obligation qu'elle a contractée dans les autres. Car les promesses contenues dans ceux-ci ne dépendent point de celles que renfermoit le Traité violé. Mais l'allié offensé peut menacer celui qui manque à un Traité, de renoncer de son côté à tous les autres qui les lient ensemble, & effectuer sa menace, si l'autre n'en tient compte. Car si quelqu'un me ravit, ou me refuse mon droit; je puis dans l'état de nature, pour l'obliger à me faire justice, pour le punir, ou pour m'indemniser, le priver aussi de quelques-uns de ses droits, ou m'en saisir & les retenir jusqu'à une entière satisfaction. Que si l'on en vient à prendre les armes, pour se faire raison de ce Traité violé, l'offensé commence par dépouiller son ennemi de tous les droits qui lui étoient acquis par leurs Traités : & nous avons dit, en parlant de la guerre, qu'il peut le faire avec justice.

Quelques-uns veulent étendre ce que nous venons de dire, aux divers articles d'un Traité, qui n'ont point de liaison avec l'article qui a été violé,

violé, disant que l'on doit envisager ces différens articles comme autant de Traités particuliers, conclus en même temps. Ils prétendent donc, que si l'un des alliés manque à un article du Traité, l'autre n'est pas tout de suite en droit de rompre le Traité entier, mais qu'il peut, ou refuser à son tour ce qu'il avoit promis en vue de l'article violé, ou obliger son allié à remplir ses promesses, si cela se peut encore, sinon, à réparer le dommage; & qu'à cette fin, il lui est permis de menacer de renoncer au Traité entier; menace qu'il effectuera légitimement, si elle est méprisée. Telle est sans doute la conduite que la prudence, la modération, l'amour de la paix & la charité prescriront pour l'ordinaire aux nations. Qui voudroit le nier, & avancer en furieux, qu'il est permis aux souverains de courir tout de suite aux armes, ou seulement de rompre tout Traité d'alliance & d'amitié, pour le moindre sujet de plainte? Mais il s'agit ici du droit, & non de la marche qu'on doit tenir pour se faire rendre justice, & je trouve le principe, sur lequel on fonde une pareille décision, absolument insoutenable. On ne peut envisager comme autant de Traités particuliers & indépendans, les divers articles d'un même Traité. Quoiqu'on ne voie point de liaison immédiate entre quelques-uns de ces articles, ils sont tous liés par ce rapport commun, que les contractans les passent en vue les uns des autres, par maniere de compensation. Je n'aurois peut-être jamais passé cet article, si mon allié n'en eût accordé un autre, qui par sa matiere n'y a nul rapport. Tout ce qui est compris dans un même Traité, a donc la force & la nature des promesses réciproques, à moins qu'il n'en soit formellement excepté. Grotius dit fort bien, que tous les articles du Traité ont force de condition, dont le défaut le rend nul. Il ajoute, que l'on met quelquefois cette clause, que la violation de quelqu'un des articles du Traité ne le rompra point, afin qu'une des parties ne puisse pas se dédire de ses engagements pour la moindre offense. La précaution est très-sage, & très-conforme au soin que doivent avoir les nations d'entretenir la paix & de rendre leurs alliances durables.

De même qu'un Traité personnel expire à la mort du roi, le Traité réel s'évanouit si l'une des nations alliées est détruite, c'est-à-dire non-seulement si les hommes qui la composent viennent tous à périr, mais encore si elle perd, par quelque cause que ce soit, sa qualité de nation, ou de société politique indépendante. Ainsi quand un Etat est détruit & le peuple dispersé, ou quand il est subjugué par un conquérant, toutes ses alliances, tous ses Traités périssent avec la puissance publique, qui les avoit contractés. Mais il ne faut point confondre ici les Traités ou les alliances, qui portant l'obligation de prestations réciproques, ne peuvent subsister que par la conservation des puissances contractantes, avec ces contrats qui donnent un droit acquis & consommé, indépendant de toute prestation mutuelle. Si, par exemple, une nation avoit cédé à perpétuité à un prince voisin le droit de pêche dans une rivière, ou celui de tenir

garnison dans une forteresse ; ce prince ne perdrait point ses droits , quand même la nation de qui il les a reçus viendrait à être subjuguée , ou à passer de quelqu'autre manière sous une domination étrangère. Ses droits ne dépendent point de la conservation de cette nation ; elle les avait aliénés & celui qui l'a conquise n'a pu prendre que ce qui étoit à elle. De même les dettes d'une nation , ou celles pour lesquelles un souverain a hypothéqué quelqu'une de ses villes ou de ses provinces , ne sont point anéanties par la conquête. Le roi de Prusse , en acquérant la Silésie par conquête & par le Traité de Breslau , s'est chargé des dettes , pour lesquelles cette province étoit engagée à des marchands Anglois. En effet il ne pouvoit y conquérir que les droits de la maison d'Autriche , il ne pouvoit prendre la Silésie que telle qu'elle se trouvoit au moment de la conquête , avec ses droits & ses charges. Refuser de payer les dettes d'un pays que l'on subjugué , ce seroit dépouiller les créanciers , avec lesquels on n'est point en guerre.

Une nation , ou un Etat quelconque ne pouvant faire aucun Traité contraire à ceux qui le lient actuellement , il ne peut se mettre sous la protection d'un autre ; sans réserver toutes ses alliances , tous ses Traités subsistans. Car la convention , par laquelle un Etat se met sous la protection d'un autre souverain , est un Traité ; s'il le fait librement , il doit le faire de manière que ce nouveau Traité ne donne aucune atteinte aux anciens. Nous venons de voir quel droit le soin de sa conservation lui donne , en cas de nécessité.

Les alliances d'une nation ne sont donc point détruites , lorsqu'elle se met sous la protection d'une autre ; à moins qu'elles ne soient incompatibles avec les conditions de cette protection : ses obligations subsistent envers ses anciens alliés ; & ceux-ci lui demeurent obligés , tant qu'elle ne s'est pas mise hors d'état de remplir ses engagements envers eux.

Lorsque la nécessité contraint un peuple à se mettre sous la protection d'une puissance étrangère , & à lui promettre l'assistance de toutes ses forces , envers & contre tous , sans excepter ses alliés ; ses anciennes alliances subsistent , autant qu'elles ne sont point incompatibles avec le nouveau Traité de protection. Mais si le cas arrive qu'un ancien allié entre en guerre avec le protecteur , l'Etat protégé sera obligé de se déclarer pour ce dernier , auquel il est lié par des nœuds plus étroits , & par un Traité qui déroge à tous les autres en cas de collision. C'est ainsi que les Népésiniens ayant été contraints de se rendre aux Etruriens , se crurent obligés dans la suite à tenir le Traité de leur soumission , ou leur capitulation , préférablement à l'alliance qu'ils avoient avec les Romains : *postquam deditionis quam societatis , fides sanctor erat*, dit Tite-Live.

Enfin , comme les Traités se font par le commun consentement des parties , ils peuvent se rompre aussi d'un commun accord , par la volonté libre des contractans. Et quand même un tiers se trouveroit intéressé à la conservation du Traité , & souffriroit de sa rupture ; s'il n'y est point in-

tervenu , si on ne lui a rien promis directement , ceux qui se sont faits réciproquement des promesses qui tournent à l'avantage de ce tiers , peuvent s'en décharger réciproquement aussi , sans le consulter , & sans qu'il soit en droit de s'y opposer. Deux monarques se sont réciproquement promis de joindre leurs forces pour la défense d'une ville voisine. Cette ville profite de leurs secours , mais elle n'y a aucun droit ; & aussitôt que les deux monarques voudront s'en dispenser mutuellement , elle en sera privée , sans avoir aucun sujet de se plaindre , puisqu'on ne lui avoit rien promis.

DE LA RÉDACTION DES TRAITÉS, DE LEUR
SIGNATURE ET RATIFICATION.

LORSQUE le prince a mûrement réfléchi sur l'objet ou les objets du Traité qu'il veut ou qu'il est forcé de conclure ; lorsqu'il a bien pesé ses véritables intérêts, qu'il les a combinés avec ceux de la puissance avec laquelle il doit contracter , lorsqu'il a pris l'avis des ministres de son cabinet qui de leur côté ont approfondi toutes ces choses par son ordre , il les charge d'ébaucher le Traité en question. Comme la confection d'un bon Traité est un chef-d'œuvre de l'art , on sent bien que cette ébauche exige une attention infinie & la plus grande prévoyance. La minute qu'on en fait n'a pas besoin d'une fastueuse introduction , ni de toutes les formalités de style dont ces sortes d'instrumens publics sont ordinairement revêtus lorsqu'on les met au net : mais en revanche , toutes les conditions y doivent être exprimées , article par article , avec la plus grande clarté & précision. Il faut se garder , sur-tout , de confondre les matières. Chacune doit avoir son article à part. Il y a , outre cela , deux écueils à éviter dans l'ébauche d'un pareil Traité. Le premier , c'est d'y établir des conditions si avantageuses pour nous , & si onéreuses pour l'autre partie contractante , que la seule proposition peut l'épouvanter , la révolter , & lui inspirer de l'aversion pour entrer plus avant en matière : le second , est de demander de trop petits avantages. La négociation d'une alliance est une espèce de marché. On demande quelque chose de plus qu'on ne désire , pour pouvoir en rabattre lorsque l'autre partie se rapproche de nos premières propositions par des offres raisonnables. Lorsque la nécessité nous oblige à insister , dans un Traité , sur de certaines conditions captieuses , que la partie contractante ne peut remplir qu'avec peine & danger , & dont l'exécution lui est à charge , il est nécessaire alors d'adoucir , le plus qu'il est possible , les termes de la proposition. C'est un art de savoir dorer la pillule , & de présenter les objets sous la face la moins choquante. Il est permis de séduire de cette manière.

Dès que la minute du Traité a été bien digérée , on fait la proposition

de l'alliance à la puissance qu'on recherche, soit par le ministre qui réside de sa part en notre cour, soit par l'envoyé que nous entretenons dans la sienne. Les précautions qu'il convient de prendre dans des démarches aussi délicates sont indiquées au mot POLITIQUE, adj. On y verra, entr'autres, qu'il ne faut pas (à moins que ce ne soit dans un cas extraordinairement pressant) produire d'abord cette minute du Traité, mais sonder d'avance les dispositions de l'autre cour dans des conférences, où tout se passe verbalement.

Enfin, lorsqu'on a délivré la minute, & qu'une heureuse négociation a rendu les parties contractantes d'accord sur tous les articles du Traité, on le met au net. L'usage a introduit à cet égard plusieurs formalités qu'on ne peut s'empêcher de suivre, quoiqu'elles ne soient pas absolument essentielles à la validité du Traité. D'abord, il est reçu dans toute la chrétienté de consacrer tous les Traités par ces paroles initiales.

Au nom de la très-sainte Trinité, Pere, Fils & Saint-Esprit.

ou

Au nom de la très-sainte & indivisible Trinité.

ou en latin,

In nomine sacro-sanctæ & individue Trinitatis.

C'est un hommage que la piété rend à l'auteur de tous les grands événements, & une formalité qui présente l'acte comme plus solennel & plus inviolable. Les souverains d'Europe, en traitant avec la Porte, ou avec d'autres nations qui suivent la loi mahométane, ont introduit l'usage d'employer la même formule, au moins dans les exemplaires du Traité qu'ils gardent pour eux : (a) car les exemplaires qui se conservent dans les ar-

(a) Le Traité de paix conclu entre le roi & la république de Pologne d'une part, & la Porte Ottomane de l'autre, à Carlowitz, en Sirmich, l'an 1699, commence ainsi : *In nomine sanctissimæ Trinitatis, ad perpetuam rei memoriam omnibus & singulis, quorum interest, notum sit, &c.* L'instrument de la paix conclue à Passarowitz, entre l'empereur & la Porte le 21 juillet 1718, est conçu en ces termes : *In nomine sacro-sanctæ & individue Trinitatis. Postquam duobus abhinc annis infausse acciderit, ut inter augustissimum & potentissimum Romanorum imperatorem Carolum VI, (Pl. Tit.) & serenissimum ac potentissimum magnam sultanum Amel-Hanum, Ottomanorum ac Asia & Græciæ imperatorem, &c.* Le traité de commerce & de navigation conclu en même temps entre ces deux puissances commence aussi de la même manière. Le Traité conclu au nom de S. M. impériale & catholique, & de la régence d'Alger par la médiation de la Porte Ottomane, au sujet de la navigation, à Constantinople le 8 mars 1727, & qui est conçu en langue françoise, commence de même par ces mots : *Au nom de la très-sainte & indivisible Trinité.* On en pourroit citer beaucoup d'autres exemples.

chires de Constantinople commencent ordinairement par un étalage ridicule des titres chimériques du grand-seigneur, qui varient à tous momens, selon le caprice du sultan ou du visir, & qui sont remplis de ces hyperboles enflées, dont le style oriental, que les poètes admirent si fort, est tout farci. (a)

Après ce préambule, on fait suivre une introduction, qui contient les noms & les titres tout au long des parties contractantes & l'occasion du Traité. On a soin d'y insérer aussi les noms, qualités & titres des ministres qui y ont été employés par les cours respectives à la conclusion du même Traité. Cet honneur fait une partie de la récompense du négociateur qui a su obtenir de bonnes conditions, mais il tourne à sa honte, s'il s'est laissé entraîner à en accorder, qui peuvent être funestes pour le maître qu'il sert. Ce n'est point, au reste, dans l'ordre où il est nommé, le rang du ministre qui règle la prééminence, mais le rang du souverain dont il est plénipotentiaire. Lorsque les puissances contractantes sont d'un rang égal, il est à remarquer que chaque puissance se place la première dans l'exemplaire du Traité qu'elle garde. Cette règle a été long-temps contestée; mais l'usage, fondé sur la raison, a prévalu. En effet, dès qu'une puissance a obtenu le rang & le titre de roi ou monarque, & qu'elle est reconnue en cette qualité par les autres, on ne voit pas pourquoi elle ne jouiroit point des honneurs & prérogatives, qui en sont une suite, ni les raisons sur lesquelles se fonde la prééminence que quelques couronnes exigent. C'est aussi le sentiment du célèbre Wiquet, (b) qui s'en explique ainsi : « Et de fait cela s'observe aujourd'hui » entre les souverains qui sont d'une dignité égale : de sorte que cela ne » reçoit point d'exception à l'égard des têtes couronnées, qui en usent toujours entr'elles dans cette égalité, mais non à l'égard des républiques, » que les rois considèrent comme leurs inférieures, quelques honneurs qu'ils » leur fassent d'ailleurs. Les Provinces-Unies se sont mises en possession » de cette égalité avec les rois du Nord, & elles en sont convenues avec » les électeurs. »

Tout Traité doit être divisé par articles. Cette division est très-essentielle; elle sert à prévenir la confusion, à mettre de l'ordre dans les matières, & à faire trouver sans peine chaque objet à sa place. On a dit si souvent

(a) On en voit un bel échantillon à la tête du Traité que Henri IV, roi de France, conclut en l'année 1604 avec le sultan Achmet, & qui commence ainsi : *Moi qui suis, par les infinies grâces du juste, grand & tout-puissant créateur, & par l'abondance des miracles du chef de ses prophètes, empereur des victorieux empereurs, distributeur des couronnes aux plus grands princes de la terre, serviteur des deux très-sacrées & très-augustes villes Meque & Médine, protecteur & gouverneur de la sainte Jérusalem, seigneur de l'Europe, Asie & Afrique, conquis avec notre victorieuse épée & épouvantable lance, &c. &c. &c.* Il suit encore une page de titres semblables; mais on est ennuyé de copier de pareilles sottises.

(b) Dans son ambassadeur, liv. II, sect. 12.

que le style en doit être clair, précis & sans ornemens recherchés, qu'on ne veut rien ajouter ici à cette règle générale. Autrefois la plupart des Traités étoient écrits en latin; mais aujourd'hui que beaucoup de princes & de ministres ne possèdent pas cette langue, au point de pouvoir faire dépendre les grands intérêts des nations d'une phrase, dont ils ignorent souvent la juste valeur, le françois est devenu la langue des cours & des affaires. Au reste, les ambassadeurs ou ministres, qui président à la confection d'un pareil Traité, doivent faire attention que tous les points essentiels, qu'il importe à leurs maîtres respectifs de faire exprimer distinctement, ne soient point compris ou étouffés, sous des expressions vagues & trop générales, que chaque condition y soit spécifiée sans équivoque, & que le texte ne soit point chargé de réflexions & de gloses inutiles, pour ôter, autant qu'il est possible, aux parties contractantes les moyens de faire des explications conformes aux intérêts de chacun.

Autant qu'il y a de parties contractantes, autant de fois le traité doit-il être copié & mis au net. On l'écrit, ordinairement, sur du velin ou parchemin, qui est plus durable que le papier. Le copiste doit l'écrire d'un beau caractère, bien lisible, & dont les traits distingués ne donnent point lieu à l'équivoque. On joint les feuilles ensemble par des cordons de soie, dont les bouts s'attachent par les cachets à côté des signatures, pour prévenir qu'on ne puisse y insérer de fausses feuilles.

Les ministres des puissances contractantes commencent par signer le Traité de leurs noms de baptême & de famille, & y apposent les cachets de leurs armes, en vertu des pleins-pouvoirs dont ils doivent être munis particulièrement à cet effet par leurs maîtres. L'ordre des signatures suit exactement le rang ou l'ordre qu'on a observé dans l'introduction; & lorsque tous les exemplaires sont ainsi signés & munis des cachets des plénipotentiaires, que l'on a fait l'échange des exemplaires, & que chaque ministre a pris celui qu'il doit remettre à son maître, on peut dire que le Traité est conclu. Cependant il n'oblige, à la rigueur de la loi, les parties contractantes à l'exécution des articles qui y sont stipulés, qu'après que les ratifications lui ont donné toute la force de contrat. Ces ratifications sont des actes par lesquels les souverains approuvent solennellement, en vertu de leurs signatures & du scellé de leurs armes, l'accord ou Traité que les plénipotentiaires ont fait en leur nom. Les auteurs qui ont écrit du droit des gens agitent la question : si, en effet, un Traité est obligatoire avant qu'il ait été confirmé par la ratification, ou non? Il me semble que cette question se décide d'elle-même, & que la ratification seroit absolument superflue, si le traité pouvoit obliger sans elle. Les plénipotentiaires, d'ailleurs, peuvent avoir été engagés par la crainte, par la violence, par la corruption, ou par un manque de prudence à outre-passer leurs ordres, & à s'engager dans des conditions que leurs maîtres ne sauroient confirmer. Il y a mille exemples de Traités qui n'ont pas été ratifiés en entier

ou en partie. La cour de Vienne, par exemple, auroit pu & dû se dispenser absolument de donner sa ratification au Traité funeste que les marchaux de Walles & de Neuperg signèrent au mois de septembre de l'année 1730 dans le camp des Turcs sous Belgrade, au grand étonnement de toute la chrétienté. C'est pourquoi l'on fixe ordinairement dans le Traité un terme assez court, au bout duquel les ministres s'engagent de procurer cette ratification de leurs cours respectives; & comme il est rare que les intérêts puissent changer en un si petit espace de temps, le Traité ne laisse pas d'être censé subsister dès sa signature. Il arrive aussi quelquefois que l'exécution du Traité presse extraordinairement, qu'on est menacé d'un danger éminent, & qu'il y a *periculum in mora*. En ce cas, les parties peuvent agir sans attendre la ratification, mais il faut en faire un article qui exprime cette circonstance dans le Traité même.

Comme la plupart des Traités sont rendus publics, & qu'il y a plusieurs choses, dont les souverains conviennent entr'eux, qui ne peuvent être d'abord exposées aux yeux de toute l'Europe, on les renferme dans des articles séparés, que l'on ajoute à la suite du Traité, & qu'on revêt de la même authenticité, en y insérant la formule, *les présens articles séparés auront la même force, que s'ils étoient insérés mot à mot dans le Traité*. Souvent on les communique aux autres puissances quelque temps après. Si les contractans conviennent sur quelque objet qu'il leur importe de laisser ignorer à l'Europe entière, ou qui soit de nature à devoir être enseveli sous un mystère éternel, on fait alors des articles secrets que l'on écrit sur des feuilles séparées, & dont on tâche, par toutes les précautions possibles, de dérober la connoissance aux autres cours, aux ministres & au public.

Après avoir conclu un Traité d'alliance, on reconnoît quelquefois qu'il seroit avantageux pour les contractans d'y attirer encore telle ou telle autre puissance, & que cette puissance peut même avoir un intérêt naturel à s'y engager. En ce cas, on convient, par un des articles du Traité même, qu'on invitera la puissance que les contractans ont en vue, & qu'ils nomment, d'accéder au présent Traité, & l'on fait les démarches nécessaires pour lui en faire agréer la proposition. Souvent aussi on comprend, purement & simplement, dans le Traité, un prince ou une république, dont la conservation nous intéresse, qui est foible, qui court risque d'être opprimé par une force majeure, & qui sollicite notre assistance.

l'an 1600 jusqu'à la paix de Nimegue; & nous continuerons cet abrégé important jusqu'à nos jours.

Le Traité de Vervins en 1598 sembloit annoncer que la chrétienté alloit jouir de quelque repos. Mais il ne tarda pas à être troublé par divers accidens survenus, peu après la paix faite entre la France & l'Espagne. Charles-Emmanuel, duc de Savoie, avoit désiré d'y être compris; mais il ne voulut point, qu'on y réglât le différent qu'il avoit avec Henri IV pour le marquisat de Saluces. On s'en remit de part & d'autre au pape qui le devoit régler dans un an, comme arbitre. Le duc, qui avoit usurpé le marquisat pendant les désordres de la ligue, & qui n'en pouvoit pas espérer une décision favorable, se brouilla si bien avec le pape, que celui-ci ne se voulut plus mêler de l'affaire. Le duc, qui avoit de l'esprit, & qui savoit que le roi avoit bien autant de générosité, l'alla trouver à Fontainebleau, & lui fit plusieurs propositions qui n'auroient pas été rejetées par un prince moins éclairé que Henri IV, & moins attaché à un intérêt qui en cette conjoncture étoit inséparable de sa véritable gloire. Il déclara au duc que toutes les ouvertures qu'on lui pourroit faire avant la restitution du marquisat, seroient inutiles, & cette fermeté obligea le duc à faire le Traité de Paris du 27 février 1600, par lequel il promettoit de restituer le marquisat ou de donner au roi la Bresse, avec quelques autres pays voisins de la Bourgogne. Le duc étant de retour en Savoie, se repentit d'avoir fait ce Traité, & refusa de l'exécuter, de sorte que le roi, pour l'y contraindre, y employa les armes, & ayant conquis en fort peu de jours tout ce que le duc possédoit de deçà les Alpes, il obtint enfin la Bresse avec le bailliage de Gex, Viromay, &c. par le Traité qui se fit à Lyon, le 17 janvier 1601.

Après cela, on ne parloit point d'autre guerre que de celle des Pays-Bas. Le roi Henri IV, qui vouloit qu'on crût que toutes ses pensées alloient à la paix, & se lassant de fournir aux Provinces-Unies les subsides considérables, dont il les aidait à soutenir la guerre contre l'Espagne, pendant que toute sa passion étoit d'accumuler des trésors pour un dessein secret, fit presser les Etats d'écouter les ouvertures de paix que l'archiduc Albert leur faisoit faire. Mais comme les Espagnols y vouloient faire entrer des conditions assez dures, telles que l'exercice de la religion catholique romaine & la défense du commerce des Indes, on ne parla plus de la paix, mais on fit consentir les parties à une trêve de douze ans, qui fut conclue à Anvers, le 3 avril 1609.

Avant la fin de cette négociation, le roi de France voulut bien faire un Traité d'alliance défensive avec les mêmes provinces le 23 janvier 1608, & à son exemple Jacques, roi de la Grande-Bretagne, en fit un avec elles le 26 juin de la même année 1608. Après que l'archiduc eut traité avec ces Provinces, comme avec un Etat libre, sur lequel le roi d'Espagne n'

lui ne prétendoient rien, la France & l'Angleterre firent un autre Traité plus particulier avec elles à la Haye, le 27 juillet 1609.

Le roi Henri IV ayant été tué au mois de mai 1610, tous les grands desseins s'évanouirent, & la France ne songea plus qu'à se mettre bien avec l'Espagne, & à s'y maintenir, de sorte que depuis l'an 1598 il ne se fit point de Traité entre ces deux couronnes jusqu'à la paix de Munster, dont il sera parlé ci-après. Seulement le 13 novembre de la même année 1610, il se fit à Paris un Traité de neutralité entre la Franche-Comté d'un côté, & la vicomté d'Auxonne, avec le pays de Bassigny de l'autre. Et le 27 septembre 1614, on signa à Madrid un Traité touchant un différent, que les deux couronnes avoient pour les frontieres de la Haute & de la Basse Navarre; où les Espagnols y eurent tout l'avantage, profitant de la foiblesse du gouvernement de France, sous la reine Marie de Médicis, & ensuite sous le ministère du duc de Luines.

Pendant que la treve se négocioit en Hollande, & avant qu'elle fût conclue, on apperçut des semences d'une nouvelle guerre en Allemagne. Le duc de Cleves étant décédé sans enfans, laissa une succession fort considérable, mais aussi fort contestée entre un si grand nombre d'héritiers & de prétendans, qu'il ne falloit point douter que la voie des armes ne fût la seule qui pût décider les droits des uns, & régler les prétentions des autres. L'électeur de Brandebourg & le duc de Neubourg étoient les héritiers les plus proches. L'électeur de Saxe, le marquis de Burgaw, de la maison d'Autriche, y prétendoient aussi, & l'empereur en vouloit disposer comme de fiefs dévolus à l'Empire, faute d'hoirs mâles. Il y envoya l'archiduc Léopold, afin qu'il en prit possession, comme commissaire-impérial. La France ne pouvoit pas souffrir que la maison d'Autriche joignît à sa puissance des provinces qui pouvoient servir de ligne de communication entre les Pays-Bas & l'Allemagne : c'est pourquoi Henri IV croyoit se devoir opposer à cet établissement, & ce fut en partie ou la cause, ou le prétexte des préparatifs qu'il fit pendant quelques années avant sa mort. Il s'étoit assez ouvertement déclaré pour les deux princes de Brandebourg & de Neubourg, qui étoient tous deux protestans, & qui dès le 31 mai 1609, avoient fait le traité de Dortmund, & le 14 juillet de la même année celui de Donsbourg pour leurs intérêts communs, & encore un troisième à Hal en Suabe, le 27 janvier 1610. La France, qui s'y trouvoit intéressée, ainsi que je viens de dire, l'Angleterre & les Provinces-Unies, qui craignoient que l'intérêt n'altérât l'amitié de ces princes, leur firent faire le Traité de Santen le 12 novembre 1614 : mais ce Traité ne fut point exécuté, nonobstant les devoirs des deux couronnes & des Etats. Au contraire ces deux princes étant depuis entrés dans des intérêts différens & opposés, & même en des guerres déclarées, on a eu de la peine à faire cesser de temps en temps leurs hostilités par des Traités qui furent

faits à Dusseldorf le 11 mai 1624, le 9 mars 1629 & le 8 avril 1647, pour le partage de la succession, en attendant que leur différent fût réglé. Le 11 octobre 1651, il en fut fait encore un à Essen, où il se fit le 9 septembre 1666 un Traité, qui convertit tous les Traités provisionnels en un partage effectif, à dessein de cimenter une amitié indissoluble entre les deux princes, si pourtant on le peut espérer de deux parens qui, prétendant tous deux toute la succession, sont contraints de se contenter de la moitié. Le 15 février 1645, les Etats de Juliers, de Cleves, &c. firent un Traité entr'eux à Cologne.

L'alliance que le duc de Neubourg prit dans la maison de Bavière, dont il faisoit une branche, faisant juger qu'il chercheroit son appui dans le parti catholique, comme il en avoit embrassé la religion, l'électeur rechercha d'autant plus fortement l'amitié des princes protestans, & entr'autres celle des Provinces-Unies, avec lesquelles il avoit fait un Traité le 25 avril de l'an 1605. Le 23 décembre 1618 se fit encore un Traité à la Haye, pour la succession de Juliers entre les Etats-généraux & quelques princes protestans, qui s'étoient assemblés à Hailbron. Après que le duc de Neubourg se fut déclaré ouvertement, l'électeur en fit autant de son côté, se fortifiant par le moyen des Traités qu'il fit avec les Etats, comme en l'an 1616 pour le prêt de cent mille écus qu'on lui fit avancer sous le nom d'un nommé Hoefyser. Après cela se fit le Traité de la Haye du 23 octobre 1624; celui du 31 juillet 1629 pour le remboursement de la somme de cent mille écus, avec les intérêts & les intérêts des intérêts; un autre du 2 avril 1632, & encore un du 4 septembre 1636 pour la même dette. Le 27 juillet 1655 se fit à la Haye un Traité d'alliance, & depuis encore un autre au mois de décembre 1665. Le Traité de Cleves se fit le 16 février 1666, avec l'article séparé pour le péage de Guennep, & un Traité particulier pour une alliance plus étroite. Le 6 janvier 1667, il s'en fit encore un à la Haye, à l'occasion de la guerre dont la France menaçoit les Pays-Bas. Le 6 mai 1672, pendant que les armées de France marchoient déjà pour attaquer les Provinces-Unies, elles firent un Traité d'alliance à Berlin pour la levée & la subsistance d'une armée de vingt mille hommes, dont l'électeur devoit secourir les Etats, qui avoient deux puissans ennemis sur les bras, les rois de France & d'Angleterre.

Les princes d'Allemagne, les catholiques Romains d'un côté, & les protestans de l'autre, vivoient en des défiances continuelles & incurables. Dès avant la paix de Vervins il y avoit eu un schisme dans le chapitre de Strasbourg, où les uns avoient élu Charles, cardinal de Lorraine, & les autres, Jean-George, marquis de Brandebourg, qui en vinrent aux armes, jusqu'à ce qu'on fit pour cela un traité provisionnel à Haguenau, le 22 novembre 1604, lequel fut confirmé par un autre Traité au même lieu le 22 février 1620. Il y avoit long-temps que les protestans se plaignoient des jugemens, que la chambre de Spire & le conseil aulique ren-

doient en haine de la religion, des usurpations que les catholiques faisoient au préjudice du Traité de Passau, mais principalement de la proscription de la ville de Donawert que le duc de Bavière exécutoit avec cruauté plutôt qu'avec rigueur. Ils s'en étoient plaints fort souvent, mais inutilement, de sorte que craignant que la maison d'Autriche & le parti catholique ne voulussent profiter de la succession de Juliers, & sur-tout prenant ombrage de la part que l'Espagne se donnoit à la direction des affaires de l'empire, comme elle n'avoit déjà que trop d'autorité dans le conseil de Vienne, ils s'assemblerent à Hal en Suabe, où ils firent le 17 janvier 1610 cette union, qui a tant fait parler d'elle au commencement des premières guerres d'Allemagne, & des mouvemens de Bohême. Elle fut suivie d'un Traité que les mêmes princes firent au même lieu avec les Provinces-unies, l'onzième février de la même année, qui fut confirmé par le roi de France à Paris le 23 suivant; par celui de Hailbron du 20 septembre; par un autre que quelques électeurs firent avec les Provinces-unies le 23 décembre de la même année, & ensuite par un Traité, qui fut fait à la Haye le 16 mai 1613.

Les princes catholiques opposerent à cette union la ligue qu'ils firent à Mulhausen. On peut dire que c'est elle qui a sauvé l'empereur, & qui a conservé la dignité impériale à la maison d'Autriche. Dès l'an 1606, l'Espagne avoit fait un Traité secret avec les archiducs Mathias-Maximilien & Ferdinand, par lequel ils étoient convenus, qu'ils tâcheroient de porter à l'empire celui d'entr'eux qui seroit le plus âgé des princes de la maison : à quoi le roi d'Espagne consentit, à condition que faute d'hoirs mâles il succéderoit aux royaumes d'Hongrie & de Bohême. Ce traité fut depuis renouvelé & étendu à Prague le 6 juin 1617, où Ferdinand consentit que, faute de mâles, l'Espagne succéderoit à tous les pays héréditaires; & par ce moyen ils rendirent leurs intérêts communs.

L'archiduc Ferdinand avoit pour son apanage avec la Stirie, la Carinthie, la Carniole & le Frioul, au moins la partie de cette province, qui appartient à la maison d'Autriche, & à cause de cela il avoit un assez fâcheux démêlé avec la république de Venise. Il protégeoit les Uscoques, qui ne faisoient pas seulement plusieurs déprédations dans le golfe, mais encore plusieurs courses sur les Turcs; ceux-ci en faisoient une affaire aux Vénitiens, garants de la sûreté de la mer Adriatique. L'empereur accommoda ce différent par un Traité qui se fit à Vienne en l'an 1612; mais Ferdinand négligeant de l'exécuter, on prit les armes de part & d'autre, & la guerre, qui ne se faisoit d'abord qu'en Frioul & en Dalmatie, se communiqua au reste de l'Italie, à l'occasion du différent que le duc de Savoie avoit avec celui de Mantoue.

Le duc de Savoie avoit des prétentions sur le Montferrat, & en mariant sa fille à François, duc de Mantoue, il souffrit qu'il n'en fut point parlé : mais François étant décédé en l'an 1612, ne laissant qu'une seule fille,

fort jeune, & le cardinal de Mantoue ayant succédé au duché, le duc de Savoie fit revivre ses vieilles prétentions. Il se fit renvoyer sa fille veuve du défunt, & vouloir qu'on lui mit entre les mains la jeune princesse, sa petite-fille, laquelle il considéroit comme héritière du Montferrat. Le duc de Mantoue s'y opposa, & se déclara tuteur de sa niece, qui n'avoit que trois ans. Il la refusa même à don Jean de Mendosse, marquis d'Inoyose, gouverneur de Milan, qui la lui demandoit de la part du roi d'Espagne. Le duc de Savoie entra en armes dans le Montferrat dès le mois d'avril 1613, & offensa par-là également le roi d'Espagne, qui prétendoit être, sinon juge, du moins arbitre des différens de tous les princes d'Italie, & la reine régente de France, qui vouloir protéger le duc de Mantoue, son neveu. Les Traités qui avoient été faits à Cateau-Cambresis en l'an 1559, & à Vervins en l'an 1598, portoient expressément, que pas un des deux rois ne pourroit attaquer les Etats du duc de Mantoue ni permettre, que le duc de Savoie poursuivît ses prétentions contre le Montferrat. Tellement que le gouverneur de Milan, craignant que les François ne se servissent de cette occasion pour faire passer des troupes en Italie, obligea le duc de Savoie à acquiescer aux desirs du roi d'Espagne : mais d'autant que le Traité signé pour cela avoit été fait sans la participation du duc de Mantoue, que les Espagnols y avoient obligé à des conditions, que son honneur & son intérêt l'empêchoient d'accomplir, on en vint à une seconde rupture, qui dura jusqu'au Traité d'Ast, qui fut conclu au mois de juin 1615.

Quelques mois après, la république de Venise entra en rupture avec l'archiduc Ferdinand sur le sujet des Uscoques, ainsi que je viens de marquer. Pour divertir les forces de Ferdinand, que l'Espagne alloit secourir, elle résolut de faire donner de l'occupation au gouverneur de Milan, qui étoit celui qui la pouvoit incommoder le plus. Pour cet effet, elle traita avec le duc de Savoie, qui se plaignoit de l'inexécution du Traité d'Ast, dont il accusoit ces Espagnols : de sorte que se voyant assuré de subides fort considérables de la part des Vénitiens, il refusa d'écouter les propositions d'accommodement que le pape & la France lui faisoient faire. Le conseil de Paris n'avoit pas grande envie d'engager le roi dans la guerre d'Italie. Elle n'étoit pas non plus l'inclination du premier ministre de la cour de Madrid, & les armes espagnoles ne faisant pas grand progrès en Piedmont, non plus que celles des Vénitiens dans le Frioul, on consentit facilement à une négociation, qui produisit en l'an 1617 le Traité de Madrid. Mais d'autant que le roi d'Espagne y parloit en maître & arbitre, l'ambassadeur de Venise ne le voulut pas accepter : & le pape n'ayant pas voulu s'en mêler aux conditions, dont le duc de Savoie fit accompagner la soumission, l'affaire fut enfin portée à Paris, où le Traité fut conclu le 6 septembre 1617. La cour de Madrid le confirma vers la fin du même mois ; & au mois d'octobre de la même année il se fit un Traité entre le duc de Savoie & le gouverneur de Milan à Pavie, pour l'exécution du Traité de Paris.

Le duc de Savoie ne sortit pas si-tôt de cette guerre, qu'il entra en de nouvelles intrigues avec ceux qui travailloient à faire soulever la Bohême & les provinces héréditaires de Ferdinand. La république de Venise avoit les mêmes intérêts & les mêmes intentions, & ce fut en cette vue qu'elle s'allia avec les Provinces-Unies, par le Traité qui se fit à la Haye le 31 décembre 1613, confirmé par un autre, qui se fit au même lieu le 18 avril 1620.

Avant que de parler des mouvemens de Bohême qui ont été cause d'une très-funeste guerre, laquelle a produit quantité de Traités, il est nécessaire de parler de ceux des Grisons, que quelques-uns considèrent comme la source des désordres qui ont troublé l'Europe, pendant plus de soixante ans. Les différens que le duc de Savoie eut avec la république de Gènes, pour le marquisat de Zuccarelle, & le duc de Modene avec la république de Lugues, pour la Garfagnana, ne méritent pas qu'on s'y arrête, parce que les petites guerres qu'on fit pour cela, commencerent & finirent presque en même temps. Le roi Henri IV, en renouvelant en l'an 1602 l'alliance avec les cantons Suisses & avec les Liges Grises, s'étoit réservé le passage de la Valteline pour lui & pour ses amis. La Valteline est une vallée, qui s'étend depuis le lac de Côme & le duché de Milan, dont elle faisoit autrefois partie jusqu'au Tirol : de sorte que ce passage, qui est de vingt-deux lieues, est très-commode pour la communication des Etats, que la maison d'Autriche possède en Allemagne avec ceux que le roi d'Espagne occupe en Italie. Les Valtelins sont sujets des Liges Grises, mais le duc de Féria, gouverneur de Milan, sous prétexte de maintenir la religion catholique Romaine dans la Valteline, & de protéger les habitans contre les Grisons, leurs souverains, se saisit de toute la vallée, & contraignit même les Liges de faire avec lui le Traité de Coire du 19 mars 1617, & ensuite un autre du 15 octobre 1619; l'un & l'autre très-préjudiciables à la France. Le roi Louis XIII, se voyant dépossédé d'un avantage, que le roi son pere lui avoit acquis, en considérant de l'autre côté, que cette usurpation achevoit d'établir la puissance prédominante des Espagnols en Italie, s'en plaignit au pape, & envoya M. de Bassompierre en Espagne avec ordre de faire réparer l'attentat. Bassompierre arriva à Madrid peu de jours avant la mort de Philippe III, mais il ne laissa pas d'entamer & de continuer sa négociation; & bien qu'il n'eut point de pouvoir pour faire un Traité, il ne laissa pas de conclure celui de Madrid le 25 avril 1621. Ce Traité régloit en quelque façon l'affaire de la Valteline, il y conservoit la religion catholique Romaine, & la souveraineté aux Grisons : mais les Espagnols, qui avoient apporté une grande facilité à la conclusion du Traité, firent naître mille difficultés sur l'exécution. Le duc de Féria, au lieu de suivre les ordres qu'on lui envoya de Madrid, fit venir les députés des Grisons à Milan, & les obligea, au mois de janvier 1622, à faire un Traité par lequel ils renonçoient à la souveraineté de la Valteline, & au

mois de septembre de la même année, l'archiduc Léopold leur fit signer un autre Traité à Lindau, par lequel les Grisons lui céderent la Ligue des droitures, avec la seigneurie de Mayensfeld.

Le 3 mai 1622, il se fit un autre Traité à Madrid, mais celui qui l'avoit conclu sans ordre, fut désavoué en France, parce qu'on y accordoit le passage de la Valteline à tous les princes & États catholiques indistinctement. Le refus que les Espagnols firent d'exécuter le premier Traité, obligea le roi à faire en 1623 un Traité avec la république de Venise, & le duc de Savoie. On craignoit également à Rome & à Madrid, que dans cette disposition d'humeurs, les deux couronnes n'entraissent en rupture; c'est pourquoi les Espagnols firent agir le pape, qui engagea en l'an 1624 le commandeur de Sillery, ambassadeur de France à Rome, dans un projet de Traité, qui fut désavoué en France, parce que l'ambassadeur y faisoit un préjudice irréparable à la souveraineté des Grisons, & qu'il n'avoit ni ordre ni pouvoir de traiter: de sorte que pour témoigner publiquement le peu de satisfaction que l'on avoit de sa conduite, on le révoqua. Ce fut pour la même affaire qu'Urbain VIII, envoya le cardinal Barberin en France, où il ne fit rien. Le cardinal de Richelieu, qui avoit été fait premier ministre en ce temps-là, jugeoit que l'honneur du roi n'y étoit pas moins engagé que l'intérêt des Ligues, & s'emporta fort contre du Fargis, ambassadeur de France en Espagne, qui d'un entretien familier, qu'il avoit eu avec le comte duc d'Olivarès, étoit entré dans une négociation formelle. Toutefois comme le parti des religionnaires étoit encore fort considérable dans le royaume, on ne jugea pas à propos de rompre avec l'Espagne, ni de désavouer le Traité; mais on donna ordre à du Fargis d'en faire réformer quelques articles dont, après plusieurs contestations, on fit enfin un Traité formel, qui fut signé à Mouçon le 5 mars 1626. Au moins il fut daté de ce jour là, parce qu'on ne voulut pas que le cardinal Barberin, qui arriva en Espagne lorsqu'on fut sur le point de le conclure, y eut part. Ce Traité se fit sans la participation du prince de Savoie, qui étoit en France en ce temps-là, & on n'en dit rien à l'ambassadeur de Venise; si bien que la république & le duc s'en trouverent fort offensés. Le roi tâcha de justifier son procédé par les ambassades extraordinaires qu'il envoya à Venise & à Turin: mais d'autant que les Grisons même rejeterent le Traité qui avoit été fait sans eux, parce qu'on ne les y traitoit pas fort en souverains, & que d'ailleurs il ne fut pas fort ponctuellement exécuté de part ni d'autre, le roi de France, étant au siège de la Rochelle, en l'an 1629, fit une déclaration, qui devoit servir d'éclaircissement à plusieurs articles du Traité de Mouçon. Les Impériaux disoient que ce n'étoit pas à la France à expliquer seul un Traité, qui avoit été fait pour des intérêts communs, & portèrent leurs armes, qu'ils tenoient prêtes en Allemagne, dans la Valteline, dont ils se rendirent les maîtres. Sur cela il fallut entrer dans de nouvelles négociations que l'électeur de

TRAITE PUBLIC.

ere fit réussir à Ratisbonne, où il se conclut le 13 d'octobre 1630; Traité entre l'empereur Ferdinand II & Louis XIII. Il portoit, que Grisons & la Valteline seroient rétablis dans leur premier état; mais Traité n'ayant pas été exécuté à l'égard du douzieme & du treizieme articles, qui parlent de la Valteline, il se fit deux Traités à Querasque Piedmont le 6 avril & 19 juin 1631, pour assurer l'exécution de celui de Ratisbonne, tant pour les affaires de Mantoue, que pour celles de la Valteline, d'où l'empereur retira ses armes, parce qu'il en avoit besoin contre le roi de Suede.

La suite de la guerre de Bohême les avoit attirées en Allemagne, où ceux qui avoient la principale direction des affaires de France, voulurent prendre part: mais sur des principes bien opposés à ceux sur lesquels le roi Henri IV avoit fait rouler ses maximes. Ils firent partir une ambassade solennelle, composée du duc d'Angoulême, du comte de Béthune, & de M. de Châteauneuf, qui au lieu d'entrer dans les intérêts des anciens amis de la France, firent faire le Traité d'Ulm, le 13 juillet 1620. Ce Traité portoit qu'aucun électeur ou prince de l'un ou de l'autre parti, n'indiroit dire, de l'union & de la ligue, ne pourroit attaquer directement ou indirectement, aucun électeur ou prince de France croyoient avoir fait un coup prétexte que ce fût. Les ministres de France procuroient, avec la d'Etat, & cependant ils donnerent au duc de Baviere le moyen de joindre ses troupes à celles de l'empereur en Bohême, & de lui procurer, avec la victoire de Prague, tous les avantages que le succès de cette bataille lui rent depuis en Allemagne. Le premier, que le succès de cette bataille lui donna, ce fut la réduction de la Hongrie, où Gabor Bethlehem s'étoit fait proclamer roi. Bethlehem s'étoit allié avec Frédéric, roi de Bohême, il prêta un Traité qui s'étoit fait à Presbourg, en l'an 1620: mais après la perte de cette bataille, & après la retraite précipitée du roi de Bohême, il fit l'oreille aux propositions d'accommodement que la cour de Vienne lui fit faire, & il demanda des passe-ports pour les députés, qu'il devoit envoyer aux conférences, où les ambassadeurs de France se trouveroient comme médiateurs. Ce n'étoit pas l'intention de l'empereur, qui se voyant au-dessus de ses affaires, ne considérant plus la France, fit continuer la négociation avec Bethlehem, & conclut enfin un Traité avec lui à Vienne le 5 mai 1624. Pendant que l'empereur & le duc de Baviere achevoient de réduire la Bohême & les provinces qui en dépendent, les Espagnols entrerent dans le Palatinat, dont ils se rendirent les maîtres en fort peu de temps, & épouvanterent par-là tellement les princes unis, qui n'étoient pas en état de s'y opposer, que pour ne se pas faire chasser de leurs pays, ils furent contraints de s'accommoder avec le marquis Spinola, qui y commandoit les armées d'Espagne. Le landgrave de Hesse fut le premier qui fit son Traité à Bingue le 5 avril 1621, & les autres princes de l'union, firent leur Traité avec le même marquis à Mayence, le 12 du même mois.

Jacques,

Jacques, roi de la Grande-Bretagne, n'avoit pas approuvé la résolution de son gendre, & jugeoit que celle, que la Bohême avoit prise de l'appeller à la couronne, étoit une révolte déclarée, mais il ne pouvoit pas souffrir néanmoins que l'empereur dépouillât le palatin de la dignité électorale, ni que les Espagnols & le duc de Bavière le dépouillassent de ses Etats héréditaires. Toutefois, comme la guerre n'étoit ni le talent, ni l'inclination du roi, il ne faisoit que négocier, & tâchoit d'obtenir son rétablissement par le moyen des ambassades qu'il envoyoit tantôt à l'empereur, tantôt aux dietes, & quelquefois à Madrid & à Bruxelles. L'infante lui envoyoit aussi ses ministres, accompagnés de ceux du roi d'Espagne, qui firent deux Traités à Londres, le 29 mars & le 14 avril 1623 : l'un pour la restitution du Palatinat, & l'autre pour la séquestration de la ville de Frankendal. Les Espagnols, qui connoissoient le roi Jacques, & qui ne le craignoient point, le négligeoient; & la France avec les Provinces-Unies, à qui il importoit de s'opposer à toutes les prospérités, & à cette monstrueuse grandeur de la maison d'Autriche, n'attendoient rien de vigoureux de lui. Mais comme ils en étoient extrêmement jaloux, & que d'ailleurs plusieurs autres potentats en prenoient ombrage, la France & les Provinces-Unies prirent des liaisons plus étroites entre eux, dont il sera parlé ci-après, & le 8 août 1624 se fit un Traité à Paris, pour le recouvrement du Palatinat & de la Valteline, entre la France, l'Angleterre, la Suede, le Danemarck, Venise, les Provinces-Unies & le duc de Savoie.

Dès l'an 1621, les ministres d'Angleterre, de Danemarck, de Suede, des Provinces-Unies, de l'électeur de Brandebourg, des ducs de Brunswick, Lunebourg, Holstein, Poméranie, & des Etats du cercle de la Basse-Saxe, avoient fait le Traité de Ségueberg, au pays de Holstein, ensuite d'un autre Traité, que les Etats des Provinces-Unies avoient fait faire à Londres le 15 juin 1624, pour les intérêts de l'électeur palatin. Le Traité particulier qui se fit à la Haye le premier jour d'août de l'année suivante 1625, avec le roi Charles, n'avoit qu'un même objet, aussi-bien que celui qui se fit à Tichfield, le 25 du même mois. Le 9 décembre de la même année se fit encore un autre Traité à la Haye sur le même sujet, & on y fit entrer le roi de Danemarck. Ce fut ensuite de ce Traité que celui-ci déclara la guerre à l'empereur; mais ses bonnes intentions furent si mal suivies, & ses armes furent accompagnées de si peu de fortune, que pour sortir de toutes ses disgraces, il s'accommoda avec Ferdinand II, par le Traité qui se fit à Lubec, le 22 mai 1629. Dès le 25 mars 1625, il avoit fait le Traité de Lawembourg avec les archevêques de Magdebourg & de Brême, avec le duc de Holstein, pour la conservation de la Basse-Saxe. Mais ce fut ce Traité qui y attira l'armée de Tilly, & qui fut cause de la proscription des ducs de Mecklenbourg, dont le duché fut donné au duc de Friland.

Le mauvais succès de l'entreprise du roi de Danemarck faisant craindre
Tome XXIX. H h

à la France, que les anciens alliés qu'elle avoit dans l'Empire, ne fussent opprimés par la puissance de la maison d'Autriche, elle avoit fait travailler à l'accommodement entre les rois de Pologne & de Suede, qui fut fait à Warsovie le 8 octobre 1629, afin de donner au grand Gustave-Adolphe le moyen & le loisir de s'appliquer aux affaires d'Allemagne. L'empereur avoit poussé ses conquêtes jusques sur le bord de la mer Baltique. Il avoit pris tout le Mecklenbourg sur ses princes, & en toute la Poméranie il n'y avoit que la ville de Stralsund, qui refusa de recevoir garnison impériale. Cette ville s'étoit mise sous la protection du roi de Suede, par un Traité fait dès le 23 janvier 1628, de sorte que lorsque le général Arnhem l'assiégea, elle fit une si vigoureuse défense, qu'elle donna au roi le loisir de se dégager de la guerre de Pologne, & de passer en Allemagne. Ce fut par le Traité qui se fit à Tiégenhof le 28 février 1630; & en la même année il commença à traiter avec la France, qui y employa Hercules, baron de Charnacé, avec lequel il conclut le 23 janvier de l'année suivante, le Traité de Berwalde, pour cinq ans. Le 12 août de la même année 1631, le même roi fit un Traité d'alliance avec Guillaume, landgrave de Hesse, & ensuite avec l'électeur de Saxe, & avec quelques autres princes protestans, à qui l'empereur opposa une alliance, qu'il fit avec quelques princes catholiques à Vienne, le 14 février 1632. Gustave-Adolphe ayant été tué à la bataille de Lutzen le 16 novembre de la même année, l'alliance entre la France & la Suede fut renouvelée avec la reine Christine, par le Traité qui se fit à Hailbron le 13 avril 1633; & cette alliance devoit durer jusques à la paix. Le 17 septembre 1634, il se fit encore un autre Traité à Francfort, avec le chancelier Oxenstirn, directeur-général des affaires & des armes de Suede en Allemagne, & avec les autres confédérés dont les députés étoient assemblés en ce lieu-là. Ce Traité fut depuis confirmé & étendu par un autre, qui fut fait à Paris le premier jour de novembre de la même année. Le chancelier, passant après cela par la France, fit encore un autre Traité à Compiègne le 28 avril 1635. Les plénipotentiaires des deux couronnes firent, le 20 mars 1636, un autre Traité à Wismar; mais ce Traité n'ayant pas été ratifié en Suede, & l'empereur Ferdinand II, contre lequel les alliés avoient pris les armes étant décédé, il fut jugé nécessaire de renouveler les alliances par un Traité que d'Avaux & Salvius, ambassadeurs de France & de Suede, firent à Hambourg le 6 mars 1638. Ce Traité, qui ne se fit que pour trois ans, devoit expirer le 15 mars 1641. Le 30 janvier de la même année 1641, il se fit un autre Traité entre les mêmes ministres, & au même lieu, qui devoit durer jusques à la paix.

Le Traité préliminaire pour la paix générale, fut enfin conclu à Hambourg le 25 décembre de la même année 1641. L'empereur d'un côté, & la France avec ses alliés de l'autre, y demeurèrent d'accord du temps & du lieu de l'assemblée, comme aussi des passe-ports de leurs ministres. Depuis

ce temps-là jusques à la conclusion de la paix de Westphalie, il ne se fit point de Traité entre les deux couronnes de France & de Suede. Le 14 mars 1647, il se fit bien un Traité à Ulm, avec l'électeur de Baviere, qui avoit aussi pouvoir de l'électeur de Cologne, où on comprit aussi le landgrave de Hesse, mais il fut aussitôt rompu que conclu, & faillit de mettre les deux couronnes en très-mauvaise intelligence. Depuis la paix d'Allemagne, la France a encore fait plusieurs Traités avec la Suede, & particulièrement depuis l'abdication de la reine Christine & le décès de Charles-Gustave; & entre autres celui de Fontainebleau du 22 septembre 1661, celui de Stockholm du 30 décembre 1662, touchant le commerce, & particulièrement celui que M. de Pomponne fit à Stockholm le 14 avril 1672.

Les congrès de Westphalie produisirent le Traité qui fut conclu à Munster le 30 janvier 1648 entre l'Espagne & les Provinces-Unies; celui qui fut signé au même lieu le 28 octobre de la même année entre l'empereur & le roi de France, un autre encore, entre l'empereur & le roi de France. Un autre entre l'empereur & la Suede à Osnabruck le 28 octobre 1648, & enfin celui de Nuremberg du 2 juillet 1650, pour l'exécution des Traités de Westphalie.

Avant que la France se déclarât contre la maison d'Autriche, le cardinal de Richelieu, qui vouloit susciter des ennemis à l'Espagne de tous côtés, entreprit de lui faire une puissante diversion par le moyen des Hollandois, qui étoient rentrés en guerre avec les Espagnols depuis l'expiration de la treve de douze ans. Pour cet effet, il se fit un Traité à Compiègne le 18 avril 1624, avec un article séparé du 18 juin de la même année. Le 12 avril de l'année suivante, il se fit un Traité particulier, touchant quelques vaisseaux qui devoient être employés sous le vice-amiral Hautain au siège de la Rochelle. Le 28 août 1627, il se fit bien un Traité à Paris, pour neuf ans; mais il ne fut point ratifié, & le 27 juin 1630, il se fit un Traité plus particulier à la Haye pour des subsides & pour une plus étroite alliance, qui fut confirmée & étendue par un autre Traité, que le baron de Charnacé fit à la Haye le 15 avril 1634, & devoit durer sept ans. Les Etats-généraux, qui croyoient alors qu'ils trouveroient plus d'avantage en la continuation de la guerre, si la France y entroit avec eux, obligerent le roi à la déclarer à l'Espagne, ensuite du Traité qui se fit à Paris le 8 février 1635, pour une alliance perpétuelle. Depuis ce temps-là il ne s'est presque point passé d'année jusques à la paix de Munster, où il n'y ait eu quelque Traité de fait entre la France & les Provinces-Unies : comme dès le 16 mars de la même année, pour le mot & l'ordre qui se donneroit dans l'armée : celui de la Haye du 6 septembre 1636 pour le secours de quinze cents mille livres : celui du même lieu du 17 décembre 1637, pour un subside de douze cents mille livres, & du 26 avril 1639, à St. Germain, pour des subsides : celui de Paris du 14 février 1641 pour des subsides : celui

de la Haye du 8 mars 1642 pour trente compagnies d'infanterie : celui de Paris du 30 mars 1643, renouvelé le 16 mai suivant : celui de la Haye du 29 février 1644 pour des subsides : celui de garantie du premier jour de mars de la même année : celui de Paris du 6 avril 1646 pour des subsides : le Traité de marine conclu à Paris le 18 avril 1646, qui a servi de modèle à tous les Traités de cette nature, qui ont été faits depuis ce temps-là : & enfin celui de garantie du 29 juillet 1647.

Les Provinces-Unies ayant, au commencement de l'année suivante, fait un Traité séparé avec l'Espagne à Munster le 30 janvier 1648, elles n'eurent pas grand commerce d'affaires avec la France depuis ce temps-là, mais bien un très-grand démêlé, à cause des déprédations continuelles, que les armateurs François faisoient en la mer Méditerranée, qui donnerent occasion à des représailles, & ensuite à une espece de Traité, qui se fit à la Haye avec M. de Thou, en l'an 1657. Le 20 mai 1659, il se fit encore un Traité à la Haye entre les ministres de France & d'Angleterre, & les députés des Etats, pour les affaires du Nord, qui ne fut point exécuté de la part de la France, & l'Angleterre ne l'exécuta que foiblement; tant pour d'autres considérations, que pour le changement qui y arriva au gouvernement, après la mort d'Olivier Cromwel. Le 27 avril 1662, se fit à Paris une nouvelle alliance entre la France & les Provinces-Unies, en vertu de laquelle le roi les secourut contre l'Angleterre & contre l'évêque de Munster. Pendant cette guerre d'Angleterre, il se fit encore un Traité le 5 mai 1667, qui étoit particulier pour la jonction des armées navales, qui ne se fit point, parce que les François employèrent la leur sur les côtes de Portugal.

Au plus fort de la guerre d'Allemagne, & presque au même temps que la France avoit traité avec le roi de Suede, on travailla à détacher l'électeur de Baviere des intérêts de la maison d'Autriche, & pour cet effet, on fit faire avec lui le Traité de Munich du 8 mai 1631. Le roi promettoit au Bavaois par ce Traité, de faire conserver la dignité électoral en sa personne & dans sa maison, & de ne point assister de ses armes ni de son argent, ceux qui lui voudroient faire la guerre. Il y avoit en ce Traité quelque chose de bien opposé à celui que la France venoit de conclure avec le roi de Suede, qui, considérant le duc de Baviere comme le chef de la ligue catholique, & comme celui qui avoit seul relevé les affaires de l'empereur, par les puissans secours qu'il lui avoit donnés de temps en temps, n'en fut point satisfait du tout; non plus que de celui que la Saludie fit à Ehrenbreistein, avec Philippe, archevêque & électeur de TREVES, le 9 avril 1632; parce que ce Traité portoit entre autres choses, que le roi de France employeroit les forces de son royaume pour chasser les troupes suédoises, qui se trouveroient dans l'archevêché. La France fit encore une alliance particuliere avec lui à Fontainebleau le 12 octobre 1661.

La France, pour fortifier son parti dans l'Empire, après le décès du

roi Gustave-Adolphe, fit le 13 avril 1633, un Traité à Hailbron, avec les princes & États des quatre cercles du Haut & du Bas Rhin, de Franconie & de Suabe. Le 17 septembre 1634, il s'en fit encore un, dont il a été parlé ci-dessus, aussi-bien que de celui qui fut fait à Paris le premier novembre suivant, pour la continuation de la guerre de l'Empire. L'empereur, de son côté, conclut le 30 mai 1635, le Traité de Prague avec l'électeur de Saxe, qui y stipula de certaines conditions pour lui & pour les autres princes protestans, qui y voudroient entrer. Le 21 octobre 1636, il se fit un Traité à Wésel, entre le marquis de St. Chaumont, ambassadeur de France, & Guillaume, landgrave de Hesse, ensuite d'un autre Traité qui avoit été fait à Minden le 12 juin précédent, mais qui n'avoit pas eu la perfection, pour n'avoir pas été ratifié, comme aussi ensuite de quelques conditions, dont on étoit convenu à la Haye le 13 septembre de la même année, pour la levée du siege d'Ehrenbreistein, ou Hermestein. Le landgrave y promet de lever le siege de cette forteresse, & de faire subsister sept mille hommes de pied & trois mille chevaux, pour le service de la cause commune, & le roi promet de lui faire payer tous les ans un subside de deux cents mille écus. Ce Traité devoit subsister jusques à la paix. Il fut renouvelé après le décès de ce prince avec Amélie de Hanau, sa veuve, régente de Hesse, par un Traité qui se fit à Dorsten le 22 octobre 1639, aux mêmes conditions que le précédent. Le 30 du même mois, la même princesse fit un Traité à Munden sur la Werre, avec les princes de Brunswick & de Lunebourg. Dès le 26 octobre 1635, il s'étoit fait un Traité à St. Germain-en-Laye, entre Ponica, ministre de Bernard, duc de Saxe Weimar, & les commissaires du roi, pour la levée & la subsistance de douze mille hommes de pied & de cinq mille chevaux, moyennant quatre millions de livres par an. Le 17 octobre 1637, le duc fit encore un Traité à Paris, mais ce ne fut que pour régler les arrérages qui lui étoient dûs. Ce prince étant décédé en l'an 1639, la France fit un Traité à Brisach avec les directeurs de l'armée du défunt, au mois d'octobre.

Après le duc de Baviere, il n'y eut point de prince qui témoignât plus de zele & plus d'affection pour les intérêts de la maison d'Autriche, que Charles duc de Lorraine. C'est pourquoi l'empereur fit faire de grandes instances, pendant qu'on négocioit les préliminaires à Hambourg, à ce qu'on accordât des passe-ports pour les députés, que le duc prétendoit envoyer à l'assemblée qui se devoit faire pour la paix générale : mais la France n'y voulut jamais consentir, à cause des Traités particuliers qu'il avoit faits avec le roi, sans l'intervention de l'empereur & du roi d'Espagne. En effet, dès le 6 Janvier 1632, le duc de Lorraine avoit fait le Traité de Vic, par lequel il renonçoit à toutes les alliances, & à tous les Traités qu'il avoit faits contre les intentions & contre les intérêts du roi. Mais d'autant que le duc n'y satisfit point, & qu'il obligeât le roi à por-

les armes en Lorraine, on ne lui voulut point restituer les places qui s'étoient été conquises sur lui, qu'il ne mit entre les mains du roi les villes de Stenay, Jametz & Clermont, qui y devoient demeurer quatre ans, & servir de caution à la parole qu'il donnoit, de ne se séparer jamais des intérêts de sa majesté. Le Traité se fit à Liverdun le 10 juin 1632. Ce Traité ne pouvant pas empêcher le duc de continuer ses intelligences avec la maison d'Autriche, tant en Espagne qu'en Allemagne, le roi, pour prévenir les Suédois, qui menaçoient la Lorraine, fut contraint d'entrer encore avec une puissante armée, en l'an 1633, & y assiégea Nancy, obligeant le duc à recevoir garnison françoise, par un Traité qui se fit au camp devant Nancy, le 6 septembre de la même année. On y ajouta quelques articles secrets, qui furent arrêtés à Charmes, le 20 du même mois. Le duc de Lorraine, au lieu d'exécuter ces Traités de bonne foi, se jeta ouvertement dans le parti de la maison d'Autriche, & se déclara contre la France. Il y demeura jusques en l'an 1641, qu'il vint en France, soit qu'il fût effectivement rebuté des adversités continuelles des armes de l'empereur & du roi d'Espagne, ou que son intention fût de se faire sa condition meilleure avec eux, & il y fit le Traité de Paris, le 10 mars de la même année 1641. Il cédoit par ce Traité les villes de Stenay, Jametz, Clermont & Dun, pour être annexés à la couronne de France à perpétuité, avec leurs appartenances & dépendances, & consentit que le roi mit garnison françoise dans Nancy jusques à la paix. Mais ce Traité fut aussitôt violé que conclu, & le duc retourna aussitôt à ses premières maximes & à ses véritables inclinations. Dès le 19 janvier 1634, il avoit cédé le duché de Lorraine au cardinal son frere; mais à dessein de se réserver la souveraineté & le revenu, comme en effet, en traitant avec la France en l'an 1641, il parle en duc & en souverain. Quelques années après il voulut renouer avec elle, & passer avec ses troupes au service du roi; mais les Espagnols le prévinrent, l'arrêterent à Bruxelles & l'envoyèrent prisonnier à la citadelle d'Anvers, d'où ils le conduisirent en Espagne. Il y demeura prisonnier jusques à la paix des Pyrénées, où il fut compris, mais d'une manière, qui l'obligea à faire un Traité particulier avec la France, qui fut conclu à Paris le dernier jour de février 1661, ensuite un autre le 6 février 1662, par lequel il cede la Lorraine à la France, moyennant que les princes de sa maison soient reconnus pour princes du sang de France, après ceux de la maison de Bourbon. Ce fut le ouvrage de M. de Lionne; mais ce ne fut pas celui qui lui fit mériter le surnom de M. de Saint-Evremond fait de lui comme du plus achevé politique de notre temps. Il ne le connoissoit pas si bien que d'autres le connoissent depuis l'an 1636. Par le Traité de Metz, qui fut fait le dernier jour d'août 1663, le roi remet le duc en la possession de la Lorraine, dans l'état qu'elle lui avoit été rendue par le Traité de 1661 : à la réserve de la ville de Marsal, pour laquelle il fut fait une convention par-

ticuliere par ce Traité. Les François ont accusé le duc de Lorraine de duplicité, même après ces deux derniers Traités, c'est pourquoi le roi le voulut faire arrêter, mais comme il vivoit en des défiances continuelles, il prit l'alarme au premier avis qu'il eut du mouvement des troupes de France, & se sauva, pour aller mourir dans l'exil, assez regretté de ses sujets, quoique son humeur inquiète & son imprudence les eussent réduits à la dernière misère.

Charles-Emanuel, duc de Savoie, n'ayant pas tiré du roi d'Espagne le secours ni la protection qu'il s'en étoit promis dans le différent qu'il avoit avec Henri IV touchant le marquisat de Saluces, se lia d'intérêt avec la France; mais la mort de Henri & du duc de Mantoue l'obligea à prendre d'autres mesures. La France le secourut contre la république de Genes, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & le 14 décembre 1616 elle moyenna un accommodement entre ce duc & le duc de Nemours, qui étant de la même maison, avoit levé des troupes, pour se faire donner un plus grand apanage. Le duc de Savoie, n'étoit point satisfait du Traité de Mouçon, c'est pourquoi il faisoit cent affaires au cardinal de Richelieu, & traversoit tous les desseins que la France formoit du côté de l'Italie. On fit bien avec lui le Traité de Suse le 11 mars 1629, & ensuite celui de Mirefleur du 19 octobre 1631; mais ils ne changerent point l'inclination du duc, qui haïssoit bien autant le cardinal qu'il en étoit haï, & qui s'opposoit à tous ses desirs; de sorte qu'il souffrit que les ministres d'Espagne accommodassent le différent de Zuccarello, par le Traité de Madrid du 27 novembre, sans la participation de la France; de l'autre côté l'Espagne n'eut point de part au Traité que le maréchal de Toiras & Servien, qui avoient fait celui de Querasque, conclurent à Turin, le 19 octobre 1631, pour le dépôt de Pignerol pendant six mois. Et le 5 juillet 1632, avec Victor-Amédée, duc de Savoie, pour la ville & citadelle de Pignerol. L'onzième juillet 1635, se fit à Rivole un Traité de ligue, offensive & défensive entre Louis XIII & le même duc, lequel étant décédé quelque temps après, cette alliance fut renouvelée avec la duchesse sa veuve à Turin le 13 juin 1638. Elle étoit mere & tutrice du jeune duc, mais la tutelle & la régence lui furent contestées par le cardinal de Savoie, & par le prince de Carignan, frere du défunt, qui prirent les armes, & lui firent la guerre, jusqu'à ce que le différent fut réglé par l'entremise de la France, qui fit faire le traité de Turin le 14 juin 1642. Il y avoit un Traité fait avec le prince Thomas de Carignan du 2 décembre 1640, mais il s'en dédit, & ne l'exécuta point.

Les Etats des Provinces-unies, avant que de s'intéresser en la guerre d'Allemagne, avec le roi de Suede, avoient fait un Traité avec lui à la Haye le 5 avril & le 11 décembre 1616, par lequel le roi s'obligeoit à fournir une certaine quantité de cuivre, & celui-ci fut suivi d'un troisième Traité du 25 novembre 1618, pour le prêt d'une somme de sept cents cin-

quante-six mille cinq cents quatre livres treize sols. Après que le roi de Danemarck eût perdu la bataille de Lutern, & qu'il eût fait le Traité de Lubec, dont il a été parlé ci-dessus, plusieurs princes & Etats traiterent avec Gustave roi de Suede. Les Etats des Provinces-unies furent les premiers à faire leur Traité avec ce monarque. Quelques années après le décès du roi, ils renouvelèrent ce Traité avec la reine Christine, fille du défunt, & avec les directeurs du royaume le premier septembre 1640, à Stockholm. Ce Traité fut suivi d'un Traité de garantie qui fut conclu à Suderocra le 15 août 1645. L'onzième septembre 1656, se fit avec Charles-Gustave, successeur de Christine, le Traité d'Elbing, que les Etats des Provinces-unies refuserent de ratifier, sinon à la charge de l'éclaircissement de quelques articles, dont l'ajustement se fit à Elsenor, le 29 décembre 1659. Le roi de Suede y accéda, parce que ne s'étant attiré que trop d'ennemis sur les bras, il fut contraint de céder à la nécessité.

Quelques années après son décès, savoir en l'an 1665, il se fit à la Haye un Traité qui régloit les différens, que la compagnie des Indes occidentales de Hollande avoit avec la compagnie africaine de Suede, & le commerce de la côte de Guinée. Le 19 juillet 1667, il se fit un Traité préliminaire, & le 18 du même mois un Traité pour le renouvellement d'amitié. Vers la fin de la même année, le comte Christophe de Dona, qui, comme médiateur, avoit travaillé à la paix de Breda, fit aussi rectifier le Traité d'Elbing, dont quelques articles avoient été changés contre l'intention du roi de Suede. Le 23 janvier 1668, se fit, avec le même comte, le Traité pour la paix, entre les deux couronnes de France & d'Espagne. Le 25 avril 1668, se conclut à Londres le Traité de la triple alliance, dont le roi d'Angleterre avoit fait faire la proposition à la Haye, vers la fin de l'année précédente; mais elle ne produisit aucun effet. Au contraire, l'Angleterre attaqua les Provinces-unies directement, & la Suede tâcha de divertir ses forces, en attaquant leurs alliés. Le 16 novembre 1675, se fit à Stockholm un Traité de commerce avec les mêmes provinces.

Pendant la guerre d'Allemagne il survint une rupture entre la France & l'Angleterre. Le mariage du roi de la Grande-Bretagne, au lieu d'affermir la bonne intelligence entre les deux couronnes, altéra tellement leur amitié, que les deux rois en vinrent aux armes. Leur liaison n'avoit pas été fort intime depuis la mort de la reine Elisabeth, & les Traités qui s'étoient faits entr'eux ne passoient pas la bienséance; comme le Traité qui se fit avec le roi Jacques en l'an 1603, bientôt après son avènement à la couronne d'Angleterre. Celui qui se fit à Fontainebleau le 14 avril 1623, ne fut qu'un simple Traité de commerce, & le Traité de Paris du 20 novembre, confirmé par le roi Charles le 25 mai 1625, ne regardoit que son mariage. Leur bonne intelligence fut bientôt rompue par la descente que les Anglois firent dans l'île de Rhé, & par la protection qu'ils promirent depuis à ceux de la Rochelle, par le Traité du 28 janvier 1628.

Mais

Mais leurs armes ayant été malheureuses, & le duc de Buckingham, qui étoit en partie cause de la mauvaise intelligence des deux rois, ayant été tué, il ne fut pas fort difficile de renouer leur amitié, & de les porter à la paix, dont le Traité fut fait à Suse le 24 avril 1629. Le 29 mars 1632 se fit à Saint-Germain un Traité de commerce entre la France & l'Angleterre. Depuis ce temps là ce royaume fut si fort travaillé de guerres civiles, que le roi n'eut presque plus de commerce avec les puissances étrangères. Après son décès il s'y forma une espece de république, ou d'anarchie, dont Olivier Cromwel se fit souverain, sous la qualité de *protecteur*.

Ce fut avec lui que les Provinces-unies entrèrent en guerre en l'an 1652, & qu'ils firent un Traité de paix à Londres le 5 avril 1654. L'onzième avril de la même année, se fit à Upsal un Traité entre la reine Christine de Suede & le même protecteur, qui souffrit que, le 10 juillet de la même année, il se fit un Traité entre lui & le roi de Portugal. Le roi de Danemarck traita avec lui à Westminster, le 15 septembre de la même année 1654. La France n'y vint que tard, & ne conclut son Traité à Londres que le 3 novembre 1655, & elle s'en trouva fort bien, étant certain que c'est à ce Traité principalement, qu'elle est obligée des conquêtes qu'elle a faites en Flandres depuis ce temps-là. Le 6 février 1659 se fit encore un Traité à la Haye, pour l'ajustement des différens des compagnies des Indes Orientales des deux nations, & le 27 on fixa la somme, que les Hollandois donneroient aux Anglois, ensuite d'un Traité qui s'étoit fait le troisième du même mois pour les affaires du Nord.

Incontinent après le rétablissement du roi, tous les princes de la chrétienté rechercherent son amitié, & traiterent presque tous avec lui. Il n'y avoit point eu d'interruption d'amitié entre les rois de France & d'Angleterre; c'est pourquoi on se contenta de faire un simple Traité de commerce, qui fut conclu à Fontainebleau, le 15 octobre 1661. Le roi de la Grande-Bretagne, en s'embarquant en Hollande, pour passer en Angleterre, y fit des protestations si fortes d'une reconnoissance éternelle de l'affection, que les Etats lui témoignèrent lors de son passage, qu'ils croyoient le devoir faire suivre d'une ambassade solennelle, qui fut plus de deux ans à négocier un Traité de simple amitié, ou pour parler plus proprement, de pure indifférence, qui ne fut signé à Londres que le 14 septembre 1662. Comme de la froideur & de l'indifférence on passe aisément à une inimitié ouverte, les deux nations entrèrent dans une très-cruelle guerre, dont la fin n'ayant pas été si heureuse que le commencement le faisoit espérer, le roi d'Angleterre consentit enfin que la paix se fit à Breda le 31 juillet 1667; tant avec les Provinces-Unies, qu'avec les rois de France & de Danemarck, leurs alliés, qui y firent des Traités particuliers, de la même date.

Avant que de parler de l'invasion, que les armes de France firent dans
Tome XXIX. li

la même année en Flandres, qui nous conduira jusqu'à la paix, conclue à Nimegue, il faut dire un mot de la guerre de Castro, qui arma une bonne partie des potentats d'Italie contre les Barberins, vers la fin du pontificat d'Urbain VIII. La république de Venise n'y entra qu'à regret, & on en peut dire autant du grand duc de Toscane & du duc de Modene, qui en sortirent avec joie, par le Traité qui se fit à Ferrare le 31 mars 1644.

L'invasion, que Charles-Gustave, roi de Suede, fit en Pologne en l'an 1655, fut cause d'une grande révolution dans le monde politique. Avant ce temps-là dès le 14 mai 1653, il s'étoit fait un Traité à Stettin, pour le partage de la Poméranie entre la Suede & l'électeur de Brandebourg, & après cette rupture, le roi obligea l'électeur à entrer dans ses intérêts : premièrement, par le Traité que ces deux princes firent à Königsberg le 17 janvier 1656, suivi d'un autre Traité qui fut conclu à Marienbourg le 15 juin 1656, avec des articles séparés du 19 du même mois. Le 20 & le 23 novembre suivant, le roi & l'électeur firent encore un Traité à Labiau en Prusse, mais les conquêtes de la Suede devenant incommodes à l'électeur, celui-ci se raccommoda avec la Pologne par le Traité qui se fit à Welau le 19 septembre 1657, & depuis encore par un autre qui fut fait à Bestgorz le 6 novembre 1659, où l'électeur stipula d'assez grands avantages. Le roi de Danemarck ayant rompu avec celui de Suede, pendant que le dernier employoit ses armes ailleurs, il s'allia avec la Pologne, par un Traité qui se fit à Copenhague le 28 juillet 1657, & ensuite un autre à Cologne sur la Sprée le 17 janvier 1658, entre le même roi de Danemarck & l'électeur, en vertu duquel les armes de Brandebourg s'étant avancées dans le Holstein, il se fit, le 25 novembre 1658, un Traité de neutralité à Flensbourg entre l'électeur & le duc de Holstein-Gottorp. Quelque temps auparavant, le roi de Pologne avoit fait un Traité à Vienne avec le roi d'Hongrie le 27 mai 1657, pour le secours que celui-ci donneroit contre la Suede, & le 14 février de l'année suivante l'électeur de Brandebourg fit un Traité avec le même roi d'Hongrie, pour le même effet. Cependant les armes victorieuses du roi de Suede contraignirent celui de Danemarck de faire avec lui deux Traités, l'un à Tolstrup le 18, & l'autre à Roschild le 26 février 1658. Mais ces deux Traités ayant été aussitôt violés que conclus, les hostilités recommencerent de part & d'autre, & ne finirent qu'avec la vie du roi de Suede : car ce ne fut qu'après sa mort que se fit le Traité d'Oliva le 3 mai 1660, qui donna la paix à la Pologne, comme le Traité de Copenhague, qui fut conclu le 6 juin de la même année, la donna au royaume de Danemarck.

La France, l'Angleterre & les Provinces-Unies s'intéresserent fort en tous ces Traités. La première, voyant que le Moscovite attaquoit le roi de Suede en Livonie, & que les rois d'Hongrie & de Pologne, avec l'électeur de Brandebourg, divertissoient ses armes en Poméranie, pendant qu'il en avoit besoin en Danemarck, craignoit qu'on ne le dépouillât de ses conquêtes d'Al-

Allemagne. Les Anglois vouloient faire croire que l'intérêt de la religion protestante les obligeoit à travailler à la réconciliation des deux rois du Nord, quoique ce ne fût pas par ce mouvement qu'ils firent un Traité avec la France pour ces affaires à Westminster le 3 février 1659. Les Provinces-Unies, qui y avoient un intérêt plus véritable & plus sensible, savoir, celui de leur commerce, & de la juste appréhension de voir les deux puissances de ces quartiers-là réunies en la personne d'un seul prince, firent le 21 mai de la même année 1659 un Traité à la Haye avec les ministres de France & d'Angleterre, & ensuite ceux du 4 août & du 12 septembre suivant, pour faire cesser cette guerre. On fait de quelle façon ces Traités furent exécutés, aussi-bien que celui qui fut fait à Londres le 29 juillet de la même année.

Les Provinces-Unies non-seulement étoient extrêmement incommodées en leur commerce, mais elles étoient aussi obligées de s'opposer à la puissance prédominante de la Suede, tant par intérêt qu'à cause de plusieurs Traités, qu'elles avoient avec la couronne de Danemarc. Entre les plus remarquables qui ont été faits dans le dernier siècle, jusqu'à la paix de Nimegue, sont le Traité fait à la Haye le 14 mai 1621 : celui du 6 octobre 1625 pour un secours de trois mille hommes : celui du 13 mai 1645 pour les droits qui se payent au Sund : celui de Christianople du 13 août de la même année 1645, pour les droits qui se levent en Norwege, à la Haye le 12 février 1646 : celui de la Haye du 12 février 1647, touchant les droits qui se payent en Norwege : le Traité d'alliance fait à la Haye le 9 octobre de la même année 1647, & un autre de la même date pour le rachat ou forfait des droits du péage du Sund : celui de Copenhague du 18 février 1649 & un autre du 26 septembre de la même année, fait à la Haye pour la suppression du Traité du 9 octobre 1649, avec un Traité d'alliance défensive de la même date touchant le forfait du péage du Sund : un autre du 8 février d'alliance, & du 27 septembre 1653 pour le même péage : un autre fait à Copenhague le 16 août 1656 contre la Suede, avec son ampliation du 17 juillet 1657 : un autre Traité touchant le jaugeage des navires du 15 avril 1658 : l'alliance faite à la Haye entre le roi de Danemarc & les Provinces-Unies du 11 février 1666, avec les articles séparés, pour les intérêts de la compagnie des Indes occidentales, & le secours de huit vaisseaux de guerre : un autre Traité touchant les droits qui se levent sur le bois en Norwege : un Traité de garantie entre la France, le Danemarc & les Provinces-Unies. Le 25 octobre 1666 se fit à la Haye la quadruple alliance entre le roi de Danemarc, les Provinces-Unies, l'électeur de Brandebourg & les ducs de Brunswick & Lunebourg, Zelle & Osnabruck. Et finalement le 10 juillet 1674, se fit à Copenhague le Traité pour le secours des Provinces-Unies.

Les deux couronnes de Suede & de Danemarc ont été en des guerres presque continuelles, qui ont donné lieu à plusieurs Traités, dont quelques-

uns ont été énoncés ci-dessus. Il s'en fit un l'an 1613. Les Suédois craignant que le roi Christiern IV ne se déclarât contre eux, ou ne formât un tiers parti en l'an 1644, au plus fort de la guerre d'Allemagne, le voulurent prévenir & le contraignirent d'accepter les dures conditions qu'ils lui imposèrent par le Traité qui fut fait à Bremsebro, le 13 août 1645. Ce Traité fut suivi d'un autre qui fut conclu à Copenhague le 5 novembre de la même année, avec M. de Tuillerie, ambassadeur de France. Le 19 mars 1641, le même roi avoit fait un Traité de commerce avec l'Espagne. Le différent, que le roi de Danemarck avoit avec la ville de Hambourg, laquelle il prétendoit être une dépendance du duché de Holstein, a aussi fait faire quelques Traités, dont celui qui fut fait à Strasbourg le 18 juillet 1621, est le plus considérable, après celui qu'il avoit fait avec les villes anseatiques à Odenzée en l'an 1616. L'un & l'autre sont fondés sur le Traité qui fut fait à Copenhague avec les villes vandaliques la veille de la saint Barthelemi en 1441, & sur celui qui fut fait à Odenzée le 20 juillet 1560. Le Traité, que l'archevêque de Breme, fils de Christiern IV, fit à Stade le 4 octobre 1639, est de la même nature. En l'an 1660 immédiatement après le rétablissement du roi d'Angleterre, il se fit à Londres un Traité entre ce monarque & le roi de Danemarck, & un autre à Breda le 31 juillet 1667.

La Suede fit, outre les Traités que les affaires d'Allemagne lui ont fait faire avec la France & les Provinces-Unies, dont il a été parlé ci-dessus, un Traité avec l'Angleterre du temps de Cromwel; un autre conelu à Londres le 23 octobre 1661 & un autre au même lieu l'onzième avril 1664, & ensuite un troisième du 16 février 1666, & enfin celui de la triple alliance, dont il est parlé ailleurs. Il se fit un Traité entre la Suede & la Pologne, pour une treve de six ans au mois de juin 1629, laquelle étant expirée en l'an 1635, on fit un autre Traité pour une treve à longues années, qui fut conclue à Stumpsdorf le 12 septembre 1635, & devoit durer jusqu'au onzième juillet 1661. Elle n'étoit pas encore expirée lorsqu'en l'an 1656 Charles-Gustave entra en Pologne, ainsi qu'il a été dit : dont s'ensuivit le Traité d'Oliva. Le 18 février 1630 se fit un Traité à Dishau entre la Suede & la ville de Dantzik; & d'autant que par la paix de Westphalie, la principauté de Breme demeura à la Suede, qui forma des prétentions sur la ville capitale, celle-ci se faisant un bouclier de ses privileges, s'opposa aux armes suédoises; de sorte qu'on en vint enfin à un Traité qui fut conclu à Habenhausen le 28 novembre 1654 : mais de nouveaux différens étant survenus entre la couronne de Suede & la même ville, il en fallut aussi venir à un autre Traité, qui fut fait à Stade le 25 novembre 1666. Le 6 juillet de la même année, il s'étoit fait un Traité à Hal entre la Suede & les princes de la maison de Saxe.

Les Provinces-Unies ont fait quantité de Traités avec leurs voisins, particulièrement depuis que le roi d'Espagne a renoncé à la souveraineté qu'il

y prétendoit, par le Traité qui fut fait à Munster le 30 janvier 1648. Dès long-temps auparavant, savoir le 26 juin 1608 elles avoient fait un Traité d'alliance avec l'Angleterre, & un autre, le 17 septembre de la même année, pour la somme que la reine Elisabeth leur avoit prêtée; le 21 mai 1616 le Traité de Greenwich, pour la restitution de Vlissingue, &c. & ceux de Londres du 5 juin 1621 & de la Haye du 5 août 1625. Peu de temps après la paix de Munster, le roi d'Espagne même traita avec elles de souverain à souverain : comme par le Traité de commerce & de marine, qui fut fait à la Haye le 17 décembre 1650 : le Traité pour le partage provisionnel des pays d'Outre-meuse du 27 mars 1658, & touchant les biens des chartreux du 28 août de la même année. Le 26 décembre 1661 se fit enfin le partage des pays d'Outre-meuse, & le 20 septembre 1664 se fit à Bruxelles, le Traité pour les limites du comté de Flandre. Le 29 avril 1665 se fit à la Haye un Traité pour la suppression de la chambre mi-partie; un autre le 9 avril 1668, pour le prêt de deux millions, mais il ne fut ni ratifié ni exécuté. Le 30 août 1673 se fit au même lieu de la Haye un Traité d'alliance contre la France, pour vingt-cinq ans, & le 16 octobre 1675, il s'en fit un avec l'Espagne & avec l'évêque de Munster. L'invasion que les François firent en Flandres en l'an 1667, & la guerre qu'ils firent en l'an 1672 aux Provinces-Unis, firent faire ces trois derniers Traités, aussi bien que plusieurs autres, qui ont été marqués ci-dessus. Les Traités qui ont été faits avec l'admirante d'Aragon en l'an 1603, & avec Spinola à Calmthout le 18 octobre 1622 ne regardoient que le quartier des prisonniers de guerre.

Depuis la paix de Vervins il ne s'étoit point fait de Traité entre la France & l'Espagne, pour l'intérêt des couronnes directement, lorsque le 7 novembre 1659 on conclut celui des Pyrénées dans l'île-des-Faisans, & le Traité qui fut arrêté avec les ministres d'Angleterre & de Hollande à saint Germain-en-Laye le 15 avril 1668, & ensuite signé & conclu à Aix-la-Chapelle le 2 mai de la même année. Ce dernier Traité ne subsista que jusques en l'an 1673, & la rupture a duré jusques à la paix conclue à Nimègue le 17 septembre 1678. J'ai parlé ci-dessus d'un petit Traité qui fut fait à Madrid en l'an 1614, & de quelques autres Traités qui regardoient les affaires de Mantoue & de la Valteline.

Les mécontentemens étoient fort grands entre les deux couronnes : même avant qu'elles éclatassent en l'an 1635, elles n'ont pas manqué de ménager les occasions qui pouvoient faire des affaires l'une à l'autre. Le duc de Rohan fit faire un Traité avec la cour de Madrid le 3 mai 1629. Le marquis d'Aytrone commandant les armes du roi d'Espagne aux Pays-Bas, fit un Traité avec le duc d'Orléans le 12 mai 1632. Le 13 mars 1642 Fontenilles fit à Madrid un Traité pour le même duc d'Orléans & le comte de Soissons, & au commencement de l'an 1643 encore un pour le duc d'Orléans, le duc de Bouillon, Cinq-Mars, &c. La France lui a rendu

la pareille, quand elle a pu : comme lorsqu'elle prit les Catalans sous sa protection, par le Traité qui se fit à Paris le 18 septembre 1641. Il est vrai qu'en ce temps-là elle étoit en guerre avec l'Espagne, & qu'elle y alloit entrer lorsqu'elle fit le Traité de Lisbonne le 13 mars 1667 pour une alliance avec le roi de Portugal. Ce Traité, & l'invasion, que les armes de France firent en Flandres en l'an 1667, furent cause de celui qui fut conclu à Madrid le 5 janvier de l'année suivante 1668, entre l'Espagne & le Portugal.

La même rupture entre la France & l'Espagne, donna occasion à la triple alliance, qui fut conclue à la Haye le 23 janvier 1668, entre l'Angleterre, la Suede & les Provinces-Unies. Le même jour & au même lieu se fit un Traité d'alliance défensive entre l'Angleterre & les Provinces-Unies, à laquelle on joignit un Traité de commerce & de marine le 17 du mois de février. Il sembloit que le Traité de Bréda & ces belles & grandes alliances, qui ne furent conclues que sur les ouvertures que les Anglois en firent, ne dussent servir que pour rendre les Provinces-Unies irréconciliables avec la France, vu que dès l'an 1671, ou au commencement de l'an 1672, le roi d'Angleterre fit une ligue avec elle pour la conquête de ces Provinces, à qui il fit ensuite la guerre, sans la leur déclarer. Toutefois voyant bientôt que ses sujets se lassoient d'une guerre, qui incommodoit leur commerce, pendant que la France seule profitoit de ses conquêtes, il céda enfin aux vœux du parlement, & souffrit, que le roi d'Espagne moyennât un Traité, qui fut conclu à Londres le 15 février 1674.

Parmi les princes d'Allemagne, il n'y eut que l'électeur de Cologne & l'évêque de Munster qui prirent parti avec la France. Le premier avoit un différent avec les Etats-généraux pour la ville de Rhinberg, mais ce qui l'anima le plus contre eux, ce furent les conseils intéressés des deux évêques de Strasbourg & de Metz, de la maison de Furstemberg. Mais dès que l'empereur eût fait son Traité avec les Etats à Cologne le 22 avril 1674, pour la jonction de leurs armes contre la France, l'électeur conclut aussi son Traité avec eux l'onzième mai de la même année 1674.

L'évêque de Munster eut bientôt après son élection des démêlés avec la ville capitale de son diocèse, où les Etats-généraux s'intéressèrent si avant pour la ville, que l'évêque ne le leur pardonna jamais. Il réduisit la ville en quelque façon, ensuite d'un Traité qui se fit à Schonvilt le 25 février 1655, & acheva de s'en rendre le maître par le Traité qui se fit à Geiften le 24 octobre 1657. Les mêmes Etats s'intéressèrent aussi pour le prince d'Ostfrie contre le même évêque, qui exécutoit le prince pour une somme qu'il devoit au prince de Lichtenstein. Ce différent fut accommodé, mais l'accommodement ne l'empêcha pas de se liguier avec le roi d'Angleterre, pour faire diversion aux Hollandois. L'alliance que ceux-ci firent avec les ducs de Lunebourg, & ensuite avec l'électeur de Brandebourg, l'oblige-

rent à faire le Traité qui fut conclu à Cleves le 18 avril 1666, où les ducs de Lunebourg-Zellie & Osnabruck entrèrent. Ces princes avoient fait dès le 9 septembre 1605, un Traité à la Haye avec les Provinces-Unies, par lequel ils promettoient de lever & de faire subsister quatre mille chevaux, & huit mille hommes de pied. Ils entrèrent depuis en la quadruple alliance qui fut conclue à la Haye le 25 octobre 1666, & le 16 mars 1668, ils firent encore un Traité particulier avec les Provinces-Unies. Le 22 août 1667, il se fit un Traité d'alliance à Brunswick entre les électeurs de Cologne & de Brandebourg, l'évêque d'Osnabruck, les ducs de Brunswick & Lunebourg-Zelle & Wolfenbutel, & le landgrave de Hesse-Cassel. Après la rupture de l'an 1672, on fit plusieurs Traités, dont le premier fut conclu à Berlin le 6 mai avec l'électeur de Brandebourg, pour la levée & la subsistance de douze mille hommes de pied & de huit mille chevaux. Le 22 septembre de la même année 1672 se fit un Traité d'alliance défensive à Brunswick entre l'empereur, le roi de Danemarck, l'électeur de Brandebourg, les ducs de Brunswick & Lunebourg, & le landgrave de Hesse-Cassel, ensuite d'un Traité qui avoit été fait au même lieu le 22 août 1667, entre les princes & les Etats du cercle de la Basse-Saxe. Mais ces deux Traités furent, sinon détruits, du moins fort affoiblis par celui que l'électeur fit avec la France au camp de Vossen le 23 avril 1672. Le 30 août de la même année, se fit un Traité à la Haye entre le roi d'Espagne & les Provinces-Unies, & un second entre l'empereur, l'Espagne & les mêmes provinces, comme encore un troisième entre ces trois alliés & le duc de Lorraine. L'électeur s'engagea encore depuis avec les Etats par un Traité, qui se fit à Berlin le premier jour de juillet 1674. L'électeur de Cologne fit son accommodement avec l'empereur & avec les Etats des Provinces-Unies, par le Traité de Cologne du onzième mai 1674. L'évêque de Munster avoit fait le sien, & les ducs de Brunswick, & Lunebourg-Zelle & Wolfenbutel avoient aussi Traité avec elles. Le 9 mars 1675, fut fait à Munich un Traité d'alliance pour trois ans entre la couronne de Suede & l'électeur de Baviere, & le 18 septembre de la même année se fit un Traité de neutralité entre le roi de Danemarck, l'électeur de Brandebourg & l'évêque de Munster, se faisant fort pour l'empereur, avec Jean Frédéric, duc de Brunswick & de Lunebourg.

Ce qui fit principalement résoudre l'électeur de Brandebourg à se rengager avec les Etats des Provinces-Unies, ce fut le Traité qui s'étoit fait à Londres le 29 février précédent, dont il est parlé ailleurs. Ce Traité fut suivi d'un autre qui fut aussi conclu à Londres le 18 février 1675, entre les deux compagnies des Indes orientales, d'Angleterre & de Hollande. L'électeur avoit pris des liaisons assez particulières avec le roi d'Angleterre, pendant le séjour que celui-ci fit en Allemagne & en Flandres, sous la tyrannie de Cromwel : de sorte qu'après le rétablissement du roi, il se fit un Traité d'alliance entre eux à Londres le 20 juillet 1661. C'étoit par

l'entremise de ses ministres, qu'il s'étoit fait en la même ville de Londres le 17 mai précédent, au nom de la princesse douairière d'Orange, un Traité pour la tutelle du prince son petit-fils.

La maison d'Orange mérite que je fasse mention de quelques Traités qui ont été faits pour ses intérêts particuliers; tels que celui qui fut fait à Ruel avec le cardinal de Richelieu le 24 novembre 1639. Le 8 janvier 1647 se fit à Munster un Traité entre les plénipotentiaires d'Espagne & ceux du prince d'Orange, qui fut confirmé après le décès du prince Frédéric Henri, le 17 décembre de la même année : mais on lui donna une autre forme par le Traité qui se fit à la Haye le 12 octobre 1651 avec les tuteurs du jeune prince. Le 15 février 1659, se fit un Traité à Coesfeld entre l'évêque de Munster & les tuteurs du prince pour la terre de Bevergarden.

On peut encore mettre au nombre de ces Traités particuliers, celui qui se fit le 4 décembre 1616 entre les ducs de Savoie & de Nemours. Le dernier prétendoit un plus grand apanage & avoit fait quelques levées de l'argent d'Espagne; mais la France s'en mêla, & réconcilia ces deux princes. Ce fut en la même année, que le comte de Bueil, seigneur Savoyard, se mit sous la protection de la couronne de France, mais ce ne fut pas proprement un Traité, non plus que la convention, que le même comte fit depuis avec le gouverneur de Milan, pour se mettre sous la protection du roi d'Espagne. Le 8 juillet 1641, se fit à Péronne le Traité pour Monaco. Le 31 août 1641 se fit à Venise un Traité d'alliance entre la république, le grand duc de Toscane & le duc de Modene contre les Barberins. Leur différent s'accommoda par le Traité qui fut signé comme j'ai dit ci dessus, à Ferrare le 31 mars 1644 par les cardinaux Donghi & Bichy, plénipotentiaires du pape & du roi de France, & par les alliés à Venise le même jour. Le Traité de ligue défensive qui se fit à Cologne le 15 décembre 1654 entre quelques princes d'Allemagne est de la même nature : comme aussi celui que les Etats de Cleves firent entre eux à Mehr le 24 juillet 1646. On y peut encore joindre les Traités qui ont été faits entre les deux compagnies des Indes orientales, d'Angleterre & de Hollande, à Londres le 2 juin & 17 juillet 1619, & celui qui fut fait avec les députés de la ville de Saint-Malo à la Haye le 20 octobre 1623; le Traité fait à Avignon le 20 mars 1660 avec le comte de Dona, pour la principauté d'Orange; celui que les deux provinces de Hollande & de Zélande firent à la Haye le 21 septembre 1662 pour leur cour de justice, & pour la charge de capitaine général. Le 21 juillet 1668, se fit encore un Traité à la Haye entre les députés de la Zuit-Hollande & ceux de North-Hollande, pour leur quote-part aux contributions, de la Province, qui n'avoient pu être réglées depuis l'union. Les Provinces-Unies firent aussi un Traité particulier avec l'électeur de Cologne à la Haye le 14 février 1667, & un autre le 22 décembre de la même année pour la ville de Rhinberg. J'y ajoute le Traité que les Etats de Prusse firent avec l'électeur de Brandebourg

debourg à Marienbourg le 12. novembre 1651, & celui qui fut fait à Paris le 16 décembre 1660 entre le roi de France & l'archiduc d'Inspruck, pour l'Alsace qui ne fit proprement que faciliter l'exécution d'un des points du Traité de Westphalie. Le Traité de Pise, qui fut conclu le 12 février 1664 entre le pape & le roi de France, est singulier & très-considérable en tous ses points; mais on peut dire, que c'est une piece hors d'œuvre; parce qu'elle n'a rien de commun avec les affaires générales: non plus que le Traité qui se fit à Tillemont entre Maximilien Henri, électeur & archevêque de Cologne & l'archiduc Léopold-Guillaume, gouverneur des Pays-Bas, pour les quartiers des troupes du duc de Lorraine; ce qui fut conclu le 17 mars 1654; & au mois de décembre de la même année il s'en fit un à Cologne sur le même sujet entre les électeurs & les princes du Rhin.

Les Provinces-Unies furent les premières, qui reconnurent le duc de Bragance après son avènement à la couronne de Portugal, & firent avec lui le 13 juin 1641 le Traité de la Haye, tant pour les intérêts des deux Etats, que pour ceux de la compagnie des Indes orientales. Ce Traité aussi-bien que tous les autres, que les Etats ont faits avec le roi de Portugal, ont été conclus à la Haye, comme celui du 27 mars 1645 pour le fort de Galle dans l'isle de Ceylan, & le Traité de paix, qui fut conclu le 16 août 1661.

Les mêmes Provinces-Unies sont intervenues comme garantes aux Traités & conventions, qui se sont faits de temps en temps entre les comtes & princes d'Ostfrise d'une part, & les Etats de la même province de l'autre. Il y en a tant qu'on en feroit des volumes, & la connoissance que j'en donnerois, ou l'énumération que j'en ferois, ne pourroit servir qu'à ceux qui sont employés à ces affaires, & qui se plaisent à la contestation, & à la chicane. Il suffit de marquer en général, que le Traité du 2 janvier 1624, fit sortir l'armée du comte de Mansfelt de ces quartiers-là; & d'autant que quelques années après le landgrave de Hesse y avoit logé la sienne, il fallut encore traiter avec lui, ainsi que l'on fit à Lieroot le 23 septembre 1637.

Les Traités que les Etats ont faits avec les villes anseatiques en général, ou avec quelques-unes d'elles en particulier, n'ont point donné d'avantage du tout aux Provinces-Unies. Au mois de mai 1613, elles en firent un à la Haye avec la ville de Lubec. En décembre 1615 elles en firent un avec les villes anseatiques au même lieu de la Haye. Le 4 août 1645 elles en firent un avec les villes de Breme & de Hambourg, & le 24 novembre 1641 se fit un Traité avec les villes de Lubec, Breme & Hambourg: l'un & l'autre à la Haye. Le 10 juillet 1656, se fit à la Haye un Traité avec la ville de Dantzik, à l'occasion de la guerre, que le roi de Suede faisoit en Pologne. A quoi j'ajouterai que les mêmes villes anseatiques, c'est-à-dire, Lubec, Breme & Hambourg obtinrent le 10 mai 1655 la con-

firmation de leurs privilèges du roi très-chrétien, pour treize ans, à laquelle elles donnerent le nom de Traité. Il étoit fondé sur un privilège que le roi Louis XI leur avoit accordé à Amboise au mois de septembre 1481, confirmé par le roi Henri IV à Fontainebleau le 2 décembre 1604. Ces trois villes avoient fait une alliance particulière le 24 novembre 1614.

On feroit un volume des Traités que les cantons Suisses ont faits ou entre eux ou avec leurs voisins, & particulièrement avec la France, & avec l'Espagne; avec celle-ci pour la défense du duché de Milan, comme aussi avec la maison d'Autriche, pour les villes forestières, avec les Grisons, &c. qui ont peu ou point de rapport avec les affaires générales, si on en excepte ceux qui ont été faits pour la Valteline, dont on a touché quelque chose ci-dessus.

Plusieurs princes & Etats chrétiens ont fait des Traités, tant avec la Porte, qu'avec les corsaires d'Afrique. Le 17 juillet 1662, le roi d'Angleterre fit faire un Traité avec ceux d'Alger; le 5 octobre suivant un autre avec ceux de Tunis, & finalement un troisième le 18 du même mois; & un avec ceux de Tripoli. Le 2 avril 1666 il fut fait un Traité à Tanger avec Cid Hamet Hader Gailaut. Le 24 décembre 1610, se fit un Traité à la Haye avec le roi de Maroc. Au commencement de juin 1612, il se fit un Traité à Constantinople avec le grand seigneur. Au mois de mai 1617 & en juin 1629, les Etats-généraux traiterent avec ceux d'Alger comme aussi le 30 janvier 1626. Le 7 février 1651 se fit un Traité, dans le vaisseau Léwarden, avec la ville de Salé, à la rade de la même ville, & un autre Traité à la Haye, le 25 mars 1657, avec les députés de Salé, & l'élucidation du même Traité le 22 octobre 1659. Le 26 mars 1662 il s'en fit un avec ceux d'Alger, & le 2 novembre de la même année, un autre avec ceux de Tunis. Dès l'an 1674 les Algériens avoient fait ouverture d'un nouveau traité avec les Provinces-Unies, mais après de grandes négociations, on ne put convenir que du rachat des esclaves, dont il fut fait un Traité en l'an 1677, & ratifié par les Etats le 25 septembre de la même année.

Les Traités les plus considérables, que la Pologne ait faits dans le dix-septième siècle avec les Turcs, sont, premièrement celui que Stanislas Zolskiensky fit en l'an 1617 avec Skinder-Bacha auprès de la ville de Buffa. Il n'avoit ni ordre ni pouvoir de traiter avec les Turcs, & bien moins de leur céder une province aussi considérable qu'est la Moldavie, qui couvroit la Pologne contre les courses des Tartares. L'autre Traité est celui qui se fit le 9 octobre 1621 auprès de Choczim, & est sans comparaison plus honorable que le premier; mais les Turcs ne laisserent pas de s'y conserver les avantages, que l'autre Traité leur avoit acquis. Le 18 octobre 1672 se fit, en pleine campagne, un autre Traité entre le grand-seigneur & le roi de Pologne.

En l'an 1645 se fit un Traité entre la France & la Pologne, mais il

ne parle que de la liberté du prince Casimir, frere du roi de Pologne, & le 13 juillet 1656 se fit un Traité à la Haye entre le roi de Pologne & les Provinces-Unies, mais il n'eut point de suite.

La Pologne conclut aussi un Traité de paix avec Alexis Michaelowitz, czar de Russie, à Moscou le 9 avril 1672.

Nous avons parlé suffisamment de la paix de Nimegue (au mot de NIMEGUE;) il nous suffira de rappeler ici les Traités, signés dans cette ville, en 1678 & 1679. La France fit d'abord une paix particuliere avec les Provinces-Unies le 10 août 1678, & le même jour elle conclut avec elles un Traité de commerce & de navigation. Le 17 septembre suivant, Louis XIV fit aussi un Traité de paix avec Charles II, roi d'Espagne. Le 5 février 1679, par la médiation de Charles II, roi de la Grande-Bretagne, il fut signé à Nimegue un Traité de paix entre l'empereur Léopold, & Louis XIV; & le même jour il s'en fit un autre entre le même empereur & Charles, roi de Suede. La ratification de l'empereur de ces deux Traités, faite à Vienne le 19 mars, fut échangée à Nimegue le 19 avril. Celle de Louis XIV du 26 février à Saint-Germain-en-Laye, fut échangée à Nimegue aussi le 19 avril. Le roi de France fit encore la paix avec le prince-évêque de Munster & de Paderborn, à Nimegue le 19 mars de la même année. Le même jour, le même prince-évêque fit un Traité de paix avec le roi & le royaume de Suede. Enfin le 12 octobre les Provinces-Unies conclurent à Nimegue un Traité de paix avec le roi & le royaume de Suede.

Il faut encore rapporter à cette époque quelques Traités de paix particuliers : celui des rois de France & de Suede avec la maison de Brunswick-Lunebourg, signé à Celles dans la Basse-Saxe le 26 janvier 1679, avec quelques articles séparés qui ne furent signés que le 30 du même mois; celui des rois de France & de Suede avec l'électeur de Brandebourg, à Saint-Germain-en-Laye, le 27 juin 1679; le Traité de paix, conclu entre les rois de France, de Suede & de Danemarck, à Fontainebleau le 2 septembre suivant; & le Traité de paix particuliere entre les rois de Suede & de Danemarck à Lunden en Scanie, le 16 du même mois.

Depuis la paix de Nimegue jusqu'à celle de Riswick, nous ne trouvons guere que deux Traités intéressans, savoir une armistice ou suspension d'armes, contenue en vingt articles entre sa majesté impériale & le saint-empire Romain d'une part, & sa majesté très-chrétienne d'autre part, à Ratisbonne le 16 août 1684, & un Traité de paix entre la France & la république de Gênes, signé à Versailles le 12 février 1685.

La paix de Riswick fut précédée du Traité de paix & de neutralité d'Italie entre le roi de France & le duc de Savoie, conclu à Turin le 15 août 1697, puis Louis XIV conclut quatre Traités de paix à Riswick, le premier avec les Etats-généraux des Provinces-Unies, le 20 septembre 1697, avec un Traité de commerce, de navigation & de marine de la même date; le second, avec Guillaume III, roi d'Angleterre; le troisieme, avec le roi

d'Espagne : ces deux Traités sont aussi du 20 septembre ; & le quatrième avec l'empereur Léopold-Maximilien, le 30 octobre 1697.

La grande alliance, conclue à la Haye, le 7 de septembre 1701, entre l'empereur, le roi d'Angleterre & les Provinces-Unies, étoit toute dirigée contre la France & lui présageoit dès-lors un avenir aussi funeste que le passé avoit été glorieux. Elle fut renouvelée en 1709, & confirmée en 1711.

Le traité de garantie, conclu entre l'Angleterre & la Hollande pour la succession à la couronne de la Grande-Bretagne, & pour la barrière des Provinces-Unies, à Utrecht le 12 janvier 1712, étoit l'avant-coureur du Traité de la barrière des Pays-Bas, conclu à Anvers le 15 novembre 1715, entre sa majesté impériale & catholique, sa majesté britannique, & les Provinces-Unies, & celui-ci fut suivi d'une convention particulière sur le même objet entre l'empereur & les Hollandois, à la Haye le 22 décembre 1718.

Il s'étoit élevé des contestations qui furent poussées fort loin entre quelques cantons Suisses protestans & catholiques ; elles furent terminées par la paix d'Arrau entre les cantons protestans, Zurich & Berne d'une part, & les cantons catholiques, Lucerne, Ury, Schwitz, Undervald & Zug d'autre part, les 9 & 11 août 1712. Le 21 juin précédent le canton de Berne avoit fait une alliance avec les Etats-généraux des Provinces-Unies ; & le 19 avril 1713, les ligues Grises en firent une avec les mêmes Etats-généraux.

Les Traités de la paix d'Utrecht sont un Traité de paix & d'amitié entre la France & l'Angleterre, signé le 11 avril 1713, & un autre de navigation & de commerce entre les mêmes puissances, le même jour, quatre Traités de Louis XIV, l'un avec les Provinces-Unies, un autre avec sa majesté portugaise, le troisième avec le roi de Prusse, & le quatrième avec le duc de Savoie, les trois premiers du 11 avril, & le dernier du 12 ; un Traité de paix entre l'Angleterre & l'Espagne, du 13 juillet 1713 ; suivi d'un Traité de navigation & de commerce entre les mêmes puissances, le 9 décembre ; un Traité de paix entre le roi de Sardaigne & le roi d'Espagne du 13 août. La paix entre le roi d'Espagne & la république de Hollande se fit le 26 juin 1714 ; on y arrêta plusieurs objets de commerce & de marine ; elle fut suivie de la paix entre l'empereur, l'Empire & le roi de France, conclue à Baden en Suisse le 7 septembre 1714, & de la paix entre l'Espagne & le Portugal, à Utrecht le 6 février 1715.

Ce fut la même année 1715 que les cantons catholiques de Suisse renouvelèrent leur alliance avec la France, à Soleure le 9 mai. Cette alliance renouvelée plusieurs fois dans ce siècle a été rendue générale & commune à tous les cantons par le Traité entre la France & le corps helvétique, signé à Soleure le 28 mai 1777.

Un nouveau Traité de commerce & de navigation entre l'Angleterre & l'Espagne conclu à Madrid en 1716, perfectionna celui qui avoit été con-

clu à Utrecht en 1713. La même année, le 28 septembre, la France fit un Traité de commerce & de navigation avec les villes hanséatiques, Lubeck, Bremen & Hambourg.

L'année 1717 vit conclure à la Haye le 4 janvier la triple alliance entre la France, l'Angleterre & la Hollande. La quadruple alliance fut conclue le 2 août de l'année suivante par un Traité entre l'empereur, & les rois de France & d'Angleterre, pour la pacification de l'Europe, auxquels se joignirent les Hollandois. En conséquence, la France, l'Angleterre & la Hollande, médiatrices entre l'empereur & l'Espagne, dressèrent des articles de paix qu'ils proposèrent à sa majesté impériale qui les ratifia, & conclut d'abord un accommodement avec le roi de Sicile, duc de Savoie : celui-ci céda la Sicile à l'empereur, en échange de la Sardaigne. Tous ces Traités sont du 2 août & furent tous signés à Londres. Le roi de Sardaigne accéda le 8 novembre au Traité de Londres; mais l'Espagne n'y accéda que le 17 février 1720.

Trois Traités furent conclus à Passarowitz le 21 juillet 1718, deux, l'un de paix & l'autre de commerce & de navigation entre l'empereur d'Allemagne & l'empereur Ottoman; le troisième entre l'empereur Ottoman & la république de Venise. Les autres principaux Traités du Turc avec les puissances de la chrétienté sont d'abord la paix de Belgrade du 18 septembre 1739, qui comprend deux Traités, l'un avec l'empereur d'Allemagne, & l'autre avec la Russie; un Traité d'amitié & d'alliance avec la Suede, à Constantinople le 22 décembre suivant; un Traité de paix & de commerce avec don Carlos, roi des deux Siciles, à Constantinople le 17 avril 1740; & en dernier lieu un Traité de paix avec l'impératrice de toutes les Russies, au camp près Chiusciva Cainardi, le 2 juillet 1774.

En 1719, le roi de France ménagea une alliance entre la Suede & l'Angleterre, qui fut conclue à Stockholm le 2 janvier : elle étoit stipulée pour dix-huit ans. Traité de paix, le 20 novembre de la même année, entre la Suede & le roi d'Angleterre & l'électeur d'Hanovre. Autre du 20 janvier 1720, entre la Suede & le roi de Prusse. Autre entre la Suede & le roi de Danemarck & de Norwege à Friderichsbourg le 3 juillet 1720, avec un acte d'explication sur ce même Traité. Acte de garantie du roi de France en faveur du roi de Danemarck pour le duché de Sleswich, à Stockholm le 14 juin 1720; garantie du roi d'Angleterre pour le même objet, le 26 juillet suivant.

Paix de Neustadt, le 30 août 1721 entre la Russie & la Suede.

On sait que toutes les précautions prises par l'empereur Charles VI, pour régler la succession des États de la maison d'Autriche, ne purent empêcher une guerre cruelle qui ne finit qu'à la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Cependant il se conclut plusieurs Traités en Europe depuis la publication de la fameuse pragmatique-sanction de Charles VI, jusqu'à cette époque. Les principaux sont un Traité de paix entre l'empereur & l'Empire & le

roi d'Espagne, à Vienne le 17 juin 1725; le Traité de paix, d'union, d'amitié & de défense mutuelle entre les couronnes d'Angleterre, de France & d'Espagne, conclue à Séville le 9 novembre 1729: un Traité de commerce & de navigation entre la Russie & l'Angleterre, à Pétersbourg le 2 décembre 1734; six ans après, les mêmes puissances firent un Traité d'alliance; des articles préliminaires de paix entre l'empereur & le roi de France, à Vienne le 3 octobre 1735: c'est ce Traité qui donna le royaume de Naples & l'île de Sicile à don Carlos, & la Lorraine à la France; des préliminaires de paix entre les Provinces-Unies & la France, à Versailles le 21 décembre 1739; des conventions de commerce & de navigation entre la France & la Suede, à Versailles, le 25 avril 1741; le Traité définitif de paix entre la reine de Hongrie & le roi de Prusse, par la médiation de sa majesté britannique, à Berlin le 28 juillet 1742: il avoit été préparé par un Traité préliminaire conclu à Breslau le 11 juin précédent. On se rappelle que cette paix ne fut pas de durée, non plus que celle de Dresde du 15 décembre 1745, & les démêlés entre ces deux puissances ne furent bien terminés que par la paix d'Hubersbourg en Saxe, le 15 février 1763. Le roi de Prusse s'étoit fortifié de l'alliance de l'Espagne en 1741, & de l'alliance de l'Angleterre en 1742, & la reine de Hongrie de celles du roi de Sardaigne, duc de Savoie, & de l'électeur de Saxe en 1743. Cette princesse signa des articles préliminaires de paix avec l'électeur de Bavière, à Fueslèn dans l'évêché d'Ausbourg, le 22 avril 1745, & le roi de Prusse un Traité de paix avec le roi de Bologne, électeur de Saxe le 25 décembre suivant. L'impératrice-reine de Hongrie s'allia avec l'impératrice de Russie par un Traité signé à Pétersbourg le 22 mai 1746, & le roi de Prusse avec la Suede, par un Traité signé à Stockholm le 13 mai 1747. On fait la part qu'eurent la France, l'Espagne & la Hollande & plusieurs autres princes d'Allemagne, à la guerre qui embraloit alors presque toute l'Europe. Enfin, la paix générale fut conclue à Aix-la-Chapelle le 8 octobre 1748 entre l'empereur, l'impératrice reine de Hongrie & de Bohême, la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Hollande, le duc de Modene, la république de Gènes, & quelques autres princes, sur-tout de l'Empire. Nous avons suffisamment parlé de cette paix à l'article AIX-LA-CHAPELLE.

Il restoit encore quelques différens à arranger entre l'Angleterre & l'Espagne au sujet de la traite des negres; ils furent terminés par le Traité de Buenretiro, le 5 octobre 1750.

En 1756, deux puissances quelquefois amies, plus souvent ennemies & toujours rivales, la maison d'Autriche & celle de France, s'allierent par un Traité, à Versailles le 1 mai. Le roi de Prusse & celui d'Angleterre venoient de contracter ensemble une nouvelle alliance le 16 janvier précédent. Traité d'alliance entre la Russie, la Suede & le Danemarck, pour interdire à tous vaisseaux de guerre anglois l'entrée de la mer Baltique. En

1761, il y eût un pacte de famille entre le roi de France & celui d'Espagne, tant pour eux que pour le roi des deux Siciles & l'infant duc de Parme.

Traité de paix entre la France & l'Espagne d'une part, & l'Angleterre de l'autre part, conclu à Paris le 10 février 1763, le roi de Portugal y accéda par un acte particulier.

Nous avons déjà parlé de la paix d'Hubersbourg entre l'impératrice-reine de Hongrie & le roi de Prusse, & entre le roi de Pologne & le roi de Prusse. Cette paix eut de malheureuses suites pour la Pologne; & l'événement feroit presque dire que ce fut une alliance entre l'impératrice-reine & le roi de Prusse pour faire revivre d'anciennes prétentions contre la Pologne. Nous ne rappellerons point ici les troubles tant internes qu'extérieurs qui ont agité ce triste royaume, dont sans doute le vice de sa constitution a été une des principales causes. On sait comment ils furent, dirai-je assoupis, ou entièrement étouffés, par les trois Traités de Warsovie, le 3 août 1773, l'un entre la reine de Hongrie & le roi & la république de Pologne, l'autre entre le roi de Prusse & le roi & la république de Pologne, & le troisième entre l'impératrice de Russie & le roi & la république de Pologne.

La Russie fit un Traité de commerce & d'amitié avec l'Angleterre en 1768. C'est un renouvellement & une confirmation de celui de 1734.

La France fit quelques autres Traités particuliers, outre ceux dont nous avons parlé, un Traité de commerce & de marine avec la ville de Hambourg, à Hambourg, le premier avril 1769; une convention avec la reine de Hongrie sur leurs possessions respectives aux Pays-Bas, à Versailles, le 11 mai 1771; une convention avec les cantons protestans de la Suisse & les principautés de Neuchâtel & Valengin, sur le droit d'aubaine & autres, le 7 septembre 1771; un traité de limites avec le prince évêque de Liege, le 24 mai 1772; & un Traité d'amitié & de commerce avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale, le 6 février 1778.

Nous n'avons rien dit du mécontentement bien ou mal fondé des Corfès, & de leur soulèvement contre les Génois. Tout paroissoit apaisé par le Traité d'Aix-la-Chapelle, lorsque les Corfès plus aigris que jamais se soulevèrent de nouveau en 1761 sous la conduite du fameux Pascal Paoli. Les Génois hors d'état de soumettre la Corse, eurent recours à la France qui les avoit déjà servis en pareille occasion avant la paix de 1748. La république lui céda l'île de Corse en 1768, par un Traité formel, & cette île soumise en 1769, par les armes de la France, changea de maître.

deux puissances contractantes pourvoiront, chacune dans la juridiction, à ce que les sujets & habitans respectifs puissent obtenir dorénavant les certificats requis en cas de mort, où ils se trouvent intéressés. »

V.

» Leurs hautes-puissances les Etats-généraux des Pays-Bas-unis, & les Etats-unis de l'Amérique, tâcheront, autant qu'il est de quelque maniere en leur pouvoir, de défendre & protéger tous les vaisseaux & autres effets appartenans aux sujets & habitans respectifs, ou à quelqu'un d'iceux, dans leurs ports ou rades, mers internes, passes, rivières, & aussi loin que leur juridiction s'étend en mer, & de recouvrer & faire restituer aux vrais propriétaires, à leurs agens ou mandataires, tous tels vaisseaux & effets, qui seront pris sous leurs juridictions : & leurs vaisseaux de guerre convoyans dans le cas où ils pourroient avoir un ennemi commun, prendront sous leur protection tous les vaisseaux appartenans aux sujets & habitans de part & d'autre, qui ne seront point chargés d'effets de contrebande, selon la description qu'on en fera ci-après pour des places, avec lesquelles l'une des parties est en paix & l'autre en guerre, ni destinés pour quelque place bloquée, & qui tiendront le même cours ou suivront la même route ; & ils défendront tels vaisseaux aussi long-temps qu'ils tiendront le même cours ou suivront la même route, contre toute attaque, force & violence de l'ennemi commun, de la même maniere qu'ils devroient protéger & défendre les vaisseaux, appartenans aux sujets propres respectifs. »

V I.

» Les sujets des parties contractantes pourront, de part & d'autre, dans les pays & Etats respectifs, disposer de leurs biens par testament, donation, ou autrement : & leurs héritiers, sujets de l'une des parties & domiciliés dans les pays de l'autre ou ailleurs, recevront telles successions, même *ab intestat*, soit en personne, soit par leur fondé de procuration ou mandataire, quand même ils n'auroient pas obtenu des lettres de naturalisation, sans que l'effet de telle commission puisse leur être contesté, sous prétexte de quelques droits ou prérogatives de quelque province, ville ou particulier : & si les héritiers, à qui les successions pourroient être échues, étoient mineurs, les tuteurs ou curateurs, établis par le juge domiciliaire d'icelle mineurs, pourront régir, diriger, administrer, vendre & aliéner les biens échus auxdits mineurs par héritage, & en général, à l'égard des susdites successions & biens, user de tous les droits & remplir toutes les fonctions, qui appartiennent par la disposition des loix à des tuteurs & curateurs ; bien entendu néanmoins, que cette disposition ne pourra avoir lieu que dans le cas où le testateur n'aura pas nommé des tuteurs ou curateurs par testament, codicille, ou autre instrument légal. »

V I I.

» Il sera juste & permis aux sujets de chaque partie d'employer tels avocats, procureurs, notaires, sollicitateurs ou facteurs, qu'ils jugeront à propos. »

V I I I.

» Les marchands, patrons & propriétaires des navires, matelots, gens de toute sorte, vaisseaux & bâtimens, & en général aucunes marchandises ni aucuns effets de chacun des alliés ou de leurs sujets, ne pourront être assujettis à un embargo ni retenus dans aucun des pays, territoires, îles, villes, places, ports, rivages ou domaines quelconques de l'autre allié, pour quelque expédition militaire, usage public ou particulier de qui que ce soit, par saisie, par force, ou de quelque manière semblable. D'autant moins sera-t-il permis aux sujets de chacune des parties de prendre ou enlever par force quelque chose aux sujets de l'autre partie, sans le consentement du propriétaire : ce qui néanmoins ne doit pas s'entendre des saisies, détentions, & arrêts, qui se feront par ordre & autorité de la justice, & selon les voies ordinaires, pour dettes ou délits, au sujet desquels il devra être procédé par voie de droit selon les formes de justice. »

I X.

» De plus, il a été convenu & conclu, qu'il sera parfaitement loisible à tous marchands, commandans de navires & autres sujets ou habitans des parties contractantes, en tous lieux soumis respectivement à la juridiction des deux puissances, de gérer eux-mêmes leurs propres affaires; & qu'en outre, quant à l'usage des interpretes ou courtiers, comme aussi à l'égard du chargement ou déchargement de leurs navires & de tout ce qui y a rapport, ils seront de part & d'autre, considérés & traités sur le pied des sujets propres &, pour le moins, en égalité avec la nation la plus favorisée. »

X.

» Les vaisseaux marchands de chacune des parties, venant soit d'un port ennemi, soit d'un port propre ou neutre, pourront naviguer librement vers quelque port ennemi de l'autre allié : ils seront néanmoins tenus, toutes les fois qu'on l'exigera, d'exhiber, tant en pleine mer que dans les ports, leurs lettres de mer & autres documens décrits dans l'article XXIV, constatant expressement, que leurs effets ne sont pas du nombre de ceux qui sont prohibés comme contrebande; &, n'ayant point chargé de contrebande pour un port ennemi, ils pourront librement, & sans empêchement, poursuivre leur voyage vers un port ennemi. Cependant, on ne de-

mandera point de visiter les papiers des vaisseaux convoyés par des vaisseaux de guerre ; mais on ajoutera foi à la parole de l'officier , qui conduira le convoi. »

X I.

» Si, à l'exhibition des lettres de mer & des autres documens, décrits plus particulièrement dans l'article XXIV, de ce Traité, l'autre partie découvre qu'il y a quelques-uns de ces effets, qui sont déclarés prohibés & de contrebande, & qu'ils sont consignés pour un port sous l'obéissance de l'ennemi, il ne sera pas permis de forcer les écoutilles du vaisseau, ni d'ouvrir quelque caisse, coffre, ballot, barril ou autre futaile, qui s'y trouveront, ni d'y déplacer le moindre effet, soit que le vaisseau appartienne à L. H. P. les Etats-généraux des Pays-bas-unis ou à des sujets & habitans desdits Etats-unis de l'Amérique, jusqu'à ce que la cargaison soit portée à terre en présence des officiers de la cour d'amirauté, & qu'il en soit fait un inventaire. Encore ne sera-t-il pas permis de les vendre, échanger, ou aliéner, que lorsque les procédures requises & légales auront été observées contre de tels effets prohibés & de contrebande, & que la cour d'amirauté les aura confisqués par sentence prononcée ; en exceptant toujours, non-seulement le navire même, mais aussi tous autres effets qui s'y trouveront, tenus pour libres, lesquels ne pourront point être arrêtés sous le prétexte d'avoir été entachés par les effets prohibés, encore moins confisqués, comme pris légitimement ; mais, au contraire, lorsque par la visitation à terre il se trouvera qu'il n'y a point de contrebande dans les vaisseaux, & qu'il ne paroitra point par les papiers, que celui qui a pris & emmené les navires n'a pas pu l'y découvrir, celui-ci devra être condamné à tous les frais, dommages & intérêts d'iceux, qu'il aura causés, tant aux propriétaires des vaisseaux qu'aux propriétaires & chargeurs des cargaisons, dont ils seront chargés, par sa témérité à les prendre & emmener : déclarant très-expressément, qu'un vaisseau libre assurera la liberté des effets, dont il sera chargé ; & que cette liberté s'étendra pareillement sur les personnes, qui se trouveront dans un vaisseau libre, lesquelles ne pourront en être enlevées, à moins que ce ne soit des militaires, actuellement au service de l'ennemi. «

X I I.

» Par contre on est convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets & habitans de l'une des deux parties, dans quelque vaisseau appartenant aux ennemis de l'autre ou à leurs sujets, quoique non compris sous l'espece des effets prohibés, pourra être confisqué en son entier, de la même manière que s'il appartenait à l'ennemi ; excepté pourtant les effets & marchandises, mis à bord d'un tel vaisseau avant la déclaration de guerre, ou dans l'intervalle de six mois après icelle ; lesquels effets ne

seront aucunement sujets à confiscation, mais seront fidèlement & sans délai restitués en nature aux propriétaires, qui les réclameront ou feront réclamer avant la confiscation & vente, comme aussi leur provenu, si la réclame ne pouvoit se faire que dans l'intervalle de huit mois après la vente, laquelle doit être publique; bien entendu néanmoins, que, si lesdites marchandises sont de contrebande, il ne sera nullement permis de les transporter ensuite à aucun port appartenant aux ennemis. »

X I I I.

» Et, afin de pourvoir le mieux possible à la sûreté des sujets & gens de l'une des deux parties, pour qu'ils ne soient point molestés de la part des vaisseaux de guerre ou corsaires de l'autre partie, il sera défendu à tous les commandans des vaisseaux de guerre & autres bâtimens armés des susdits Etats-généraux des Pays-Bas-unis & desdits Etats-unis de l'Amérique, ainsi qu'à tous leurs officiers, sujets & gens, de donner quelque offense ou dommage à ceux de l'autre partie : &, s'ils en agissoient d'une manière contraire, ils seront, sur les premières plaintes qu'on en fera, étant trouvés coupables après un juste examen, punis par leurs propres juges, & en outre obligés de donner satisfaction de tous dommages & intérêts, & de les bonifier, sous peine & obligation de leurs personnes & biens. »

X I V.

» Pour déterminer ultérieurement ce qui vient d'être dit, tous les capitaines de corsaires ou armateurs de vaisseaux, armés en guerre sous commission & pour compte de particuliers, seront tenus, avant leur départ, de donner caution suffisante devant les juges compétens, ou d'être entièrement responsables des malversations, qu'ils pourroient commettre dans leurs courses ou voyages, ainsi que des contraventions de leurs capitaines & officiers contre le présent Traité & contre les ordonnances & édits; qui seront publiés conséquemment & conformément à icelui, sous peine de forfaiture & nullité des susdites commissions. »

X V.

» Tous les vaisseaux & marchandises, de quelque nature qu'elles puissent être, que l'on reprendra sur des pirates & écumeurs de mer, naviguant en pleine mer sans commission requise, seront amenés dans quelque port de l'un des deux Etats & déposés entre les mains des officiers du port, afin que le tout soit restitué au vrai propriétaire, sitôt qu'il aura été donné des preuves justes & suffisantes pour en constater la propriété. »

X V I.

« Si quelques vaisseaux ou bâtimens , appartenans à l'une des deux parties , à leurs sujets ou habitans , venoient à échouer sur les côtes ou territoires de l'autre , à périr , ou à souffrir quelque autre perte maritime , il sera donné toute sorte de secours & d'assistance amicale aux personnes naufragées ou en danger de faire naufrage : & les vaisseaux , effets , & marchandises , ou ce qui en aura été sauvé , ou bien le provenu d'iceux , si ces effets , sujets à se gâter , ont été vendus , étant réclamés dans l'an & jour par les patrons , ou par les propriétaires , ou par leurs agens ou fondés de procuration , seront restitués ; moyennant seulement qu'ils payent les frais raisonnables , & ce qui doit se payer dans le même cas , pour le sauvage , par les propres sujets du pays : il leur sera aussi délivré des sauf-conduits ou passe-ports , pour leur passage libre & sûr delà , & pour le retour de chacun dans son pays. »

X V I I.

« Au cas que les sujets ou habitans de l'une des deux parties avec leurs vaisseaux , soit publics & équipés en guerre , soit particuliers & marchands , soient forcés par la tempête , ou par la poursuite de pirates ou d'ennemis , ou par quelque autre nécessité urgente , à se retirer dans quelque rivière , crique , baye , port , rade , ou rivage , appartenant à l'autre partie , ils seront reçus avec toute humanité & bonne volonté , & jouiront de la protection & aide la plus amicale : & il leur sera permis de se rafraîchir & de s'approvisionner à des prix raisonnables de toute sorte de vivres & de toutes les choses requises pour l'entretien de leurs personnes ou pour la réparation de leurs vaisseaux ; & ils ne seront en aucune façon retenus ou empêchés de partir desdits ports ou rades , mais pourront faire voile & aller , quand & où il leur plaira , sans opposition ou empêchement quelconque. »

X V I I I.

« Pour d'autant mieux exercer le commerce réciproque , il a été convenu , que , s'il s'élevoit une guerre entre leurs hautes-puissances les Etats-généraux des Pays-bas-unis & les Etats-unis de l'Amérique , il sera toujours accordé aux sujets de part & d'autre le temps de neuf mois après la date de la rupture ou de la proclamation de guerre , afin de pouvoir se retirer avec leurs effets , & les transporter où il leur plaira ; ce qu'il leur sera permis de faire , comme aussi de vendre ou transporter leurs effets & meubles en toute liberté , sans qu'on y mette quelque obstacle , & sans que l'on puisse , durant le temps desdits neuf mois , procéder à quelque saisie de leurs effets , beaucoup moins de leurs personnes. Au contraire , il leur sera donné , pour leurs vaisseaux & pour les effets qu'ils voudront

emporter, des passe-ports de sauf-conduit, pour les ports les plus proches dans les pays respectifs, & pour le temps nécessaire au voyage. Et aucune prise faite sur mer ne pourra être réputée pour légitimement prise, à moins que la déclaration de guerre ait été connue ou ait pu l'être, dans le dernier port que le vaisseau pris a quitté : mais, pour tout ce qui pourroit avoir été pris aux sujets & habitans de part & d'autre, & pour les offenses, qui pourroient leur avoir été faites, dans l'intervalle des susdits termes, il sera donné satisfaction complète. »

X I X.

» Aucun sujet de leurs hautes-puissances les Etats-généraux des Pays-bas-unis ne pourra demander ni accepter quelque commission ou lettre de marque pour armer des vaisseaux, (afin de les envoyer en course contre lesdits Etats-unis de l'Amérique, ou contre quelqu'un d'eux, ou contre les sujets & habitans desdits Etats-unis ou quelqu'un d'eux, ou contre la propriété des habitans de quelqu'un d'eux,) de la part de quelque prince ou Etat que ce soit, avec qui les susdits Etats-unis de l'Amérique pourroient être en guerre. Pareillement aucun sujet ou habitant desdits Etats-unis de l'Amérique ou de quelqu'un d'eux ne demandera ni n'acceptera quelque commission ou lettres de marque, pour armer un ou plusieurs vaisseaux, (afin de les employer en course contre les hauts & puissans seigneurs, les Etats-généraux des Pays-bas-unis, ou contre les sujets & habitans de leurs hautes-puissances, ou quelqu'un d'eux, ou contre la propriété de quelqu'un d'eux,) de la part de quelque prince ou Etat que ce soit, avec qui leurs hautes-puissances seront en guerre : & , si quelque personne, de l'un ou de l'autre côté, acceptoit telle commission ou lettres de marque, il sera puni comme pirate. »

X X.

» Si les vaisseaux des sujets ou habitans de l'une des deux parties abordent à une côte appartenant à l'un ou à l'autre desdits alliés, sans avoir intention d'entrer dans un port, ou, étant entrés, sans vouloir décharger ou entamer leur cargaison, ou y ajouter, ils ne seront point obligés de payer, ni pour les vaisseaux ni pour leurs cargaisons, des droits d'entrée ou de sortie, ni de rendre aucun compte de leurs cargaisons, à moins qu'il n'y ait juste sujet de présumer, qu'ils portent à l'ennemi des marchandises de contrebande. »

X X I.

» Les deux parties contractantes s'accordent de part & d'autre la liberté d'avoir, chacune dans les ports de l'autre, des consuls, vice-consuls, agens

qui ne se trouvent pas expressement nommés ci-dessus, pourront, sans aucune exception & en toute liberté, être transportés par les sujets & habitans des deux alliés des places & vers les places appartenant à l'ennemi; excepté seulement les places, qui, dans le même temps, se trouveront assiégées, bloquées ou investies; & pour telles sont tenues uniquement les places entourées de près par quelqu'une des puissances belligérantes. »

X X V.

» Afin que toute dissention & querelle puisse être évitée & prévenue, il a été convenu, qu'au cas que l'une des deux parties vint à être en guerre, les vaisseaux & bâtimens, appartenans aux sujets ou habitans de l'autre allié, seront pourvus de lettres de mer ou passe-ports, exprimant le nom, la propriété & le port du vaisseau ou bâtiment, comme aussi le nom & le domicile du patron ou commandant dudit vaisseau ou bâtiment; afin que par-là il conste, que le vaisseau appartient réellement & vraiment aux sujets ou habitans de l'une des parties; lesquels passe-ports seront dressés & distribués selon la formule annexée à ce Traité. Chaque fois que le vaisseau aura été de retour, il faudra qu'il ait de nouveaux passe-ports pareils; ou du moins ces passe-ports ne devront pas être de plus ancienne date que de deux ans avant le temps où le vaisseau a été la dernière fois de retour en son pays. Il a été arrêté pareillement, que tels vaisseaux ou bâtimens étant chargés, devront être pourvus non-seulement des passe-ports ou lettres de mer sus-mentionnés, mais aussi d'un passe-port général, ou de passe-ports particuliers, ou manifestes, ou autres documens publics que l'on donne ordinairement aux vaisseaux qui partent, dans les ports d'où les vaisseaux ont fait voile en dernier lieu, contenant une spécification de la cargaison, de la place d'où le vaisseau est parti & de celle de sa destination; ou, à défaut de tous iceux, de certificats de la part des magistrats ou gouverneurs des villes, places, & colonies, d'où le vaisseau est parti, donnés dans la forme usitée, afin que l'on puisse savoir, s'il y a quelques effets prohibés ou de contrebande à bord des vaisseaux, & s'ils sont destinés à les porter en pays ennemis ou non: &, au cas que quelqu'un juge bon ou à propos d'exprimer dans lesdits documens les personnes, à qui les effets à bord appartiennent, il pourra le faire librement, sans cependant y être tenu & sans que l'omission d'une telle expression puisse ni doive donner lieu à confiscation. »

X X V I.

» Si les vaisseaux ou bâtimens desdits sujets ou habitans de l'une des deux parties, faisant voile le long des côtes ou en pleine mer, sont rencontrés par quelque vaisseau de guerre, capre ou autre bâtiment armé de

l'autre partie, lesdits vaisseaux de guerre, capres ou bâtimens armés, pour éviter tout désordre, resteront hors de la portée du canon, mais pourront envoyer leurs chaloupes à bord du vaisseau marchand, qu'ils rencontreront de la sorte, sur lequel ils ne pourront faire passer que deux ou trois hommes à qui le patron ou commandant exhibera son passe-port, déclarant la propriété du vaisseau ou bâtiment, selon la formule annexée à ce Traité : & le vaisseau ou bâtiment, après avoir exhibé un tel passe-port, lettre de mer & autres documens, sera libre de continuer son voyage, en sorte qu'il ne sera pas permis de le molester ou visiter en aucune manière, ni de lui donner chasse ou de le forcer à changer de cours. »

X X V I I.

• Il sera permis aux marchands, capitaines & commandans de navires, soit publics & équipés en guerre, soit particuliers & marchands, appartenans auxdits Etats-unis de l'Amérique, ou à quelqu'un d'eux, ou à leurs sujets & habitans, de prendre librement à leur service & recevoir à bord de leursdits vaisseaux, dans tout port ou places de la juridiction de leurs hautes-puissances suldières, des matelots ou autres, natifs ou habitans de quelque'un desdits Etats, à telles conditions qu'ils agréeront, sans être sujets pour cela à quelque amende, peine, châtiment, procès ou réprimande quelconques. Et réciproquement tous les marchands, capitaines & commandans, appartenans auxdits Pays-bas-unis, jouiront, dans tous les ports & places de l'obéissance desdits Etats-unis de l'Amérique, du même privilege d'engager & recevoir des matelots ou autres, natifs ou habitans de quelque pays de la domination desdits Etats-généraux : bien entendu que, ni d'un côté ni de l'autre, on ne pourra prendre à son service tels de ses compatriotes, qui se sont déjà engagés au service de l'autre partie contractante soit pour la guerre ou pour le négoce, & soit qu'on les rencontre à terre ou en mer ; à moins que le capitaine ou patron, sous le commandement de qui de telles personnes pourroient se trouver, ne veuille de son plein gré les décharger de son service ; sous peine qu'autrement ils seront traités & punis comme déserteurs. »

X X V I I I.

• L'affaire de la réfaction sera réglée en toute équité par les magistrats des villes respectives, où l'on juge avoir quelque lieu de se plaindre à cet égard. »

X X I X.

• Le présent Traité sera ratifié & approuvé par leurs Hautes-Puissances ; les Etats-généraux des Pays-bas-unis, & les Etats-unis de l'Amérique ; & les actes de ratification, de part & d'autre, seront délivrés dans l'espace de six mois ou plutôt, s'il se peut, à compter du jour de la signature. »

TRANSACTION.

275

En foi de quoi nous députés & plénipotentiaires des seigneurs Etats-généraux des Pays-bas-unis, & ministre-plénipotentiaire des Etats-unis de l'Amérique, en vertu de notre autorisation & pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité & apposé le cachet de nos armes. »

Fait à la Haye, le 7 octobre 1782.

TRANSACTION, c. f.

LA Transaction est une convention entre deux ou plusieurs personnes, qui pour prévenir ou terminer une querelle, reglent leur différent de gré à gré de la manière dont ils conviennent; & que chacun d'eux préfère à l'espérance de gagner, jointe au péril de perdre. Les Transactions préviennent ou terminent les querelles en plusieurs manières, selon la nature des différens, & des diverses conventions qui y mettent fin. Ainsi celui qui avoit quelque prétention, ou s'en désiste par une Transaction, ou en obtient une partie, ou même le tout. De même celui à qui on demande une somme d'argent, ou paye ou s'oblige, ou est déchargé en tout ou en partie. Ainsi celui qui contestoit une garantie, une servitude ou quelque autre droit, ou s'y assujettit ou s'en affranchit. Et on transige enfin aux conditions dont on veut convenir, selon les règles générales des conventions. Et ces Transactions ne reglent que les différens qui s'y trouvent compris par l'intention des parties, soit qu'elle se trouve expliquée par une convention générale, ou particulière, ou qu'elle soit connue par une suite nécessaire de ce qui est exprimé; & elles ne s'étendent pas aux différens auxquels on n'a point pensé.

Les Transactions où l'un des contractans a été engagé par le dol de l'autre, n'ont aucun effet. Ainsi celui qui par une Transaction abandonne un droit qu'il n'a pu soutenir, faute d'un titre retenu par la partie, rentreroit dans son droit, si cette vérité venoit à paroître. Si celui qui avoit un droit acquis par un testament qu'il ignoroit, déroge à ce droit par une Transaction avec l'héritier, cette Transaction sera aussi sans effet, lorsque le testament viendra à paroître, quand même il auroit été connu à l'héritier. En général, le dol & l'erreur annullent toute Transaction.

TRANSILVANIE, *Province à titre de Principauté, annexée à la Hongrie, & située entre la Hongrie, la Pologne, la Valachie & la Moldavie.*

IL y a deux gouverneurs dans cette province, l'un civil, l'autre militaire, & un conseil de régence, formé de douze conseillers, six catholiques, trois luthériens & trois réformés. Quelquefois on assemble les Etats, qui sont composés des évêques, des prélats, des comtes, des barons & des députés des trois nations, les Saxons, les Sicules & les Hongrois.

I.

DES IMPOSITIONS

Dans la Principauté de Transilvanie.

LA constitution de la Transilvanie diffère en tout de celle des autres provinces qui composent les Etats héréditaires de l'empereur, comme roi de Hongrie & de Bohême; c'est un gouvernement purement militaire; le souverain peut y établir tels impôts qu'il juge convenable.

L'administration de ce pays a éprouvé, depuis quelques années des variations si fréquentes, qu'il n'y a actuellement rien de fixe que la contribution.

Cette contribution est établie, de temps immémorial, sur les biens-fonds, les maisons & les bestiaux.

La portion pour laquelle chaque particulier doit y contribuer, est déterminée par un usage ancien.

Un habitant qui possède six arpens de terrain, une maison, deux chevaux, six vaches & vingt-quatre brebis, paye la contribution entière, & la portion augmente ou diminue suivant que l'objet de ses possessions se trouve au-dessus ou au-dessous de la quantité déterminée.

On fait entrer néanmoins en considération, dans l'augmentation ou la diminution, le plus ou le moins d'aisance que les possessions procurent au contribuable.

Chaque district, au surplus, a ses usages particuliers, qui sont tous fondés sur une juste égalité, & déterminés par des circonstances locales.

Cette manière d'assoir la contribution, exigeoit nécessairement des changemens fréquens dans les cadastres, & des détails qui se multiplioient à l'infini, & qui étoient d'autant plus difficiles à suivre, qu'on ne trouve dans la Transilvanie que très-peu de personnes qui sachent écrire.

Ces inconvéniens ont engagé à former un règlement, d'après lequel on a établi des registres, & où on a fixé des époques pour la vérification des changemens qui surviennent dans les possessions des contribuables.

On a choisi, dans chaque canton, des officiers seigneuriaux ou municipaux, qui sont obligés de former des rôles des communautés, de vérifier & rectifier les changemens, & de recevoir les deniers de la contribution.

On leur a assigné à chacun 60 florins, & ils sont obligés moyennant cette contribution, de porter les deniers dans la caisse du souverain.

Indépendamment de la contribution, le souverain leve des impôts sur l'industrie & sur les consommations; ces impôts ne sont point fixes, & varient à la volonté du prince.

Le souverain possède aussi, dans la Transilvanie, des fonds domaniaux, mais moins considérables qu'en Hongrie; les mines, & sur-tout celles d'or, rendent beaucoup plus que celles de Hongrie.

Les habitans de la Transilvanie sont chargés de l'entretien d'une milice très-nombreuse, dont l'établissement a été fait pendant la dernière guerre; la moitié de cette milice sert à cheval; on s'est proposé de l'enrégimenter; la résistance que ce projet a rencontré de la part des habitans, n'a pas encore permis de le mettre à exécution; il a même occasionné des émigrations, & la cour de Vienne observe à cet égard les ménagemens que la disposition des esprits, par rapport à cet arrangement, & la situation de ce pays ont paru exiger.

I I.

T R A I T É S

Entre la Maison d'Autriche & les Etats de la Principauté de Transilvanie, en 1686.

L'EMPEREUR Léopold, comme chef de la maison d'Autriche, & les Etats de la principauté de Transilvanie, conclurent à Vienne le 28 juin 1686 un Traité d'alliance qui fut confirmé quatre mois après, savoir le 27 octobre suivant par un autre Traité conclu dans le camp impérial près de Balasfalva.

Par l'article I de ces deux Traités, l'empereur s'engage, en sa qualité de chef de la maison d'Autriche, à prendre la défense de la Transilvanie & des territoires de Hongrie, qui y ont été annexés, toutes les fois qu'il en sera requis. Le prince de Transilvanie commandera en chef les secours que la cour de Vienne lui enverra.

L'empereur déclare en outre qu'il ne prétend avoir aucun droit sur la

mis sans notre faute dans cette incapacité, que cette incapacité est innocente. Qu'est aux yeux de l'humanité celui qui volontairement passe son temps dans l'oisiveté, dans l'absence de toute occupation assortie à sa destination, sinon un poids inutile à la terre, un être qui ne faisant rien pour les autres, n'a nul droit à prétendre qu'on fasse quelque chose pour lui, & qui ne travaillant pas seulement pour lui-même, mérite que tous les semblables l'abandonnent avec mépris à sa honteuse paresse ?

Qu'est pour soi-même cet être oisif, qui jamais ne travaille, sinon un être que l'ennui poursuit, qui est à charge à lui-même, qui pour se sauver du désagrément de son inutilité, est obligé d'avoir recours à une dissipation souvent criminelle, toujours blâmable & digne de mépris ? En ne faisant rien on se met dans la nécessité de faire du mal, par une suite de cette activité naturelle qui prouve si bien que le Travail est notre destination. Le poids du temps est insupportable à l'homme oisif ; delà les moyens criminels qu'il emploie pour tuer le temps ; expression atroce qui peint l'ingratitude de la créature, à qui l'Être suprême donne le temps pour travailler à la perfection & de lui & de ses semblables ; la dépravation de son goût qui le porte à préférer des puérilités honteuses, ou des détordres vicieux, à des occupations honnêtes & utiles ; la bassesse de son ame, qui pouvant mériter l'estime de ses concitoyens & de lui-même, en rendant son existence intéressante, consent d'être envisagé comme un homme nul, qui dans la société n'a de mérite personnel que de faire nombre, & qui par sa dépense, s'il en fait, n'a rien au-dessus d'un moulin dans lequel on feroit briser sous la meule & détruire tout ce qui sert à son entretien ; enfin, qui ne peut être envisagé que comme un mauvais citoyen, qui par son exemple, autorise les autres à vivre dans une pernicieuse oisiveté. Ajoutons en dernier lieu, que la vie oisive a les plus fâcheuses influences sur nos facultés : celles de l'ame s'éteignent dans le non-usage, & perdant leur énergie, laissent celui qui néglige de s'en servir, tomber dans l'abrutissement & la stupidité ; celles du corps s'affaiblissent, les membres s'engourdissent, la force diminue, l'adresse se perd, & enfin l'homme apesant, foible & malade par défaut de Travail, devient incapable de servir, ni à lui ni aux autres.

Tout se réunit ainsi pour faire aux hommes un devoir essentiel du Travail, c'est-à-dire, d'une occupation suivie, qui réponde à la destination de ses facultés personnelles, à ce qu'exigent son état, ses relations, les circonstances où il se trouve placé.

Transilvanie ni sur les terres qui y ont été jointes; qu'il n'en prendra jamais ni les titres ni les marques d'honneur, & qu'il ne se mêlera en aucune façon de son gouvernement ecclésiastique ni politique. Telle est la substance des articles III, VI, IX & XI du Traité de Vienne, & des articles III, VII & suivans du Traité de Balasfalva.

Les articles VII & VIII du Traité de Vienne portent que les Etats de Transilvanie conserveront la liberté de se choisir un souverain selon leurs privilèges & leurs usages anciens. Leur prince pourra à son gré contracter des alliances & former des ligue, pourvu qu'elles ne préjudicient en rien au présent Traité dont la force doit être perpétuelle.

Enfin par l'article XII du même Traité, les princes de Transilvanie s'engagent à refuser asile aux ennemis de la maison d'Autriche, & réciproquement cette puissance ne pourra donner retraite aux ennemis des princes & Etats de Transilvanie.

On fait que depuis ces traités, la paix de Carlowitz en 1696, a mis cette importante province sous la domination de la maison d'Autriche.

Voyez CARLOWITZ.

T R A V A I L, f. m.

ON désigne par ce mot, quand on veut parler avec exactitude, la suite des efforts actifs par lesquels l'homme tend à produire des effets nécessaires, pour qu'il réponde à sa destination, soit comme individu qui a une fin particulière, soit comme un membre de l'humanité ou de la société, auquel est assignée une destination assortie au poste qu'il occupe, & aux relations qu'il soutient avec ses semblables. On pourroit aussi définir le Travail, en disant que c'est la suite des actions que l'homme fait pour produire les effets utiles que sa nature, son état, ses relations & sa destination l'appellent à faire naître, & le mettent en état de produire. Tout ce qui est une conséquence de la nature, de l'état, des relations & de la destination de l'homme, est certainement pour lui un devoir, une obligation; s'y refuser, c'est manquer à ce qu'on doit. Si donc l'homme est tenu par ces considérations à s'occuper de quelque Travail, l'oisiveté, ou tout mouvement qui ne répond pas à la définition que nous avons donnée du Travail, tant qu'il se borne à ces occupations-là, est un vice, une façon de vivre blâmable, contraire aux intentions du créateur, & à ce que l'état où nous sommes, exige de nous.

Tout ce que Dieu veut, de quelque manière que cette volonté nous soit connue, est une loi obligatoire, le principe d'un devoir que nous ne saurions violer innocemment. *Voyez DEVOIR.* Nous connoissons la volonté de Dieu dans la destination des créatures, par deux moyens; par la con-

sidération de ce que sont les choses, & des effets qu'elles sont capables de produire ; & par les loix qu'il nous a données par la révélation.

Dieu étant l'Etre souverain, ne fait rien d'inutile ; ne donne l'existence & les propriétés aux créatures que dans la vue de les faire servir à produire les effets utiles dont il les a rendues capables. Lors donc qu'en considérant les qualités & les facultés d'une créature, son état, ses relations, nous découvrons les effets utiles que peut produire un talent, une faculté dont Dieu nous a doués, & que nous voyons que ce talent ne peut produire d'autre effet utile que celui-là, ne sommes-nous pas en droit de conclure que la volonté de Dieu est, que nous employions ce talent à la production de cet effet ? Nous obstiner à ne pas nous en servir, pour remplir ce but, n'est-ce pas désobéir à Dieu ? Or nous osons le demander ; par les talens dont il nous a doués, Dieu ne nous a-t-il pas rendus capables de nous occuper avec succès d'un Travail utile, soit à nous, soit aux autres hommes ? Non-seulement il nous en a rendus capables, mais il nous l'a rendu nécessaire : nos besoins chaque jour renaissans, & variés en tant de manières par notre constitution & nos circonstances, ne peuvent être satisfaits sans soins & sans Travail. Nous sommes ainsi nécessités à travailler pour nous-mêmes, & de ce Travail nous en sommes rendus capables : dans bien des cas, outre cela, nos soins, notre Travail, nos efforts ne suffisent pas pour contenter nos desirs & procurer notre bien-être ; nous sommes forcés de recourir à l'assistance de nos semblables ; la réunion de leurs efforts avec les nôtres, assure seul le succès de nos entreprises, & nous font atteindre ce but désiré, vers lequel seuls nous ne serions pas parvenus. Mais comment engager les autres à travailler pour nous, si nous ne nous faisons pas un devoir de travailler pour eux ? Ce concours d'efforts pour nous rendre heureux suppose une société, & la société ne peut pas subsister sans un accord par lequel chacun de son côté travaille selon son pouvoir au bien de ses semblables : nous sommes donc nécessités à travailler pour les autres ; & le bonheur qui résulte de cette association, est d'autant plus assuré & plus grand que chacun travaille davantage.

Nous avons vu, qu'en nous douant de capacité pour produire des effets utiles par l'emploi de nos forces, Dieu nous impose l'obligation de faire de ces forces un usage conforme à notre destination ; cet Etre souverain ne nous a pas plus donné de talens sans but, qu'il ne nous a donné des degrés de talens inutiles : non-seulement donc nous ne devons laisser oisif aucun de nos talens ; mais il suit de là que nous ne devons laisser sans usage aucun des degrés de ces talens. Nous ne devons donc reconnoître pour borne de notre obligation à travailler, que les bornes mêmes de nos facultés ; nous devons faire pour notre bien & pour celui des autres, tout le Travail dont nous sommes capables. Il n'y a que l'incapacité bien avérée de s'employer à rien d'utile, qui dispense de l'obligation du Travail, & ce n'est que quand des circonstances involontaires nous ont

mis sans notre faute dans cette incapacité, que cette incapacité est innocente.

Qu'est aux yeux de l'humanité celui qui volontairement passe son temps dans l'oïveté, dans l'absence de toute occupation assortie à sa destination, sinon un poids inutile à la terre, un être qui ne faisant rien pour les autres, n'a nul droit à prétendre qu'on fasse quelque chose pour lui, & qui ne travaillant pas seulement pour lui-même, mérite que tous ses semblables l'abandonnent avec mépris à sa honteuse paresse ?

Qu'est pour soi-même cet être oïf, qui jamais ne travaille, sinon un être que l'ennui poursuit, qui est à charge à lui-même, qui pour se sauver du désagrément de son inutilité, est obligé d'avoir recours à une dissipation souvent criminelle, toujours blâmable & digne de mépris ? En ne faisant rien on se met dans la nécessité de faire du mal, par une suite de cette activité naturelle qui prouve si bien que le Travail est notre destination. Le poids du temps est insupportable à l'homme oïf ; delà les moyens criminels qu'il emploie pour tuer le temps ; expression atroce qui peint l'ingratitude de la créature, à qui l'Etre suprême donne le temps pour travailler à la perfection & de lui & de ses semblables ; la depravation de son goût qui le porte à préférer des puérilités honteuses, ou des déordres vicieux, à des occupations honnêtes & utiles ; la bassesse de son ame, qui pouvant mériter l'estime de ses concitoyens & de lui-même, en rendant son existence intéressante, consent d'être envisagé comme un homme nul, qui dans la société n'a de mérite personnel que de faire nombre, & qui par sa dépense, s'il en fait, n'a rien au-dessus d'un moulin dans lequel on ferait briser sous la meule & détruire tout ce qui sert à son entretien ; enfin, qui ne peut être envisagé que comme un mauvais citoyen, qui par son exemple, autorise les autres à vivre dans une pernicieuse oïveté.

Ajoutons en dernier lieu, que la vie oïf a les plus fâcheuses influences sur nos facultés : celles de l'ame s'éteignent dans le non-usage, & perdant leur énergie, laissent celui qui néglige de s'en servir, tomber dans l'abrutissement & la stupidité ; celles du corps s'affaiblissent, les membres s'engourdissent, la force diminue, l'adresse se perd, & enfin l'homme appesanti, foible & malade par défaut de Travail, devient incapable de servir, ni à lui ni aux autres.

Tout se réunit ainsi pour faire aux hommes un devoir essentiel du Travail, c'est-à-dire, d'une occupation suivie, qui réponde à la destination de ses facultés personnelles, à ce qu'exigent son état, ses relations, les circonstances où il se trouve placé.

de Basse-Saxe, jusqu'au nombre de 3000 hommes, de les faire entrer dans les duchés & d'y loger. Si elle veut aussi avoir quelques troupes des puissances étrangères, qui quittent leur ancien service, & qui entrent dans le sien sous serment, elle pourra le faire; ces troupes ne devant être considérées que comme des troupes de Gottorp. Il sera à la libre disposition de son altesse de prendre plus de 3000 hommes; elle en pourra même prendre jusqu'au dit nombre de 6000, à condition néanmoins qu'elle ne prendra pas plus de 3000 hommes d'un potentat seul. »

» Enfin il a aussi été arrêté, que dans le passage des troupes, l'une des parties ne chargera pas les sujets de l'autre par des quartiers, sinon en temps de nécessité, moyennant une préalable réquisition, que pour alors on accorderoit une nuit de logement, à la charge néanmoins de payer tout ce qui leur sera fourni, & de tenir une exacte discipline; mais le simple passage ne sera pas refusé, pourvu qu'on le demande auparavant. »

V I .

» Le traité d'Altena & la restitution des biens de Göttes-Gabe seront pleinement mis en exécution au duc de Holstein-Gottorp, six semaines après l'échange de la ratification; mais en tout cas le recès demeurera *in salvo* à la maison ducale de Holstein-Pleun. »

V I I .

» Son altesse de Holstein-Gottorp ayant aussi fait représenter que la ville de Christian-Pryz ou Frédérickfort a causé beaucoup de dommage & plusieurs surcharges à ses pays & dépendances, principalement à la ville de Kiel, contre la teneur du recès de Gluckstad, & ayant requis que cette forteresse puisse être démolie, il a été promis de la part de sa majesté danoise qu'il sera encore efficacement & entièrement remédié sur ce point aux plaintes de la maison de Holstein-Gottorp, & que le recès de Gluckstad sera aussi pleinement observé en toute son étendue tant en temps de paix qu'en temps de guerre; que les dépendances de Gottorp, & nommément la ville de Kiel, ne souffriront plus rien à l'avenir de ladite forteresse. Et aussi, que si contre toute attente en cas de contravention, & après en avoir requis la satisfaction, on n'en fit point de réparation dans les six semaines après la réquisition faite, son altesse en vertu du consentement accordé, sous des conditions, dans le recès de Gluckstad, touchant cette forteresse, se réserve tous les droits sains & entiers. »

V I I I .

» A l'égard de la convention qui a été faite en 1647, avec le chapitre de Lubec de la part de Holstein-Gottorp, pour l'élection épiscopale, pour

le Holstein & dans les terres de la dépendance du duc de ce nom. Les forts furent pris ou abandonnés, & ensuite démolis. Les Danois allèrent même assiéger l'importante forteresse de Tonningen. Le général Suédois Bannier, qui y étoit entré, la défendit avec toute la vigueur & la sagesse possib'es. Cela donna le temps aux troupes des garants d'y marcher au secours. Les Etats-généraux y envoyèrent de leur part trois mille hommes sous le général Dopst. Ainsi les Danois, qui avoient poussé ce siege-là bien avant, furent obligés de le lever & de se retirer.

Quoique la levée de ce siege fût un coup fort important, on ne s'arrêta pas-là. Il s'agissoit d'éteindre un feu qui menaçoit de durer long-temps. Malgré les empressements des ministres de France, le comte de Guiscard en Suede, & le comte de Chamilli en Danemarc, pour calmer l'orage, on prétendoit qu'ils fomentoient la discorde. C'étoit afin que la mort de Charles II, roi d'Espagne arrivant, une guerre dans le Nord servît de diversion aux puissances engagées dans le second traité de partage de la monarchie d'Espagne.

L'Angleterre & la Hollande armerent une flotte. Celle-ci fut envoyée vers la mer Baltique. Les Danois en armerent une de leur côté pour s'opposer à la jonction de la flotte combinée avec celle de Suede. La situation du Sund étoit pour cela favorable aux Danois; mais ils quitterent cependant ce dessein à l'approche de celle-là. Ainsi la jonction fut faite. Cependant on ne voulut pas se déclarer ouvertement contre le Danemarc.

Il faut remarquer qu'au commencement de ces brouilleries, un homme de marine de la Rochelle alla se présenter à l'ambassadeur de Suede, Lillienrooth, & lui donna un plan pour détruire, par un bombardement, la flotte de Danemarc. Voici la copie de ce plan.

» L'entrée par mer dans Copenhague a à la droite une citadelle & tout joignant une batterie, & à la gauche un bassin qui aboutit par un grand canal à la ville & à la traverse. C'est dans ce bassin que sont tous les vaisseaux du roi de Danemarc amarrés les uns aux autres, & ce bassin n'est séparé de la mer que par des palissades, & ensuite par une chaussée qui les met à l'abri d'être abordés; mais ils ne sont pas à l'abri des bombes. C'est pourquoi, en cas de rupture, il est très-facile de les aller bombarder : & pour cela on pourroit faire équiper une petite escadre, dans laquelle il y auroit trois à quatre frégates de 24 à 30 canons, ou plus grandes, & les apprêter avec des rouleaux de cables pour soutenir le pont, ainsi qu'il a été pratiqué par les Anglois au bombardement de Saint-Martin de Ré, sur chacune desquelles on mettroit deux mortiers & des bombes, & on iroit droit devant Copenhague, & étant encore à la voile aussi-bien que l'escadre, si on veut, elles pourront très-facilement bombarder & brûler tous les vaisseaux de guerre qui sont dans le bassin. Il faudroit se servir de frégates, parce que si l'on préparoit des galiotes à bombes le

roi de Danemarc en étant averti pourroit soupçonner le dessein. La chose est d'autant plus facile, que les frégates peuvent mouiller à portée pour bombarder sans être à portée ni du canon de la citadelle ni de la batterie qui y est joignant. »

» On n'entrera point dans le détail de tous les avantages qui en peuvent résulter à la nation suédoise, ni de la gloire que sa majesté y acquerra, en cas de rupture, dans un commencement, ni qu'elle sera maîtresse de la mer Baltique, puisque le Danemarc ne pourroit se remettre de dix ans de cette perte, ni enfin d'une infinité d'avantages qui en résulteront & qu'on laisse à la considération de sa majesté & de ses habiles & éclairés ministres, se remettant à la générosité royale de sa majesté pour la gratification que l'avis mérite. »

Cet ambassadeur ayant amusé le Rochelois pendant plusieurs semaines, s'en défit assez brusquement, après s'en être fait un mérite auprès de sa cour. Cela irrita cet homme, qui en avertit le ministre de Danemarc, lui donna la copie du plan, & il n'en fut pas pour cela mieux récompensé. Cependant le Danemarc profita de cet avis. Il fit faire plusieurs barques plates & fortes, nommées *pramen*, avec des batteries de plusieurs pieces de canon à fleur d'eau, outre quantité d'estacades & de chaînes. L'amiral Roock ne laissa pas de jeter quelques bombes dans la partie de la ville appelée Christianstad, qui est comme un faubourg séparé de Copenhague par un large canal. On jugea que cet amiral fit cette petite expédition, non pas pour faire du dommage au Danemarc, mais seulement pour lui faire voir qu'on pouvoit lui en faire.

Sur cela le roi de Suede entreprit de faire une descente dans l'isle de Zelande, où Copenhague, capitale du Danemarc, est située. Aussi exécuta-t-il cet héroïque dessein d'une maniere fort heureuse, quoique fort hardie. Les Danois y apporterent quelque opposition, mais ils furent bientôt dispersés par la valeur des Suédois, quoiqu'ils eussent été obligés de débarquer dans l'eau, qu'ils avoient jusqu'aux aisselles, pour pouvoir aborder la terre. Le roi de Suede en fit autant à la tête de ses troupes, & ne profita nullement, par un principe de générosité, du désordre des Danois. Au contraire il fit observer une exacte discipline à ses troupes, & empêcha tout désordre & tout dégât.

La nouvelle de cette descente ayant été portée au roi de Danemarc qui étoit dans son camp en Holstein, le fit passer en hâte dans la Zelande, & il laissa des plénipotentiaires pour traiter de la paix. Elle fut conclue à Travendal par le traité qui suit.

T R A I T É D E P A I X

Conclu entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, & Son Altesse le Duc de Holstein-Gottorp, par la médiation des puissances alliées, garantes, & leurs Ministres.

Au nom de la sainte Trinité.

» **S**OIT notoire à un chacun que de grands différens étant survenus depuis l'an 1675, entre sa majesté le roi de Danemarck & son altesse le duc de Sleswick-Holstein-Gottorp, qui ont été terminés par les traités de Fontainebleau en 1679 & par ceux d'Altena de 1689, il en est néanmoins survenu de nouveaux à cause d'un sentiment contraire sur l'interprétation de quelques articles contenus dans ces derniers traités, qui ont été suivis d'hostilités & d'une guerre publique entre le roi de Danemarck & de Norwege, & le duc de Sleswick-Holstein-Gottorp, à présent régnant & ses hauts alliés, nonobstant les soins & les bons offices de sa majesté impériale & de son altesse électorale de Saxe & de Brandebourg, s'entremettant dans l'affaire de la haute médiation, de même que ceux des hauts garants du traité d'Altena : & comme on n'a pas manqué de continuer & d'employer tous les soins & les devoirs possibles jusqu'à la fin, de la part de sa majesté impériale & de son altesse électorale de Brandebourg, pour prévenir & arrêter à temps les suites d'une telle guerre, & pour rétablir le repos & la tranquillité dans le cercle de la Basse-Saxe & dans les pays voisins du quartier du Nord; de même que les bons offices & les soins extraordinaires des ministres & des garants respectifs, pour le rétablissement d'une paix stable & solide avec une bonne & parfaite intelligence entre sa majesté danoise & le duc de Holstein; lesdits différens ont été enfin accommodés, & les parties opposantes sont convenues, suivant ce traité conclu, des articles suivans. «

A R T I C L E P R E M I E R.

» Tout ce qui s'est passé à l'égard desdits différens & commis de part & d'autre tant par mer que par terre, sera entièrement oublié par cette paix & amnistie, d'une manière qu'on n'y songera plus, bien-loin d'en faire quelque prétention contre qui que ce soit. Les villes de Lubec & de Hambourg jouiront aussi de cette amnistie, de même que leurs sujets & ceux qui en dépendent, auxquels il ne sera jamais imputé aucune chose ni fait le moindre tort à l'égard de ce qui s'est passé pendant ces troubles. «

I I.

» On confirme encore par ce traité entre le roi de Danemarck & de

Outre ce traité il y eut six articles séparés & secrets, qui furent signés en même temps, & que voici.

A R T I C L E S S E C R E T S.

A R T I C L E P R E M I E R.

» S O N altesse monsieur le duc de Holstein-Ploën, ses héritiers & descendants ne seront point troublés ni grévés contre les accords & recès qui ont été passés entre sa majesté royale de Danemarck & son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp; mais ils jouiront paisiblement de tous les droits qui leur ont été acquis par lesdits recès, & de tous ceux qui leur appartiennent d'ailleurs, leurs seigneuries, bailliages & biens y annexés, sans y être inquiétés ni molestés par personne quelle qu'elle puisse être, le tout néanmoins sauf & sans préjudice du traité d'Altena. Cet article séparé aura la même force, & sera du même effet, que s'il étoit inséré mot à mot au traité principal; & l'on en a fait trois actes, lesquels ont été signés par les ministres plénipotentiaires des deux partis & scellés de leurs cachets. Fait à Travendal le 18 août 1700. «

I I.

» Son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp promet d'employer ses offices les plus efficaces auprès de sa majesté royale de Suede, & s'engage d'obtenir d'elle. 1°. Que toutes hostilités, contributions, & exactions cessent dans l'isle de Zélande, & dans toutes les autres isles de Danemarck dès le jour que le courier, que son altesse expédiera ce soir pour notifier à sa majesté la conclusion du présent traité, arrivera auprès d'elle; & que tout ce qui n'aura pas été reçu jusques audit jour *inclusivé* de l'arrivée du courier ne soit point exigé dans la suite. Et 2°. que les troupes suédoises soient retirées sans aucun retardement du royaume de Danemarck, immédiatement après que l'échange des ratifications du présent traité aura été notifié à sa majesté royale de Suede, ou à ses généraux en Zélande, à moins que le vent ou l'orage n'y apportassent empêchement. Laquelle déclaration & promesse a été signée par son altesse de Sleswick-Holstein, munie de son cachet à Ségeberg le 18 août 1700. «

I I I.

» En cas que le paiement des 260,000 écus promis dans le IX article du traité ne se fasse pas en quinze jours, à compter d'aujourd'hui, on est convenu que le Hardebredstedt, ou Norgesharde sera remis à son altesse de Gottorp pour hipotheque, avec tous ses droits, appartenances, & supérieures, & qu'elle en jouira paisiblement; sadite altesse promettant aussi de se contenter de six pour cent pour l'intérêt de son capital, & de ne

mentionnée ci-devant) sur le duc de Holstein-Gottorp & ses successeurs aussi comme duc régens de Sleswick-Holstein, mais qu'on le laissera dans l'entière égalité & même droit entre les deux parties. »

V.

« A l'égard de la défense des pays de Sleswick-Holstein, lorsque les deux parties pourroient être attaquées par quelques puissances étrangères, alors, avec raison, elles tâcheront de l'empêcher avec leurs forces de part & d'autre, & par leurs conseils réciproques, & de procurer les subsides nécessaires dans les diètes communes, comme de coutume. Cependant aucune des parties ne sera obligée, sous prétexte de cette défense, de se mêler des affaires qui ne la touchent pas, & dans lesquelles une des parties pourroit s'être engagée contre l'avis & sans le consentement de l'autre. Mais même dans un tel cas, une des parties ne pourra pas s'attribuer la moindre chose des collectes des pays l'un de l'autre, pour ce qui regarde l'une des parties en particulier. Puisque tous les différens d'à-présent sont principalement survenus sur le droit de porter des armes, & particulièrement au sujet des forteresses & de ce qui en dépend, de même que des explications contraires des traités d'Altena, on a affermi & déclaré par ce traité, que son altesse & ses successeurs auront le pouvoir & le plein & franc droit des armes, armemens, alliances & forteresses avec tout ce qui en dépend, de même que l'exercice. A quoi les parties ont cependant accordé. 1°. Qu'aucune des deux parties ne pourra construire des forteresses qu'à deux lieues de celle de l'autre. 2°. Et sur-tout elles ne pourront rien fortifier qu'à une lieue du territoire l'un de l'autre, dont les places communes n'y sont point comprises. 3°. Aucune des deux parties ne pourra aussi construire des forteresses qu'à une lieue du chemin & du passage ordinaire de Flensbourg à Rensbourg, & delà à Itzehoe, à Gluckstad & à Hambourg. 4°. Et afin que l'une des parties ne cause point d'ombrage ni de jalousie à l'autre par l'entretien d'un trop grand nombre de troupes dans les duchés, ou par de trop grosses armées, il a été arrêté que l'une des deux parties ne pourra avoir plus de 6000 hommes, tant cavalerie qu'infanterie, dans les duchés de Sleswick-Holstein (qui ne pourront jamais être employés pour opprimer l'un ou l'autre) à moins d'une nécessité évidente; principalement lorsqu'il y auroit apparence d'une invasion étrangère, ou d'un danger évident, ou que sa majesté danoise doive donner quelque assistance à ses alliés; alors le passage dans les juridictions des duchés doit être libre par droit & raison. Mais comme il pourroit arriver que son altesse le duc de Holstein-Gottorp ne seroit point toujours pourvue d'un tel nombre de troupes, & que l'occasion ne permet pas qu'elle les tienne toujours sur pied, elle aura toujours la liberté, si elle le juge à propos, d'en prendre de ses alliés & amis de l'empire Romain & du cercle

Outre ce traité il y eut six articles séparés & secrets, qui furent signés en même temps, & que voici.

A R T I C L E S S E C R E T S.

A R T I C L E P R E M I E R.

» **S**ON altesse monsieur le duc de Holstein-Ploën, ses héritiers & descendants ne seront point troublés ni grévés contre les accords & recès qui ont été passés entre sa majesté royale de Danemarck & son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp; mais ils jouiront paisiblement de tous les droits qui leur ont été acquis par lesdits recès, & de tous ceux qui leur appartiennent d'ailleurs, leurs seigneuries, bailliages & biens y annexés, sans y être inquiétés ni molestés par personne quelle qu'elle puisse être, le tout néanmoins sauf & sans préjudice du traité d'Altena. Cet article séparé aura la même force, & sera du même effet, que s'il étoit inséré mot à mot au traité principal; & l'on en a fait trois actes, lesquels ont été signés par les ministres plénipotentiaires des deux partis & scellés de leurs cachets. Fait à Travendal le 18 août 1700. »

I I.

» Son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp promet d'employer ses offices les plus efficaces auprès de sa majesté royale de Suede, & s'engage d'obtenir d'elle. 1°. Que toutes hostilités, contributions, & exactions cessent dans l'isle de Zélande, & dans toutes les autres isles de Danemarck dès le jour que le courier, que son altesse expédiera ce soir pour notifier à sa majesté la conclusion du présent traité, arrivera auprès d'elle; & que tout ce qui n'aura pas été reçu jusques audit jour *inclusivé* de l'arrivée du courier ne soit point exigé dans la suite. Et 2°. que les troupes suédoises soient retirées sans aucun retardement du royaume de Danemarck, immédiatement après que l'échange des ratifications du présent traité aura été notifié à sa majesté royale de Suede, ou à ses généraux en Zélande, à moins que le vent ou l'orage n'y apportassent empêchement. Laquelle déclaration & promesse a été signée par son altesse de Sleswick-Holstein, munie de son cachet à Ségeberg le 18 août 1700. »

I I I.

» En cas que le paiement des 260,000 écus promis dans le IX article du traité ne se fasse pas en quinze jours, à compter d'aujourd'hui, on est convenu que le Hardebredtsedt, ou Norgesharde sera remis à son altesse de Gottorp pour hipotheque, avec tous ses droits, appartenances, & supérieures, & qu'elle en jouira paisiblement; sadite altesse promettant aussi de se contenter de six pour cent pour l'intérêt de son capital, & de ne

six générations, sa majesté danoise accorde que tout restera selon le recès de Glukstad de l'an 1667, & les promesses qui y ont été faites, & qu'elle ne permettra pas que l'on fasse directement ni indirectement aucune chose contraire à ce recès. »

I X.

» Comme il a été représenté de la part de son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp, tant la haute médiation, qu'à sa majesté danoise & de Norwege quelle perte considérable, & quelle ruine sa maison & ses pays, ont souffert par les différens passés, sa majesté par amitié, & par une affection de consanguinité, consent de faire payer à son altesse de Holstein-Gottorp la somme de 260000 rixdales en bonnes & valables crones danoises, & cela sans faute à Hambourg entreci & la foire prochaine de Kiel, dans l'octave des trois rois de l'année prochaine 1701, laquelle somme doit être assignée dans douze jours après la signature du traité, sur la banque de Hambourg, ou sur de bons & sûrs marchands : & il en sera donné une entière assurance aux commissaires de son altesse, qui en récompense se déliste de toute sorte de prétentions, tant formées qu'à former, touchant le dédommagement de cette guerre. »

» Son altesse renonce de son côté, 1°. aux dépens causés en 1687, par les troupes du roi. 2°. Aux prétentions qu'à la maison ducale de Gottorp en vertu de l'égalité, desquelles prétentions il a été fait mention dans les traités de l'an 1661, & dans le recès de Glukstad. Et 3°. à ce qui a été levé dans la partie ducale du duché de la part de sa majesté danoise après le 23 de juin 1689, en considération de quoi sa majesté danoise renoncera aussi à toutes les prétentions qu'elle pourroit former pour les dédommagemens des frais faits au sujet de cette guerre. »

» De plus, il a été accordé que tout ce qui pourroit avoir été exigé & levé des domaines & rentes des duchés de Sleswick-Holstein dans les pays de l'un ou de l'autre jusqu'au 14 août inclusivement, restera à celui qui a profité ; mais ce qui pourroit avoir été exigé & payé depuis le 15 août inclusivement, sera restitué de bonne foi dans quatre semaines. »

» De même que les contributions exigées des pays, bailliages & villes de part & d'autre, & lesquelles ne se trouveront pas avoir été effectivement payées le 14 de ce mois, ou plutôt, cesseront, & ne seront point exigées ; pareillement les obligations ou cautions données par les villes pour les contributions extraordinaires qu'on a imposées, cesseront, & seront annullées par le présent ; mais les contributions déjà imposées & signifiées aux prélats & nobles, seront payées & exécutées jusques à la fin de ce mois. »

X.

» Comme on a trouvé, 1°. Que les deux avoyeries royales, communément nommées Voigteyen, Breukel & Ulsenis, situées dans le bailliage de

Outre ce traité il y eut six articles séparés & secrets, qui furent signés en même temps, & que voici.

A R T I C L E S S E C R E T S.

A R T I C L E P R E M I E R.

» **S**ON altesse monsieur le duc de Holstein-Ploën, ses héritiers & descendants ne seront point troublés ni grévés contre les accords & recès qui ont été passés entre sa majesté royale de Danemarc & son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp; mais ils jouiront paisiblement de tous les droits qui leur ont été acquis par lesdits recès, & de tous ceux qui leur appartiennent d'ailleurs, leurs seigneuries, bailliages & biens y annexés, sans y être inquiétés ni molestés par personne quelle qu'elle puisse être, le tout néanmoins sauf & sans préjudice du traité d'Altena. Cet article séparé aura la même force, & sera du même effet, que s'il étoit inséré mot à mot au traité principal; & l'on en a fait trois actes, lesquels ont été signés par les ministres plénipotentiaires des deux partis & scellés de leurs cachets. Fait à Travendal le 18 août 1700. »

I I.

» Son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp promet d'employer ses offices les plus efficaces auprès de sa majesté royale de Suede, & s'engage d'obtenir d'elle. 1°. Que toutes hostilités, contributions, & exactions cessent dans l'isle de Zélande, & dans toutes les autres isles de Danemarc dès le jour que le courier, que son altesse expédiera ce soir pour notifier à sa majesté la conclusion du présent traité, arrivera auprès d'elle; & que tout ce qui n'aura pas été reçu jusques audit jour *inclusivé* de l'arrivée du courier ne soit point exigé dans la suite. Et 2°. que les troupes suédoises soient retirées sans aucun retardement du royaume de Danemarc, immédiatement après que l'échange des ratifications du présent traité aura été notifié à sa majesté royale de Suede, ou à ses généraux en Zélande, à moins que le vent ou l'orage n'y apportassent empêchement. Laquelle déclaration & promesse a été signée par son altesse de Sleswick-Holstein, munie de son cachet à Ségeberg le 18 août 1700. »

I I I.

» En cas que le paiement des 260,000 écus promis dans le IX article du traité ne se fasse pas en quinze jours, à compter d'aujourd'hui, on est convenu que le Hardebredstedt, ou Norgesharde sera remis à son altesse de Gottorp pour hipotheque, avec tous ses droits, appartenances, & supériorités, & qu'elle en jouira paisiblement; sadite altesse promettant aussi de se contenter de six pour cent pour l'intérêt de son capital, & de ne

Outre ce traité il y eut six articles séparés & secrets, qui furent signés en même temps, & que voici.

A R T I C L E S S E C R E T S.

A R T I C L E P R E M I E R.

» **S**on altesse monsieur le duc de Holstein-Ploën, ses héritiers & descendants ne seront point troublés ni grévés contre les accords & recès qui ont été passés entre sa majesté royale de Danemarck & son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp; mais ils jouiront paisiblement de tous les droits qui leur ont été acquis par lesdits recès, & de tous ceux qui leur appartiennent d'ailleurs, leurs seigneuries, bailliages & biens y annexés, sans y être inquiétés ni molestés par personne quelle qu'elle puisse être, le tout néanmoins sauf & sans préjudice du traité d'Altena. Cet article séparé aura la même force, & fera du même effet, que s'il étoit inséré mot à mot au traité principal; & l'on en a fait trois actes, lesquels ont été signés par les ministres plénipotentiaires des deux partis & scellés de leurs cachets. Fait à Travendal le 18 août 1700. »

I I.

» Son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp promet d'employer ses offices les plus efficaces auprès de sa majesté royale de Suede, & s'engage d'obtenir d'elle. 1°. Que toutes hostilités, contributions, & exactions cessent dans l'isle de Zélande, & dans toutes les autres isles de Danemarck dès le jour que le courier, que son altesse expédiera ce soir pour notifier à sa majesté la conclusion du présent traité, arrivera auprès d'elle; & que tout ce qui n'aura pas été reçu jusques audit jour *inclusivé* de l'arrivée du courier ne soit point exigé dans la suite. Et 2°. que les troupes suédoises soient retirées sans aucun retardement du royaume de Danemarck, immédiatement après que l'échange des ratifications du présent traité aura été notifié à sa majesté royale de Suede, ou à ses généraux en Zélande, à moins que le vent ou l'orage n'y apportassent empêchement. Laquelle déclaration & promesse a été signée par son altesse de Sleswick-Holstein, munie de son cachet à Ségeberg le 18 août 1700. »

I I I.

» En cas que le paiement des 260,000 écus promis dans le IX article du traité ne se fasse pas en quinze jours, à compter d'aujourd'hui, on est convenu que le Hardebredtsfiedt, ou Norgesharde sera remis à son altesse de Gottorp pour hipotheque, avec tous ses droits, appartenances, & supériorités, & qu'elle en jouira paisiblement; ladite altesse promettant aussi de se contenter de six pour cent pour l'intérêt de son capital, & de ne

Les ministres de Brunswick-Lunebourg donnerent à part un acte de la même teneur.

Ledit ministre d'Angleterre Cresset ayant fort porté les intérêts du duc de Holstein, & étant peu après sur le point de retourner à sa cour, le duc lui donna des lettres récréduces.

Le même jour, ledit duc dépêcha des lettres réquisitoriales au roi de la Grande-Bretagne, pour implorer sa garantie du traité qu'on venoit de conclure à Travendal.

Le même duc en écrivit une pareille au roi très-chrétien.

La raison pour laquelle le duc écrivit ces lettres réquisitoriales au roi très-chrétien, étoit qu'à la sollicitation du Danemarck, le comte de Chamilli avoit offert la médiation de son maître pour appaiser ces troubles, sans rejeter celle de l'empereur, ni des autres puissances médiatrices ou garantes. Cependant que si ces dernières venoient à être reculées, la France seroit seule la médiatrice. Le duc de Holstein regimba à cette proposition. Il fallut pourtant qu'il y acquiesçât, sur de fortes paroles & menaces du comte de Chamilli, en vue, à ce qu'on supposa, de troubler ou tirer en longueur la négociation. C'auroit été en faveur du Danemarck, qui se flattoit toujours du secours du roi Auguste, & d'une déclaration de guerre du czar contre la Suede. Le Danemarck s'y attendoit si sûrement, que son envoyé, qui étoit à la Haye, n'en faisoit aucun mystère, & le déclaroit, dans la conversation, à tous les autres ministres. Ce qui fortifia le soupçon qu'on avoit des vues du comte de Chamilli pour rendre infructueuses les négociations, fut un discours que le comte de Briord fit au conseiller-pensionnaire de Hollande. Comme l'ambassadeur de Suede demandoit aux Etats-généraux les 6000 hommes de secours portés dans l'article VIII du traité qu'on venoit de faire, le comte de Briord dit au pensionnaire que le roi très-chrétien ne vouloit nullement se mêler de cette guerre, & que de son chef, il lui disoit qu'il vaudroit mieux qu'on ne donnât aucun secours à la Suede, afin de venir, d'autant plutôt, à bout de la paix du Nord. Le conseiller-pensionnaire, qui regardoit plus loin, lui répondit qu'il lui étoit aussi permis de dire son sentiment particulier, qui étoit, qu'il croiroit trahir les Etats, en leur donnant un tel conseil.

Comme les envoyés d'Angleterre & de Hollande allant voir le roi de Danemarck, menerent avec eux celui de Suede, on proposa dans le conseil de ce roi, sur une insinuation clandestine du comte de Chamilli, si l'on arrêteroit ledit envoyé de Suede. On conclut cependant à la négative. Ce fut le secrétaire-d'Etat du même roi, nommé Jessen, qui le dit à l'envoyé d'Angleterre. Sur quoi celui-ci lui dit qu'on auroit pu le faire, mais que le roi de Suede s'en seroit senti d'une manière à en faire repentir ceux qui l'auroient fait. Jessen parla là-dessus en termes méprisans des forces tant maritimes que terrestres du roi de Suede. Cela augmenta le soupçon que nonobstant une lettre du czar, que son ambassadeur à la Haye avoit com-

Outre ce traité il y eut six articles séparés & secrets, qui furent signés en même temps, & que voici.

A R T I C L E S S E C R E T S.

A R T I C L E P R E M I E R.

» **S**ON altesse monsieur le duc de Holstein-Ploën, ses héritiers & descendants ne seront point troublés ni grévés contre les accords & recès qui ont été passés entre sa majesté royale de Danemarck & son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp; mais ils jouiront paisiblement de tous les droits qui leur ont été acquis par lesdits recès, & de tous ceux qui leur appartiennent d'ailleurs, leurs seigneuries, bailliages & biens y annexés, sans y être inquiétés ni molestés par personne quelle qu'elle puisse être, le tout néanmoins sauf & sans préjudice du traité d'Altena. Cet article séparé aura la même force, & fera du même effet, que s'il étoit inséré mot à mot au traité principal; & l'on en a fait trois actes, lesquels ont été signés par les ministres plénipotentiaires des deux partis & scellés de leurs cachets. Fait à Travendal le 18 août 1700. «

I I.

» Son altesse de Sleswick-Holstein-Gottorp promet d'employer ses offices les plus efficaces auprès de sa majesté royale de Suede, & s'engage d'obtenir d'elle. 1°. Que toutes hostilités, contributions, & exactions cessent dans l'isle de Zélande, & dans toutes les autres isles de Danemarck dès le jour que le courier, que son altesse expédiera ce soir pour notifier à sa majesté la conclusion du présent traité, arrivera auprès d'elle; & que tout ce qui n'aura pas été reçu jusques audit jour *inclusivé* de l'arrivée du courier ne soit point exigé dans la suite. Et 2°. que les troupes suédoises soient retirées sans aucun retardement du royaume de Danemarck, immédiatement après que l'échange des ratifications du présent traité aura été notifié à sa majesté royale de Suede, ou à ses généraux en Zélande, à moins que le vent ou l'orage n'y apportassent empêchement. Laquelle déclaration & promesse a été signée par son altesse de Sleswick-Holstein, munie de son cachet à Ségeberg le 18 août 1700. «

I I I.

» En cas que le paiement des 260,000 écus promis dans le IX article du traité ne se fasse pas en quinze jours, à compter d'aujourd'hui, on est convenu que le Hardebredtsfiedt, ou Norgesharde sera remis à son altesse de Gottorp pour hipotheque, avec tous ses droits, appartenances, & supérieures, & qu'elle en jouira paisiblement; ladite altesse promettant aussi de se contenter de six pour cent pour l'intérêt de son capital, & de ne

1648 : & c'est à lui aussi, que la France est obligée des avantages qu'elle se fit donner par ce traité, parce qu'il perdit l'occasion de conclure avec la Suède sans la France, comme on le peut voir à l'article WESTPHALIE.

T R I B U N , f. m.

T R I B U N du Peuple dans l'ancienne Rome.

LES Tribuns du peuple étoient des magistrats pris du peuple pour le garantir de l'oppression des grands, pour défendre ses droits & sa liberté contre les entreprises des consuls & du sénat : ce qui leur donnoit de grands privilèges & une considération encore plus grande.

Quoique leur pouvoir consistât plutôt à empêcher qu'à agir, ce pouvoir devint peu à peu si excessif que, dans la suite, les empereurs maintinrent leur usurpation sous ce titre, qu'ils trouverent à propos d'appeler *tribunitia potestas*, puissance de Tribun ; comme étant le plus grand pouvoir connu dans un Etat libre, & de plus familier & même agréable au peuple : ce fut un des artifices d'Auguste, que tous les successeurs jusqu'à Constantin mirent en usage. Le titre de roi & celui de dictateur étant devenus odieux, celui de Tribun, qui comprenoit pleinement le même pouvoir, fut jugé plus sûr : sans compter qu'il étoit sacré & inviolable, ayant été déclaré tel dès le commencement. Cela fait voir à quelle élévation, & à quelle étendue d'autorité cet office étoit parvenu, puisque les princes usurpateurs & arbitraires, le jugerent suffisant pour désigner & pour soutenir leur injuste puissance.

Les Tribuns commencèrent de bonne heure à faire voir la grande autorité qu'ils pensoient tirer de leur commission bornée. Ils assembloient le peuple, le haranguoient, le gouvernoient & l'animoient. Ils ordonnoient au sénat de s'assembler, le censuroient, l'interrompoient & l'insultoient. Ils mettoient en justice les patriciens du plus haut rang, & faisoient mettre en prison les consuls, magistrats suprêmes de l'Etat. Ils trouverent ce pouvoir oppresseur, & dans le fond, destructeur, dans un office créé uniquement pour prévenir l'oppression. Ils vouloient corriger le gouvernement par la transgression des loix, protéger les plébéiens par l'abaissement de la noblesse, & conduire le peuple en l'égarant & en l'opprimant. Leur grand crédit consistoit à entretenir une méintelligence continuelle entre le peuple & le sénat ; & le peuple ne voulant recevoir des instructions que de ses Tribuns, ceux-ci leur en donnoient rarement de véritables, & se rendoient les bien-aimés du peuple en le trompant. Cela n'est pas nouveau dans le monde, & ne paroît pas devoir tomber de vieillesse.

Les Tribuns agissoient comme s'ils avoient été créés pour persécuter & écraser

déraiser les patriciens, au lieu qu'ils devoient seulement les contenir & tenir la balance égale. Ils jetoient dans le trouble & dans l'erreur les plébéiens dont le grand intérêt étoit d'être tranquilles & libres. Le sénat, qui étoit le grand conseil, & un des corps de l'Etat, devoit, selon les plébéiens, être émondé, ou écarté, ou rendu totalement inutile. L'Etat lui-même étoit réduit dans l'inaction & privé d'un des corps qui le composent; par conséquent la constitution étoit changée, pour faciliter l'établissement d'un gouvernement populaire. Ainsi par la conduite emportée, furieuse & dénaturée d'un petit nombre de démagogues, la magistrature alloit naturellement & nécessairement devenir la tyrannie exercée par un seul. La multitude, qui ne représente point, ne sauroit jamais gouverner, & le petit nombre de ceux qui représentent & gouvernent la multitude, gouvernent en général pour eux-mêmes, contre l'intérêt de toute la multitude; ils ne sauroient subsister long-temps ensemble; ils sont bientôt tous débusqués & se débusquent l'un l'autre, laissant enfin le tout au pouvoir d'un seul: & alors la multitude, qui étoit le principal, & qui avoit donné toute l'autorité, devient une troupe d'esclaves sous le pouvoir d'un seul homme.

La souveraineté populaire, je veux dire la populace qui n'est pas représentée comme il faut, est une licence populaire qui détruit une liberté bien réglée, & aboutit directement, ou dans l'effet ou dans le terme, à ce à quoi elle ressemble le moins, savoir à la souveraineté illégitime d'un seul homme: de sorte que celui qui, dans cette vue, laisse la bride sur le col au peuple, trouvera bientôt l'occasion de le réduire à se laisser mener avec la bride la plus forte & la plus rude de toutes, & de lui faire sentir le mors de la servitude. L'anarchie ne sauroit subsister long-temps nulle part; il est plus vraisemblable qu'elle aboutira au gouvernement de la volonté arbitraire d'une seule personne, qu'à celui des loix. Pendant l'anarchie le peuple est trop insensé pour recevoir de bons conseils, il est par conséquent plus propre alors à être asservi. Quoique la multitude manque d'adresse, cependant quelques-uns de ses membres peuvent en avoir beaucoup, & parmi ce nombre il peut y en avoir un seul qui ait plus de ruse ou plus de succès que les autres; or comme l'anarchie aboutit en général à la tyrannie, l'extrême licence produit aussi l'anarchie.

Etoit-il possible que la tranquillité publique, & par conséquent la liberté civile qui se nourrit dans le repos, pût être assurée dans Rome, tandis que ces conducteurs populaires, pour leurs vues & leur intérêt propre, étoient continuellement occupés à troubler & à effrayer le peuple? Peu après la création des Tribuns, deux d'entr'eux, Brutus & Sicinius, prirent l'occasion d'une disette (occasion fort propre à exciter des tumultes populaires) pour publier un mensonge bien odieux, « que les patriciens, » en remplissant leurs greniers, avoient causé la cherté, & par conséquent la famine qui régnoit alors, qui leur fournissoit le pouvoir de

« vendre leurs grains à un prix exorbitant. » Par ce moyen ils représentoient les patriciens comme des exacteurs & des tyrans inipitoyables, dont le but étoit d'engloutir les petites portions de terre, & le peu de bien, qui restoient aux pauvres plébéiens, ou de les affamer tous en général. La cause de cette famine étoit visible; les Tribuns ne l'ignoroient pas; elle venoit de la paresse & de la négligence volontaire du peuple lui-même, qui, se retirant de Rome à dessein de s'établir ailleurs, avoit laissé les champs sans culture, ce qui faisoit manquer le pain. Les Tribuns étoient persuadés que les faussetés les plus grossières seroient reçues par une multitude affamée & crédule. Ces trompettes de séduction accusoient & décrioient le gouvernement, dans la vue de gouverner tout eux-mêmes.

Il est certain que les Tribuns gagnèrent souvent une augmentation de pouvoir par une impudence outrée, & par des mensonges répandus effrontément pour jeter le peuple dans la terreur, & l'animer contre le sénat. Le Tribun Virginius fit condamner Césion, fils du fameux Quintius-Cincinnatus, ce brave & ancien général, qui avoit été souvent le libérateur de sa patrie; il le fit condamner, dis-je, pour un crime qu'il n'avoit jamais commis, comme cela fut pleinement avéré dans la suite : le calomniateur fut condamné à un bannissement perpétuel pour avoir forgé cette imposture. Ce scélérat produisit un témoin qu'il avoit suborné, c'étoit Volscius qui avoit été Tribun du peuple : il déposa contre Césion & avança qu'il avoit tué un de ses frères. Le peuple crédule, trompé & mis en fureur par le Tribun, condamna Césion au bannissement & à une amende, pour le paiement de laquelle, Quintius-Cincinnatus son père, ce vieillard vénérable, qui avoit été si souvent consul & dictateur, fut obligé de vendre la plus grande partie de ses biens, & fut réduit à se retirer, au-delà du Tibre, dans une pauvre cabane, pour travailler de ses propres mains à la culture de cinq arpens de terre, les seuls biens qu'il sauva du naufrage, & qui lui servoient pour sa subsistance.

Quand les Tribuns virent que la foule aveuglée goboit avidement tous les mensonges qu'ils inventoient contre le sénat, ils formèrent un complot pour détruire la plus grande partie de ce corps respectable. Ils accusèrent les sénateurs d'une conspiration pour faire périr la plus grande partie du peuple. Ce prétendu complot du sénat contre le peuple & les Tribuns ses magistrats, fut soigneusement répandu parmi la populace, qui crut tout, quoique le tout ne fût qu'une imposture maligne. Les Tribuns eurent le front d'aller dans le sénat même faire aux sénateurs leurs représentations par une harangue pathétique & artificieuse; mais & devant le sénat & devant le peuple cette prétendue conspiration fut mise adroitement & avec succès dans tout son jour, & l'on en démontra si clairement l'absurdité & le peu de vraisemblance, que cette fable tourna beaucoup au décri de ceux qui l'avoient inventée. Quoique les plus sensés & les plus considéra-

bles d'entre les plébéiens, fussent pleinement désabusés, néanmoins la populace, toujours forte & dupe, persista à croire que l'accusation étoit vraie, & ne s'avisa pas un instant de soupçonner que ce fût une invention de ses Tribuns qu'elle idolâtroit, pour accroître & fortifier leur domination sur le peuple. On peut voir par-là que ces Tribuns n'étoient pas des magistrats, mais des boute-feux, qui fomentoient continuellement la discorde : caractère qui fait évanouir entièrement celui de magistrat.

Il étoit visible que le zèle fougueux des Tribuns pour le peuple & pour ses franchises étoit pure grimace, puisqu'ils travailloient à la ruine de la liberté publique, en excitant continuellement des séditions, & tâchant, comme ils le firent souvent, quelquefois même ouvertement, de se maintenir perpétuellement dans leur office. Mais la multitude étoit toujours persuadée, que ces procédés pernicieux, que tous ces projets tendoient à son avantage. Si le Tribun Sextius n'avoit pas regardé les plébéiens comme les plus grandes dupes du monde, il ne leur auroit pas tenu un discours méprisant & insultant. Il leur dit en face, après avoir manqué le consulat qu'il demandoit pour la seconde fois ; « Si nous, Tribuns, n'obtenons pas le consulat par votre moyen, vous n'obtiendrez jamais par le nôtre le » partage des terres & l'abolition des dettes. » Cette déclaration, qui montrait un intérêt grossier, ne fit pourtant pas revenir le peuple de son étrange partialité pour Sextius ; quoique par-là il eût dû perdre toute réputation de modestie & d'amour du public, & toute juste prétention à l'affection de ce même peuple.

Il ne sera peut-être pas hors de propos de remarquer ici que ces déclamateurs, qui remplissoient Rome de leurs assemblées, de leurs vanteries, & de leurs harangues, ces gens hardis à la tête d'une multitude & qui se piquoient si fort de vigilance pour le bien public, ne firent jamais connoître ni leur visage ni leur nom, lorsque le brave Coriolan, que leurs invectives avoient chassé de Rome, y fut retourné à la tête d'une armée pour en tirer vengeance. Il leur en coûtoit moins de l'insulter dans la place publique, que d'aller en campagne à sa rencontre, lorsqu'il projettoit la destruction de la république dont il seroit peut-être venu à bout. Les Tribuns, dont les harangues étoient alors inutiles, n'eurent pourtant pas recours à de meilleures armes, je veux dire qu'ils n'eurent recours à rien ; ils attendirent ce coup redoutable en silence & avec soumission. Lorsqu'ils eurent échappé à ce terrible danger, sans s'être signalés par aucune adresse, sans avoir montré du courage, au lieu de rougir de leurs déportemens passés, & de se retirer jusqu'à ce qu'on les eût oubliés, ils reprirent leur ancien train, ils haranguerent de nouveau, & soufflerent le feu de la sédition avec la même confiance. Il est vrai qu'ils proposèrent des choses justes & raisonnables, comme les plus mauvais tyrans ont fait quelquefois de bonnes loix, tandis que leur conduite dans le total étoit illégitime & violente.

Les Tribuns ne laissoient jamais échapper aucune occasion de vanter leurs services pour le peuple, & d'exalter leur propre mérite; ils saisissoient aussi toutes les occasions de déprimer le sénat & la magistrature, qu'ils représentoient comme agissant toujours de concert contre les plébéiens & les Tribuns leurs protecteurs. Le peuple étoit entretenu de cette sorte dans une fermentation perpétuelle, dans le feu de diverses passions, dans la partialité, l'aversion, la crainte & la jalousie. La mémoire de ces Tribuns n'est pas chère à la postérité, c'étoient gens qui avoient un empressement assidu à s'informer de tout ce qui se passoit dans les familles & chez les particuliers, pour tirer de ces informations de quoi exciter & aggraver tous les mauvais rapports; le tout pour rendre les patriciens odieux & méprisables; marque certaine de petitesse d'esprit & de malignité.

Rome étant sur ce pied, ainsi agitée & tumultueuse, formoit-elle un Etat bien composé? l'équilibre en étoit-il bien entendu, bien propre à subsister? *Discours de THOMAS GORDON sur SALLUSTE.*



TURC ET TURQUIE.

LES pays qui sont aujourd'hui assujettis à la Porte Ottomane, & que l'on comprend communément sous le nom de *Turquie*, ont une fort vaste étendue. On peut dire même qu'il n'y a pas de souverain qui possède autant de terres que le grand-seigneur. Pour en mieux juger, nous spécifierons les différentes provinces qui composent ce grand empire. Ordinairement l'on distingue la Turquie en deux parties, celle de l'Europe & celle de l'Asie, & l'on peut encore y ajouter celle de l'Afrique.

1. *La Turquie en Europe* comprend :

1. *La Moldavie*, province située vers les frontières de la Pologne, & de la Transilvanie, qui a soixante milles d'Allemagne de long sur vingt de large. Le Pruth & le Boristhène la traversent, & la forteresse importante de Chotzim y est enclavée.

2. *La Valachie*, principauté située sur le Danube derrière la Transilvanie. Sa longueur est de cinquante milles, & sa largeur de cinquante. Sa capitale est Bucharest.

3. *La Bulgarie*, qui est une langue de terre assez étroite, mais dont la longueur est estimée de quatre-vingt milles. Elle commence derrière la Serbie, & s'étend jusqu'à la mer noire. Il y a les villes de Vidin, de Nicopolis, & quelques autres.

4. *La Romanie*, autrefois appelée la Thrace, province principale des Turcs en Europe. Sa longueur est de soixante milles sur trente de large. Constantinople, la capitale de l'empire Ottoman & le siège des sultans; la ville d'Andrinople, & plusieurs places importantes y sont situées.

5. *En Hongrie*, la Porte possède 1°. une partie du Banoat de Temeswar; 2°. une partie de la Valachie, avec la ville de Sévérin; 3°. une partie du royaume de Croatie avec la ville de Wihitz; 4°. tout le royaume de Bosnie avec la ville de Banjalucca, &c. 5°. tout le royaume de Serbie avec la ville importante de Belgrade, celle de Sémendrie & d'autres.

6. *L'Albanie*, province située au confluent de la mer Adriatique & de celle d'Ionie. Elle peut avoir trente milles de long sur vingt de large, & comprend les villes de Durazzo, de Scutari, &c.

7. *L'Epire* située à l'embouchure du golfe de Venise. Cette province peut avoir vingt-quatre milles de long sur douze de large. La capitale est Delpho.

8. *La Macédoine*, dont la longueur est estimée de cinquante milles sur trente de largeur. Les villes de Zuchria & de Locrida, y sont situées, de même que le fameux promontoire d'Atzos.

9. *La Thessalie*, située au centre de la Grèce. Sa longueur est de trente milles sur vingt de large. Thessalonique en est la capitale. On y trouve les

de la mer noire, la Porte Ottomane peut l'envisager comme un rempart contre les Russes.

II. La Turquie en Asie comprend :

1. La Natolie ou le Levant, pays qui portoit anciennement le nom d'Asie mineure. Cette grande province a d'orient en occident 240 milles de long sur 140 de large. On la subdivise en quatre gouvernemens qui se nomment la Natolie proprement dite, l'Amalie, la Caramanie & l'Alaudalie. Les villes principales sont Scutari, Chalcédoine, Bursa, Lampsaque, Abydos, Troye, Pergame, Philadelphie, Sardes, Smyrne, Ephèse, Halicarnasse, Trébisonde, Cogni, Tarse, &c. Tous ces endroits sont fort remarquables dans l'histoire ancienne, mais ils sont de peu d'importance aujourd'hui. Smyrne cependant fait un commerce fort considérable.

2. L'île de Rhode, située dans la mer Asiatique, au-dessous de la Natolie. Elle peut avoir trente milles de circuit ; & la capitale porte son nom. C'est la même île où les chevaliers de Malthe établirent leur siège en 1309, & d'où ils furent chassés deux cents ans après par l'empereur Soliman II.

3. L'île de Chypre, située dans la même mer, mais plus loin vers l'orient. Elle a quarante milles de long sur quinze de large. Nicosie, Famagouste, Paphos, & quelques autres endroits, y sont remarquables. Elle produit entre autres choses des vins excellens.

4. La Sorie, autre province qui comprend tous les pays que les anciens nommoient la Syrie, la Phénicie & la Palestine. Elle est située le long de la mer Méditerranée. On la partage en trois gouvernemens, qui sont Alep, Tripoli & Damas. On compte parmi les villes les plus considérables, Alep, Scandérone, Tripoli de Soria, Damas, Sidon, St. Jean d'Acre, Jérusalem, & tous les endroits fameux dans l'écriture sainte. Ce pays peut avoir cinquante milles de long sur cinquante de large.

5. L'Arabie, vaste pays, mais peu peuplé, qui touche à quatre mers différentes, qui a plus de 400 milles d'Allemagne de long sur près de 300 de large, & qui se partage en Arabie pétrée, en Arabie déserte & en Arabie heureuse. Les villes principales sont Hérac, Anna, Balsora ou Bassora, la Mecque, Médine, Sabo ou Zebir, Mocca, Sadna, & quelques autres.

6. La Géorgie, province située entre la mer Noire & la mer Caspienne. Elle peut avoir environ cent milles en carré. Anciennement la Colchide, l'Albanie & l'Ibérie étoient situées dans ces contrées. C'est la patrie des plus parfaites beautés de l'Asie. Les villes les plus remarquables sont, Sébastopolis, Tébis, Erzerum, Erivan, &c.

7. Le Diarbeck, la dernière des provinces ottomanes en Asie. Elle est d'une grande étendue, ayant près de 180 milles de long sur soixante de large. Sa situation est remarquable, car les deux fleuves fameux, le Tigre & l'Euphrate, ont leur confluent dans ce pays. Elle est subdivisée en trois provinces.

provinces. Le Diarbeck, le Curdistan & l'Yerack. C'est ordinairement le théâtre de la guerre entre les Turcs & les Persans. Les villes les plus remarquables sont Diarbeck ou Caraemid, Mosul, Ophiri, Amadie, mais sur-tout Bagdad ou Babylone, la clef de tout l'empire ottoman contre la Perse. La ville de Ninive a été autrefois placée dans cette province. Plusieurs habiles théologiens ont fait voir que c'est aussi dans le Diarbeck qu'il faut chercher la place du paradis terrestre.

III. La Turquie en Afrique comprend :

1. L'Egypte entière. Ce royaume si fameux & autrefois si considérable, est situé à la pointe orientale de l'Afrique, & confine avec l'Arabie pénétrée par un petit isthme, ou langue de terre, qui peut avoir quinze à vingt milles de long, entre la mer Méditerranée & la mer Rouge. Sa longueur, à compter du midi au septentrion, & en suivant le cours du Nil, est estimée à 180 milles d'Allemagne, & sa largeur de l'orient à l'occident, peut être de 150 milles. Cependant les géographes ne sont pas tout-à-fait d'accord sur ces dimensions. Notre dessein n'est pas de faire une description de ce pays, dont il y a tant de relations anciennes & modernes. Les villes principales sont le Caire, ou Grand-Caire, Alexandrie, Damiette, Suez, Thebes, &c. Le commerce y est encore aujourd'hui important, & il est facilité par le Nil, qui est le fleuve le plus singulier & le plus remarquable du monde. Le regne des anciens soudans d'Egypte a fini en 1517, & depuis ce temps le pays est soumis à la Porte.

2. Dans le royaume de Bilidulgérîd, il y a les contrées de Zeb, de Téchort, de Guargala, de Bilidulgérîd, de Gademes, de Fezzen, de Téorégû, & quelques autres, dont les petits princes sont tributaires de Tunis ou de Tripoli, & vivent par conséquent, médiatement sous la protection de la Porte : mais tout cela n'est pas considérable.

3. Tripoli de Barbarie, royaume situé le long de la mer Méditerranée, qui a près de deux cents milles de long sur soixante de large. En 1551, il a été érigé en république ; mais cette république est sous la protection du grand-seigneur, & paye une espèce de tribut.

4. Tunis, autre république sur la mer Méditerranée, dont le territoire a environ 120 milles de long sur 100 de large, & qui est pareillement sous la protection de la Porte, qui fait lever le tribut annuel par un bacha qu'elle y entretient. L'ancienne Carthage étoit située dans cette contrée.

5. Alger, encore une république ; située presque à l'entrée de la mer Méditerranée, & qui a subjugué quatre autres petits royaumes, savoir, le Telezin, Ténez, Bugis & Constantine. Tout cela forme un espace de plus de deux cents milles de long sur soixante & dix de large. L'ancienne Mauritanie & une partie de la Numidie étoient situées dans ces contrées. Cette république est gouvernée par un divan, mais elle est également sous la protection de la Porte ; & le bacha qui y réside de sa part, leve le tribut qu'elle paye tous les ans. Ces trois républiques sont moins des Etats

bien réglés que des tanieres de corsaires. Elles peuvent cependant secourir les desseins des Turcs par leurs vaisseaux. Outre cela les princes de Transilvanie, les hospodars de Moldavie, & de Valachie, & la république de Raguse, payent aussi une certaine somme annuelle à la Porte.

Par la simple énumération que nous venons de faire des provinces ottomanes, je crois que le lecteur trouvera suffisamment prouvé ce que nous avons avancé au commencement de cet article, savoir, qu'il n'y a pas de puissance au monde, dont la domination s'étende sur une aussi grande étendue de pays que l'empereur Turc; car, si l'on suppose la longueur de chaque province, on verra qu'il regne en Europe sur un espace de 724 milles, en Asie sur 1020 milles, & en Afrique au moins sur 600 milles d'Allemagne. Je suis fort éloigné de vouloir garantir l'exactitude de ce calcul; je n'ai point pris les dimensions de toutes ces différentes provinces, & je n'écris pas un traité de géographie. Mais je puis assurer néanmoins, que ce n'est pas un calcul fait absolument en l'air, que j'ai consulté les meilleurs auteurs qui me soient connus sur cette matière, & que je m'appuie sur l'autorité des plus célèbres géographes de notre siècle.

On verra aussi, en jetant un simple coup-d'œil sur la carte, que les voisins les plus formidables de l'empire ottoman, sont la Perse, la Russie, la maison d'Autriche & la république de Venise. Les autres peuples dont les Etats touchent à la Turquie, s'estiment trop heureux, si la providence les garantit des invasions & de la puissance des Ottomans.

Les principales denrées que produit la Turquie, consistent en coton, soies, poil de chevre, miel, cire, huile, raisins secs, vins, café, opium, séné, mastic, térébenthine, casse, aloës, maroquin, chagrin, tapis de pied, étoffes, gazes brodées, tapisseries travaillées en or & en argent, quelques pelleteries, & autres choses semblables. On conçoit aisément qu'il n'est guere possible d'entrer dans un détail circonstancié sur cette matière, & de spécifier ici les produits de chaque province. Leur situation sous des climats si différens, fait qu'aussi leurs denrées varient infiniment. C'est ainsi que l'Egypte, les côtes d'Afrique, & les isles de l'Archipel abondent en blé; tandis que l'Arabie produit l'encens, le parfum & les drogues aromatiques. Si les Turcs n'étoient pas d'une paresse & d'une indolence impardonnables, ils trouveroient chez eux généralement de quoi pourvoir à tous les besoins de la vie sans exception; car on a pu voir par le simple dénombrement de leurs provinces, qu'ils possèdent tous les pays ensemble qui ont fait une si grande figure dans l'antiquité, & qui alors étoient aussi-bien cultivés, qu'ils le sont mal à l'heure qu'il est.

Mais, malgré leur fainéantise & leur grave indolence, il ne laisse pas que de se faire un commerce très-important en Turquie. Pendant plusieurs siècles, les Vénitiens étoient presque seuls en possession du commerce du Levant & de la Turquie. Ils étoient devenus les facteurs de l'Europe entière pour toutes les marchandises que l'on tiroit de ces contrées; mais,

dans des temps plus modernes, les autres nations commerçantes ont pris part à ce trafic, & nous voyons maintenant que les François, les Anglois & les Hollandois envoient tous les ans quantité de vaisseaux à Smyrne, à Alexandrie, à Constantinople, en Egypte & dans toutes les échelles du Levant. Ils y portent des draps, des toiles, des étoffes légères, & quantité d'ouvrages des manufactures de l'Europe, qu'ils troquent, ou contre de l'argent, ou contre des denrées & des ouvrages des manufactures de Turquie, comme sont les poils de chevre, les tapis, &c. A Smyrne & dans les autres villes maritimes que nous venons de nommer, il y a plusieurs comptoirs de négocians Anglois, François & Hollandois, qui y font un commerce très-considérable, & dont les propriétaires, après s'y être enrichis, au bout de quelques années, retournent avec leurs richesses dans leur patrie, & remettent le négoce pour l'ordinaire à leurs principaux commis. La facilité de la navigation dans la même mer, a donné lieu au commerce important qui se fait depuis peu entre la ville de Marseille & la Turquie. Le négoce des grains se fait ordinairement de la manière suivante. Les nations commerçantes de l'Europe envoient des vaisseaux sans charge en Barbarie & aux îles de l'Archipel. Le capitaine du navire, ou un facteur particulier qui est à son bord, a entre les mains une grosse somme d'argent comptant. Ce vaisseau fait voile d'un endroit à l'autre; & là où les grains se trouvent au meilleur marché, le maître du navire fait sa provision, avec laquelle il retourne en Europe, & y vend ses blés dans tel port qu'il juge à propos, & là où il croit que le besoin en est le plus grand. Si le facteur agit de bonne foi, & que la fortune le favorise, il y a souvent un immense profit à faire à ce commerce; mais c'est une espèce de lotterie qui tourne quelquefois au grand dommage des entrepreneurs. Les Russes font aussi depuis quelque temps un commerce très-important avec la Turquie; la mer Noire & les rivières qui coulent de là jusqu'à Pétersbourg, leur en facilitent les moyens. Mais, comme ce sont les nations Européennes qui viennent chercher les denrées chez les Turcs, & qui leur apportent en échange les produits des manufactures de France, d'Angleterre, &c. il est assez clair que le plus grand profit est pour celui qui fait le commerce actif, & que les Turcs ne sont absolument que passifs dans tout ce trafic. Cependant ils ne laissent pas que d'y gagner aussi.

La navigation des Turcs est de peu d'importance. Ils n'ont pas assez d'activité pour aller chercher au loin & par mer le profit qui pourroit leur en résulter. Ils entretiennent quelques bâtimens sur la mer Noire, & d'autres dans la Méditerranée, qui vont du continent aux îles de l'Archipel, & qui rasent les côtes de leurs dominations; mais tout cela est de peu de considération, & ne sauroit s'appeller une navigation étendue. Les brigandages & les pirateries des Africains ne peuvent non plus être compris sous cette dénomination. Au reste, il seroit facile aux Turcs de se procurer un nombre considérable de matelots, si leur marine étoit sur un

bon pied ; car , avec la quantité d'habitans , & les vastes côtes qu'ils ont , rien ne les empêcheroit de faire dresser beaucoup de jeunes gens à la navigation , & de se former une pépinière intarissable d'habiles marins.

Par mer , les Turcs ne font aussi aucun commerce dans les Indes orientales , ou occidentales ; & ils n'ont ni établissemens , ni concessions. De temps en temps , des caravanes traversent la Perse , & vont trafiquer dans le Mogolistan , d'où ils apportent quelques marchandises agréables en Turquie ; mais ce commerce n'est pas d'une assez grande importance pour avoir quelque influence en Europe.

Les Turcs d'aujourd'hui sont un mélange de deux nations ; car , vers le milieu du huitième siècle , une partie des Scythes qui demeuroient dans le fond de l'Asie , & qui faisoient le métier de pasteurs , que le nom de Turc exprime , sortirent par les portes Calpiennes , & attaquèrent les Sarrasins qu'ils vainquirent. Ces Sarrasins avoient été d'abord des chrétiens , mais ensuite ils furent séduits par Mahomet , & firent profession de sa secte. Les Scythes ou Turcs , ayant donc subjugué les Sarrasins , embrasèrent la religion des vaincus. Après bien des guerres ils fondèrent l'an 1303 l'empire qui est appelé la *Porte ottomane* , & enfin en 1453 ils détruisirent l'empire Grec , & transférèrent le siège de leur monarchie à Constantinople.

Les Etats soumis aujourd'hui à la Porte , sont pour la plupart assez bien peuplés , mais ils ne le sont pas autant qu'on le croiroit en considérant leur vaste étendue , & en comparant leur ancien état avec celui d'à présent ; car , si l'on réfléchit quelles armées innombrables on a vu sortir successivement de la Grece & de l'Asie mineure , & combien ces provinces sont désertes à l'heure qu'il est , on est tenté d'envisager les historiens les plus respectables de l'antiquité , comme des faiseurs de romans. On peut conclure delà , que la polygamie usitée en Turquie , ne produit pas l'effet qu'on en attend , & cela par la grande raison , que la nature s'y oppose. Car , comme il naît un nombre presque égal d'individus de l'un & de l'autre sexe , il s'ensuit naturellement que , s'il y a un homme qui entretient par ostentation dix femmes , qu'il sert avec cela assez mal , il se trouvera en échange neuf autres hommes qui manqueront de femmes ; ce qui nuit à la propagation de l'espèce ; au lieu que , si on laisse un libre cours à la nature , & que chacun s'en tienne à sa moitié , le nombre des habitans devient bien plus considérable. Quand même on ne pourroit pas prouver cette thèse *a priori* , il est certain que l'expérience la démontre. Il n'y a certainement pas une province dans toute l'Asie , qui soit aussi peuplée que le sont l'Allemagne & le Nord , où l'on observe assez exactement la fidélité conjugale envers une seule femme. La chaleur du climat ne sauroit guère non plus contribuer au manque d'habitans , à moins qu'on ne suppose que le soleil rend aujourd'hui les hommes plus stériles qu'autrefois. Mais , quoi qu'il en soit , on ne sauroit dire que les provinces ottomanes

soient dépourvues d'habitans ; & en tout cas, leur vaste étendue supplée à leur disette à cet égard : car les forces que la Porte entretient, & surtout les ressources, ne laissent pas que d'être considérables. On trouve dans le dictionnaire de Moréri, à l'article des Turcs, qu'un nommé *la Croix*, qui avoit été plus de dix ans en Turquie, assure que les forces de l'empire ottoman, de compte fait, ne montent tout au plus qu'à 150 mille hommes. J'ignore sur quoi peut être fondé un pareil raisonnement, mais je fais bien qu'en 1737 & 38, la Porte entretenoit à la fois trois armées, une sur les frontières de la Perse, une du côté de la mer Noire contre les Russes, & une autre en Hongrie contre l'empereur ; que ces trois armées faisoient ensemble au moins 300 mille hommes ; que les places fortes n'étoient point dégarnies, & qu'il s'en falloit encore beaucoup, que toutes les ressources de troupes fussent employées.

Il y a deux sortes de troupes en Turquie ; les unes qui reçoivent à vie, & pour ainsi dire, à titre de fief, certaines terres, moyennant quoi elles sont obligées de venir à la guerre toutes les fois que le sultan le demande, & de fournir un certain nombre de soldats dans le besoin. On les distingue entre *Zaims* & *Timariots*. Le revenu d'un zaim est depuis 20,000 jusqu'à 99,99, aspres par an. Mille aspres font environ vingt ducats ; de manière que le plus riche zaim tire à peu près 2000 ducats de la Porte. S'il avoit un aspre de plus, ce seroit le revenu d'un sangiac-bec, ou bacha. Le bacha a depuis 100 mille jusqu'à 199,999 aspres. Un seul aspre de plus, seroit le revenu d'un beglierbeg.

Les timariots sont encore de deux especes. Les uns appellés *Teskerelu*, ont depuis 6000 jusqu'à 19,999 aspres. Les autres sont nommés *Teskeretis*, & n'ont de revenus que depuis 3000 jusqu'à 6000 aspres.

Les zaims sont obligés de servir à la guerre, & d'y porter une belle tente avec un équipage convenable. Pour chaque 5000 aspres de revenu qu'ils ont, ils fournissent un homme à cheval, qu'on nomme *Gebelü*. De sorte qu'un zaim qui aura neuf mille aspres, mene avec lui dix-huit cavaliers.

Les timariots vont aussi à la guerre avec des tentes plus petites, & sont obligés de fournir un homme à cheval pour chaque 3000 aspres de revenu qu'ils tirent de la Porte.

Ces zaims & ces timariots sont enrégimentés ; & le colonel qui commande un de ces régimens, est appelé *Alaibegler*.

Selon le calcul le plus exact & le plus modéré, le nombre des zaims va à 10,948, & celui des timariots à 72,436. Or il faut considérer, 1°. que le moindre des zaims est obligé de fournir quatre hommes, & le moindre timariot un homme à cheval ; 2°. que les principaux des zaims fournissent dix-neuf cavaliers, & les principaux timariots quatre. Si l'on pouvoit suivre ce calcul dans chaque province ottomane, & que les bornes de cet ouvrage nous permissent d'entrer dans de pareils détails, on ver-

roit que la Porte peut lever un nombre immense de troupes, & sur-tout de cavalerie, par le seul établissement des zaims & des timariots. Je crois qu'on en parle fort modestement si l'on détermine ce nombre à quatre cents mille hommes, sur-tout si l'on veut considérer que tous ces gens entretiennent ordinairement plus de soldats qu'ils ne doivent, soit par ostentation, soit pour se faire valoir auprès de la cour, & obtenir de plus grandes charges.

L'autre espèce de troupes est soudoyée par la Porte, & entretenue constamment. Il y a

1°. Les Spahis qui forment une espèce de garde à cheval du grand-seigneur. Ils sont au nombre de 12,000. Leur paye est depuis douze jusqu'à quarante aspres par jour.

2°. Les Janissaires, qui sont les meilleures troupes & le plus ferme appui de la Porte ottomane. Ce corps est d'infanterie, & le nombre en est réglé à vingt mille hommes; mais si l'on compte tous ceux qui portent aujourd'hui le nom de janissaires, & qui jouissent des mêmes privilèges sans tirer cependant la paye, cela peut fort bien aller à cent mille hommes. Le nom de janissaire veut dire *nouveau soldat*. Ils furent érigés sous Amurath, troisième empereur Turc. Ils sont maintenant fort déçus de leur ancienne valeur & de leur réputation. On ne prenoit dans les premiers temps pour janissaires, que les enfans des esclaves chrétiens, élevés dans la religion mahométane; & leur discipline étoit des plus exactes.

3°. Les Arnauts forment encore un corps d'infanterie, d'environ dix mille hommes; mais qui ne sont pas en fort grande réputation.

4°. Il faut ajouter à tout ceci les essaims de Tartares que le cham est obligé de fournir; les Walaques, les Moldaviens, les Transilvains, & d'autres troupes auxiliaires que les tributaires de la Porte lui envoient dans le besoin. La milice en Egypte forme aussi un corps à part. Ce royaume est gouverné par douze beys, ou gouverneurs, qui ont chacun cinq cents hommes bien disciplinés qui leur servent de garde; & outre cela, l'Egypte pourroit fournir dans un besoin, plus de quatre-vingt mille timariots, ou simples soldats. On en envoie quelquefois en Candie.

Ce sont là des forces bien respectables pour les voisins, & même pour toutes les puissances de l'Europe. Il n'y a qu'à lire l'histoire de l'empire ottoman, pour être convaincu que les Turcs ont fait les plus brillantes conquêtes, & qu'ils ne manquent ni de courage, ni de subordination, ni de patience au travail, ni enfin d'aucune des qualités nécessaires à un homme de guerre. Il est vrai cependant, qu'ils n'ont pas fait de grands exploits contre les chrétiens, & que, sur-tout au commencement de ce siècle, les armées impériales, commandées par le prince Eugene, les ont souvent furieusement maltraités: les Russes, dans les campagnes précédentes, avoient aussi remporté de grands avantages sur les Turcs; & ils en ont remporté de bien plus grands encore sous le règne de l'impératrice actuelle.

Quant au caractère & aux mœurs de ces peuples, on n'est nullement d'accord en Europe sur leur sujet. Les dévots & les pédans les envisagent comme des barbares, gouvernés par des tyrans qui ont renoncé à toute humanité, qui se livrent aux actions les plus cruelles, & qui sont maudits de Dieu. C'est là un sentiment ridicule qui ne mérite pas d'être réfuté : mais, d'un autre côté, c'est un ton & une espèce de mode parmi les gens qui prétendent penser, & sur-tout parmi les beaux-esprits, d'avoir une haute idée de la nation Turque, d'admirer ses mœurs, sa bonne foi & sa façon de penser, & de l'envisager, à tous égards, comme une nation très-respectable, pour ne pas dire, préférable à toutes celles de l'Europe. Cette opinion me paroît fort hétérodoxe, & plus que singulière. Si les Turcs, à la vérité, ne sauroient être regardés comme des peuples féroces & barbares, il est certain aussi, qu'ils ne méritent pas une fort haute estime. Je ne vois point que des gens indolens, paresseux, taciturnes, sombres, avarés & intéressés, sans arts, sans sciences, qui n'ont jamais rien fait pour encourager les talens & les lettres, mais qui, au contraire, ont détruit les plus beaux établissemens, soient préférables à des nations Européennes & bien policées. Depuis peu seulement on a établi une imprimerie à Constantinople, & elle n'a guère d'occupation. La politique des Turcs est de laisser le monde dans l'ignorance ; & comme leur loi défend toutes sortes d'images & de tableaux, on peut juger combien les beaux-arts y sont méprisés. Un Turc fainéant, assis sur son sopha, & fumant gravement la pipe, ne laisse pas que d'être bouffi d'orgueil, & de mépriser les autres peuples, & les hommes les plus respectables de la terre. On exalte tant leur droiture & leur bonne foi ; mais, dans les affaires publiques, on voit tous les jours le contraire, & le témoignage des ministres étrangers qui ont résidé à Constantinople, prouve assez que, jusques dans les plus grandes minuties du cérémonial, il faut être très-fort sur ses gardes avec eux. La rébellion fomentée vers le milieu de ce siècle à Malthe par un Turc, parent du grand-seigneur, n'est pas non plus une action qui parle en faveur de cette prétendue bonne foi ottomane. (a) Enfin, on se récrie sur le bon sens des Turcs ; c'est lui qui doit tenir lieu de tout à cette nation ; mais il faut convenir que ce bon sens ne doit trouver guère d'occupation chez un Turc. Sur quels objets veut-on qu'il se porte ? Cela doit se réduire à peu de chose. Ceux qui ont étudié l'esprit humain, savent que chaque science que nous apprenons, nous met une foule d'idées de plus dans la tête, & étend la sphere de notre esprit. Nous acquérons, pour ainsi dire, un sens de plus, lorsque nous étudions une nouvelle science. Or, qu'on se figure ce que doit être

(a) Le fait d'un particulier ne prouve rien contre une nation ; mais il est certain que les Turcs qui se sont montrés en divers Etats de l'Europe, ont été d'assez vilains échantillons de leur patrie.

un homme qui, par principe, n'a rien appris du tout, & combien son esprit doit être borné. Il est tout aussi facile de démontrer que le jugement se forme de même par l'acquisition des connoissances. Un ignorant juge précisément de la plupart des choses de la vie, comme un aveugle juge des couleurs. Il manque des sens nécessaires pour juger. Qu'on ne m'objeete pas l'exemple de nos paysans. Quoi qu'on en dise, leur jugement est très-plat & très-pitoyable : malheur à celui qui se fieroit à des pareils guides ! Tout ce prétendu bon sens qu'on leur attribue, n'est que pour le discours. Si on pouvoit lire dans le cœur de ceux qui font de si magnifiques éloges de la nation Turque, je suis persuadé qu'ils n'accepteroient pas le plus bel établissement dans ce pays qu'ils exaltent si fort. Ce sont autant de propos en l'air, tenus pour faire voir son esprit, en soutenant une mauvaise cause, & pour paroître penser singulièrement. On ne pourroit mieux punir ces gens-là, qu'en les voyant vivre parmi une nation qui ne connoît, ni les sciences, ni les spectacles, ni presque aucun de ces amusemens qui sont les délices des gens d'esprit. Je n'ai garde de vouloir m'étendre davantage sur les mœurs, les coutumes & le caractère des Turcs : il faudroit écrire tout un volume pour en donner une idée encore incomplète ; & je ne ferois que répéter ce que plusieurs auteurs en ont déjà publié. Le peu que j'en ai dit suffira pour le plan que je me suis proposé, & pour enseigner quel cas un politique doit faire des forces & des ressources de cet empire.

J'y ajouterai en peu de mots l'état de leurs forteresses, artillerie, &c. Les places fortes qu'ils ont contre les Russes, les Persans, les Allemands & les Vénitiens, sont assez bien entretenues & garnies de tout ce qu'il faut pour soutenir un siège. Leurs canons sont grands & beaux. Il y en a, dont les boulets ont trente-six à quarante pouces de diamètre. Aux châteaux des Dardanelles, qui commandent l'entrée du port de Constantinople, on voit de ces boulets qui sont, dit-on, du marbre antique, que l'on a arrondi. Le canon porte d'un bord à l'autre, & croise l'Helléspont, qui n'est pas fort large en cet endroit. Ils tirent leur meilleure poudre à canon de Damas : & en effet, elle est admirable. Ils entretiennent à Constantinople environ 1200 topchis, ou canoniers, qui sont commandés par le topchi-bachi, ou grand-maitre d'artillerie, mais qui ne sont pas des plus habiles dans leur métier. Les principaux officiers sont le grand-vilir, les séraskiers ou généraux, l'aga des janissaires, les bachas, &c.

Autrefois les Turcs n'ont pas laissé que de faire une certaine figure par mer, & ils ont souvent très-bien réussi contre les Vénitiens : mais aujourd'hui leurs forces navales sont de peu d'importance. Ils ont en tout trente vaisseaux de guerre qu'ils nomment *sultanes*, & soixante galères, encore assez mal construites & entretenues. Il est vrai qu'ils peuvent s'attendre à des secours de leurs tributaires des côtes d'Afrique, ainsi que des quatorze beys, ou gouverneurs, qu'ils ont dans les îles de l'Archipel, & qui sont obligés

obligés d'entretenir au moins chacun une galere. Leur grand-amiral est nommé *capitan-bacha*. On prétend que les Turcs disent en proverbe, que *Dieu a donné la terre aux musulmans & la mer aux chrétiens.*

Quant aux revenus de la Porte, je crois qu'on n'exagère pas, si on les taxe à quatre-vingt millions d'écus; & c'est en effet peu de chose, si l'on considère l'immense étendue de cet empire, car il y a plusieurs provinces bien peuplées, bien opulentes, qui ont plus de circuit que tout le royaume de France, tandis que le royaume de France rend plus de revenus que tous les vastes Etats de l'empire ottoman ensemble. Il seroit beau voir des financiers Prussiens en Turquie, & qu'ils y fussent munis d'une autorité suffisante. Cet empire seroit bientôt, tant à l'égard de ses revenus & de ses ressources, que par rapport à ses forces militaires, dans une situation à faire trembler tous les autres peuples du monde. Au reste, il y a en Turquie pour les affaires de finances, comme pour bien d'autres choses, des maximes d'Etat qui sont remplies de contradictions. Par exemple, en temps de paix, le sultan ne tire point la dépense particulière des impôts qui sont levés sur le peuple, mais il la prend de certains jardins & autres revenus que l'on peut envisager comme des domaines de la couronne pour la table du souverain. Ils donnent une raison bien belle de cet usage, en disant que *les tailles & les tributs sont le sang le plus pur & le plus sacré des peuples, qu'ils sont destinés à le défendre & non à de vaines dépenses.* Voilà une morale admirable en effet, mais qui ne s'accorde guère avec les autres exactions qu'ils commentent : comme, lorsque le grand-seigneur envoie quelque poire ou autre fruit à un gouverneur ou bacha qui est riche, & l'oblige à lui payer de grosses sommes, ou lorsqu'il immole à son avarice des ministres, des généraux, ou des gouverneurs, par le seul désir de s'emparer des richesses qu'ils possèdent. Ce sont pourtant là les ressources les plus promptes que la Porte emploie, lorsque dans des temps difficiles elle a un besoin pressant d'argent. En général, les emplois les plus éminens, & les gouvernemens des provinces sont très-considérables en Turquie, non-seulement tant pour l'autorité qu'ils donnent, que pour les richesses qu'ils produisent en peu de temps; mais tous ces premiers officiers sont comme des éponges que la cour presse dans le besoin; elle leur fait rendre gorge de ce qu'ils ont pris au peuple. Ils ressemblent à certains égards aux fermiers-généraux de France, avec cette différence néanmoins, que la politesse & l'humanité Française font tirer l'argent des fermiers par des voies douces & avec des paroles emmiellées, au lieu que la dureté Turque envoie des cordons funestes, & confisque sans façon les biens d'un officier qu'on aura fait étrangler.

Toute la nation Turque fait profession de la religion mahométane. Vers le commencement du septième siècle, Mahomet, marchand d'Arabie, conçut l'idée d'inventer une nouvelle religion, & de s'ériger en chef de secte. Cette religion a fait de si grands progrès, qu'elle s'est répandue dans

la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique. L'esprit fanatique des peuples, & la force des armes ont également contribué à ses succès. L'an 622 de l'ère chrétienne le 16 juillet, Mahomet fut obligé de se sauver de la Mecque, où ses projets avoient trouvé beaucoup de contradiction, & de se réfugier à Médine. Cette fuite est nommée parmi les Turcs *Hégire*, d'un mot Arabe. Ils s'en servent d'époque, ou de point fixe, pour compter leurs années, tout comme nous comptons depuis la naissance de Jésus-Christ. Quelque temps après, il écrivit son *Alcoran*, livre très-fameux, qui est partagé en 211 chapitres, & qui renferme toute la loi & les préceptes de la religion mahométane. Le seul article de foi de cette religion est, qu'il n'y a point d'autre Dieu que Dieu, & que Mahomet est son prophète. Il y a outre cela six préceptes principaux, savoir, la circoncision, la purification du corps, la prière qu'ils sont tenus de faire cinq fois par jour, le jeûne qu'ils observent sur-tout dans le mois de ramazan pendant trente jours, l'aumône qu'ils exercent non-seulement envers les pauvres, mais même envers de vieux animaux domestiques, & le pèlerinage au tombeau de Mahomet, que chaque Turc doit faire au moins une fois dans sa vie. On peut y ajouter comme un septième précepte, l'abstinence du vin. Ils ont une grande fête qu'ils nomment *Beiran*, qui revient à nos pâques, & qui mériteroit d'être célébrée parmi les chrétiens; car, dans ce temps, un bon musulman est obligé de se réconcilier sincèrement avec tous ses ennemis. Le reste de l'alcoran, quoi qu'on en puisse dire, n'est qu'un tissu d'extravagances; le bon sens bronche à chaque page de ce livre, & l'idée que Mahomet y donne de son paradis, n'est qu'une rêverie si pitoyable, qu'on ne sauroit concevoir comment elle a pu séduire tant de gens raisonnables, & moins encore comment elle a trouvé des apôtoliques en Europe.

Le chef du clergé est appelé *mufri* : il a beaucoup de pouvoir, même dans le sérail; le sultan lui rend de grands honneurs, & on peut l'envisager comme le pape des Turcs. Les autres religieux sont nommés *dervis*. Il y en a dans toutes les mosquées. Les émirs sont des descendants de Mahomet.

Outre la voie des armes, ils mettent encore en usage plusieurs maximes politiques pour étendre leur religion, ou pour la maintenir dans l'état où elle est. C'est ainsi qu'ils ne rendent jamais par accord aux ennemis une ville où il y a eu une mosquée, & où le mahométisme a une fois dominé.

On ne sauroit disconvenir que dans les préceptes de Mahomet, il n'y ait quelques traces de raison. La circoncision & la purification, par exemple, sont des loix de police, très-nécessaires dans des climats aussi chauds que le sont ceux des provinces ottomanes. Par la polygamie Mahomet a cru contribuer à la propagation de l'espèce humaine, mais il s'est trompé, comme nous l'avons fait voir plus haut. Il n'aimoit pas le vin, & il a fait, comme font bien des médecins de l'Europe, qui défendent à leurs ma-

ment *visir-azem*, est donc le premier ministre qui dirige en souverain toutes les affaires tant civiles que militaires. Lorsqu'il est revêtu de cette importante charge, le grand-seigneur lui envoie le sceau de l'empire, qu'il porte ensuite à un ruban attaché sur la poitrine. Son pouvoir est sans bornes : il vit avec beaucoup de faste, entretient une nombreuse cour, & ne paroît en public qu'avec un grand appareil. Il a ordinairement plus de deux mille tant officiers que domestiques.

Il a sous lui six autres visirs qui l'assistent à rendre la justice, mais qui n'ont que la voix délibérative sans avoir la voix décisive. Ce sont proprement des interpretes de la loi civile, ou des jurisconsultes dont le grand-visir ne fait que demander l'avis.

Après le grand-visir suivent dans leur rang les béglierbeys, ou gouverneurs des provinces. Il y en a ving-deux, qu'il faut envisager à certains égards, comme des ducs ou princes, qui commandent à de grands royaumes; aussi leur rend-on beaucoup d'honneurs lorsqu'ils viennent à la cour.

Ils ont sous eux des sangiacs, des beys & des agas, qui sont des sous-gouverneurs de différent rang.

Chaque gouvernement a son mufti, son réis-effendi, qui est comme le chancelier ou secrétaire-d'Etat, & son tefterdar-bacha ou trésorier. Ces trois charges principales sont soumises comme toutes les autres de la province au béglierbey qui y commande.

Le premier drogman, ou interprete de la Porte, est encore un personnage considérable en Turquie. Il faut l'envisager comme le ministre des affaires étrangères. Il reçoit les ambassadeurs, confère avec eux sur les objets de leur négociation, en rend compte au grand-visir, assiste aux conférences que les ministres étrangers ont avec le visir, & devient, pour ainsi dire, le secrétaire-d'Etat de la Porte.

Le sérail est proprement le palais où le grand-seigneur fait sa résidence avec la famille impériale. Il fut bâti par Soliman II à l'endroit le plus agréable de Constantinople. C'est un immense bâtiment, & qui doit bien être tel, puisqu'il renferme tant de monde, qu'on pourroit en peupler une ville. Il y a une grande quantité de charges du sérail, qui sont des charges de cour; mais les officiers qui en sont revêtus, ne laissent pas que d'avoir une grande influence dans les affaires par le crédit qu'ils obtiennent sur l'esprit du sultan. Les chefs des eunuques noirs & blancs sont de ce nombre.

Je n'ai garde de vouloir spécifier ici les noms de toutes ces différentes charges, ni de détailler leur office. Ceux qui veulent en être plus particulièrement instruits, peuvent lire *l'état de l'empire ottoman* de M. le comte de Marfilli, & tout ce que M. Riccaut, Anglois, de même que M. le chevalier Sangrédo, Vénitien, ont écrit sur cette matière.

Il est nécessaire de remarquer que les loix des Turcs se réduisent à peu, & sont toutes faites en faveur des armes & de l'accroissement de l'Etat.

La noblesse est une chose inconnue en Turquie; un homme, de quelque naissance qu'il puisse être, peut s'élever aux premières dignités de l'Etat par son mérite, ses talens & ses vertus. Ils mettent même une espece de politique à ne pas laisser aux fils les gouvernemens de leurs peres, & à ne pas soutenir les anciennes familles.

L'avarice naturelle des Turcs fait des ames vénales des principaux officiers de l'Etat & du sérail. Avec de l'argent un ministre étranger peut faire tout. L'or est la clef des affaires auprès de la Porte; & quand par ce moyen on fait gagner les grands, & se former un parti dans le sérail: un ministre peut presque toujours être assuré du succès de sa négociation. La prison où l'on garde les criminels d'Etat, est appelée les *Sept-Tours*. Malheur à celui qui y est transféré; il est très-rare d'en sortir jamais.

Quant à l'ordre de la succession établie en Turquie, le fils succede à son pere au trône; & au défaut de fils, c'est le plus proche parent, soit en ligne descendante, soit en ligne collatérale. On a vu dans des révoltes faire quelques exceptions à cette regle; mais cependant on n'est jamais sorti de la famille ou des descendans d'Ottoman, pour choisir un empereur. Les Turcs entretiennent le cham des Tartares dans l'espérance que, si la famille régnante venoit à s'éteindre, celle du cham succéderoit à l'empire; mais il est apparent que cette famille ne s'éteindra jamais. Au reste, l'on ne sauroit rien déterminer de précis pour la succession d'un trône aussi chancelant. Une rebellion culbute le souverain; la milice élit un nouvel empereur, qui pour l'ordinaire envoie son prédécesseur en exil après lui avoir fait crever les yeux, pour n'avoir plus à craindre son ressentiment & ses efforts à remonter sur le trône. Les princes destinés à la couronne, sont élevés bien singulièrement entre quatre murailles, & ne voient que quelques domestiques & de vieux gouverneurs. Leur élévation à l'empire les tire de cette prison, où ayant été nourris dans la mollesse & dans l'ignorance, connoissant à peine les hommes, ils sont incapables de gouverner, & par conséquent ils sont contraints de s'en remettre aux grands-visirs.

Après avoir fait de sérieuses réflexions sur l'état de l'empire ottoman, sur ses forces & ses ressources, je me trouve embarrassé si je dois l'envisager comme une monarchie formidable, ou comme un empire foible & chancelant; car, si je considere la vaste étendue de ses provinces, & la multitude immense de ses habitans, je ne serois nullement surpris que quelque jour un prince conquérant, placé sur le trône de Turquie, entreprit de subjuguier la moitié de l'Europe, & que ces peuples sortant comme un torrent de leurs digues, parvinssent à dompter toutes les autres nations. Après mille révolutions, l'Europe est aujourd'hui dans une telle assiete, & l'ambition que chaque puissance pourroit nourrir, est observée de si près par les autres, que je ne prévois pas d'événement, au moins dans les siècles prochains, qui fût capable d'en bouleverser le système, si ce n'est que les Turcs fissent quelque grande entreprise. Mais, d'un autre côté,

quand je réfléchis sur la paresse de ces mêmes Turcs, sur la mollesse de leurs souverains, sur la façon dont leur empire est intérieurement gouverné, sur la rapacité des gouverneurs de province, sur l'esprit du peuple; je ne serois pas non plus étonné de voir, que quelque grand prince de l'Europe entreprit la conquête de Constantinople, & réussît à subjuguier tout cet empire. Nous avons vu des projets politiques & des plans de cette vaste conquête : nous avons vu même un moment où elle sembloit avoir quelque degré de vraisemblance. Cependant elle ne s'est pas exécutée. Les voyageurs les plus accrédités nous assurent unanimement, que la ville de Constantinople est presque ouverte du côté de la mer, qu'il seroit très-facile d'entrer dans le port, de surprendre le sultan dans son sérail, & qu'il ne faudroit qu'une petite flotte pour exécuter une si grande entreprise & pour se rendre maître du port & de toute la capitale. Or, en prenant Constantinople, on couperoit, pour ainsi dire, la tête à tout le corps de l'Etat. Cette idée, de l'aveu des plus habiles gens de guerre, n'est pas aussi chimérique qu'elle le paroît. Cependant je doute fort, si aucun prince de l'Europe s'avise de la mettre en exécution, & si j'étois appelé dans son conseil, je l'en dissuaderois fort. Je ne la donne ici que pour ce qu'elle vaut, & pour faire voir que, si la Porte ottomane est formidable sous un certain point de vue, elle a en revanche des côtés bien foibles. Quiconque veut l'attaquer, doit la surprendre par un coup de main, soutenu de beaucoup de forces, & sur-tout de ne pas s'amuser à faire une guerre sur les frontières, qui donne le temps au Turc de rassembler toutes ses ressources. Un second objet d'étonnement est que ce grand empire se soutienne si long-temps & dans un si bon ordre, tandis que les premières charges sont souvent occupées par les plus grands ignorans. Le proverbe, *Donnez un emploi à un homme, il sera toujours capable de le remplir*, dont cependant la raison & l'expérience démontrent la fausseté, ce proverbe, dis-je, est presque devenu une maxime d'Etat en Turquie. Nous avons vu des gens du plus bas étage parvenir à la dignité de grand-visir, des railleurs commander des armées, & ainsi du reste. Si un prince de l'Europe s'avisoit de faire la même chose, & n'avoit aucun égard aux talens & à la capacité des hommes dans la distribution des charges, il sentiroit bientôt les inconvéniens qui naîtroient d'un pareil caprice. Lorsqu'on ajoute à tout cela la vénalité des Turcs, la puissance des béglierbeys dans leurs provinces, les moyens qu'ils pourroient acquérir par-là de se soustraire aux châtimens que le sultan leur inflige souvent mal à propos, & pour s'emparer de leurs richesses; on est surpris en vérité, qu'avec tant de mauvais germes il n'éclate pas à tout moment quelque révolte intérieure, & que l'empire étant affoibli par-là, les voisins n'en profitent & ne le détruisent.

Mais voici ce qui sert de contre-poison à tant de fausses maximes d'Etat & aux différens vices du peuple. L'empire ottoman s'étant formé par la force

pourront être embarqués & envoyés dans un des ports Portugais. On prétend que le Portugal s'est engagé à prendre pour deux millions de cruzades de ces mêmes grains, qui lui reviendront à meilleur compte de huit pour cent que ceux que les Anglois y ont apportés jusqu'ici. Le temps fera voir si tout cela est aussi praticable qu'il paroît avantageux.

La France est de toutes les puissances de l'Europe celle que la Porte considère & estime le plus. Il y a eu presque de tout temps des liaisons assez étroites entre les cours de Versailles & de Constantinople, qui en effet doivent être bien unies pour leur intérêt réciproque, & qui peuvent faire de puissantes diversions l'une en faveur de l'autre, chaque fois que la maison d'Autriche ou la Russie, voudroient montrer trop d'ambition. Car tel est le grand système de l'Europe, que les cours de Vienne & de Pétersbourg, soutenues par l'Angleterre & la Hollande, tiennent, pour ainsi dire, en échec la France, l'Espagne, la Porte ottomane, la Suède, la Prusse & quelques princes d'Allemagne. Toutes ces forces mettent la balance si fameuse de l'Europe dans un heureux équilibre; & il est facile, après cette supposition, fondée sur la nature de la chose, de voir quelles sont les puissances qui doivent rester unies pour leurs grands intérêts. La France entretient constamment un ambassadeur à Constantinople, qui y jouit d'une grande considération, & qui a beaucoup de crédit dans le sérail. On en a vu un exemple bien remarquable il n'y a pas long-temps. Le grand-visir ayant été gagné par la Russie, & s'étant montré trop favorable pour la cour de Pétersbourg dans toutes les occasions, le ministre de France a trouvé le moyen de le faire déposer, & reléguer dans l'île de Rhodes; après quoi cette importante charge a été donnée à un autre, mieux intentionné pour la cour de Versailles. Il se fait aussi un commerce très-important, entre les provinces méridionales de la France & les Etats du grand-seigneur, qui sont situés sur la mer Méditerranée. La France entretient des consuls à Smyrne, au Caire, à Alexandrette, & dans les principales villes du Levant. Tout cela fait de grandes liaisons entre ces deux nations, qui ont occasionné plus d'une fois de magnifiques ambassades du grand-seigneur à Paris.

L'Angleterre & la Hollande n'ont presque que des intérêts de commerce à démêler avec la Porte. Comme le système politique de ces deux puissances n'est pas conforme aux vues de la cour de Constantinople, les ambassadeurs Anglois & Hollandois y négocient avec difficulté, & ils sont obligés de présenter des arguments tout d'or aux principaux officiers du sérail, s'ils veulent réussir dans leurs affaires. D'ailleurs, comme le commerce entre ces nations est plus à l'avantage des Anglois & des Hollandois que des Turcs, les ministres ottomans, déjà fiers de leur nature, ne sont pas fort complaisans pour ces nations. Cependant, ils craignent la puissance formidable des Anglois par mer; & c'est par cette raison qu'ils les ménagent. Il y a aussi toujours des consuls des puissances maritimes dans
la

Malthe, ses magnifiques fortifications toutes taillées dans le roc, l'activité constante des chevaliers, qui sont sans cesse sur leurs gardes; les secours qu'ils tireroient des puissances chrétiennes, chez lesquelles il y a par-tout quelques chevaliers, l'assistance que leur procureroit le pape, l'avantage qui résulte aux nations commerçantes d'avoir les chevaliers dans la mer Méditerranée pour la purger des corsaires d'Alger, &c. Enfin la Porte n'a rien à craindre du roi des deux Siciles, dont les forces ne sont pas assez considérables pour tenter la moindre entreprise sur elle. Ce prince d'ailleurs vient de conclure un traité de commerce avec la Turquie, qui est avantageux pour les deux nations.

La maison d'Autriche qui est en possession de la Transilvanie & du royaume de Hongrie, devient par-là la puissance que les Turcs ont le plus à craindre. Personne n'ignore quels terribles coups l'empereur Léopold a portés à l'empire Ottoman sous la conduite du prince Eugene; & que, sans d'autres diversions, Constantinople même auroit peut-être été en danger. Les politiques ont remarqué que les peuples deviennent toujours plus redoutables à mesure qu'ils avancent vers l'occident. Les Chinois craignent le Mogol, le Mogol craint les Persans, les Persans sont inquiétés par les Turcs, & les Turcs redoutent les forces autrichiennes. Cependant la dernière guerre que l'empereur Charles VI a soutenue contre eux, n'a pas été accompagnée d'un grand succès, & les Turcs ont gagné beaucoup de terrain en Hongrie; mais il faut convenir que cette guerre, pendant trois campagnes, (a) fut aussi mal conduite par les Allemands, qu'il est possible de se l'imaginer, & que, malgré tout cela, la paix n'auroit pas été si fatale qu'elle le fut pour la maison d'Autriche, si elle n'avoit pas été faite par une espèce de trahison. Cette paix conclue à Belgrade, paroît si désavantageuse pour la cour de Vienne, qu'on est tenté de croire qu'elle ne sera pas de longue durée. Certainement la Porte doit tourner sans cesse un œil attentif sur la maison d'Autriche, qui, par ses propres forces & par ses grandes alliances, pourroit tôt ou tard lui causer les plus grands maux.

Tant que la Pologne gardera le système de gouvernement qu'elle a maintenant; qu'on y verra régner une espèce d'anarchie; que son armée ne sera ni plus nombreuse, ni mieux aguerrie; il est certain que la Porte n'a rien à craindre de son voisinage. La Pologne ne peut même que se tenir sur la défensive. La seule forteresse de Kaminieck qu'elle a contre les Turcs, n'est certainement pas capable de leur défendre l'entrée en Pologne. La chose seroit toute différente si la forme de gouvernement venoit à changer chez ce peuple nombreux.

(a) Ces trois campagnes se trouvent décrites dans les *Mémoires* qui ont paru sous le nom de M. le comte de Schmettau. Quoique ce général les ait désavoués, cela ne porte pas atteinte à la vérité même des faits qui y sont racontés.

ottoman, a pensé devenir funeste aux Turcs, qui y ont perdu une multitude de soldats, & une assez grande étendue de pays. Mais une révolution ayant ravi le trône & la vie au Schach-Nadir, cette guerre a cessé d'elle-même, & l'on n'entend point qu'elle ait eu de suites. Il importe à la cour de Constantinople d'entretenir les troubles & les désunions en Perse, de garder toujours sur pied une armée nombreuse & disciplinée; de suivre le système qu'elle a depuis quelque temps observé de garder la foi des traités, & de se contenter des vastes Etats qu'elle possède, sans attaquer de but en blanc ses voisins. Il n'y a qu'une seule raison qui puisse l'engager à faire agir ses troupes; c'est lorsqu'elle craint quelque révolte des janissaires, & qu'il s'agit de leur donner de l'occupation au dehors; mais c'est toujours un remède dangereux.

TUTELLE, f. f.

TUTEUR, f. m.

LE Tuteur est celui à qui on commet le soin de la personne & des biens du mineur. Et cette charge s'appelle *Tutelle*, c'est-à-dire, l'engagement à prendre ce soin.

Quoiqu'il soit naturel de nommer pour la Tutelle d'un mineur, celui que la proximité appelle à sa succession; comme il arrive souvent que les plus proches, ou sont incapables d'être Tuteurs, ou se trouvent avoir des moyens d'excuse, on peut nommer pour Tuteurs, des parens plus éloignés, ou faute de parens, des alliés, & des étrangers même, s'il ne se trouve point de parens ou d'alliés qu'on puisse nommer, c'est-à-dire, qui soient capables d'être Tuteurs, & qui n'aient point d'excuse. Et si dans le lieu du domicile du mineur, il n'y a aucune personne propre à être Tuteur, on peut en choisir dans des lieux voisins.

Les peres & les meres, peuvent nommer des Tuteurs à leurs enfans mineurs: mais quoique leur choix fasse présumer la capacité & la solvabilité de la personne qu'ils ont nommée, ou pourra faire une autre nomination, si quelque cause oblige à un autre choix; car il peut arriver, ou que le pere ait mal choisi, ou qu'il soit survenu quelque changement, soit dans les mœurs, ou dans les biens de celui qu'il avoit nommé.

On peut nommer à un seul mineur, un ou plusieurs Tuteurs, si la condition & l'étendue de ses biens demandent l'administration de plusieurs personnes, & les Tuteurs exercent ou solidairement toute la Tutelle, ou chacun ce qui est séparément commis à sa charge.

Outre les Tuteurs qu'on donne communément aux mineurs de toutes conditions pour gérer la Tutelle, on nomme quelquefois d'autres Tuteurs,

L'administration du Tuteur s'étend à tout ce qui est nécessaire, ou utile au mineur. Ainsi il peut payer les dettes passives qui sont liquides, acquitter les charges, exiger des dettes actives, faire les réparations nécessaires ; mais il ne peut aliéner les immeubles du mineur, que pour des causes nécessaires, comme pour payer des dettes, si elles sont pressantes ou onéreuses ; & seulement lorsque les deniers, les revenus, les dettes actives, & les autres effets mobiliers n'y peuvent suffire. Et en ce cas l'aliénation se fait avec connoissance de cause, de l'avis des parens, après que le Tuteur a fait voir l'état des biens par un compte sommaire, & que la vente est ordonnée en justice, & en y observant les formes prescrites par ces sortes de ventes.

Le Tuteur peut toujours faire la condition du mineur plus avantageuse, accepter les donations qui ne soient pas à charge, transiger en sorte que si le mineur est créancier il conserve la dette, & que s'il est débiteur, il trouve son avantage ou par la diminution de la dette, ou par la facilité du paiement. Mais le Tuteur ne peut donner les biens du mineur, ni transiger en perdant quelque droit, ou en le diminuant, ni imposer de nouvelles charges, comme des servitudes aux héritages, ni intenter ou soutenir de mauvais procès, ni déférer le serment à un débiteur, si ce n'est qu'il ne fût pas possible d'établir la dette du mineur, & qu'il ne pût y avoir que cette ressource ; & il ne peut enfin empirer en rien la condition du mineur, qui est sous sa charge.

Si le Tuteur abuse de son pouvoir, soit par dol & mauvaise foi, ou par quelque faute, il en répondra ; comme s'il manque de prendre conseil dans une affaire qui le mérite, s'il fait quelque mauvaise acquisition, ou s'il intente ou soutient un mauvais procès.

Si le pere du mineur avoit réglé que le Tuteur se régirait par le conseil de la mere du mineur, & qu'il demeureroit déchargé de l'événement, il ne laissera pas d'être tenu de ce qui se trouvera mal géré par ce conseil même, s'il étoit impudent ; mais si le conseil étoit raisonnable, rien ne pourra être imputé au Tuteur pour l'avoir suivi.

Le Tuteur exerce son pouvoir pour les affaires du mineur en deux manieres, l'une en autorisant son mineur présent, & l'autre en agissant comme Tuteur, soit que le mineur soit présent ou non : & en l'un & en l'autre cas, il est responsable, & de ce qu'il autorise & de ce qu'il fait.

Le pouvoir & l'autorité du Tuteur ont cet effet, que tout ce qu'il gère est considéré comme le fait propre du mineur ; & soit qu'il s'oblige pour le mineur comme son Tuteur, ou que d'autres s'obligent envers lui en cette qualité ; qu'il obtienne des condamnations en justice, ou qu'il soit condamné, c'est le mineur qui devient le créancier ou le débiteur, & les obligations & condamnations ont leur effet pour ou contre lui.

L'autorité du Tuteur n'empêche pas que, si le mineur se trouve lésé en ce que le Tuteur a géré, même de bonne foi, soit avec le mineur,

à régler ces choses d'une autre manière. Ainsi, par exemple, si le pere se croyant plus riche qu'il n'étoit en effet, avoit réglé une éducation d'une trop grande dépense, on pourroit la modérer, comme on pourroit au contraire l'augmenter; si ce qu'il avoit réglé ne suffisoit pas, selon la condition & les biens du mineur. Ainsi, on pourroit commettre l'éducation à d'autres personnes qu'à celles que le pere avoit nommées, s'il se trouvoit que la conduite de ces personnes mit en péril ou la vie ou les mœurs du mineur. Et si un pere avoit donné l'éducation de son fils à la personne qu'il lui auroit substituée, il seroit de la prudence du juge & des parens du mineur, de prévenir & le péril & le soupçon même, s'ils jugeoient qu'il y en eût lieu. Ainsi, dans les autres difficultés semblables, il est de la même prudence de suivre ou ne pas suivre les dispositions du pere, selon que la considération des avantages du mineur peut y obliger.

Si le mineur se trouve sans bien, ou n'en a pas assez pour son entretien, le Tuteur n'est pas obligé d'y fournir du sien, car cette charge ne consiste qu'à prendre le soin que demande l'administration.

Le second engagement du Tuteur regarde l'administration des biens du mineur; & cet engagement l'oblige de prendre le même soin des biens & des affaires de son mineur, qu'un bon pere de famille prend des siennes. Ainsi le Tuteur répondra du dol & des fautes contraires à ce soin, mais non des mauvais événemens de ce qui aura été bien géré, ni des cas fortuits.

Le premier devoir du Tuteur pour l'administration des biens du mineur, est d'en faire un inventaire par l'autorité de la justice, avant que de s'immiscer dans l'exercice de la Tutelle, afin qu'il sache de quoi il est chargé, & qu'il en rende compte quand la Tutelle sera finie. Que si avant l'inventaire il arrivoit quelque affaire qui ne reçut point de retardement, le Tuteur y pourvoira selon le besoin.

L'inventaire des biens étant fait, tous les titres & papiers sont remis au Tuteur, afin qu'il prenne le soin des affaires, qu'il exige les dettes, qu'il fasse les diligences qui seront à faire en justice pour les procès, & qu'il veille à tout ce que l'intérêt du mineur pourra demander. Mais dans les procès, il ne doit, ni en faire pour le mineur, ni soutenir ceux qu'on pourroit lui faire, sans l'avis des personnes de qui il doit prendre le conseil; & il doit aussi régler par ce même conseil, les poursuites contre les débiteurs du mineur, pour n'en pas faire d'inutiles contre les débiteurs qui seroient insolubles: & enfin dans toutes les choses douteuses, c'est par ce conseil qu'il doit se conduire.

Tous les immeubles du mineur sont aussi mis en la puissance & en la possession du Tuteur, pour en prendre soin, & pour en recueillir les fruits & autres revenus.

Comme les meubles peuvent périr ou se perdre, & que d'ailleurs ils ne produisent aucun revenu, les Tuteurs doivent les faire vendre sans retardement,

remise, pour empêcher que le mineur ne renonce à la succession, il sera obligé à faire de sa part la même remise; si ce n'est que par des considérations particulières, le conseil du mineur le règle autrement.

Les deniers qui proviendront du rachat des rentes & des autres dettes actives du mineur, & ceux qu'il aura d'ailleurs par succession ou autrement, seront employés comme ceux de la vente des meubles en fonds ou en rentes. Et si le Tuteur ne fait ses diligences pour cet emploi, ou qu'il tourne à son propre usage les deniers du mineur, il sera tenu des intérêts des sommes qu'il aura manqué d'employer.

L'intérêt des deniers du mineur ne commence pas de courir contre le Tuteur du moment qu'il les a reçus; mais on lui donne un temps pour en faire l'emploi, soit que ce soit des deniers qui se trouvent en nature lors de l'inventaire, ou de ceux qui viennent de la vente des meubles, ou d'autres causes, ou même des épargnes des revenus dont il sera parlé ci-dessous.

Si les revenus du mineur excèdent les dépenses, le Tuteur est obligé d'accumuler ce qui reste de bon chaque année pour en faire un capital, & l'employer en fonds ou en rentes, lorsqu'il y aura une somme qui sera jugée suffisante pour faire cet emploi; & s'il ne l'a fait, il payera les intérêts du fonds restant de ces revenus, suivant la règle expliquée ci-dessus.

Les rentes & les autres revenus qui proviendront des fonds que les épargnes auront produits, seront encore accumulés pour en faire des capitaux, & les employer en fonds ou en rentes, lorsque les sommes y pourront suffire, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & selon que la durée de la Tutelle y donnera lieu; car tous les deniers des revenus étant hors des mains des débiteurs, & en celles du Tuteur, tiennent lieu au mineur des capitaux qu'il faut employer.

S'il ne se trouvoit aucune occasion de faire un emploi utile & licite, le Tuteur sera déchargé: mais pour cette décharge, il doit prendre les sûretés nécessaires, faire ses diligences, & rapporter des actes de l'avis des personnes de qui il devoit prendre conseil, par où il paroisse que les deniers sont restés en nature, & que l'emploi n'a pu être fait. Autrement il en répondra.

Si le Tuteur ne fait point d'emploi, & ne prend pas les précautions nécessaires pour sa décharge, il sera tenu en son nom des intérêts des deniers; car en ce cas il est justement présumé qu'il les a tournés à son propre usage.

Si un mineur a deux ou plusieurs Tuteurs, & que par leur nomination on ait marqué à chacun sa charge, ils auront leur administration distinguée, & aucun ne sera tenu de celle des autres. Mais si la même administration est commise à deux ou à plusieurs, ils en seront tenus solidairement. Et soit qu'ils veulent l'exercer ensemble, ou séparément, ou qu'ils conviennent entr'eux de la laisser à un, ou que tous négligent l'adminis-

nistration il arrive quelque occasion qui peut y donner lieu. Ainsi, par exemple, si des créanciers du mineur veulent faire saisir & vendre ses biens, il faut que le Tuteur fasse connoître par un état sommaire de compte, s'il n'y a point de deniers pour acquitter les dettes.

Les Tuteurs doivent employer dans leurs comptes toutes les recettes qu'ils ont faites ou dû faire; & ils peuvent mettre en reprises ce qu'ils n'ont pu recevoir, pour en être déchargés, s'il y en a lieu; comme s'ils ont fait les diligences nécessaires contre un débiteur qui se trouve insolvable; car les Tuteurs, quoiqu'obligés à une administration exacte & fidelle, ne doivent pas répondre des événemens.

Les Tuteurs peuvent employer dans leurs comptes toutes les dépenses qu'une administration raisonnable obligeroit de faire. Et il faut mettre en ce nombre les dépenses que le Tuteur a faites de l'avis des personnes choisies pour le conseiller, & celles qui ont été réglées en justice, si ce n'est qu'il y eût quelque dol de sa part. Que si quelque événement rend inutiles les dépenses qui ont dû être faites, le Tuteur ne laissera pas de les recouvrer.

Tous les biens du Tuteur sont hypothéqués depuis sa nomination, pour tout ce qu'il pourra devoir pour son compte.

Si la mere, tutrice de ses enfans, convole en secondes noces sans leur avoir fait nommer un Tuteur, rendu compte de son administration, & acquitté & assuré ce qu'elle pourroit leur devoir, les biens de son second mari seront hypothéqués envers les mineurs, pour tout ce qui se trouvera leur être dû par le compte, tant du passé que de l'avenir, quant aux engagements des mineurs envers les Tuteurs.

La charge du Tuteur finit par la majorité de celui qui étoit en Tutelle; car étant devenu majeur, il peut prendre lui-même le soin de ses biens & de ses affaires, mais le bénéfice d'âge n'a pas le même effet.

S'il y a deux ou plusieurs mineurs sous une seule Tutelle, elle finit pour chacun à sa majorité; & celui qui est devenu majeur peut obliger le Tuteur à lui rendre compte, quoique la Tutelle dure encore à l'égard des autres.

Quoique la Tutelle finisse au moment que le mineur est parvenu à l'âge de majorité, le Tuteur n'est pas tellement déchargé par ce changement, qu'il puisse d'abord abandonner toute sorte de soin des affaires; mais il doit continuer son administration en celles qu'il ne pourroit négliger sans causer quelque perte ou quelque dommage. Et il doit pourvoir à tout ce qu'il y a de nécessaire, qui ne souffre point de retardement, jusqu'à ce qu'il ait rendu compte, ou qu'en attendant le compte il remette les affaires & les papiers entre les mains de son mineur devenu majeur, afin qu'il soit en état d'y veiller lui-même.

La Tutelle finit aussi par la mort du mineur, mais de sorte que le Tuteur ne doit pas abandonner ce qui demande son soin, jusqu'à ce que les

héritiers du mineur soient en état de l'en décharger, suivant la règle expliquée ci-dessus.

Si le Tuteur meurt pendant la Tutelle, elle est finie, non-seulement à son égard, mais aussi pour ses héritiers.

La Tutelle finit encore par la mort civile ou du Tuteur ou du mineur; car de la part du Tuteur la mort civile le rend incapable de cette charge, & de la part du mineur, elle le met hors d'état d'avoir besoin d'un Tuteur, n'étant plus maître de sa personne, & n'ayant plus de biens; mais le Tuteur est obligé, après la mort civile de son mineur, de prendre soin des biens.

Si le Tuteur est déchargé pour quelque excuse, ou destitué pour malversation, sa charge est finie.

Le Tuteur peut être destitué, si sa mauvaise conduite mérite qu'on lui ôte l'administration : comme s'il prévarique pour faire périr les droits du mineur : s'il abandonne les affaires, s'il s'absente, & s'il disparoit, laissant la Tutelle dans le désordre, s'il ne fournit aux alimens & à l'entretien du mineur, en ayant le fonds; & généralement s'il y en a d'autres justes causes, quand ce ne seroit même qu'une négligence, si elle est telle qu'elle mérite que la Tutelle soit mise en d'autres mains.

Le Tuteur destitué pour avoir malversé est noté d'infamie; mais non pas celui qui n'est destitué que pour sa négligence : & si la cause n'étoit pas exprimée dans le jugement de destitution, il n'y auroit pas de note d'infamie, la présomption étant en ce cas, que le Tuteur n'auroit été destitué que pour sa négligence.

Si un Tuteur avoit donné de l'argent pour être appelé à la Tutelle, ou si ses malversations sont telles qu'outre la destitution, elles méritent quelque autre peine, il pourra être puni selon que la qualité du fait le méritera.

L'incapacité exclut de la Tutelle ceux même qui voudroient l'accepter, & les moyens d'excuse en dispensent ceux qui pourroient être Tuteurs s'ils y consentoient.

Les causes d'incapacité ont leur fondement, ou sur l'équité naturelle, ou sur quelque loi.

Les femmes sont incapables d'être tutrices d'autres que de leurs enfans; car la Tutelle demande une autorité, & oblige à des fonctions, qu'il seroit indécent qu'une femme exerçât à l'égard d'autres personnes que de ses enfans.

Les meres & les aïeules peuvent être tutrices de leurs enfans; car l'autorité que la nature leur donne sur eux, & l'affection pour leurs intérêts, les exceptent de la règle qui exclut les femmes des Tutelles. Et comme la mere peut être tutrice, la Tutelle peut être aussi commise à son second mari, beau-pere du mineur.

Les mineurs ne peuvent être Tuteurs, puisqu'ils sont eux-mêmes en Tutelle.

Ceux qui sont dans quelque infirmité qui les empêche d'agir en leurs

propres affaires, sont incapables d'être Tuteurs ; comme les insensés, les aveugles, les sourds, les muets, & ceux qui ont quelque maladie habituelle qui fasse le même effet. Et si ces sortes d'excuses surviennent à un Tuteur, après qu'il aura été nommé, & qu'il aura même exercé, on le déchargera. Que si la maladie ou l'infirmité qui survient pendant la Tutelle, n'est que pour un temps, on pourra cependant nommer un curateur qui gère au lieu du Tuteur, s'il en est besoin.

Le fils de famille majeur, quoiqu'étant sous la puissance de son père, peut être Tuteur ; mais le père ne sera pas tenu de l'administration de son fils, s'il ne s'y oblige, ou expressément, ou tacitement ; comme s'il gère lui-même, & entre dans l'administration des biens du mineur ; mais un simple consentement à la nomination & à l'administration de son fils ne l'oblige point.

Si outre les causes d'incapacité qui viennent d'être remarquées, il se rencontroit en la personne de celui qui seroit appelé à une Tutelle, quelque autre cause qui le rendit indigne ou suspect, il seroit du devoir du juge & de sa prudence de ne point confirmer une telle nomination ; ainsi, par exemple, si on découvroit que la nomination d'un Tuteur eût été faite pour de l'argent qu'il auroit donné, non-seulement cette nomination ne devroit pas être confirmée, mais ce délit mériteroit d'être réprimé. Ainsi celui qu'un père auroit défendu de nommer Tuteur à son fils, ne devroit pas être appelé à cette charge sans de grandes causes. Mais cette exclusion ne feroit aucun préjudice à l'honneur de cette personne. Ainsi on ne doit pas facilement admettre à une Tutelle, celui qui s'ingère pour être nommé.

Les moyens d'excuse, comme les incapacités, sont fondés ou sur quelque empêchement naturel, ou sur quelque loi.

Les causes d'incapacité qu'on peut honnêtement alléguer, peuvent aussi servir de moyens d'excuse ; ainsi la minorité & les infirmités qui rendent incapable de la Tutelle, en doivent excuser.

Ceux qui ont l'âge de soixante-dix ans accomplis, peuvent s'excuser.

Si celui qui est appelé à une Tutelle, a cinq enfans légitimes & vivans, il est excusé. On ne met pas au nombre des enfans pour servir d'excuse ceux qui ne sont pas encore nés, quoiqu'ils soient conçus. Et les petits enfans & autres descendans des enfans décédés, sont comptés comme représentant la personne de qui ils sont descendus. Ainsi plusieurs enfans d'un fils ne sont comptés que pour un.

Celui qui a déjà la charge de trois Tutelles peut s'excuser d'une quatrième. On ne regarde pas comme plusieurs Tutelles celles de plusieurs mineurs, lorsque les biens se régissent par une seule administration ; & on ne met pas au rang des Tutelles, pour servir d'excuse, l'engagement des Tuteurs honoraires, ni celui des cautions des Tuteurs.

Si une seule Tutelle est d'une telle étendue, ou si onéreuse, qu'il soit trop dur d'appeler le Tuteur à une seconde, il sera excusé.

TUTEUR. TUTELLE.

, avant qu'il eût le privilège, ne peut s'en servir pour être
 is d'excuse qui ne font pas une incapacité, & qui ne survien-
 ès la nomination du Tuteur, ne le déchargent point. Ainsi le
 osans survenus & l'âge de soixante-dix ans accomplis pen-
 elle, n'en excusent point.
 pas toujours un moyen d'excuse pour celui qui est appelé à
 , de n'être pas habitant du lieu où est le domicile du mineur,
 arriver qu'il ne trouve point dans ce lieu des personnes qu'on
 mer : & d'ailleurs, il peut être juste & avantageux au mineur
 arrête pas à cet éloignement, lorsqu'il n'est pas tel qu'il rende
 tion trop difficile & trop à charge ou au mineur, ou bien au
 si c'est par les circonstances qu'il faut juger de l'égard qu'on
 de avoir à l'égard des pères.
 aucun moyen d'excuse qui suffise
 ou le nombre d'enfans ; mais que
 ans & deux ou trois enfans ; ces
 le suffiront pas ensemble pour le
 moyens, &
 décharger.



T Y

T Y R A N, f. m.

LES Grecs désignoient par le mot Tyran un citoyen qui s'étoit emparé de l'autorité souveraine dans un Etat libre, lors même qu'il le gouvernoit suivant les loix de la justice & de l'équité; aujourd'hui par Tyran l'on entend, non-seulement un usurpateur du pouvoir souverain, mais même un souverain légitime, qui abuse de son pouvoir pour violer les loix, pour opprimer ses peuples, & pour faire de ses sujets les victimes de ses passions & de ses volontés injustes, qu'il substitue aux loix.

De tous les fléaux qui affligent l'humanité, il n'en est point de plus funeste qu'un Tyran; uniquement occupé du soin de satisfaire ses passions, & celles des indignes ministres de son pouvoir, il ne regarde ses sujets que comme de vils esclaves, comme des êtres d'une espèce inférieure, uniquement destinés à assouvir ses caprices, & contre lesquels tout lui semble permis: lorsque l'orgueil & la flatterie l'ont rempli de ces idées, il ne connoît de loix que celles qu'il impose; ces loix bizarres dictées par son intérêt & ses fantaisies, sont injustes, & varient suivant les mouvemens de son cœur. Dans l'impossibilité d'exercer tout seul la tyrannie, & de faire plier les peuples sous le joug de ses volontés déréglées, il est forcé de s'associer des ministres corrompus; son choix ne tombe que sur des hommes pervers qui ne connoissent la justice que pour la violer, la vertu que pour l'outrager, les loix, que pour les éluder. *Boni quam mali suspēdiores sunt, semperque his aliena virtus formidolosa est.* La guerre étant, pour ainsi dire, déclarée entre le Tyran & ses sujets, il est obligé de veiller sans cesse à sa propre conservation, il ne la trouve que dans la violence, il la confie à des satellites, il leur abandonne ses sujets & leurs possessions pour assouvir leur avarice & leurs cruautés, & pour immoler à sa sûreté les vertus qui lui font ombrage. *Cuncta ferit, dum cuncta timet.* Les ministres de ses passions deviennent eux-mêmes les objets de ses craintes, il n'ignore pas que l'on ne peut se fier à des hommes corrompus. Les soupçons, les remords, les terreurs l'assiègent de toutes parts; il ne connoît personne digne de sa confiance, il n'a que des complices, il n'a point d'amis. Les peuples épuisés, dégradés, avilis par le Tyran, sont insensibles à ses revers; les loix qu'il a violées ne peuvent lui porter leur secours; en vain réclame-t-il la patrie; en est-il une où regne un Tyran?

Si l'univers a vu quelques Tyrans heureux jouir paisiblement du fruit de leurs crimes, ces exemples sont rares, & rien n'est plus étonnant dans l'histoire qu'un Tyran qui meurt dans son lit. Tibère, après avoir inondé

Rome du sang des citoyens vertueux, devint odieux à lui-même; il n'y plus contempler les murs témoins de ses proscriptions, il se bannit de la société dont il a rompu les liens, il n'a pour compagnie que la terre la honte & le remords. Tel est le triomphe qu'il remporte sur les loix. est le bonheur que lui procure sa politique barbare ! Caligula, Néron, Domitien ont fini par grossir eux-mêmes les flots de sang que leur cruauté répandus. Plinè disoit à Trajan « que par le sort de ses prédécesseurs, les dieux avoient fait connoître qu'ils ne favorisoient qu'un prince ami des hommes. »



V. U. VA

VAGABOND, f. m.

DÉCLARATION DU ROI DE FRANCE;

Concernant les Vagabonds, & Gens sans aveu.

Donnée à Compiègne le 3 août 1764, enregistrée au Parlement de Paris le 21 du même mois.

« LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes lettres verront; salut. Les plaintes que nous recevons sans cesse des désordres commis dans les différentes provinces de notre royaume par les Vagabonds & gens sans aveu, dont le nombre paroît se multiplier chaque jour, nous ayant paru mériter toute notre attention, nous nous sommes fait rendre compte des dispositions des ordonnances qui ont été données sur cette matière, soit par nous, soit par les rois nos prédécesseurs, & nous avons reconnu que la peine du bannissement n'étoit pas capable de contenir des gens, dont la vie est une espèce de bannissement volontaire & perpétuel, & qui, chassés d'une province, passent avec indifférence dans une autre, où, sans changer d'état, ils continuent à commettre les mêmes excès; c'est pour remédier efficacement à un si grand mal, que nous avons résolu de l'attaquer jusques dans sa source, en substituant à la peine du bannissement, celle des galères à temps pour les valides, & celle d'être renfermés pendant le même terme, pour ceux que leur âge, ou leurs infirmités, ou leur sexe ne permettront pas de condamner aux galères. Cette rigueur nous a paru d'autant plus nécessaire, que ce n'est que par la sévérité des peines que l'on peut espérer de retenir ceux que l'oisiveté & la fainéantise pourroient engager à continuer, ou à embrasser un genre de vie, qui n'est pas moins contraire à la religion & aux bonnes mœurs, qu'au repos & à la tranquillité de nos sujets. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons, & nous plaît ce qui suit. »

ARTICLE PREMIER.

« Les Vagabonds & gens sans aveu, mendiants ou non mendiants, seront arrêtés, & conduits dans les prisons du lieu où se trouvera établi le

siège de la maréchaussée d'où dépendra la brigade qui en aura fait la capture, & leur procès leur sera fait & parfait en dernier ressort par les prévôts de nos cousins les maréchaux de France, ou leurs lieutenans, & en leur absence, par les assesseurs en la maréchaussée, & par eux jugé conjointement avec les officiers des bailliages ou sénéchaussées, dans le ressort desquels est situé ledit siège de maréchaussée, le tout conformément à notre déclaration du 5 février 1731, & sans préjudicier à la compétence des présidiaux concernant lesdits Vagabonds & gens sans aveu, suivant les dispositions des articles VII, VIII & IX de notre dite déclaration, lesquels seront exécutés suivant leur forme & teneur. »

I I.

» Seront réputés Vagabonds & gens sans aveu, & condamnés comme tels, ceux qui, depuis six mois révolus, n'auront exercé ni profession, ni métier, & qui, n'ayant aucun état, ni aucun bien pour subsister, ne pourront être avoués ou faire certifier de leur bonne vie & mœurs par personnes dignes de foi. »

I I I.

» Les Vagabonds & gens sans aveu, qui seront arrêtés dans les deux mois, à compter du jour de la publication de notre présente déclaration, seront condamnés aux peines portées par nos précédentes ordonnances & déclarations; & à l'égard de ceux qui seront arrêtés passé ledit délai, ils seront condamnés, encore qu'ils ne fussent prévenus d'aucun autre crime ou délit, savoir, les hommes valides de seize ans & au-dessus jusqu'à soixante-dix ans commencés, à trois années de galères; & ceux de soixante-dix ans & au-dessus, ainsi que les infirmes, les filles ou femmes, à être enfermés pendant le même temps de trois années, dans l'hôpital le plus prochain, le tout sans préjudice de plus grande peine, suivant l'exigence des cas. A l'égard des enfans qui n'auroient pas atteint l'âge de seize ans, ils seront envoyés dans lesdits hôpitaux, pour y être instruits, élevés & nourris, sans néanmoins qu'ils puissent être mis en liberté que par nos ordres. »

I V.

» Lesdits Vagabonds & gens sans aveu, de l'un & de l'autre sexe, seront tenus, à l'expiration du terme de leur condamnation, de choisir un domicile fixe & certain, & par préférence celui de leur naissance, & de s'y occuper de quelque métier ou travail qui les mette en état de subsister, sans néanmoins qu'ils puissent s'établir dans notre bonne ville de Paris, & à dix lieues de notre résidence, aux peines portées par nos ordonnances. »

V.

» Dans les cas où lesdits particuliers seroient arrêtés de nouveau, & convaincus d'avoir repris le même genre de vie, ils seront condamnés, savoir, les hommes valides au-dessous de soixante-dix ans, à neuf années de galères, & en cas de récidive, aux galères à perpétuité; & les hommes de soixante-dix ans & au-dessus, les infirmes, femmes & filles, à être enfermés pendant le même temps de neuf années, dans l'hôpital le plus prochain, &, en cas de récidive, à perpétuité. »

V I.

» Pourront les septuagénaires, dont le terme de la détention sera expiré, demander à rester dans les hôpitaux, où ils auront été renfermés, auquel cas ils ne pourront être congédiés. »

V I I.

» Les hommes, femmes & filles, & les enfans de l'un & l'autre sexe, qui auront été renfermés ou placés dans les hôpitaux, en vertu de notre présente déclaration, & les septuagénaires qui auroient demandé à y demeurer, seront nourris & entretenus aux frais des hôpitaux de la province où ils auront été arrêtés ou jugés, au cas qu'il y ait dans lesdits hôpitaux, maison de force & de correction actuellement existante. »

V I I I.

» A l'égard des provinces où il n'y aura pas de maison de force, lesdits Vagabonds, gens sans aveu, & autres, condamnés par arrêt, ou jugement en dernier ressort, à être renfermés, seront reçus dans les hôpitaux de charité ou maisons de force des provinces les plus voisines, & ils y seront nourris & entretenus à nos frais. Voulons, en conséquence, que le montant de leur dépense, soit payé & remboursé de trois mois en trois mois, auxdits hôpitaux ou maisons de force, par les fermiers de notre domaine, en vertu des exécutoires qui seront expédiés au nom du receveur ou trésorier desdits hôpitaux, par les intendants & commissaires départis de notre conseil dans les provinces. Si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers, les gens tenans notre cour de parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur, aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amés & féaux conseillers-secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original. Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à

cesdites présentes. Donné à Compiègne, le troisieme jour du mois d'août ; l'an de grace mil sept cent soixante-quatre, & de notre regne le quarante-neuvieme. *Signé*, LOUIS : & plus bas, par le roi, PHELYPEAUX. Vu au conseil, DE L'AVERDY. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrée, oui, ce requérant le procureur-général du roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & sera le roi très-humblement supplié de venir au secours des hôpitaux, mentionnés en l'article VII de ladite déclaration, dans le cas d'insuffisance de leurs revenus, & d'y pourvoir en la forme portée par l'article VIII. Et copies collationnées envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & registrées; enjoint aux substituts du procureur-général du roi d'y tenir la main, & d'en certifier la cour dans un mois, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les chambres assemblées, le vingt-un, août mil sept cent soixante-quatre.

Au Parlement de Bretagne le 6 septembre 1764.

Signé, DUFRANC.

V A L E U R, f. f. Bravoure.

LA Valeur est ce sentiment que l'enthousiasme de la gloire & la soif de la renommée enfantent, qui, non content de faire affronter le danger sans le craindre, le fait même chérir & chercher.

C'est ce délire de l'héroïsme qui dans les derniers siècles forma ces preux chevaliers, héros chers à l'humanité, qui sembloient s'être appropriés la cause de tous les foibles de l'univers.

C'est cette délicatesse généreuse que l'ombre d'un outrage enflamme, & dont rien ne peut défarmer la vengeance que l'idée d'une vengeance trop facile.

Rien différente de cette susceptibilité pointilleuse, trouvant l'insulte dans un mot à double sens, quand la peur ou la foiblesse le prononce, mais dont un regard fixe abaissé en terre la vue arrogante, semblable à l'épervier qui déchire la colombe, & que l'aigle fait fuir.

La Valeur n'est point cette intrépidité aveugle & momentanée que produit le désespoir de la passion, Valeur qu'un poltron peut avoir, & qui, par conséquent, n'en est pas une; tels sont ces corps infirmes à qui le transport de la fièvre donne seul de la vivacité, & qui n'ont jamais de force sans convulsions.

La Valeur n'est pas ce phlegme inaltérable, cette espèce d'insensibilité, d'oubli courageux de son existence, à qui la douleur la plus aiguë & la

plus soudaine ne peut arracher un cri, ni causer une émotion sensible : triomphe rare & sublime que l'habitude la plus longue, la plus réfléchie & la mieux secondée par une ame vigoureuse, remporte difficilement sur la nature.

La Valeur est encore moins cette force extraordinaire que donne la vue d'un danger inévitable, dernier effort d'un être qui défend sa vie ; sentiment inséparable de l'existence, commun, comme elle, à la foiblesse, à la force, à la femme, à l'enfant, seul courage vraiment naturel à l'homme né timide. A votre aspect, que fait le sauvage votre frere ? il fuit. Osez le poursuivre & l'attaquer dans sa grotte, vous apprendrez ce que fait faire l'amour de la vie.

Sans spectateurs pour l'applaudir, ou au moins sans espoir d'être applaudi un jour, il n'y a point de Valeur. De toutes les vertus factices, c'est, sans doute, la plus noble & la plus brillante qu'ait jamais pu créer l'amour-propre ; mais enfin c'est une vertu factice.

C'est un germe heureux que la nature met en nous, mais qui ne peut éclore, si l'éducation & les mœurs du pays ne le secondent.

Voulez-vous rendre une nation valeureuse, que toute action de Valeur y soit récompensée. Mais quelle doit être cette récompense ? L'éloge & la célébrité. Faites construire des chars de triomphe pour ceux qui auront triomphé, un grand cirque pour que les spectateurs, les rivaux & les applaudissemens soient nombreux ; gardez-vous sur-tout de payer avec de l'or ce que l'honneur seul peut & doit acquitter. Celui qui songe à être riche, n'est ni ne sera jamais valeureux. Qu'avez-vous besoin d'or ? Un laurier récompense un héros.

Il s'agissoit au siege de * * * de reconnoître un point d'attaque ; le péril étoit presque inévitable ; cent louis étoient assurés à celui qui pourroit en revenir ; plusieurs braves y étoient déjà restés ; un jeune homme se présente ; on le voit partir à regret ; il reste long-temps ; on le croit tué ; mais il revient, & fait également valoir l'exactitude & le sang-froid de son récit. Les cent louis lui sont offerts ; vous vous moquez de moi, mon général, répond-il alors, va-t-on là pour de l'argent ? Le bel exemple !

Que l'on parcourre dans les fastes de l'histoire, les siècles de l'ancienne chevalerie, où tout jusqu'aux jeux de l'amour avoit un air martial ; où les couleurs & les chiffres de la maîtresse ornoient toujours le bouclier de l'aimant ; où la barrière des tournois ouvroit un nouveau chemin à la gloire ; où le vainqueur aux yeux de la nation entière recevoit la couronne des mains de la beauté ; qu'à ces jours d'honneur l'on compare ces temps d'apathie & d'indolence, où nos guerriers ne souleviroient pas les lances que manioient leurs peres, on verra à quel point les mœurs & l'éducation influent sur la Valeur.

La Valeur aime autant la gloire qu'elle déteste le carnage ; cede-t-on à ses armes, ces armes cessent de frapper ; ce n'est point du sang qu'elle de-

V A L E U R.

... & toujours son vaincu lui devient cher, sur-
tout lorsqu'il s'agit de vaincre.

... elle fit les dieux, depuis elle créa les premiers

... seule que semblera appartenir la pompe fastueuse des armoi-
... panachés qui les couronnent, ces faisceaux d'armes qui
... support aux écussons, ces livrées qui distinguoient les chefs dans
... & toutes ces décorations guerrières qu'elle seule ne dépare pas.

Ces superbes privilèges, aujourd'hui si prisés & si confondus, ne sont
pas le seul apanage de la Valeur; elle possède un droit plus doux & plus
encore, le droit de plaire. Le valeureux fut toujours le héros de
l'amour; c'est à lui que la nature a particulièrement accordé des forces
pour la défense de ce sexe adoré, qui trouve les siennes dans sa faiblesse;
c'est lui que ce sexe charmant aime sur-tout à couronner comme son
vainqueur.

Non contente d'annoblir toutes les idées & tous les penchans, la Valeur
étend également ses bienfaits sur le moral & sur le physique de ses héros;
c'est d'elle sur-tout que l'on tient cette démarche impolante & facile; cette
aisance qui pare la beauté ou prête à la disgrâce un charme qui la fait
oublier; cette sécurité qui peint l'assurance intérieure; ce regard ferme sans
rudeur que rien n'abaisse que ce qu'il est honnête de redouter; & la gran-
deur d'âme, & la sensibilité que toujours elle annonce, est encore un at-
trait de plus dont toute autre âme sensible peut mal-aisément se dé-
fendre.

Il seroit impossible de définir tous les caractères de la Valeur selon ceux
des êtres divers que peut échauffer cette vertu; mais de même que l'on
peut donner un sens définitif au mot *physionomie*, malgré la variété des
physionomies, de même peut-on fixer le sens du mot Valeur, malgré toutes
ces modifications.

Pour y parvenir encore mieux, l'on va comparer les mots *bravoure*,
courage & *valeur*, que l'on a toujours tort de confondre.

Le mot *vaillance* paroît d'abord devoir être compris dans ce parallèle;
mais dans le fait c'est un mot qui a vieilli, & que Valeur a remplacé;
son harmonie & son nombre le fait cependant employer encore dans la
poésie.

Le *courage* est dans tous les événemens de la vie; la *bravoure* n'est qu'à
la guerre; la *Valeur* par-tout où il y a un péril à affronter, & de la
gloire à acquérir.

Après avoir monté vingt fois le premier à l'assaut, le brave peut trembler
dans une forêt battue de l'orage, fuir à la vue d'un phosphore enflammé,
ou craindre les esprits; le courage ne croit point à ces rêves de la supersti-
tion & de l'ignorance; la Valeur peut croire aux revenans, mais alors
elle se bat contre le fantôme.

La

La bravoure se contente de vaincre l'obstacle qui lui est offert ; le courage raisonne les moyens de le détruire ; la Valeur le cherche , & son élan le brise s'il est possible.

La bravoure veut être guidée ; le courage fait commander & même obéir ; la Valeur fait combattre.

Le brave blessé s'enorgueillit de l'être ; le courageux rassemble les forces que lui laisse encore sa blessure pour servir sa patrie ; le valeureux songe moins à la vie qu'il va perdre , qu'à la gloire qui lui échappe.

La bravoure victorieuse fait retentir l'arene de ses cris guerriers ; le courage triomphant oublie son succès pour profiter de ses avantages ; la Valeur couronnée soupire après un nouveau combat.

Une défaite peut ébranler la bravoure ; le courage fait vaincre & être vaincu sans être défait ; un échec désole la Valeur sans la décourager.

L'exemple influe sur la bravoure ; (plus d'un soldat n'est devenu brave qu'en prenant le nom de grenadier ; l'exemple ne rend point valeureux quand on ne l'est pas) mais les témoins doublent la Valeur ; le courage n'a besoin ni de témoins ni d'exemples.

L'amour de la patrie & la santé rendent braves ; les réflexions , les connoissances , la philosophie , le malheur , & plus encore la voix d'une conscience pure , rendent courageux ; la vanité noble , & l'espoir de la gloire , produisent la Valeur.

Les trois cents Lacédémoniens des Termopiles , (celui qui échappa même) furent braves : Socrate buvant la ciguë , Régulus retournant à Carthage , Titus s'arrachant des bras de Bérénice en pleurs , ou pardonnant à Sextus , furent courageux : Hercule terrassant les monstres ; Persée délivrant Andromède ; Achille courant aux remparts de Troie sûr d'y périr , étonnerent les siècles passés par leur Valeur.

Le parallele de la bravoure avec le courage & la Valeur , doit finir en quittant le champ de bataille. Comparons à présent le courage & la Valeur dans d'autres circonstances de la vie.

Le valeureux peut manquer de courage , le courageux est toujours maître d'avoir de la Valeur.

La Valeur sert au guerrier qui va combattre ; le courage à tous les êtres qui jouissant de l'existence , sont sujets à toutes les calamités qui l'accompagnent.

Que vous serviroit la Valeur , amant que l'on a trahi ; père éploré que le sort prive d'un fils ; père plus à plaindre , dont le fils n'est pas vertueux ? ô fils désolé qui allez être sans père & sans mère ; ami dont l'ami craint la vérité ; ô vieillards qui allez mourir , infortunés , c'est du courage que vous avez besoin !

Contre les passions que peut la Valeur sans courage ? Elle est leur esclave , & le courage est leur maître.

La Valeur outragée se venge avec éclat , tandis que le courage pardonne en silence.

mande, c'est de l'honneur; & toujours son vaincu lui devient cher, sur-tout s'il a été difficile à vaincre.

Du temps du paganisme elle fit les dieux, depuis elle créa les premiers nobles.

C'est à elle seule que semblera appartenir la pompe fastueuse des armoiries, ces casques panachés qui les couronnent, ces faisceaux d'armes qui servent de support aux écussons, ces livrées qui distinguoient les chefs dans la mêlée, & toutes ces décorations guerrières qu'elle seule ne dépare pas.

Ces superbes privilèges, aujourd'hui si prisés & si confondus, ne sont pas le seul apanage de la Valeur; elle possède un droit plus doux & plus flatteur encore, le droit de plaire. Le valeureux fut toujours le héros de l'amour; c'est à lui que la nature a particulièrement accordé des forces pour la défense de ce sexe adoré, qui trouve les siennes dans sa foiblesse; c'est lui que ce sexe charmant aime sur-tout à couronner comme son vainqueur.

Non contente d'annoblir toutes les idées & tous les penchans, la Valeur étend également ses bienfaits sur le moral & sur le physique de ses héros; c'est d'elle sur-tout que l'on tient cette démarche imposante & facile; cette aisance qui pare la beauté ou prête à la disgrâce un charme qui la fait oublier; cette sécurité qui peint l'assurance intérieure; ce regard ferme sans rudesse que rien n'abaisse que ce qu'il est honnête de redouter; & la grandeur d'ame, & la sensibilité que toujours elle annonce, est encore un attribut de plus dont toute ame sensible peut mal-aisément se débarrasser.

Il seroit impossible de définir tous les caractères de la Valeur selon ceux des êtres divers que peut échauffer cette vertu; mais de même que l'on peut donner un sens définitif au mot *physionomie*, malgré la variété des physionomies, de même peut-on fixer le sens du mot Valeur, malgré toutes ces modifications.

Pour y parvenir encore mieux, l'on va comparer les mots *bravoure*, *courage* & *valeur*, que l'on a toujours tort de confondre.

Le mot *vaillance* paroît d'abord devoir être compris dans ce parallèle; mais dans le fait c'est un mot qui a vieilli, & que Valeur a remplacé; son harmonie & son nombre le fait cependant employer encore dans la poésie.

Le *courage* est dans tous les événemens de la vie; la bravoure n'est qu'à la guerre; la Valeur par-tout où il y a un péril à affronter, & de la gloire à acquérir.

Après avoir monté vingt fois le premier à l'affaut, le brave peut trembler dans une forêt battue de l'orage, fuir à la vue d'un phosphore enflammé, ou craindre les esprits; le courage ne croit point à ces rêves de la superstition & de l'ignorance; la Valeur peut croire aux revenans, mais alors elle se bat contre le fantôme.

Vallais la Fourche présente un passage dans la vallée d'Oursern, du canton d'Uri, & dans la Lombardie par la communication avec le S. Gothard. De tous ces passages celui du grand S. Bernard est le plus fréquenté. Un couvent de chanoines réguliers de l'ordre de S. Augustin, fondé par S. Bernard de Menthon, d'où la montagne a conservé son nom, & situé dans la partie la plus élevée de cette route, sert en même temps d'hospice pour les voyageurs, & leur fournit des secours & une retraite dans les surprises des orages ou des neiges.

Cette grande variété de sites, de climats ou de température locale, & de productions naturelles, qu'on observe en général dans la Suisse, s'offre plus particulièrement encore & dans un espace plus resserré, dans le Vallais. Il présente aux regards du voyageur une succession aussi rapide que variée de tableaux & de points de vue; tantôt les sommets glacés des hautes Alpes l'étonnent par leur élévation, en se montrant derrière des rochers d'une hauteur effrayante & couronnés de pointes bizarres, tantôt cette décoration magique disparaît derrière un bois touffu, ou un coteau agréable; aux ombres d'une forêt humide succède un tapis d'une verdure riche & agréable; un petit contour du chemin découvre tout-à-coup une colonie isolée, entourée de terres cultivées, ou les sombres horreurs d'un désert sauvage; au-dessus d'un vignoble on voit, à quelque distance, s'élever, comme du sein des nues, un torrent indomptable, se briser sur les écueils qui s'opposent à sa chute, & reprendre au pied des précipices un cours tranquille au travers du vallon; des pâturages couverts de troupeaux & éclairés par un beau soleil, s'offrent à l'opposé d'un glacier ombragé par des vapeurs froides; en un mot, tous les contrastes entre les objets les plus grands ou les plus agréables de la nature, si fréquents dans tous les pays de montagnes, se trouvent plus particulièrement réunis & rapprochés dans la petite contrée des Alpes qui fait le sujet de cet article.

La direction de cette vallée de l'est à l'ouest procure à une des côtes la jouissance libre du soleil, tandis que de hautes Alpes la couvrent des vents du nord. La côte opposée éprouve nécessairement tous les désavantages d'un climat contraire. Si l'on fait attention encore, que la différence dans les degrés d'élévation des terres est tout au moins aussi grande que celle des sites; on ne sera plus étonné de la prodigieuse variété dans les productions du pays. Ce n'est pas, qu'à tout prendre, cette variété produise l'abondance. Les vins & les grains qu'on récolte dans quelques parties de la vallée, ne suffiroient pas même pour la consommation intérieure sans la grande frugalité des habitants. Ce sont les pâturages, les troupeaux & les bois, qui sont le principal objet de revenu & d'exportation. Dans les districts supérieurs du pays on ne sème, tout au plus, que des grains de carême, qui ne parviennent à leur maturité que vers le commencement de l'automne, tandis que les districts les mieux exposés produisent du beau froment, & que la moisson y est fort hâtive. Il en est de même des fruits

Près d'une maîtresse perfide le courage combat l'amour, tandis que la Valeur combat le rival.

La Valeur brave les horreurs de la mort; le courage plus grand brave la mort & la vie.

Enfin, l'on peut conclure que la bravoure est le devoir du soldat; le courage, la vertu du sage & du héros; la Valeur, celle du chevalier.

V A L L A I S, *Petite République, dans la partie méridionale de la Suisse, & alliée du Corps Helvétique.*

LE territoire de cette république est un vallon d'environ trente-six lieues d'étendue dans sa longueur de l'est à l'ouest; sa plus grande largeur est de huit à dix lieues; il se rétrécit considérablement à mesure qu'il s'élève vers les hautes Alpes. Le Rhône prend sa source vers l'origine du vallon, & le traverse dans toute sa longueur, avant de se jeter dans le lac de Genève. La source de ce fleuve est sous un glacier, au pied d'une haute montagne nommée *Fourche*, en latin *mons Furca*, qui fait une branche de la grande masse des Alpes, & touche au S. Gothard. Depuis ce point de réunion, deux grandes chaînes de glaciers & de hautes montagnes, embrassent le pays de Vallais & le limitent par leurs contours. La chaîne méridionale le sépare de la Savoie & du Piémont; elle aboutit aux vastes glaciers du Faulligoy. La chaîne septentrionale fixe les limites entre le Vallais & le canton de Berne. Les diverses sinuosités de cette double chaîne forment plusieurs petites vallées, dans lesquelles se déchargent plusieurs torrens qui se jettent dans le Rhône. L'intérieur de ces hautes Alpes présente des murs de roches d'une hauteur prodigieuse & souvent inaccessible, entrecoupés par des rivières d'une profondeur proportionnée; au-dessus de cette base de rocs, se trouvent dans diverses places de grands amas de glaces éternelles, impénétrables aux rayons du soleil, au-dessus desquels s'élèvent les sommets des Alpes, toujours couverts de neige. Cette barrière élevée par la nature, ne laisse qu'un petit nombre de passages de communication entre le Vallais & les pays limitrophes. Du côté du Piémont le passage du grand S. Bernard & du Simplon sont les plus faciles & les plus fréquentés; le dernier conduit du haut Vallais à Domo d'Ossella, & le premier du Bas-Vallais à la cité d'Aost. A peine dans le fort de l'été trouve-t-on deux autres passages dans les gorges de ces Alpes, où un mulet put marcher, & quelques sentiers aussi pénibles que dangereux, dans lesquels ne se hasardent que des chasseurs ou des contrebandiers. Le pas de Kandersteg conduit de la vallée de Froutiguen du canton de Berne aux bains chauds d'Oûèche ou Leuk en Vallais; la descente de ce dernier côté est rapide & le chemin taillé en grande partie dans le roc. Au fond du

des arbres; dans les lieux élevés, à peine quelques fruits à noyau peuvent mûrir; aux environs de Sion, de Siders & de Groundis, les figues & les grenades simples mûrissent en plein air. Le Vallais abonde en diverses espèces de fauve, de gibier & de poissons de rivière.

Si vous exceptez quelques districts, privilégiés par rapport au sol & au climat, le reste du Vallais n'est rien moins qu'un pays riche. La vaste étendue des monts, des rochers & des forêts, & le grand nombre de pâturages resserrés dans des bornes fort étroites le travail & la jouissance des habitans. La rudesse des mœurs & l'ignorance de beaucoup de besoins, font chez ces montagnards une compensation à leur pauvreté. Ils sont dans leur vie privée & dans l'économie de leur terre, d'une négligence qui frappe tous les étrangers. Un concours de causes physiques & morales les retient depuis des siècles & les retiendra peut-être long-temps encore dans cette ignorance paresseuse. La même nonchalance qui les fait négliger d'ap-puyer leurs vignes à des échalas, les fait vivre la plupart dans une mal-propreté dont les voyageurs ne peuvent parler sans dégoût.

C'est à cette indifférence choquante sur les commodités les plus nécessaires de la vie, sur l'appât des alimens & principalement sur le choix des eaux, qu'ils pourroient se procurer souvent d'une meilleure qualité, ou en prévenir les effets nuisibles; c'est, dis-je, à cette insensibilité habituelle, qu'il faut attribuer en grande partie ce nombre de gouteux, de muets, d'imbécilles, qu'on rencontre dans plusieurs villages du haut Vallais, parmi lesquels il se trouve des êtres si mal organisés, que dans toute leur vie ils ne se levent jamais de leur place, & qu'à peine les besoins de la vie les plus pressans leur arrachent quelque signe de sensation ou d'idée. Au reste, le spectacle d'une nature ainsi dégradée, terrible dans sa nouveauté, ne frappe point le peuple qui en est le témoin journalier. Non-seulement la difformité d'un gouteux, est peu de chose à leurs yeux, mais encore, par un préjugé aussi heureux dans son effet qu'il est absurde dans son principe, ils regardent un crétin ou imbécille dans une famille, comme un présent de la providence, l'envisageant tantôt comme un être prédestiné, préservé du péché & des peines, tantôt comme une victime respectable, dévouée pour le reste de la famille. Il est déjà bien difficile que les lumières pénètrent chez un peuple pauvre, isolé, presque retranché du reste du monde; par le tableau de la constitution politique du Vallais, nous verrons encore, combien peu on doit espérer de l'influence de la police & de l'instruction sur des opinions & des habitudes aussi invétérées.

En exceptant les lieux les plus sujets aux infirmités endémiques qu'on vient d'indiquer, le reste de ce peuple forme une race d'hommes forte & robuste; on voit quelquefois parmi eux des vieillards fort âgés & bien conservés. Ils ont les mœurs de tous les montagnards. On observe généralement dans de tels pays, que plus on s'avance vers l'intérieur des vallons

système féodal, jeta des racines moins profondes & étendues dans des pays pauvres & montueux, que dans des provinces ouvertes & fertiles. Il y eut cependant quelques seigneurs & châtelains dans le Vallais. Lorsque le comte Rodolphe démembra de nouveau la Bourgogne du royaume de France, il se fit couronner, en 888, dans l'abbaye de S. Maurice en Vallais; dès-lors ce pays fut compris dans la petite Bourgogne transjurane. Quand les empereurs d'Allemagne, héritiers de cette monarchie éphémère, voulurent dans le onzième siècle faire reconnoître leur autorité, les ducs de Zaringuen, leurs vicaires, trouverent beaucoup de rénitence chez des vassaux trop puissans. La noblesse & le peuple du Vallais se réunirent pour résister aux troupes du duc, & les défirent.

Pendant ces temps d'anarchie, les sept communautés qui forment la confédération particulière des Vallaisans prirent consistance; la désuétude de l'autorité impériale fixa leur indépendance. Ces peuples ont rarement pris part aux guerres défensives & offensives des Suisses. Les faits historiques des Vallaisans se bornent à des querelles passagères avec leurs voisins, les montagnards du canton de Berne & les sujets des comtes de Savoie, & à des brouilleries dans l'intérieur de l'Etat. Ils firent quelquefois des descentes du haut des Alpes chez leurs ennemis, & souvent ceux-ci vinrent les surprendre dans leurs foyers. On brûloit, on se battoit, & les parties souffrantes rentroient dans leurs possessions. La seule conquête que la ligue des sept communautés du Haut-Vallais a conservée, c'est la domination sur le Bas-Vallais, sujet auparavant de la maison de Savoie; ils firent cette acquisition pendant la guerre heureuse des Suisses contre Charles-le-Téméraire. Voyez BERNE, SUISSES, &c.

Lorsqu'en 1536 les deux Etats, Berne & Fribourg, firent sur la maison de Savoie la conquête du Pays-de-Vaud, les Vallaisans s'emparèrent d'une lisière sur le bord méridional du lac de Geneve, mais la majeure partie de ce district fut restituée en 1568.

Des prétextes de concurrence entre les communautés, des querelles des maisons riches, restes de l'ancienne noblesse, des rivalités entre les prétendans pour le siège de Sion, l'ambition, le génie intrigant de quelques évêques, voilà les principaux sujets des troubles assez fréquens, qui ont agité autrefois ce pays. De tous les évêques, celui qui jona le rôle le plus brillant & le plus malheureux, ce fut le fameux Matthieu Schinner; cet homme, d'un génie vif & ambitieux, actif & éloquent, se dévoua au service du pape Jules II, qui lui donna le chapeau de cardinal; par ses menées il engagea les derniers à passer par plusieurs reprises dans le Milanais, & fit répandre prodigieusement de sang dans ces expéditions inutiles. Il avoit en Vallais un puissant antagoniste nommé *de Flue*; leurs haines intarissables causèrent beaucoup de troubles; ils finirent par se faire chasser successivement, & moururent dans l'exil.

Ces dissensions & l'abus que faisoient souvent des particuliers puissans,

premier appelé *Majoria*, réside l'évêque; le second nommé *Valeria*, est occupé par le doyen du chapitre & quelques chanoines; le château de Tourbillon, le plus élevé des trois, servit autrefois de retraite aux évêques. Lors d'une vacance du siège, le capitaine du pays assemble dans la *Valeria* le chapitre & l'assemblée des députés des dixains. Les chanoines proposent quatre sujets, & les députés en choisissent un dans ce nombre, qui ensuite est confirmé évêque dans une assemblée combinée.

Cette assemblée des députés, nommée *Landfrath*, est ordinairement convoquée en mai & en décembre, par le capitaine chef du pays, appelé *Landshauptmann*; l'évêque y préside. On y délibère sur les intérêts communs du pays, on y juge des causes majeures en dernier ressort; car si des justices inférieures, on peut appeler devant l'évêque ou le capitaine du pays, on peut aussi de leur jugement appeler devant le Landrath. C'est par l'institution de ce conseil suprême que les diverses parties du Vallais sont réunies en un seul corps politique; elles sont d'ailleurs si fort indépendantes, qu'anciennement un ou plusieurs dixains faisoient des alliances séparées, ou entreprenoient des guerres avec les Etats voisins.

Dans tout le Haut-Vallais jusques à Sion, le peuple parle l'allemand-suisse, mêlé dans quelques endroits avec des termes empruntés d'un italien-lombard. En dessous de Sion commence l'usage du patois-françois.

Le Bas-Vallais forme sept châtellenies, sujettes aux hauts Vallaisans, qui leur envoient de deux ans en deux ans, à tour de rôle des sept dixains, des baillifs ou châtelains.

Le premier traité d'alliance ou de combourgeoisie de l'évêque & du peuple du Vallais avec la ville de Berne, date de 1250. En 1473 tous les dixains firent avec les quatre cantons forestiers ou les *Waldstatt* une confédération perpétuelle. Ils étoient aussi vers ce temps là alliés de Fribourg & Soleure. C'est par ces divers liens que la république tient au corps helvétique, comme alliée & non comme associée à la ligue. Elle a une confédération perpétuelle avec les ligues-grises depuis 1605; elle est aussi entrée dans l'association des cantons catholiques de 1586, pour la défense de l'église & de la foi. Ses premières liaisons avec la France datent de 1500.

On estime la milice de tout le Vallais de dix-huit mille hommes, & par règle de proportion toute la population de 90,000 âmes:

DES IMPOTS, DROITS ET REVENUS

De la République du Vallais.

ON ne connoît d'impositions dans le Vallais, que dans la partie de cette république qui est située le long du Rhône; & ces impositions y ont été introduites par la nécessité de réparer les dommages que causent les fréquentes irrutions de ce fleuve.

Ces impositions consistent dans une taille qui est imposée sur les fonds, relativement à leur étendue, & dont l'objet est tantôt plus foible & tantôt plus fort, suivant les besoins.

Les autres revenus de la république du Vallais, consistent dans des dixmes, des rentes foncières, des droits sur le sel, & des droits de péage ou de transit sur les marchandises.

La république de Vallais se fournit de sel d'Italie pour le Haut-Vallais, & de sel de France pour le Bas-Vallais.

Dans l'une & l'autre partie, la vente du sel se fait par des commis qui rendent compte de la vente à la diète générale.

Il y a deux grands-commis, un pour le Haut, l'autre pour le Bas-Vallais, & ces commissions, qui sont d'un certain rapport, sont exercées successivement par les premiers-magistrats.

La ville de Sion a du sel de France en son particulier; c'est un des magistrats du premier ordre qui en fait la vente pendant quatre années.

Les commis établis pour la vente du sel, sont choisis parmi les notables des lieux.

VALSTEIN, (*Albert, Baron de*) *conspire contre l'empereur Ferdinand.*

ALBERT VALSTEIN, fils d'un baron de Bohême, donna dès ses plus jeunes années des preuves de ce caractère tracassier, turbulent, factieux, qui le distingua pendant le reste de sa vie. Chassé du collège, où, au lieu de s'appliquer à l'étude, il ne s'occupoit qu'à soulever ses compagnons contre leurs maîtres, il fut placé en qualité de page auprès du marquis de Burgau, fils de l'archiduc Ferdinand d'Innsbruck. Ennuyé bientôt de ce genre de vie, il se mit à voyager, & parcourut l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, où il acquit quelque connoissance des arts, cultiva les sciences, & revint en Bohême, l'ame dévorée d'ambition & l'esprit rempli des plus vastes projets. Peu riche, il rechercha en mariage une veuve très-opulente & d'une illustre naissance. Elle l'aima, s'unit à lui, mourut & le laissa possesseur de biens immenses. Ce fut alors que Valstein pensa sérieusement à exécuter les vastes entreprises que son ambition lui suggéroit ; ce fut alors, que prenant la résolution d'imiter tant d'illustres rebelles qui, d'une condition privée, étoient parvenus à la puissance souveraine, il se persuada fortement que la révolte cesse d'être un crime, lorsqu'elle a pour but une couronne. D'après ce principe, il médita d'usurper la Bohême sur l'empereur, & ne doutant point du succès futur de ce projet, il voulut par anticipation, goûter les douceurs de la dignité suprême. Il se fit dans cette vue, construire à Prague un hôtel qui ressembloit moins à la demeure d'un simple particulier, qu'au palais d'un puissant monarque. Sa dépense étoit énorme. Cinquante haliebardiens étoient nuit & jour de garde dans son antichambre ; au dehors étoient plusieurs sentinelles : il entretenoit soixante pages, tous de la plus-ancienne noblesse, formés par les plus habiles maîtres, & vêtus des plus éclatantes livrées. Il étoit servi par un nombre considérable de gentilshommes ; six barons & six chevaliers se tenoient toujours auprès de sa personne, pour recevoir ses ordres. Il avoit comme l'empereur, des chambellans qui portoient la clef d'or, & pour maître d'hôtel, un seigneur de distinction : en un mot, il ne manquoit plus à Valstein, pour être véritablement souverain, qu'une couronne & un royaume.

Dans la guerre que l'archiduc Ferdinand déclara aux Vénitiens, Valstein enrôla à ses dépens trois cents cavaliers, & vint offrir à l'archiduc cette troupe & ses services qui furent acceptés. Il s'acquit pendant la guerre la plus grande réputation par sa valeur, encore plus par ses libéralités & sa conduite, qui lui mérita l'amitié de Ferdinand & la charge de colonel des milices de Moravie. Il s'éleva des troubles en Bohême ; la plupart des seigneurs formerent contre l'empereur une conspiration, dans la-

quelle ils presserent Valstein d'entrer. Il dédaigna cette voie de s'élever, & comme il voulut être seul, sans associés ni complices, l'auteur de sa fortune, il demeura fidele au souverain, & offrit à l'empereur de lever à ses dépens contre les révoltés, une armée de trente mille hommes, à condition qu'il en seroit le général. Il y avoit eu tant de zele, une si rare fidélité dans la conduite de Valstein, que l'empereur accepta ses offres, & lui donna la place du marquis de Montenegro, qui avoit mal servi l'Empire dans la Transilvanie. Le nouveau général remplit avec éclat ses engagements, eut les plus brillans succès, & pour affermir la puissance impériale, appauvrit le peuple & humilia la noblesse. La rebellion étoit entièrement étouffée, & il paroissoit inutile d'entretenir encore des armées sur pied. Valstein qui avoit ses desseins, bien loin de licencier ses troupes, en leva de nouvelles & augmenta considérablement le nombre de ses officiers, & tandis que le peuple, aux dépens duquel son armée subsistoit, languissoit dans la disette, il donnoit l'exemple scandaleux de la somptuosité, de la profusion, & permettoit aux soldats les violences, les rapines, le brigandage & la licence la plus effrénée. Enorgueilli de sa puissance sur cette foule de brigands, il fit condamner les ducs de Meckelbourg, comme coupables d'intelligence avec les ennemis, s'empara de leurs dignités ainsi que de leurs biens, exigea qu'on lui donnât le titre d'*altesse*, fit battre monnoie, & affecta de ressembler en tout aux potentats.

Cependant l'empereur, en butte aux protestans qui avoient à leur tête Gustave-Adolphe, roi de Suede, & à différens princes d'Allemagne qui s'étoient ligués avec Gustave, convoqua une diete à Ratisbonne pour y délibérer sur les moyens de conjurer l'orage. Valstein, qui n'y avoit pas été appelé, y parut avec un faste qui irrita la plupart des princes, jaloux de se voir éclipsés par un particulier. Dans cette diete, Ferdinand ne trouva que des oppositions à ses volontés. Le duc de Baviere & quelques autres princes qui ne lui étoient attachés qu'en apparence, lui conseillèrent pour l'affaiblir encore davantage, de licencier la plus grande partie de ses troupes, & d'ôter à Valstein le commandement, alléguant pour prétexte, qu'alors les électeurs n'ayant plus des raisons de craindre, se conformeroient à ses volontés. Valstein lui conseilloit au contraire, de rappeler toutes ses troupes, d'en envoyer une partie dans les Etats des princes qui osoient lui résister, & de mépriser les menaces du roi de Suede, qu'il s'engageoit à chasser honteusement de l'Allemagne, s'il tentoit d'y entrer.

Le conseil du duc de Baviere prévalut, & Ferdinand consentit à la déposition de son général. Valstein parut peu sensible à cette disgrâce & se retira rempli de projets de vengeance, & bien déterminé à se mettre en état de n'être plus déposé, si jamais on venoit à lui conférer encore le commandement des troupes. Le comte de Tilly qui lui succéda dans le généralat, étoit un homme sage, prudent & courageux; mais il ne fut point secondé par la fortune, & Gustave-Adolphe qui avoit mis dans les

Intérêts de la ligue la France, fit de si rapides progrès, qu'il poussa ses conquêtes jusques dans le Palatinat, passa le Rhin & fit ériger sur les bords de ce fleuve un monument de ses victoires sur la maison d'Autriche. L'empereur, humilié par tant de défaites, & sur le point de se voir assiégé dans sa capitale, eut recours à Valstein, comme au seul homme capable de rétablir les affaires de l'Empire. Mais Valstein refusa de servir des maîtres ingrats, & parut si fort attaché aux douceurs de sa retraite, que ce ne fut qu'après les plus vives instances qu'il consentit enfin à se charger du commandement des troupes, mais pour quatre mois seulement, & à condition que pendant tout ce temps, il seroit seul & absolu. Le besoin qu'on avoit d'un tel général fit accepter cette condition.

Parvenu au moment d'exécuter son entreprise, Valstein frémit du précipice qu'il alloit creuser sous ses pas; il étoit encore le maître de choisir; mais s'il voyoit d'un côté les supplices réservés aux rebelles qui échouent, de l'autre, il étoit ébloui par l'éclat de la couronne à laquelle il y avoit si long-temps qu'il aspirait. Son ambition l'emporta sur ses craintes; mais décidé à la révolte, il n'eut garde d'admettre personne dans sa confiance, voulant avant que de lever le masque, assurer le succès de ses complots. Dans cette vue, toujours sous prétexte de n'agir que pour le bien de l'Empire, il fit des levées de troupes, négocia avec le duc de Lorraine pour en obtenir du secours, envoya jusqu'en Italie acheter des meilleures armes, captiva la confiance des officiers & des soldats, rétablit des capitaines qui lui étoient d'autant plus dévoués, qu'il les avoit entretenus pendant sa disgrâce, donna deux ou trois régimens à chacun de ses parens ou de ses amis, s'attacha les principaux officiers, en leur faisant obtenir les plus hauts grades militaires.

Lorsque Valstein se fut bien assuré de l'attachement de l'armée, il écrivit à la cour de Vienne, qu'ayant rempli ses engagements & les troupes étant prêtes à agir, il ne souhaitoit plus que de vivre en repos, & qu'il prioit l'empereur d'envoyer au plutôt un autre général pour le remplacer. Il savoit bien que la cour étoit persuadée que l'armée ne pouvoit subsister sans lui, & qu'elle se trouvoit dans la nécessité de lui conserver le généralat. Aussi l'empereur le conjura-t-il de garder le bâton de général; il s'obstina à ne vouloir plus en demeurer chargé, jusqu'à ce qu'à force de sollicitations, il promit de servir l'Empire, à condition qu'il seroit déclaré généralissime des armées d'Autriche, & arbitre de la paix, avec un pouvoir absolu & indépendant, que le roi de Hongrie, fils de l'empereur, ne se trouveroit jamais à l'armée; que de sa propre autorité, & sans la participation des conseils de l'empereur ni de la chambre de Spire, il disposeroit à son gré de la confiscation des biens des rebelles; qu'il accorderoit seul des permissions, des grâces, & que les pays héréditaires seroient destinés à ses troupes pour y prendre leurs quartiers d'hiver.

Dans tout autre temps l'insolence de ces propositions eût été sévèrement

souper, le 15 février 1634, avec quatre de ses principaux complices ; mais Valtlein, dont l'ame étoit très-agitée, refusa de s'y rendre. Gordon, Butler & Lessli ne se déconcertèrent point, & vers la fin du souper font entrer secrètement, dans le château d'Egra, des soldats de confiance qui, au signal donné par Gordon, entrent l'épée à la main dans la salle du festin, se jettent sur les quatre invités & les poignent. Butler, en même temps, court à l'appartement du général, en enfonce les portes, & tandis que Valtlein cherche à se précipiter par une fenêtre, il lui passe le fer d'un espadon à travers le corps, le fait expirer sur le champ, & la mort du traître délivre l'empereur de la plus dangereuse des conspirations.

V A N I T É , s. f.

CE terme est consacré par l'usage, à représenter également la disposition d'un homme qui s'attribue des qualités qu'il a, & celle d'un homme qui tâche de se faire honneur par de faux avantages : mais ici nous le restreignons à cette dernière signification, qui est celle qui a le plus de rapport avec l'origine de l'expression.

Il semble que l'homme soit devenu vain, depuis qu'il a perdu les sources de la véritable gloire, en perdant cet état de sainteté & de bonheur où Dieu l'avoit placé. Car ne pouvant renoncer au désir de se faire estimer, & ne trouvant rien d'estimable en lui depuis le péché ; ou plutôt n'osant plus jeter une vue fixe & des regards assurés sur lui-même, depuis qu'il se trouve coupable de tant de crimes, & l'objet de la vengeance de Dieu ; il faut bien qu'il se répande audehors, & qu'il cherche à se faire honneur en se revêtant des choses extérieures, & en cela les hommes conviennent d'autant plus volontiers, qu'ils se trouvent naturellement aussi nus & aussi pauvres les uns que les autres.

C'est ce qui nous paroît, si nous considérons, que les sources de la gloire parmi les hommes se réduisent, ou à des choses indifférentes à cet égard, ou si vous voulez, qui ne sont susceptibles, ni de blâme, ni de louange, ou à des choses ridicules, & qui bien loin de nous faire véritablement honneur, sont très-propres à marquer notre abaissement, ou à des choses criminelles, & qui par conséquent ne peuvent être que honteuses en elles-mêmes, ou enfin à des choses qui tirent toute leur perfection & leur gloire du rapport qu'elles ont avec nos faiblesses & nos défauts.

Je mets au premier rang les richesses ; quoiqu'elles n'aient rien de méprisable, elles n'ont aussi rien de glorieux en elles-mêmes. Notre cupidité avide & intéressée ne s'informe jamais de la source, ni de l'usage des richesses, qu'elle voit entre les mains des autres, il lui suffit qu'ils sont riches pour avoir ses premiers hommages. Mais, s'il plaisoit à notre cœur

publique, & s'enrichir aux dépens de quelques personnes; on ne leur donne point des noms fort honnêtes, & ils ne prétendent pas même à la gloire, mais seulement à l'impunité. Mais aussitôt qu'à la faveur d'une prospérité éclatante, ils se voient en état de dépouiller des nations entières, & d'illustrer leurs injustices & leur fureur, en trainant à leur char des princes & des souverains; il n'est plus question d'impunité, ils prétendent à la gloire, ils osent non-seulement justifier leurs fameux larcins, mais ils les consacrent. Ils assemblent, pour ainsi dire, l'univers dans la pompe de leurs triomphes pour étaler le succès de leurs crimes; & ils ouvrent leurs temples, comme s'ils vouloient rendre le ciel complice de leurs brigandages & de leur fureur.

Il y a d'ailleurs un nombre infini de choses que les hommes n'estiment, que par le rapport qu'elles ont avec quelqu'une de leurs foiblesses. La volupté leur fait quelquefois trouver de l'honneur dans la débauche : les riches sont redevables à la cupidité des pauvres, de la considération qu'ils trouvent dans le monde. La puissance tire son prix en partie d'un certain pouvoir de faire ce qu'on veut, qui est le plus dangereux présent qui puisse jamais être fait aux hommes. Les honneurs & les dignités tirent leur principal éclat de notre ambition; ainsi on peut dire à coup sûr que la plupart des choses ne sont glorieuses, que parce que nous sommes déréglés.

V A T T E L, *Auteur Politique.*

CET auteur a composé un ouvrage politique, sinon aussi étendu, du moins aussi utile & aussi estimable que ceux de Grotius & de Puffendorff. Il mérite que nous en donnions une analyse détaillée. Nous n'avons pas besoin de répéter ici ce que nous avons déjà dit plusieurs fois, que nous ne nous rendons point garans des sentimens des auteurs dont nous analysons les ouvrages.

A N A L Y S E

Des principes de la loi naturelle, appliquée à la conduite & aux affaires des nations & des souverains.

LA même loi naturelle qui oblige chacun des individus de la famille humaine, oblige aussi les Etats, ou les hommes unis en société politique; mais il ne suffit pas de savoir ce que la loi de la nature prescrit aux individus, pour connoître ce qu'elle prescrit aux nations ou aux Etats. Cette connoissance plus étendue que l'autre, est le droit des gens naturel; science parti-

particulière qui consiste dans une application juste & raisonnée de la loi naturelle aux affaires & à la conduite des nations ou des souverains.

La plupart des publicistes ont distingué le droit des gens du droit naturel ; & cette distinction, ou plutôt, cette erreur vient de ce qu'ils ont regardé le premier comme établi par le commun consentement des peuples : mais qu'est-ce que ce consentement ? en quel temps, en quelle occasion & comment a-t-il été donné ? ce n'est là qu'une supposition ; & tout système construit sur un tel fondement, est bien foible de sa nature. Il eût été plus simple & plus heureux de diviser la loi naturelle en loi naturelle de l'homme, & loi naturelle des Etats, & de donner à celle-ci le nom de droit des gens. Ce n'est pas que les maximes de l'une & de l'autre ne soient précisément les mêmes ; mais comme les Etats acquièrent, en quelque manière, des propriétés personnelles, la même loi qu'on nomme naturelle, quand il s'agit des devoirs des particuliers, s'appelle droit des gens, lorsqu'on l'applique au corps entier d'un Etat ou d'une nation. De ce principe il résulte que le droit des gens n'est autre chose que le droit naturel appliqué aux nations. Il ne s'ensuit cependant point delà qu'on ne puisse traiter séparément ces deux droits ; puisqu'au contraire, ils sont fort distincts l'un de l'autre. En effet, quoique les nations ne puissent être considérées que comme autant de personnes particulières, vivant ensemble dans l'état de nature, & que l'on doive conséquemment leur appliquer tous les devoirs & tous les droits que la nature prescrit & attribue à tous les hommes : toutefois, les Etats ou sociétés politiques étant des personnes morales & les sujets des obligations & des droits résultant de l'acte d'association qui a formé le corps national, la nature & l'essence de ces personnes morales diffèrent nécessairement de la nature & de l'essence des individus physiques, ou des hommes qui les composent : il faut donc, quand on veut appliquer aux nations les devoirs & les droits que la nature prescrit & attribue à chaque homme en particulier, que ces droits & ces devoirs souffrent un changement convenable à la nature des nouveaux sujets, auxquels on les applique. Ainsi, le droit des gens ne reste pas toujours le même que le droit naturel ; celui-ci considéré comme régissant les actions des particuliers. Cette observation démontre suffisamment combien il importe de traiter ce droit séparément.

Il est un droit des gens nécessaire, qui vient de la loi immuable, fondée sur la nature de l'homme, & qui est si fort commun à toutes les nations, que celle qui ne le respecte pas dans ses actions, viole essentiellement le droit commun de tous les peuples. Le droit des gens volontaire s'appuie sur d'autres fondemens, établis par les hommes, en vertu du droit naturel, & forme des modifications, des restrictions à la rigueur du droit naturel ; changemens qui se déduisent de la liberté naturelle des peuples, des intérêts de leur salut commun, de la nature de leur correspondance mutuelle, & de leurs devoirs réciproques : c'est là aussi ce qu'on appelle

droit des gens externe, dont les regles ne détruisent point l'obligation imposée à chaque individu dans sa conscience, c'est-à-dire, par le droit interne ou nécessaire.

Ces deux droits, quoique distincts, s'étayent l'un par l'autre, & proviennent de la même source, ou de la nature, mais de différente manière. Le premier est une loi sacrée que les peuples & les souverains sont étroitement obligés de respecter & de suivre : l'autre est une regle, que, pour le bien & le salut commun, les nations sont tenues d'admettre dans les affaires qu'elles ont les unes avec les autres, de manière que le droit des gens nécessaire provient immédiatement de la nature, qui recommande aussi l'observation du droit des gens volontaire, à cause de l'état où les nations se trouvent les unes relativement aux autres, & pour leur bien commun. Ce sont les principes constans, invariables de ce double droit que l'on s'attachera à développer dans cette analyse. Mais avant que d'entrer en matière, on croit devoir observer qu'il est encore une autre espèce de droit des gens, qu'on appelle arbitraire, attendu qu'il vient directement de la volonté ou du consentement des nations, lesquelles, comme les particuliers, peuvent acquérir des droits, & contracter des obligations par des engagements exprès, par des pactes, des traités; d'où résulte un droit des gens conventionnel aux contractans. Les Etats peuvent encore se lier par un consentement tacite, & c'est ce qui forme un droit des gens coutumier, ou fondé sur la coutume : mais celui-ci ne peut imposer quelque obligation qu'aux nations seulement qui en ont adopté les maximes par un long usage. On s'est proposé de tracer les principes & les regles que la loi naturelle fournit pour la direction des peuples & des souverains à l'égard de ces differens droits. Mais, comme l'étude du droit des gens en général, suppose la connoissance du droit naturel ordinaire, on se contentera de poser les plus importans des principes de ce droit, à mesure qu'on aura à les appliquer aux nations.

IDÉES ET PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT DES GENS.

UNE société politique, ou une nation, est une personne morale qui a son entendement & sa volonté propre, & est capable d'obligations & de droit. Le droit des gens est la science du droit qui a lieu entre les nations, & des obligations qui répondent à ce droit. Les Etats ou sociétés politiques étant composées d'hommes naturellement libres, indépendans, & qui, avant que de se réunir, vivoient dans l'état de nature, doivent être considérées en corps de sociétés, comme autant de personnes libres & existantes les unes à l'égard des autres dans l'état de nature. L'union des hommes en société civile n'ayant pu les soustraire aux loix de la nature, auxquelles ils sont restés soumis, la nation entière, dont la volonté commune

n'est que le résultat des volontés réunies des particuliers, est toujours soumise aux loix de la nature, qu'elle est obligée de respecter en toutes circonstances & dans tout ce qu'elle délibère ou qu'elle entreprend : d'où il suit que le droit des gens n'est autre chose que le droit de la nature appliqué aux nations. Mais, comme une société civile, est un sujet fort différent d'un individu humain; il suit delà, qu'en vertu des loix naturelles mêmes, les obligations & les droits diffèrent en beaucoup de cas, la loi naturelle ne décidant point, en bien des circonstances, d'Etat à Etat comme elle décideroit de particulier à particulier.

Le droit des gens nécessaire, consistant, comme on l'a déjà observé, dans l'application du droit naturel aux nations qui sont rigoureusement obligées de l'observer, attendu qu'il contient les préceptes que la loi naturelle prescrit aux Etats, pour qui cette loi n'est pas moins obligatoire que pour les particuliers; il est immuable, & les nations ne pouvant y rien changer ni se dispenser des obligations qu'il leur impose, c'est d'après ses principes que l'on distingue les traités légitimes de ceux qui ne le sont pas, les coutumes licites & raisonnables des coutumes injustes & condamnables.

C'est la nature même qui a établi la société entre les hommes, chacun d'eux ne pouvant se suffire à soi-même, & ayant besoin du secours de ses semblables, pour se conserver, se perfectionner & vivre de la manière la plus convenable à un animal raisonnable. La loi générale de cette société, loi dictée par la nature, est que chacun fasse pour les autres, tout ce dont ils ont besoin, & qu'il peut faire, sans négliger ce qu'il se doit à lui-même. Le bonheur particulier & la félicité de tous, résultent évidemment de cette loi : car, il est évident que si chaque homme ne pensoit qu'à soi uniquement, & s'il ne faisoit rien pour les autres, tous ensemble seroient très-malheureux. Delà que la nature elle-même a institué la société universelle du genre-humain, il résulte que lorsqu'une multitude d'individus se réunissent pour former une société civile, un Etat, ou une nation, ils peuvent prendre sans contredit des engagements particuliers les uns envers les autres, & chacun d'eux envers le corps de la société, à laquelle ils ont soumis leurs droits & leur volonté; mais que ces engagements, quels qu'ils soient, n'empêchent pas qu'ils ne demeurent toujours chargés de leurs devoirs envers le reste du genre-humain : obligations qui regardent directement le corps, l'Etat ou les conducteurs de l'Etat, auxquels il appartient de remplir les devoirs de l'humanité envers les étrangers, en tout ce qui ne dépend plus de la liberté des particuliers; comme c'est à l'Etat particulièrement à observer ces devoirs à l'égard des autres Etats. Le même but que la nature a eu dans l'institution de la société universelle, que les hommes se prêtassent une assistance mutuelle pour leur conservation & leur perfection, elle l'a eu dans l'établissement de la société des nations, qui, considérées comme autant de personnes morales, se doivent une assistance mutuelle pour se conserver, & se perfectionner, elles & leur Etat. Ainsi,

chacune d'elles est obligée de contribuer autant qu'il est en sa puissance ; au bonheur des autres. Mais , comme vivant toutes dans l'état de nature , les unes à l'égard des autres , elles sont libres & indépendantes ; chacune d'elles doit jouir paisiblement de cette liberté qu'elle tient de la nature : & de cette loi il suit que c'est à chaque nation qu'appartient le droit de juger de ce que la conscience exige d'elle , de ce qu'elle peut ou ne peut pas faire ; en sorte qu'elle ne peut , en aucun cas , être contrainte par une autre nation à agir de telle , ou de telle autre manière.

De l'égalité naturelle qu'il y a entre les nations , toutes aussi libres , aussi indépendantes les unes que les autres , il faut conclure que ce qui est permis à une nation , à un Etat , l'est aussi à tout autre , comme ce qui n'est pas permis à l'un d'eux , n'est permis à aucun. Il faut en conclure encore que chaque nation est maîtresse de ses actions , lorsqu'elles n'intéressent pas les droits propres & parfaits d'une autre. C'est une conséquence évidente de ces principes , que chaque nation étant libre , indépendante , égale , leurs droits sont parfaitement égaux , soit dans l'administration de leurs affaires , soit dans la poursuite de leurs prétentions , chacune d'elles ne dépendant que de sa propre conscience , & ne reconnoissant point d'autre juge. De manière que , dans les différens qui s'élevent entre deux ou plusieurs Etats , chacun prétendant avoir la justice de son côté , il n'appartient à aucune des sociétés politiques intéressées , ni même aux autres nations , de décider la question ; aucune d'elles ne pouvant s'arroger le droit de décider , sans s'exposer à être légitimement accusée de violer les loix de la société universelle.

De ce qu'aucun Etat ne peut naturellement connoître des actions d'un autre , vient la nécessité où sont , en quelques circonstances , les nations de souffrir certaines choses injustes & condamnables en elles-mêmes ; mais auxquelles cependant elles ne pourroient s'opposer sans violer la liberté de quelqu'une des sociétés politiques , & sans détruire par cela même , les fondemens de leur société naturelle. Car si l'on se permettoit , ou si l'on s'accoutumoit à violer ces loix de la société naturelle , quel peuple , quel que sage que fût son administration , pourroit se flatter de se conserver , & de vivre tranquille chez lui ? Aussi , les sociétés politiques ont-elles un droit si parfait aux choses sans lesquelles elles ne peuvent se conserver , que toutes les nations sont naturellement autorisées à réprimer par la force , les infractions du droit des gens , c'est-à-dire , des loix de la société établie entre elles , ou qui attaquent le bien , les intérêts & le salut de cette société. Il faut toutefois prendre garde de ne point donner à cette règle plus d'étendue qu'elle ne doit en avoir ; c'est-à-dire , qu'il faut que l'infraction soit manifeste , pour que les nations aient réellement le droit de réprimer l'Etat infractionneur , qui ne peut être réprimé qu'autant que la société naturelle se trouve évidemment intéressée dans l'infraction.

On a parlé du droit des gens volontaire ; on a dit ensuite quel étoit ce

droit des gens particulier appelé conventionnel, & en quoi il différerait du droit des gens coutumier. C'est de ces trois especes de droit des gens, qu'est composé le droit des gens positif; car, ils procedent tous de la volonté des nations; le volontaire de leur consentement présumé, le conventionnel d'un consentement exprès, & le coutumier d'un consentement tacite, ainsi qu'on aura soin de l'observer dans la suite, en établissant, à mesure que les questions se présenteront, ce que le droit nécessaire prescrit, & en quels cas il faut en modifier les regles & les décisions par le droit volontaire. A l'égard des différens droits introduits par les conventions particulières, les traités ou par la coutume, on ne présume point que personne imagine de les confondre avec le droit des gens naturel. C'est une espece de droit des gens particuliere, & qu'on nomme arbitraire.

L I V R E P R E M I E R.

De la nation considérée en elle-même.

§. I.

Des nations ou Etats souverains.

TOUTE société politique, ayant ses intérêts communs, & les membres qui la composent, devant agir de concert, il faut qu'il y ait une autorité publique établie, qui ordonne & dirige ce que chacun doit faire relativement au but de l'association. Cette autorité politique est la souveraineté, & celui ou ceux qui en sont revêtus sont le souverain. De maniere que c'est toujours au corps ou à l'Etat qu'appartient essentiellement le droit de tous sur chaque membre; & l'exercice de ce droit peut être remis à un ou à plusieurs, suivant qu'il a été statué lors de la formation de la société. Lorsque c'est la nation qui a retenu cet empire ou ce droit de commander, l'Etat est démocratique; il est aristocratique, lorsque c'est à un certain nombre de citoyens que ce droit a été remis; & monarchique lorsque l'empire a été confié à un seul. Il n'existe que ces trois especes de gouvernemens, qui peuvent être, à la vérité, combinés & modifiés de diverses manieres. En général, on appelle Etat souverain, une nation qui se gouverne elle-même, & qui n'est sous la dépendance d'aucune société politique étrangere. Il suffit, pour qu'une telle nation soit vraiment souveraine, qu'elle se régisse par ses loix & sa propre autorité, & elle ne perd rien de sa souveraineté pour s'être liée à une autre puissance plus considérable, par une alliance inégale; car pourvu qu'un tel Etat, quelque foible qu'on le suppose, se soit réservé la souveraineté, il est indépendant, égal en droits, à toute autre nation, & figurant parmi les souverains qui ne reconnoissent d'autre loi que le droit des gens. On voit par-là qu'un Etat

même les moyens d'assurer cette même liberté contre les entreprises d'une puissance étrangère, ou même d'un simple citoyen ambitieux ou obstiné. Car étoit-il difficile de prévoir les malheurs, qui, tôt ou tard accableroient la Pologne? C'est du sein de sa constitution même que sont provenus les défaites que cet Etat ne pouvoit manquer d'éprouver : il s'étoit ôté à lui-même tout moyen de défense, tout moyen de conservation, en se mettant dans l'impuissance de délibérer & d'agir, & en livrant perpétuellement son conseil au caprice ou à la trahison d'un seul citoyen, ou fanatique, ou mal intentionné.

Une société politique, comme un individu ; ne peut travailler avec succès à sa conservation, ni à sa perfection ; si elle ne commence par se connoître elle-même, ses loix, son caractère, ses forces, ses moyens, ses ressources : sans cette connoissance, un Etat ne peut que se conduire au hasard, prendre de fausses mesures, & commettre d'irréparables fautes, lors même qu'il croit se conduire avec la plus grande sagesse.

§. III.

De la constitution de l'Etat, des devoirs & des droits de la nation à cet égard.

ON a dit que l'autorité publique, ou la souveraineté, appartient essentiellement au corps de la société politique ; on a dit aussi que cette autorité pouvoit s'exercer de plusieurs différentes manières, suivant que la nation s'en est réservé le plein exercice, ou qu'elle l'a confié à un ou plusieurs, en tout ou en partie, à temps ou à perpétuité. C'est la manière dont une nation a réglé que cette autorité publique seroit exercée, qui forme sa constitution ou sa loi fondamentale ; loi qui décide de la perfection de l'Etat & de son aptitude à remplir les fins de la société. On voit par-là, combien il importe aux fondateurs d'un Etat, à se choisir la meilleure constitution possible ; puisque c'est de ce choix que dépendront désormais sa conservation, son salut, sa perfection, son bonheur & celui de toutes les générations des citoyens.

Toutes les loix doivent se rapporter, sans doute, au bien de la société en corps, & à celui de ses différens membres : on les divise en loix politiques & en loix civiles. Les premières sont celles qui ont directement en vue le bien public, la forme du gouvernement, l'exercice de l'autorité publique, & la manière dont cet exercice doit être fait : c'est le concours de ces sortes de réglemens qui forme ce que l'on appelle *les loix fondamentales*. Les loix civiles, sont celles qui reglent les droits & la conduite des particuliers entr'eux. Un Etat ne sauroit apporter trop d'attention à établir de bonnes loix fondamentales, soit pour qu'en aucun cas, elles ne puissent être éludées, soit pour qu'elles préviennent tout sujet de dissension.

C'est

C'est sur elles que reposent la tranquillité publique, l'autorité politique, la force du corps national & la liberté des citoyens. Egalement respectables, également sacrées, & pour ceux qui gouvernent, & pour ceux qui sont gouvernés, c'est un crime capital que de les violer; & quiconque ose leur donner quelque atteinte, mérite d'être sévèrement réprimé; si c'est un simple citoyen, il doit être d'autant plus exemplairement puni, que, rompant les nœuds qui le lient à la justice & à ses concitoyens, il est doublement infidèle aux engagements, en vertu desquels il a promis d'obéir, & à ceux qui lui sont un devoir de concourir à la tranquillité publique. Si c'est celui auquel l'exercice de l'autorité est confiée, qui cherche à renverser les loix fondamentales, son crime est un abus perfide du pouvoir dont il est revêtu, & la nation est alors autorisée à ne plus le reconnoître pour chef, & à le punir de son infraction.

Le gouvernement n'étant établi qu'en vue du salut & du bonheur de la nation, c'est incontestablement à elle qu'appartient le droit de former elle-même sa constitution, de la maintenir & de la perfectionner; conséquemment elle est autorisée à réformer ses loix fondamentales, pour les porter au degré de perfection auquel elles n'avoient point d'abord été portées. Mais ce droit n'appartient qu'à la nation en corps, & point du tout à quelques particuliers; car, il seroit trop dangereux de donner à des mécontents, ou à quelques brouillons, la facilité d'exciter, sous ce prétexte, des murmures & des séditions. Par la même raison, c'est la nation en corps qui seule a le droit de réprimer ses conducteurs qui abusent de leur pouvoir; & lorsqu'elle ne la fait pas, son silence est une approbation de la conduite des supérieurs, contre lesquels nul n'est autorisé à s'élever. Il suit de-là, que lorsque la nation assemblée juge défectueuses les loix fondamentales, elle peut les changer, & ce changement doit se faire à la pluralité des voix; & pourvu qu'il n'y ait en cela rien de contraire à l'acte même d'association, tous les membres de l'Etat sont tenus de se conformer à ce changement. Mais, s'il étoit question de changer de forme de gouvernement; si, par exemple, un peuple libre décidait à la pluralité des suffrages, de se donner un monarque; ceux des citoyens qui n'auroient point donné leur voix à un tel changement, ne pourroient point, sans contredire, empêcher le plus grand nombre de se soumettre à l'empire d'un seul; mais, comme cette nouvelle forme seroit directement opposée à l'acte d'association, qui leur garantissoit la liberté, ils ne seroient point du tout obligés de se soumettre à ce nouveau gouvernement; mais ils seroient libres de s'éloigner, de vendre leurs terres, d'emporter tous leurs biens, & de se retirer ailleurs.

Puisque la société, à laquelle appartient le droit de faire des loix, peut confier au prince, ou à une assemblée, à un conseil, à un sénat cette puissance législative, celui, ou ceux qu'on a revêtus de ce pouvoir, ont-ils par cela même le droit d'étendre ce pouvoir jusqu'aux loix fondamen-

tales? On décide que non; à moins qu'ils n'aient expressément reçu la puissance de changer la constitution qui, antérieure aux loix civiles de l'État, est exceptée de leur commission. Tout leur droit consiste à abroger les anciennes loix civiles, & les loix politiques non fondamentales, d'en faire de nouvelles, convenables aux temps, aux conjonctures. Mais puisque c'est de la constitution que ces législateurs tiennent ce pouvoir, il seroit contradictoire qu'ils pussent changer la constitution même, qui est la base de leur autorité; base sans laquelle leur puissance législative n'auroit point existé. Au reste, ce n'est qu'avec bien des précautions & de la prudence qu'une nation, quelque plein que soit à cet égard son droit, doit se déterminer à faire des changemens dans sa constitution; de semblables opérations ne doivent pas être fréquentes, & l'on sait combien cette manie de changer à leurs loix fondamentales, fut fatale aux Athéniens, qui, à force de vouloir perfectionner leur constitution, perdirent enfin cette même liberté dont ils étoient si jaloux.

§. I V.

Du souverain, de ses obligations & de ses droits.

LORSQUE la nation en corps ne retient point à soi l'autorité souveraine, qui commande dans la société civile, qui ordonne & dirige ce que chacun doit faire pour en atteindre le but; elle la confie à un sénat, ou à une seule personne; & ce sénat ou cette personne est le souverain, celui-ci, & le pouvoir qu'on lui confère, n'étant établis que pour le bien commun de tous les citoyens, il est évident que l'un des principaux devoirs du souverain, est de ne point se proposer sa propre satisfaction ou ses avantages particuliers; mais de rapporter toutes ses vues au plus grand bien de l'État & des peuples qu'il gouverne. Il n'y a que de lâches flatteurs qui puissent persuader à un monarque orgueilleux que c'est pour lui que la nation est faite, & non pas lui pour la nation. Malheureusement ces maximes, données par la bassesse, ne sont que trop avidement reçues par l'ambition insatiable d'un souverain qui s'accoutume à regarder son royaume comme un patrimoine, & ses sujets comme un vaste troupeau de bétail dont il peut épuiser les richesses, & disposer au gré de ses passions. De-là le mécontentement général; de-là, des guerres funestes entreprises par l'injustice, l'inquiétude, la haine ou l'orgueil, de-là, des impôts accablans pour servir au luxe d'un souverain inique, à la voracité de ses maîtresses & de ses favoris; de-là, ce choix absurde de sujets incapables de remplir les hautes dignités que la faveur leur prostitue. Dans ces abus, dont le détail est trop immense, pour qu'on croie devoir y entrer, on voit quels sont les devoirs du souverain.

On a dit que toute société politique est une personne morale qui a un entendement & une volonté, & qui est capable d'obligations & de droits.

tat des familles, il est, pour la nation même, du plus grand intérêt que l'état de la famille royale soit certain. Toutefois, si le prince jouit d'une souveraineté absolue & illimitée; dans ce cas, il est sans doute au-dessus de toutes les loix, puisqu'il est à lui-même, comme à la nation, l'unique & suprême loi, n'étant tenu par sa propre conscience, qu'à se conformer à l'équité naturelle. Ce n'est cependant pas que le souverain, même le plus absolu, ne doive respecter les loix qui concernent les mœurs & le bon ordre; mais enfin, quoi qu'il fasse, il est au-dessus de toute loi civile, & nul n'a droit de l'accuser, ou de troubler sa tranquillité, sous prétexte de quelques actions ou de quelques fautes qui n'intéressent pas directement le gouvernement de l'Etat; & quand cette administration elle-même y seroit un peu intéressée, il n'est comptable qu'à Dieu seul des fautes qu'il pourroit avoir commises à cet égard.

En effet, puisque le souverain est le chef & l'ame de la société sur laquelle il regne, c'est exposer évidemment le salut de cette société, que de manquer à la vénération due à ce chef, & à la sûreté dont il doit jouir. Il faut donc que sa personne soit sacrée & inviolable, à l'abri des complots des scélérats, & des entreprises des factieux ou des mécontents; il n'y a que des brigands enflammés par le fanatisme ou corrompus par des monstres d'ambition, qui aient pu soutenir cette proposition atroce, qu'il est permis de tuer un mauvais prince. Ce fut cette infernale maxime qui priva la France du plus grand roi qui eût encore illustré le trône de cette monarchie. Ce fut cette maxime qui aiguïsa le poignard de l'affreux Damien: & c'est cette maxime qui devoit opérer la proscription de tous les corps qui l'ont effrontément soutenue, pour peu qu'ils paroissent encore attachés à la même opinion.

En défendant l'inviolabilité de la personne & des droits des souverains, on ne prétend point ici méconnoître, ni affoiblir les droits des peuples; puisqu'on ne doute point au contraire, qu'une nation ne soit très-légitimement autorisée à réprimer son chef, qui s'est rendu tyran insupportable; elle peut non-seulement le réprimer, mais se soustraire encore à son obéissance, & le juger, en respectant toutefois dans sa personne, la majesté de son rang, qu'il n'a point respectée lui-même. C'est à ce droit, tout aussi inviolable que celui de la souveraineté, que la république de Hollande doit son existence.

Il est évident qu'un prince dont le pouvoir est limité par les loix fondamentales, excédant les bornes de son autorité, fournit à la nation de justes raisons de lui désobéir, & de résister à ses injustes entreprises; il donne lui-même à ses sujets la liberté de se soustraire aux ordres d'un usurpateur, qui ne cherche qu'à les opprimer. Personne ne doute de la justice de ces principes; mais on demande si une nation peut également résister à son prince, quand la souveraineté de celui-ci est absolue, entière, illimitée? Il en est qui soutiennent que cette nation, en donnant

pourroient opérer de semblables contestations, le prince & le peuple se réunissent communément le parti de se lier par un compromis, lequel les deux parties s'en remettent au jugement d'une tierce personne. C'est ainsi que les rois de Danemarck ont jadis déferé aux différends par plusieurs traités solennels, la connoissance des différends qui pouvoient s'élever entr'eux & le sénat Danois. Ce fut ainsi qu'en 1406, le prince & les Neuschâtellois établirent, par un compromis, le canton de Neuchâtel juge & arbitre perpétuel de leurs contestations.

Ce moyen même, de terminer les différends qui peuvent s'élever entre le souverain & ses sujets, prouve combien ceux-ci sont peu autorisés à se constituer juges en tout ce qui concerne l'exercice du pouvoir suprême; c'est à eux à obéir, & à supposer que les ordres du prince sont toujours salutaires & justes. Toutefois, cette obéissance ne doit pas être aveugle, & le souverain qui voudroit l'étendre au-delà des bornes de son autorité, donneroit à ses sujets de très-justes raisons de lui résister. Car, le refus d'obéir est non-seulement permis, mais il est encore de devoir, lorsque l'on ne sauroit exécuter l'ordre donné sans violer la loi naturelle : » Sire, » répondit le brave d'Orte, commandant de Bayonne, au barbare Charles IX, qui lui ordonnoit de faire massacrer tous les protestans que l'on trouveroit dans cette place, » j'ai communiqué les ordres de votre majesté aux habitants & gens de guerre de cette ville; je n'y ai trouvé que de bons citoyens & de braves soldats, mais pas un bourreau : eux & moi vous supplions d'employer nos bras & nos vies en choses possibles. »

A ces commandemens iniques près, c'est un crime très-punissable que de refuser d'obéir aux ordres du prince. Il est vrai que toutes les fois que le souverain fait du tort à quelqu'un, il agit contre la justice; mais il ne s'ensuit point de là que celui même contre lequel il agit, soit fondé à lui résister : car, si l'on pouvoit, à la plus légère apparence de tort ou d'injustice, désobéir, bientôt il ne seroit plus possible au souverain de gouverner, & l'Etat tomberoit inévitablement dans l'anarchie. En un mot, il est du devoir des sujets de souffrir, non-seulement des injustices douloureuses, mais aussi des injustices supportables. A la vérité, si le prince ne garde plus de mesures & veut, en furieux, arracher la vie à un innocent, ce n'est plus qu'un ennemi injuste & violent, contre lequel il est permis de se défendre : sa personne est sacrée, inviolable, on en convient; mais dès-là qu'il s'est dépouillé lui-même du caractère de souverain, il ne peut plus en retenir le personnage, ni les prérogatives attachées à cet auguste caractère. Toutefois, si sa fureur ne s'étend que sur nous seulement, & que d'ailleurs, il regne avec équité sur le reste de la nation, nous sommes obligés de prendre tous les moyens possibles d'éviter de mettre sa personne en péril. Nous pouvons fuir, mais non pas chercher à abattre un tel agresseur. Charles VI, dans les accès de sa fureur, tuoit ceux qui l'environnoient, attaquoit indistinctement quiconque se présentoit à lui; mais

l'Etat à la Couronne qu'ils ont appelée Etat patrimonial, en considérant le prince comme un vrai propriétaire de l'empire, ont refusé de reconnoître que le soin de son propre salut, & le droit de se gouverner appartiennent essentiellement à la nation, quand même elle auroit confié, sans aucune réserve, ce soin & ce droit à un monarque & à ses héritiers. Il suit encore de là, qu'une nation est très-autorisée à faire renoncer à la souveraineté une branche de la famille régnante qui s'établit ailleurs, une fille qui épouse un prince étranger, &c. Car, alors cette renonciation équivaut à une loi fondamentale faite par l'Etat, pour exclure les personnes qui renoncent, & leur postérité : en sorte que les publicistes qui ont à ce sujet distingués entre les enfans nés & à naître, ou qui ont fait de long raisonnemens sur la transmission du droit à la couronne & sa prétendue imprescriptibilité, n'ont hasardé qu'une très-fausse opinion, que l'on n'eût jamais soutenue, si l'on eût considéré la succession, moins comme une propriété de la famille régnante, que comme une loi de l'Etat.

Au fond, on doit tenir pour une regle invariable l'ordre de succession tel qu'il est établi ; en sorte que tout descendant doit succéder au trône lorsque l'ordre de succession l'y appelle, quelque incapacité de régner qu'on remarque en lui. En effet, sans cela, il n'est guere de mutation de souverain qui n'exposât l'Etat aux plus dangereux troubles, si l'on étoit autorisé à examiner la capacité ou l'incapacité de l'héritier du dernier souverain ; ce seroit une porte toujours ouverte, aux factieux, aux mécontents, & aux usurpateurs. D'ailleurs, dans le cas d'incapacité totale, il est d'autant plus inutile d'intervertir l'ordre de succession, que la loi de l'Etat supplée à cette incapacité, en nommant un régent, qui, pendant la minorité, ou la démence du monarque, gouverne l'Etat, & exerce, au nom du roi, toutes les fonctions de l'autorité royale.

Par la même raison qu'il ne dépend point d'un prince de se donner le successeur qu'il veut, contre l'ordre établi, il ne peut partager son royaume entre ses enfans. Car, toute souveraineté est indivisible de sa nature : parce que l'on ne peut séparer malgré eux ceux qui se sont réunis en société, pour être gouvernés en corps de nation par un seul chef. On sait que ces sortes de partages ont eu lieu autrefois, & dans des temps où les rois ne connoissoient pas plus leurs droits, que les peuples leurs intérêts ; mais depuis que les uns & les autres se sont éclairés, on n'a eu garde de suivre cet usage, & l'on a regardé comme un principe, duquel on ne pouvoit s'écarter sans le plus grand danger, l'indivisibilité de la souveraineté. Toutefois, un prince qui a réuni sous sa puissance plusieurs nations différentes, est très-assurément libre de partager cet assemblage de diverses sociétés entre ses enfans ; sur-tout, s'il n'y a ni loi, ni constitution qui s'y oppose, & si chacun des peuples consent à recevoir le souverain qui lui est présenté ; contentement essentiel, suivant le principe dont on a déjà parlé, savoir, que la souveraineté appartient toujours au peuple. Ce fut ainsi que la France, sous les
deux

deux premières races, fut partagée plusieurs fois en différens royaumes; en sorte qu'elle n'est devenue indivisible, & déclarée telle par une loi fondamentale, que sous la troisième race. Néanmoins, il est bon d'observer que sous les deux premières, ces partages ne se faisoient jamais qu'avec l'approbation expresse, & le consentement des Etats respectifs : tant il est vrai que, même dans ces temps d'ignorance, la nation étoit regardée comme propriétaire de la souveraineté.

Lorsque dans un Etat successif, l'ordre de succession est incertain, & qu'il y a plusieurs prétendans à la couronne, à qui appartient le droit de décider? Bien des savans ont dit que personne ne pouvant être juge en semblable matière, les prétendans devoient, ou s'accorder à l'amiable & transiger entr'eux, ou se choisir des arbitres, ou s'en remettre à la voie du sort, ou enfin recourir aux armes. Ces savans se sont tous grossièrement trompés. Quel est celui que cette question intéresse le plus? C'est sans contredit la nation, puisqu'il s'agit de son bonheur, de son salut, de sa tranquillité. Comment donc imagine-t-on qu'elle doive rester paisible spectatrice, & recevoir celui que la sentence des arbitres, ou le hasard des armes lui donneront pour maître? n'est-ce pas cette même nation qui s'est donnée à la famille régnante? & puisqu'il y a contestation entre les descendans ou les divers membres de cette famille, qui a plus de droit de reconnoître celui à qui son devoir la lie, que cette même nation? & qui est plus autorisé qu'elle à empêcher qu'on ne la livre à un autre? puisque c'est elle qui a établi l'ordre de succession, nul autre qu'elle aussi, n'a le droit de désigner celui qui se trouve dans le cas prévu & marqué par la loi fondamentale. Ce droit est si parfait, qu'elle n'est nullement obligée de ratifier la transaction que les prétendans auroient faite entr'eux, ni de recevoir celui en faveur duquel les arbitres, le sort ou les armes auroient décidé : car, dans une question où il s'agit de ses devoirs les plus sacrés, de ses droits les plus précieux, le peuple n'a, ni ne peut avoir d'autre juge que lui-même. Aussi, ce furent les Etats d'Aragon qui, jugeant de la succession de ce royaume, préférèrent Ferdinand, aïeul de Ferdinand, mari d'Isabelle reine de Castille, à d'autres parens de Martin, roi d'Aragon, qui prétendoient à cette couronne. C'est ainsi que les Etats de Neuchâtel ont souvent prononcé en forme de sentence juridique, sur la succession à la souveraineté : on fait qu'en 1707, ils jugèrent entre un grand nombre de concurrents, en faveur du roi de Prusse; sentence que les souverains de l'Europe ratifièrent ensuite dans le traité d'Utrecht.

Il est vrai qu'il est des Etats dont les souverains peuvent choisir leurs successeurs, qu'ils peuvent engager, vendre, ou transporter la couronne à qui ils veulent, sous les conditions qu'ils jugent à propos, à temps ou à perpétuité. C'est de là que l'on a conclu que ces royaumes étoient patrimoniaux; & cette conclusion n'est qu'une erreur. Ces Etats, tels qu'on les imagine, n'existent nulle part, ou du moins ne peuvent légitimement

exister nulle part. Il est vrai qu'il peut arriver qu'une nation ait en son souverain une telle confiance, qu'elle lui abandonne le soin de se désigner le successeur qu'il voudra se donner, ou même qu'elle lui donne le pouvoir de transférer sa couronne à un autre souverain, s'il le juge à propos; comme les Russes consentirent que le czar Pierre I, qui avoit des enfans, nommât sa femme pour lui succéder; mais il ne faut pas conclure de semblables exemples, qu'il y a des Etats patrimoniaux, & tel que le prince peut en disposer à sa fantaisie; car, toute souveraineté est inaliénable de sa nature, comme il est aisé de s'en convaincre, pour peu qu'on fasse attention à l'origine & au but de la société politique & de l'autorité souveraine; autorité qui n'est que confiée, comme un dépôt dont la propriété reste toujours au peuple, ou à ceux qui, se réunissant en corps de société, ne peuvent point être censés, lorsqu'ils ont donné au chef qu'ils ont choisi le pouvoir de transmettre la souveraineté en d'autres mains, lui avoir accordé en même temps le droit de l'aliéner véritablement, ou d'assujettir l'Etat à un autre corps politique. On parle à ce sujet du droit que l'on prétend acquiescer par la conquête, sur une nation subjuguée, & de la souveraineté de laquelle on prétend que le conquérant pût disposer en maître, comme de son patrimoine. C'est encore une erreur. Tant que le vainqueur ne possède point réellement la souveraineté, l'Etat de guerre subsiste, & toutes les dispositions qu'il fait, ne sont que des actes de violence, qui ne prouvent, ni ne supposent aucun droit. S'il met la nation entièrement subjuguée, dans l'état civil, alors les droits se mesurent sur les principes de cet Etat; & ces principes ne peuvent jamais être ceux d'après lesquels on a si faussement supposé l'existence des royaumes patrimoniaux. En effet, si le même czar, qui, ayant des enfans, transmet la couronne à sa femme, eût voulu assujettir son empire au grand-seigneur, ou au roi de Pologne, ou à quelque autre puissance étrangère, pense-t-on que les Russes l'eussent souffert? En un mot, il n'y a point en Europe de royaume patrimonial, & s'il y a quelques petites principautés qui ne soient pas inaliénables, c'est qu'elles ne sont point réellement des souverainetés, & qu'elles relevent de quelque autre puissance, avec plus ou moins de liberté.

Au reste, dans les Etats dont les souverains ont le pouvoir de nommer leurs successeurs, c'est en eux un devoir, de ne se choisir que des successeurs dignes de la souveraineté, & en état d'en exercer toutes les fonctions au plus grand avantage des sujets. Mais dans ces Etats mêmes, c'est si fort pour le plus grand bien des sujets que le prince doit user du droit qu'il a de choisir, que le consentement & la ratification, du moins tacite, du peuple, est absolument nécessaire, pour donner à ce choix son plein & entier effet. Croit-on, par exemple, que si un empereur de Russie se donnoit, pour successeur, un prince notoirement indigne de porter la couronne, cette nation consentirait à se soumettre aveuglément à une disposition qui lui seroit aussi pernicieuse? Pense-t-on de bonne foi, qu'elle fût

obligée de courir à sa ruine ? Mais quand un peuple se soumet au souverain qui lui a été désigné, il ratifie tacitement le choix fait par le dernier prince, & ce n'est que dès cet instant, & en vertu de cette ratification, que le nouveau monarque commence à jouir de tous les droits de son prédécesseur.

§. V I.

Principaux objets du gouvernement.

C'EST le chef d'une nation ou son souverain, qui est chargé de tous les soins, dont cette même nation, avant que de se donner à lui, étoit chargée, soit pour sa conservation, soit relativement à sa perfection ; & ces soins sont en lui autant de devoirs. Ce sont les principaux objets du gouvernement, & le plus important de ces objets, est de pourvoir aux besoins du peuple, & de faire régner dans l'Etat une abondance heureuse de toutes les choses nécessaires à la vie, même des commodités & des agrémens innocens & louables. Dans cette vue, il doit avoir attention qu'il y ait un nombre suffisant d'ouvriers habiles dans chaque profession utile ou nécessaire ; de retenir ces ouvriers dans l'Etat, de les empêcher d'en sortir, & pour cela, d'user s'il le faut, de contrainte, à l'égard de ceux qui y ayant de l'occupation, & faisant un gain honnête, aiment assez peu leur patrie, pour vouloir s'en éloigner. Toutefois, ce n'est qu'avec bien de la modération qu'il est permis d'employer la contrainte : car, la liberté est l'ame des talens & de l'industrie. Quant à ces émissaires qui vont dans un pays, pour en débaucher les artistes, le souverain a le droit & doit même les punir rigoureusement. Au reste, bien-loin d'user de contrainte pour retenir les sujets utiles, le prince doit les empêcher de sortir, en les attachant par les liens des récompenses, des honneurs, des distinctions, des privilèges ; moyens heureux & toujours infailibles.

§. V I I.

De la culture des terres.

C'EST la culture des terres qui en multiplie les productions ; & ce sont elles qui forment la ressource la plus sûre des gouvernemens ; ce sont ces productions qui forment le fond le plus solide des richesses de l'Etat & du commerce national. Le souverain a donc le plus sensible intérêt à ne rien négliger pour procurer aux terres de sa domination la meilleure culture dont elles sont susceptibles. Or, pour que la culture produise autant qu'il est possible, on ne doit pas souffrir que des communautés ou des particuliers acquièrent plus de terres qu'ils ne peuvent en faire cultiver. On doit encore moins souffrir ces communes, qui, ôtant à un propriétaire la libre

disposition de son fond, ne lui permettent point de le clore, & de lui donner la culture la plus avantageuse.

Il est encore très-intéressant d'éviter tout ce qui peut ou rebuter le laboureur, ou le détourner de son travail : mais c'est là ce dont on paroît s'embarrasser fort peu dans ces gouvernemens mal administrés, où l'on surcharge, l'on accable le laboureur de tailles, d'impôts, de corvées, où on l'excede, où on le traite plus durement qu'une bête de somme; dans ces pays, les habitans des villes, les citoyens oisifs, les grands plus oisifs encore, regardent, d'un œil dédaigneux, les laboureurs, infiniment plus estimables qu'eux, par la grande raison qu'ils sont plus utiles qu'eux.

C'est, sans contredit, un excellent établissement, que celui des greniers publics pour prévenir la disette; mais c'est un très-grand mal, lorsqu'ils sont administrés avec un esprit mercantile, & dans des vues de profit. Ce n'est point alors travailler à l'avantage du public; c'est exercer un monopole punissable, & d'autant plus odieux, plus criminel, qu'il est fait par le magistrat, dont le devoir est de veiller à l'entretien de l'abondance. Le but de ces sortes de magasins, est de rassembler, dans des temps d'abondance, des grains qui tomberoient à trop vil prix, ou qui passant en trop grande quantité chez l'étranger, causeroient dans l'Etat une rareté de grains, telle qu'on seroit obligé de les faire revenir à un prix excessif, ce qui seroit une perte réelle & très-considérable pour la nation. Mais ces établissemens ne doivent point empêcher le commerce des blés; car, si le pays en produit plus qu'il n'en faut pour la nourriture des habitans; les greniers publics approvisionnés, le reste s'écoulera au dehors, à un prix plus juste & plus soutenu, sans que l'on ait à craindre d'être obligé d'en faire revenir à un plus haut prix qu'il n'a été vendu.

§. VIII.

Du Commerce.

ON divise le commerce en intérieur & extérieur : le premier, qui s'exerce entre les divers habitans de l'Etat, est d'une très-grande utilité : c'est lui qui fait circuler l'argent, excite l'industrie, fournit la subsistance à une foule de sujets, & contribue à l'augmentation de la puissance & de la population du gouvernement : le commerce extérieur, outre ces avantages, en offre encore deux autres qui sont très-précieux, le premier de procurer à la nation qui s'en occupe, les choses que la nature & l'art ne produisent point dans le pays, & qu'elle tire de l'étranger : le second, est d'augmenter, quand il est bien dirigé, les richesses nationales, & de devenir une source très-abondante de trésors; & c'est ce qu'éprouverent autrefois les Carthaginois; ce que dans des temps moins reculés, Venise & Gènes ont éprouvé; ce qu'éprouvent encore l'Angleterre & la Hollande.

Au reste, les droits des nations dans le commerce qu'elles exercent entr'elles, sont fondés sur les loix de la nature, & sur ce principe en vertu duquel les hommes sont tenus de s'entr'aider autant qu'ils le peuvent, & de contribuer à la perfection & au bonheur les uns des autres : en sorte que depuis l'introduction de la propriété, c'est un devoir imposé à tous les individus de l'espèce humaine de vendre les uns aux autres, à un prix raisonnable, les choses dont le possesseur n'a pas besoin, & qui sont nécessaires à d'autres. Ainsi, le droit naît de l'obligation ; c'est-à-dire, que par cela même, que nous devons tous nous entr'aider, chacun a le droit de se procurer, à un juste prix, les choses dont il a besoin, de ceux qui n'en ont pas besoin eux-mêmes. On a dit que les nations devoient être considérées comme vivant entr'elles dans l'état de nature ; & comme telles, il est évident qu'elles sont soumises aux loix naturelles ; en sorte que la loi des nations ou le droit des gens n'est autre chose que le droit naturel appliqué convenablement aux nations ou sociétés politiques. Il résulte de là qu'un Etat a le droit de se procurer, à un prix raisonnable, les choses qui lui manquent, & de les acheter des autres Etats, chez lesquels elles abondent. Voilà la véritable base du commerce entre les nations, & le vrai fondement du droit d'acheter. Mais ce droit n'emporte point du tout celui de vendre & de forcer les autres d'acheter ce dont on veut se débarrasser. Car, quoique la loi naturelle donne à chaque nation le droit de disposer librement de ce qui lui appartient, elle ne lui donne point celui de vendre à ceux qui ne veulent point acheter, ou bien d'aller exposer ses denrées ou ses marchandises en vente chez un peuple qui ne veut ni les recevoir, ni prêter territoire pour une telle vente. Ainsi, chaque Etat est libre de défendre l'entrée des marchandises étrangères, & les nations que cette défense regarde, n'ont en cela, aucun juste sujet de se plaindre. Car, le droit d'acheter n'est qu'imparfait ; attendu que c'est à chacun de juger s'il a besoin des choses que d'autres veulent acheter de lui, & ce seroit lui faire injure & violer sa liberté naturelle, que de vouloir le forcer à vendre.

Les principes qu'on vient de poser, prouvent suffisamment que chaque nation est libre d'exercer le commerce avec une autre, ou de ne pas l'exercer, & d'imposer aux peuples, à qui elle veut le permettre, telles conditions qu'elle juge à propos. Il est vrai que la convention faite une fois, donne à la nation à laquelle un Etat a permis de venir commercer chez lui, un droit parfait à ce commerce ; & ce droit qui s'acquiert par des pactes & des traités, appartient à cette espèce de droit des gens qu'on a désigné, dès les premières pages de cette analyse, sous le nom de droit des gens conventionnel. Il importe si fort qu'un tel commerce soit fondé sur un traité, qu'une simple permission ne donne qu'un droit très-imparfait, ou fort précaire d'acheter ou de vendre chez une nation étrangère, qui reste toujours libre d'interdire, quand il lui plaira, ce commerce qu'elle

a permis qu'on fit dans son pays, de le restreindre, l'assujettir à certaines règles, sans que le peuple qui l'exerçoit puisse se plaindre qu'on lui fait injustice.

Toute nation qui ne s'est point obligée, par un traité, soit à vendre à une autre, soit à acheter d'elle, conserve, à cet égard, une liberté si entière, que le plus long usage ne peut l'assujettir à aucune sorte d'obligation : de manière que si depuis un ou si l'on veut deux siècles, elle commerce chez une nation étrangère, elle peut cesser d'y commercer, de même que cette nation étrangère, peut le lui interdire : car, sur cette matière, la prescription ne sauroit avoir lieu. Depuis un temps immémorial les Anglois sont dans l'usage de tirer des vins du Portugal ; mais rien ne les oblige de continuer ce commerce, & ils peuvent acheter des vins par-tout ailleurs : depuis aussi long-temps ils vont vendre leurs draps en Portugal ; mais cela ne fait pas qu'ils ne puissent cesser d'y en aller vendre ; comme de leur côté, les Portugais ne sont nullement obligés de vendre leurs vins aux Anglois, ni d'acheter les draps de ceux-ci. Cette liberté des deux nations deviendrait un droit parfait, si le commerce qu'elles font l'une avec l'autre étoit réglé par un traité ; car, dans ce dernier cas, le non-usage n'éteint point l'obligation, ni le droit acquis par la convention ; & quand même l'une des deux nations laisseroit écouler plusieurs années sans aller vendre, ni acheter chez l'autre, elle ne perdrait pas son droit, & le traité n'en conserveroit pas moins toute sa force. Toutefois, si l'un des deux peuples n'avoit accordé, par un traité, ce droit à un autre, que dans la vue de se procurer des marchandises dont il a besoin ; celui qui a obtenu le droit de les lui vendre, négligeant de le faire, & une autre nation offrant de livrer à ce peuple des marchandises de la même nature, sous la condition d'un privilège exclusif ; il est constant que ce privilège peut être accordé, & que le traité fait avec la nation qui a négligé de remplir ses engagements, devient nul, la condition tacite sous laquelle il est censé avoir été fait, n'ayant point été remplie.

En général, tout monopole est odieux sans doute ; ce principe a cependant des exceptions : par exemple, il est des entreprises de commerce qui ne peuvent être faites qu'en force, & qui demandent des fonds si considérables, que les particuliers sont hors d'état de les faire. Il en est d'autres qui exigent la plus grande prudence, & qui ne peuvent être dirigées que par la sagesse & la vigilance d'un gouvernement. Or, le commerce de cette espèce ne pouvant être indistinctement exercé par toutes sortes de personnes, il se forme des compagnies, sous l'autorité de l'État, qui leur accorde un privilège exclusif ; c'est ainsi que se sont établis dans les Indes, les Hollandois, sur les ruines des Portugais ; c'est ainsi que se sont formées plusieurs autres compagnies nationales de commerce.

Il est bon cependant d'observer que toutes les fois qu'un commerce peut être librement exercé par tous les sujets indistinctement, quand même il

exigeroit des frais considérables pour entretenir des forts, des vaisseaux de guerre, &c. C'est une énorme injustice que de ne le permettre qu'à quelques citoyens, à l'exclusion des autres, dont on blesse les droits; l'Etat qui accorde de tels privilèges exclusifs, ne fait qu'autoriser un monopole, qui tôt ou tard, lui devient pernicieux à lui-même : alors ces compagnies mal administrées, en proie à l'avidité des directeurs, finissent communément par la ruine des particuliers qui ont eu l'imprudence d'y prendre part, & elles discréditent une branche de commerce, qui n'est devenue défavorable & stérile que parce qu'elle a été fort mal cultivée. Il y a plus de sagesse, de grandeur & de saine politique à l'Etat, de se charger des dépenses qu'exigent de telles entreprises, & d'en abandonner le fruit aux négocians; voilà le vrai moyen d'encourager l'industrie, & la confiance publique; c'est ainsi qu'on en use quelquefois en Angleterre.

La principale attention du conducteur d'une nation est d'écarter soigneusement tout ce qui pourroit en gêner, ou troubler la balance du commerce. On a beaucoup écrit sur cette balance, & tous ceux qui s'en sont occupés, ne se sont pas rendus fort intelligibles, parce que vraisemblablement ils n'ont eu sur cette matière, que des idées très-confuses. Il n'y a toutefois rien de plus simple que cette balance. L'or & l'argent sont la mesure commune de toutes les choses commercables : ainsi, tout commerce qui apporte dans l'Etat une plus grande quantité de ces métaux qu'il n'en fait sortir, est avantageux; mais il est ruineux toutes les fois qu'il fait sortir une plus grande quantité de ces métaux qu'il n'en apporte. On voit par-là que tous les soins du conducteur d'une nation doivent tendre à faire pencher cette balance en faveur de l'Etat, c'est-à-dire, veiller à ce que l'on emporte plus d'or & d'argent qu'on n'en exporte. C'est pour favoriser cette balance, qu'on établit des droits d'entrée, qui, sans contraindre absolument le commerce, le jettent d'un autre côté, en assujettissant les marchandises que l'on veut détourner, à des droits excessifs, & qui puissent en dégoûter les habitans. Dans cette vue, l'Angleterre qui vend très-peu de ses productions à la France, a établi des droits d'entrée très-forts sur les vins de France, tandis que versant la plus grande partie de ses productions en Portugal, les vins de cette dernière nation, ne payent en Angleterre que des droits d'entrée fort modiques.

§. IX.

Des chemins publics & des droits de péage.

L'UTILITÉ des chemins publics, des ponts, des canaux de toutes les voies de communication sûres & commodes, est trop évidemment démontrée, pour qu'il soit nécessaire de s'arrêter à la prouver ici. De cette utilité universellement reconnue, résulte l'intérêt que le souverain ou le chef d'une nation a à ne rien négliger de tout ce qui peut concourir à la sûreté & à la commodité de ces différentes voies de communication. Mais, comme l'entretien de ces divers ouvrages exige de grandes dépenses, & qu'ils ont pour objet le bien public, il n'est pas juste que ce soit le conducteur qui supporte seul tous ces frais, & il l'est beaucoup plus que ceux qui profitent de cette utilité, contribuent à ces dépenses, peu sensibles, lorsqu'elles sont supportées par un grand nombre de personnes. C'est dans cette vue qu'est établi le droit de péage, droit légitime, auquel les étrangers peuvent être assujettis, puisqu'on les laisse profiter de l'utilité de ces voies, & dont le chef de l'Etat est le maître d'exempter les citoyens. Mais ce droit qui, en soi, n'a rien que de très-juste, dégénère souvent en abus oppressif; & c'est ce qui arrive lorsqu'on exige des péages considérables, à raison de l'entretien des chemins, des ponts, des canaux, dont on ne prend aucun soin. Lorsqu'un seigneur, ayant une langue de terre aboutissant à un fleuve, & à raison de laquelle il ne fait aucune sorte de dépense, y établit cependant un péage : dans ces cas, & en beaucoup d'autres de pareille nature, le péage n'est plus un droit, c'est une inique tyrannie, une manifeste extorsion, qui est soufferte, à la vérité, tant qu'elle n'est point portée jusqu'à un excès destructif du commerce, & qu'elle est autorisée, autant qu'elle peut l'être par un long usage. Car les nouveaux péages que l'on veut établir, sont communément une source de disputes, & fournissent quelquefois un juste sujet de guerre. Afin de prévenir toute querelle & toute difficulté à ce sujet, les nations ont pris sagement le parti de s'arranger par des traités.

§. X. Des

De la monnoie & du change.

LORSQUE l'or & l'argent furent devenus la mesure commune du prix de toutes choses, on imprima sur des pieces d'or & d'argent ou l'image du prince, ou quelque autre empreinte qui fut le sceau & le garant de la valeur de la piece. Comme ce n'est qu'à l'Etat ou au chef de l'Etat qu'il appartient de faire fabriquer de la monnoie, son devoir est d'en faire fabriquer une quantité suffisante pour le besoin de la nation, & de ne la faire que de bon aloi, c'est-à-dire, que sa valeur intrinsèque soit proportionnée à sa valeur extrinsèque ou numéraire. Cependant, les circonstances devenant fâcheuses dans des temps malheureux, le souverain a le droit de faire recevoir une monnoie de mauvais aloi, à un prix fort supérieur à sa valeur intrinsèque ou réelle. Mais cette opération, presque toujours très-dangereuse, ne peut jamais produire des avantages bien sensibles. C'est une dette que le souverain contracte envers ses sujets; & il seroit très-injuste, si la crise passée, il ne se hâtoit pas de retirer toute cette monnoie aux dépens de l'Etat, & de la payer en d'autres especes au cours naturel. A l'égard des étrangers, c'est perdre entièrement leur confiance, que de vouloir faire circuler chez eux de semblables especes; c'est porter au commerce extérieur le coup le plus sensible, & quelquefois le plus irréparable.

On a dit que le droit de fabriquer de la monnoie, appartenoit exclusivement au souverain, en sorte que tout particulier qui ose en fabriquer, soit au même titre, soit en l'altérant, viole essentiellement le droit de la souveraineté. C'est un crime de lèse-majesté, & qui, dans tous les pays policés, est justement puni de mort. Il est vrai qu'autrefois en France, plusieurs seigneurs & quelques évêques jouissoient du privilege de faire battre monnoie; mais elle étoit toujours censée fabriquée par l'autorité du roi, qui a fini par retirer tous ces privileges, dont on n'avoit que trop abusé. Une nation qui contreferoit la monnoie d'une autre, donneroit à la dernière une juste cause de guerre, de même qu'un Etat qui souffriroit chez soi que des faux monnoyeurs contrefissent la monnoie d'une autre puissance. Mais c'est ce qui n'arrive point, les criminels de ce genre n'étant soufferts nulle part, tous les souverains étant également intéressés à les punir à la rigueur.

Le change, ou le négoce de banque, au moyen duquel un marchand reçoit, d'une extrémité du monde à l'autre, les sommes les plus considérables, presque sans frais, & s'il veut, sans nul risque, est de la plus grande utilité dans le commerce, & il est d'un intérêt extrême pour les souverains, de protéger & soutenir cet usage par les meilleures loix possibles, & ce sont celles qui procurent la plus grande sûreté aux citoyens, ainsi qu'aux étrangers.

Second objet d'un bon gouvernement ; procurer la vraie félicité de la nation.

COMME un homme très-riche peut être en même temps très-malheureux, une nation, quoique jouissant du sol le plus fertile, & comblée de richesses, peut être également fort malheureuse. Aussi, tout ce qui peut concourir à la vraie & solide félicité de l'homme, mérite-t-il l'attention la plus soutenue de la part du chef ou des conducteurs de la nation : c'est dans cette vue qu'ils doivent avoir soin de faire apprendre aux jeunes citoyens à chercher le bonheur là où il se trouve, c'est-à-dire, dans la perfection. Que les tyrans & les despotes de l'Orient étouffent la science autant qu'il est en eux, ils y sont intéressés; ils ne peuvent régner sur une multitude d'esclaves, qu'autant qu'ils empêchent le peuple de s'éclairer. Mais chez les nations Européennes, les souverains justes & sages ne redoutent point la lumière; ils savent qu'elle ne peut être qu'avantageuse aux gouvernemens, & donner un nouvel éclat aux couronnes. Aussi, n'y a-t-il guère de princes, dans ce siècle, qui ne s'attachent à favoriser les sciences & les arts, auxquels l'humanité est redevable de tant d'inventions utiles, de tant d'heureuses découvertes. Si quelqu'un d'entre ces souverains pouvoit douter encore de l'importance extrême des sciences & des arts, qu'il compare la France, l'Angleterre, la Hollande, plusieurs villes de Suisse, d'Allemagne, à ces gouvernemens éloignés, livrés encore à l'ignorance & à la barbarie; & qu'il voie, dans quelles de ces contrées il y a plus d'excellens citoyens, plus de grandes actions, plus de vertus. Qu'il voie ce qu'étoit la Russie, & ce qu'étoient les Russes avant le czar, Pierre premier, & les progrès que ce peuple, si barbare avant cette époque, a faits depuis, dans les connoissances utiles, dans les mœurs, la vertu, dans la science même du gouvernement.

Cette nécessité de protéger les sciences & les arts, emporte aussi la nécessité de laisser aux citoyens qui désirent de s'éclairer, ou qui se chargent de la pénible tâche d'instruire les autres, la liberté d'écrire & de philosopher; de discuter les opinions anciennes, ou d'en avancer de nouvelles, pourvu qu'elles ne soient contraires ni aux mœurs, ni aux loix, ni à l'essence de la religion : & c'est afin que ces trois objets respectables ne soient point violés, que la police doit veiller sur les presses, & confier à des hommes également sages & éclairés, l'examen & la censure de tous les ouvrages nouveaux. Mais malheureusement, ces fonctions épineuses ne sont pas toujours remplies par des gens capables de juger sainement les auteurs & les opinions : delà, tant de délations, souvent plus ridicules encore que mal fondées; delà cette propagation des erreurs, des préjugés, & d'une foule d'absurdes opinions.

C'est encore un devoir indispensable, imposé aux conducteurs des peuples, que l'obligation d'inspirer aux citoyens l'horreur du vice, & l'amour de la vertu. Car c'est être bien ignorant en politique, que de ne pas sentir combien une nation vertueuse est plus capable que toute autre de former un Etat florissant, heureux, tranquille, respectable à ses voisins, & redoutable à ses ennemis ; où le patriotisme est-il le plus énergique ? n'est-ce pas dans les gouvernemens où la vertu est cultivée, & le vice détesté ? Mais, quel est le moyen le plus sûr d'obtenir ces deux effets : c'est d'encourager les citoyens vertueux, sans user d'une trop austère rigueur contre ceux qui s'écartent de leurs devoirs, & que l'on peut y ramener, en usant de douceur : c'est, sur-tout, en donnant soi-même au peuple qu'on gouverne, des exemples d'honnêteté, de bonnes mœurs, d'humanité ; car, celui-là tenteroit vainement d'inspirer à une nation l'amour de la vertu, qui répandroit le goût du luxe, de la mollesse, & qui, par son exemple, exciteroit les grands à un faste ruineux. En vain il parleroit de vertu, de patriotisme ; en vain il formeroit des établissemens utiles en eux-mêmes, il ne seroit que le corrupteur de la nation. Et en effet, comment le chef d'un Etat pourra-t-il espérer de travailler efficacement à la perfection des autres, s'il ne commence pas lui-même par perfectionner son entendement & sa volonté. Obligé de faire, autant qu'il est en lui, le bien public, il doit diriger ses talens, ses lumières & toutes ses vertus au salut de l'Etat, au but de la société civile ; & diriger ensuite à cette même fin, toutes les facultés, toutes les lumières, & toutes les vertus des citoyens. C'est-là le grand art de régner ; & cet art est, sans contredit, plus épineux qu'on ne le croit communément. Mais celui qui le possède, est assuré de régner sur une nation heureuse, & d'être le père d'une patrie chère à tous les citoyens.

Tout homme est obligé d'aimer sincèrement sa patrie, c'est-à-dire, l'Etat dont il est membre, & d'en procurer le bonheur, autant qu'il dépend de lui. Aussi, le crime le plus honteux & le plus sévèrement punissable est-il celui de nuire à sa patrie. C'est violer les engagements les plus sacrés, tomber dans une lâche ingratitude, abuser de la confiance de ses concitoyens, & se déshonorer par la plus noire perfidie. Autant les coupables, traîtres à l'Etat dont ils sont membres, sont détestables, & méritent de sévères châtimens, autant les bons citoyens, qui, non contents de ne pas nuire à la patrie, lui rendent service par de généreux efforts, méritent d'être comblés d'honneurs & de louanges. Le temps & les révolutions détruisent les plus vastes empires, mais le temps ne peut rien sur la mémoire des hommes qui se sont distingués par leur patriotisme : les beaux noms de Brutus, de Curtius, des Decius, &c. ne périront jamais.

De la piété & de la religion.

ON dit, on croit avec raison, que la piété & la religion influent essentiellement sur le bonheur d'une nation : & toute l'audace des sophistes ne peut affaiblir la justesse de ce principe. Mais il faut bien se garder de confondre avec la vraie piété, l'imbécille superstition, ou l'odieux fanatisme. La piété est une disposition de l'ame qui fait que l'on rapporte à Dieu toutes ses actions, & que dans tout ce que l'on entreprend, on se propose de plaire à l'Être suprême. La superstition vient des moyens également faux & pernicious que l'on prend pour rapporter ses actions à Dieu, & de l'absurde opinion où l'on est de lui plaire par ces mauvais moyens. Ainsi, l'on a vu des tyrans, ne parler que de la plus grande gloire de Dieu, tandis qu'ils écraseroient des nations entières, & qu'ils fouloient aux pieds les loix les plus sacrées de la nature ; ainsi, l'on a vu des parricides exécrables, armés au nom de Dieu par des scélérats, poignarder, sous le voile de la religion, leurs légitimes souverains.

La religion intérieure consiste dans la doctrine touchant la divinité & les choses de l'autre vie : la religion extérieure consiste dans le culte & les cérémonies publiquement établies. L'homme est, sans contredire, obligé de se faire de justes idées de la divinité, d'honorer dans toutes ses actions l'Être suprême. Mais c'est par cela même, que l'homme est libre dans la religion qu'il doit suivre ; car la créance, comme les sentimens, ne se commande point, & la liberté de conscience est de droit naturel & inviolable. Toutefois, ce seroit un très-grand mal que de vouloir étendre ce principe trop loin ; la conscience est libre sans doute ; mais cette liberté a ses bornes : & l'on entend parler qu'un citoyen a droit de n'être jamais contraint à rien en matière de religion ; mais point du tout, qu'il soit autorisé à faire au dehors tout ce qu'il lui plaira relativement au culte extérieur. Car celui-ci, étant établi par les loix, est une matière d'Etat, qui ressortit nécessairement à l'autorité publique.

On suppose qu'il n'y ait point encore de religion reçue dans un Etat par l'autorité publique ; celle qui sera approuvée par le plus grand nombre, deviendra, sans contredit, la religion dominante ; mais dans le cas où une partie de la nation s'obstineroit à en suivre une autre, on demande ce que le droit des gens prescrit ? D'après le principe posé, que c'est violer la loi naturelle que de prétendre enchaîner la liberté de conscience, il est évident qu'il n'y a que l'un de ces deux partis à prendre, ou celui de permettre à cette portion de citoyens le libre exercice de la religion qu'ils veulent suivre ; ou bien celui de les séparer du reste de la société politique en leur laissant leurs biens & leur part des pays communs à la nation, ce qui seroit former deux nouveaux Etats au lieu d'un. Il est évi-

dent que ce dernier parti affoiblirait considérablement la nation, & qu'il seroit contraire au devoir qui lui est imposé, de veiller à sa conservation ; il n'est donc point du tout convenable ; & le premier doit être préféré, c'est-à-dire, qu'il faut alors établir deux religions dans l'Etat. Si ces deux religions sont incompatibles, on doit imiter le sage exemple qu'ont donné à ce sujet, les cantons de Glaris & d'Appenzel en Suisse, où ces cantons se divisent l'un & l'autre en deux parties, chacune desquelles a son gouvernement à part pour l'intérieur, mais qui se réunissent pour les affaires du dehors, & ne forment qu'une même république, ou un même canton. Si le nombre des citoyens, qui refusent de suivre la religion dominante, est trop peu considérable pour qu'on croie devoir leur permettre l'exercice public de leur culte, on ne peut du moins leur refuser de vendre leurs terres, & de se retirer ailleurs avec leurs biens & leurs familles ; attendu que la société ne leur permettant point de faire ce à quoi ils se croient liés par une obligation indispensable ; il y auroit une injustice manifeste à leur refuser leur congé. Mais quand le choix d'une religion est fait, lorsqu'elle est solidement établie par les loix, la nation & le souverain ne sauroient apporter trop de soins à la protéger. Ce n'est pas qu'ils ne puissent y apporter quelques changemens, lorsqu'ils tendent à la rendre plus pure & plus utile : mais ces changemens, causes trop ordinaires de troubles dans l'Etat, ne doivent être opérés qu'avec la plus grande prudence, & du consentement de la nation entière, à laquelle il appartient de juger de la nécessité qu'il peut y avoir dans les innovations de ce genre.

A l'égard du souverain, dans le cas supposé où il n'y a point encore de religion établie par l'autorité publique, il peut sans doute favoriser celle qui lui paroît la meilleure, c'est-à-dire, la faire annoncer, & tâcher de la faire choisir ; mais il doit s'abstenir de toute voie de contrainte : car, puisque lorsqu'il a reçu l'empire, il n'y avoit point encore de religion établie, il est évident, que le maintien des loix, concernant la religion, ne lui a point été confié avec l'autorité. Numa n'eut garde de contraindre les Romains, il les persuada, & supposa même des révélations d'une nymphe Egérie. Toutefois, dans ce cas même, il est une exception qui permet au souverain d'user de contrainte, & de se servir de toute sa puissance, pour empêcher qu'on n'annonce ou qu'on n'établisse une religion qu'il juge pernicieuse aux mœurs, ou dangereuse à l'Etat. Lors même qu'il y a une religion établie, ce n'est qu'autant que les doctrines nouvelles qu'on voudroit introduire, intéresseroient ou les mœurs ou l'Etat, qu'il a le droit de s'en mêler. Car, c'est un principe très-fanatique & une source intarissable d'injustices & de vexations, que de s'imaginer que de foibles hommes doivent se charger de la cause de Dieu, soutenir sa gloire par la force, la violence, & le venger de ses ennemis. Le souverain n'est autorisé à réprimer, même par la peine de mort, que le crime capital que l'on commet contre les cérémonies religieuses, établies pour les affaires publiques,

& qui intéressent tout l'Etat. En sorte que ce prince ne touchant jamais aux opinions des particuliers, ni à leurs sentimens envers la divinité, ne peut & ne doit déployer toute son autorité qu'à l'égard de la religion extérieure & publiquement exercée.

Au reste, le moyen le plus sûr de prévenir les troubles que peut causer la diversité des religions est d'user de tolérance à l'égard de toutes celles qui n'ont rien de dangereux, soit pour les mœurs, soit pour l'Etat. L'intérêt & le fanatisme cherchent vainement à détruire la sagesse de ce principe, la florissante situation & la tranquillité de la Hollande, de l'Angleterre, de la Prusse, démontrent bien évidemment la fausseté des argumens, & l'injustice des déclamations de la rigide & turbulente intolérance.

Dans le cas où la nation entière, ou la plus grande partie de la nation veut changer la religion établie, pour en adopter une autre; que doit faire le souverain? Ne pas oublier que la religion publique n'est établie que pour l'avantage & le salut de la nation, & que, si cette religion ne regne pas dans les cœurs, elle est inévitablement sans efficacité. Cette réflexion suffit pour le guider dans la conduite qu'il a à tenir, & pour lui apprendre qu'il ne peut faire violence à son peuple, ni le contraindre sur pareille matière. La même liberté qu'on doit laisser aux citoyens, le souverain doit en jouir; & c'est une infernale maxime que celle par laquelle on veut qu'il ne puisse professer une autre religion que celle de ses sujets, sans perdre la couronne; tout ce que l'on peut exiger raisonnablement de lui, est qu'il protège le culte établi; les Romains n'imaginèrent point de se donner un nouvel empereur, quand Constantin eut embrassé le christianisme; & l'on ne voit pas que les chrétiens se révoltassent contre Julien, lorsqu'il eût retourné au culte des faux dieux.

Les diverses observations qu'on vient de faire, ne contrarient, en aucune manière, le principe qu'on a commencé par poser, savoir, que le prince est obligé de maintenir de toute sa puissance la religion de l'Etat: car, ce devoir consiste à ne permettre qu'un seul culte public, & point du tout à contraindre, ceux d'entre les citoyens qui désapprouvent ce culte, à y prendre part, ou à professer une religion qu'ils croient fautive: ce seroit faire des hypocrites, c'est-à-dire, jeter ceux contre qui l'on useroit de contrainte, dans le plus bas & le plus détestable des vices. Ce droit de protéger & maintenir le culte public, renferme essentiellement celui d'avoir inspection sur les matières qui concernent la religion, avec autorité sur ceux qui l'enseignent & sur ses ministres: & en effet, sans ce pouvoir, le prince ne seroit jamais en état de prévenir les troubles que la religion peut causer dans l'Etat, ni d'appliquer ce puissant ressort au bien & au salut de la société. Cette inspection impose au souverain le devoir de veiller à ce qu'on n'abuse point de la religion établie, soit en faisant servir la discipline à seconder l'avarice, la haine, soit en présentant la doctrine sous un point de vue préjudiciable à l'Etat. De ce droit du souverain découle

naturellement celui de retenir sous son obéissance les ministres de la religion, & de les réprimer toutes les fois qu'ils tentent de s'écarter des devoirs de la subordination. Car, qu'y a-t-il de plus absurde, & qui soit plus directement contraire aux principes fondamentaux de la société, que des citoyens, par cela seul qu'ils se sont consacrés aux autels, se prétendent indépendans de l'autorité souveraine, en vertu de la puissance prétendue spirituelle dont ils se disent revêtus; puissance qui, bien considérée, ne consiste que dans le droit qui leur a été conféré par d'autres hommes, sujets comme eux, de remplir les fonctions ecclésiastiques. A quoi tend cette prétention outrée & chimérique? N'est-ce pas à supposer deux pouvoirs indépendans l'un de l'autre dans le même Etat? Eh, quel principe plus certain de division, de trouble & de ruine!

Il est très-vrai que le souverain ne peut avec justice obliger un ecclésiastique à annoncer une doctrine que celui-ci croit mauvaise, comme il ne peut obliger un magistrat à prononcer une sentence que ce dernier croit être inique. Mais que s'ensuit-il delà? rien autre chose, si ce n'est qu'alors l'ecclésiastique, comme le magistrat, ne pensant pas devoir se conformer à la volonté du prince, doit quitter sa place, plutôt que de s'y conduire contre sa conscience. Mais il est odieux & révoltant qu'au lieu de prendre ce sage parti, un évêque ose résister audacieusement aux ordres du souverain, ou aux arrêts des tribunaux suprêmes, & qu'au mépris de la fidélité qu'il doit à la majesté du trône, au mépris de la soumission qu'il doit aux loix, il porte la licence & l'orgueil, jusqu'à dire hautement qu'il n'est comptable qu'à Dieu seul du pouvoir qui lui est confié.

Quand on dit qu'il importe que le clergé reste soumis à l'autorité civile, on n'entend pas, il s'en faut bien, qu'on doive le tenir avili; au contraire, il doit jouir de beaucoup de considération, d'aucun empire, & de nulle indépendance. Pourvu qu'il soit soumis à la puissance publique, & qu'il se reconnoisse comptable de sa conduite envers le souverain, celui-ci doit rendre, autant qu'il est en lui, les ecclésiastiques respectables au peuple; &, afin qu'ils aient assez d'autorité pour s'acquitter avec succès de leurs fonctions, il doit les soutenir, les protéger. On dit qu'il faut qu'ils soient respectés; mais non pas que ce respect soit superstitieux, ni qu'il aille jusqu'à la vénération; qu'il n'aille pas sur-tout jusqu'à mettre dans la main des ecclésiastiques ambitieux un pouvoir qui leur donne la facilité de dominer avec empire sur les esprits foibles, ni de faire entre eux un corps à part, conduit par un régime particulier, & soumis à une puissance étrangère. Si l'on eut constamment suivi ces maximes, si les rois & les princes chrétiens eussent toujours dû maintenir les droits de la souveraineté; si Constantin & ses successeurs se fussent déclarés & fait reconnoître chefs de la religion, que de troubles, que de désordres, que de malheurs ils eussent évités eux-mêmes, & eussent épargnés aux nations! des querelles de moines, des questions spéculatives, inutiles en elles-mêmes, & trop souvent aussi

dépositaire, c'est à lui d'établir les meilleures loix possibles, de veiller sur ceux qui sont revêtus de quelque autorité, & de contenir chacun dans le devoir.

Sans contredit le prince est le premier magistrat de la nation, & c'est à lui d'exercer la puissance exécutive dans toute son étendue, quand elle n'est pas restreinte par les loix fondamentales. Mais, comme il n'est pas possible qu'il entre dans toute l'immensité des détails de la magistrature, c'est à lui d'établir des juges intègres & éclairés pour connoître de tous les différens qui peuvent s'élever entre les citoyens. Ces tribunaux de justice doivent juger aussi les causes de fisc, c'est-à-dire, connoître de toutes les questions qui peuvent avoir lieu entre ceux qui exercent les droits utiles du prince & les sujets : car, il ne conviendrait pas que le souverain fût juge dans sa propre cause. Dans tous les Etats bien policés, ce sont les tribunaux ordinaires qui jugent les procès du prince, aussi librement que ceux des particuliers. L'objet le plus important de la création de ces tribunaux, est de terminer les contestations; mais les causes instruites & approfondies & jugées en première instance, il convient pour la plus grande sûreté des citoyens, que ceux qui se croient mal à propos condamnés par ces premiers juges, puissent en appeler à un tribunal supérieur prononcé, s'il la trouve injuste ou mal fondée. Mais il est essentiel que ce tribunal supérieur prononce définitivement & sans appel; attendu que sans cela, les différens seroient interminables. Il est vrai que quelquefois, mais très-rarement il est permis aux parties condamnées en dernier ressort, de porter encore la cause au pied du trône; usage sujet à beaucoup d'inconvéniens; aussi cette voie n'est elle ouverte que dans des cas très-rares; & quand le souverain trouvant l'arrêt mal fondé, le casse, il ne juge point lui-même la cause; mais il en commet la connoissance à un autre tribunal supérieur. A ce très-petit nombre d'exceptions près, dès qu'un tribunal souverain est établi le prince ne doit se permettre de casser les arrêts qui en émanent, puis qu'il est au contraire étroitement obligé de garder & de maintenir les formes de la justice : les violer, c'est usurper une domination arbitraire à laquelle la nation ne sauroit être présumée avoir voulu se soumettre. Il est une autre justice nommée attributive ou distributive, & qui consiste à traiter chacun comme il mérite d'être traité. C'est à elle qu'il appartient de régler dans l'Etat, la distribution des emplois, des honneurs & des récompenses. On convient qu'à parler rigoureusement, le souverain est libre de distribuer les grâces & les emplois à qui il veut. Cependant il manqueroit essentiellement à la justice distributive, qui est en lui une fonction assidue ou par des talens distingués, paroissent les plus dignes d'être préférés aux autres; & qui, par une application assidue aux emplois, paroissent les plus dignes d'être préférés aux autres; & éteindre l'émulation des autres.

On rapporte communément à la même justice attributive, la punition des coupables. Mais, si l'on remonte aux vrais principes, on apperçoit qu'elle tire son origine d'ailleurs. En effet, dans l'état de nature le droit de sûreté qui appartient essentiellement à chaque individu, renferme le droit de punir quiconque attente à cette sûreté. Or, toute société civile étant une personne morale existante dans l'état de nature, le droit de punir lui appartient comme une suite naturelle du droit de sûreté. C'est sans doute delà que vient le droit du glaive, qui appartient à un Etat, ou à son chef, lorsque les citoyens se sont dépouillés de ce pouvoir en faveur de leur conducteur. Quand une nation use de ce droit du glaive contre une autre nation, elle fait la guerre, quand elle en use pour punir un particulier, elle exerce la justice vindicative. C'est une partie essentielle du gouvernement; partie qui exige deux choses, 1°. des loix pénales; 2°. leur exécution.

Il est d'une importance extrême qu'il y ait des loix criminelles, soit pour ne point laisser la punition des coupables à la discrétion des juges, qui ne sont pas toujours à l'abri de la prévention, de l'erreur & des passions, soit parce que les peines assignées d'avance aux mauvaises actions, retiennent d'autant plus efficacement les méchans, que leur étant connues, ils ne peuvent douter du sort qui leur est réservé, s'ils se rendent coupables. Au reste, l'objet des peines étant de procurer la sûreté de l'Etat & des citoyens, elles doivent être proportionnées aux délits, & il n'y a que des barbares, qui, ne gardant aucune mesure, infligent à de simples manquemens, à de légères fautes, des punitions aussi sévères, que celles qui sont décernées contre les crimes les plus graves. Indépendamment de l'extrême iniquité qu'il y a dans une aussi atroce législation, il s'en faut bien qu'elle tende à la sûreté de l'Etat, ni à celle des citoyens. Les méchans se familiarisent avec l'idée des supplices, même les plus terribles; lorsqu'ils sont trop multipliés, ils n'en sont plus frappés, & la certitude où ils sont de périr pour un simple vol, comme s'ils s'étoient baignés dans le sang de l'innocence, les porte tout à coup aux crimes les plus énormes, ne fut-ce que dans la vue de se délivrer de tous les témoins qui pourroient les convaincre. C'est cette multiplicité de supplices infligés presque indistinctement, qui a fait contracter aux Japonois un caractère d'atrocité indomptable.

C'est au souverain qu'appartient le droit de veiller à l'exécution des loix criminelles; c'est-à-dire, qu'il doit veiller attentivement au maintien de cette partie de la justice, ainsi, que sur la conduite des magistrats, & l'observation des formes établies; mais, en aucun cas, il ne doit se constituer juge en matière criminelle; le plus beau, le plus respectable, le plus sacré des attributs du trône, est de se réserver toutes les matières de grace, & non de prononcer des sentences de mort. Un souverain qui veut agir en pere de ses sujets, ne doit pas même souffrir que ses ministres exercent, ou fassent exercer la justice criminelle. Aussi, l'usage de donner

à un accusé des commissaires choisis au gré de la cour, est un usage tyrannique, inventé par des ministres qui n'ont cherché qu'à abuser du pouvoir ou de la faiblesse de leur maître.

L'attention du prince & des magistrats à maintenir le bon ordre, la paix & la subordination, est ce qui constitue cette partie si nécessaire de l'administration qu'on appelle police. Rien n'est plus contraire au maintien de ce bon ordre, que le préjugé de bien des gens, qui croient leur honneur intéressé à se faire justice eux-mêmes des injures, réelles ou chimériques, plutôt que de recourir au magistrat. Ce préjugé, qui ne seroit qu'absurde, s'il n'étoit pas très-pernicieux, a pendant trop long-temps entretenu le barbare usage du duel ou des combats singuliers. Louis XIV fit de très-sages loix pour abolir cette féroce coutume; mais par malheur, il n'établit que des peines sévères, & il ne détruisit point cette folie dans sa cause. Or, la noblesse & les gens de guerre, persuadés que l'honneur les oblige de venger eux-mêmes les injures qu'ils croient avoir reçues, c'étoit sur ce préjugé ridicule qu'il falloit sur-tout frapper, c'étoit lui qu'il falloit détruire, ou enchaîner par un motif de même nature. En effet, quelque juste que soit la sévérité des loix de Louis XIV, elles n'empêchent point que, le même préjugé subsistant, un gentilhomme qui obéissant à ces loix, refusera de se battre en duel, ne soit regardé par une foule d'insensés, comme un lâche, qui, s'il sert, est contraint par ses semblables, à quitter son état; & s'il se bat, il risque également de périr sur l'échaffaud, pour avoir enfreint les loix du prince. La fureur du duel n'auroit-elle pas été plus efficacement arrêtée, si la loi distinguant entre l'offensé & l'agresseur eût assuré la grace du premier, quand il auroit été prouvé, qu'il avoit été réellement attaqué en son honneur, & si elle eût puni sans miséricorde l'agresseur. Quant à ceux qui se battent en combat singulier pour de bagatelles, de simples piques, des railleries qui n'offensent en aucune manière l'honneur; c'est ceux-là qu'il eût été très-sage de soumettre à toute la rigueur de la justice criminelle. Alors le préjugé eût eu d'autant moins d'empire, que chacun se seroit tenu sur ses gardes, pour ne point passer pour agresseur, en sorte que de part & d'autre, les querelles se seroient modérées, car, souvent & presque toujours, l'agresseur, quelque audace qu'il montre, est lâche au fond du cœur, & n'irrite, n'insulte, n'outrage que dans l'espérance, que celui qu'il offense, n'osera point enfreindre la loi du prince qui proscrie le duel. Si l'offensé, trop homme de cœur pour souffrir qu'on l'outrage, aime mieux tout risquer que de se laisser insulter plus long-temps; l'agresseur, quoique trompé dans son attente, n'ose reculer, par le danger où l'a exposé son insolente attaque.

A ce premier règlement ne seroit-il pas très-sage aussi d'en joindre un autre, qui paroît fort important. Le droit de porter l'épée appartient incontestablement aux nobles & aux gens de guerre; il faudroit donc défendre à quiconque n'est pas membre de l'un de ces deux ordres, de

marcher armé d'une épée. Il faudroit que le tribunal chargé de juger des affaires d'honneur entre les personnes de ces deux ordres, eût soin aussi de défendre l'épée à tous autres particuliers. Car enfin, de quelle nécessité sont dans le sein paisible de nos villes ces nombreux traîneurs d'épée ?

§. X I V.

Troisième objet d'un bon gouvernement ; se fortifier contre les attaques du dehors.

C'EST une des principales fins de toute société politique, que celle de se défendre à forces réunies de toute insulte ou violence du dehors. Mais, comme ce n'est que par sa puissance, qu'une nation peut repousser des agresseurs, assurer ses droits, & se rendre respectable ; il faut examiner en quoi consiste cette puissance. On répond avec raison, que c'est en trois choses ; 1°. dans le nombre de ses citoyens ; 2°. dans les vertus militaires ; 3°. dans les richesses, qui comprennent non-seulement ses trésors, mais aussi ses forteresses, son artillerie, ses armes, ses chevaux, ses munitions & tout ce qui compose cet attirail immense essentiel à la guerre, & que l'on se procure à prix d'argent. Or, un Etat ne peut être puissant par sa population, qu'autant que l'abondance qui y regne, procure aux citoyens de tous les rangs & des derniers sur-tout, les moyens d'entretenir par le travail, de nombreuses familles, qu'autant que le mariage y est encouragé, & que la vexation des tailles, des impôts n'y absorbe point les produits de l'industrie, du commerce & du labourage.

Mais il ne suffit point qu'un gouvernement renferme le plus grand nombre possible d'habitans, il faut qu'il ait encore une milice aguerrie & capable de repousser les ennemis ; il importe peu qu'elle soit très-considérable par le grand nombre de soldats ; il est infiniment plus essentiel qu'elle soit redoutable par la valeur de ceux qui la composent : non que la valeur seule suffise pour défendre l'Etat ; la valeur ne procure que des triomphes passagers, lorsqu'elle n'est point accompagnée de la discipline militaire, de la frugalité, de la force du corps, de l'adresse, de l'endurcissement aux fatigues & au travail. Ce sont là les grandes qualités qu'une nation, qui veut se rendre formidable, doit cultiver avec le plus grand soin.

Mais vainement un peuple réuniroit à toutes les vertus militaires, la plus rare sagesse, & les plus excellentes qualités ; il ne parviendra jamais à un point de grandeur bien élevé, si sa puissance n'est pas soutenue par ses richesses ; quelle entreprise importante pourroit-il former, quelle attaque pourroit-il repousser, aujourd'hui que la guerre exige des dépenses immenses. Au reste, ce n'est pas précisément par les trésors publics, mais aussi par les richesses des particuliers que s'estime l'opulence d'un Etat ; car, celui-là est constamment le plus riche, où il se trouve un plus grand nom-

entrés dans une société libre & indépendante, on ne peut les forcer de rester dans cette même société, volontairement devenue inférieure, dépendante & soumise. Cet assujettissement, quelque avantageux qu'il soit à la puissance supérieure, ne lie la nation soumise, qu'autant que l'Etat dominant remplit les conditions du traité. Car si le peuple inférieur ne s'est assujéti à l'autre, qu'en vue d'en être protégé; cette protection manquant, l'Etat soumis est dégagé de l'obligation qu'il avoit contractée; de manière qu'il rentre pleinement dans ses droits, & recouvre son indépendance & sa liberté. De même, si l'Etat protégé manque à remplir avec fidélité ses engagements, la puissance protectrice est dégagée de ceux qu'elle avoit pris; elle peut refuser la protection qu'elle avoit promise, & si elle y trouve quelque utilité, déclarer le traité rompu. La même nullité du pacte d'assujettissement s'opère par l'entreprise de la nation dominante, lorsqu'elle veut s'arroger sur l'Etat inférieur plus de droit qu'il ne lui en est accordé par le traité, qui dès-lors est censé rompu, à moins que la nation protégée ne résiste point à ces entreprises, car ce défaut d'oppositions, ce silence, & la patience, forment après un laps de temps considérable, un consentement tacite, qui légitime le droit de la nation usurpatrice; pourvu que l'Etat inférieur ne puisse point prouver que la violence & la crainte l'ont empêché de s'opposer à l'entreprise de la puissance protectrice, & que son silence n'a été rien moins que volontaire.

§. X V I I.

Comment un peuple peut se séparer de l'Etat dont il est membre, ou renoncer à l'obéissance de son souverain, dont il n'est pas protégé.

O N vient de dire que tout Etat volontairement soumis à une puissance étrangère à condition d'en être protégé, peut légitimement se dégager de cet assujettissement, quand la protection promise & stipulée vient à manquer. Mais de-là, il ne faut pas conclure, qu'un peuple soit fondé à se séparer de son souverain ou de l'Etat, dont il est membre, par cela seul que ce souverain ou cet Etat ne peut le protéger promptement & efficacement : ces deux espèces sont très-différentes, dans la première, ce sont deux corps distincts, dont l'inférieur n'est lié avec l'autre que conditionnellement, c'est-à-dire, autant qu'il en sera protégé; au lieu que tous les membres d'un même Etat, concourant à la formation du tout, & participant également aux avantages que procure le corps, sont constamment obligés de le soutenir, & de faire pour lui cause commune. Car, il n'est guère de société politique qui ne fût bientôt dissipée & détruite, si, à mesure que les divers membres sont attaqués ou menacés de l'être, ils étoient libres de se détacher ainsi les uns des autres. C'est donc une condition essentiellement requise, que tous les membres d'une société politi-
que

que lui demeurent fidèles, unis entr'eux, & tous au chef. Aussi n'y a-t-il que deux cas où il soit permis à une ville, ou à une province d'un État, de se séparer du reste de la nation, & du souverain. 1°. Lorsqu'après avoir fait les plus grands efforts pour ne pas succomber à la force des ennemis, elle est manifestement menacée de périr, pour peu qu'elle résiste encore. Alors, la plus irrésistible des loix, la nécessité, rompt les anciens engagements, l'autorise à traiter avec le vainqueur, à en tirer la meilleure condition possible, & à lui prêter serment de fidélité; le reste de la nation & le souverain ne peuvent dans ce cas, qu'imputer à la fortune la perte de cette ville ou de cette province. 2°. Par la même raison, qu'une société politique est obligée de protéger & défendre les divers membres dont elle est composée, un souverain doit la même protection & la même assistance à tous ses sujets; en sorte que ceux qu'il néglige de secourir dans un danger imminent, deviennent absolument les maîtres de pourvoir à leur sûreté de la manière qui leur convient le mieux, & sans aucun égard au prince qui les abandonne. Ce fut ainsi que le pays de Zug attaqué par les Suisses, en 1252, & abandonné par le duc d'Autriche son souverain, entra dans la confédération helvétique, comme y étoit entrée, un an auparavant, la ville de Zurich, & de même que tous les Suisses en général, furent autorisés à se détacher de l'empire, qui les abandonnoit en toute rencontre, & refusoit de les protéger & les secourir.

§. XVIII.

De l'établissement d'une nation dans un pays.

ORIGINAIREMENT la terre entière appartenoit à tous les hommes, sans qu'aucune de ses parties appartint en propriété aux uns, & exclusivement aux autres : mais quand l'espèce humaine se fut si fort multipliée, qu'il ne fut plus possible que la terre fournît par elle-même & sans culture à l'entretien de ses habitans; alors il devint nécessaire que les hommes, sans s'embarasser les uns les autres, se fixassent en troupes distinctes, en différentes contrées, qu'ils s'appropriassent certaines portions de terrain, & qu'ils les rendissent fertiles, afin d'en tirer leur subsistance. Telle est l'origine du partage des biens, de la propriété & du domaine. En sorte que depuis cet établissement le droit commun que tous les hommes avoient à la terre, est restreint à ce que chacun possède légitimement; ainsi, une nation a un droit propre & exclusif au pays qu'elle habite, soit qu'elle s'y soit transportée, soit que les diverses familles qui y étoient primitivement répandues s'y soient formées en corps de société politique.

Ce droit exclusif de propriété en renferme deux autres; le domaine, & l'empire. Le premier autorise ce corps à user de ce pays pour ses besoins, & d'en disposer, c'est-à-dire, d'en tirer tout l'usage qui lui est propre;

l'empire, lui donne le droit de commander souverainement & de disposer à son gré de tout ce qui se passe dans l'enceinte plus ou moins étendue de ce pays.

Un peuple qui s'empare d'une contrée qui n'appartenoit à personne, acquiert en même temps le domaine & l'empire, & tout l'espace sur lequel cet empire s'étend, devient son territoire, & forme le ressort de sa juridiction. Dans l'un des cas qu'on vient de supposer, c'est-à-dire, lorsque plusieurs familles répandues dans une contrée indépendante, se réunissent & viennent à former un corps de nation, elles acquièrent ensemble, l'empire sur tout le pays qu'elles habitent; mais elles n'en acquièrent pas le domaine, qu'elles possédoient déjà, chacune pour sa part.

Il est constant, ainsi qu'on l'a observé, qu'une nation qui trouve un pays inhabité & sans maître, peut légitimement s'en emparer. Mais on demande, si cette nation peut, par une simple prise de possession, s'approprier des pays qu'elle n'occupe pas réellement & s'en réserver plus qu'elle ne peut en peupler & en cultiver? Quelques écrivains ont décidé qu'elle le peut, & leur décision est directement contraire à la loi naturelle, c'est-à-dire, aux vues de la nature, qui, ayant destiné la terre entière, aux besoins des hommes en général, n'accorde à chaque peuple qu'autant de pays qu'il lui en faut pour les usages qu'il en tire, & non pour empêcher que d'autres profitent d'une étendue de terrain dont il n'a nul besoin. Ainsi, le droit des gens n'accorde à une nation la propriété & la souveraineté que sur les pays vides qu'elle occupe réellement & de fait, sur lesquels elle est établie, & dont elle tire un usage actuel. On demande encore, s'il est permis d'occuper une partie d'un pays dans lequel il ne se trouve que des peuples errans & en petit nombre? Les règles dont on vient de parler, & les principes qu'on a posés, décident cette question. Car il est clair que ces peuples errans, ne pouvant s'attribuer plus de terrain qu'ils n'en ont besoin, & qu'ils ne sont en état d'en cultiver; leur course errante & vagabonde dans un vaste continent, ne peut être regardée comme une véritable & légitime prise de possession, en sorte que ce n'est point s'opposer aux vues de la nature que de resserrer ces sauvages dans la partie qu'ils peuvent habiter & cultiver commodément. Ce n'est cependant point que Guillaume Penn & la colonie des Quakers ne fissent une action très-louable, lorsqu'allant s'établir dans la nouvelle Angleterre, dont ils pouvoient s'emparer en vertu d'une chartre de leur souverain, ils préférèrent d'acheter des Sauvages, le terrain qu'ils voulurent occuper. Il n'est pas nécessaire de s'arrêter ici à prouver qu'un pays sur lequel une nation envoie, & établit une colonie, quelque éloigné qu'il soit, fait partie de l'Etat, & que les colons doivent jouir des mêmes avantages & des mêmes privilèges dont jouissent les citoyens. Il paroît que l'Angleterre a adopté une autre opinion, & que dans la suite, elle se repentira d'avoir trop imprudemment privé ses colonies des privilèges qu'elles réclamoient avec justice.

§. XIX.

De la patrie.

IL n'est pas vrai, que la patrie ne soit, comme le pensent, & malheureusement comme le sentent bien des gens, qu'un mot vague & qui ne présente aucun sens bien déterminé. La patrie, ainsi qu'on l'a définie précédemment (sect. II.) est l'Etat dont on est membre; &, par cette définition très-simple on voit quelle est la différence entre les citoyens & les habitans d'un Etat : les premiers sont ceux qui sont nés dans le pays, de parens indigens, & qui, suivant naturellement la condition de leurs peres, entrent dans tous leurs droits; en sorte que la patrie des peres est celle des enfans; car si l'on est né dans un pays d'un pere qui y étoit étranger, ce pays est le lieu de la naissance de l'enfant, mais il n'en est pas la patrie.

On entend par habitans simplement, des étrangers auxquels on permet de s'établir une demeure dans le pays; &, puisque l'Etat les protege, ils y sont soumis à ses loix, & tenus de le défendre, quoiqu'ils ne participent à aucun des droits des citoyens. Les habitans perpétuels sont ceux à qui le droit d'habitation a été accordé à perpétuité; c'est une sorte de citoyens, mais inférieurs, & qui ne jouissent pas de tous les avantages de la société à laquelle ils sont liés & soumis; mais qui transmettent à leurs enfans les droits qui leur ont été accordés. Quand une nation ou le chef qui la représente, accorde à un étranger la qualité & les droits de citoyen, en l'agrégeant au corps de la société politique, il l'y naturalise, & cet acte s'appelle naturalisation. Il est des gouvernemens où la nation seule a le droit de naturaliser, il en est d'autres, où il faut le concours du prince & de l'Etat; il y en a quelques-uns enfin, où la simple naissance dans le pays; naturalise les enfans d'un étranger.

A l'égard des enfans, nés de citoyens, en pays étrangers; les loix ont décidé différemment suivant la diversité des gouvernemens & des législations : mais, à s'en tenir à la loi naturelle, les enfans, quelque soit le lieu de leur naissance, suivent la condition des peres. Mais, encore un coup, il faut, dans l'usage, s'en tenir sur cet objet, aux dispositions des loix civiles, qui ont réglé en quels cas on naît citoyen, & en quels autres, on est réputé étranger.

Le domicile est l'habitation fixe dans un lieu, avec l'intention d'y demeurer toujours; intention que l'on fait connoître ou en la déclarant expressément, ou tacitement, par des actes qui supposent le dessein formé où l'on est de se fixer dans le lieu qu'on habite : ce n'est cependant point que, quelque intention qu'on ait eue de se fixer dans un pays, on ne puisse changer de sentiment dans la suite, & transporter ailleurs son domicile. S'arrêter, même long-temps, dans un lieu pour ses affaires, c'est y avoir à la vérité une habitation, mais non pas y être domicilié. Il est deux

sortes de domicile ; le naturel ou d'origine ; c'est celui que la naissance donne à quelqu'un, & où son pere a le lien ; on est censé retenir celui-là, tant qu'on ne l'abandonne point pour en choisir un autre ; & le domicile acquis, ou celui que l'on s'établit par sa propre volonté. Les vagabonds sont ceux qui n'ont point de domicile ; en sorte qu'on peut dire, à parler rigoureusement, que les enfans de peres vagabonds n'ont point de patrie. Cependant si un pere vagabond n'a point absolument renoncé à son domicile naturel ou d'origine, quelque long-temps qu'il y ait qu'il s'en est éloigné, la patrie de ce vagabond est véritablement celle de ses enfans, ou qu'ils soient nés.

Tout homme naît libre, sans contredit, & quelque obligé que l'on soit d'aimer sa patrie & de lui être attaché, chacun est cependant le maître, lorsqu'il est parvenu à l'âge de raison, d'examiner s'il lui convient ou ne lui convient pas de se joindre à la société que sa naissance lui destine. Dans le cas où il trouve qu'il ne lui est point avantageux d'y rester, il a la liberté de la quitter ; & tous ses devoirs alors consistent à la dédommager de ce qu'elle peut avoir fait en sa faveur, & de lui conserver les sentimens d'amour & de reconnoissance qu'il lui doit. Mais lorsque l'enfant d'un citoyen, devenant homme, agit comme citoyen, il en prend tacitement la qualité, s'engage expressément envers la patrie, & ses obligations sont sans doute plus fortes & plus étendues qu'elles n'étoient avant qu'il n'eût agi en citoyen. Cependant il reste libre encore de quitter la patrie, lorsqu'il lui est plus avantageux de s'en éloigner que d'y rester : mais il ne peut s'en séparer lorsque les conjonctures sont telles qu'il ne sauroit l'abandonner sans lui porter un notable préjudice : il n'en a la liberté, qu'autant que par cette démarche il ne compromet, en aucune manière, le bien de l'Etat. Au reste, un bon citoyen ne quitte jamais sa patrie, sans une extrême nécessité, & à moins d'y être déterminé par les plus fortes raisons. A l'égard de ceux qui s'en éloignent lorsqu'elle est dans le péril, & qu'elle a besoin d'être défendue par tous les citoyens ; ce sont des lâches, des déserteurs infames, & que l'Etat qu'ils trahissent, a le droit de punir sévèrement. En tout autre temps, c'est-à-dire, pendant le calme de la paix, il est permis sans doute de s'absenter, soit pour ses affaires, soit pour voyager & s'instruire, pourvu qu'on soit toujours prêt de rentrer dans sa patrie, aussitôt que ses besoins l'exigeront. Les loix politiques varient beaucoup à cet égard ; il est des pays où il est permis aux citoyens de s'absenter aussi souvent, & pour aussi long-temps qu'ils le veulent, il en est d'autres où cette permission doit être demandée toutes les fois qu'on veut s'absenter : il en est enfin, où elle n'est jamais accordée. Dans les gouvernemens où le souverain refuse absolument aux citoyens la permission de voyager, même pour leur utilité, c'est un abus de la puissance souveraine, qui tend visiblement au despotisme, & cherche à retenir le peuple dans l'esclavage. Quelque severe néanmoins que soit, à cet égard, un sou-

verain, il est des cas où un citoyen a le droit de renoncer à sa patrie & de l'abandonner : lors, par exemple, qu'il n'y peut trouver sa subsistance, il lui est, sans doute, permis de la chercher ailleurs. De même, quand le corps de la société ou le chef qui la représente, manque à ses obligations envers un citoyen, celui-ci est très-libre de se retirer ; attendu que dans tout contrat, l'une des parties manquant à ses engagements, l'autre est pleinement dégagée de ses obligations : & c'est par cette raison, que la société a le droit de chasser celui ou ceux de ses membres qui en violent les loix. Dans le cas où la nation en corps, ou bien le chef de la nation veut établir des loix contraires au pacte fondamental de la société, proscrire une religion qui jusqu'alors y avoit été publiquement établie, changer la forme du gouvernement, & le rendre populaire d'aristocratique ou monarchique qu'il étoit, &c. Dans tous ces cas, les citoyens, attachés aux loix fondamentales, ne peuvent être contraints de se soumettre aux nouveaux réglemens, & ils sont libres de se retirer, en emportant avec eux tous leurs biens & emmenant leurs familles. On donne à cette liberté de se retirer ailleurs le nom de droit d'émigration, & ce droit peut être assuré par les loix fondamentales de l'Etat, qui indiquent en quelles circonstances il sera acquis ; ainsi, les bourgeois de Neuchâtel & de Valengin en Suisse, sont libres de quitter le pays & d'emporter leurs biens, sans que l'Etat puisse exiger d'eux aucune sorte de dédommagement.

Le droit d'émigration peut dépendre entièrement de la volonté du souverain qui l'accorde, ou le refuse quand il veut, & à qui il veut : ou bien, il peut être stipulé dans un traité entre deux souverains indépendans l'un de l'autre, & par lequel l'un des deux souverains promet de laisser à ses sujets la liberté de se retirer en certains cas, par exemple, pour cause de religion, & d'aller s'établir dans les Etats de l'autre souverain : il y a eu, entre les cantons Suisses catholiques & réformés, plusieurs traités semblables. Un souverain, lié par un tel pacte, & qui, dans la circonstance prévue, s'opposeroit à ce droit d'émigration, feroit en même temps, injure aux citoyens qu'il voudroit retenir, & à la puissance envers laquelle il s'est engagé, & qui auroit contre lui un juste sujet de guerre. On parlera plus bas des supplians, & des égards qui leur sont dûs.

On quitte encore sa patrie pour cause d'exil, c'est-à-dire, lorsqu'on en est chassé, ou contraint d'en sortir, mais sans note d'infamie ; & c'est en cela que l'exil diffère du bannissement, qui est toujours infamant. L'exil est volontaire, lorsqu'on s'éloigne soi-même pour se soustraire à une peine ou à une disgrâce ; il est involontaire, lorsqu'on reçoit ordre de s'en aller. Mais, de quelque manière qu'on sorte ou que l'on soit contraint de quitter sa patrie, on ne perd point en même temps sa qualité d'homme, ni par conséquent le droit d'aller habiter quelque part : il est vrai que ce droit n'est qu'imparfait ; parce que la terre étant divisée entre plusieurs nations, & chacune d'elles, ayant un droit parfait d'accorder ou de refuser

un domicile aux étrangers, l'exilé ou le banni ne peut librement s'établir dans le lieu qu'il aura choisi, sans en avoir demandé la permission du souverain du lieu; & si celui-ci la refuse, l'étranger est obligé de se soumettre, & d'aller chercher ailleurs un asile.

Toutefois, comme le droit que les nations ont de se conduire ainsi qu'elles le jugent à propos à l'égard des étrangers, ne sauroit, sans injustice, détruire les loix & les devoirs de l'humanité, un Etat ne peut, sans en avoir de très-fortes raisons, refuser l'habitation, même perpétuelle, à un étranger, qui, chassé de sa demeure, vient s'y réfugier. Mais si les circonstances sont telles que cet Etat ne croie point devoir accorder l'habitation, celui qui la demandoit, n'a aucun droit de l'exiger. Lors, par exemple, que les terres d'une nation ne suffisent qu'à peine à la subsistance des citoyens, elle n'est nullement obligée, elle se feroit même du tort à elle-même, de recevoir une troupe d'exilés ou de fugitifs: elle est encore plus fondée à leur interdire l'entrée du pays; s'ils sont infectés de quelque maladie contagieuse; ou si elle a de justes raisons de craindre qu'effémés, vicieux, fanatiques ou scélérats, ils ne corrompent les mœurs, ne troublent la religion ou ne causent des désordres: en un mot, une nation ne doit accueillir de tels émigrans, qu'avec beaucoup de prudence; mais il ne faut pas non plus que cette prudence soit trop ombrageuse; parce qu'alors elle dégénéreroit en injustice, & c'est être souverainement injuste, que de perdre de vue, pour des raisons légères & des craintes peu fondées, la charité & la commisération dues aux malheureux. Au reste, de quelque crime qu'un exilé se soit rendu coupable dans sa patrie, il n'appartient point à la nation, chez laquelle il se réfugie, de le punir à raison de ce délit; car, les Etats n'ont le droit de punir pour leur propre défense & leur sûreté, que ceux par qui ils ont été lésés, & nullement ceux qui ont commis ailleurs un délit qui ne les offense point, ni qui ne blesse point leur sûreté.

§. X X.

Des biens publics, communs & particuliers.

LORSQU'UNE nation s'empare d'un pays, il est des choses dont personne ne peut s'attribuer la propriété, & qui restent dans l'état de communauté primitive, c'est-à-dire, à tous, & à nul particulier exclusivement aux autres: les jurisconsultes romains entendoient par ces choses, qu'ils appelloient *communes*, l'air, l'eau courante, la mer, les poissons, les bêtes sauvages. Outre ces choses, il en est d'autres, qui ne sont point partagées entre les individus de la nation, & qui demeurent dans la propriété de l'Etat en corps, c'est ce que l'on appelle les *biens publics*, qui, réservés pour le besoin de la société politique à laquelle ils appartiennent, sont divisés en différentes classes de biens: les uns forment le domaine de la

souveraine ou de la république ; les autres sont communs à tous les citoyens qui en usent, chacun suivant ses besoins ou comme il a été réglé par les loix, & ce sont les biens communs : enfin, les autres sont assignés à quelque corps ou communauté, & prennent le nom de biens de communauté ; en sorte qu'ils sont pour ce corps, ce que les biens publics sont pour toute la nation.

De ces observations, il suit que tout ce qui ne se partage point entre les membres d'une nation lorsqu'elle s'empare d'un pays, demeure commun à tous, & devient bien public. Indépendamment de ces biens, la nation, de même que toute communauté, peut en acquérir d'autres, par la volonté de quiconque juge à propos de lui transporter, à quelque titre que ce soit, le domaine ou la propriété de ce qu'il possède. Quand une nation, en se donnant un chef, ne se réserve point expressément les revenus des biens publics, ces revenus appartiennent à ce chef, auquel ils sont censés avoir été cédés, avec pouvoir d'en disposer librement. Quant aux biens communs, la nation peut, sans contredit, en céder les revenus au souverain, en augmentation du domaine, ou même les lui donner en propriété ; mais alors, il faut que ce transport soit fait par un acte exprès du propriétaire ou de la nation, dont le consentement tacite ne suffit point. En un mot, le corps de l'Etat peut, en attribuant le domaine des biens communs au prince, s'en réserver l'usage, en tout ou en partie, lui assurer la propriété d'un fleuve, mais se réserver le droit d'y naviguer, d'y pêcher, d'y abreuver les bestiaux, &c. Tous ces droits dépendent originellement de la volonté de la nation, & ne sont pas une suite naturelle de la souveraineté, puisque celle-ci n'est elle-même, plus ou moins étendue, plus ou moins limitée que suivant que la nation l'a statué.

Comme ordinairement le revenu du domaine ou des biens publics ne suffit point aux besoins de l'Etat, il y est suppléé par des impôts établis, de manière que chaque citoyen contribue en proportion de ses facultés & des avantages qu'il retire de la société politique dont il est membre. C'est aussi à la nation qu'appartient originellement le droit d'établir des impôts, à moins qu'elle ne l'ait expressément cédé au souverain : & c'est ce que quelques-unes d'entr'elles n'ont point fait. En Angleterre, par exemple, la nation, en établissant un domaine pour l'entretien du souverain, & les dépenses ordinaires de l'Etat, s'est réservé le droit d'imposer des taxes pour fournir aux besoins extraordinaires, par elle-même ou ses représentans ; en sorte que le roi n'a d'autre soin à cet égard, que d'exposer au parlement les besoins publics, & ce corps représentatif de la nation délibère, & règle concurremment avec le roi, la quantité du subside nécessaire, & la manière de le lever ; elle a même le droit de faire rendre compte au souverain de l'emploi qu'il a fait du subside accordé. Mais il n'en est pas de même dans les gouvernemens où le prince jouit de l'empire plein & absolu. Le droit de créer des impôts y appartient au souverain, qui en fait

l'usage qu'il lui plait, n'en rend compte à personne, n'étant tenu à d'autre formalité qu'à celle de faire vérifier les édits en parlement, qui, à la vérité, a le droit de lui faire des remontrances, s'il trouve des inconvénients dans les nouvelles taxes, sans toutefois que ces remontrances puissent, en aucune manière, arrêter l'effet des édits royaux. Cependant, un monarque sage, équitable, n'a garde d'accabler ses sujets d'impôts & de taxes, ni d'employer le produit de ces subside à de vaines dépenses d'ostentation, de luxe; il fait que c'est, en quelque sorte, le sang du peuple, la sueur des malheureux, le pain des indigens, & que le prodiguer, c'est être encore plus injuste que de ravir le bien d'autrui pour satisfaire ses passions déréglées.

Quoique la nation, en s'emparant d'un pays, l'ait partagé entre ses divers membres, & que ceux-ci soient assurés de la propriété des portions qui leur ont été adjugées; cependant cette propriété n'est censée avoir pu être abandonnée aux particuliers qu'avec cette réserve, que dans les cas d'extrême nécessité, la nation ou son chef, lorsqu'elle s'en sera donné, aura le droit de reprendre & disposer de ces portions & de tout le bien renfermé dans l'Etat, pour le salut public. C'est ce droit si essentiellement nécessaire, qu'on appelle *domaine éminent*. Au reste, la nation, en conférant la souveraineté, peut se réserver ce droit de domaine éminent, & dans ce cas, l'autorité du souverain est limitée à cet égard: mais il faut que cette réserve soit expresse, car, en conférant purement & simplement la souveraineté, la nation est présumée transférer aussi ce domaine. Lorsqu'en vertu de ce droit, le chef de l'Etat aliène les biens publics, l'aliénation est très-valide; elle l'est aussi, lorsqu'il dispose, en vertu du même droit, & dans un cas de nécessité, des biens d'une communauté ou d'un particulier; mais alors c'est au trésor public à dédommager ce citoyen ou cette communauté; & si le trésor est vide, c'est au reste des citoyens à contribuer, chacun pour sa part, à ce dédommagement. Il est inutile de dire que la souveraineté donne l'empire, ou le droit de commander dans tous les lieux du territoire de la nation, sur ses fleuves, dans ses grands chemins, ses déserts, &c.

Il est bien vrai qu'il ne dépend point du chef de l'Etat de dépouiller les citoyens de l'usage des biens communs, ni les membres des corps & des communautés de l'usage des biens qui leur appartiennent; mais il a le pouvoir de régler cet usage par de nouvelles loix, d'établir une sage police pour la chasse, la pêche, de défendre qu'on se serve de certains filets, ou même d'interdire absolument cet usage en certains temps, lors de la multiplication des poissons & du gibier, lorsque la chasse préjudicieroit aux moissons prêtes à cueillir, &c.

Une communauté possède, sans contredit, ses biens de la même manière qu'un particulier a la propriété des siens; & delà il s'ensuit qu'une communauté peut naturellement, lorsque son avantage ou la nécessité l'exigent, aliéner

aliéner ses biens, à moins qu'ils ne lui aient été donnés à condition qu'ils ne pourroient être aliénés; car, dans ce cas, il n'y a eu de donné que l'usufruit perpétuel, & non la propriété de ces biens. Cependant, comme l'intérêt de l'Etat demande que les biens de communauté ne soient point dissipés, le prince peut, par une loi, les déclarer inaliénables. Mais ce sont là des dispositions de loix civiles. Du reste, la communauté assemblée en corps, a le droit de faire, du consentement de ses membres, tels réglemens qu'elle juge à propos sur la maniere de jouir des biens communs, soit en en permettant l'usage commun à tous ceux qui composent le corps, chacun suivant ses besoins, soit en fixant à chacun d'eux une portion égale. Le droit de prévention doit être aussi sacré dans l'usage des biens communs, que celui de propriété dans la disposition des biens des particuliers; ce droit de prévention est celui d'empêcher que nul autre membre ne vienne troubler l'usage actuel de celui des membres, qui se sert actuellement de son droit; par exemple, s'il tire actuellement de l'eau d'un puits commun ou public, un survenant ne peut le chasser, pour puiser lui-même de l'eau, mais il doit attendre que le premier ait fini. Le même droit a lieu pour les choses qui se consomment par l'usage, en sorte que celui qui, dans une forêt commune, commence à abattre un arbre, ne peut être troublé par un survenant, qui veut couper pour lui-même cet arbre. Quant aux dépenses qu'exigent l'entretien & la réparation de cette sorte de biens, chacun doit également contribuer pour sa quote-part : & c'est dans cette vue que la nation, la communauté, & tout corps en général, peut établir des taxes extraordinaires, des impôts ou des contributions annuelles; telle est l'origine des droits de péage, destinés à l'entretien des ponts, des chaussées, des chemins, &c.

L'obligation où est le souverain de veiller à la conservation des biens publics, lui donne le droit de veiller à celle des biens d'une communauté; en sorte que s'il s'apperçoit qu'elle laisse dépérir des bâtimens, qu'elle dégrade des forêts, &c. non-seulement il peut, mais il doit prescrire à cette communauté ce qu'elle a à faire, la mettre en regle, & même, suivant les circonstances, la punir des dommages qu'elle a causés à ces biens, soit par sa négligence, soit par ses déprédations.

On a eu occasion de dire que tout particulier est maître de disposer à son gré des biens, dont il a la pleine propriété : cependant, comme pere de ses sujets, le prince a le droit d'empêcher un dissipateur, sur-tout si c'est un pere de famille, de courir à sa ruine. Mais il ne doit user de ce droit qu'avec prudence, & ne point gêner les citoyens dans l'administration de leurs affaires. Cette administration ne doit cependant point être si libre, qu'elle puisse préjudicier au bien général de l'Etat, & c'est au souverain à la soumettre à des réglemens de police économique, les plus propres à contribuer au bonheur national; ainsi, dans un pays où les vignes abondent, & où les grains manquent, le prince peut, & doit défendre de

planter des vignobles dans les champs propres au labourage. La même raison économique donne au souverain & aux magistrats le droit de contraindre, en certains temps, un ou plusieurs particuliers de vendre leurs denrées, d'en fixer le prix, & sur-tout d'empêcher le monopole.

Quant aux héritages, ou au droit de tester, il appartient à tout citoyen, à tout propriétaire, qui peut naturellement choisir celui qu'il veut pour lui laisser les biens, lors sur-tout que ce droit n'est pas limité par une obligation indispensable, telle qu'est celle de pourvoir à la subsistance de ses enfans, qui ont aussi le droit naturel de succéder par égales portions aux biens de leur pere. Il est vrai que ce droit naturel a été diversement limité chez les différentes nations par les loix civiles sur les testamens & les héritages; loix qui ont modifié de différentes manieres les obligations résultantes de l'équité naturelle, en respectant néanmoins les droits essentiels de la nature.

§. X X I.

De l'aliénation des biens publics, ou du domaine, & de celle d'une partie de l'Etat.

LA nation ayant le domaine plein & absolu des biens publics, peut conséquemment en disposer comme elle juge à propos, & les aliéner. Mais quelque absolu que soit ce droit, elle ne doit jamais en user au préjudice des devoirs qu'elle a à remplir envers elle-même; c'est-à-dire, qu'il lui importe de les conserver précieusement, de n'en disposer que pour de bonnes raisons, & de ne les aliéner, ou engager que pour son avantage manifeste, ou dans un cas d'extrême nécessité. A l'égard des biens communs à tous les citoyens, elle a sans doute le même droit; mais elle ne peut en user que par les mêmes raisons, & dans les mêmes circonstances. Quant au prince, il n'est que l'administrateur, & non le propriétaire de l'Etat; d'où il suit qu'il ne peut disposer des biens publics quant à la substance, & s'il les aliène, l'aliénation est manifestement invalide, & révoquée, ou par son successeur, ou par la nation. Aussi Sully étoit très-fondé à conseiller à Henri IV de retirer toutes les parties de la couronne aliénées par ses prédécesseurs.

On a dit dans le §. précédent, qu'une nation peut transporter le droit qu'elle a de disposer de son domaine, au souverain, mais qu'elle n'étoit jamais présumée le lui avoir transporté, à moins qu'elle ne l'eût fait par une loi expresse.

Puisqu'une nation a la libre disposition de son domaine, il s'ensuit qu'elle a le droit de l'aliéner en tout ou en partie, en faveur d'une autre nation; & la cession qu'elle en fait, est valide & irrévocable, autant que celle de tout particulier qui a disposé légalement des biens dont il avoit la pleine propriété. Eh! quand même, par une loi fondamentale,

Des fleuves, des lacs, & des rivières.

TOUT ce qui est renfermé dans le pays dont une nation s'empare, elle l'occupe ; les fleuves, les rivières, les lacs, &c. font partie du continent dont elle prend possession. Quelquefois cet espace est terminé par un fleuve qui le sépare d'un autre pays, habité par un autre peuple. Dans ce cas, à laquelle des deux nations le fleuve appartient-il ? Sans contredit, à la première des deux qui s'est établie sur l'un des bords : il est néanmoins si difficile, souvent même il y a tant d'impossibilité à découvrir quelle est celle des deux nations qui est venue la première, que ce principe ne peut guère servir à terminer la contestation. Alors, on se décide par la largeur du fleuve. Car, chacun des deux peuples qui s'est fixé sur les bords du fleuve, est très-légitimement présumé avoir le premier occupé, sinon tout le fleuve, du moins une partie de sa largeur, & la présomption est égale des deux côtés. Si le fleuve est étroit & resserré, on présume, de la commodité, ou même de la nécessité de l'usage, que la nation la plus anciennement établie l'a soumis tout entier à sa domination. Lorsque les preuves de la priorité de prise de possession manquent, on doit s'en tenir à la plus grande ancienneté d'usage ; en sorte que celle des deux nations qui, la première, a navigué, ou pêché sur ce fleuve, est présumée aussi avoir la première voulu se l'approprier. Toutefois, il est très-ordinaire que ces preuves manquent encore, & dans ce cas, les deux peuples sont supposés être venus en même temps, & chacun d'eux étend sa domination jusqu'au milieu de la rivière. Du reste, c'est la longue possession non contredite, & l'exercice immémorial des droits de souveraineté sur un fleuve qui sert de limites au territoire d'une nation, qui décident le plus sûrement une semblable question ; d'ailleurs, c'est ordinairement par des traités qu'on termine ou que l'on prévient les disputes qui pourroient s'élever sur de pareils sujets.

Soit qu'une rivière vienne à tarir ou à prendre son cours ailleurs ; son ancien lit reste sans difficulté au maître de la rivière. A l'égard des atterrissemens qui se forment peu à peu par le cours du fleuve, ce sont des accroissemens de territoire, qui, par conséquent appartiennent à la nation à laquelle ce fleuve sert de limites naturelles ; c'est-là ce qu'on appelle droit d'alluvion : mais il faut que l'atterrissement soit formé peu à peu ; car, dans le cas contraire & fort rare d'avulsion, c'est-à-dire, quand la violence de l'eau détache tout-à-coup une masse de terre, & va la joindre à un autre fonds, mais de manière que l'on peut reconnoître cette masse étrangère ; alors cette pièce de terre demeure dans la propriété de son premier maître. Soit que deux États partagent par moitié la propriété d'une rivière qui leur est limitrophe, soit qu'elle appartienne en entier à

l'un des deux, son déplacement successif ne change rien aux droits des deux peuples, pour lesquels elle reste toujours la ligne de séparation. Mais si elle abandonne tout-à-coup son lit, & que se détournant entièrement de son cours, elle se jette dans l'un des deux Etats voisins; elle appartient à cet Etat, & son ancien lit forme toujours la limite des deux peuples. Quant aux rivières, qui coulant dans l'intérieur d'un Etat, changent leur cours sans sortir du territoire de la même nation; le lit abandonné n'est plus au public, mais il seroit par moitié aux terres contiguës de part & d'autre; si elles sont à limites naturelles & avec droit d'alluvion; car, si cette rivière ne leur servoit point de limites naturelles, alors ses bords appartiennent au public, qui par-là, devient propriétaire du lit abandonné.

En général, il n'est permis à nul propriétaire, ni à aucun Etat séparé d'un autre par un fleuve, de faire sur ses bords, des ouvrages tendans à détourner le cours de l'eau, ou à la rejeter sur la rive opposée. A plus forte raison, une nation propriétaire d'une rivière sur laquelle un autre peuple a droit de navigation, ne peut-elle y construire des digues ou des moulins qui empêcheroient ce peuple d'y naviguer. Mais si le fleuve appartenant à un propriétaire, un autre y a le droit de pêche, rien n'empêche le premier d'y construire des moulins qui gêneront la pêche, & la rendront moins abondante. En effet, le propriétaire a un droit essentiel sur la chose même; l'autre n'y a qu'un droit d'usage, accessoire & dépendant; la construction des moulins ne le dépouille pas tout-à-fait de ce droit, elle en gêne à la vérité l'exercice; mais ce n'est là qu'un accident auquel l'usage est obligé de se soumettre.

Ce que l'on vient de dire des fleuves & des rivières, doit aussi s'entendre des lacs, soit qu'ils appartiennent en entier à une nation, ou qu'ils servent de limites à deux Etats. Quant aux particuliers, qui possèdent des champs au bord d'un lac, ils ne peuvent plus jouir de ce terrain, s'il est inondé; ils ne peuvent pas même y pêcher; ce droit appartenant à celui ou à ceux qui l'exerçoient sur ce lac même, dont cette nouvelle masse d'eau est censée faire partie. Mais lorsque les eaux se retirent, les champs retournent à leurs anciens propriétaires; & si le lac vient à se dessécher en totalité ou en partie; le lit demeure incontestablement dans la propriété du souverain.

roit aucune sorte de droit exclusif de navigation & de pêche sur ces plages.

On a dit que le droit exclusif de naviguer dans une mer ne pouvoit être acquis que par des traités, & que rien ne pouvoit suppléer en ce cas, à des conventions formelles : toutefois, on peut acquérir un tel droit par un pacte tacite, qui alors a tout autant de force qu'un traité. Par exemple, une nation, qui, déjà s'est mise en possession de la pêche & de la navigation en certains parages, y prétend un droit exclusif, & défend à toute autre de la troubler dans sa possession : si les autres puissances obéissent à une déclaration semblable, & paroissent suffisamment y acquiescer, alors elles renoncent tacitement à leur droit, en faveur de cette nation, à laquelle elles en établissent un, qu'elle sera désormais autorisée à soutenir par la force des armes contre ces mêmes puissances.

Il est très-vrai qu'en général, l'usage de la mer est inépuisable ; mais c'est ce qu'il ne faut pas entendre de toutes les productions particulières de la mer, ni relativement à quelques-unes de ses parties. Ainsi, près des côtes, on tire des coquillages, des perles, de l'ambre, &c. Mais, s'il étoit permis à tous les hommes de venir chercher ces productions sur la même côte, bientôt on n'y en trouveroit plus. Or, il est naturel que la nation à qui ces côtes appartiennent, s'approprie aussi ce bien, & qu'elle en fasse exclusivement son profit, puisqu'elle est propriétaire des terres contigues à ces côtes. Par la même raison, un peuple qui a sur les côtes une pêcherie abondante, peut s'en rendre maître, comme d'une dépendance du pays qu'il occupe ; chaque nation ayant chez elle le même droit, il ne préjudicie à aucune d'elles. Si cependant un tel Etat, bien loin de s'emparer de cet avantage, a reconnu une fois le droit commun des autres peuples à une telle pêcherie, dès-lors, il ne peut plus les en exclure ; c'est par une telle négligence que la pêche du harang est devenue commune à plusieurs nations Européennes sur les côtes d'Angleterre.

Il importe d'ailleurs infiniment à la sûreté de chaque nation, qu'il ne soit pas libre indistinctement à tous les étrangers d'approcher de ses possessions, sur-tout à force armée, & avec des vaisseaux de guerre ; ce seroit être perpétuellement exposé à des invasions. Le moyen le plus sûr de se précautionner contre de tels événemens, étoit que chaque Etat étendit sa domination sur la mer, le long des côtes aussi loin qu'il étoit nécessaire pour défendre ses droits, & pourvoir à sa sûreté. Mais jusques où cette possession peut-elle précisément s'étendre ? C'est ce qu'il n'est pas géométriquement possible de déterminer ; & tout ce que l'on peut décider à ce sujet, est, qu'en général, la domination d'un Etat sur la mer voisine, peut & doit être portée aussi loin qu'il est nécessaire, pour que la sûreté de cet Etat soit respectée : en sorte que tout l'espace de mer qui est à la portée du canon, le long des côtes, est regardé comme faisant partie du

territoire de la nation ; & cette règle est si universellement reconnue, qu'un vaisseau pris sous le canon d'une forteresse neutre, est déclaré ne pas être de bonne prise.

D'après ces observations, il est inutile de dire que le rivage de la mer, appartenant incontestablement à la nation maîtresse du pays dont ce rivage fait partie, les ports & les havres qui en sont une dépendance, appartiennent manifestement aussi à cette nation, ainsi que les rades, les baies & les détroits, qui sont encore plus faciles à occuper, & qui importent si fort à la sûreté nationale. On n'entend cependant point parler de ces baies & de ces détroits d'une si vaste étendue, qu'ils ne paroissent point susceptibles de propriété, tels que la baie de Hudson, le détroit de Magellan, qui forment des parties de mer très-considérables. Quant aux détroits ordinaires & de moindre étendue, il est bon d'observer, que s'ils servent à la communication de deux mers communes à routes ou à plusieurs nations, l'Etat propriétaire du détroit ne peut empêcher le passage des vaisseaux, pourvu que ce passage, ne le menace d'aucun danger. D'ailleurs, cet Etat a le droit d'imposer un tribut modique sur les vaisseaux qui passent, soit pour l'indemniser de l'incommodité que lui cause ce passage, par la vigilance habituelle où il doit être, à raison de sa sûreté, soit pour la protection que cet Etat donne aux vaisseaux qui passent, contre leurs ennemis, ou contre les pirates, soit pour l'indemniser des dépenses que lui coûte l'entretien des phares, des fanaux, des balises, &c.

Il est un droit cruel établi par la barbarie, & que l'avidité n'a que trop long-temps maintenu. C'est celui du naufrage qui adjuge tous les effets naufragés au peuple du prochain rivage. Lorsque les propriétaires des effets sauvés du naufrage ne peuvent être reconnus, c'est ou au souverain du pays où ces effets sont recueillis, qu'ils appartiennent, ou au premier occupant, quand la loi ne les adjuge point au prince. Quant à une mer enclavée dans les terres d'une nation, elle lui appartient sans doute, puisqu'elle fait partie de son territoire. Ainsi, le peuple Romain étoit maître de la mer Méditerranée qui étoit renfermée dans ses terres : & en cela, il ne blessait point le droit des autres nations ; attendu que comme un lac ou un fleuve, une mer particulière paroît destinée par la nature, à l'usage des pays & des peuples qui l'entourent.

De la nation considérée dans ses relations avec les autres.

§. I.

Des offices d'humanité entre les nations.

COMME les hommes sont liés entr'eux par des devoirs communs, qu'à leur sont imposés par la loi naturelle; de même les nations, qui sont des personnes morales existantes entre elles dans l'état de nature, doivent, chacune autant qu'il est en elle, contribuer au bonheur de la société humaine; en sorte qu'elles sont tenues les unes envers les autres, à tous les devoirs qu'exigent le salut & les avantages de cette société. Ainsi les mêmes offices d'humanité qu'un homme doit aux autres hommes, une nation les doit aux autres nations. Il suit de là qu'un Etat doit indispensablement à un autre Etat ce qu'il se doit à lui-même, autant que cet autre a réellement besoin de son secours, & qu'il peut le lui accorder, sans négliger ses devoirs envers lui-même. Ainsi, lorsqu'une puissance voisine est injustement attaquée par un ennemi formidable qui menace de l'opprimer, c'est à la nation voisine à prendre sa défense, si elle le peut sans s'exposer elle-même à un grand danger. Il importe peu que cette puissance attaquée soit alliée ou non; l'Etat voisin ne doit pas même considérer la perte des soldats qu'il fera pour assister cette nation qui lui est étrangère; il ne doit songer qu'à une chose, c'est qu'il pourra lui-même se trouver dans le même cas, & , comme elle, avoir besoin d'une prompte assistance. D'ailleurs, quel est l'Etat qui ne soit intéressé à arrêter les progrès d'une puissance ambitieuse qui ne cherche qu'à s'agrandir par la ruine, & la soumission forcée des peuples voisins?

La même équité naturelle qui prescrit aux nations de se défendre les unes les autres contre l'oppression, leur impose le devoir de se secourir mutuellement dans les temps de calamité; d'où l'on voit qu'un peuple désolé par la famine, a droit à l'assistance des autres nations, qui, sans s'exposer elles-mêmes à la disette, doivent lui fournir des vivres, autant qu'elles le peuvent: ainsi, lors du désastre de Lisbonne, le parlement d'Angleterre assigna un fonds de cent mille livres sterling pour ce peuple malheureux; le roi de la Grande-Bretagne, joignit des sommes considérables à ce fonds; & de nombreux vaisseaux partis de la Tamise allèrent porter l'abondance en Portugal, & prouver à l'univers entier, que la différence de culte & de religion ne sauroit affaiblir dans les âmes honnêtes & les cœurs généreux les liens de l'humanité.

Par la même raison que chaque nation doit rendre, autant qu'il est en elle, à sa perfection, elle doit aussi travailler à la perfection des autres.

Ainsi, lorsqu'un Etat fatigué de sa barbarie, & désirant d'en sortir, demande à une nation éclairée des maîtres pour l'instruire, celle-ci doit s'empressez de lui en envoyer. Pendant les premiers siècles de la république, les Romains, avec la plus rare valeur, étoient très-ignorans; ils envoyèrent des ambassadeurs en Grece, pour y chercher de sages loix; & les Grecs n'eurent garde de se refuser à une aussi juste demande. Mais quelque étroite que soit l'obligation où sont les peuples de se perfectionner les uns les autres, nul d'entr'eux n'a le droit de contraindre un autre Etat, quelque barbare qu'il soit, de recevoir des instructions ou de meilleures loix. Vouloir contraindre une nation à s'éclairer, c'est violer sa liberté naturelle, attenter à son indépendance, & lui faire une sensible injure. Aussi, l'histoire n'offre-t-elle rien de plus odieux que la conduite inique de ces ambitieux Européens qui, sous prétexte de civiliser les nations Américaines, & de les faire instruire dans la vraie religion, commencèrent par les soumettre à leur avide domination, & finirent par les exterminer.

On a dit que les sociétés politiques devoient se secourir & s'obliger mutuellement; mais autant que celle à qui ces secours sont demandés est en état d'en accorder, & qu'elle n'en a pas besoin pour elle-même. Car c'est à chacune d'elles à connoître ce qu'elle a à demander, & ce qu'elle peut accorder. Le droit de demander est sans doute parfait, en sorte que vouloir l'empêcher de demander un secours qu'elle juge lui être nécessaire, ce seroit lui faire injure. Mais aussi elle n'a aucune sorte de droit d'exiger des autres ces offices de l'humanité : chaque Etat est libre à cet égard, d'accorder ou de refuser; sans contredit il pèche contre son devoir, si pouvant accorder sans se nuire à lui-même, il refuse : mais ce refus n'est point une injure, attendu qu'il n'y a injustice que lorsqu'on blesse le droit parfait d'autrui, & que la nation dont la demande est rejetée, n'avoit aucun droit d'exiger qu'elle lui fût accordée.

Il n'est guere possible que les sociétés politiques s'acquittent de tous leurs devoirs les unes envers les autres, si elles ne s'aiment point; & le moyen qu'elles s'aiment, si elles ne cultivent l'amitié les unes des autres, & si elles n'évitent avec soin tout ce qui pourroit les rendre mutuellement ennemies? Aussi cette amitié leur est-elle prescrite par la loi naturelle, ou par les nœuds de cette société universelle que la nature a établie entre les hommes, & qu'ils n'ont pu rompre en se divisant en sociétés politiques.

Une nation ne sauroit se perfectionner elle-même, sans se mettre par-là, en état de travailler utilement à la perfection des autres peuples, soit par les bons exemples qu'elle leur donne, soit par les lumieres qu'elle leur communique; car tous les hommes sont naturellement imitateurs, & comme l'on prend les vices & les defauts, de même on prend les vertus d'une nation célèbre. C'est une affreuse maxime, une opinion de Cannibales que celle de quelques fanatiques qui ont atrocement prétendu que la différence de religion devoit empêcher de rendre les offices de l'humanité;

comme si la diversité de créance & de culte apportoit quelque variété dans l'espèce humaine. Le respectable Benoît XIV pensoit avec bien plus de justice & de générosité, lui qui, apprenant que quelques vaisseaux Hollandois étoient retenus à Civita-Vecchia, par la crainte des corsaires Algeriens, ordonna aux frégates de l'église d'escorter ces vaisseaux; » je me fais, dit-il, une loi de protéger le commerce, & de rendre les devoirs de l'humanité, sans m'arrêter à la différence de religion. » Que la terre seroit heureuse si tous les souverains pensoient & agissoient comme Benoît XIV. Mais malheureusement, l'intérêt particulier a si considérablement limité la pratique des préceptes de la nature, qu'une nation seroit trop imprudente, si elle vouloit s'en tenir strictement à l'égard d'elle-même & des autres, aux conseils de la loi naturelle.

En général, les Etats ne tendent qu'à s'accroître, à se fortifier, à s'enrichir, les uns aux dépens des autres, & les plus forts à subjuguier les plus foibles : c'est l'usage commun; & puisqu'il est connu, il y auroit bien peu de prudence à contribuer à fortifier un ennemi ou un homme, en qui l'on démêle le désir de subjuguier & opprimer celui-là même qui aura servi à accroître sa puissance. Delà il suit qu'un Etat doit bien se garder de fournir à un autre des secours qui vraisemblablement deviendroient funestes à lui-même. Ainsi, une nation maîtresse d'une branche de commerce, ou du secret d'une importante fabrique, a le plus grand intérêt à se réserver ces sources de richesses, & à empêcher qu'elles ne passent chez l'étranger. A l'égard des choses nécessaires, ou même commodés à la vie, ce seroit une injustice extrême à un peuple qui auroit des choses de cette nature au-delà de ses besoins, de refuser d'en vendre aux autres nations à un prix raisonnable : & si ce sont des denrées de première-nécessité, & qui manquent dans les Etats voisins, la nation chez qui elles abondent, commettrait le plus odieux monopole, d'attendre les dernières extrémités ou de mettre un prix excessif à ces denrées.

Il est des choses directement utiles pour la guerre, & qu'une nation possède exclusivement aux autres peuples; nul devoir naturel ne l'oblige sans doute à leur en faire part. Les loix romaines défendoient expressément à tout citoyen d'apprendre aux étrangers l'art de construire des galeres. Les loix d'Angleterre empêchent également que la meilleure manière de construire les vaisseaux ne soit communiquée aux étrangers, & ces loix sont très-sages.

Mais si une société politique peut & doit même préférer les devoirs qu'elle a à remplir envers elle-même, l'obligation de rendre les offices de l'humanité; rien ne peut limiter le devoir qui lui est strictement imposé par la loi naturelle de ne faire aucun tort aux autres, & de ne leur causer aucun préjudice; c'est-à-dire, qu'il lui est sévèrement défendu par le droit naturel, d'altérer en aucune manière la perfection des autres Etats, d'empêcher qu'aucun d'eux n'obtienne la fin qu'est censée se proposer toute so-

ciété civile, ou de le rendre incapable de l'obtenir. Or, c'est évidemment empêcher un Etat d'arriver à la fin qu'il se propose que de lui susciter des troubles, d'entretenir la discorde dans son sein, de corrompre ses citoyens, de lui débaucher ses soldats, ses artistes, ses alliés, de flétrir sa gloire, &c.

§. II.

Du commerce mutuel des nations.

QUAND les hommes vivoient dans l'état de communauté primitive, ils avoient tous un droit égal aux productions de la terre : l'introduction de la propriété, a restreint, à la vérité, considérablement ce droit, mais elle ne l'a point anéanti ; & le moyen qui leur reste de se procurer ce qui leur est utile ou nécessaire, est, le commerce, qu'ils sont donc obligés d'exercer entr'eux, pour remplir les vues de la nature. Il est des contrées qui produisent du blé, & qui n'ont ni pâturages ni bestiaux ; ceux-ci abondent dans d'autres pays, qui ne produisent point de blé ; ailleurs, il n'y a ni bestiaux, ni pâturages, ni blé, mais la terre y recèle une prodigieuse quantité de métaux, &c. Supposez le commerce & les échanges établis, & des loix, vous verrez chaque peuple assuré des choses qui lui sont utiles & nécessaires. C'est sur ces besoins mutuels qu'est fondée l'obligation générale où les nations se trouvent de cultiver entre elles un commerce réciproque : delà aussi l'obligation où chacune d'elles est de le protéger, & de le secourir de toute sa puissance, par la sûreté des chemins, la construction des ports, &c.

Il n'est rien qui soit plus opposé au commerce que la gêne, les entraves ; il exige une entière liberté, & vouloir le restreindre, c'est travailler à le détruire. Il suit de cette liberté si essentiellement nécessaire, que tout Etat est naturellement en droit de commercer avec les peuples qui veulent s'arranger avec lui, & sans lui faire injure, une puissance étrangère ne sauroit s'opposer à un semblable arrangement. Telles furent les prétentions injustes du Portugal, qui, voulant commercer seul dans l'Orient, entreprit d'interdire aux Etats de l'Europe tout commerce avec les peuples Indiens. Cette entreprise pensa lui devenir funeste ; les nations Européennes en furent vivement offensées, & regarderent avec raison, comme un motif fondé de faire la guerre aux Portugais, les mesures que ceux-ci prenoient de soutenir par la force des armes, l'injustice manifeste de leurs prétentions.

Par cela même que la liberté est l'ame du commerce, s'il est permis de s'exprimer ainsi, c'est à chaque Etat à juger de ce qu'il a à faire à ce sujet, c'est à lui seul qu'il appartient de décider avec quel peuple il lui convient le plus de se lier, quel est le genre de commerce qui lui sera le plus avantageux, quel est celui qui lui seroit le plus défavorable : & d'après cet examen, c'est encore à lui d'accepter ou de refuser celui qui lui est pro-

posé par une nation étrangère, qui ne seroit nullement fondée à regarder un tel refus comme une injure, ou comme une injustice.

De la liberté naturelle que chaque nation a de commercer, & de permettre ou de refuser aux autres d'exercer chez elle ou avec elle le commerce, il s'ensuit que les peuples ne peuvent avoir au sujet de commerce qu'ils voudroient établir les uns chez les autres, que des droits imparfaits, dépendans de la volonté d'autrui, & conséquemment incertains; en sorte que le seul moyen de s'assurer, à cet égard, un droit parfait & d'une constante durée, est de se lier par un traité, avec la nation chez laquelle ou avec laquelle on veut commercer. Or, les traités que l'on forme sur cet objet, sont susceptibles de toutes sortes de clauses, & elles sont toutes également légitimes, pourvu qu'aucune des deux puissances contractantes ne se lie si étroitement avec l'autre, qu'elle ne se mette par là, tout-à-fait hors d'état de se prêter désormais au commerce général que la nature recommande entre les différentes sociétés civiles. Encore même dans ce cas, celle des deux nations qui prendroit de tels engagements, manqueroit, à la vérité, au devoir que l'équité naturelle lui impose; mais aucun des autres peuples ne seroit autorisé à s'opposer à ce traité, qu'ils seroient d'autant plus obligés de souffrir, qu'on ne peut légitimement réclamer que contre les pactes qui donnent quelque atteinte au droit parfait d'autrui; & l'on vient d'observer que chaque nation existant à l'égard des autres, dans une totale indépendance, & jouissant pleinement de la liberté naturelle, elles n'ont, les unes envers les autres, qu'un droit imparfait, relativement au commerce.

On a dit que les traités de commerce étoient susceptibles de toutes sortes de clauses & de conditions, c'est-à-dire, qu'ils peuvent être à terme, ou perpétuel, onéreux à l'un des contractans, & tout-à-fait à l'avantage de l'autre; ne renfermer qu'une simple permission révocable, aussitôt qu'on le voudra, ou assurer un droit exclusif & illimité, &c. Mais, de quelque manière qu'un tel pacte soit conçu, il est de principe que dès qu'un Etat a pris des engagements à ce sujet, il ne lui reste plus la liberté de faire en faveur de toute autre nation, rien de contraire aux clauses du traité qu'il a conclu; de manière qu'il s'est, à cet égard, ôté jusqu'à la liberté de remplir certains devoirs de l'humanité, & de se conformer envers elles à cette obligation générale où sont les sociétés civiles de commercer ensemble: ainsi, lorsqu'un Etat trouve son avantage à vendre son blé, certaines marchandises ou certaines denrées à une nation exclusivement aux autres, il peut s'engager si étroitement avec elle, que, quoiqu'il arrive, elle ne puisse point vendre ailleurs son blé, ses denrées ou ses marchandises. De même, il est permis à un peuple de restreindre, par un traité, son commerce, en faveur d'un autre Etat, s'engager à ne point trafiquer d'une certaine espèce de marchandises, à s'abstenir de commercer avec tel ou tel autre pays, &c.

Puisque le commerce est libre, & que chaque nation a le droit de faire celui qui lui promet le gain le plus assuré, il est clair qu'il dépend de chacune d'elles de prendre part à celui qui lui paroît le plus avantageux: mais la première d'entr'elles qui prévient les autres, les exclut légitimement, c'est un bien dont elle s'empare par une sorte de droit de premier occupant. Ainsi, lorsqu'un Etat possède seul certaines choses que l'on ne trouve point ailleurs, ou qui y surabondent, tandis qu'ailleurs elles ne viennent qu'en très-petite quantité; sans contredit, le peuple qui le premier aura conclu un traité avec cette nation pour l'achat exclusif de ces choses, se les procure très-légitimement, & acquiert le droit de les revendre seul & sans concurrence dans tout le reste de la terre. Car, il est indifférent aux hommes d'acheter de l'un ou de l'autre, pourvu qu'ils se procurent ce dont ils ont besoin, & il n'y a en cela nulle trace de monopole; il n'y en auroit même point si ce peuple revendoit ces choses à un prix excessif; car alors le gain immodéré seroit une injustice, & non un monopole. C'est ainsi que les Hollandois se sont rendus maîtres de la cannelle qu'ils revendent à toutes les autres nations, & à laquelle ils pourroient mettre le prix qu'ils jugeroient à propos, sauf à la vérité aux peuples, de cesser d'acheter & d'user de cannelle, si la Hollande passoit les bornes dans lesquelles elle s'est sagement contenue jusqu'à présent. Il est bon d'observer néanmoins que si un pareil commerce exclusif avoit pour objet des choses nécessaires à la vie, ce seroit un monopole odieux, que de vouloir les porter à un prix excessif, & toutes les nations seroient autorisées, pour l'avantage de la société humaine, à se réunir contre l'Etat monopoleur.

Le commerce mutuel des nations a donné lieu à un établissement très-utile, à celui des consuls; ce sont des gens éclairés, ou supposés l'être, & qui dans les grandes places étrangères de commerce veillent à la conservation des droits, des privilèges de leur nation, & sont chargés de terminer les différens qui s'élèvent entre les marchands de leur nation, qui voyagent, ou sont établis dans ces places. Le consul n'est pas précisément un ministre public, & il n'en a point toutes les prérogatives. Mais, comme il est revêtu d'une commission de son souverain, & reconnu en cette qualité par la nation chez laquelle il réside, il est juste qu'il y jouisse, jusqu'à un certain point, de la protection du droit des gens. Aussi n'est-il point sujet de l'Etat où il réside, ni dépendant de la justice criminelle du pays, en sorte qu'il ne peut ni y être inquiété, ni y être mis en prison, à moins que par un attentat énorme, il n'ait lui-même violé manifestement le droit des gens. Sa personne, à la vérité, n'est ni aussi sacrée, ni aussi inviolable que celle d'un ambassadeur; mais comme il est spécialement sous la protection de son souverain, les égards dus à ce dernier exigent que si le consul commet quelque délit, il soit renvoyé à son souverain pour être puni. Et c'est-là ce qui communément est prévu & réglé par les traités, au défaut desquels l'usage & la coutume servent de règle.

Le meilleur moyen qu'ait un souverain de faire reconnoître par les autres puissances ses honneurs & ses titres, est de se les assurer par des traités : car les nations qui se sont engagées par cette voie, seront désormais obligées, à reconnoître la légitimité des titres qu'elles ont une fois donnés, & qu'elles ne pourroient plus refuser au même souverain, ou à ses successeurs sans leur faire une sensible injure. On a dit qu'au défaut des traités, l'usage généralement reçu devoit être suivi. Et de même que tout souverain doit faire respecter les honneurs & les titres dont il est revêtu; il doit aussi respecter dans tout autre souverain le même caractère éminent; ils y sont tous intéressés, puisqu'ils sont tous égaux en dignité, & chefs des nations également indépendantes. Aussi, une puissance a-t-elle un droit parfait d'exiger les honneurs qui lui appartiennent, soit d'après des traités, soit suivant un usage constant : non-seulement elle en a le droit, mais elle y est obligée, sur-tout lorsque sa gloire s'y trouve intéressée.

§. I V.

Du droit de sûreté, & des effets de la souveraineté, & de l'indépendance des nations.

ON a eu plusieurs fois occasion de dire que chaque nation étoit, comme chaque homme en particulier, obligée de veiller à sa conservation, & de travailler à la perfection de son Etat. Or, il est évident que cette obligation naturelle donne essentiellement le droit de faire tout ce qui est nécessaire pour se conserver & se perfectionner; droit qui renferme indispensablement celui de s'opposer à tout ce qui pourroit donner atteinte à cette obligation naturelle; conséquemment chaque Etat, comme chaque homme, est parfaitement autorisé à se garantir de toute lésion; & c'est en cela que consiste le droit de sûreté; d'où résulte celui de résister au mal qu'un autre voudroit faire, d'opposer la force à la force, même de prévenir les complots d'un agresseur, pourvu qu'ils soient prouvés; delà résulte aussi le droit de poursuivre la réparation des injures ou des dommages; celui de punir l'offenseur, soit pour le détourner d'une semblable attaque, soit pour le mettre, même physiquement, hors d'état de nuire désormais : en sorte que s'il existoit sur la terre une nation essentiellement malfaisante, & qui ne s'occupât qu'à nuire aux autres, à les troubler, à leur susciter des dissensions, des guerres domestiques, toutes les puissances seroient non-seulement autorisées à se réunir contre elle pour l'anéantir, mais elles y seroient même obligées, par l'intérêt qu'elles doivent prendre toutes à la tranquillité de la société universelle, & par le devoir imposé à chacune d'elles, de veiller à sa conservation.

Ce cas excepté, nulle puissance ne doit, en aucune manière, se mêler du gouvernement d'une autre, ni s'ériger en juge de sa conduite, ou

la priorité de rang à ceux des rois. Mais quelque changement qui arrive dans la forme du gouvernement, pourvu qu'il conserve son indépendance & la souveraineté, il ne perd rien du rang, ni des honneurs dont il étoit en possession avant ce changement. C'est communément les traités, ou un usage constant fondé sur un consentement tacite, qui marquent le rang & les honneurs des nations & des souverains, auxquels ce seroit faire ensuite une injure sensible que de vouloir y déroger. Lorsque les foibles successeurs de Charlemagne eurent mal-à-propos partagé la puissance de sa maison, l'aîné retint l'Empire, & le cadet qui eut le royaume de France, ayant reconnu, plus mal-à-propos encore la prééminence de son aîné, comme empereur, ses successeurs la reconnurent aussi, furent imités en cela par le reste des souverains Européens, & la couronne impériale a joué sans contradiction depuis, de la priorité de rang dans la chrétienté. Mais cette prééminence ne signifie autre chose que la première place entre égaux, du moins relativement à la France qui n'a jamais entendu que l'empereur eût réellement aucune supériorité sur elle, ni qui ne l'a regardé en aucun temps comme le chef temporel des rois de la chrétienté.

Il dépend, sans contredit, d'une nation d'accorder au chef qu'elle se donne, le nom, les titres & les honneurs qu'elle juge à propos. Mais elle ne doit en cela donner aucune atteinte aux droits & aux honneurs des chefs des autres Etats : elle doit avoir soin de proportionner ces titres & ces honneurs à la puissance & à l'autorité dont elle veut que son supérieur soit revêtu. Car un titre trop bas aviliroit son chef, & un titre trop haut & des honneurs démesurés, risqueroient de lui inspirer la pensée de s'arroger plus de pouvoir que la nation ne lui en donne, ou d'acquérir, par d'injustes conquêtes une puissance relative à l'élévation de ses titres, quoiqu'en eux-mêmes ils ne soient que de vains noms. Du reste, c'est moins de la nation que du souverain lui-même, que ces titres dépendent : car, à moins que les loix fondamentales ne s'y opposent, il est libre de prendre le titre qu'il veut, puisqu'il a tous les droits & toute l'autorité de la société politique, & ses sujets à cet égard, comme à tout autre, sont tenus de lui obéir. Les Russes ne résistèrent point au czar Pierre I, lorsqu'il jugea à propos de se décerner à lui-même le titre d'empereur. Il est vrai que les puissances étrangères sont libres de ne point reconnoître les nouveaux titres qu'un souverain se donne, ou que son peuple lui décerne. Cependant s'ils n'ont rien que de raisonnable, ni qui soit contraire aux devoirs mutuels qui lient les sociétés civiles, rien n'empêche que les peuples étrangers ne donnent à ce souverain les titres que sa nation lui a déferés. Les empereurs se sont pendant très-long-temps réservés à eux seuls le titre de majesté ; mais les rois de la chrétienté ont réclamé, avec raison, contre cette prétention, fondés sur ce que rien sur la terre, n'étoit plus éminent, ni plus auguste que leur majesté ; en sorte qu'à très-peu d'exceptions près, le même titre est aujourd'hui l'attribut propre à la qualité de roi.

Le

leur religion. L'ambition alors se servit avec habileté des circonstances, & l'usage s'introduisit de faire régler dans des conciles généraux, toutes les affaires de religion, & plus souvent encore des affaires qui n'avoient nul rapport avec la religion. Les peuples se sont éclairés; ils ont tous rejeté un système qui tendoit à ne faire de toute la chrétienté qu'un seul corps soumis à un seul chef pour le spirituel & pour le temporel, toujours subordonné au spirituel, suivant les auteurs de ce système. Les souverains mieux instruits de leurs droits, ont resserré cette autorité dans les véritables bornes qu'elle n'eut jamais dû franchir; & les décrets des conciles, comme les bulles des souverains pontifes, ne sont reçus qu'après avoir été examinés, & qu'après avoir eu l'approbation des nations & de leurs chefs, qui ne dépendent absolument d'aucun pouvoir sur la terre.

A mesure que les peuples & les princes se sont éclairés, on a reconnu que c'étoit outrager le droit des gens & des nations, que de se mêler, malgré un Etat, de ses affaires de religion, d'employer la force, les armes & la violence pour lui faire adopter un culte & une doctrine qu'il ne veut pas recevoir. On a vu que la persuasion étoit, à cet égard, plus heureuse & plus agréable même à la divinité, que la voie des armes, &, au lieu de soldats, on s'est contenté d'envoyer au loin des missionnaires; mais en reconnoissant que les puissances chez lesquelles ils vont, sont libres ou de les recevoir ou de les rejeter, & qu'ils doivent, quoiqu'il arrive, se soumettre, & respecter les ordres des souverains, auprès desquels ils sont envoyés; en sorte qu'ils se rendent réellement coupables; si, malgré ces souverains étrangers, ils s'obstinent ou à rester dans leurs Etats ou à y répandre leur doctrine, quelque vraie & respectable qu'elle soit; car enfin, s'il étoit permis de faire des prosélytes, malgré les rois & les peuples, par la même raison que les missionnaires Européens seroient autorisés à rester en Asie ou en Afrique, malgré les nations Africaines & Asiatiques, les peuples Européens seroient obligés de souffrir que des hordes de talapoins, de fakirs, de lamas, de bonzes, de derviches, vinssent inonder l'Europe, & qu'ils cherchassent à y répandre leurs diverses croyances.

On demande quel est le devoir d'une nation, lorsque sa religion est persécutée dans un pays étranger? Elle doit intercéder pour ses frères persécutés, adoucir & ramener l'esprit intolérant du souverain qui les persécute; mais ne pas se mêler de ce qu'il fait dans ses Etats: à moins que la persécution ne soit si violente, que, portée à des excès intolérables, elle ne tombe dans ce cas de tyrannie manifeste, dont on parloit il y a quelques momens, & au sujet de laquelle il est permis à toute nation équitable de secourir un peuple malheureux.

§. V.

De l'observation de la justice entre les nations.

SUPPOSEZ la justice bannie de la terre, & dès-lors vous ne verrez plus dans la société humaine, dont tous les nœuds seront rompus, qu'un vaste brigandage, & au lieu de bons offices mutuels, d'actions généreuses, une continuité sans vide, sans lacune, d'atrocités, de crimes, d'usurpations & de ravages. Ainsi, la justice si respectable, si sacrée par elle-même, est pour les nations de la plus grande importance, par les maux qu'elle fait éviter, & la tranquillité qu'elle procure. On voit donc combien les peuples sont indispensablement obligés d'observer entr'eux les loix de la justice, de respecter les droits les uns des autres, & de se rendre respectivement ce qui leur appartient. Ce devoir renferme essentiellement pour chacun d'eux, le droit de ne pas souffrir qu'on lui enlève rien de ce qui lui appartient légitimement, ni que l'on donne aucune atteinte à rien de ce qui lui est dû; droit parfait, & duquel découlent comme de leur source, 1^o. le droit de défense, qui est le fondement de toute guerre défensive; 2^o. celui de se faire rendre justice; droit sur lequel est fondée toute guerre offensive; 3^o. le droit, non-seulement de repousser, mais aussi de punir tout injuste agresseur: & c'est de ce dernier droit que résulte celui qu'avoient toutes les nations de réunir leurs forces & leurs armes contre celle d'entr'elles qui, foulant ouvertement les loix de la justice & celles de l'humanité, se déclareroit hautement l'ennemi de toutes les autres.

§. V I.

De la part que la nation peut avoir aux actions de ses citoyens.

DANS l'état de guerre, les membres d'une nation peuvent, sans contredit, offenser & maltraiter les citoyens d'un autre Etat; ils peuvent même, suivant les circonstances, faire injure à un souverain étranger. Mais la guerre est un état de crise & de violence; & tout ce que la justice même permet dans ce temps orageux, elle le défend sévèrement dans l'état naturel, ou en temps de paix. Examinons quel droit le souverain du sujet offensé a contre l'étranger offenseur; & en quel cas la nation, dont le dernier est membre, devient responsable de l'offense. Il est universellement convenu que tout Etat doit protéger ses citoyens; & il s'ensuit de ce principe, que c'est blesser indirectement un Etat, que d'offenser celui ou ceux auxquels cet Etat doit sa protection; en sorte que le souverain doit, pour venger l'injure faite à ses sujets, ou forcer l'agresseur à une réparation suffisante, ou le punir. Par la même raison que tout souverain a le droit de punir & de réprimer ceux d'entre les étrangers qui offensent

ses sujets, il est obligé d'empêcher les citoyens auxquels il commande de faire injure aux sujets d'un Etat étranger, ou d'offenser en aucune manière cet Etat même; car si, ayant le droit & la puissance de contenir ses sujets dans les regles de la justice, il souffre qu'ils maltraitent une nation étrangère, ou ses membres, il prend la même part à cette attaque injuste que s'il l'avoit ordonnée, ou même que s'il étoit lui-même l'agresseur.

Toutefois, dans la multitude d'hommes qui composent une nation, il n'est guere possible qu'il ne se trouve point quelques hommes injustes, mécontents & turbulens, & il est encore plus impossible, quelle que soit l'équité du souverain, qu'il veille tellement sur les actions & la conduite de chacun des particuliers, qu'aucun d'eux ne puisse s'écarter de ses devoirs & des regles de la justice; il n'y auroit donc ni équité, ni raison à imputer au souverain toutes les fautes des citoyens. Aussi une nation n'est-elle pas censée en avoir offensé une autre, de cela seul que l'un des membres de la première a fait injure à quelques sujets de l'Etat étranger, ou à cet Etat même: elle n'est censée avoir participé à l'offense, que lorsqu'elle approuve & ratifie l'action & la conduite de ses citoyens agresseurs: dans ce cas, les derniers sont en la puissance de l'Etat offensé; il a, sans contredit, le droit de les punir; mais, si s'étant échappés, ils sont retournés dans leur patrie, l'Etat lésé a droit de demander justice à leur souverain, qui doit, ou obliger les coupables de réparer, s'il est possible, le dommage causé, ou les punir sévèrement, suivant l'exigence des cas, ou les livrer à l'Etat offensé, qui dès-lors n'a plus rien à demander; mais un souverain qui se conduiroit autrement, & qui refuseroit de faire réparer le dommage, ou de punir les coupables, ou de les livrer, participeroit manifestement à leur crime, & fourniroit contre lui-même un juste sujet de guerre.

Une nation se rend coupable des fautes & des délits de ses membres, lorsque par l'évidente iniquité de sa manière de se gouverner, de ses mœurs & de ses maximes, elle autorise les citoyens au pillage, au meurtre, au brigandage contre les étrangers; or, il n'existe que trop de ces nations sur les côtes d'Afrique & en Asie. Il n'est pas douteux que les princes & les Etats dont les sujets sont volés ou massacrés par de tels brigands, ont pleinement le droit de s'en prendre à leur nation; il seroit même de l'intérêt du genre-humain, que toutes les puissances civilisées se réunissent contre ces Etats essentiellement ennemis de la société universelle.

§. VII.

Des effets du domaine entre les nations.

ON a dit dans le §. 18. du livre 1. de cette analyse, qu'une nation occupe le domaine & l'empire de tout le pays dont elle s'empare; en sorte que tout ce pays devenant son bien propre, elle a seule & exclusivement à tout autre Etat, le droit de le régir & d'en disposer comme elle le juge à propos. A cette réflexion, il est bon d'ajouter ici qu'en général, le domaine d'une nation comprend non-seulement tout le pays dont elle s'est emparée originairement; mais encore toutes les possessions & tous les droits qu'elle a acquis dans la suite à juste titre, soit par achat, par concession, ou par voie de conquête, faite pendant des guerres fondées & légitimes. Le sens de cette expression *domaine*, est encore beaucoup plus étendu, puisque, relativement aux puissances étrangères, il comprend la totalité des biens des particuliers, car tous ces particuliers formant autant de membres d'un même corps politique, sont considérés par les autres Etats comme ne faisant qu'une même personne, & l'ensemble de leurs biens comme un seul patrimoine, ou une seule possession. De ce principe, il résulte que tout Etat qui a droit à quelque partie des biens d'un autre, a conséquemment un droit fondé aux biens de tous les citoyens indistinctement, à concurrence de la dette qu'il est autorisé à exiger.

A ce que l'on a dit, qu'une nation occupe le domaine & l'empire du pays dont elle s'est emparée, on ajoutera ici qu'il y a une telle connexion entre ce domaine & cet empire, que l'un ne peut être séparé de l'autre; car, quelle liberté resteroit-il à un Etat de disposer de son domaine, si une autre puissance avoit l'empire ou le droit d'y commander; comment celle-ci pourroit-elle jouir du domaine plein & absolu d'un pays qui seroit soumis à un gouvernement étranger? Ces deux idées s'excluent essentiellement; aussi, le domaine éminent est-il regardé comme absolument inséparable de la souveraineté.

C'est sur cette réunion du domaine éminent & de l'empire qu'est établie la juridiction, ou le droit qu'a un Etat ou son chef, qui le représente, de rendre la justice dans toute l'étendue de sa domination, d'y prendre connoissance des crimes qui s'y commettent, & des contestations qui s'élèvent entre les habitants. Or, cette juridiction doit être aussi respectée que le domaine par les autres nations; en sorte que si les sujets d'une puissance étrangère intéressés dans un différent qui a été jugé par le souverain du pays, se plaignent de la sentence définitive qui a été rendue, leur prince ne doit point écouter leurs plaintes, ni entreprendre d'examiner le jugement rendu; attendu que ce seroit attaquer la juridiction, & blesser la souveraineté du prince qui a prononcé, soit par lui-même, soit par l'organe de ses magistrats. Ainsi donc un souverain étranger ne doit,

dans ce cas, intervenir en aucune manière dans la cause de ses sujets; à moins que le prince dont ils se plaignent, n'ait ouvertement refusé de leur rendre justice, ou que sa sentence ne soit d'une injustice palpable, ou que violant évidemment les règles & les formes, il n'ait hautement favorisé ses sujets au préjudice de ces étrangers.

D'après ces observations, il faut tenir pour une règle constante que toutes les dispositions faites par le juge du domicile dans le ressort de sa juridiction, doivent être respectées & exécutées chez l'étranger, comme dans la juridiction même du juge: en sorte que si celui-ci a donné des tuteurs ou des curateurs, à des mineurs ou à des insensés, cette nomination doit être valide & reconnue dans tous les pays étrangers où ces mineurs & ces insensés ont, ou peuvent avoir des affaires.

De ce que le domaine d'une nation s'étend sur tous les pays dont elle s'empare, & qu'elle seule ou celui qui la représente, a le droit d'en disposer, il s'ensuit que si elle laisse dans cette étendue quelques terres désertes & incultes, nul n'a droit de s'en emparer, attendu que ces lieux ne sont pas moins du domaine de cet Etat, que les terres habitées & cultivées; en sorte que, quoiqu'une telle nation ne fasse point un usage actuel de ces lieux, cela ne prouve point qu'elle ait renoncé au droit d'en user comme elle voudra dans la suite.

Il est vrai qu'on a dit ailleurs, (Liv. 1. § 7.) qu'un peuple ne pouvoit s'approprier un pays trop disproportionné, ni réduire par-là les autres Etats à manquer de demeure & de subsistance. Cependant, il est des terrains, qui, quoique déserts & incultes, sont par cela même très-propres à la défense d'une nation; telle étoit cette lisière le long du Rhin, que les Romains dévastèrent & qu'ils laissèrent inculte, pour couvrir leurs provinces contre les incursions des Barbares. Il est cependant vrai qu'à moins d'une telle raison, les Etats ne doivent point, autant qu'il est possible, laisser dans leur domination de terrains incultes & déserts, mais les donner à des étrangers qui veulent les défricher, les mettre en valeur & s'y établir: c'est se procurer deux avantages à la fois, celui d'acquérir un plus grand nombre de sujets, & d'accroître la masse des richesses nationales. Au reste, par cela même qu'un Etat peut donner à des étrangers ou laisser inculte un pays renfermé dans sa domination, il peut aussi le laisser dans l'état de communauté primitive; en sorte que l'usage en appartenant à tous les citoyens, la propriété n'en appartienne à aucun d'entr'eux: ou bien se le réserver pour lui-même; & dans le doute, un Etat est toujours présumé en avoir agi ainsi à l'égard des terrains non partagés entre les citoyens, c'est-à-dire, qu'il est censé les avoir réservés pour lui: & alors nul étranger n'y a, ni ne peut s'y approprier aucune sorte de droit, s'y constituer aucune espèce d'usage, y pêcher, y chasser, en emporter un trésor caché, &c. Cela n'empêche cependant point que la nation propriétaire de semblables terrains ne puisse en disposer en tout ou en partie en faveur des étrangers,

leur en accorder ou la propriété, ou l'usage, ou tels autres droits qu'elle veut; car, ces dispositions sont une suite du droit de propriété; c'est ainsi qu'en usent les souverains des Indes en faveur des peuples commerçans de l'Europe, auxquels ils accordent, cedent ou vendent le droit d'avoir des comptoirs, des ports, des forteresses, &c.

Puisque le domaine d'une nation, l'empire de ce domaine & la juridiction lui appartiennent incontestablement, c'est une injustice énorme que de tenter de la chasser du pays qu'elle possède, & qu'elle occupe à si juste titre: & un Etat qui, fier de sa puissance, tente une telle entreprise, fait une action atroce, & donne contre lui-même, l'exemple d'un brigandage affreux. En effet, c'est une règle inviolable, que chacun doit se contenter de ce qui lui est échu en partage; & c'est sur l'observation de cette règle que repose la sûreté de toute société civile: car, l'oublier, c'est autoriser tout particulier à envahir, à usurper les possessions d'autrui; c'est imiter la conduite des antiques Helvétiens qui, mécontents du sol qu'ils occupoient, se rassemblèrent, brûlèrent leurs habitations, &, franchissant armés, leurs frontières, se répandirent comme un torrent dans les pays voisins; mais César les fit bientôt repentir de leur injustice; le plus grand nombre de cette foule destructive fut exterminé, & pour le repos des peuples il seroit à désirer que les usurpateurs éprouvassent sous le même désastre.

Il est donc de l'intérêt des nations que leurs frontières soient respectées, & que l'une ne donne aucune atteinte aux droits de souveraineté que l'autre a le droit exclusif d'exercer dans toute l'étendue de sa domination. Ainsi, toute violation de territoire est une infraction au droit des gens: c'est faire injure à un Etat que d'entrer à main armée sur ses terres, soit pour y poursuivre un coupable, soit pour toute autre expédition, & cette injure donne à l'Etat offensé le droit de la repousser à force ouverte; attendu que nul n'est tenu de se laisser opprimer, ni insulter. Il suit de là qu'un souverain est autorisé à défendre l'entrée de son territoire à tout étranger, soit en certains cas, soit à certaines personnes, soit pour certaines affaires particulières. Il est vrai que cette défense doit être notifiée aux étrangers, ainsi que la peine attachée à la désobéissance; car sans cela, un étranger, qui ignoreroit la loi, ne pourroit être condamné comme l'ayant enfreinte. Du reste, une telle défense ne doit jamais s'étendre jusques à défendre aux étrangers les devoirs de l'humanité, soit que la tempête, le naufrage ou quelque autre nécessité extrême les contraigne de s'arrêter sur les terres dont l'entrée leur seroit d'ailleurs interdite.

Il peut arriver que deux nations s'emparent en même temps d'une île déserte; dans ce cas, elles doivent convenir entre elles de ce qui appartiendra à chacune d'elles, soit quant aux possessions, soit quant au domaine & à l'empire; ou bien si ce partage n'est point fait, chacune d'elles retiendra le domaine & l'empire des lieux dans lesquels elle se sera établie

ce, & de s'en procurer par l'enlèvement; car toute nation est étroitement obligée de se conserver, & elle ne sauroit se perpétuer que par la propagation; & c'est en cela seulement, que les Romains n'eussent point été condamnables en ravissant de force les Sabines, si d'ailleurs, il n'étoit pas constaté par leurs historiens même, que ce peuple n'étoit alors qu'un amas de brigands, réunis sous un Romulus, encore plus brigand qu'eux, & que par conséquent, ne formant point une vraie nation, les Sabins étoient autorisés à leur refuser des femmes, comme le seroient l'Italie & l'Espagne à ne point en accorder à une troupe de corsaires d'Alger ou de Tunis, qui viendrait leur en demander.

Le droit de passage par les terres d'autrui, est en certains cas, encore un reste de la communauté primitive dont il est permis d'user, quelque autorisé que soit le maître d'un territoire d'en refuser l'accès. Mais, quand celui qui demande à passer, a des raisons plus fortes que celles du propriétaire, il peut sans contredit y entrer forcément; & ces raisons qui permettent un acte qui, en toute autre circonstance, seroit illicite, sont, lorsqu'on ne peut autrement se soustraire à un péril imminent; lorsqu'on ne peut autrement se procurer les moyens de vivre; lorsqu'il n'y a point d'autre voie de satisfaire à quelque obligation naturelle & indispensable. Dans tous ces cas, on peut user de force, & ne point respecter le domaine d'autrui, cependant, si le propriétaire des terres sur lesquelles on veut passer, a une égale nécessité d'en refuser l'accès, son droit prévaut, & la vive force seule, quand elle est supérieure, peut le contraindre à souffrir le passage des étrangers sur son territoire. Ainsi, dans le cas où un vaisseau est battu de la tempête, on a sans doute le droit d'entrer, même par force, dans un port étranger: mais si le maître du port fait que ceux qui sont dans ce vaisseau sont infectés de la peste, il ne manquera ni aux loix de la charité, ni à celles de la justice en éloignant à coups de canon ce navire; il y est même obligé pour sa propre conservation & celle des habitants de son pays.

On a dit que les exilés étoient autorisés à demander asile dans un Etat étranger à la patrie d'où ils ont été forcés de s'éloigner: & ce que l'on a dit au sujet du particulier, est applicable à un peuple entier qui seroit chassé de sa demeure. Il est vrai que la nation chez laquelle il demande un établissement, a le droit de le refuser, si le pays qu'elle occupe ne suffit qu'à peine à elle-même. Mais enfin, si ce peuple étoit également rejeté de toutes les contrées où il demanderoit à se fixer, alors, autorisé par la nécessité, il auroit droit dans le premier pays où il trouveroit assez de terres, sans gêner les habitants; mais ce droit ne peut s'étendre au-delà de la nécessité; en sorte qu'un tel peuple seroit obligé de se contenter de l'habitation, & de se soumettre aux conditions supportables, qui lui seroient imposées par le souverain du pays; telles que de lui payer un tribut, de devenir ses sujets, ou de vivre sous sa protection, &c.

tout seigneur de territoire étoit le maître d'en défendre l'entrée aux étrangers, ou de prescrire les conditions auxquelles il veut l'accorder. On a dit aussi que de telles défenses ne devoient jamais être contraires aux devoirs de l'humanité, & que d'ailleurs, la défense absolue, ou les conditions de l'entrée devoient être connues des étrangers. Cependant, c'est une condition qui est censée connue de tout le monde, que dans un pays même dont l'accès est libre à tous les étrangers, le souverain n'est censé l'accorder qu'autant que tous ceux qui viendront, seront, tant qu'ils y résideront, soumis aux loix générales du pays; c'est-à-dire, à celles qui sont faites pour le maintien du bon ordre & de la police, & qui ne se rapportent point à la qualité de citoyen ou de sujet de l'Etat. De manière que les étrangers qui enfreindraient ces loix générales mériteroient d'être punis, parce qu'ils auroient manqué au bon ordre, d'où résulte la sûreté de cet Etat. Si un étranger a un différent ou avec un autre étranger qui s'est rendu dans le même pays, ou avec un citoyen, c'est au juge du lieu à connoître de cette contestation & à la terminer; & comme on l'a dit dans le §. précédent, la juridiction d'une nation doit être respectée par les autres souverains; en sorte qu'ils ne doivent point s'opposer aux jugemens qui y sont rendus.

La liberté de l'entrée dans un Etat, suppose la protection accordée par cet Etat aux étrangers qui s'y arrêtent; car, ce seroit une manœuvre bien odieuse que celle de n'offrir une telle liberté, que pour tendre des pièges aux étrangers: ce seroit imiter plus ou moins cette nation féroce de la Scythie qui n'accueilloit les étrangers que pour les immoler à Diane. Mais aussi en reconnaissance de la protection que le souverain d'un Etat accorde aux étrangers, ceux-ci sont tenus, non-seulement d'en respecter les loix, mais encore de le servir de toute leur puissance dans l'occasion, de le défendre contre l'incursion des brigands, des pirates, assister les citoyens contre les ravages d'une inondation, les progrès d'un incendie, &c. Il est vrai que, ne faisant qu'un séjour plus ou moins long dans l'Etat, ils ne doivent point y être assujettis aux charges imposées aux citoyens, en cette qualité; mais rien ne le dispense de supporter leur part des autres impositions, sur les vivres, les marchandises, &c. Au reste, l'Etat n'a, ni ne peut s'arroger aucun droit sur la personne d'un étranger qui, pour être venu pour quelque temps dans le pays, n'en est pas pour cela le sujet, ni soumis, comme tel, aux ordres du souverain; en sorte que si ce dernier commande des choses que l'étranger ne veuille point faire, il ne peut y être contraint, & il lui est libre de s'en retourner, sans que l'on ait aucun droit de le retenir, à moins que ce ne soit dans des circonstances particulières; en temps de guerre, par exemple, & dans la crainte qu'il n'aille instruire les ennemis de la situation des affaires, & de l'état des places fortes du pays.

Dès là qu'un étranger n'est point sujet de l'Etat où il séjourne, mais

On a eu soin d'observer dans le §. 23 du livre 1 : que les choses d'un usage inépuisable étoient restées, lors de l'introduction de la propriété, dans leur ancien état, c'est-à-dire, dans celui de communauté primitive. Mais on pense devoir observer encore à ce sujet, que si dans le nombre des choses qui ont été assujetties au domaine, il en est quelques-unes qui, à quelque égard, soient d'un usage inépuisable, elles sont communes quant à cet égard : tels sont les fleuves qui, soumis au domaine & à l'empire des diverses nations, restent communs relativement à leur qualité d'eau courante, attendu que cette eau étant inépuisable, chacun peut en user. La mer également, pouvant, même dans les parties occupées, suffire à la navigation de tous, elle ne peut y être refusée à aucun vaisseau, à moins que la nation ou le souverain qui a le domaine de cette partie de mer ne soit intéressé pour sa propre conservation à refuser ce passage à quelques vaisseaux dont il auroit à craindre du dommage. Il en est de même d'un fleuve, dont l'usage sans contredit appartient indistinctement à tous; car, si en certains endroits on ne peut aller puiser dans ce fleuve sans passer sur des terres d'un propriétaire, & nuire aux fruits qu'elles portent; ce propriétaire a le droit d'interdire ce passage, & conséquemment d'exclure de l'usage inépuisable de l'eau courante.

Il est un usage qu'on appelle innocent, & c'est celui que l'on peut tirer de l'action d'autrui sans l'endommager en aucune manière, ni sans incommoder le propriétaire; or, chacun a droit à cet usage, non, à la vérité, un droit parfait, attendu qu'il n'est pas fondé sur la nécessité; aussi le propriétaire est-il autorisé à le refuser, & nul ne peut le contraindre à le permettre; car souvent celui qui demande regarde, comme très-innocent, un usage qui paroît fort préjudiciable au propriétaire, qui a si pleinement la liberté d'accorder ou de refuser, que nul ne peut, sans injustice, ni sans une violation manifeste du droit de propriété, juger de ce qu'il a à faire. Toutefois, il est des choses d'un usage si manifestement innocent, que personne ne peut le refuser, & qui, s'il n'est point volontairement accordé, peut être pris malgré le propriétaire. Ainsi, comme ce seroit une injustice évidente que de refuser à un vaisseau marchand le passage d'un détroit, à des pêcheurs, de sécher leurs filets sur le rivage de la mer, de puiser de l'eau dans un fleuve, &c. Il est très-permis de n'avoir aucun égard à de telles défenses & d'en agir comme on croira devoir le faire. Toutes ces observations doivent régler la conduite des nations, les unes à l'égard des autres.

sage Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, s'enrichit, par l'accueil qu'il fit aux protestans françois, de la perte irréparable que la France eut l'imprudence de se causer à elle-même.

Au reste, un Etat qui permet à tous les étrangers indistinctement de venir s'établir, se fixer, se marier, vendre, acheter, &c. ne peut exclure de cette liberté les membres d'une nation en particulier, sans lui faire une injure notable; à moins que cet Etat n'ait de fortes raisons de refuser à cette nation ce qu'elle accorde aux autres; car alors c'est, par forme de punition, excepter de la permission générale un peuple qui a donné contre lui de justes sujets de plainte. Par la raison contraire, un souverain dans les Etats duquel nul étranger n'a la liberté de venir se fixer, peut, en reconnaissance des services rendus, accorder à une nation cette même liberté qu'il refuse à toutes les autres, & alors, c'est un bienfait, un acte d'amitié que chacun a le droit d'exercer envers qui il juge à propos. Au fond, la bienveillance mutuelle étant un devoir naturel imposé à toutes les sociétés civiles; chacune d'elles doit s'en acquitter de la manière la plus conforme à la douceur de ce sentiment, c'est-à-dire, rendre le séjour des étrangers chez elle aussi commode qu'il est possible, leur faire un accueil gracieux, veiller à leur sûreté, avoir soin qu'il y ait, dans toutes les routes, des hôtelleries, ainsi que dans les villes, & que les vivres y soient fournis à un prix raisonnable.

§. XI.

De l'usucapion & de la prescription entre les nations.

L'USUCAPION est l'acquisition du domaine par une possession continuée pendant un temps défini par la loi. La prescription est l'exclusion de toute prétention à quelque droit, fondée sur la longueur du temps pendant lequel on la néglige, ou bien, c'est la perte d'un droit propre, en vertu d'un consentement négligé.

On demande si l'usucapion & la prescription sont de droit naturel? Et, contre le sentiment de bien des auteurs, on peut répondre qu'elles sont fondées sur le droit naturel. En effet, ce n'est pas précisément la nature qui a établi la propriété; elle n'a fait que l'approuver. Or, il seroit absurde de soutenir que la loi naturelle assure au propriétaire un droit, en vertu duquel il pourroit, à son gré, troubler la société humaine; car, c'est ce qu'il seroit autorisé à faire, si, après avoir négligé une chose qui lui appartenoit; après l'avoir pendant très-long-temps abandonnée, comme si elle n'étoit pas à lui, il pouvoit venir ensuite la ravir à un possesseur de bonne foi, qui l'auroit cultivée, améliorée, ou reçue en héritage de ses pères qui, peut-être, ne l'ont reçue qu'à titre onéreux. Bien-loin que la loi naturelle donne un tel droit, elle oblige, au contraire, chaque propriétaire de prendre soin de ce qui lui appartient & de faire tellement con-

noître

soit son droit de propriété, que personne ne puisse être induit en erreur, & prendre comme une chose abandonnée ce qui ne l'est réellement point. Ainsi, c'est la loi naturelle même qui veut que tout propriétaire, qui néglige son droit pendant long-temps, & sans aucune juste raison qui l'empêche de le faire valoir, soit présumé l'abandonner & y renoncer.

Mais en quel cas la prescription est-elle fondée, & présumée absolue ou légitime? 1°. Lorsque le propriétaire n'a point à alléguer une ignorance invincible, soit de sa part, soit de celle de ses auteurs. 2°. Lorsqu'il ne peut justifier son silence par des raisons solides & légitimes. 3°. Lorsqu'il a gardé le silence pendant un nombre considérable d'années. Laps de temps qu'il n'est pas possible de déterminer, suivant le droit naturel; mais qui dépend de la nature de la chose & des circonstances, d'après lesquelles les loix civiles ont diversement fixé le terme requis de la prescription ordinaire.

Il est une autre prescription, que l'on appelle immémoriale, & celle-ci est fondée sur une si longue possession, que l'origine en est inconnue, ou tellement obscure, qu'il n'est pas possible de connoître si le possesseur tient son droit du propriétaire, ou s'il a reçu sa possession d'un autre possesseur. Cette possession immémoriale est si favorable, qu'elle met à l'abri, de toute éviction, le possesseur d'autant plus légitimement présumé véritable propriétaire, qu'on n'a point de raisons solides à lui opposer.

A l'égard de la prescription ordinaire, quoique le terme fatal, indiqué par les loix civiles, soit écoulé; si le propriétaire qui réclame, allégué de justes raisons de son silence pendant qu'il paroïssoit avoir abandonné la possession; s'il a été dans l'impossibilité de parler, soit qu'une crainte fondée l'en ait empêché, soit qu'il ait été détenu en captivité, ou que l'on ait profité, pour prescrire, d'un temps où il ne pouvoit faire valoir son droit, il est admis à prouver sa propriété; & cette défense a été employée avec succès contre des souverains, dont les forces supérieures avoient réduit au silence les victimes de leurs injustes usurpations. Il est encore très-évident que la prescription ne sauroit être opposée au propriétaire, qui, hors d'état de poursuivre son droit, se contente, pour le maintenir, de donner des signes suffisans, qui prouvent qu'il ne veut point l'abandonner: entre souverains ces signes consistent à conserver les titres & les armes d'une souveraineté dont on a été dépouillé, & sur laquelle on entend conserver ses droits.

Par cette dernière observation, on voit que si l'usucapion & la prescription sont de droit naturel, elles sont aussi du droit des gens, qui n'est autre chose que le droit de la nature appliqué au droit des nations. Aussi la prescription est-elle encore plus nécessaire entre sociétés civiles & entre souverains, qu'elle ne l'est entre particuliers; car, les démêlés de ceux-ci sont paisiblement terminés par des juges, au lieu que les contestations des souverains entraînent presque toujours des guerres plus ou moins malheureuses. C'est pour prévenir ces désastres, qu'il importe que

celui-ci ne se fût engagé dans une guerre injuste ; car , quelque secours que l'on ait promis , on n'est seulement point dispensé de le donner , mais on est même obligé de refuser de soutenir & favoriser l'injustice. Il en est de même lorsque le secours stipulé est réclamé contre l'un des alliés de l'Etat promettant.

On divise les traités en deux classes ; l'une de ceux qui ont pour objet des choses auxquelles on étoit tenu par le droit naturel ; l'autre de ceux par lesquels on s'engage à quelque chose de plus. La première comprend tous les traités simples de paix & d'amitié , qui ne renferment rien , ni n'ajoutent rien à ce que les hommes & les peuples se doivent mutuellement ; ceux qui permettent le commerce , le passage , l'accueil mutuel des citoyens de diverses nations , &c. : & s'il arrive que quelqu'un de ces bons offices vienne à être en collision avec quelqu'un des devoirs de la nation envers elle-même , alors ce cas est censé avoir été tacitement & nécessairement excepté. Car très-certainement , il n'est point à présumer qu'un souverain ou un Etat ait entendu , par exemple , s'obliger de fournir à une puissance alliée , un secours ou des choses dont il auroit lui-même un besoin indispensable & actuel. Il est des traités dans lesquels on promet simplement de ne point léser un allié , de ne point l'offenser , ni lui faire injure ; & d'abord de tels pactes paroissent d'autant plus inutiles , que la lésion donnant un droit parfait à la puissance lésée , nul état n'est tenu de souffrir une injure ni une véritable offense. Cependant les traités de cette espèce sont d'une très-grande utilité , quand on les fait avec ces nations barbares , & à demi-sauvages , qui se croient tout permis contre les étrangers ; avec ces peuplades de l'Inde occidentale & orientale , beaucoup moins contenues par les obligations de la loi naturelle , que par celles qu'elles contractent elles-mêmes par des engagements solennels : il est rare que de tels peuples manquent à ces derniers engagements , tandis qu'ils ne font nulle difficulté d'enfreindre contre les étrangers , les devoirs imposés par le droit naturel.

Les traités par lesquels on s'engage à quelque chose au-delà de ce à quoi l'on est tenu par la loi naturelle , sont égaux ou inégaux : les premiers sont ceux dans lesquels les puissances contractantes promettent des choses exactement de même valeur , ou équivalentes , ou si bien proportionnées entr'elles , que la condition des contractans paroît égale : quand on stipule les mêmes secours réciproques pour une guerre défensive ; ou , dans une alliance offensive , quand chacun des confédérés promet le même nombre de vaisseaux , de troupes , &c. ou l'équivalent en argent : ou bien lorsque le contingent de chacun est proportionné à l'intérêt qu'il prend , ou qu'il a au but de la guerre. Enfin , le traité est égal quand tous les alliés promettent de faire cause commune , & d'agir de toutes leurs forces , qui , quoiqu'elles ne soient point réellement égales , sont néanmoins considérées comme telles : les traités de cette nature sont aussi multipliés que

risé; sans doute qu'il est punissable, & non pas son souverain dont il a usurpé l'autorité, & qu'il a compromis, autant qu'il étoit en lui, en traitant en son nom, & par la puissance étrangère qu'il a trompée, & qui est en droit de l'obliger à la dédommager. Mais s'il s'est conduit de bonne foi, s'il a averti la puissance à laquelle il a fait une telle promesse, qu'il n'étoit nullement autorisé à lier son souverain ni l'Etat par un traité; alors il n'est responsable de rien, & la puissance qui a reçu sa promesse, a volontairement couru le risque de l'événement, & ne doit s'en prendre qu'à elle-même, si elle a trop imprudemment compté sur une ratification dont on ne lui a donné que de légères espérances. Toute l'obligation du promettant se borne, à faire de bonne foi, tout ce qu'il croira devoir faire légitimement pour engager le souverain à ratifier ce qu'il a promis, & il n'est pas douteux, que si le traité est juste & avantageux à l'Etat, qui par ce moyen, a été préservé d'un péril menaçant, il doit être ratifié; & dans ce cas, se prévaloir du défaut de pouvoir dans le promettant, ce seroit abuser, par un procédé frauduleux, de la foi des traités.

A moins de cet avantage évident & d'un danger évité, le souverain n'est nullement tenu à rien, quand même la puissance qui a imprudemment reçu la promesse, auroit, sans en attendre la ratification, rempli de son côté, ses engagements, en tout, ou en partie.

A l'égard des contrats privés du souverain, il est juste & de bienséance, de faire décider les difficultés qui peuvent s'élever à leur occasion, par les tribunaux de l'Etat; & c'est l'usage reçu dans tous les Etats policés. Quant à ceux que le souverain fait avec des particuliers étrangers, comme souverain & au nom de l'Etat, ils sont soumis aux règles & aux principes que l'on a développés au sujet des traités publics: & l'on sait que l'un de ces principes est que le souverain qui contracte au nom de l'Etat, oblige la nation elle-même, & tous les princes qui lui succéderont. Quant aux dettes qu'il contracte, si elles lui sont particulières, il n'y a que ses biens propres qui en répondent, mais si elles ont été faites pour le service de l'Etat, & créées dans l'administration des affaires publiques, elles sont indispensablement obligatoires pour la nation entière; à moins que, par les loix fondamentales, le souverain ne soit pas autorisé à contracter de telles dettes; comme en Angleterre, où le roi ne peut ni emprunter, ni créer des impôts, sans le concours du parlement. Il en est à peu près de même des donations faites par le souverain; elles sont très-valables, si ce qu'il donne est pris de ses biens propres, ou de ses épargnes; mais il ne peut donner le bien de l'Etat, quelque portion de domaine, des fiefs considérables, &c. qu'en vue du bien public, en récompense des services essentiels rendus par le donataire, ou pour quelque autre cause qui intéresse sensiblement la nation, car toute donation qu'il fait sans raison, sans cause légitime & par prodigalité, est révocable, de même que les immunités & les privilèges qui tournent au préjudice de l'Etat, & qui ne lient ni la nation ni le successeur du donateur.

que le traité impose ; en sorte qu'il suit en tout , le sort de cette obligation , & devient nul avec le traité même , dont il ne change la nature en aucune manière.

De ce que le serment n'impose point d'autre obligation que celle qui résulte du contrat même , il s'ensuit qu'il ne sauroit donner aucune prérogative à un traité sur un autre ; en sorte que dans le cas où il y a collision entre deux traités d'alliance , le plus ancien doit être préféré , comme on le dit (§. 12) quand même le dernier auroit été confirmé par serment. A plus forte raison , le serment ne peut-il rendre valide un traité qui ne l'est point , ni rendre juste & légitime celui qui est injuste & illégitime.

Ces observations conduisent naturellement à ce principe qui n'a été que trop souvent méconnu ; savoir , que la foi des traités ne dépend point de la diversité de religion , & que la plus affreuse des maximes est que l'on ne doit point garder la foi aux hérétiques.

C'est aux puissances qui traitent entre elles à prendre toutes les précautions que la prudence & la bonne foi dictent , pour qu'il ne reste aucune équivoque , aucune obscurité dans les termes , les phrases & la suite des articles d'un traité : car c'est une odieuse mauvaise foi d'user de subterfuges , de détours , d'expressions ambiguës , & de se ménager le moyen d'interpréter dans la suite le traité d'une manière toute différente de celle que l'on a donnée à entendre à la puissance que l'on trompe. A la honte du trône il y a eu des rois , & des chefs de nations , qui se sont avilis jusqu'à user de pareilles subtilités , & qui se sont même enorgueillis de leur habileté dans cet art , aussi perfide qu'il est déshonorant. Tel fut jadis Périclès , qui , ayant promis la vie à ceux des ennemis qui poseroient le fer , les fit indignement mettre à mort , sous prétexte qu'ils avoient des agrafes de fer à leurs manteaux ; tel fut encore Fabius-Laber , général romain , qui , ayant promis à Antiochus de lui rendre la moitié de ses vaisseaux , les fit tous scier par le milieu , & lui envoya dire de venir en recevoir la moitié. Il est fâcheux que les exemples de ce genre soient sans nombre , & qu'il y en ait autant des temps modernes que des temps reculés.

La foi tacitement donnée est tout aussi sacrée , que la foi engagée expressément ; elle est tacite lorsqu'elle est fondée sur un consentement tacite , qui se déduit par une juste conséquence , des promesses principales ou des démarches de quelqu'un. Ainsi promettre à une armée ennemie la sûreté de son retour chez elle , c'est s'engager tacitement à ne pas lui refuser des vivres , sans lesquels elle ne sauroit s'en retourner ; de même , demander ou accepter une entrevue , c'est promettre tacitement toute sûreté , sans laquelle nul ne s'engageroit dans une entrevue. Ce fut une odieuse fourberie que celle de Sapor , roi des Perses , qui , ayant répondu aux propositions de paix que lui envoya faire l'empereur Valérien , que c'étoit avec l'empereur en personne qu'il vouloit traiter , fit saisir Valérien qui s'étoit prêté , sans défiance , à cette entrevue , le retint prisonnier jusqu'à la mort , & le traita avec la plus barbare cruauté.

le garant doit tout de suite aider à force armée celui qu'il a garanti : c'est seulement à lui d'examiner alors de quel côté est la justice ; & , si les prétentions de celui qui réclame son assistance, sont réellement mal fondées, il peut & même il doit refuser de le soutenir. Car, ce n'est point manquer à ses engagements, mais seulement ne pas vouloir être le défenseur de l'injustice. Il est inutile de dire, qu'en aucun cas la garantie ne doit être nuisible à un tiers ; de manière que si le traité garanti se trouve contraire au droit d'un tiers, & que par cela même, il soit injuste en ce point, le garant n'est point tenu d'en procurer l'accomplissement, l'équité naturelle défendant à chacun de soutenir l'injustice.

Lorsque la durée de la garantie n'est pas expressément fixée, soit pour un certain temps, soit pour la vie des contractans, ou jusqu'à la mort du garant, elle subsiste autant que le traité, puisque c'est pour la sûreté qu'elle a été donnée.

Le cautionnement est plus obligatoire encore que la garantie ; aussi, lorsqu'il est question de choses qu'un autre peut faire ou donner, de la promesse de payer une somme d'argent, un tribut, &c. c'est une caution, & non pas une garantie qui procure la sûreté de l'exécution du traité ; sûreté d'autant plus préférable, que la caution est obligée de remplir la promesse, au défaut de la partie principale ; au lieu que le garant n'est tenu que de faire ce qui dépend de lui, pour que celui qui a promis remplisse son engagement.

Pour la sûreté d'un traité, souvent une puissance remet entre les mains d'une autre quelques-uns de ses effets ou de ses biens. Lorsque ce sont des choses mobilières, des bijoux, des meubles précieux, c'est simplement donner des gages : si ce sont des villes, des provinces, que l'on donne en engagement, par un acte qui les assigne seulement pour sûreté d'une dette, ces biens engagés servent d'hypothèque : mais si on les remet entre les mains de la puissance créancière, elle les tient à titre d'engagement ; & quand les revenus lui en sont cédés pour lui tenir lieu des intérêts de la somme due, c'est les lui donner à titre d'antichrèse. Ce dernier cas excepté, tout le droit de l'Etat ou du souverain, créancier, se réduit à garder ce qui lui a été remis ou engagé, jusqu'à ce qu'il soit satisfait par la puissance débitrice, mais il ne peut faire aucune sorte de changement dans la ville ou la province, qui ne lui est engagée que pour la sûreté de son paiement ; & , à moins que l'empire ou l'exercice de la souveraineté ne lui en ait été expressément engagé, il ne doit se mêler en aucune manière du gouvernement ; il n'en est simplement qu'engagiste, & en cette qualité, il est tenu de veiller à la conservation de ce pays ; en sorte que s'il vient à être envahi, ou à se perdre par sa faute, il est obligé d'indemniser l'Etat qui le lui a remis.

L'engagement cesse au paiement de la dette, & alors celui qui tient le pays engagé doit le restituer fidèlement, & autant qu'il dépend de lui

non-seulement les souverains, mais aussi les puissances subalternes, le commandant d'une place, un général d'armée, &c. peuvent livrer & recevoir des otages, & que quiconque est sous leur commandement est tenu d'obéir. On a dit, que les otages devoient être des personnes considérables; car des personnes viles par leur naissance, & par leur rang, ne pourroient donner qu'une foible sûreté de l'accomplissement d'un traité, à moins qu'elles ne fussent en grand nombre. François I donna son propre fils pour la sûreté du traité de Madrid, quelque assuré que fut ce souverain que les François ne permettroient point que ce traité fût exécuté : mais la Trimonille usa d'une honteuse perfidie, lorsqu'il donna aux Suisses, quatre personnes de la lie du peuple, au lieu de quatre des principaux citoyens de Dijon, qu'il avoit promis de livrer.

Le devoir de l'otage est de rester fidèlement chez celui à qui il est remis, & s'il s'enfuit, & s'en retourne dans sa patrie, son souverain au lieu de le recevoir, doit le livrer de nouveau. Mais s'il vient à mourir, le prince qui l'avoit donné n'est pas tenu de le remplacer, à moins qu'il ne s'y soit expressément obligé. Toutefois, si quelqu'un s'est mis pour quelque temps à la place de l'otage, & qu'il vienne à mourir, l'otage n'est pour cela point libre; mais si c'est lui qui meurt, la personne qui s'étoit mise en sa place est libre, parce que c'est l'otage seul & point d'autre qui avoit été livré pour la sûreté de l'engagement. A l'égard de celui qui remis en otage, succède à la couronne du souverain qui l'avoit livré, il est libre dès cet instant, à la charge par lui de fournir une ou plusieurs personnes en sa place, & qui par leur dignité ou leur nombre puissent équivaloir à la sûreté qu'il procuroit. Car, il n'est pas à présumer que l'Etat ait entendu consentir que son prince fût mis en otage. Aussi n'est-il pas douteux que si François I fût mort peu de temps après le traité de Madrid, le dauphin, qu'il avoit donné en otage, n'eût été libre, par son avènement à la couronne; à moins qu'alors même les François n'eussent formellement refusé l'exécution de ce traité; Charles-Quint n'eût certainement point manqué de se prévaloir de ce refus pour retenir un otage d'autant plus précieux pour lui, qu'il est très-vraisemblable que, pour obtenir sa délivrance, on eût exécuté le traité tel qu'il avoit été conclu.

Un souverain qui a remis des otages, & qui manque au traité, pour la sûreté duquel il les avoit livrés, leur fait une sensible injure, & il se couvre d'infamie, lorsqu'en violant sa foi, il les précipite dans l'infortune. Si cependant c'est l'Etat auquel ils ont été donnés, qui manque le premier à son engagement, & que le prince auquel on manque, ne puisse plus, sans commettre ses intérêts & préjudicier à ses peuples, accomplir le traité, il doit du moins ne rien négliger pour délivrer les otages, qui doivent être dédommagés, eux ou leurs proches, des mauvais traitemens qu'ils ont soufferts. Du reste, les otages livrés par le prince qui viole la foi du traité, deviennent par cela même, prisonniers de celui qui les a reçus,

attention aux expressions de celui qui promet ; parce que, s'engageant volontairement par les paroles, il est juste qu'on prenne pour vrai contre lui, ce qu'il a déclaré suffisamment : mais il faut observer qu'en matière de condition, celui qui accepte est le vrai promettant, & que c'est dans ses paroles que l'on doit chercher le véritable sens de l'acte, soit qu'il les ait choisies & formées lui-même, soit qu'il n'ait fait qu'adopter celles de l'autre contractant, en s'y rapportant dans la promesse. 6°. Que l'interprétation de tout acte ou traité doit être faite suivant certaines règles, propres à en déterminer le sens, tel qu'ont dû naturellement l'entendre les parties intéressées, lorsque l'acte a été dressé & accepté.

Ces règles, fondées sur la droite raison, & approuvées par la loi naturelle, sont 1°. que lorsqu'on trouve quelque obscurité dans un acte, il faut chercher quelle a été vraisemblablement la pensée de ceux qui l'ont dressé, & l'interpréter conformément à cette pensée. Car, par exemple, si un testateur a légué à son épouse tout son argent ; il faut examiner s'il a entendu seulement son argent comptant, ou bien encore celui qu'il a placé, celui qui lui est dû, les billets, &c. & c'est ce qu'on déduit du degré d'affection du testateur pour la femme, de l'indigence de celle-ci, du peu d'argent comptant que son mari a laissé, & comparé à ses dettes actives, à son argent constitué, &c. Car alors, il est très-apparent que le testateur a entendu par tout son argent, celui qu'il avoit placé & qui lui étoit dû, autant que celui qui se trouvoit dans ses coffres. Au contraire, si la femme est riche, si son mari n'avoit pour elle qu'un léger degré de tendresse, s'il laisse dans ses coffres des sommes considérables ; il paroît clair que ce sont seulement ces sommes qu'il a entendu lui léguer, &c. 2°. Qu'il faut expliquer les termes conformément à l'usage commun ; car on doit présumer que les contractans les ont entendus ainsi ; à moins qu'il n'y ait des raisons très-fortes de présumer le contraire. Au reste, cet usage doit toujours être rapporté au temps dans lequel l'acte ou le traité a été dressé & conclu. On fait, en effet, que les langues varient, & que la signification des termes change : il faut donc découvrir cette véritable signification dans les actes de la même date, & dans les écrivains contemporains que l'on comparera soigneusement avec l'acte, que l'on voudra interpréter. 3°. Que quand on apperçoit distinctement quel est le sens le plus convenable à l'intention des contractans, il n'est pas permis de détourner leurs expressions à un sens contraire. 4°. Que cependant les termes techniques, ou les termes propres aux arts & aux sciences, doivent communément s'interpréter suivant la définition qu'en donnent les maîtres de l'art, à moins qu'il ne soit prouvé que celui qui parle dans le traité, n'entendoit rien à l'art dont il a employé les termes dans un sens vulgaire, n'en connoissant point la force, pris comme termes techniques. 5°. Que lorsque les termes se rapportent à des choses qui admettent différens degrés, il faut les prendre dans un sens convenable au discours dont ils font partie, & ne point

sérieux; il n'y a ni raison ni sagesse à admettre une interprétation qui rendra l'acte évidemment nul & sans aucun effet. Il faut donc interpréter de manière, que l'acte ou le traité puisse avoir son effet, & ne se trouve point inutile ou illusoire.

9°. Dans le cas où l'un des contractans s'est énoncé en quelques passages du traité, d'une manière obscure & équivoque, & qu'il ait parlé en d'autres endroits du même acte & sur la même matière, d'une manière plus claire, il explique lui-même ce qu'il n'avoit dit qu'obscurément; en sorte que l'on doit interpréter ses expressions équivoques ou ambiguës de manière qu'elles s'accordent avec les expressions claires & sans équivoque, qu'il a employées ailleurs: quand même ce seroit dans un acte antérieur, pourvu qu'il roule sur les mêmes objets; car il seroit déraisonnable de supposer qu'un homme ait pensé d'une manière différente sur le même sujet, lorsque l'on n'a aucune preuve de son changement de volonté.

10°. Il est une interprétation fondée sur la liaison du discours, & qui a lieu lorsque les contractans, supposant un objet suffisamment éclairci par les discours précédens, ou par ce qu'ils se sont proposés d'expliquer ensuite, ils s'expriment, pour abréger, imparfaitement & avec quelque obscurité: alors donc il faut considérer le discours tout entier, afin d'en bien saisir le sens, & donner à chaque expression, non la signification qu'elle pourroit recevoir d'elle-même; mais celle qu'elle doit avoir par la texture & l'esprit du discours.

11°. Le moyen, dans le cas qu'on vient de supposer, le plus propre à bien saisir le sens, & de suivre la liaison & les rapports des choses mêmes, est d'interpréter de manière que toutes les parties soient correspondantes entr'elles & sans dissonance; en sorte que ce qui suit s'accorde avec ce qui précède; à moins pourtant qu'il ne paroisse bien évidemment que les contractans ont entendu par les dernières clauses, changer quelque chose aux précédentes. Au reste, de même que deux articles d'un même traité, peuvent être relatifs l'un à l'autre; de même aussi deux traités différens peuvent être également relatifs entr'eux; & alors ils s'expliquent l'un par l'autre.

12°. On appelle raison d'une loi, d'un acte, d'un traité, le motif qui a déterminé à les faire; & la connoissance de ce motif est la voie la plus sûre pour en trouver le véritable sens. Il importe donc de ne pas oublier cette règle, que lorsqu'on connoît avec certitude la raison ou le motif qui a déterminé la volonté de celui qui parle, on doit interpréter ses expressions & les appliquer de la manière la plus convenable à ce motif: car, sans cela, on le feroit parler d'une façon directement opposée à ses vues & à sa volonté. Mais ce n'est, ainsi qu'on vient de l'observer, qu'après s'être procuré une connoissance bien certaine de cette raison ou de ce motif; & pour l'avoir, il n'est jamais permis de se livrer à de vagues conjectures, ni de supposer aux contractans des raisons & des vues, lors-

conque frappera son pere : mais il ne s'ensuit point delà que l'on doive punir de mort , ni d'aucune peine , un fils qui aura vivement secouru , ou même frappé son pere , pour le réveiller d'un assoupissement léthargique , ou pour le tirer de l'eau , où il risquoit de se noyer. Tout dépôt est sacré & doit être remis à celui qui l'a confié : mais un voleur a déposé en mes mains la chose qu'il vient d'enlever ; s'ensuit-il que je doive la lui rendre au préjudice du vrai propriétaire qui réclame cette chose volée ?

14°. Dans tous les cas où l'interprétation trop rigoureuse des termes seroit préjudiciable à quelqu'un , il faut l'abandonner & lui préférer l'interprétation restrictive. C'est ainsi , par exemple , qu'un souverain qui a promis du secours à ses alliés , n'est point tenu de remplir sa promesse , lorsqu'attaqué lui-même , il a besoin de toutes ses forces pour sa propre défense. C'est encore ainsi qu'il les abandonne sans perfidie , lorsqu'arrivés par les malheurs de la guerre au moment de leur ruine , il perdrait lui-même ses Etats , s'il ne se hâtoit de traiter avec l'ennemi.

15°. La même interprétation restrictive doit avoir lieu , lorsque le sujet ou la matiere dont il est question , ne comporte point que les termes d'une disposition soient pris dans toute leur étendue.

16°. La condition tacite d'une promesse ou d'un traité est-elle que les choses restent dans l'état où elles sont ? Le changement qui y survient , dénature-t-il l'acte , ou même le rend-il nul ? on répond à ces deux questions par cette regle : s'il est manifeste que la considération de l'état actuel des choses est entrée dans la raison suffisante de la promesse ou du traité , en sorte qu'il n'ait été fait qu'en considération de cet état des choses ; sans contredit la validité du traité dépend de la conservation des choses dans le même état. Ainsi , lorsqu'il paroît manifestement que l'état des choses a été si essentiel à la promesse que , sans lui , elle n'eût pas été faite ; s'il vient à changer , il n'y a point de doute que la promesse tombe , attendu qu'elle n'a plus de fondement. Au reste , il ne faut se servir de cette regle qu'avec bien de la précaution ; & ce seroit en abuser d'une maniere fort injuste , que de vouloir se dégager d'une promesse , sous prétexte du plus léger changement dans l'état des choses.

17°. Quant aux cas imprévus qui rendent l'état des choses tel , que l'auteur d'un traité n'a pu prévoir ce changement , ni même y penser ; c'est son intention qu'il faut suivre , plutôt que ses paroles ; c'est-à-dire , qu'il faut interpréter l'acte , comme le contractant l'interpréteroit lui-même , ou bien , conformément à ce qu'il eût fait , s'il eût prévu les choses qui sont arrivées.

18°. La raison d'une loi ou d'un traité est prise quelquefois de la possibilité , & non pas de la non-existence d'une chose : & alors , c'est-à-dire , quand la crainte d'un événement est la raison suffisante d'une loi ou d'un traité , on ne pourra en excepter que les cas seulement , où l'on démo-

6°. De deux loix ou de deux conventions, toutes choses d'ailleurs égales, on doit préférer celle qui est la moins générale : attendu que ce qui est spécial souffre bien moins d'exceptions que ce qui est général.

7°. Que ce qui peut se faire en un autre temps, cede à ce qui ne souffre point de délai.

8°. Qu'entre deux devoirs qui se trouvent à remplir en même temps, il faut préférer le plus considérable, ou celui qui comprend un plus haut degré d'honnêteté ou d'utilité. Mais il faut, dans l'application de cette règle, prendre garde de ne point regarder comme en concurrence, deux devoirs dont l'un est si essentiel, qu'il ne laisse pas lieu à l'autre ; ainsi, quoiqu'il soit plus louable de secourir une nation contre un agresseur injuste, que d'en aider une autre dans une guerre offensive ; si cependant cette dernière nation est la plus ancienne alliée, c'est elle ; sans contredit, qu'il faut aider ; le plus ancien engagement rendant le second devoir totalement impraticable : à moins pourtant que de ces deux alliés, le plus nouveau ne se trouvât exposé, faute de secours, à une ruine inévitable, tandis que l'ancien allié ne seroit pas dans le même danger. Alors il n'y a point à balancer, & c'est le dernier allié qu'il faut préférentiellement secourir.

9°. Dans le cas où l'on ne peut s'acquitter en même temps de deux choses promises à la même personne, c'est à elle de choisir celle dont elle veut l'accomplissement ; car c'est d'elle seule qu'il dépend de dispenser de l'autre. Lorsqu'on ne peut s'informer de sa volonté, soit à cause de son éloignement ou par le temps qui presse ; alors on doit préférer la plus importante, parce qu'il est à présumer que c'est celle-là dont elle veut que l'on s'acquitte : & dans le doute, on doit choisir celle des deux choses à laquelle on est le plus fortement obligé. Ainsi lorsqu'un traité, confirmé par serment, se trouve en collision avec un traité non juré ; toutes choses égales d'ailleurs, le premier doit l'emporter : non que le serment change rien à la nature des traités, mais parce qu'il ajoute une nouvelle force à l'obligation. De même toutes choses égales, ce qui est imposé sous une peine, l'emporte sur ce qui n'en est point accompagné ; & ce qui est imposé sous une plus grande peine, l'emporte sur ce qui n'est imposé que sous une moindre : car, on sait que la convention pénale donne plus de force à l'obligation ; comme c'est la sanction qui fortifie la loi.

cessité, peut être fort injuste en soi, & que le souverain qui s'arme au plus léger soupçon, peut se rendre très-coupable en sa conscience, & très-injuste envers la nation qu'il attaque; & , quoiqu'il n'ait aucun compte à rendre à personne, il se rend inévitablement odieux & suspect à toutes les sociétés politiques.

Dans les contestations des souverains, comme dans les procès entre particuliers, l'un demande & l'autre défend. Or, entre nations, comme entre particuliers, c'est au demandeur à prouver son droit, & à faire voir qu'il est fondé à demander ce qu'il ne possède pas; d'où il suit que le possesseur est autorisé à demeurer en possession jusqu'à ce qu'on lui prouve qu'il possède injustement: jusqu'alors il a le droit, il est même obligé, s'il le faut par les armes, de se maintenir dans sa possession, ou de la recouvrer de vive force, s'il en a été dépouillé. Dans le cas d'injure, la marche est à peu près la même, c'est-à-dire, que l'offensé, avant que d'en venir aux voies de rigueur, doit tenter les moyens pacifiques d'obtenir la réparation de l'injure. Cette modération est d'autant plus estimable & d'autant plus utile, qu'elle prévient souvent de grands malheurs, & plus souvent encore une vengeance que l'offensé croit juste & qui ne l'est cependant point. Car il peut arriver que la nation qui a reçu l'injure ait été offensée, non par le souverain auquel elle s'en prend, & qui a ignoré l'offense, mais par des subalternes qui ont agi sans que leur prince y eut aucune part. Ce fut ainsi que le territoire de Savoie fut violé de nos jours par quelques François, qui se permirent d'aller s'y saisir d'un chef de contrebandiers; le roi de Sardaigne se plaignit, & Louis XV ne crut point indigne de la majesté de sa couronne, d'envoyer une ambassade extraordinaire à Turin, pour donner satisfaction au roi de Sardaigne de cette violence qui avoit été faite sans son aveu, par quelques particuliers, qui en cela, s'étoient rendus très-coupables.

Jadis, quand une nation ne pouvoit obtenir justice d'une injure reçue, elle usoit, aussitôt qu'elle en trouvoit l'occasion, de la loi du talion; c'est-à-dire, qu'elle faisoit souffrir aux citoyens de l'Etat offenseur autant de mal précisément que quelques-uns de ses propres citoyens en avoient souffert. On a reconnu dans la suite l'injustice extrême de cette loi, peu praticable entre particuliers, & beaucoup moins d'Etat à Etat. Car enfin, ce n'est pas précisément sur les personnes qui ont fait l'injure que la vengeance est prise; & dès-lors, ce n'est point user de talion. Un souverain barbare a fait couper le nez à l'ambassadeur d'une nation civilisée; cette injure, quelque atroce qu'elle soit, donne-t-elle à cette nation le droit de faire couper aussi le nez à l'ambassadeur de ce barbare?

Pour punir, il n'est pas toujours nécessaire de porter le fer & la flamme chez le peuple offenseur; il est différentes manières, moins rigoureuses de punir, & qui donnent tout autant de satisfaction à l'offensé, que lui en donneroit la plus éclatante vengeance. Telle est celle de priver l'Etat of-

Lorsque ce sont des particuliers qui , par leur fait , ont donné lieu à de justes représailles , c'est à eux à réparer tous les dommages essuyés par ceux de leurs concitoyens , qui souffrent la rigueur des représailles , & si les biens des coupables ne suffisent point , le souverain doit réparer le surplus du dommage ; puisque c'est lui en très-grande partie , qui refusant justice à la puissance offensée , a attiré les représailles sur ses sujets : & ce n'est seulement point en déniaut ouvertement la justice demandée & due , qu'on la refuse ; mais aussi , en affectant des délais , qu'on ne peut justifier , & qui équivalent à un refus , ou qui même souvent sont encore plus ruineux ; ou bien , en prononçant un jugement partial , & manifestement injuste : car alors , ce n'est point un deni de justice , mais une nouvelle injure , qui ne fait que donner de nouvelles raisons de plainte & de ressentiment à la nation offensée.

Non-seulement les biens des particuliers sont affectés pour les dettes de la nation ; mais leurs personnes mêmes peuvent être arrêtées par représailles. A Athenes jadis , cette loi étoit si rigoureuse , qu'elle permettoit aux parens d'un Athénien assassiné en pays étrangers , de saisir jusqu'à trois personnes de ce même pays , & de les retenir en captivité , jusqu'à ce que le meurtrier eût été livré. Cet usage est moins sévère en Europe , où l'on ne se permet de se saisir du sujet d'un Etat étranger que pour obliger le souverain de cet Etat à relâcher quelqu'un qu'il détient injustement , & qui appartient à la nation qui use de cette sorte de représailles. Mais , en aucun cas , il n'est permis d'ôter la vie , ni d'infliger aucune peine corporelle à des sujets ainsi arrêtés , & qui ne sont nullement coupables du refus que fait leur souverain , d'accorder la justice qui lui est demandée.

Dés-lors que les représailles sont fondées sur une juste cause , il résulte , que l'on peut repousser de vive force , & tuer même ceux qui s'opposent aux représailles. Il en résulte encore qu'un souverain n'est point autorisé à opposer la force , ou à faire la guerre contre celui qui , exerçant de justes représailles , ne fait qu'user de son droit.

de lever des troupes ; ce pouvoir fait partie de l'empire suprême ; il ne peut être exercé par d'autres , qu'en vertu de son ordre exprès , à moins d'une occasion pressante , où il est impossible d'attendre des ordres supérieurs : car dans ce cas , tout commandant de place , tout gouverneur de province peut lever des troupes pour la défense du pays qui lui est confié ; & alors , l'ordre est tacite , & est une conséquence naturelle de la commission de ces officiers supérieurs.

En général , tout citoyen capable de défendre l'Etat , y est obligé , & doit prendre les armes au premier ordre qu'il en reçoit du souverain. C'étoit jadis la manière de former des armées ; la guerre n'étoit pas plutôt déclarée , que tout citoyen devenoit soldat. Cet usage avoit de grands inconvéniens , on lui substitua celui , de former des armées de gens d'élite , & de laisser le reste des sujets à leurs occupations ordinaires. Il est vrai que dans le besoin , le souverain est en droit d'enrôler qui il lui plaît : mais il est convenable qu'il ne prenne que des hommes de bonne volonté , & qui s'enrôlent sans contrainte. Aussi dans tous les gouvernemens d'Europe , est-on dans l'usage constant d'exempter de la milice , tous ceux qui sont voués à des fonctions utiles , ou nécessaires à la société ; les magistrats , tous ceux qui coopèrent à l'administration de la justice ; le clergé , à qui la loi de l'église défend de verser du sang , & qui n'ignore pas non plus que la même loi de l'église lui défend de souffler entre les citoyens le feu de la discorde , d'exciter à l'intolérance , au fanatisme. On en exempte aussi cette innombrable & trop onéreuse multitude de moines , qui à la vérité , rempliroient fort mal les armées , mais dont il seroit si essentiel de diminuer la trop énorme foule. Ce tas de fainéans dont l'exemption est plus criante encore ; cette cohue de valets qui remplissent les maisons des riches fastueux , & qui se corrompent en étalant le luxe de leurs maîtres.

Chaque citoyen devant fournir sa quote part des impositions , & ces impositions étant destinées en partie à l'entretien des gens de guerre , c'est à l'Etat ou au souverain à les solder , à pourvoir à leur logement , lorsqu'ils ne campent point , à leur assurer des asiles où ils puissent passer les derniers jours d'une vie qu'ils ont consacrée à l'Etat. La France a , pour cet objet , un établissement qui honorera perpétuellement la mémoire de Louis XIV : mais enfin , si cet établissement ne suffisoit pas à l'entretien de tous les gens de guerre qui ont blanchi sous le harnois , & que leurs fatigues , leurs blessures ont mis hors d'état de pourvoir à leurs besoins , qu'y auroit-il de plus juste que de charger d'une partie de ces défenseurs épuisés de la nation , ces couvens riches , ces opulens bénéficiers ; puisque ces citoyens heureux fuient par état & par goût les dangers de la guerre , du moins devroient-ils employer une partie de leurs revenus à soulager les militaires indigens.

Il est des étrangers qui s'engagent volontairement à servir l'Etat pour une solde convenue ; s'ils contractent , de leur côté , l'obligation de servir , de

grandes précautions, & que par-tout, on décerne des peines, capitales en quelques lieux, contre les déserteurs; peut-être, chez les nations où la perte de l'honneur est plus sensible aux hommes que la perte de la vie, la crainte de l'infamie seroit-elle plus efficace contre la désertion, que la crainte de la mort. Quant aux émissaires, qui viennent solliciter les soldats à la désertion, ils sont plus coupables, & plus rigoureusement traités aussi, que les enrôleurs étrangers, convaincus d'avoir engagé des sujets qui n'avoient point encore pris parti.

Les fonctions, les devoirs & les droits des gens de guerre, soldats & officiers, supérieurs & subalternes, l'autorité des commandans relative à leurs grades, les peines attachées aux fautes, la forme des jugemens, les loix & les ordonnances concernant ces différens objets, forment le code militaire dont l'observation constitue ce qu'on appelle la discipline militaire; discipline qui maintient l'ordre dans les troupes, & qui, jointe à la valeur, opère les plus grands effets, & rend une armée invincible. L'autorité d'un général en chef, simple & non limitée, lui donne un pouvoir absolu sur l'armée & sur les opérations, qu'il dirige à son gré. Souvent cette autorité est limitée, & c'est un très-grand mal; car, à coup sûr, le général à la tête des troupes, juge mieux des circonstances, du lieu & du moment de donner une bataille, de faire une retraite, de déconcerter l'ennemi par une marche qu'il n'a point prévue, que le souverain & ses ministres, qui ne peuvent avoir qu'une très-imparfaite connoissance de ce qui se passe successivement chaque jour, à deux ou trois cents lieues d'eux: jamais Condé, Turenne, Luxembourg n'eussent remportés les victoires qui illustrerent leurs noms & leur patrie, si leurs opérations eussent dépendu de la direction du cabinet. Quant aux gouverneurs des places assiégées, & qui ne peuvent plus avoir aucune communication avec le souverain, ils sont essentiellement revêtus de toute l'autorité de l'Etat, en ce qui concerne la défense de ces places & le salut de la garnison; en sorte que tout ce qu'ils font & tout ce qu'ils promettent, est censé fait & promis au nom & en l'autorité du souverain, qui, par-là, se trouve obligé, comme s'il avoit promis immédiatement: à moins pourtant, que ces gouverneurs, & commandans de places, n'aillent plus loin, & n'excedent le pouvoir de leurs charges; car en ce cas, leurs promesses n'étant plus que des engagements privés, c'est eux seuls qu'elles lient. Ainsi, une puissance inférieure s'attribuant un pouvoir qu'elle n'a point, & trompant l'ennemi qui traite avec elle, est seule tenue du dommage causé par sa fraude; & le souverain doit la punir, & l'obliger à réparer la faute & la mauvaise foi. Du reste, les puissances subalternes obligent par leurs promesses, tous ceux qui sont sous leurs ordres, dans les choses qu'elles ont le pouvoir, & dont elles sont en possession de leur commander: en sorte qu'elles stipulent & promettent valablement pour les magistrats & les citoyens des places où elles commandent.

des prétextes à alléguer pour justifier la guerre qu'elle fait, c'est-à-dire, lorsque les raisons qu'elle donne pour justificatives, ne le sont qu'en apparence; mais au fond, dénuées de tout fondement, ou bien, lorsque vraies & fondées en elles-mêmes, elles ne sont point assez importantes, & qu'on ne s'en sert que pour couvrir des vues ambitieuses ou des motifs vicieux. Telle fut la conduite du czar Pierre I, qui déclara la guerre à la Suede, parce qu'à son passage dans Riga, on ne lui avoit point rendu assez d'honneurs. Quant aux guerres fondées sur la seule utilité, & sans raisons justificatives, elles sont essentiellement iniques; c'est un vrai brigandage. Il est aussi des peuples éloignés, qui sans raisons, sans prétexte, sans autre motif que la férocité de leur instinct, portent de contrée en contrée la desolation & la mort. Toutes les nations policées devroient se réunir contre ces ennemis du genre-humain. Tels furent Gengiskan, Atila, & ces nombreux essaims de Barbares qui marchaient à leur suite. Telles sont ces nations corsaires, qui, à la honte des puissances européennes, font perpétuellement la guerre à nos vaisseaux, infestent nos mers, nos côtes, & jouissent tranquillement dans leurs Etats, en Barbarie, du fruit de leurs rapines.

Lorsqu'une guerre défensive est faite contre un injuste agresseur, elle est juste sans contredit; mais si l'agresseur a la justice de son côté, c'est la puissance qui se défend, qui est injuste : cet agresseur ne faisant qu'user d'un droit, contre lequel on ne peut résister sans injustice. Il est vrai que si la puissance attaquée offre une juste satisfaction, & que l'offensé ne s'en contente point, c'est lui dont la cause devient dès-lors injuste, & qu'on est très-authorized à repousser par la force des armes.

Des réflexions qu'on vient de faire, il suit que deux choses sont essentiellement nécessaires pour qu'une guerre offensive soit juste, 1^o. que l'on soit fondé à exiger de la nation qu'on attaque le droit qu'on veut faire valoir; 2^o. qu'on ait tenté tous les moyens possibles, légitimes & doux de la porter à faire ce qu'on exige d'elle; en sorte qu'on ne puisse plus obtenir ce qu'on demande, autrement que par les armes.

Il n'en est pas de même, lorsque la cause de la guerre est douteuse, c'est-à-dire, lorsqu'il s'agit de droits incertains, obscurs & litigieux. Dans ce cas, tout ce qu'on peut exiger, c'est que la question soit discutée, & si elle n'est pas de nature à être évidemment connue, qu'elle soit terminée par une transaction équitable. Il est vrai qu'alors celle des deux puissances qui se refuse à toutes voies d'accommodement, autorise l'autre à lui faire la guerre, pour l'obliger à en venir à une transaction. A bien considérer les choses, il n'est pas possible, sans doute, que la guerre soit juste des deux côtés; attendu que deux sentimens diamétralement contraires sur le même objet ne sauroient être vrais : mais cela ne fait pas que, précisément parce que la cause est douteuse, les deux nations ne puissent être également dans la bonne-foi; & comme indépendantes l'une & l'autre,

tres de se mettre en garde contre elle, par le moyen toujours efficace ; d'une confédération, en observation de laquelle elles se favorisent mutuellement, à l'exclusion de l'Etat qu'elles redoutent : car alors, à proportion qu'elles augmentent leurs forces, elles diminueront les siennes, sans qu'il ait aucun juste sujet de se plaindre ; chacun étant le maître de s'allier, de commercer & de s'unir d'intérêts avec qui il veut. Ce seroit, peut-être, encore là le véritable équilibre à établir & à maintenir en Europe ; attendu que par ce moyen, aucune puissance ne pourroit surpasser beaucoup les autres, qui, toutes, ou du moins, la meilleure partie, seroient à peu de choses près égales en forces, ou si ce n'est en forces, du moins en ressources ; en vertu de l'égalité qui résulteroit de la confédération. Par ce moyen, toutes les nations seroient attentives à ne point souffrir l'agrandissement de l'une d'elles par les armes, & c'est ce qu'elles pourroient toujours faire avec justice. En effet, si un souverain entreprenoit une guerre injuste, chacune d'elles seroit en droit de secourir l'opprimé ; & si la guerre entreprise étoit juste, les autres nations pourroient offrir leur médiation, engager le foible à offrir des conditions raisonnables, & ne pas permettre qu'il fût opprimé. Dans le cas enfin, où cette puissance devenue trop formidable, méditeroit des desseins d'oppression, de conquête, & qu'elle fit des préparatifs ou des démarches qui décelassent ses vues, les autres nations seroient suffisamment autorisées à la prévenir, & la force de la confédération leur donnant la supériorité, elles saisiroient l'occasion de l'affoiblir, & de réduire sa puissance, de manière qu'elle ne fût plus contraire à l'équilibre, ni redoutable à la liberté commune.

On demande encore quelle conduite doit tenir une nation, quand, en pleine paix, un voisin construit des forteresses sur ses frontières, augmente ses troupes, assemble une armée, équipe des flottes, remplit ses magasins, paroît enfin s'occuper tout entier de préparatifs de guerre ? Cette conduite annonce, sans contredit, des desseins alarmans ; mais elle ne suffit pas pour prendre les armes contre lui ; ainsi l'on doit lui demander la cause de ces préparatifs, & si sa foi est suspecte, on doit aussi lui demander des sûretés. Tout ce que l'on peut faire de plus, est de se tenir sur ses gardes, s'assurer des alliés, & se mettre en état de défense. C'est un malheur qu'on ait renoncé à l'usage, où l'on étoit encore dans le siècle dernier de stipuler dans les traités de paix, de désarmer de part & d'autre & de licencier les troupes. Alors la puissance qui levoit une armée, violoit ouvertement la paix, & donnoit de justes sujets de s'armer contre elle. Aujourd'hui que de pareilles levées de troupes n'emportent aucune infraction, chaque puissance est intéressée à entretenir sur pied de nombreuses armées qui privent la terre de cultivateurs, arrêtent la population, appauvrissent & oppriment le peuple, obligé de fournir à leur entretien. Il seroit bien aisé aux souverains, amis de l'humanité, de rétablir cette coutume salutaire de désarmer de toutes parts en temps de paix.

aucune hostilité; de maniere que l'on pourvoie, par ce moyen, à sa propre sûreté, & qu'en faisant justice, l'ennemi ait le temps de rentrer en lui-même & d'éviter, par une prompte satisfaction, les horreurs de la guerre. Quant aux habitans du pays dans lequel on pénètre ainsi en armes, on doit leur déclarer, qu'on vient non en ennemi, mais pour faire connoître au souverain la cause de cette démarche : & alors, ils ne doivent point attaquer, attendu qu'ils ne le peuvent, sans en avoir reçu l'ordre de leur souverain; mais il leur est permis de garder les postes avantageux, les places fortes & de s'y défendre si l'on entreprend de les y forcer.

Cette armée ainsi parvenue dans le pays, & ayant déclaré la guerre, si on ne se hâte point de lui offrir une réparation ou une satisfaction équitable, & justement demandée, elle peut, sans délai, commencer ses opérations & ses hostilités. A l'égard des sujets de la nation ennemie qui se trouvent dans les Etats du souverain qui déclare la guerre, & qui y sont venus sur la foi publique; ce seroit une iniquité, de ne pas leur donner un délai convenable pour se retirer, eux & leurs effets; & un plus long intervalle s'ils y sont retenus par une maladie, ou par d'autres empêchemens insurmontables : ce n'est qu'après l'expiration d'un tel délai qu'il est permis de les traiter en ennemis; mais en ennemis désarmés.

Outre la déclaration de guerre, dont on vient de parler, le souverain doit informer les puissances neutres, par cette même déclaration, qu'il leur fait parvenir, du sujet de la guerre, des raisons justificatives, & des motifs qui l'ont engagé à l'entreprendre. C'est ce que l'on appelle le manifeste, & c'est ainsi que de nos jours, on publie & l'on déclare la guerre. Ces manifestes sont d'autant plus nécessaires, qu'ils préviennent toutes les difficultés, au sujet des choses que des nations neutres peuvent ou ne peuvent pas conduire à l'ennemi. Dans les manifestes, les souverains doivent se respecter les uns les autres, & eux-mêmes, s'abstenir de toutes expressions injurieuses, offensantes, dictées par la haine & par la calomnie; ces dénonciations étoient fort en usage chez les anciens; elles l'étoient aussi dans des temps moins éloignés; on sait avec quelle indécence, Frédéric Barberousse, d'autres empereurs, & les papes, leurs ennemis, se traitoient mutuellement.

De ce que l'on vient de dire, il suit que, pour qu'une guerre soit légitime & dans les formes, il faut qu'elle se fasse de part & d'autre, par autorité des souverains, & qu'elle soit accompagnée de certaines formalités, qui consistent dans la demande d'une juste satisfaction, & de la part de celui qui attaque, dans la déclaration de guerre. Voilà ce qui distingue la guerre légitime, de celle qu'on appelle avec raison, informe & illégitime, qui se fait, ou sans autorité légitime, ou sans sujet apparent, & sans formalités; vrai brigandage, dont le pillage est l'unique but.

commerce ont engagé les nations européennes à se relâcher de cette rigueur : en sorte que l'on regarderoit comme violateur de la foi publique, celui qui se conduiroit autrement.

§. VI.

Des associés de l'ennemi ; des sociétés de guerre, des auxiliaires, & des subsides.

Tous les principes qu'on a eu occasion de développer dans les paragraphes 12 & 13 & suivans du livre II de cette analyse, sont applicables aux différens traités qui se rapportent à la guerre, & qui sont de différentes especes ; réels, ou personnels, égaux ou inégaux, &c. C'est aussi par des traités que l'on forme des alliances défensives, ou offensives, quelquefois pour attaquer comme pour se défendre ; car, il est rare qu'une alliance soit offensive sans être défensive en même temps, quoiqu'il soit ordinaire qu'il y en ait d'uniquement défensives : ce sont même les plus légitimes & les plus naturelles. En général, elles sont faites ou envers & contre tous, ou à l'exception de certains Etats, ou contre telle ou telle autre puissance seulement. Lorsque dans leur traité, deux ou plusieurs souverains s'engagent à faire cause commune, on donne à cette sorte d'alliance le nom de société de guerre, car, chacun des associés promettant d'y agir de toutes ses forces, ils sont tous également parties principales dans la guerre. Mais lorsque, sans se rendre directement partie dans la guerre, un souverain envoie seulement des troupes ou des vaisseaux de guerre ; ces troupes ne sont point alliées, ainsi que ces vaisseaux ; elles ne sont qu'auxiliaires ; & dans ce cas, le prince à qui elles sont envoyées n'en a point la libre disposition ; & , comme elles ne lui sont accordées que pour lui-même, il ne peut les donner comme auxiliaires, à un autre souverain. Lorsqu'au lieu de troupes auxiliaires ou de vaisseaux de guerre, un Etat fournit de l'argent à une puissance étrangère, on donne à ce secours le nom de subside ; & l'on appelle ainsi dans un autre sens, l'argent qu'un souverain paye annuellement à un autre souverain, pour les troupes que celui-ci fournit au premier, ou qu'il est toujours prêt à lui fournir.

Le moyen le plus sûr de connoître si une alliance est légitime, & de juger de la manière dont elle doit être remplie, est de lui appliquer ce principe, qui n'est qu'une conséquence de ceux dont on s'est occupé en parlant des devoirs des nations, les unes envers les autres, (liv. II. §. 1.) savoir, qu'il est, non-seulement permis, mais très-louable de secourir de toute manière, une puissance qui fait une guerre juste ; que ce secours est même un devoir pour toute nation, quand elle peut le remplir sans se manquer à elle-même ; mais qu'on ne peut aider d'aucun secours celui qui fait une guerre injuste.

contraires à la loi naturelle, en vertu de laquelle chacun est obligé de veiller à sa propre conservation, & de préférer ses propres intérêts aux intérêts d'autrui.

Trois puissances ont contracté un traité d'alliance défensive; pendant la durée du traité deux d'entre elles se brouillent & se déclarent la guerre: on demande quel parti doit prendre la troisième? Elle a promis à chacune son assistance; mais il est clair qu'elle ne peut assister l'une des deux au préjudice de l'autre: elle doit donc faire tous ses efforts pour réconcilier les deux alliés; & si elle ne peut y parvenir, elle reste libre de secourir celle des deux dont la cause lui paroitra juste. En tout autre cas, refuser de secourir son allié, c'est être évidemment injuste, lui faire injure, violer la foi de ses engagements, & se rendre responsable de tous les dommages qui résulteront d'un tel refus, & qu'on ne peut se dispenser de réparer.

Donner des troupes auxiliaires, ou fournir des subsides, c'est s'engager plus loin qu'on ne le pense, car il est très-probable que ces secours attireront l'inimitié de celui contre lequel ils sont fournis, & qui ne manquera point de s'en venger si la fortune & la victoire se déclarent pour lui. Mais se vengera-t-il avec justice, & de pareils secours suffisent-ils pour autoriser & légitimer une guerre? Wolf assure que quiconque assiste notre ennemi, soit d'argent, soit de troupes, devient par-là notre ennemi, & nous donne le droit de faire la guerre. Cette assertion est dure, & Wolf a renfermé dans sa décision des choses qui devoient en être essentiellement distinguées. Il est vrai que quiconque est l'associé de mon ennemi, est aussi mon ennemi; mais il falloit examiner quels sont ceux que l'on doit regarder comme associés de l'ennemi: dans ce rang il faut mettre premièrement tous ceux qui ont avec l'ennemi une véritable société de guerre, quoiqu'elle ne se fasse qu'au nom de cet ennemi principal. On compte aussi au nombre des associés de l'ennemi, ceux qui l'assistent, sans y être obligés par des traités, & qui par-là, se déclarent librement & volontairement, soit qu'ils fournissent des troupes, de l'argent, ou qu'ils permettent chez eux des levées de soldats. De même, les puissances qui ont avec l'ennemi une alliance offensive sont avec raison regardées comme ennemies. L'alliance défensive peut aussi, en quelques circonstances, associer à l'ennemi; par exemple, lorsque cette alliance est conclue avec mon ennemi pendant la guerre, ou quand elle est sur le point d'éclater, il est évident que c'est un acte d'association contre moi; & cette alliance me donne manifestement le droit de regarder celui qui l'a contractée comme mon ennemi. La même décision a lieu dans le cas où cette alliance, quoique générale & faite avant la guerre, est telle, que tous les alliés se sont engagés de s'assister les uns les autres de toutes leurs forces. Car alors c'est une véritable société de guerre, une ligue, qui met évidemment cette nation au nombre de mes ennemis; puisqu'elle vient me faire la guerre à la tête de toutes ses forces. Il en est tout autrement lorsque, dans le

consiste à ne point donner du secours à l'un des deux partis, quand on n'y est point obligé. En effet, si le souverain neutre s'est engagé par un ancien traité à fournir un secours modéré à l'une des deux nations, il y est obligé, & en le fournissant, il ne s'associe point avec elle; il s'acquitte de ce qu'il lui doit, sans que l'accomplissement de ce devoir blesse en aucune manière la neutralité, dans laquelle il s'est renfermé.

En général, toute nation est libre de rester neutre dans les guerres qui s'élèvent entre les autres; c'est à chacune d'elles à voir si, malgré la justice de la cause de l'une des puissances armées, le bien public & ses propres avantages doivent ou ne doivent pas lui faire préférer la neutralité, comme de leur côté il importe aux nations qui sont en guerre, de savoir à quoi s'en tenir, de ne pas s'exposer à voir tout-à-coup des voisins se joindre à ses ennemis; & c'est dans cette vue que l'on est dans l'usage de proposer des traités de neutralité aux Etats voisins, dont on suspecte l'amitié. Les traités de neutralité sont encore très-utiles pour se mettre par avance à l'abri des rapides progrès d'un conquérant, dont l'ambition & les forces menacent de tout envahir; alors, quelque obligation que l'on ait à remplir des traités antérieurs, on est forcé d'obéir à la nécessité; loi impérieuse, qui, comme on a eu occasion de le dire, dégage même d'une obligation naturelle.

Il est encore une raison pressante d'utilité qui engage souvent à faire des traités de neutralité; c'est lorsque la guerre s'allume entre les deux nations voisines de celle qui a intérêt à assurer sa propre tranquillité. Au reste, de quelque manière, & sur quelques raisons qu'on ait pris le parti de la neutralité, elle a des règles dont il n'est pas permis de s'écarter; les unes sont fondées sur des choses qui ont passé en coutume chez les nations policées; & y manquer, c'est s'exposer au blâme de rompre injustement la paix. Les autres sont fondées sur le droit des gens naturel; on ne se permettra ici que peu d'observations sur ce sujet.

Il est d'abord incontestable qu'une nation neutre doit user de ses droits, travailler en vue de son propre bien; & tout ce qu'elle fait à cet égard, sans partialité, sans dessein de favoriser un parti au préjudice de l'autre, ne blesse point du tout la neutralité. Ainsi lorsqu'elle est dans l'usage de permettre des levées de troupes en faveur de l'une des deux puissances, entre lesquelles elle est neutre, l'autre puissance ne peut regarder la continuation de cette levée comme un acte d'hostilité; ce n'est que la suite d'un ancien usage; à moins que ces troupes n'aient été données précisément pour envahir les Etats de la dernière puissance, ou pour défendre la cause évidemment injuste de la première. On fait que les Suisses sont dans l'usage d'accorder des levées de troupes à qui ils veulent; & nulle nation n'a imaginé de prendre de semblables levées pour un manquement à la neutralité. Il en est de même de l'argent qu'un Etat est dans l'usage de prêter à intérêt à une autre nation; le traité de neutralité conclu par cet Etat

à tous, on a le droit de traiter en ennemi quiconque entreprend d'y pénétrer sans permission ou d'y porter quoi que ce puisse être, la neutralité, ne donnant, en ce cas, aucune sorte de privilège, ni d'exception. Du reste, rien n'empêche un Etat neutre de rendre aux deux nations en guerre, toutes sortes de bons offices, lorsqu'ils ne blessent point l'impartialité qu'il est tenu d'observer. Ainsi les Suisses, au milieu des guerres qui enflammoient l'Europe, en maintenant leur territoire dans la neutralité, permettoient à tout le monde indistinctement d'y venir acheter des vivres, des munitions, des armes, des chevaux; ainsi le passage innocent est dû par les pays neutres, à toutes les nations avec lesquelles ils vivent en paix, comme on l'a dit, liv. II §. 9, mais il n'est dû néanmoins, qu'autant que le maître du territoire juge qu'il n'y a point de risque à l'accorder. Car, le passage d'une armée n'est rien moins qu'indifférent, & il faut être bien assuré de l'amitié d'une puissance amie, pour lui livrer le passage. Aussi est-il d'usage de ne point entrer sur des terres neutres avant que d'en avoir obtenu la permission du souverain, qui peut la refuser, & qui le doit s'il a pour cela des raisons déterminantes, telles que la crainte de voir son pays devenir le théâtre de la guerre par la proximité de l'ennemi de ceux qui demandent le passage. Dans ce cas, & dans quelques autres de ce genre, le refus est fondé, & l'on auroit tort de s'en plaindre: mais s'il est évidemment injuste, si le passage demandé est absolument sans inconvénient & sans danger, la nation refusée, peut se faire justice à elle-même, & prendre de force, ce qu'on n'a point de raison de ne pas lui accorder. Aussi est-il convenu qu'une armée exposée à périr, ou ne pouvant retourner dans son pays, à moins de passer sur des terres neutres, est en droit d'y pénétrer, malgré le souverain, & de s'ouvrir un passage les armes à la main. Cette armée peut même, afin d'arrêter ou de retarder la poursuite de l'ennemi, se saisir d'une place neutre & y mettre garnison, jusqu'à ce que le danger soit passé; temps auquel elle est obligée de la rendre.

A moins de cette nécessité pressante, le passage peut être refusé par la seule crainte qu'il y a à recevoir chez soi une armée, à laquelle il peut prendre envie de s'emparer du pays, & qui a la force en main. Aussi n'est-il accordé qu'après avoir pris les sûretés les plus capables d'ôter tout sujet de craindre les entreprises & les violences; & ces sûretés doivent être données, à moins qu'elles ne soient telles, qu'elles ne deviennent suspectes, & qu'elles ne mettent elles-mêmes l'armée à qui on les demande, hors d'état de se défendre de ce que l'on pourroit tenter contre elle, lorsqu'elle seroit engagée dans le pays: car, dans le cas où le passage est indispensablement nécessaire, on peut refuser de donner des sûretés, pour peu qu'elles soient suspectes. Du reste, l'Etat neutre qui accorde le passage à l'un des deux partis, ou qui le lui refuse, doit en agir de même avec l'autre; à moins que les circonstances ne l'obligent d'en user autrement, & que le danger de s'attirer la guerre ne le détermine à accorder à l'un le passage

Ces observations n'indiquent encore que d'une manière assez vague ce que la justice & la loi naturelle permettent dans la guerre; tâchons de circonscrire, avec plus de précision, les véritables bornes de cette permission : mais toujours en supposant la justice du côté du souverain qui attaque ou qui se défend. Il est constant d'abord qu'un tel souverain a le droit d'affaiblir l'ennemi par tous les moyens licites en eux-mêmes, qu'il pourra mettre en usage, & cela dans la vue de mettre l'injuste qu'il poursuit, hors d'état de se défendre : en sorte que si cet ennemi, s'opposant à la force qu'on a été contraint d'employer contre lui, pour repousser sa violence, devient, par sa résistance, comme il l'étoit par son injure ou son injustice, le véritable agresseur; & si les efforts que l'on fait contre lui, & les hostilités auxquelles il engage, sont portées jusques à lui ôter la vie, c'est à lui seul qu'il doit imputer ce malheur, ainsi que tous les maux auxquels les siens & ses États sont exposés.

Par cela même que la résistance de l'injuste ennemi donne le droit de lui ôter la vie, on voit que ce droit cesse aussitôt que la résistance : de manière que lorsqu'il se soumet, connoît ses torts, & rend les armes, celui qui le poursuivoit n'a plus aucun droit sur sa vie. Aussi est-ce un principe, ou plutôt un devoir imposé par la loi naturelle, & avoué par la raison & l'humanité, qu'il faut donner quartier à ceux qui posent les armes dans un combat, ainsi qu'on ne doit jamais, lors du siège d'une place, refuser la vie sauve à la garnison qui offre de capituler. Toutefois, si cet ennemi est si atrocement criminel, s'il a violé les loix de la guerre, & attenté d'une manière énorme au droit des gens, il est alors permis de lui refuser la vie qu'il demande, & la capitulation qu'il offre; mais dans ce cas, c'est sur le coupable ou les coupables seuls que l'on doit se permettre d'user de cette extrême sévérité, qui n'est point une suite naturelle de la guerre, mais une punition méritée du crime.

La guerre admet encore un droit de rétorsion, qu'on nomme *représailles*; droit qu'à la vérité il est très-difficile d'exercer sans passer les bornes de la justice. Tel est, par exemple, le cas où le général ennemi, ayant, sans juste cause, fait mettre à mort quelques prisonniers, ou fait périr le même nombre des siens, & de la même qualité, en lui faisant donner avis qu'on continuera d'en agir ainsi, jusqu'à ce qu'il observe avec plus de modération les loix de la guerre. Cette extrémité est cruelle sans doute, elle devient injuste même si les prisonniers qu'on sacrifie alors, ont reçu promesse de la vie. Il n'est point aisé de décider s'il peut être des cas où de telles représailles soient permises; plusieurs l'assurent; l'humanité nous force de penser tout différemment. Quant aux commandans des places, qui s'y défendent jusqu'à la dernière extrémité, ou qui osent y tenir, malgré leur extrême foiblesse, contre des armées nombreuses, on a fort long-temps regardé comme une loi de la guerre, le droit de punir de mort leur opiniâtre résistance. Cette opinion barbare n'a que trop long-temps prévalu,

précieux lui fera accepter. De même, lors du siège d'une place forte, on peut refuser d'en laisser sortir les bouches inutiles, afin de la réduire plutôt par la famine; & plus la disette des vivres presse, plus on a le droit d'empêcher cette sortie, quelque compassion qu'inspirent les malheureux qui ne peuvent sortir, & qui périssent de faim; l'ennemi seul ne pouvant imputer qu'à lui-même & à l'opiniâtreté de sa résistance, le triste sort de ces victimes.

Des principes qu'on vient d'exposer, il résulte que le vainqueur n'a aucun droit sur la vie de ses prisonniers, à moins qu'ils ne se rendent coupables de quelque nouvel attentat, ou qu'ils n'aient commis précédemment un crime vraiment digne de mort; encore même si, lorsqu'ils ont rendu les armes, on leur a promis la vie, quelque juste sujet qu'on eut de les faire mourir, on est étroitement obligé de leur tenir parole. Il est cependant vrai que pour s'assurer d'eux, on a le droit de les enfermer, de les lier même, si l'on craint qu'ils ne se révoltent ou qu'ils ne s'enfuient; mais d'ailleurs, ils sont hommes & malheureux; il y auroit de l'inhumanité, de l'injustice à les traiter durement. A cet égard, les mœurs des nations européennes sont si douces, qu'il est presque chez toutes d'usage de renvoyer chez eux, sur leur parole, les officiers, de la promesse desquels on est tout aussi sûr, que si on les retenoit dans les fers.

On demande si, quand la multitude des prisonniers est telle qu'on ne peut les nourrir, ni les garder avec sûreté, il est permis de les faire périr? Cette question n'en est plus une aujourd'hui, que l'on renvoie les prisonniers de guerre, en leur imposant la loi de ne point reprendre les armes jusqu'à un certain temps, ou jusqu'à la fin de la guerre. Mais, si on fait la guerre contre une nation perfide, atroce, sans foi, telles que sont dans l'Inde bien des nations voisines des établissemens des peuples de l'Europe; renverra-t-on à ces nations des prisonniers qui ne feront que les enrichir, & les mettre peut-être en état d'exterminer les colonies européennes? Dans ce cas, il paroît que le parti le plus sûr de les faire périr, est celui qu'il faut prendre. Toutefois, pour faire ainsi massacrer de sang-froid, grand nombre de prisonniers, il faut deux choses; 1°. qu'on ne leur ait pas promis la vie; 2°. que le salut du vainqueur exige un tel sacrifice. Maintenant qu'il n'existe plus en Europe des traces de l'ancien esclavage, il est inutile d'examiner s'il est permis ou défendu de faire esclaves les prisonniers de guerre. On ne peut les retenir que pour deux raisons, ou pour qu'ils n'aillent point se rejoindre à l'ennemi, ou pour obtenir de leur vainqueur une juste satisfaction, comme le prix de leur liberté. Relativement au premier de ces deux motifs, on peut, sans contredit, retenir les prisonniers jusqu'à la fin de la guerre; & quand on les relâche, leur donner d'eux une rançon, en dédommagement de leur entretien, des soins qu'ils ont donnés, &c.

C'est à l'Etat qu'est imposée l'obligation de délivrer, à ses dépens, ses

nement des eaux, des fontaines & des puits, qui, en donnant la mort aux ennemis armés, fait également périr une foule de citoyens paisibles : il est permis, sans doute, pour forcer l'ennemi à se rendre, de détourner les sources ou de les rendre inutiles, mais jamais de les rendre funestes.

Maintenant que les nations européennes font la guerre avec la plus grande modération, la plus respectable générosité, il est presque inutile de dire que, même les armes à la main, on ne doit pas oublier que nos ennemis sont hommes comme nous, & que nous leur sommes unis par les liens de la fraternité : qu'on peut très-bien défendre les droits de sa patrie, sans blesser les devoirs de l'humanité : que même, dans le feu d'un siège, on peut envoyer quelquefois des rafraîchissemens au gouverneur de la place ; quoiqu'au reste, ces devoirs, ou plutôt ces attentions ne soient obligatoires, qu'autant qu'elles ne peuvent point nuire à la cause que l'on défend, & que c'est au général, sage & prudent à se régler, à cet égard, sur les conjonctures. Jadis, tuer un roi ou un général ennemi, étoit une action louable & récompensée : aujourd'hui, c'est une action dont nul soldat n'oseroit se vanter, & l'échafaud seroit pour lui les *dépouilles opimes*. La personne des souverains est sacrée, à la guerre, comme dans leurs palais, ils se sont mutuellement accordés cette sûreté. Mais, comme l'observe M. Vattel, ce n'est point une loi de la guerre, d'épargner en toute rencontre la personne du roi ennemi ; & on n'y est obligé que quand on a la facilité de le faire prisonnier.

§. I X.

Du droit de la guerre à l'égard des choses qui appartiennent à l'ennemi.

LES observations qu'on a faites jusqu'ici, prouvent suffisamment le droit qu'un Etat, qui a pris les armes pour un juste sujet, a de priver l'ennemi de ses biens, comme de tout ce qui peut augmenter ses forces, & le mettre en état de faire la guerre. Lorsque c'est en vertu du droit de sûreté qu'on est autorisé à punir l'injustice ou la violence ; c'est un titre pour dépouiller l'ennemi de quelque partie de ses biens : & , dans cette vue, il est permis de lui enlever des choses qui lui sont précieuses, des droits, des villes, des provinces. Mais il faut distinguer aussi quelles sont véritablement les guerres qui donnent un tel droit de punir : car, une nation peut de très-bonne foi, soutenir une mauvaise cause ; & alors, elle mériter plus la compassion que la vengeance d'un vainqueur généreux : à plus forte raison, n'est-elle point punissable, lorsqu'elle soutient une cause douteuse, puisqu'alors elle doit être présumée dans la bonne foi. Ce n'est donc que lorsqu'un Etat fait une guerre manifestement injuste dans sa cause ou dans la manière dont il la fait, qu'on acquiert ce droit de le punir ; & cette punition doit être mesurée sur ce qu'exige la sûreté du vainqueur & celle des nations. On peut légitimement s'emparer de ses

même à l'abri de ses brigandages; 2°. lorsqu'on est obligé d'en agir ainsi pour se faire, du pays qu'on ravage & qu'on rend inhabitable, une barrière contre un ennemi que l'on n'a point d'autre moyen d'arrêter : à moins de ces raisons pressantes, ravager, dévaster le pays ennemi, c'est se rendre le fléau de l'humanité. La dévastation du Palatinat sera une tâche ineffaçable du regne de Louis XIV. On sait quel cri universel s'éleva contre cette manière de faire la guerre. Du reste, quelques raisons qu'on ait de ravager un pays, il est des choses qui doivent être épargnées, tels sont les temples, les tombeaux, les bâtimens publics, les monumens, les ouvrages respectables par leur beauté, par leur perfection : car, c'est être l'ennemi du genre-humain que de priver les hommes des modèles du goût, & des monumens érigés par les arts.

Il est, dans le sein de la guerre, des terres, des maisons que l'on veut quelquefois égargner. Alors, on leur donne des sauvegardes, où des soldats qui les protègent contre les partis, & qui signifient à ceux qui se présentent, les ordres du général; ces soldats doivent être d'autant plus respectés par l'ennemi, qu'ils remplissent une fonction de bienfaisance; de même que l'on respecte une escorte donnée à une garnison ou à des prisonniers de guerre pour les reconduire chez eux. En général, quand il ne s'agit point de punir l'ennemi; tout le mal qu'on lui fait sans nécessité; toute hostilité qui ne tend point à mettre fin à la guerre, est une licence essentiellement condamnée par la loi naturelle, quoique cette licence soit nécessairement impunie & tolérée jusqu'à un certain point entre les nations; car, sans cette impunité, les moindres opérations dans la guerre, donneroient lieu à des accusations d'excès dans les hostilités; & ces accusations multipliant à l'infini les plaintes, aigrissant les esprits, on finiroit par ne poser les armes, que lorsque l'un des partis seroit entièrement détruit. Il a donc fallu s'en tenir à des règles générales. Ainsi, à l'égard des hostilités contre la personne de l'ennemi, le droit des gens volontaire se borne à proscrire les moyens illicites & odieux, tels que la trahison, l'assassinat, le poison, le massacre des prisonniers, &c. De même, à l'égard du dégât, la destruction volontaire des monumens publics, des temples, des tombeaux, des statues, des tableaux, &c. est condamnée, comme inutile au but légitime de la guerre.

§. X.

De la foi entre ennemis, des stratagèmes & ruses de guerre, des espions & de quelques autres pratiques.

Ce n'est point une erreur, c'est une opinion plus cruelle encore que fautive, que celle de penser qu'une nation, réduite à prendre les armes, pour la nécessité de sa défense & du maintien de ses droits, soit dispensée

n'est précisément que le discours qu'un homme tient contre sa pensée, dans les occasions où il est obligé de dire la vérité : & il y a bien de la différence entre cette manière très-condamnée de parler, & les discours faux qu'un homme tient & peut, ou même quelquefois doit tenir, à des gens qui n'ont aucun droit d'exiger qu'il leur dise la vérité. Ainsi, toutes les fois que l'on s'est engagé expressément ou tacitement, même envers son ennemi à lui dire vrai, on y est indispensablement obligé par la foi qu'on lui a donnée & dont rien ne peut altérer l'inviolabilité. De même, l'on doit dire vrai à l'ennemi toutes les fois que l'on s'y trouve obligé par les lois de l'humanité, & qu'il n'y a point collision entre ces lois & ses devoirs envers soi-même : car ce seroit, par exemple, non-seulement un mensonge très-illicite, mais une perfidie horrible que d'indiquer à des prisonniers qu'on renvoie & qui se sont rachetés, une route dangereuse, ou un chemin qui les conduira dans un désert, où vraisemblablement ils périront. Mais ce n'est point du tout offenser la vérité, lorsqu'on n'est point obligé de la dire, que de faire tomber l'ennemi dans l'erreur par de faux bruits répandus, par de faux avis donnés, ou par des démarches feintes, qui lui font croire précisément le contraire de ce que l'on s'est proposé de faire. On donne à ces tromperies, faites sans perfidie, soit par des paroles, par des actions, ou le silence même, le nom de stratagèmes, très-permis par les droits de la guerre, lorsqu'on en fait usage, sans manquer à la foi due même aux ennemis, & lorsque d'ailleurs, ils ne donnent aucune atteinte aux devoirs de l'humanité.

C'est sur-tout une sorte de tromperie fort en usage pendant la guerre chez toutes les nations, d'envoyer des espions chez l'ennemi, ou d'entretenir chez lui des correspondances secrètes, afin de savoir ce qui s'y passe, les projets qu'on y médite, les délibérations qu'on y prend, &c. Il est vrai qu'il est d'usage aussi chez toutes les nations, de punir du dernier supplice les espions qu'ils découvrent : aussi n'y a-t-il point d'homme d'honneur, qui veuille faire un métier qui expose à une mort infame, & que d'ailleurs on ne peut exercer sans une espèce de trahison : c'est par cette raison, que nul souverain n'a le droit de contraindre aucun de ses sujets à servir d'espion, & qu'ils sont tous autorisés à lui refuser ce service : ce n'est donc que par l'appât du gain que l'on peut engager des âmes mercenaires à remplir cette commission aussi vile que périlleuse : mais en aucune circonstance, ni sous aucun prétexte, il n'est permis de solliciter les sujets d'un Etat ennemi, à le trahir ; & on ne peut accepter leurs services qu'autant qu'ils les offrent d'eux-mêmes.

On dit qu'il n'est point permis de solliciter les sujets d'un Etat ennemi à le trahir ; mais on n'entend parler ici que des lois d'une conscience pure. Car, puisqu'on a le droit d'affaiblir l'ennemi par tous les moyens possibles, pourvu qu'ils ne blessent pas le salut commun de la société humaine ; puisqu'il est évident que la séduction d'un sujet, ou d'un commandant de place,

naturel prescrit ce qui est absolument nécessaire à la perfection & au bonheur commun des nations, & en ce que le second tolere ce qu'il est impossible d'éviter, sans s'exposer à de plus grands maux.

§. XIII.

De l'acquisition par guerre, & de la conquête.

LA guerre juste est, ainsi qu'on a eu occasion de le dire, un moyen d'acquiescer, suivant la loi naturelle. Mais cette même loi veut qu'on n'acquiesce que dans les termes de la justice, c'est-à-dire, jusqu'au point de la satisfaction complète qu'elle donnoit le droit d'exiger. De manière que tout ce qui excède cette mesure équitable, est dès-lors illégitimement acquis. Toutefois, comme les nations ne peuvent se circonscrire les unes aux autres, cette rigueur de justice, & qu'égaies, indépendantes, elles n'ont point de juge supérieur, le droit des gens volontaire décide à cet égard, que toute acquisition faite dans une guerre en forme, est valide, & que le vainqueur peut s'attribuer la propriété de ce qu'il a acquis. C'est par cette raison, que toute conquête, à moins qu'elle n'ait été faite par une guerre évidemment injuste, & dénuée de tout prétexte, est regardée universellement comme un des plus légitimes titres de propriété. De même, les choses mobilières sont acquises à l'ennemi, du moment qu'il les prend : & à l'égard de cette acquisition on ne distingue point entre la justice & l'injustice de la cause ; attendu que si une telle distinction avoit lieu, elle entraîneroit une infinité de querelles & de discussions qui perpétueroient la guerre entre les nations. Aussi, quant aux biens mobilières, attribue-t-on assez universellement les effets d'une guerre publique à des expéditions, qui, quoique faites par des armées en forme, ne méritent que le nom de brigandages. On sait que personne n'imaginoit de réclamer le butin que faisoient ces grandes compagnies qui, après les guerres des Anglois en France, parcourroient l'Europe qu'elles dévalloient. De même, nulle nation ne revendiqueroit aujourd'hui un vaisseau pris par les corsaires de Barbarie, & qu'ils auroient vendu à un tiers, quoiqu'il y ait bien loin des guerres en forme aux pirateries des corsaires de Tunis ou d'Alger.

Au reste, quoique les terres, les villes, les provinces, soient acquises au vainqueur, par la conquête ; sa propriété ne devient cependant stable & parfaite, que par le traité de paix, le consentement ou la soumission entière de l'Etat auquel ces terres, ces villes & ces provinces appartenoient. C'est alors seulement que le conquérant peut en disposer valablement. D'ailleurs, le vainqueur acquiert cette ville ou cette province, telle qu'elle est, c'est-à-dire, avec les mêmes limitations & les mêmes modifications qui régloient l'autorité que pouvoit y exercer le souverain qui en est dépouillé. Car, il seroit injuste qu'un conquérant privé de ses privilèges, de ses libertés, ou

& doux gouvernement. Les Tartares conquérans de la Chine, se sont simplement mis à la place de l'empereur dépossédé, & l'empire a subsisté précisément tel qu'il étoit, gouverné seulement par une nouvelle race de souverains. Le conquérant peut encore gouverner sa conquête comme un Etat à part, en laissant subsister l'ancienne forme; mais ce parti est dangereux; les deux Etats ne sont jamais bien unis, & la désunion de forces ne peut qu'affaiblir la conquête, sans ajouter beaucoup à la force de l'Etat conquérant.

On demande si c'est au souverain ou à sa nation qu'appartient la conquête? Il est facile de répondre; pour qui, au nom de qui agit le conquérant? n'est-ce pas au nom de la nation? Quand même ce seroit à ses dépens qu'il a entrepris la guerre; n'est-ce pas avec les bras de ses sujets qu'il a conquis? si même il s'est servi de troupes étrangères & mercenaires, sa nation n'étoit-elle pas seule exposée au ressentiment de l'ennemi? C'est donc pour la nation que naissent tous les droits de la guerre; & comme c'est elle que menacent tous les dangers; c'est elle aussi qui en doit recueillir les fruits.

§. XIV.

Du droit de postliminie.

C'EST par le droit de postliminie que les personnes ou les choses prises par l'ennemi, rendues à leur premier état, rentrent sous la puissance de la nation, du souverain ou des propriétaires auxquels elles appartenoient. A l'égard des personnes, il est constant que le souverain devant protéger & défendre ses sujets contre l'ennemi, s'il s'est saisi de quelques-uns d'entre eux ou de leurs possessions, & qu'ils reviennent sous la puissance de leur prince, son devoir est de remettre les personnes & les choses au même état où elles étoient avant leur détention; & alors, sans considérer la justice ou l'injustice de la guerre, c'est comme si les sujets ni les choses n'eussent pas été pris: en sorte que le souverain ni l'ennemi n'ont plus sur eux aucune espèce de droit particulier. Par ce droit de postliminie, les personnes retournent, & les choses se recouvrent; de manière qu'il suffit, pour qu'elles jouissent de tous les effets de ce droit, ou qu'elles tombent entre les mains des soldats de leur nation, qu'elles se retrouvent ou dans le camp, ou sur les terres, ou dans les lieux où le souverain commande. Il en est exactement de même à l'égard des personnes & des choses qui appartenoient aux alliés, & qui sont légitimement recouvrées par le même moyen. Mais il faut observer que ce droit n'a pas lieu chez les nations neutres, attendu qu'étant obligées de considérer la guerre comme juste de part & d'autre, du moins quant à ses effets, elles ne sauroient regarder comme légitimement acquis tout ce qui est pris par l'une ou l'autre des puissances armées; d'ailleurs il ne leur seroit pas possible de rien prouver.

pour l'un ou l'autre parti, ni par conséquent d'accorder à l'un des deux les effets du droit de postliminie, sans se déclarer pour l'un, contre l'autre, & rompre la neutralité.

On a eu déjà occasion de dire que la difficulté de reconnoître les choses mobilières prises par l'ennemi & vendues à d'autres, ainsi que la nécessité de prévenir les disputes souvent interminables qui s'éleveroient, s'il étoit permis de revendiquer ces sortes de choses, faisoient raisonnablement présumer qu'elles étoient abandonnées par leurs anciens propriétaires. Aussi, excepte-t-on du droit de postliminie, le butin, à moins qu'il ne soit repris tout de suite à l'ennemi qui venoit de s'en saisir; car, dans ce cas, il s'écoule si peu d'intervalle entre la saisie & le recouvrement, que ces choses ne sont nullement difficiles à reconnoître, & que les propriétaires ne peuvent être encore censés les avoir abandonnées. Quant aux prisonniers de guerre, il suffit qu'ils aient une fois donné parole aux vainqueurs de ne point s'enfuir, comme il suffit aux villes & aux provinces de s'être soumises au conquérant & de lui avoir promis fidélité, pour ne pouvoir, par leurs propres forces, jouir du droit de postliminie. Il n'y a que le souverain qui, venant à reprendre ces villes, ces pays, ces provinces, & ces prisonniers de guerre, rentre dans tous les droits qu'il avoit sur eux, & qui puisse les rétablir dans leur premier état. Encore même n'est-ce pas précisément parce qu'ils retombent sous la puissance de leur nation que les prisonniers de guerre sont délivrés; puisqu'ayant donné leur parole, ils pouvoient retourner d'eux-mêmes dans leur patrie; ils ne sont délivrés que par l'effet de la volonté du souverain qui les a repris, & qui les dégage de la parole qu'ils avoient donnée. Quant à eux, liés par la promesse qu'ils avoient faite à l'ennemi en la puissance duquel ils étoient tombés; la fidélité à cette promesse les oblige de rester ou sur les terres de l'ennemi, ou dans l'enceinte de la place qui leur avoit été assignée pour demeure. Du reste, aussitôt que ces terres ou cette place viennent à être prises, ou reprises par ceux de leur parti; dès cet instant, par le même droit des armes qui avoit constitué les habitans prisonniers de guerre, ils sont remis en liberté, & rendus à leur premier état.

Par la même raison qu'une ville prise par l'ennemi, & reprise par son souverain est rétablie dans ses droits, elle est aussi remise en possession de ses biens immeubles; mais on demande si elle recouvre aussi ceux d'entre ces biens immeubles que l'ennemi pourroit avoir vendus pendant qu'il étoit le maître de cette ville? En général, on sait que l'acquisition d'une ville n'est pleine & consommée, ainsi qu'on a eu occasion de l'observer, que lorsque par le traité de paix, elle est abandonnée au vainqueur qui s'en étoit emparé, ou bien lorsque celui-ci a soumis entièrement le pays, ou par la destruction totale de l'Etat. A moins de ces conditions, il est clair que l'ancien souverain n'a point perdu l'espérance de la recouvrer; & lorsque, soit par la force des armes, soit par le traité de paix, elle rentre sous sa

puissance, elle recouvre tous ses biens immeubles, & les reprend sans difficulté des mains de ceux qui se sont trop hâtés de les acheter des ennemis dont la possession n'étoit encore rien moins que pleine & assurée. Il en seroit tout autrement si la ville avoit été cédée à l'ennemi par le traité de paix, parce que le même traité consommant l'acquisition de l'ennemi, consolideroit en même temps l'aliénation faite par ce même ennemi, des immeubles en faveur d'un tiers; & comme on l'a dit, la soumission de l'Etat entier, auroit le même effet; parce que dès lors, le vainqueur devenant pleinement le maître de cette ville, auroit eu le pouvoir parfait d'en aliéner les immeubles. On doit, par les mêmes principes, décider au sujet de la validité ou de l'invalidité de l'aliénation des immeubles des particuliers, tombés également sous la puissance de l'ennemi.

Une révolution peut-elle rendre à elle-même, par droit de postliminie, une nation qui avoit été entièrement subjuguée? Pour décider cette question, il faut examiner si cette nation a consenti à sa sujétion, & si elle s'est rendue volontairement. Car, si elle n'a fait que céder de résister par impuissance, & si elle n'a point cessé de regarder son conquérant comme ennemi, sans contredit, cette nation n'est que vaincue, & point du tout soumise; en sorte que si un allié vient la délivrer du joug, elle est pleinement rendue à son premier état; mais si son libérateur veut l'asservir à son tour, en récompense du service important qu'il vient de lui rendre; il ne fait que changer de nom, & de son libérateur, il devient son ennemi; ce n'est qu'un nouvel oppresseur qui prend la place du premier conquérant, & la nation n'est nullement tenue de se soumettre à lui. Dans le cas où cet Etat s'est rendu volontairement au vainqueur; alors le gouvernement de celui-ci est très-légitime. C'est de lui que les habitans de cet Etat relevent, l'ancienne forme du gouvernement est tout-à-fait détruite, & toutes les anciennes relations, toutes les alliances de ce peuple sont anéanties. Ce n'est cependant point que si cette nation secoue le joug du conquérant même auquel elle s'étoit rendue, & qu'elle se mette en liberté, elle ne rentre dans tous ses droits; de quelque manière qu'elle retourne à son premier état, elle est censée agir légitimement, & nulle autre puissance n'a le droit de juger, si ce peuple étoit ou n'étoit pas autorisé à se soustraire à la domination dont elle vient de s'affranchir. Ainsi, le Portugal, brisant le joug de l'Espagne, & rompant les liens qui l'attachoient à Philippe II, rétablit son indépendance, & fut autorisé à mettre sur le trône le duc de Bragance.

Tout ce qui est restitué par le traité de paix, à l'ancien souverain, est rétabli sans contredit dans son premier état; comme tout ce qui, par la même voie, est cédé à l'ennemi est pleinement aliéné, & ne peut plus rentrer en la puissance de l'ancien souverain, par droit de postliminie, à moins que le traité ne soit rompu. A l'égard des choses sur lesquelles il n'est rien statué par le traité, elles restent dans l'état où elles se trouvent; en

sorte que si elles sont au pouvoir de l'ennemi, elles lui sont censées tacitement cédées. Le même principe n'est pourtant point applicable aux prisonniers de guerre, sur lesquels il n'a été rien réglé par le traité de paix, soit que cet article ait été oublié, soit que leur légitime souverain ait été forcé de ne pas s'occuper de leur délivrance par la dureté & l'iniquité des conditions qu'il a été forcé de recevoir. Dans ces cas, l'ennemi qui devoit naturellement les relacher à la paix, & qui continuant avec eux l'état de guerre, les retient en captivité ou même veut les réduire en esclavage, leur donne lui-même le droit de s'échapper, s'ils le peuvent & de retourner dans leur patrie, où leur souverain, obligé de les protéger, doit les rétablir dans leur premier état. Il n'est pas nécessaire même que pour recouvrer la liberté, ils parviennent jusques dans leur patrie; elle leur est assurée aussitôt qu'ils arrivent dans un pays neutre. Car il est de principe, comme on l'a dit dans le §. 7, que des ennemis ne peuvent être poursuivis, ni arrêtés chez une nation neutre, & il est évident que celui qui, après la paix, retient un prisonnier, continue à être son ennemi. Au reste, tant que les prisonniers de guerre, sont absens de leur patrie, leurs droits & leurs obligations subsistent dans toute leur intégrité; il n'y a que l'exercice de ces droits & de ces obligations, soit en leur faveur, soit contre eux, qui en demeure suspendu pendant leur prison, & jusqu'à leur retour. Ainsi, le prisonnier de guerre ayant le droit de disposer de ses biens, peut tester, quoique dans l'état de captivité, & son testament doit valoir, à moins qu'il ne renferme d'ailleurs, quelque vice qui le rende invalide. De même chez les nations où le lien du mariage est indissoluble, il subsiste, malgré la captivité de l'un des conjoints, qui, de retour chez lui, rentre, par droit de possiminie, dans tous ses droits matrimoniaux.

§. X V.

Du droit des particuliers dans la guerre.

Dès là qu'il n'appartient qu'au souverain de faire la guerre, il suit que, sans son ordre, ses sujets ne peuvent faire des hostilités : car on ne peut donner ce nom à tout ce qu'on se trouve obligé de faire pour la défense de soi-même, ou pour repousser l'attaque imprévue des étrangers. L'ordre que le souverain donne de faire la guerre aux ennemis, est général ou particulier; général par la déclaration de guerre qui commande à tous les sujets de courir sus aux sujets de la puissance ennemie; particulier, en vertu des commissions que le souverain donne aux généraux, aux officiers, aux soldats, aux partisans, aux armateurs, &c. Ces ordres particuliers importent d'autant plus au bonheur de la société universelle, que par le droit des gens en lui-même, aussitôt que la guerre est déclarée entre deux nations, tous leurs sujets peuvent agir hostilement les uns contre les au-

tres, & se faire tous les maux autorisés par la guerre : mais, comme elle deviendrait infiniment meurtrière, si ces deux nations se choquoient de toute la masse de leurs forces, un usage plus doux a prévalu chez les nations Européennes, & suivant cet usage, les troupes seules sont légitimement autorisées à faire la guerre, tandis que le reste du peuple demeure paisible. Cet ordre est si fort respecté, que lorsque deux nations sont armées l'une contre l'autre, si les payfans de l'une commettent d'eux-mêmes, contre l'autre, quelques hostilités, l'ennemi qu'ils attaquent sans ordre, les traite sans ménagement, & les fait pendre comme des voleurs & des assassins, de même que des armateurs, qui feroient des courses sur mer, sans être munis d'une commission par écrit de leur prince, ou de l'amiral, en vertu de laquelle, s'ils sont pris, on les traite en prisonniers de guerre, & sans qu'il soit permis de les traiter en pirates. Cet ordre de courir sus aux ennemis, donné par la déclaration de guerre, se réduit à autoriser les sujets, à arrêter les personnes & les choses appartenantes à l'ennemi, & jamais à entreprendre quelque expédition offensive, pour laquelle il faut, indispensablement être muni d'un ordre particulier. Cependant il est des cas où cet ordre est légitimement présumé, & où les sujets peuvent, sans ordre, agir offensivement, tel que sont, par exemple, les citoyens d'une ville prise par l'ennemi, & qui ne lui ayant promis ni soumission, ni fidélité, trouvant l'occasion de surprendre la garnison, & de remettre la place sous les loix du souverain, se soulèvent & massacrent la garnison ennemie ; il est vrai que si leur entreprise échoue, ils sont traités avec la dernière rigueur, & l'ennemi use alors du droit que la guerre lui donne, d'effrayer par la terreur de l'exemple, les sujets du souverain, afin que les habitans des autres places, ne soient pas tentés, en pareil cas, de former la même entreprise.

Comme les sujets doivent toujours présumer la justice du côté de leur souverain, à moins que la cause de la guerre ne soit manifestement injuste, ils sont très-autorisés à armer des vaisseaux pour la course, & communément le prince en leur délivrant leurs commissions, leur assure tout, ou une partie du butin qu'ils feront, en récompense de leur patriotisme, & des périls auxquels ils seront exposés. Mais ce que des sujets peuvent faire avec honneur, des étrangers ne peuvent l'entreprendre sans infamie ; car, demander des commissions d'un prince étranger, pour pirater sur une nation contre laquelle on n'a nul sujet de plainte, c'est un métier vil & déshonorant, que la soif de l'or peut seule faire entreprendre. Ce ne seroit que dans le cas où l'on seroit intimement convaincu de la justice de la cause d'une nation opprimée par une puissance ambitieuse, que des étrangers pourroient demander de telles commissions, & qu'il seroit beau de s'armer pour la justice, contre l'oppression. Quant aux volontaires qui servent dans les armées étrangères, ils sont présumés ne le faire que pour s'instruire à défendre un jour leur patrie, & ce motif est si louable, qu'ils sont traités,

lorsqu'ils sont pris par l'ennemi, comme des prisonniers de guerre attachés à l'armée dans laquelle ils combattent, & sujets du souverain dont ils défendent la cause. A l'égard des soldats & officiers subalternes, ils ne doivent rien faire sans ordre de leurs supérieurs, & c'est pour cela qu'ils sont étroitement tenus aux devoirs de la subordination & de la discipline militaire. Les succès ne justifient point des expéditions faites sans ordre; car une entreprise qui paroît avantageuse, peut avoir des suites funestes; d'ailleurs, ce n'est ni aux soldats, ni aux officiers subalternes à décider sur les expéditions qu'il y a à faire, ou desquelles il importe de s'abstenir: leur devoir est d'obéir, & ils ne peuvent agir sans ordre que dans le cas de la défense de soi-même. Avidius Cassius punit de mort quelques officiers, qui, à la tête d'une poignée de soldats, étoient allés surprendre & tailler en pièces un corps de trois mille hommes: cette rigueur parut outrée; il pouvoit se faire, dit-il, qu'il y eut une embuscade: une meilleure raison étoit que ces officiers avoient violé les loix de la subordination, & qu'au mépris de la discipline militaire, ils avoient agi sans ordre: il n'y a que la terreur de l'exemple qui puisse arrêter ceux qui, éblouis par le succès, & enhardis par l'impunité, pourroient former de telles entreprises.

A l'égard des dommages causés aux citoyens pendant la guerre, si c'est l'Etat qui, pour l'utilité publique a causé ces dommages, il n'est pas douteux qu'il doit les réparer; si ce sont les ennemis, leur artillerie, le pillage des soldats, &c. ce sont des accidens malheureux, qui sont compensés par les avantages que l'on retire de la société, nul n'en est responsable; cependant le souverain, qui veut bien dédommager ces particuliers, fait en même temps un acte d'équité, de bienfaisance & de générosité; mais ce n'est pas précisément une dette qu'il paye.

§. X V I.

Des diverses conventions qui se font pendant la guerre.

IL est inutile de répéter ici les principes d'après lesquels on a prouvé ailleurs combien la foi des promesses est sacrée entre ennemis; cette foi suppose qu'entre nations armées, il peut se faire diverses conventions. La principale est la trêve ou la suspension d'armes; on lui donne ce dernier nom quand elle a pour motif une affaire particulière, l'enterrement des morts après une bataille ou un assaut, un pourparler, une conférence entre les généraux des deux armées, &c. lorsque l'accord est pour un temps plus considérable, & qu'il est d'ailleurs plus général, on lui donne le nom de trêve, qui est particulière ou universelle; particulière, quand les hostilités ne cessent qu'en certains lieux seulement, entre les assiégés & les assiégeans, par exemple; universelle lorsqu'elle fait cesser les hostilités en tous lieux entre les puissances qui sont en guerre. Si la trêve est à longues années,

années, elle ne diffère de la paix, qu'en ce que la question qui fait le sujet de la guerre reste indécise.

Comme tout accord, pour être valide, doit être fait avec un pouvoir suffisant, & que le souverain ayant seul le droit de faire la guerre en dirige les opérations, c'est en son autorité que tout ce qui s'entreprend pendant la guerre est fait : mais, comme il n'est pas possible que le souverain exécute tout par lui-même, il communique une partie de son pouvoir à ses ministres & à ses officiers, qui sont toujours présumés agir en son nom. Mais il est des choses d'une telle importance qu'il s'en réserve seul la disposition, telle est la trêve générale, qui, ayant beaucoup de ressemblance avec le traité de paix, ne peut être présumée arrêtée & conclue que par le souverain, ou par celui à qui il en a expressément donné le pouvoir ; à moins que le pays où elle est arrêtée ne soit très-éloigné ; auquel cas, le gouverneur ou le vice-roi peut la conclure pour les Etats qu'il gouverne : encore même si la trêve est à longues années, doit-elle être ratifiée par le souverain. Il en est de même des trêves particulières pour un long intervalle ; car, comme elles semblent passer le pouvoir ordinaire d'un général, il ne peut les conclure que sous la réserve expresse de la ratification du souverain. Quant à celles à court intervalle, il est très-nécessaire que le général ait toujours le pouvoir de les conclure, les circonstances ne lui permettant point d'attendre le consentement du prince, & le bien de l'humanité exigeant souvent qu'il y ait suspension d'armes dans des cas particuliers.

Il est vrai que la trêve oblige les parties contractantes dès le moment qu'elle est conclue, mais elle ne sauroit obliger les sujets que du moment qu'elle leur est connue, c'est-à-dire, quand elle a été solennellement publiée ; en sorte que si, avant qu'elle leur ait été notifiée, ils commettent quelques hostilités, ils ne sont pour cela pas punissables ; mais le souverain, obligé de remplir la trêve dont il a eu nécessairement connaissance, doit faire restituer à l'ennemi tout ce qui lui a été pris depuis la conclusion de l'accord. De même, la trêve, quoique solennellement publiée, si un vaisseau se trouvant en pleine mer, & ignorant par conséquent ce qui s'est passé, rencontre un vaisseau ennemi, & le coule à fond, il n'est coupable de rien, & n'est point tenu de réparer le dommage ; mais s'il a pris ce vaisseau, il est obligé de le rendre, n'ayant nul droit de le retenir contre la trêve. Les souverains, pour éviter tout sujet de dispute à ce sujet, sont dans l'usage, lorsqu'ils concluent une trêve ou un traité de paix, de fixer des termes différens pour la cessation d'armes, proportionnés à la situation & à la distance des lieux.

La trêve une fois connue des sujets, si quelques-uns d'entre ceux-ci lui donnent quelqu'atteinte, elle n'est pas rompue pour cela, c'est un délit particulier, à raison duquel les coupables sont contraints de réparer le dommage, & sévèrement punis par le souverain, qui leur accordant l'im-

punité, seroit justement regardé comme ayant participé lui-même à la violation de la treve; ce seroit faire injure à l'autre partie contractante, à laquelle on donneroit par-là, non-seulement le droit de recommencer les hostilités, mais de poursuivre la vengeance de la nouvelle injure qu'elle auroit reçue, à moins pourtant que dans l'accord on ne fut convenu d'une peine contre l'infrauteur; car alors, l'infraction par elle-même ne romproit point la treve, & l'infrauteur se soumettant à la peine stipulée & à la réparation du dommage, la partie offensée n'a plus rien à prétendre. Les deux termes désignés dans l'accord, c'est-à-dire, le jour où la treve commence, & celui où elle finit, sont censés compris dans la durée déterminée de laquelle ils font partie.

Les effets de la treve sont, 1°. que chacun des souverains contractans peut faire chez soi, dans toute l'étendue de sa domination, tout ce qu'il seroit en droit de faire en pleine paix, lever des soldats, assembler des armées, y faire venir des troupes auxiliaires, réparer des fortifications dans toute place qui n'étoit point assiégée lors de l'accord, &c. 2°. Que nul souverain ne peut profiter de la cessation d'armes, pour exécuter sans danger des choses qui préjudicient à l'ennemi, & qu'il n'eût pu entreprendre sans péril pendant les hostilités : c'est tromper & surprendre la puissance avec laquelle on a contracté; c'est une véritable violation du traité. Ainsi, comme pendant la treve, les assiégeans ne peuvent continuer le siege, le gouverneur de la place ne peut ni réparer les breches, ni élever de nouvelles fortifications; car il n'eût pu rien faire de semblable sans péril pendant le siege. Mais dans l'intérieur de la place, il a le droit de faire tous les travaux auxquels le siege n'étoit point un obstacle, débarasser des magasins, dresser des batteries sur les remparts, &c. comme de leur côté, le parti opposé peut faire toutes ses dispositions pour la continuation du siege, dresser des batteries, pousser ses travaux, en un mot, tout ce que les assiégés ne pourroient empêcher, si le siege continuoit : mais le commandant de la place n'est nullement autorisé à y faire entrer du secours; la foi de la treve s'y oppose. Il n'en est pas de même s'il n'y a entre les assiégés & les assiégeans qu'une simple suspension d'armes, ou une armistice pour quelque sujet particulier, tel que l'enterrement des morts, &c. car alors, rien n'empêche que pendant cet intervalle le gouverneur ne fasse entrer sans bruit quelque secours; les assiégeans ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, si, se reposant trop sur l'armistice, ils se sont relâchés de leur vigilance ordinaire; la simple cessation d'armes ne favorisant point par elle-même, comme la treve, l'entrée de ce secours. Par la même raison, une armée engagée dans un mauvais pas, peut profiter de l'armistice pour se retirer, & l'ennemi ne peut imputer qu'à sa propre négligence la retraite de cette armée.

C'est une regle inviolable que pendant la durée de la treve, les choses doivent rester dans le même état où elles étoient lors de l'accord. Mais

Si l'une des puissances contractantes abandonne absolument quelques lieux, l'autre peut aller s'y établir; mais si la première ne fait que négliger de les garder, l'autre n'a aucun droit de s'en emparer; la négligence n'étant point une preuve, ni même dans ces circonstances un assez fort indice d'abandon. A plus forte raison un souverain ne peut-il pas recevoir, pendant la trêve, ni protéger les sujets rebelles du souverain ennemi, encore moins les inviter à la rebellion, ni saisir les personnes, ou les biens des ennemis, ni recevoir & rétablir dans leurs droits ses propres sujets qui, prisonniers de guerre, se sont échappés des mains des ennemis. Tout ce qui est permis aux citoyens des deux nations pendant ce temps de calme, est d'aller librement, de passer & de repasser dans les terres des deux Etats; encore même, les deux souverains peuvent-ils mettre telles restrictions qu'ils jugent convenables à cette liberté de passage. Du reste, les sujets de l'une des deux nations qui, profitant de cette suspension d'armes, sont passés chez l'autre, & qui, y ayant été retenus par quelque maladie, ou par quelqu'autre cause, s'y trouvent encore à l'expiration de la trêve, peuvent, à la rigueur, être faits prisonniers; toutefois, on est dans l'usage de leur donner le temps & la liberté de se retirer.

Dès le moment que le terme jusqu'auquel la trêve devoit durer, arrive, les hostilités recommencent, & sans qu'il soit nécessaire de nouvelle déclaration, les deux puissances restent dans l'état de guerre. Cependant, comme il y a beaucoup de ressemblance entre une trêve à longues années & une véritable paix, l'usage de publier une nouvelle déclaration de guerre a depuis très-long-temps prévalu, soit pour ne point se surprendre, soit pour donner à un ennemi, dont on croit les prétentions injustes, ou dont on est fondé à se plaindre, le temps de donner la satisfaction qu'on lui demande, & de prévenir par-là, une nouvelle effusion de sang.

On a dit que les généraux & les commandans des places sont revêtus d'un pouvoir suffisant pour faire, au nom du souverain, certaines conventions, telles que de légères suspensions d'armes, des capitulations, &c. mais pour que leurs accords soient valides, ces puissances subalternes doivent avoir attention à ne point excéder les bornes de l'autorité attribuée à leur charge ou à leur commission. Ainsi, un commandant peut, par la capitulation qu'il fait, convenir de la manière dont la place qui capitule, sera possédée; comme le général assiégeant peut promettre la sûreté des habitans, le maintien de leur religion, de leurs franchises & de leurs privilèges, accorder à la garnison de sortir avec armes & bagages, avec tous les honneurs de la guerre, ou recevoir l'offre du commandant qui se livre, lui & sa garnison, à discrétion, ou se rend prisonnier de guerre, avec promesse de ne point servir jusqu'à la fin de la guerre, &c. Mais si le général promettoit que son souverain ne s'approprieroit point la place, ou qu'il seroit obligé de la rendre à un terme fixé; ou bien si le comman-

dant aliénoit irrévocablement la place, promettoit que son souverain ne la reprendroit pas, ou que sa garnison renonceroit pour toujours à servir, même dans une autre guerre. Ces deux puissances subalternes excédroient sensiblement les bornes de leur pouvoir, & ne feroient qu'un accord invalide, qui ne pourroit en aucune manière obliger leurs souverains respectifs. Quant aux capitulations ordinaires, & dans lesquelles les parties contractantes n'ont agi que conformément au pouvoir qui leur étoit confié, elles doivent être observées avec la plus exacte fidélité, & elles sont d'autant plus inviolables, que celui qui les enfreindroit, perdrait par sa perfidie la confiance publique; car, quelles villes n'aimeroient pas mieux être réduites aux plus cruelles extrémités, plutôt que de se fier à la parole d'un homme qui s'est joué de la foi des sermens. Elle est si respectable, cette foi des promesses, que, même un particulier qui a promis quelque chose à l'ennemi, est étroitement obligé de remplir son engagement: par exemple, s'il est convenu de payer une somme pour sa rançon, le souverain lui-même ne peut le dégager de sa promesse; il doit même l'obliger à la tenir; puisque le bien de l'Etat demande que par la fidélité de remplir ces sortes d'engagemens, les sujets aient toujours un semblable moyen de racheter leur vie & de recouvrer la liberté, puisqu'ils seroient inévitablement massacrés ou réduits à la plus dure captivité, si l'ennemi étoit une fois convaincu que les prisonniers ne lui offriroient plus de rançon que pour le tromper. Par la même raison, les habitans de la campagne, ainsi que ceux des villes & des bourgs sans défense, sont étroitement obligés de payer les contributions qu'ils ont promises pour se racheter du pillage. Un soldat même à qui les ennemis ne voudroient accorder la vie qu'à condition qu'il renoncât à sa patrie, seroit d'autant plus autorisé à y renoncer, que la société ne pouvant plus le protéger ni le défendre, il rentreroit dans tous ses droits naturels. D'ailleurs, dans cette circonstance, ne pouvant en aucune manière sauver sa patrie, & l'Etat ne gagnant absolument rien à sa mort, pourquoi préféreroit-il un désastre qui est pour lui le plus grand des maux, & duquel il ne résulte aucun bien pour les autres?

§. X V I I.

Des sauf-conduits & passe-ports, & de la rançon des prisonniers de guerre.

LES sauf-conduits & passe-ports sont des privileges qui, dispensant d'une défense générale, sont donnés aux personnes, qui par-là, ont le droit d'aller & de venir en sûreté, dans certains lieux, où sans cela, elles seroient traitées en ennemies, ou bien, pour la sûreté du transport de certaines choses. C'est au souverain qu'appartient le droit de donner des sauf-conduits, & c'est le prince qui commet un semblable pouvoir à ses offi-

ciers, soit expressement, soit par une conséquence de la nature de leurs fonctions. Ainsi, par la nature même de ses fonctions, un général a le pouvoir de donner des sauf-conduits, dans lesquels les personnes auxquelles ils sont accordés sont nommées, de manière que les privilèges de cette espèce étant toujours personnels, ne peuvent être transportés de l'un à l'autre. Ils promettent sûreté entière à ceux qui les obtiennent, & cela, non-seulement dans les terres du souverain, au nom duquel ils ont été donnés, mais dans tous les lieux où il pourroit avoir des troupes. De manière que le prince doit protéger, comme ses propres sujets, celui à qui il a promis sûreté par un sauf-conduit, & doit donc réprimer quiconque ne respecteroit point une telle sauvegarde. Du reste, les termes mêmes des sauf-conduits, expliquent suffisamment quelle doit en être l'étendue; car, s'il y est dit qu'il est permis à celui qui en est le porteur de s'en aller, il est évident que ce privilège ne lui donne point le droit de revenir: s'il est donné pour certaines affaires, il n'a plus aucun effet, aussitôt que ces affaires sont terminées; s'il est donné pour un voyage, il assure la liberté du retour; & dans ce cas, il comprend non-seulement la personne du voyageur, mais encore son bagage, & un ou deux domestiques, suivant la condition du voyageur; mais, communément ces choses sont spécifiées dans le passe-port. Cependant, quoiqu'il soit donné pour le voyageur & pour les gens indistinctement, cela ne donne point le droit de mener avec soi des personnes suspectes à l'Etat, ou qui en auroient été bannies, & qui peuvent être arrêtées; la sûreté du sauf-conduit ne pouvant jamais s'étendre jusqu'à de telles gens.

Le terme du passe-port expiré, la sûreté de celui à qui il avoit été donné cesse, & il peut dès-lors être arrêté, ou même puni, si son retardement affecté, paroît suspect; à moins pourtant, qu'il n'ait été occasionné par quelque maladie, ou quelque force majeure; car alors, il n'y a point eu de sa faute, & il doit jouir de la même sûreté que si le délai accordé n'étoit point encore expiré. Du reste, quand même le souverain qui l'a accordé, viendrait à mourir, la force du sauf-conduit demeure entière jusqu'au terme fixé; car elle n'étoit point attachée à la personne qui l'a donnée, mais à l'autorité souveraine, qui ne périt point. Cela n'empêche pourtant point que le nouveau souverain ne soit le maître de révoquer les sauf-conduits donnés par son prédécesseur; puisque celui-ci avoit le même droit de révocation, ainsi que le général, qui se préparant à une expédition secrète est intéressé à ne pas laisser dans les lieux où est son armée, des personnes qui pourroient instruire les ennemis de sa marche & de ce que l'on médite contre eux. Dans ce cas, il lui importe de révoquer les sauf-conduits qu'il a précédemment accordés; & c'est à quoi il ne manque jamais. Quelquefois on les donne avec cette clause, pour autant de temps qu'il nous plaira: alors le privilège est sans effet, dès que celui qui l'a donné, cesse d'en vouloir la continuation; mais il doit toujours accorder à

ceux qui en sont porteurs, le temps & la liberté de se retirer en sûreté.

Quant aux conventions au sujet du rachat des prisonniers, elles sont étroitement obligatoires. Il est assez d'usage parmi les nations européennes, que les souverains conviennent d'un cartel pour le rachat, ou bien pour l'échange des prisonniers. Mais si pendant le cours de la guerre, on laisse à chaque prisonnier le soin de se racheter lui-même; les conventions particulières qu'ils font pour leur rançon, doivent être remplies avec fidélité de part & d'autre. La rançon fixée & promise, le maître du prisonnier acquiert un droit parfait d'exiger la somme convenue, & il peut céder ce droit, ou le transporter à qui il veut. Le prisonnier est, sans contredit, le maître d'offrir tout aussi peu qu'il veut; mais si, pour se racheter au plus bas prix possible, il a déguisé son rang, c'est une fraude qui donne à l'ennemi le droit d'annuler la convention. Ce captif n'étoit pas obligé, sans doute, de dire qui il étoit, ni quel étoit son grade; il pouvoit le celer, mais il ne pouvoit le déguiser, sans tromper, & le dol est toujours illicite. Dans le cas où le prisonnier ayant promis le prix de sa rançon & reçu sa liberté, meurt avant que d'avoir payé la somme convenue, ses héritiers ne peuvent se dispenser de la payer; c'est une dette de laquelle ils sont indispensablement tenus. Mais si le prix de la rançon promis, & le prisonnier n'étant point libre encore, c'est-à-dire, n'ayant point reçu la permission de se retirer, vient à mourir, ses héritiers ne doivent point le prix; attendu que c'étoit celui de sa liberté, que le prisonnier n'a point obtenue. De même, si celui dont il est prisonnier lui a seulement permis d'aller faire un voyage dans sa patrie pour y disposer ses amis ou son souverain à lui fournir les moyens de se racheter, & qu'il meure pendant son voyage, il n'étoit pas libre, & ses héritiers ne doivent rien donner pour sa rançon. On relâche un prisonnier de guerre, à condition qu'il fera délivrer dans sa patrie un prisonnier de guerre des ennemis. La condition acceptée, & le premier revenu chez sa nation, si le prisonnier qu'il s'étoit chargé de faire délivrer, vient à mourir; sans doute qu'à la rigueur, le prisonnier doit retourner se remettre en prison chez l'ennemi: toutefois, ce cas est si malheureux, qu'on doit laisser à ce prisonnier la liberté, pourvu qu'il en paye un juste équivalent; puisque d'ailleurs, il n'a pas tenu à lui que l'autre n'ait été délivré.

Le prisonnier est convenu du prix de sa rançon, mais le contrat n'en est pas encore passé, & la liberté n'a pas été rendue; avant que cet accord soit consommé, ce prisonnier est repris & délivré par les siens; sans contredit, il ne doit rien: les liens de la captivité dans laquelle il étoit détenu son rompus; il n'est plus question de rançon: mais si, par contrat, il s'étoit reconnu, à raison même du prix de sa délivrance, débiteur du prix de sa rançon; c'est une dette que rien ne peut le dispenser de payer: & cela est si vrai, que si, au lieu des siens qui l'ont repris, ce prisonnier pleinement remis en liberté, a été pris une seconde fois, par d'autres co-

nemis, il est obligé de payer & la première rançon, qui étoit due encore, & une seconde, s'il veut être remis en liberté, par les ennemis en la puissance desquels il est tombé. Enfin, les droits du vainqueur expirent à la mort du prisonnier; en sorte que si, pour faire élargir celui-ci, quelqu'un avoit été mis en otage; du moment que ce prisonnier vient à mourir, l'otage doit être relâché; mais non le prisonnier si c'est l'otage qui meurt.

§. XVIII.

De la guerre civile.

LES loix de la guerre peuvent aussi être faites pour des rebelles; & il est faux qu'ils soient toujours dignes des derniers supplices. Car c'est de la nation même que viennent les droits du souverain, qui doit veiller au salut & au bonheur de la nation. D'après cette obligation, plus ou moins négligée, il est facile de distinguer entre les divers désordres qui peuvent troubler une société politique, & les cas dans lesquels un souverain a le droit de s'armer de rigueur, ou bien, doit user d'indulgence, ou plutôt d'équité. Prendre injustement les armes contre le chef de l'Etat, soit qu'on veuille le dépouiller de son autorité, soit que l'on se propose de résister à ses ordres, ou de lui imposer des conditions, c'est être véritablement rebelle. Mais, un concours de peuple, qui se croyant vexé, ou l'étant par les exacteurs des impôts, s'assemble tumultueusement, & n'écoutant plus la voix de ses supérieurs, en veut à ces supérieurs mêmes, ou à quelques particuliers; ce concours tumultueux n'est qu'une émotion populaire; si de ce premier désordre le peuple passe à des voies de fait, & à une désobéissance formelle aux ordres supérieurs, c'est une sédition: lorsque cette sédition se soutient & se propage de lieu en lieu, de ville en ville, de manière que le souverain n'est plus à lui; c'est un soulèvement. Or, ce désordre doit être réprimé, & ceux qui le causent, l'excitent, ou le soutiennent méritent d'être sévèrement punis; n'y ayant qu'un déni de justice formel de la part du souverain, qui puisse excuser l'emportement du peuple poussé à bout par une oppression intolérable: mais on demande quelle conduite le souverain doit tenir envers les révoltés? La question paroît peu épineuse; il lui importe de punir ceux qui, sans nécessité, troublent la paix publique; mais il ne doit qu'avoir de la clémence pour des malheureux qui, manquant de patience & non pas de fidélité, n'ont pu tenir contre de justes sujets de plainte, qui, se multipliant de jour en jour les ont portés, dans un moment d'ivresse, à entreprendre de se faire justice eux-mêmes. A l'égard des révoltés mêmes, quoique très-répréhensibles, quoique dignes de châtiment, & ayant mérité des supplices, leur grand nombre doit inviter le souverain à les ramener par la clémence. Les habitans des Pays-Bas s'étoient soulevés contre le joug trop dur de l'Espagne; ils méritoient

d'être punis, mais le sanguinaire duc d'Albe outra la rigueur des punitions, & il ne fit que rendre sa mémoire détestable, sans pouvoir ramener, à force de bourreaux, les révoltés à l'obéissance; sa barbare sévérité hâta la révolution, qui détacha les Pays-Bas de la domination espagnole. Qu'un prince, s'il veut être aimé, se garde sur-tout des perfides suggestions de ces hommes de sang, qui lui peignent comme autant de rebelles, tous les citoyens qui refusent de plier sous la violence du pouvoir arbitraire.

Le moyen le plus sûr de calmer les séditions, lorsqu'elles ont pour principe une vexation subalterne, est de punir sévèrement les oppresseurs, & de donner par-là satisfaction au peuple : & si les citoyens ont eu le malheur de se soulever sans sujet, d'effrayer les rebelles par le châtiment exemplaire des plus coupables, & d'accorder une amnistie aux autres; ou même à tous, si la rebellion est portée au plus haut degré de violence. Mais le calme une fois rétabli, les promesses faites par le souverain, doivent rester inviolables : & nul des citoyens ne doit être recherché, à raison des excès par lui commis pendant la rebellion. Sans cela jamais le peuple n'osera dans la suite, se fier à la parole du monarque, & craignant tout des suites de la plus légère émotion, il se portera, par désespoir, aux plus cruelles extrémités. La France eût été perdue, si les ligueurs n'eussent pas cru pouvoir se fier aux promesses de Henri IV.

De ces observations, on est bien éloigné de vouloir conclure que si les sujets ont extorqué, à force d'insolence, & par la supériorité de leurs armes, des conditions odieuses, ou contraires à la dignité de la couronne, au bonheur & au salut de l'Etat, le souverain est obligé de les accomplir; au contraire, l'on pense qu'il doit révoquer, aussitôt que les circonstances le lui permettront, des concessions aussi pernicieuses, & qui sont opposées à la constitution même de l'Etat.

Lorsque dans une société politique, il s'est formé un parti qui n'obéit plus au souverain, & qui se sentant assez fort pour lutter contre lui, prend les armes & lui résiste ouvertement. Ou lorsque, dans une république, la nation divisée en deux factions opposées en vient aux armes, ce n'est plus ni sédition, ni rebellion; c'est-là précisément une guerre civile; nom affecté à toute guerre qui se fait entre les membres d'une même société politique : or, sans examiner de quel côté est la justice, il suffit qu'une telle guerre rompe les liens de la société & du gouvernement, ou qu'elle en suspende la force & les effets, pour que, tant qu'elle dure, ces deux partis doivent être considérés, comme formant deux corps séparés, deux peuples différens, qui se regardant comme ennemis, ne reconnoissent plus ni loix communes, ni juge supérieur. Il est donc évident que ces deux partis regardés comme deux nations qui ne pouvant point s'accorder, ont eu recours aux armes, doivent observer, l'un à l'égard de l'autre, les loix de la guerre, & les mêmes maximes d'humanité, d'honnêteté, de droiture, & de modération, dont on a eu soin de parler au sujet des guerres publi-
ques

ques & en forme. Ces loix, ces principes, ces maximes sont également applicables aux guerres civiles.

Dans le cas ordinaire, où le parti du roi réduit l'autre à se soumettre, & à demander la paix; sans contredit, il peut & doit même pour sa sûreté, & le repos futur de l'Etat, excepter de l'amnistie les auteurs de la guerre, & les chefs du parti opposé, sur-tout lorsqu'il est manifeste, qu'il a été bien moins question de l'intérêt des peuples, que de servir l'ambition & les vues particulières de quelques grands. Si les sujets qui ont pris les armes, n'ont pourtant point cessé de reconnoître le souverain, & n'ont agi que pour obtenir le redressement de quelques griefs; le parti opposé a d'autant plus d'intérêt à observer envers eux les loix communes de la guerre, que les hostilités deviendroient funestes & terribles par les représailles, que le parti soulevé ne manqueroit pas d'opposer aux rigueurs outrées du prince, qu'il d'ailleurs, seroit exposé à commettre de grandes injustices, en se hâtant de punir avec trop de sévérité ceux qu'il traite de rebelles. Ainsi la prudence & l'équité exigent qu'il garde ses prisonniers, jusqu'à ce que, le calme rétabli, il les fasse juger suivant les loix; à moins qu'alors il n'aime mieux leur faire grace. A l'égard des effets pris pendant le cours de la guerre, dès-là que les sujets ne cessent point de reconnoître leur souverain, ils ne peuvent prétendre à leur acquisition. Mais si c'est une république qui soit divisée en deux partis indépendans, & qui ne reconnoissent point de supérieur commun, ils décident leur querelle par les armes, & comme le feroient deux puissances étrangères l'une à l'autre; en sorte, que l'observation des loix communes de la guerre est absolument indispensable pour les deux partis. Quant aux nations étrangères, elles n'ont aucun droit de juger entre ces citoyens divisés, ni entre le prince & ses sujets: elles ne peuvent qu'interposer leur médiation, & si elle est rejetée, alors celles qui ne sont liées avec cet Etat par aucun traité, peuvent assister le parti qui leur paroît le mieux fondé, s'il implore & accepte leur secours; de même qu'elles sont libres d'épouser la querelle de toute autre nation, qui entre en guerre avec une autre puissance, & qui a la justice de son côté.

L I V R E I V.

Du rétablissement de la paix & des ambassades.

§. I.

De la paix & de l'obligation de la cultiver.

Q u'y a-t-il de plus désirable que cet état heureux, dans lequel chacun jouit tranquillement de ses droits, ou les discute sans aigreur & par la raison, s'ils sont controversés. Il n'y a que la paix, la paix seule qui puisse

procurer ce bonheur. Les observations qu'on a faites jusqu'à présent, & malheureusement aussi, les faits, l'expérience de tous les temps, de tous les peuples, n'ont que trop démontré, fait sentir combien est funeste la guerre que l'injustice, l'inhumanité, la fureur des conquêtes, ne rendent que trop souvent inévitable. Comment les nations pourroient-elles s'acquitter des devoirs mutuels que la nature leur impose, si elles ne s'attachoient pas à cultiver la paix ? cette obligation indispensable leur est prescrite par la loi naturelle ; loi divine, dont les principes, les règles, les préceptes ne tendent qu'à la félicité du genre-humain.

Dès-là que les Etats doivent rester unis entre eux par les liens de la concorde, il s'ensuit que les souverains sont dans l'obligation, encore plus étroite, de maintenir la paix ; obligation sacrée, à laquelle leur rang les lie par un double devoir. Ils savent en effet, que l'empire ne leur est confié que pour le bonheur des sociétés politiques dont ils sont les conducteurs, & pour le plus grand avantage de leurs sujets ; ils doivent donc écarter de leurs peuples les maux & les calamités que la guerre traîne à sa suite. On a eu plusieurs fois occasion de parler des devoirs & des bons offices que les nations ont à remplir, les unes à l'égard des autres pour le bonheur de la société universelle ; or, les souverains, revêtus de l'autorité publique, sont chargés par cela même, de tous les devoirs des Etats dont ils sont les chefs ; en sorte que chacun d'eux est non-seulement obligé de procurer la paix au corps de nation qu'il gouverne ; mais il est tenu encore de détourner, autant qu'il est en lui, les autres sociétés politiques de tout ce qui peut rendre à altérer le calme ; & de leur inspirer, par la sagesse de son gouvernement, & la candeur de sa conduite à leur égard, l'amour de la justice, de l'équité, de la tranquillité publique ou de la paix.

Quant à ces perturbateurs du repos public ; quant à ces fléaux de la terre, qui dévorés d'ambition, agités, irrités par leurs passions féroces, sont toujours occupés du soin de se jouer du sang de leurs sujets & du bonheur des hommes ; ce sont les plus cruels ennemis de l'espèce humaine ; c'est contr'eux que toutes les nations confédérées devroient se tenir perpétuellement armées. Ils ne sont que l'objet de l'indignation des ames éclairées, & celui de la stupide admiration du vulgaire ; ils méritent d'autant plus l'exécration générale, que rompant la paix sans sujet, ils nuisent nécessairement aux nations mêmes chez lesquelles ils ne vont pas porter la mort & la dévastation ; parce qu'ils attaquent essentiellement la sûreté de tous les peuples de la terre, par l'exemple pernicieux qu'ils donnent aux sanguinaires conquérans, qui seront tentés de marcher sur leurs traces.

L'amour de la concorde est si étroitement recommandé par la loi naturelle, que le but de la guerre même, doit toujours être, ainsi qu'on l'a observé, liv. III. §. 3., de ramener la paix, & de poser les armes, aussitôt que la nécessité de s'en servir vient à cesser, même quand on avoit à

poursuivre les droits les plus légitimes, ou à obtenir la réparation la plus évidemment & la plus indispensablement exigible. Si la cause de la guerre est douloureuse, les hostilités ne peuvent avoir pour but que d'amener l'ennemi à une paix équitable, & elles doivent cesser, aussitôt que les conditions proposées sont acceptées. Il n'y a donc qu'une guerre justement entreprise contre un ennemi perfide, qui puisse être poussée, jusqu'à ce que l'on ait brisé une puissance excessive & dangereuse, ou qu'on l'ait réduite à donner pour l'avenir, des sûretés satisfaisantes. L'obstination insurmontable d'un tel ennemi à rejeter les conditions équitables qui lui sont offertes, justifie & légitime contre lui, la guerre à toute outrance, & poussée jusqu'à ce qu'on l'ait ou détruit, ou entièrement soumis. Enfin, lorsque les deux partis fatigués de la guerre pensent à s'accommoder, on offre des conditions des deux côtés, & la paix terminant la contestation, vient mettre fin à la guerre.

§. I I.

Des traités de paix.

ON donne au contrat dans lequel deux puissances qui viennent de se faire la guerre, reglent la maniere dont la paix doit être rétablie & entretenue, le nom de traité de paix. Les souverains auxquels seuls appartient le droit de déclarer la guerre, sont aussi autorisés seuls à conclure des traités de paix. Mais il ne s'ensuit point delà qu'ils aient le pouvoir d'offrir ou d'accepter, en vue de la paix, toutes sortes de conditions. Car, sur beaucoup de choses, leur puissance, à cet égard, est limitée par les loix fondamentales des nations dont ils sont les chefs, & des biens desquelles ils n'ont que l'administration. En vain, dans le traité de Madrid, François I. céda quelques provinces à Charles-Quint, les Etats s'opposèrent justement à ces dispositions, & déclarèrent que le roi ne pouvoit aliéner aucune partie du royaume.

Il est des nations qui, disposant librement de leurs affaires domestiques, ont confié à une personne ou à une assemblée, le droit de déclarer la guerre & de faire la paix; il en est d'autres qui, se réservant le droit de faire la guerre, n'ont confié au souverain que celui de faire la paix, ou même de ne conclure de traité semblable, que concurremment avec une assemblée ou conseil national. C'est ainsi qu'en Suede, le roi ne peut déclarer la guerre que du consentement des Etats assemblés en diete, ni faire la paix que de concert avec le sénat. En général, quand on a à traiter avec un souverain ennemi, dont la puissance est limitée, & qui, par conséquent, ne peut valablement accepter toutes sortes de conditions, le moyen le plus sûr est d'exiger que le traité sera approuvé par la nation, ou par la puissance qui, concurremment avec le chef de l'Etat, forme toute la plénitude de la souveraineté. Dans les autres Etats, où le prince

n'appartient point de juger de la légitimité ou de l'illégitimité des droits de ce prince, peuvent-elles valablement traiter de la paix avec un tel usurpateur & la conclure : ce qui n'empêche pourtant point qu'elles ne puissent & ne doivent épouser la juste cause du roi dépouillé & lui donner du secours : mais alors, elles se déclarent ennemis de l'Etat, qui a reconnu la souveraineté de l'usurpateur.

Il est de l'équité que le prince, au nom duquel la guerre s'est soutenue, fasse comprendre ses alliés dans le traité de paix qui la termine. Toutefois, le traité qu'il conclut, n'oblige ses alliés qu'autant qu'ils l'acceptent, à moins qu'ils ne lui aient donné pouvoir de stipuler pour eux : mais il ne s'agit là que des alliés, qui, sans prendre directement part à la guerre, ont donné du secours à la partie principale. A l'égard des souverains associés pour la guerre, & qui font chacun partie principale, chacun aussi doit faire particulièrement son traité de paix pour soi.

Tout traité de paix, quel qu'il soit, n'est qu'une transaction, dans laquelle, sans observer les règles d'une justice exacte & rigoureuse, sans décider la cause même de la guerre, ni les contestations que les actes d'hostilité pourroient faire naître, sans condamner aucune des parties comme injuste, nulle nation n'ayant un tel droit à l'égard des autres; on convient de ce que chacune des puissances doit avoir, en extinction de toutes ses prétentions : de manière que le but de tout traité est d'abolir le sujet de la guerre, & c'est pour cela que dans de tels contrats, les souverains s'engagent réciproquement à une paix perpétuelle; non que par ces expressions, les parties contractantes s'obligent de ne se faire jamais la guerre pour quelque cause que ce soit; mais parce qu'elles promettent de ne jamais reprendre les armes pour le même sujet qui l'avoit allumée : ce qui n'empêche pourtant point que dans la suite, on ne puisse, sans injustice, former sur d'autres fondemens de nouvelles prétentions à la chose même qui a été le principe de la guerre.

Comme le but de la paix est d'anéantir tous les sujets de la discorde à laquelle on met fin, l'amnistie, ou l'oubli du passé, doit être & est communément le premier article du traité; &, quand même il n'en seroit point parlé, cette clause y est nécessairement comprise, la paix ne pouvant subsister sans l'oubli du passé. Quant aux choses dont le traité ne dit rien, soit parce que chacune des deux puissances, se prétendant également fondée en justice, nulle d'elles ne peut juger sur cette prétention, soit que ces choses aient été omises par oubli, elles doivent rester dans le même état où elles se trouvent lors de la conclusion de la paix; en sorte que l'on n'a aucune action pour les dommages causés pendant la guerre, & dont la réparation n'a pas été stipulée par le traité. A l'égard des choses qui ne sont point comprises dans la transaction ou l'amnistie, telles qu'une répétition fondée sur une dette ou sur une injure antérieure à la guerre, à laquelle elles n'avoient point de rapport; elles restent en leur entier,

& ne sont nullement abolies ; à moins que les parties contractantes ne soient expressément convenues de l'anéantissement de toute prétention quelconque. Il en est de même des dettes ou des torts entre particuliers, & qui n'ont aucune relation avec la guerre ; toutes ces choses subsistent ; de manière que si deux sujets de puissances ennemies contractent ensemble en pays neutre, ou si l'un d'eux fait tort à l'autre, la dette pourra être exigée & la réparation du tort poursuivie, après la conclusion du traité de paix entre les souverains des deux particuliers.

Quand on stipule dans le traité, que les choses seront rétablies dans l'état où elles étoient avant la guerre ; cette clause ne doit s'entendre que des immeubles, & non des effets mobilières ou du butin dont la propriété appartient, ainsi qu'on l'a dit, à ceux qui s'en sont emparés. Enfin, il est de règle invariable que les traités anciens rappelés & confirmés dans le nouveau, en font partie, comme s'ils y étoient littéralement transcrits.

§. III.

De l'exécution du traité de paix.

LE traité de paix oblige les parties contractantes du moment qu'il est conclu, & ceux qui sont sous leur domination, du moment qu'ils en ont connoissance. De manière que si, avant de le connoître, des gens de guerre commettent quelques hostilités, c'est un malheur, dont ils ne peuvent être punis ; mais c'est à leur souverain à faire restituer ce qui a été pris pendant ces dernières hostilités, attendu qu'il étoit alors obligé à la paix. Aussi, la première chose que font les puissances, après la conclusion de la paix, est de mettre ordre à la cessation des hostilités, ce qui se fait communément par une armistice, publié à la tête des armées. Quant au reste des sujets, le traité ne devient une loi pour eux, que lorsque la publication en est faite ; c'est dès-lors seulement qu'ils sont indispensablement obligés de s'y conformer.

On fixe ordinairement le terme auquel le traité doit avoir son exécution ; mais quand ce terme n'a point été fixé, la raison & l'équité veulent qu'il soit exécuté aussitôt qu'il sera possible. Car, la foi de toute promesse exclut toute lenteur, toute négligence, comme tout délai affecté dans l'exécution. Toutefois, personne n'étant tenu à l'impossible, il est de principe que tout empêchement réel & insurmontable, est une légitime excuse : en sorte que si même la condition promise ne peut être remplie par un équivalent, l'empêchement anéantit la promesse, quand il n'y a point de la fuite du promettant ; au lieu que l'empêchement ne fait que la suspendre, si l'exécution peut être remise à un autre temps ou être faite en une autre occasion : mais elle tombe, quand c'est l'acceptant qui lui-même a empêché qu'elle ne fût exécutée, ou seulement qu'elle le fût dans un temps

présumer que des sots ou des ignorans aient été chargés d'une chose aussi importante que l'est un traité de paix. 3°. Que le traité ne se rapportant naturellement qu'à la guerre, à laquelle il met fin, les clauses vagues ne doivent s'entendre que dans cette relation, & que par conséquent, le rétablissement des choses ne doit jamais être rapporté à des changemens que la guerre elle-même n'a point opérés : en sorte que l'une des puissances contractantes, ne peut, en vertu de la promesse qu'elle a faite de rétablir les choses dans leur état, être contrainte à remettre en liberté un peuple libre, qui s'est volontairement donné à elle pendant la guerre.

§. I V.

De l'observation & de la rupture du traité de paix.

C E qu'on a dit de la grande utilité, de la nécessité même, & de l'intérêt sensible que les souverains & les nations ont de maintenir la paix, prouve suffisamment l'obligation où elles sont d'observer fidèlement les traités de paix, qui, devant être perpétuelle, oblige non-seulement les princes & les Etats qui l'ont conclue, mais aussi leurs successeurs, ainsi qu'on l'a démontré au §. 12. du liv. II. Ce seroit donc un foible & très-mauvais prétexte de se dégager d'un traité de paix, que d'alléguer la crainte qui l'a extorqué ou la force qui l'a arraché. Outre qu'il y auroit une lâcheté honteuse, à employer d'aussi misérables raisons; si d'ailleurs, elles pouvoient être admissibles, il n'y auroit bientôt plus aucune sûreté, n'y ayant point de souverain, ni d'Etat qui ne put se servir de ces moyens pour couvrir sa mauvaise foi. D'ailleurs, un souverain avide, un conquérant injuste, qui subjuguant une nation, la force, par la supériorité de ses armes, à accepter des conditions dures, honteuses, tyranniques, ne met point fin à la guerre par ces iniques conditions; le repos qui succede à ses fureurs, n'est qu'apparent; & non pas une paix; ce sont des loix qu'il la force d'accepter par nécessité, & non pas un traité de paix qu'il conclut avec elle. Ainsi, l'empereur du Mexique n'eût point été perfide, & n'eût pu être accusé de violer la paix, si contraint de racheter sa liberté par les plus dures conditions, par sa soumission à un tribut immense, & par son obéissance à la couronne d'Espagne, il eût trouvé une occasion favorable de rentrer dans ses droits indignement outragés, de délivrer son peuple; &, pour le bonheur même de l'humanité, d'exterminer cette troupe d'Espagnols farouches & brigands, qui inonderent l'Amérique du sang de ses habitans.

Il n'y a donc que les accommodemens équitables qui méritent seuls le nom de traités de paix; & ce sont ceux-là dont on viole les engagements, soit en faisant ce qu'ils défendent, soit en ne faisant pas ce qu'ils prescrivent. Or, il est trois manieres de manquer à ces engagements, ou de rompre

rompre un traité de paix. 1°. Par une conduite opposée à la nature du traité. 2°. Par des procédés incompatibles avec la nature particulière du traité; 3°. En violant quelqu'un de ses articles.

C'est agir non-seulement contre la nature d'un traité de paix, mais se déclarer encore essentiellement ennemi de la paix, que de la rompre sans raison, sans prétexte, ou d'offenser la puissance avec laquelle on s'est lié par un traité, soit en recommençant la guerre, soit en maltraitant ses sujets, & en se conduisant à leur égard d'une manière incompatible avec les engagements que l'on a contractés. De même, c'est rompre la paix, & agir contre la nature du traité qui l'avoit assurée, que de recommencer la guerre pour le même sujet qui avoit occasionné les anciennes hostilités: mais ce n'est point du tout manquer aux conditions que l'on a promis de remplir par le traité, que de reprendre, pour un nouveau sujet, les armes contre une puissance avec laquelle on avoit conclu la paix. Alors c'est une contestation nouvelle, qui doit être toujours présumée étrangère à la guerre qu'on avoit terminée; & il n'appartient à personne de décider de la justice ou de l'injustice de la cause des nouvelles hostilités, pourvu que le sujet de plainte qui fait recourir aux armes, & le refus de satisfaction aient de part & d'autre, quelque apparence de droit, ou du moins, pourvu que la question paroisse litigieuse; car alors, il ne reste aux deux nations qui ne peuvent convenir de rien, d'autre voie que celle de la force, & elles commencent une guerre nouvelle, qui ne blesse en aucune manière l'ancien traité de paix. Ce n'est pas rompre la paix non plus, que de s'allier & se joindre aux ennemis du souverain avec lequel on l'a conclue; à moins qu'on ne se fût expressément engagé à ne point contracter de telles alliances. Car il seroit absurde de prétendre que, parce qu'on a terminé une guerre par un traité de paix, on a par cela même, renoncé au droit de former des alliances & de secourir ses amis. Ainsi, c'est, dans ce cas, commencer une guerre nouvelle, pour la cause d'autrui.

Il y a cette différence entre une guerre nouvelle & la rupture d'un traité de paix, que la première n'éteint aucun des droits acquis par le traité, qui n'étant lui-même censé recevoir aucune atteinte, les laisse subsister dans leur entier; au lieu que la rupture du traité de paix les annule & les anéantit, comme le traité même sur lequel ils étoient fondés. D'ailleurs, rompre un traité solennel, est une action infiniment plus odieuse, que celle de soutenir par les armes une nouvelle prétention, quelque injuste qu'elle puisse être; & en effet, par la première, c'est ajouter l'injustice à la perfidie, que d'attaquer le fondement de la tranquillité publique, & d'offenser par-là, toutes les nations. On ne pense pas qu'il soit nécessaire d'observer que ce n'est point du tout rompre la paix, ni le traité qui peut l'avoir conclue, que de se décider lorsqu'on s'y trouve forcément obligé, à repousser la force par la force; c'est-là précisément le cas de la juste défense de soi-même; droit naturel, auquel on n'a pu renoncer, lorsque

l'on a conclu la paix. On dit, quand on s'y trouve forcément obligé, c'est-à-dire, que la violence à laquelle on est exposé, ne laisse point d'autres moyens de se garantir, soi ou ses biens d'une attaque inopinée. Car il est des moyens plus doux d'obtenir la réparation du dommage souffert, ou de l'injure reçue, il faut, & l'on doit même les préférer.

Une puissance qui a compris ses alliés dans le traité de paix qu'elle a conclu, fait à cet égard, cause commune avec eux; de manière, qu'elle est tout aussi essentiellement offensée elle-même, lorsqu'ils sont l'objet de la rupture du traité, que si c'étoit directement contre elle qu'il eût été rompu : mais si l'injure est faite contre un nouvel allié de cette puissance, & qui ne l'étant point lors de la conclusion de la paix, n'y avoit pas été compris, c'est un nouveau sujet de guerre, qui n'enfreint en aucune manière le traité de paix.

Tout procédé contraire à la nature particulière d'un traité de paix, le rompt inévitablement. En sorte, que deux puissances s'étant expressément engagées, lors de la conclusion de la paix, à vivre désormais en bonnes amies, celle des deux qui traite durement les sujets de l'autre, dont elle accueille & seconde les ennemis; qui gêne son commerce, ou qui lui refuse, même pour de l'argent, des vivres & des secours, ou qui protégeant ses citoyens factieux ou rebelles, les favorise, les excite, ou leur donne retraite : cette puissance rompt d'autant plus ouvertement le traité de paix, que ces procédés sont manifestement contraires à l'amitié qu'elle avoit promise; la rupture seroit encore plus marquée si à ces marques d'animosité, elle ajoutoit la construction des forteresses sur les frontières, une défiance insultante, des levées extraordinaires de troupes, un refus obstiné de déclarer la cause de ces préparatifs, &c. toutefois, on ne doit point oublier que ce n'est point manquer à l'amitié promise, ni rien faire par conséquent d'opposé à la nature particulière d'un traité de paix, que de donner retraite aux exilés de la nation, avec laquelle on a promis de vivre en bonne intelligence, ou de recevoir ceux de ses sujets qui, sans intention de lui nuire, par leur absence, la quittent pour leur avantage, ou bien d'en accueillir plusieurs autres, qui s'en sont éloignés, ne pouvant y jouir de la liberté de conscience; il n'y a rien dans cet accueil qui soit en aucune manière incompatible avec l'amitié, qui est bien éloignée de dispenser des devoirs communs de l'humanité envers tous les hommes.

Enfin, la paix est rompue par la violation de l'un des articles du traité, car, il est évident que celui qui, par une telle infraction, manque à ses engagements, marque l'intention où il est d'annuler le contrat, autant qu'il est en lui; aussi de toutes les manières de rompre la paix, celle-ci est-elle l'une des moins équivoques. Quelques célèbres publicistes ont néanmoins pensé qu'il falloit distinguer entre les articles liés les uns aux autres ou dépendans les uns des autres, & les articles divers, ou qui n'ont point de connexion avec les autres; & ils ont décidé que le traité n'étant

violé que dans ces derniers articles, la paix devoit subsister à l'égard des autres. Mais cette décision est d'autant plus fautive, que tous les articles d'un traité de paix, sont, comme l'observe Grotius, liv. III §. 19, renfermés l'un dans l'autre, en forme de conditions, de même que si l'on avoit dit; je ferai telle, ou telle chose, pourvu que, de votre côté, vous fassiez telle ou telle autre chose : en sorte que violer un article, c'est vouloir les annuler tous, & enfreindre ouvertement la paix; à moins que le traité ne porte cette clause expresse, qu'encore qu'on vienne à enfreindre quelqu'un des articles, les autres ne laisseront pas de subsister dans toute leur force; ou bien que la violation d'un article n'opérera que celle de ceux qui y répondent. Sans cette clause la distinction dont on vient de parler, est puérile; car entre deux nations indépendantes, qui décidera entre les articles plus ou moins importants d'un traité? à qui appartiendra-t-il de prononcer sur le plus ou le moins d'importance de l'article violé? aussi les puissances sont-elles dans l'usage, afin de prévenir toute contestation à ce sujet, de convenir, dans leurs traités, d'une peine contre celle des parties contractantes, qui enfreindra quelqu'un des articles du contrat, & alors, en satisfaisant à la peine stipulée, le traité conserve toute sa force : rien n'empêche même que l'on n'attache à l'infraction de chaque article une peine proportionnée à son importance; & ce seroit le moyen le plus sûr de se mettre par avance, de part & d'autre, à l'abri de toute fâcheuse discussion.

On ne répétera point ici ce qu'on a dit plus haut à l'égard des délais affectés, plus répréhensibles qu'un refus exprès, en ce qu'ils indiquent une mauvaise foi perfide qui cherche à se couvrir d'un artifice frauduleux. On a dit aussi que nul n'étant tenu à l'impossible, un empêchement insurmontable ne suffisoit pas pour opérer la rupture ou la nullité d'un traité. Il est bon néanmoins d'observer que si la condition que l'on ne peut remplir, à cause d'un empêchement insurmontable, est de telle nature qu'il paroisse évidemment que le traité n'a été fait qu'en vue de l'accomplissement de cette condition, & non d'aucun équivalent, sans contredit cette impossibilité survenue annule le contrat. Ainsi le traité de protection devient nul, lorsque le protecteur se trouve, sans qu'il y ait de sa faute, hors d'état d'effectuer la protection qu'il a promise. Il en est de même d'un souverain qui, s'étant engagé, à condition qu'on le feroit rentrer en possession d'une place importante, est quitte de ses engagements, si la nation avec laquelle il a contracté, ne peut lui procurer la restitution de cette place.

A l'égard des effets que peuvent opérer les atteintes données au traité de paix par les sujets de l'une des parties contractantes, on ne s'y arrêtera point ici, cette matière ayant été suffisamment discutée dans le §. 6 du deuxième livre. Mais on dira que le traité de paix étant rompu par les alliés de l'une des puissances, même compris dans le traité, il n'est point rompu par rapport à elle, pourvu qu'observant avec fidélité les engage-

mens, elle n'entreprenne point de soutenir la cause de ces perfides alliés, & de leur donner du secours.

Au reste, lorsqu'on dit que la violation d'un traité l'annule; cela doit s'entendre seulement de la liberté que cette infraction donne à la puissance lésée de déclarer le traité rompu, ou de le laisser subsister; en sorte qu'elle a le choix de se dégager à son tour, ou bien, si elle aime mieux ne pas rompre, de pardonner l'infraction, en se contentant d'un simple dédommagement, ou d'une juste satisfaction; car il y auroit en même temps bien de l'absurdité & de l'iniquité dans celui qui l'a violé, s'il prétendoit avoir le droit d'annuler le traité par sa propre infidélité. Ce seroit un moyen trop commode de se débarrasser de ses engagements: une telle jurisprudence, accordant tout à la mauvaise foi, détruiroit pour jamais la sûreté des promesses, & le repos des nations.

§. V.

Du droit d'ambassade, ou d'envoyer & de recevoir des ministres publics.

IL est utile, nécessaire, indispensable même, qu'il y ait une perpétuelle communication entre les diverses sociétés politiques; non-seulement, afin qu'elles puissent éviter toutes les occasions de se nuire réciproquement; mais encore afin qu'elles soient toujours en état de se rendre les unes aux autres les devoirs mutuels qu'elles ont à remplir, soit à l'égard du secours qu'elles se doivent, pour le bien commun, soit à l'égard des moyens de terminer leurs différens, ou de s'unir plus étroitement les unes avec les autres par des liens particuliers. Or, comme il n'est pas possible que les nations, chacune en corps, se visitent & confèrent ensemble, ni que leurs conducteurs très-occupés, chacun à la tête de ses peuples, s'assemblient pour traiter de leurs affaires; le moyen le plus facile de communication qui restât aux nations, & aux souverains, étoit de traiter ensemble par l'entremise de procureurs, ou mandataires chargés de leurs ordres & munis de leurs pouvoirs. Ce sont ces procureurs, mandataires ou délégués, qu'on appelle ministres publics. Il en est de divers ordres ou de différentes classes plus élevées les unes que les autres, quant à l'éclat & à la dignité, mais au fond, ils sont tous revêtus d'un caractère essentiel qui leur est commun, celui de représentant d'une puissance, chargé des ordres ou des affaires de la nation ou du souverain qui l'envoie.

De cette définition des représentans, il résulte que tout Etat souverain a incontestablement le droit d'envoyer & de recevoir des ministres publics, quelque limitée que puisse être sa souveraineté, soit par une alliance inégale, soit par un traité de protection; à moins pourtant que l'allié inégal ou le protégé, le souverain vassal ou tributaire, n'aient expressément renoncé au droit d'envoyer & de recevoir des ministres. Les princes même ou les communautés, qui ne sont pas pleinement souverains, peuvent

pourtant jouir du même droit, pourvu que ces princes ou ces communautés aient quelques-uns des droits qui sont attachés à la souveraineté seule; attributs qui, comme on a eu occasion de le dire ailleurs, ne sont point indivisibles. Ainsi les princes de l'Empire, quoiqu'ils relevent de l'empereur, étant souverains à bien des égards, ont le droit de traiter avec les puissances étrangères, & par conséquent celui d'envoyer & de recevoir des ministres publics. Ainsi, les villes qui, quoique sujettes, ont le droit de bannière, ont de même celui de recevoir les ministres des puissances étrangères & de leur envoyer des députés. Ce droit de bannière étant un attribut de la souveraineté, qui emporte le droit d'envoyer des secours de troupes, renferme essentiellement celui d'envoyer & de recevoir des représentans : c'est par cette raison que Neuschâtel & Bienne, quoique sous la domination d'un prince, traitent en souveraines avec les États étrangers. Les vice-rois & les gouverneurs d'une souveraineté, ou d'une province éloignée, ont quelquefois le même droit qu'ils exercent au nom & par l'autorité du souverain; tels étoient les vice-rois de Naples, les gouverneurs de Milan, & ceux des Pay-Bas sous la domination Espagnole.

Au reste, comme originairement la souveraineté réside dans la nation, de même c'est à la nation, comme dans son sujet principal & primitif, que réside le droit d'ambassade, qui n'est, ni ne peut être exercé par le prince qu'en qualité de chef & de représentant de la nation. Cela est si vrai, que le trône vacant, c'est à la nation ou à ceux auxquels la régence est commise par les loix fondamentales, qu'il appartient d'envoyer & de recevoir des ambassadeurs. Les mêmes honneurs dont les ambassadeurs d'Angleterre jouissoient chez les puissances étrangères, sous l'autorité des rois, leur furent rendus sous le protectorat de Comwel; un ambassadeur de Pologne n'est pas moins considéré dans les cours où il réside, pendant l'interregne, qu'il l'est quand le trône est rempli. Du droit qu'ont les nations d'envoyer & de recevoir des ministres publics, il suit qu'entreprendre d'empêcher un Etat, d'envoyer ou de recevoir des ambassadeurs, c'est lui faire injure, blesser le droit des gens, rompre le plus sacré des liens qui unissent les peuples, & les offenser tous. Ce n'est cependant point qu'en temps de guerre, l'une des nations armées, ne puisse très-légitimement empêcher l'autre d'envoyer des ministres publics, chargés de solliciter des secours. C'est un droit que donnent les armes, & qui s'étend jusqu'à celui de refuser le passage aux ambassadeurs des nations neutres, qui voudroient aller chez l'ennemi; car la sûreté veut que l'on se précautionne contre tout ce qui peut tendre à fortifier l'ennemi, & par cela même, que l'on ne souffre point le passage des ministres qui pourroient aller porter des avis à la nation ennemie, ou concerter avec elle les moyens de la secourir. Mais, dans ces circonstances, pour ne point offenser ces Etats neutres, on leur rend compte des raisons que l'on a de s'opposer au passage de leurs ministres, & c'est à eux à se contenter des motifs dont on leur fait part, & qui

étrangeres ne devant point s'ingérer des affaires d'un peuple, si celui-ci s'est volontairement soumis à l'usurpateur, les ambassadeurs de ce dernier doivent être reçus sans difficulté, la possession du trône devant, à cet égard, servir de règle aux nations étrangères. De même, si ce peuple a chassé son souverain, on ne peut, sans se déclarer son ennemi, refuser de le considérer comme un Etat libre & indépendant, jouissant par conséquent de la souveraineté, qui lui donne le droit d'envoyer & de recevoir des ministres publics. Cependant, par cela même, que toute société politique est indépendante & libre, une nation approuvant la justice de la cause du souverain détrôné, a la liberté de le regarder & le traiter en souverain ; par conséquent de refuser, si ses intérêts le demandent, l'ambassade de ce peuple ; mais si elle l'a une fois reçue, ou celle de l'usurpateur, auquel elle ait envoyé à son tour, des ambassadeurs, elle ne peut plus reconnoître le prince détrôné, ni son héritier, sans faire injure à l'usurpateur & au peuple ; & ce fut là l'un des principaux sujets de la guerre que l'Angleterre fit à la France, qui, après avoir reconnu Guillaume III, fit des démarches en faveur du fils de Jacques II.

§. V I.

Des divers ministres publics, du caractère représentatif, & des honneurs qui sont dûs aux ministres.

IL n'y avoit jadis qu'un seul ordre de ministres, ou du moins ils n'avoient qu'une même dénomination ; on les appelloit tous *legati*. On les a divisés depuis en différentes classes ; mais ils ont tous, ainsi qu'on l'a dit, un caractère qui leur est commun, celui de représenter, pour l'affaire dont ils sont chargés, la nation ou le souverain qui les a envoyés. Mais ce caractère représentatif a plus ou moins d'éclat, relativement aux affaires que les ministres ont à traiter, en tenant la place du maître. Et c'est cette différence de représentation qui diversifie aussi les honneurs dus aux différents ministres publics. L'ambassadeur est celui qui représente son maître, quant à la personne même & à la dignité ; & comme il est revêtu du caractère représentatif par excellence, il est au-dessus de tous les autres, qui ne sauroient entrer en concurrence avec lui. Quelque différence d'ailleurs que l'usage ait introduit dans la différence d'honneurs qu'on rend aux ambassadeurs extraordinaires & aux ambassadeurs ordinaires, cette distinction n'est qu'accidentelle, & relative uniquement au sujet de leur mission. L'un & l'autre sont au-dessus des envoyés qui ne sont point revêtus du caractère représentatif au premier degré ; ce sont des ministres du second ordre, & dont le rang ne le cède qu'à celui des ambassadeurs. Il en est également d'ordinaires & d'extraordinaires, & l'usage, ainsi que l'intention des souverains, est de donner aux derniers un plus haut degré de considération.

ordre ou des ambassadeurs : elles ont de la peine à accorder des honneurs distingués à des représentans d'une petite société politique. Cette répugnance n'est pourtant point fondée : car dès-là que tout souverain vit dans l'état d'indépendance & d'égalité, qu'importe le plus ou le moins d'étendue des Etats, ils sont tous égaux en dignité, quelque inégaux qu'ils soient en force & en puissance. C'est donc faire une très-grande injure à ceux auxquels on conteste ce droit, si d'ailleurs leur indépendance est reconnue. C'est à cause de ce défaut d'indépendance absolue, que les rois de France refusent aux ministres des princes d'Allemagne le titre d'ambassadeurs, & les honneurs attachés au premier rang de la représentation ; honneur que la cour de France accorde aux ambassadeurs des princes d'Italie, qui, quoique feudataires de l'empereur, ne relevent cependant pas autant de son autorité, ne sont pas corps avec l'Allemagne, ne sont pas tenus d'assister aux diètes de l'empire, dont ils se trouvent presque à tous égards séparés, & jouissent d'une souveraineté plus entière & d'une indépendance plus absolue.

Les honneurs que l'on rend aux ambassadeurs, sont des choses de pure institution & de coutume ; il faudroit entrer dans un trop immense détail pour rendre compte de ces honneurs diversifiés, suivant les mœurs, le caractère des nations, & la variété des usages des cours. On dira seulement qu'en général, on doit, par le droit des gens naturel & nécessaire, avoir égard à ces choses d'institution, & se conduire par rapport à ces honneurs, comme s'ils avoient par eux-mêmes la valeur que les hommes y ont attachée. Il est, par exemple, dans la plupart des cours Européennes, d'usage que les ambassadeurs se couvrent devant les souverains vers lesquels ils sont envoyés ; ce seroit donc faire une injure à un Etat & l'irriter en quelque sorte, que de refuser ce droit à ses ambassadeurs. Ceux des cantons Helvétiques, peu attentifs au cérémonial, ont négligé pendant fort long-temps de s'appercevoir qu'à la cour de France, on ne les faisoit pas jouir de cette marque de considération ; mais ils ont enfin senti qu'on leur refusoit cette distinction que l'usage a rendu essentielle. Aussi, Louis XV, étant allé en Alsace en 1744, les Suisses, avant que de lui envoyer des ambassadeurs, pour le complimenter, lui firent demander s'il leur seroit permis de se couvrir devant sa majesté : il fut répondu que non, & le corps Helvétique refusa, à son tour, d'envoyer des ambassadeurs. Les Suisses sont les plus fideles & les plus anciens alliés de la France ; ils forment, sans difficulté, la nation la plus libre & la plus indépendante de l'Europe ; & l'on doit présumer que leurs ambassadeurs jouiront, à la cour de Versailles, des mêmes honneurs qui y sont rendus aux ministres des autres puissances.

cet Etat, le passage peut lui être refusé; mais jamais ce refus ne doit être suivi de mauvais traitemens, ni d'aucune entreprise sur sa personne, ou sur sa liberté, à moins pourtant que ce ministre ne soit celui d'une puissance ennemie, & qu'il n'entreprenne de passer secrètement; car alors, il importe, non-seulement de leur interdire le passage, mais aussi de les arrêter eux & leurs gens. C'est ce qu'éprouva un ambassadeur de France, qui, allant à Berlin, & égaré par ses guides, passa dans un village de l'électorat de Hanovre; il y fut arrêté par ordre du roi d'Angleterre, & transféré à Londres. Le roi d'Angleterre n'avoit fait en cela, qu'user prudemment de ses droits, & la cour de France, ni celle de Berlin, ne formèrent là-dessus aucune sorte de plainte.

On a eu occasion de dire combien étoient nécessaires, en temps de guerre, les ambassades & les ambassadeurs entre ennemis. On a dit qu'il importoit d'autant plus de les recevoir, que souvent c'étoit-là le seul moyen de rapprocher les nations ennemies, & de rétablir la paix. Cependant, comme l'ambassadeur d'un ennemi ne peut se présenter chez la puissance vers laquelle il est envoyé, sans qu'elle lui en ait accordé la permission, & qu'il est souvent difficile de trouver des personnes neutres qui demandent cette permission, l'usage a introduit l'utile établissement de certains messagers privilégiés, dont le droit des gens veut que la personne soit sacrée & inviolable : ces messagers, chargés de propositions à faire d'ennemi à ennemi, sont des hérauts, des trompettes ou des tambours. Les hérauts qui avoient succédé aux *Féciales* des Romains, ne sont guere plus en usage, & l'on ne se sert plus que de tambours ou de trompettes. Ils doivent être respectés comme représentant, dans leur commission, la personne même du souverain qui les envoie, & ce fut par une atrocité bien digne de la barbarie, que le duc d'Albe, violant le droit des gens & les loix de la guerre, fit pendre un trompette du prince d'Orange; il excusa fort mal cet indigne attentat, par le prétexte qu'il n'étoit point obligé de donner sûreté à un trompette, envoyé de la part du chef des rebelles. C'étoit ajouter au crime une fausseté, puisqu'il est de maxime, ainsi qu'on l'a prouvé au §. 18. du troisième livre, que les loix de la guerre doivent être observées dans les guerres civiles. Au reste, les mêmes raisons par lesquelles un souverain peut se dispenser de recevoir un ambassadeur, peuvent aussi l'autoriser à ne pas recevoir un trompette ou un tambour; mais alors, il doit envoyer au-devant de lui, avec ordre qu'il ait à se retirer, en lui déclarant même que s'il revient une seconde fois, on tirera sur lui. Mais c'est-là tout ce que les raisons les plus fortes permettent de faire; & jamais on n'a le droit d'insulter un héraut ou un trompette, soit qu'on l'admette, soit qu'on ne veuille pas le recevoir.

C'est au général d'armée, ou à un commandant en chef, dans l'étendue de son département, qu'il appartient d'envoyer un tambour ou un trompette au général ancien commandant en chef du parti ennemi. Car si ce

ruiner l'Etat que sert l'ambassadeur. Alors ce n'est plus une trahison criminelle, c'est un acte de simple & de juste défense; aussi le grand Henri IV disoit-il avec raison à l'ambassadeur d'Espagne, qu'il est permis sans difficulté à l'ambassadeur d'employer la corruption, pour découvrir les intrigues qui se font contre le service de son maître. Ce n'est point trahir au reste, que d'employer la voie des présens & des promesses, pour acquérir des amis au souverain qu'on sert.

Dans le cas très-rare où un ambassadeur oubliant ce qu'il doit à la dignité de son caractère, & abusant de son indépendance, forme des entreprises nuisibles à l'Etat où il réside, fait des injustices, ou use de violence contre les citoyens; ceux d'entre ceux-ci qui sont lésés ou offensés, ne doivent point s'adresser aux magistrats ordinaires, mais au prince lui-même, qui demande justice au maître de l'ambassadeur, & qui, dans le cas de refus, peut ordonner au ministre coupable, de sortir de ses Etats. Quant aux fautes commises contre le prince même, le souverain offensé par l'ambassadeur, a le droit, suivant la nature de la faute, ou de demander le rappel de ce ministre, ou de lui interdire la cour, ou même de le chasser de ses Etats. Car enfin, en vertu de quoi un souverain seroit-il obligé de souffrir chez lui un ennemi secret de sa personne ou de l'Etat, qui machine la perte de l'un & cherche à troubler l'autre? En un mot, si un tel ministre agit ouvertement en ennemi; si en venant aux voies de fait, il use de violence, la défense est de droit naturel, & un tel agresseur peut être repoussé par la force, & même mis à mort. Si le ministre, sans en venir à ces extrémités d'éclat, trame des conspirations, on demande s'il peut être exemplairement puni par la rigueur des loix décernées contre les traîtres & les criminels de lèse-majesté? Cette question est difficile à décider, toutes les fois qu'on ne marque point la nature & l'énormité de l'attentat. Car, il est des pratiques qui, quoiqu'elles ne soient rien moins qu'honnêtes, sont pourtant tolérées dans les ministres étrangers, qui donnent, à la vérité, le droit de lui ordonner de se retirer; mais qui ne permettent point de les soumettre à des peines; car si cela étoit, pour peu que l'on chargeât de couleurs odieuses les plus légères intrigues, il seroit facile de les faire passer pour des conjurations dangereuses & punissables; ce qui entraineroit souvent des injustices, plus fréquemment des contestations entre les puissances, & affoiblirait beaucoup la sûreté due aux ambassadeurs. Aussi, quand les menées d'un ministre étranger sont découvertes; en considération du caractère dont il est revêtu, on renonce au droit général que chaque souverain a de punir un traître, un ennemi couvert qui attente au salut de l'Etat, & l'on se borne à chasser le coupable, en demandant sa punition au prince qui l'a envoyé. Ce fut ainsi que la république de Venise en agit à l'égard du marquis de Bedmar, lorsqu'elle eut découvert la conspiration & totalement étouffé le complot dont cet ambassadeur étoit l'âme & le chef: le péril passé, le sénat défendit d'accuser les

deurs, ils ne peuvent prétendre, en vertu de leur indépendance, qu'à l'exemption de toute imposition personnelle, ou relative à la qualité de sujet de l'Etat, telle que la capitation, ou tout autre tribut de cette nature. Quant aux droits imposés sur toute espèce de marchandises ou de denrées, les souverains étrangers y étant soumis eux-mêmes, à quel propos les ambassadeurs prétendroient-ils en être exempts? Ils le sont néanmoins dans la plupart des Etats de l'Europe; & il faut avouer que quelques-uns, oubliant, par cupidité, l'importance & la dignité de leur caractère, ont abusé de la civilité des souverains, & se sont avilis jusqu'à faire un honteux trafic, & à prêter leur nom à des marchands, avec lesquels ils ont partagé le gain de ces exemptions, ou bien qui se sont fait marchands eux-mêmes; mais il est arrivé souvent aussi, que les souverains découvrant la fraude, l'ont redressée, en supprimant ce privilège. Ainsi, à Pétersbourg, les ministres étrangers sont soumis aux droits d'entrée; mais le souverain veut bien les dédommager d'ailleurs de cette exemption, qui, au fond, ne leur est pas due, & dont plusieurs avoient si fort abusé, qu'on a été obligé de l'abolir.

A l'égard des distinctions, des honneurs, ou même des privilèges dont l'usage fait jouir les ambassadeurs, on demande si l'on peut, sans manquer à ce qui est dû à ces ministres, & à ceux qu'ils représentent, se dispenser de se conformer à la coutume reçue? Il est constant d'abord, qu'un usage établi chez toutes les nations, une seule exceptée, ne sauroit obliger cette dernière, à moins qu'elle n'y consente expressément ou tacitement. A l'égard des puissances chez lesquelles cet usage est adopté, si quelqu'une d'entre elles y trouve dans la suite, quelque inconvénient, elle sera très-libre de déclarer qu'elle n'entend plus s'y soumettre, & personne ne sera en droit de se plaindre de cette renonciation à une ancienne coutume, quelque ancienne qu'elle puisse être, pourvu néanmoins, que cette déclaration soit faite d'avance, & dans un temps où nul ambassadeur n'y est intéressé en particulier; pourvu encore que ces honneurs, ces distinctions ou ces privilèges ne soient simplement que d'usage, & nullement essentiels à l'ambassade. Car, alors, ce seroit marquer du mépris pour le caractère du ministre public, & faire injure à la puissance qui l'envoie.

Il arrive souvent qu'à raison de certaines affaires qu'ils ne veulent pas divulguer, les souverains s'envoient réciproquement des ministres secrets, dont le caractère n'est point public. Dans ce cas, un particulier qui manque à un tel ministre ou même qui l'insulte, est coupable sans doute, mais ne doit pas être accusé de violer le droit des gens. C'est aux souverains qui les connoissent, qui savent de quel caractère ils sont revêtus, à les protéger & les faire jouir de tous les privilèges & de toute la sûreté que le droit des gens attribue aux ambassadeurs.

On demande de quels droits, de quels honneurs & de quels privilèges doit jouir un souverain qui voyage en pays étranger? S'il va en pays étran-

sont des personnes publiques, auxquelles, en cette qualité, on doit une entière sûreté, & toutes les immunités, toutes les distinctions nécessaires à la liberté de leurs fonctions, qu'ils ne pourroient remplir s'ils n'étoient à couvert de toute violence & de toute poursuite judiciaire, pendant le temps de leur députation. Aussi la sûreté des Etats de Blois fut-elle manifestement violée par le meurtre du duc & du cardinal de Guise; & rien ne pouvoit justifier cette extrémité, que l'audace de ces deux princes rebelles, qui cherchoient à dépouiller leur souverain de sa couronne: la nécessité d'une juste défense donna suffisamment de droit à Henri III, de pourvoir à sa propre sûreté & au salut de l'Etat, en faisant mettre à mort des deux conspirateurs, qu'il n'étoit pas en état ni de faire arrêter, ni de faire punir par les loix.

§ V I I I.

Du juge de l'ambassadeur en matiere civile.

DE ce que l'on a dit que les ambassadeurs ne relevent point de la juridiction du pays où ils sont envoyés, il suit qu'ils ne peuvent, en aucun cas, y être appelés en justice; car, si cela étoit, ils pourroient trop facilement être, sous ce prétexte, troublés dans leur ministère; & l'intérêt peu important de quelques particuliers, qui eussent pu & dû prendre mieux leurs sûretés, entraineroit les deux Etats, celui qui envoie & celui qui reçoit les ambassadeurs, dans des contractions fâcheuses. Toutefois, il dépend d'un ministre public de renoncer à cet égard, à une partie de son indépendance, pourvu néanmoins que le souverain qu'il représente y veuille consentir; car l'ambassadeur n'a point par lui-même, le droit de renoncer à un privilege qui intéresse la dignité de son maître. Par la même raison, s'il est insulté par quelques particuliers de la nation où il réside, ce n'est point au juge ordinaire qu'il doit recourir, mais porter sa plainte directement au souverain, qui fait poursuivre & punir les coupables par la partie publique.

Il peut arriver qu'un ambassadeur soit sujet de l'Etat auprès duquel il est employé. Alors, il est incontestable qu'il demeure sujet de la juridiction du pays, en tout ce qui ne concerne point directement son ministère. Mais, à l'égard de tout ce qui intéresse le prince dont il fait les affaires; son état & ses fonctions de ministre public, exigent qu'il ne dépende point d'autre puissance que du souverain qu'il représente; en sorte que si son ancien prince ne veut pas lui accorder cette indépendance, il faut qu'il refuse de l'admettre en qualité de ministre étranger, & c'est ce qui a lieu en France, où le roi ne reçoit point de ses sujets comme ministres des autres princes. En un mot, l'indépendance & l'exemption des ambassadeurs sont inviolables, sacrées, ainsi qu'on l'a observé, en tout ce qui concerne leurs fonctions & leur caractère: de manière qu'on ne peut arrêter ni leurs per-

décider qu'il pouvoit & devoit en être enlevé par force, la maison d'un ambassadeur ne pouvant servir d'asile, que pour des delits communs, & jamais à des criminels de haute trahison, & qui ont machiné la perte de leur prince ou de leur patrie.

Ce qu'on a dit de la personne, des gens & de l'hôtel d'un ambassadeur doit s'entendre aussi de son carrosse qui doit être affranchi de visites & de saisie, à moins que le ministre étranger ne le fasse servir à l'évasion de quelque criminel dont il est essentiel à l'Etat de s'assurer. Quant à l'épouse d'un ministre public, elle participe à l'indépendance & à l'inviolabilité de son époux, & on lui rend des honneurs distingués qui ne peuvent lui être refusés sans faire une injure sensible à l'ambassadeur lui-même, dont les enfans jouissent des mêmes distinctions & franchises. A l'égard du secrétaire de l'ambassade, non-seulement il doit être compris dans ce qui fait partie de la suite de l'ambassadeur; mais, tenant sa commission particulière du souverain lui-même, n'étant que très-imparfaitement, & quelquefois point du tout soumis aux ordres de l'ambassadeur, c'est une espèce de ministre public, qui jouit & doit jouir par lui-même, de toute la protection du droit des gens. Il est bien certain aussi que les couriers & les dépêches des ambassadeurs, étant des personnes & des choses qui appartiennent essentiellement à l'ambassade, elles doivent être sacrées; ce n'est cependant pas que dans le cas où un ministre public formeroit des complots dangereux, des conspirations contre l'Etat, ou qu'il les favoriseroit, on ne fût autorisé à saisir ses papiers, arrêter ses couriers, & ouvrir ses dépêches; puisqu'en semblable occasion, on pourroit, ainsi qu'on l'a dit, l'arrêter & l'interroger lui-même, qui seroit le véritable violateur du droit des gens.

Le caractère représentatif est tel, dans l'ambassade, qu'il est en quelque sorte revêtu de toute l'autorité de son souverain, en sorte qu'il a le droit plein & absolu de contenir ses gens. Il en est même qui étendent ce droit jusqu'à celui de vie & de mort. Toutefois, à moins que le souverain n'eût lui-même expressément donné cette autorité à son ministre, son pouvoir coercitif ne s'étend qu'autant qu'il est nécessaire pour contenir ses gens, soit par la prison, soit par d'autres punitions, mais jamais jusqu'à des peines capitales ou infamantes : si les fautes sont contre le service du souverain, c'est à lui qu'il doit renvoyer les coupables pour être punis; si elles intéressent l'Etat où il réside, il doit distinguer entre ses gens, en sorte que s'ils sont sujets de cet Etat même, il doit les chasser d'auprès de lui, ou les livrer à la justice; mais s'ils appartiennent à son souverain, il est le maître ou de les livrer à la puissance qu'ils ont offensée, ou les retenir dans les fers jusqu'à ce qu'il ait reçu, à ce sujet, des ordres de sa cour; mais jamais il ne peut les faire exécuter à mort dans son hôtel; une telle exécution étant de sa nature, un acte de supériorité territoriale, qui n'appartiendroit pas même à son souverain chez une nation étrangère. L'am-

sonnes, ni leurs effets, à moins, quant à leur privilège, & que, sous ce pré-

De même que l'ambassadeur est envoyé; de même il jouit des mêmes immunités & sa sûreté n'étant pas moins de toutes pour son voyage, lorsque'il part de chez la nation vers domicile ordinaire, que lorsqu'il y est arrivé. En sorte que la uniuersité des deux Etats, l'ambassadeur doit sortir du pays & juste, que si, s'en retournant par mer, il sa nation par des vaisseaux de la nation ennemie, on est obligé d'être point de bonne prise.

comme étant point de sonde prier.
 un ministre public, qui vienne à
 le souverain qui a reçu l'ambassadeur, les fonctions
 de celui-ci restent suspendues, jusqu'à ce qu'il ait reçu de nouvelles lettres
 de créance; & dans le premier cas, demeurant, pendant cet intervalle,
 ministre de la nation, il jouit des droits & des immunités attachés à ce
 caractère. Ces lettres de créance sont moins nécessaires, quand c'est le sou-
 verain auprès de qui le ministre réside, qui meurt, sur-tout si celui qui
 succède au souverain, est son successeur naturel & nécessaire; car alors,
 l'autorité d'où est émané le pouvoir de l'ambassadeur, ne cessant point de
 subsister, elle est présumée demeurer dans toute son intégrité auprès du
 nouveau souverain.

V E

V E N I S E, Ville & République d'Italie.

VENISE est une ville de 200,000 ames, située à 45^d 25^l de latitude, & à 29^d 45^l de longitude. Elle a 2000 toises, ou une petite lieue de longueur depuis l'église patriarchale de S. Pierre qui est au sud-est, jusqu'à l'extrémité du Canareggio qui est du côté de S. Jérôme, au nord-ouest; elle a 1500 toises dans sa plus grande largeur, y compris le canal de la Giudeca qui en a 160 de largeur.

L'histoire ne parle pas des isles qui ont formé cette ville avant le commencement du cinquième siècle; on voit que les magistrats de Padoue peuplerent l'isle de Rialto, & lui accorderent des privileges l'an 421; c'est l'année à laquelle on rapporte la première fondation de Venise. Mais ce fut principalement l'invasion d'Alboin roi des Lombards, l'an 568, qui occasionna la grande population de ces isles; au premier bruit de cette irruption, le patriarche d'Aquilée avec une partie de ses ecclésiastiques & les principaux citoyens de la ville se réfugièrent dans l'isle de Grado; beaucoup d'autres abandonnerent la Vénétie & la Ligurie pour se réfugier dans les isles qui étoient au-delà de l'embouchure du Pô; & la réunion de ces isles forma la ville qui a pris ensuite le nom de Venise. *Abr. Chronolog. de l'Histoire d'Italie*, par M. de S. Marc. La suite des 118 doges de Venise que l'on compte jusqu'à présent, commence à l'année 697, où Paolo Lucio Anafesto fut élu par les 72 isles qui sont aujourd'hui les 72 paroisses de la ville. Pepin-le-Bref, roi de France, que le pape Etienne avoit attiré en Italie pour s'opposer aussi aux progrès des Lombards, fut le premier qui remit aux Vénitiens le tribut qu'ils avoient coutume de payer; il donna une nouvelle forme & une nouvelle consistance à leur Etat naissant, & il fut le premier qui donna le nom de *Venetia* à la réunion de Rialto & des isles voisines vers l'an 760.

Les empereurs d'Occident & d'Orient, Charlemagne & Nicéphore, ayant eu de longues contestations sur les limites de leurs empires vers l'an 800, les Vénitiens qui se trouvoient à-peu-près sur les confins, en firent profiter pour maintenir leur liberté, & commencèrent à devenir plus indépendans que jamais. Leur situation au milieu des eaux les rendit essentiellement navigateurs & commerçans: tout le monde connoît la puissance étonnante à laquelle parvint la république de Venise par le commerce & par les armes, sur-tout au temps de la première croisade, & avant que le commerce des Indes fût ouvert aux Espagnols par le cap de Bonne-Espérance. Les Vénitiens posséderent long-temps le royaume de Chypre, la Morée,

l'isle de Candie, une partie de l'Archipel; ils furent même quelque temps les maîtres de Constantinople en 1206, de Naples, de la Sicile & d'une grande partie de l'Italie; ils défirent souvent les Sarrafins, les Grecs, les Pisans, les Génois, les Anglois, les ducs de Milan & les Turcs; mais la diminution du commerce entraîna celle de la marine & de la puissance des Vénitiens; les Turcs dont les forces ne cessèrent d'augmenter, attaquèrent cette république de toutes parts, & à tant de reprises différentes, qu'ils lui enlevèrent enfin Candie en 1669, & la Morée en 1715. La paix de Passarowitz qui fut faite en 1718, entre le sultan Achmet, l'Empire & la république de Venise, peu favorable aux Vénitiens, leur a du moins assuré la tranquillité dont ils ont toujours joui jusqu'à présent.

Les époques les plus mémorables dans l'histoire de Venise, sont celles des années 1247, 1508 & 1618.

C'est à l'année 1247 qu'on rapporte l'établissement de l'aristocratie vénitienne, dans l'état où elle subsiste actuellement; l'autorité du doge fut anéantie, & le grand conseil fut donné à un nombre de citoyens & à leurs descendants par exclusion à tous autres, & la même forme de gouvernement s'est soutenue jusqu'à ce jour.

La ligue de Cambray, formée en 1508, fut l'époque des plus grands revers que cette république ait éprouvés. Jules II, qui en fut le principal auteur, avoit résolu de recouvrer des villes qu'il regardoit comme étant de l'ancien patrimoine de l'église, telles que Ravenne, Faenza, Cervia; il suscita l'empereur Maximilien qui vouloit avoir Padoue, Vérone, Vicence, Aquilée & le Frioul; & le roi de France qui prétendoit Crémone, Bresse & Bergame. Le roi de Naples redemandoit Brindes, Trano, Otrante & d'autres villes de la Pouille; le duc de Savoie avoit des prétentions sur le royaume de Chypre, & le duc de Ferrare sur Mantoue; tous ces princes fondirent à la fois sur les Etats de la république; la bataille d'Agnadello ou de Ghiaradada, qu'Alviano perdit en 1509, & ensuite celle de Vicence, fit perdre aux Vénitiens tous leurs Etats de terre ferme. On crut voir en un instant la ruine entière de cette république; mais les ressources de sa marine, de ses richesses & de la valeur de ses habitans, & plusieurs circonstances heureuses la sauvèrent l'année suivante.

L'année 1618 est fameuse dans l'histoire, par la conjuration des Espagnols, contre la république de Venise, dont l'abbé de S. Réal donna une histoire intéressante en 1674. Le marquis de Bedmar étoit depuis 1607 ambassadeur d'Espagne à Venise; les Espagnols étoient mécontents de l'accommodement de Paul V, avec la république. L'ambassadeur entreprit d'y faire descendre l'armée navale d'Espagne & d'occuper les postes principaux de la ville, comme la place de S. Marc & l'arsenal; après avoir fait mettre le feu dans les endroits qu'il étoit le plus important de secourir, on devoit s'emparer de toutes les barques qu'on trouveroit au pont de Rialto pour aller querir des troupes au Lazaret; mais Jaffier, dévoré

de ses remords, découvrit la conspiration après la cérémonie des noces de la mer ; on lui promit la vie & celle de ses complices, mais on ne lui tint pas parole ; il voulut se retirer, il fut pris & noyé comme la plupart des conjurés.

La domination de la république de Venise s'étend d'orient en occident sur un espace d'environ 100 lieues, à compter depuis l'extrémité du Bergamase & les confins du Milanez jusqu'à l'extrémité de l'Istrie qui est à la partie orientale de la mer adriatique ; mais la largeur moyenne de l'Etat de Venise n'est guere que de 25 lieues du nord au sud ; on estime dans l'Etat de Venise environ deux millions d'habitans.

L'isle de Corfou est la partie la plus éloignée des Etats de Venise ; elle est à l'entrée du golfe adriatique dont elle est comme la clef, & dont elle fait la principale sûreté contre les Turcs.

La république de Venise se regarde comme souveraine du golfe adriatique, qui a 200 lieues de long sur 50 lieues de large : lorsque ses forces maritimes s'étendoient jusqu'à la Grece, elle régnoit à plus forte raison dans une mer bordée par ses Etats ; actuellement elle continue de prendre le même titre, & aucune puissance maritime n'a intérêt de lui disputer cette souveraineté : on assure que le sénat refusa de permettre à un roi d'Espagne d'envoyer ses flottes à Trieste dont il étoit souverain ; cependant il y a environ vingt ans que la reine d'Hongrie a fait travailler au port de Trieste ; on a creusé des bassins, établi des chantiers, enfin l'on n'a rien oublié pour y établir un commerce considérable avec l'Etat ecclésiastique par Ancone, & avec le royaume de Naples par Manfredonia, afin de procurer un débouché pour les fers & les bois de Stirie & Carinthie.

Venise est située dans les lagunes, qui sont une espece de grand lac qui est séparé de la mer par des bancs de sable ; cette ville est formée de 150 isles unies par plus de 400 ponts, dont plusieurs sont très-beaux.

Mais la plupart de ces ponts de Venise sont sans parapet ; il arrive quelquefois, sur-tout à des étrangers, de se laisser tomber dans les canaux ; & s'il y a des fers de gondoles près du pont, on court grand risque de la vie.

Ces canaux sont d'une facilité admirable pour le commerce & pour la société des gens riches ; ils vont dans leur gondole d'une manière si commode & si douce, qu'ils ne peuvent plus ensuite supporter les autres voitures ; mais cela diminue beaucoup la société du peuple ; d'ailleurs ces canaux sont très-puans en été, & je suis étonné qu'ils ne produisent pas beaucoup de maladies à Venise. Ils ont besoin d'être nettoyés, & l'on enleve souvent les immondices avec des dragues ; la machine dont on se sert pour cet effet s'appelle *cavafango* ; l'on transporte les matieres sur le bondante qui est à sept milles de Venise, pour ne pas infecter l'air ; sans ces précautions, les canaux se rempliroient avec le temps, & la ville de Venise se trouveroit à sec ; elle en est déjà menacée comme on en juge dans les

séchereffes & dans les heures du reflux , où une partie de ces petits canaux manquent d'eau.

Les lagunes sont aussi exposées à des crues d'eaux extraordinaires , qui font de grands ravages à Venise , celles de 1444, 1445, 1517 & 1535 sont les plus mémorables dont l'histoire fasse mention.

On s'apperçoit à Venise du flux & du reflux de la mer deux fois le jour , à des heures qui varient sans cesse , comme le passage de la lune au méridien. La différence des basses eaux à celles de la pleine mer est d'environ deux pieds.

Les rues de Venise sont pavées de marbre aussi-bien que les quais , mais les uns & les autres sont étroits & en petit nombre ; ce sont les canaux & sur-tout le grand canal qui présentent le beau coup-d'œil , & forment les plus belles rues de la ville.

Venise est presque toute bâtie de marbre ou de pierre d'Istrie ; il y a très-peu de maisons en briques , encore les fondemens sont-ils de marbre , tous les escaliers sont de la même matiere , & par cette raison sont très-gliffans , singulièrement ceux des canaux & des ponts , quoiqu'on ait soin de piquer le marbre. Il y a le long des maisons de grands pieux où l'on attache les gondoles.

La ville de Venise offre aux curieux quantité d'églises & de palais d'une très-belle architecture ; mais le goût de la décoration extérieure des palais est différent de celui qui regne à Rome , où elle consiste presque uniquement dans des croisées & des portes ornées. A Venise les bâtimens sont enrichis de colonnes à chaque étage : ces ordres par conséquent sont peuts , mais ce goût paroît fondé en raison : chaque plancher se trouve porté d'une maniere naturelle & sensible à l'œil ; ces palais en sont plus richement décorés , & ils présentent un aspect plus magnifique.

Ordinairement on pratique au milieu de chaque palais une galerie qui le coupe en travers , & qui communique aux autres appartemens , sans doute pour faciliter la promenade dans la maison , ce qui est très-nécessaire dans une ville où il n'y en a point au dehors.

Les plus beaux appartemens sont pavés d'une espece de stuc ou de mastic reluisant & très-dur , qui représente des marbres , des compartimens , souvent des desseins très-recherchés : on l'appelle *terraffo*.

L'église ducale de S. Marc est devenue la principale église de la ville , quoiqu'elle ne fût autrefois que celle du palais ; l'église patriarcale ou métropolitaine étant à l'extrémité de la ville & au-delà de l'arsenal. Celle dont il s'agit ici n'est pas la plus grande ni la plus belle de Venise , elle est d'un mauvais gothique , & elle a presque l'air d'un fourneau , mais c'est la plus ornée , la plus riche , la plus célèbre de Venise. S. Marc dont elle porte le nom , y est représenté figurément selon S. Jérôme , dans la vision d'Ezéchiel sous la figure du lion.

Le palais ducal où réside le doge , & où se tiennent tous les conseils , est

est un vaste édifice gothique, d'un goût fort léger. On y entre par huit portes, dont quatre sont sur le canal, une sur la grande place, une sur la petite place & deux dans l'église. La porte principale qui fut commencée en 1439, conduit à une grande cour, dans laquelle on voit plusieurs statues antiques de marbre, entr'autres Cicéron & Marc-Aurèle, que Frédéric Contarini, mort en 1603, laissa à la république avec beaucoup d'autres qui sont dans la bibliothèque de S. Marc. Il y a aussi deux statues d'Adam & Eve, d'Antoine Riccio de Vérone.

La place S. Marc, la seule pour ainsi dire, qu'il y ait à Venise, ou du moins la seule qui soit grande & ornée, est le centre du carnaval, le lieu de la promenade, des cafés, des bateleurs, des fêtes, des jeux, des plaisirs, le rendez-vous des étrangers, des nouvellistes, des plaideurs, de la noblesse, & de la bonne compagnie; elle est environnée de portiques; & comme elle retourne à angles droits du côté de la mer, elle forme comme deux places différentes qui se joignent, qui ont en tout 180 toises de longueur; la plus petite s'appelle *piazetta*.

L'arsenal de Venise est une enceinte fortifiée, d'environ 300 toises de longueur, où l'on conserve l'artillerie & les vaisseaux, où 2000 ouvriers sont occupés sans cesse à la construction ou à d'autres ouvrages relatifs à la marine & au service de l'Etat. Il est situé à l'extrémité orientale de Venise; son entrée est à 450 toises de la place S. Marc. L'arsenal est la partie la plus curieuse de Venise, par la multitude d'objets différens qu'on y trouve rassemblés; il fut considérablement agrandi en 1312; Galilée en 1683 en parloit avec admiration au commencement de ses *Dialogues sur le mouvement*: » Un esprit spéculatif trouve, disoit-il, bien des occasions d'exercer son » attention dans la multitude des ouvrages de toute espece, qui se font » continuellement dans le fameux arsenal de *Venise*; » & ce fut-là peut-être qu'il fit les premières recherches sur la force & la résistance des bois, que personne, avant lui, n'avoit soumis au calcul & à l'expérience.

Les Vénitiens regardent cet arsenal comme le boulevard, non-seulement de Venise, mais de l'Italie, & même de l'Europe toute entière contre les Turcs; il forme comme une île séparée, environnée de hautes murailles, & de plusieurs tours qui sont gardées avec soin; plusieurs cloches qui se répondent à toutes les heures de la nuit, avertissent les patrouilles de ce qui se passe, pour prévenir les dangers du feu, des surprises, des désertions. Dans le milieu de l'arsenal est une haute tour dont les sentinelles, à toutes les heures de la nuit, sont obligées d'appeler les gardes des autres tours pour savoir si elles veillent; il y a aussi des patrouilles, qui rodent toute la nuit au dehors de l'arsenal, pour empêcher qu'on n'en approche & pour appeler les sentinelles.

On laisse entrer dans l'arsenal toutes les personnes en qui il ne paroît aucune affectation ou curiosité suspecte; mais pour peu qu'un étranger voulût y aller trop souvent, il courroit risque de s'en voir interdire l'entrée.

GOUVERNEMENT DE VENISE

Il n'y a point d'ordonnance dans le monde qui soit comparée que celle du gouvernement de Venise. Les branches du gouvernement sont : branches, & comme nous verrons en ce qui se rapporte à l'administration générale, département de l'administration, et tout cela se fait, & qui choisit les principaux officiers de la république.

Le conseil de la santé, le conseil qui est chargé de l'administration ordinaire, est composé de six membres ordinaires, auxquels se joignent les procureurs à plusieurs autres dans les magistrats, qui sont à-peu-près en pareil nombre. C'est dans le conseil que l'on décide de la paix & de la guerre, & que l'on vote toutes les affaires de la république; il se tient tous les ans la semaine; les séances sont tous les ans ballottées au grand conseil, par une nouvelle election; il faut avoir 30 ans pour y entrer.

Le conseil des dix est un tribunal composé de dix, chargé de veiller à la sûreté de l'Etat, de travailler avec soin & avec vigueur tous les jours, & de pourvoir aux affaires qui pourraient être contre le gouvernement, sans en rendre compte à personne, quelles que soient les parties intéressées.

Le conseil des dix choisit trois inquisiteurs d'Etat, qui sont dépositaires de toute son autorité; la dénomination de M. Quirinus qu'ils avoient fait arrêter, quoiqu'il fut revêtu de la charge d'arrogant ou de tribun du peuple, occasionna en 1761 & 1762 de grands débats au sujet du conseil des dix & des inquisiteurs d'Etat; il fut question de limiter leur autorité; mais il fut décidé le 15 mars 1762 qu'on la laisseroit intègre, avec cette seule restriction qu'ils ne pourroient prendre connaissance à l'avenir d'aucune affaire civile ni fiscale, celles-ci étant réservées à d'autres magistrats; qu'ils ne pourroient mettre aucun empêchement aux fonctions des conseils & des colleges, ni empêcher les *arrogatori di sanzion* d'exercer leur autorité pour le maintien des lois.

Cette espèce de limitation à l'autorité des inquisiteurs, a diminué beaucoup le respect qu'on avoit pour ce tribunal, leurs secrétaires ont aussi perdu beaucoup de leur influence; ces emplois qui étoient considérables furent réduits à rien en 1761, parce qu'on décida que tous les secrétaires des colleges y monteroient à tour de rôle.

Les inquisiteurs d'Etat sont des personnages moins distingués par leurs talens que recommandables par leur sagesse; on les choisit toujours dans un âge où les passions sont amorties, & où l'on est moins exposé au danger de la prévention, de l'emportement, ou de la séduction, aussi le pouvoir absolu qui leur est confié ne produit-il que très-rarement des abus.

Le college, *pieno collegio*, est un conseil de la république qui reçoit les mémoires des ambassadeurs & des cours étrangères, aussi-bien que les

requêtes des sujets, & prépare les affaires qui doivent aller au *pregadi*; il est composé du doge & de six conseillers, *capi di quaranta*, de six sages du conseil, des cinq sages de terre ferme, de cinq *de gli ordini*, du président de semaine, &c. l'on y examine les affaires qui intéressent les ambassadeurs & les puissances; la manière dont elles y sont portées est assez singulière; le ministre étranger qui a quelque proposition à faire à la république, envoie un secrétaire à la porte du college, qui s'assemble tous les matins; le sante ou l'huissier fait ranger tout le monde d'un côté de l'antichambre, & fait asseoir le secrétaire seul de l'autre côté; il reçoit son mémoire, le porte dans l'assemblée, & revient lui dire que le college prendra cette affaire en considération; alors le secrétaire se retire, & quelques jours après il vient un secrétaire du college chez l'ambassadeur, il lui rend une réponse verbale que l'on peut seulement écrire, comme sous sa dictée; mais il ne laisse rien par écrit, pour ne point compromettre la république.

Il y a eu des occasions particulières où des ministres étrangers ont demandé à pouvoir traiter en personne avec des commissaires de la république; par exemple, lorsque le roi de France se porta pour médiateur entre le pape & la république, le ministre de France eut trois conférences avec des sénateurs, mais ce fut dans le couvent des servites.

Il est arrivé quelquefois qu'un ministre étranger étoit obligé d'écrire aux inquisiteurs d'Etat; dans ce cas il faisoit remettre la lettre à leur secrétaire, qui avoit soin de protester qu'il la jeteroit au feu & qu'il ne leur en parleroit point; mais au moyen de quelque religieux qui connoissoit ces inquisiteurs, on parvenoit à savoir leur réponse, sans qu'ils parussent en vouloir rendre.

Le doge qui préside à ces trois conseils, est le chef de la république: il a les honneurs de la souveraineté, mais il n'en a point le pouvoir; c'est le sénat qui gouverne en son nom: placé dans une élévation apparente, il est plus véritablement sujet qu'aucun autre; il a pour son partage la dépendance, la solitude, une circonspection nécessaire, & souvent des oppositions mortifiantes pendant toute sa vie. Lorsqu'il marche en cérémonie, il est suivi d'un homme destiné à représenter celui qui coupa la tête au doge Falier, & le lundi gras il est obligé de saluer les colonnes de la place à l'endroit où cette exécution mémorable fut faite. Cette précaution est bien superflue, aujourd'hui que le pouvoir du doge est absolument anéanti; le seul privilège réel qu'il ait, est de pouvoir de lui-même sans la participation des sages, proposer des objets de délibération dans le conseil des dix, dans le sénat, & dans le grand conseil; pour les autres propositions qui ne viennent point de lui, elles doivent être auparavant soumises à l'examen des sages qui peuvent les rejeter; & quoiqu'ils ne puissent pas empêcher le doge de faire des propositions dans le conseil, ils peuvent encore le mortifier s'il les fait malgré eux, empêcher que l'on ne ballote la pro-

noble placé dans les hautes dignités de la république, on attend que sa gestion soit finie, & on l'envoie commander dans quelque petite ville ou même dans quelque village : cette espece de chûte ou d'exil sert de punition & d'exemple. Il ne suffit même pas pour se rendre agréable, d'avoir observé les loix, il faut respecter même les usages, le goût & l'opinion des autres : un patricien dans une magistrature des ponts & chaussées, voulut signaler son intégrité en passant en recette beaucoup plus qu'on n'avoit coutume; il fut envoyé ensuite pour gouverneur d'un village; on trouva mauvais qu'il eût aspiré à la singularité de donner l'exemple à ses concitoyens, & qu'il eût eu la vaine gloire de faire présent à la république d'une chose, qui par l'usage & la tolérance, avoit toujours appartenu à ses prédécesseurs.

Parmi les moyens qu'il y a de se distinguer dans le sénat, l'éloquence est un de ceux qui réussissent le mieux, & elle forme entre les gens d'esprit un objet d'émulation : il y a toujours à Venise dans le sénat quatre ou cinq personnes, qui par-là entraînent les suffrages, & à qui l'on accorde la supériorité & la considération qui en est une suite; quand il y a eu des occasions où leur éloquence a brillé dans un *pregadi*, c'est le sujet des conversations du soir & du lendemain, même chez les dames, où l'on entend souvent parler des affaires de la république.

C'est sur-tout dans les assemblées générales où chacun s'efforce de faire parade de son éloquence; il y en a qui mettent beaucoup de grace & d'érudition dans leurs discours. En 1761, il y eut un procureur Morosini qui parla pendant huit heures de suite; ils ont alors un langage emphatique, fort différent du langage simple & ordinaire.

Les plaidoieries des avocats de Venise ont aussi quelque chose de la chaleur & de l'enthousiasme des improvisateurs; ils commencent par prendre leurs conclusions & exposer leur sujet tranquillement & avec modération; mais lorsqu'ils en viennent à réfuter les raisons de leurs parties adverses, ils se montent, ils s'échauffent, ils élèvent la voix; & non contents de prodiguer les exclamations les plus outrées, ils les soutiennent par les gestes les plus violens; ils s'agitent comme des énergumènes; ils frappent leur chaire, ils s'y promènent, ils l'ébranlent, ils en sortent, ils y rentrent avec une impétuosité qui ressemble à un enthousiasme de pythoïsse; ceux qui ont du naturel, du génie & des graces, parviennent à intéresser plus fortement leurs juges par cette action forte & animée, mais la plupart se rendent ridicules du moins pour des étrangers.

Les avogadors sont comme des procureurs généraux ou des tribuns du peuple, chargés de le défendre, & de recevoir ses plaintes; il y en a trois qui exercent chacun une semaine.

Les tribunaux ordinaires de justice à Venise s'appellent *quarantia criminal*, *quarantia civil vecchia*, *quarantia civil nova*, *collegio de' vinti*, *collegio de' dodici*.

l'on compare aux quatre évangélistes; leurs noms sont *Zuffinian*, *Corner* ou *Cornaro*, *Bragadin* & *Bembo*; celle de Cornaro a été sur-tout illustrée par une reine de Chypre & par beaucoup d'anecdotes glorieuses.

La première classe de noblesse contient encore huit autres familles, qui étoient distinguées long-temps avant la première fixation de la noblesse & du conseil, *il ferrare del consiglio*; ces familles sont *Quirini*, *Dolfini*, *Soranzo*, *Zorzi*, *Murcello*, *Sagredo*, *Zane* & *Salomon*.

La noblesse de Venise ne s'accorde que rarement & difficilement; les rois de France, soit de Valois, soit de Bourbon, l'ont reçue comme une marque de distinction; & Henri III. roi de Pologne, revenant prendre possession de la couronne de France, passa à Venise, & y fut reçu noble Vénitien; quelques-uns de leurs généraux étrangers ont reçu cet honneur pour prix de leurs services; quelques papes l'ont obtenu pour leurs neveux.

Depuis l'année 1450 jusqu'à 1620, il y avoit une espece de convention faite entre les nouvelles familles pour conserver toujours parmi elles la dignité de doge; les anciennes familles le portant trop haut & excluant les nouvelles familles des places importantes, il y en eut dix-neuf qui entrèrent dans cette confédération & s'engagerent mutuellement à donner l'exclusion à l'ancienne noblesse; elles firent même souvent tomber cette dignité dans des familles nouvelles qui n'étoient pas de leur ligue, mais cela leur étoit indifférent tant qu'elles avoient la principale influence dans l'élection, & qu'elles exclueroient les anciennes familles. Ce fut cette ligue qui fit donner le nom de ducales à plusieurs familles; en 1620 les anciennes familles prévalurent & l'on élut un *Memo*; depuis ce temps-là il y a eu un *Bembo*, deux *Cornaro*, un *Contarini*, un *Justiniani*, &c. tous des anciennes maisons, en sorte que la ligue ne subsiste plus.

Les familles Vénitiennes sont ordinairement très-unies, les frères & les sœurs vivent ensemble, même après avoir perdu leur père & leur mère, sans avoir de discussion d'intérêts, & même sans partager les biens de la famille.

Il y a dans Venise des nobles d'un mérite distingué & d'un génie supérieur à ceux même qui sont employés dans les ambassades & dans les grandes charges que les talens ne procurent pas; ceux-là vivent assez retirés & se communiquent peu; ce sont ceux dont la conversation est la plus instructive; & il y a plus à profiter avec eux qu'avec beaucoup d'ambassadeurs; cependant en général les Vénitiens sont très-instruits des intérêts des autres nations, & même de la forme des gouvernements; deux fois la semaine, ils entendent les dépêches de leurs ambassadeurs, ils y apprennent ce qui se passe dans chaque Etat, & ils entendent les réponses qu'on leur fait. Quand un ambassadeur revient, il leur rend compte de sa commission; c'est ainsi qu'ils se mettent au fait de toutes les cours; cet objet même fait une de leurs études dans les conférences de la jeunesse,

A N A L Y S E

DE L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT DE VENISE,

Par AMELOT DE LA HOUSSAYE.

Ce fut la crainte qui jeta les fondemens de cette république, qui devint elle-même la terreur de l'Italie. Lorsque les Goths, sous la conduite de Radagaise, les Visigoths, sous celle d'Alaric, les Huns, sous celle d'Attila, inonderent l'Italie, les peuples voisins des lagunes trouverent dans les isles qu'elles baignent, un asile contre la fureur de ces barbares. Leurs premiers établissemens portoient l'empreinte de l'indigence. Des cabanes de bois & de roseaux s'éleverent dans ces lieux, où l'œil contemple avec admiration les chef-d'œuvres de l'architecture. Des barques fragiles destinées à la pêche, remplirent ces canaux que couvrent aujourd'hui tant de forteresses flottantes. Tel fut l'état misérable de Venise tant que les barbares restèrent en Italie; mais lorsque ne trouvant plus rien à détruire, ils eurent repassé les Alpes, les nations fugitives regagnerent le rivage, & transporterent à grands frais dans leurs isles, les ruines d'Aquilée, de Pavie & des autres villes, où la rage de ces hordes ignorantes avoit renversé toutes les productions des arts. En moins de cinquante ans, on vit sortir du milieu des lagunes des maisons commodes, & même quelques palais superbes, ornés de colonnes de marbre.

Padoue, à qui Rialte avoit appartenu, se rétablit peu à peu, & le sénat de cette ville reprenant son antique splendeur, prétendit gouverner les habitans des isles. Mais ceux-ci aimerent mieux être gouvernés par leurs concitoyens, que d'aller chercher des loix dans le continent. Ils élurent des tribuns, & cette forme de gouvernement subsista pendant trois siècles. Ce fut en 709, que les tribuns des douze principales isles résolurent d'élire un chef, sans doute, afin de prévenir les funestes effets de la rivalité de ces petites républiques. On députa vers le pape Jean V, pour le prier d'abolir les droits des Padouans, & de permettre aux Vénètes de vivre libres sous sa protection & celle de l'empereur. Tel étoit dès lors l'empire de la superstition & de l'ignorance, qu'on ne sentit pas que, si le droit de Padoue étoit réel, un pontife ne pouvoit l'anéantir, que, s'il étoit usurpé, cette démarche n'étoit qu'une humiliation inutile. On élut enfin un duc ou doge, & le choix de la nation tomba sur Paul-Luce Anafeste. Celui-ci fixa le siege & le centre de la république dans Héraclee, l'une des isles des lagunes. L'empire des doges fut bientôt odieux. Humbles, rampans, lorsqu'ils brignoient les suffrages, ils devenoient tyrans & despotes, dès qu'ils étoient élus. Le troisieme doge fut massacré, & pen-

aux intérêts & à la situation des Vénitiens, soit qu'il voulût se venger des familles qui avoient traversé son élection, il publia, & fit adopter un décret qui portoit, » que tous ceux qui auroient composé le grand conseil » des quatre années précédentes, seroient ballottés dans cette chambre, &, » que ceux qui auroient douze balles favorables, composeroient, eux & » leurs descendans, le grand conseil à perpétuité. »

Le doge avoit prévu qu'un pareil coup d'Etat lui feroit des ennemis, & que les familles exclues du gouvernement armeroient le peuple contre lui. Mais il avoit pris des précautions si sages, que toutes les conspirations échouèrent. Telle fut l'origine de l'aristocratie Vénitienne qui subsiste encore aujourd'hui, gouvernement injuste, sans doute, qui donne mille rois au lieu d'un, à un peuple qui se croit libre. C'est cependant cette hérédité qui, malgré la hauteur de la noblesse, a fait la splendeur & la force de cette république.

Le grand-conseil est l'assemblée générale de la noblesse; il se tient tous les dimanches, & toutes les fêtes. C'est-là qu'on élit les magistrats. Ce conseil est la réunion de tous les autres, qui suspendent leurs fonctions particulières, lorsqu'il se tient. C'est ainsi qu'à Rome tous les magistrats descendoient de leurs tribunaux pendant la tenue des comices.

La manière, dont on élit les magistrats, est la plus circonspecte que la politique ait pu inventer. Le grand-chancelier lit à l'assemblée la liste des charges vacantes. Les nobles tirent au sort pour devenir électeurs. Ceux-ci sont au nombre de trente-six; on les divise en quatre *mains*, ou bandes séparées; chaque électeur nomme un compétiteur, qui est ensuite ballotté par une *main* d'électeurs.

Sur trois guéridons élevés au-dessus de la hauteur ordinaire des yeux d'un homme, sont trois urnes, qui renferment des boules blanches, & des boules dorées. Ceux à qui le hasard place dans la main les boules dorées sont électeurs, ceux à qui les boules blanches tombent en partage n'ont point de voix dans l'élection. Chaque électeur, aussitôt que le sort l'a nommé, va se placer devant le trône ducal, le visage & les yeux tournés vers le prince, afin que personne de l'assemblée ne puisse, par quelque signe, se recommander à lui. Si dans une même main le sort tombe sur deux nobles d'une même famille, le second se réserve pour la main suivante, & tous les nobles de la même maison se retirent; ainsi chaque main est composée de neuf gentilshommes de la même famille.

C'est dans une salle, séparée de celle du conseil, que se font les élections. Pour qu'un compétiteur, nommé par un électeur, obtienne la compétence, il faut que les deux tiers des suffrages d'une même main se réunissent en sa faveur; sans quoi il est exclu, & on en propose un autre, jusqu'à ce qu'il y en ait un qui passe. Alors les électeurs se retirent; il n'y a que certains magistrats, qui aient le droit de rentrer dans l'assemblée, pour faire valoir leur élection. Le chancelier lit les noms des com-

profession ; mais afin que le soin de leurs affaires personnelles ne leur fasse pas négliger celui des affaires d'Etat.

Ce n'est donc que par les magistratures, que les nobles peuvent s'attirer les respects du peuple, puisque les portes de la fortune leur sont fermées ; mais avant de parvenir aux premières dignités, il faut avoir passé par un grand nombre de charges moins importantes ; de sorte que les grandes affaires ne tombent jamais entre les mains de la jeunesse. Cette marche lente, qui captive l'ambition, a fait dire de Venise ce qu'on disoit de Sparte ; ce n'est que dans cette ville, qu'il est agréable de vieillir.

Le même noble ne peut exercer deux charges à la fois ; loi sage, qui devroit être établie dans tous les Etats.

Un noble, qui refuse la charge, à laquelle il a été élu, paye une amende de deux mille ducats, & est exclu du grand-conseil pour deux ans.

Le doge, & le procureur de saint Marc ont seuls le droit d'être félicités sur leur élection. C'est ainsi qu'on écarte, autant qu'on peut, loin des nobles, l'appât de la flatterie.

Un magistrat ne peut se démettre, avant que son successeur soit nommé : il ne peut s'absenter du lieu marqué pour sa résidence sans la permission de la seigneurie. S'il est malade, on lui substitue un autre officier ; ainsi le service du public n'est jamais interrompu.

Les nobles, qui entrent dans l'ordre de Malthe, renoncent dès cet instant à tout espoir de posséder des charges ; parce qu'ils deviennent sujets d'un prince étranger.

Il est défendu aux nobles de recevoir des présens, ou des pensions des princes étrangers, & d'acheter des terres dans leurs Etats. Le bannissement, la dégradation de noblesse, la confiscation des biens, sont les peines portées contre les infracteurs de cette loi vraiment républicaine.

Il est encore défendu aux nobles d'acquérir des fiefs & des biens fonds dans la terre ferme. On a craint, que la dépendance féodale n'altérât l'égalité, qui doit régner entre eux, & que tous les biens, passant dans les mains des nouveaux nobles, qui sont plus riches, il ne restât aux nobles anciens, que le mépris, qui suit l'indigence.

Un noble Vénitien ne peut se marier avec une étrangère, ni donner sa fille à un gentilhomme, sujet d'un autre prince. La nécessité de conserver dans le sein de la patrie, & de cacher aux étrangers les secrets de l'Etat, celle de prévenir les dangers de l'impunité, & d'un asile assuré pour les coupables, loin des lieux, où ils sont nés, ont été les motifs de cette loi. Mais en même temps qu'elle défend les alliances avec les nobles étrangers, elle permet même à la plus haute noblesse d'épouser des citadins ; sage règlement, qui fortifie le parti de la noblesse contre le peuple ; & qui, en caressant l'orgueil des riches citadins, les engage à fournir aux dépenses de leurs gendres dans les ambassades & dans tous les emplois, qui exigent de la représentation. Le corps des citadins comprend

redoutable. Ces loix sont prohibitives , comme toutes celles ; qui sont dictées par la crainte. Si la défiance est la mere de la sureré , il faut convenir , que les fondemens du gouvernement Vénitien sont inébranlables.

Le college est composé de vingt-six nobles , savoir du duc & de six conseillers , que l'on traite de *serénissime seigneurie* , parce qu'ils représentent conjointement la majesté publique ; enfin de plusieurs députés des différens conseils. C'est le college , qui leur distribue les affaires de leur ressort. C'est lui , qui donne audience aux ambassadeurs étrangers , & qui leur rend les réponses du sénat. On reçoit avec de grands honneurs les ambassadeurs des rois ; l'accueil qu'on fait à ceux des ducs est moins respectueux ; quant aux résidens , leur entrée est celle d'un simple particulier. Le college reçoit encore les députés des communautés & des villes , & se charge de présenter leurs demandes au sénat. Enfin c'est lui , qui convoque ce corps redoutable ; mais la dépendance est réciproque , & les ordres du sénat sont exécutés par le conseil.

Le sénat , dit Amelot de la Houffaye , est l'ame de la république , comme le grand-conseil en est le corps. Il est appelé *prégadi* , parce qu'autrefois , les jours d'assemblée n'étant point fixés , on invitoit les sénateurs à se réunir , quand les besoins de l'État l'exigeoient. Il est composé de 120 gentils-hommes , qui tous ont voix délibérative. On admet encore au prégadi beaucoup de magistrats , les uns pouvant opiner en vertu de leurs charges , comme les procureurs , les dix , & tous les juges de la garantie criminelle ; & les autres seulement pour écouter , & pour s'instruire , on les nomme sous-prégadi. Ces différens ordres réunis , comme à Rome , forment un nombre d'à peu près trois cents magistrats , tous exercés dès l'enfance , à garder le secret. Une indiscretion d'un sénateur feroit époque ; tant il est rare qu'ils violent le serment , qu'ils ont fait à la patrie , de ne laisser jamais pénétrer ses desseins. Lorsqu'on objecte aux Vénitiens , que leur sénat est trop nombreux , & que la multitude des opinions fait traîner les affaires en longueur , ils répondent , que , plus l'assemblée est nombreuse , plus ses décisions en imposent au peuple. Cependant on change le sénat tous les ans ; mais comme les sénateurs peuvent être continués par une nouvelle élection , ceux qui restent dans le prégadi , instruisent ceux qui y entrent , des affaires que le sénat de l'année précédente n'a pu terminer. Le renouvellement de ce corps entretient l'émulation parmi ses membres ; tous luttent ensemble de zèle & de travail , afin de mériter , qu'une nouvelle élection perpétue l'honneur , dont ils sont revêtus.

Les suffrages se recueillent dans le sénat avec moins de mystère , mais avec autant d'ordre , que dans le grand-conseil ; l'opinion , qui a le plus de suffrage , pourvu qu'elle emporte plus que la moitié des voix de l'assemblée , est reçue par un arrêt du sénat , semblable au *Senatus-consultum* de Rome. Lorsque la même affaire fait naître beaucoup d'avis différens ,

prévenir les suites , on introduisit les modes françoises qui devinrent générales.

L'éducation militaire est abhorrée par le sénat , qui craint l'ambition des grands capitaines , & qui d'ailleurs , n'ayant plus envie de conquérir , mais seulement de conserver ses conquêtes , trouve toujours des étrangers prêts à le servir pour de l'argent , lorsqu'il est attaqué. On donne toujours au général , ou prince étranger , deux conseillers , ou plutôt deux espions , sans lesquels il ne peut ni commander ni être obéi. Enfin on le redoute presque autant que les ennemis même. Le système du sénat est de diviser les troupes auxiliaires , de refondre perpétuellement les régimens les uns dans les autres , de forcer leurs commandans par toutes sortes d'humiliations à demander promptement leur retraite , politique , qui nuit presque toujours au succès de la guerre , mais qu'on regarde , comme la sûreté de la république. Le gouvernement craint tant d'inspirer au peuple le goût des armes , que les Vénitiens ont abandonné Saint Théodore , leur ancien patron , pour saint Marc , parce que le premier avoit été soldat.

La milice de mer est seule protégée par le sénat , parce qu'il sent , qu'elle lui est nécessaire , & qu'il ne peut rien lui substituer. Chaque vaisseau est une école , où de jeunes nobles apprennent l'art de la navigation , on oblige même les marchands à entretenir les plus pauvres.

Mais pour contenir le peuple , au moins par un appareil militaire , le sénat s'est vu obligé de créer un corps d'infanterie appelé *cernide* , qu'on paye avec des exemptions , comme autrefois les papes payoient leurs soldats avec des indulgences.

Ce corps est plus propre à appaiser une émeute , qu'à donner des batailles ; on n'emploie ces fantassins dans la guerre qu'à garder les bagages , ils font en un mot à Venise ce qu'étoient les Ilotes à Lacédémone. La république entretient aussi quelques compagnies de cavalerie ; le sénat pour prévenir la défection de cette troupe , & substituer à l'honneur , l'intérêt plus puissant que lui , promit autrefois à tous les cavaliers un sequin par chaque tête de Turc qu'ils rapporteroient. Leur acharnement contre les infidèles , les rendit tellement odieux aux troupes Musulmanes , que , n'ayant point de quartier à attendre , ils ne pouvoient plus rendre les armes. C'étoit tout ce que le sénat désiroit.

La principale force de Venise est son arsenal , le plus beau , le plus fort , qui soit en Europe , & qui donne tant de terreur aux Turcs , qu'ils avouent , qu'ils aimeroient mieux s'en rendre maîtres , que de la ville même & de tous ses Etats. L'entretien de cet arsenal rempli d'une multitude d'ouvriers , coûte , chaque année , des sommes énormes. Mais la république est riche. Le peuple y achète cher une liberté , qui ressemble à la servitude d'une nation gouvernée par un despote , & encore plus à celle d'une troupe d'écoliers conduite par un préfet. Le fardeau des impôts est très-pesant , & , lorsqu'il ne suffit pas aux besoins de l'Etat , alors tout est vénal , on vend

au peuple, parce qu'il lui faut des fantômes. Dans les cérémonies publiques, un noble qui précède le sénat, porte une épée dans le fourreau levée sur la tête du doge, derrière lequel il marche. On ne ceint point l'épée à ce prince dans son couronnement; seulement, à ses funérailles, on la place sur son cercueil, parce qu'on n'a pas peur des morts à Venise. Il ne fait aux ambassadeurs que des réponses vagues & équivoques. S'il s'avancoit trop, il seroit désavoué. On lui permet cependant de mettre de la fermeté dans ses réponses, lorsqu'un ambassadeur insulte la république. Il est chef de tous les conseils; toutes les lettres de créance des ministres, que la république envoie dans les cours étrangères, sont écrites en son nom; mais il ne les signe pas, & ce soin est confié aux secrétaires du sénat, qui les scellent du sceau de la seigneurie. La monnoie se bat sous son nom, & cependant ne porte ni son effigie, ni ses armes. Le doge qu'on voit sur certaines pièces de monnoie, est un doge en général, mais non point le doge régnant. Son nom se trouve, il est vrai, gravé dans tous les présens qu'on donne aux ambassadeurs & aux officiers; mais on y ajoute ces deux mots en abrégé *senatus-consulto*; pour montrer que c'est le sénat qui donne par les mains de son chef. Ce prince ne sauroit sortir de Venise, sans la permission des conseillers; il y a même une loi qui permet de lui jeter des pierres, s'il sortoit malgré leur défense. Ses enfans & ses frères sont exclus de toutes les grandes charges de l'État, pendant sa vie. La maxime du gouvernement vénitien, est que *la république n'est pas au doge, mais que le doge est à la république*. Par les entraves qu'on donne à son autorité, on peut juger des dégoûts qu'il essuie dans une place, où il n'y a rien de réel, que des titres, des habits, un cortège & des révérences. Aussi a-t-on vu beaucoup de doges abdiquer ce chimérique empire. Mais aujourd'hui on ne lui permet plus de descendre du trône, lorsqu'il y est monté. » On ne doit pas manquer à la » patrie, disent les Vénitiens, quand on est en état de la servir. Ce n'est » pas au particulier à quitter le public, mais au public à quitter le particulier, s'il ne lui est pas utile. Quelqu'infirmes que soit un doge, tant » que la tête lui reste, il doit régner. » Après avoir captivé le doge pendant sa vie, après l'avoir tenu garrotté sur le trône, environné d'espions dans son palais, & privé de tous les plaisirs; à peine a-t-il fermé les yeux, que trois inquisiteurs & cinq correcteurs examinent son administration; ces sévères délateurs ne manquent pas de lui reprocher quelques fautes, pour avoir occasion de condamner ses héritiers à quelque amende, qui indemnise au moins la république des frais des funérailles. La crainte de voir sa mémoire flétrie, & sa famille ruinée, retient le doge & ses parens dans les bornes du devoir; car sa mémoire est aussi comptable des fautes de ses proches.

Les conseillers de la seigneurie sont aujourd'hui, ce qu'étoit autrefois chaque tribun, dans chaque île des lagunes. Il y a six quartiers à Venise,

quarante juges chacune. La première est la quarantie civile-nouvelle, où toutes les causes civiles vont par appel des sentences rendues par les magistrats de dehors : la seconde est la quarantie civile-vieille, qui juge par appel des magistrats subalternes de la ville : la troisième est la criminelle, qui juge de tous les crimes, excepté ceux de lèse-majesté, dont la connoissance appartient au conseil des dix. La dernière est la plus considérée, & jouit des plus beaux droits ; les deux autres ne sont formées que de nobles indigens.

Les trois avogadors sont des especes d'avocats-généraux, qui different de ceux des parlemens de France, en ce qu'ils sont dans les affaires criminelles les fonctions d'accusateurs, & qu'ils parlent, avant que l'avocat de l'accusé puisse ouvrir la bouche. Leur fonction est de s'opposer à tout ce qui peut altérer la pureté des loix, blesser les privileges du peuple, ou porter atteinte à sa liberté. Ils sont plus faits pour rejeter, que pour proposer ; leur puissance est presque toute prohibitive. Ils sont chargés encore de faire dans les assemblées la lecture des anciennes loix, afin que la noblesse les ait toujours présentes devant les yeux.

Les deux censeurs veillent sur les mœurs des particuliers, sur les brigues, que les nobles font au broglio, pour obtenir des charges, sur la classe des domestiques, sur celle des gondoliers.

Le soin de veiller sur les justices subalternes, d'examiner, d'annuler leurs sentences, de s'opposer aux rapines des gens de loi, est confié aux trois syndics, qui sont eux-mêmes surveillés par les avogadors. Les six seigneurs criminels de nuit ont sous leur main sévère & puissante, les voleurs de nuit, les incendiaires, les bigames, les ravisseurs, & les juifs. Les six seigneurs civils de nuit jugent les actions de ce genre, qui ne sont pas absolument criminelles, mais qui avoisinent le crime, comme les artifices, & les mauvais procédés. Les trois provéditeurs du commun sont des especes d'édiles, à qui l'entretien des rues & des ponts, & le maintien du bon ordre sont confiés. Les trois provéditeurs *alle ragioni vecchie*, ressemblent aux questeurs de Rome, envoient les présens ordinaires du sénat aux ambassadeurs, font rendre compte aux fermiers de la république, & veillent à la conservation de ses domaines. Les quatre provéditeurs *alla giustizia vecchia*, sont les inspecteurs des poids & des mesures, des enseignes, de la conduite des artisans, des débats des marchands & des acheteurs. Ce sont eux, qui mettent le prix aux fruits & au poisson. Par une loi un peu minutieuse & tyrannique, ils forcent les pêcheurs à vendre leur poisson debout & tête nue, afin que, dans une posture si incommode, ils ne soient pas tentés de disputer long-temps de prix, & d'impatienter l'acheteur par la lente dégradation des prix proposés.

La magistrature des trois *sopra provéditori alle biave* est plus importante. Ce sont, à proprement parler, les édiles de Cérès. Ils sont chargés d'entretenir l'abondance dans la ville, & de remplir les magasins de blé

très-grande sur les peuples qu'ils gouvernent ; mais l'usage qu'ils en font, est soumis au plus rigoureux examen de la part du sénat. Les capitaines des armes sont des tribuns militaires, qu'on envoie dans les villes de terre ferme pour y maintenir la discipline parmi les troupes, & entretenir les fortifications. Le généralissime, ou capitaine général de la mer, est un dictateur que la république crée en temps de guerre, dont l'autorité est absolue, & ne dure que trois ans. Mais à la fin de son généralat, les inquisiteurs d'Etat recherchent sa conduite avec les yeux de la haine, & lui font autant de crimes de tous les malheurs qu'il a essuyés. Le provvediteur général de mer remplace le généralissime pendant la paix, & commande la flotte ; pendant la guerre, il commande sous le généralissime ; il est presque son collègue, & ne jouit de ce rang que pendant deux ans. Le gouverneur du golfe s'y tient toujours avec une escadre de six galères pour en défendre l'entrée aux pirates, & à tous les vaisseaux de guerre.

En effet, la république de Venise se regarde comme souveraine de la mer Adriatique. Son antique possession lui tient lieu d'un droit réel. Plusieurs peuples, habitans des bords de la Méditerranée, ont voulu, mais en vain, lui disputer cet empire. On a beaucoup écrit pour & contre cette prétention. On a douté que la mer put avoir un maître. Les jurisconsultes ont toujours regardé l'existence de ce droit comme un problème ; c'est aux galères Vénitiennes à le résoudre. Jusqu'à présent elles ont décidé la question en faveur de la république. Il y a une inquisition de la foi à Venise. C'est la seule magistrature qu'occupent les ecclésiastiques ; mais ils ne l'occupent pas seuls ; on leur a donné des séculiers pour assistans, parce qu'on a feint d'envisager l'hérésie sous un double jour, & comme contraire à la religion, & comme contraire à la tranquillité publique. Mais le vrai but de la république a été de leur donner des espions, sous le nom de collègues, d'éclairer leur conduite, de mettre des bornes à leur puissance, & d'en prévenir les abus. Au reste, on fait tellement les contraindre, qu'ils ne peuvent pas se permettre toutes les saintes atrocités qu'on pourroit attendre de leur zèle, s'il étoit abandonné à lui-même. Dès qu'un des assistans demande quelque faveur au pape, l'entrée du saint-office lui est fermée. On peut juger par-là, combien la république se défie du pontife & de ses agens ; & l'expérience de tous les siècles & de tous les Etats, prouve que ses soupçons ne sont pas l'effet d'une terreur panique.

Il semble qu'une république, gouvernée avec tant de sagesse, auroit dû conserver toujours sa splendeur, & affermir de plus en plus sa puissance. Mais la même cause, qui ruina celle de Sparte, a précipité la décadence de celle-ci ; c'est la manie des conquêtes. Le doge Thomas Mocénique conseilloit, en mourant, aux Vénitiens de borner leur empire aux lagunes, & à tant d'îles, qu'ils avoient acquises dans l'Archipel & dans la Méditerranée, & que l'état brillant & redoutable de leur marine leur per-

guerre est déclarée, il faut négocier, pour obtenir des forces auxiliaires; la lenteur de la négociation, la longueur du voyage, laissent à l'ennemi le temps d'entrer jusqu'au sein de l'Etat, avant qu'il ait rassemblé ses défenseurs.

Enfin la dernière cause à laquelle notre observateur attribue la décadence de l'Etat Vénitien, c'est la mauvaise éducation qu'on donne à la jeune noblesse. Que peut-on attendre en effet d'un esprit abruti par la débauche, d'un bras énérvé par les plaisirs? Quel héros produira une ville, où les citoyens sont prêts à cesser d'être hommes, dès l'âge où ils devroient commencer à s'apercevoir qu'ils le sont; où les pères donnent à leurs enfans l'exemple du vice, & leur en applanissent le chemin?

En général, si nous en croyons Amelot de la Houffaye, les Vénitiens sont ingrats, comme tous les républicains, jouissant des services, & punissant celui qui les a rendus, de peur, qu'il n'acquière un crédit dangereux. Être aimé du peuple, est un titre pour être haï de toute la noblesse. Un Cornaro, qui dans un temps de disette distribuoit du blé aux pauvres, fut empoisonné, parce qu'on crut entrevoir dans ses libéralités des desseins ambitieux. Ennemis des grandes vertus & des grands talens, ils haïssent à peu près tout ce qu'ils estiment. Souvent même ils décorent de charges importantes, des hommes odieux & décriés, parce qu'ils ne peuvent se former un parti. Le sens commun & l'expérience sont les seules qualités qu'ils exigent dans un magistrat. Ils redoutent l'esprit & l'éloquence; ils font peu de cas des sciences & des lettres, parce qu'elles conduisent à l'indocilité. On les a vus exiler des sénateurs, par ce seul motif, qu'ils étoient hommes de génie. Aussi, ces hommes si savans dans leur histoire, si profonds dans leur jurisprudence, sont-ils ignorans dans tout le reste. Un sénateur, voyant son fils lire une histoire de France, la lui arracha des mains en lui disant : *Balordo, leggi le cose della tua repubblica, e non altro*. La superstition, compagne de l'ignorance, regne à Venise. La république, qui ne défère pas quelquefois aux plus sages avis de ses ambassadeurs sur les projets des puissances ennemies, fait souvent attention à la prédiction d'un astrologue, ou à l'apparition de quelque météore.

Toujours prodigues de promesses dans le danger, avares d'effets, lorsqu'ils sont en sûreté, les Vénitiens par leur conduite n'ont que trop justifié ce proverbe de leur pays : *Scampato 'l pericolo, gabbato il santo*. La multitude d'opinions leur offre les moyens d'échapper au reproche de perfidie, lorsqu'ils ont enfreint les traités. Chacun soutient, que, c'est contre son avis qu'on a commis cette perfidie, & que c'est aux autres qu'il faut l'imputer.

Dissimulés entre eux, cachant sous les dehors de l'amitié les haines les plus invétérées, ils s'embrassent au moment même, où ils travaillent à se nuire. » C'est un plaisir, dit Amelot de la Houffaye, de voir à la porte du palais Saint-Marc, ces pauvres postulans, qui n'ont point obtenu ce qu'ils

» demandoient, recevoir des baisers & des condoléances de ceux, qui leur
 » ont donné l'exclusion, & qui ont plus de joie de leur douleur. »

Naturellement vindicatifs, ils jugent des autres par eux-mêmes, & croient qu'on ne leur pardonne jamais une première injure. Ainsi, un outrage qu'on a reçu d'eux est un présage de tous ceux qu'on recevra ; parce que ne prévoyant jamais de réconciliation, ils regardent, celui qu'ils ont offensé, comme un ennemi, qui les détruira bientôt, s'ils ne se hâtent eux-mêmes de le détruire. Leur maxime est *qu'il est dangereux d'user de clémence envers ceux que l'on a dépouillés, & qu'il ne faut jamais se venger à demi*. On les a vus souvent étendre leur vengeance sur l'innocente postérité des prétendus coupables, qu'ils avoient fait périr au milieu des supplices. Sobres par avarice à leur table, ils sont incontinens dans les festins d'usage, auxquels on les convie. Ils ne se visitent point, le broglio est le rendez-vous général où ils parlent de leurs affaires & de leurs plaisirs. Epoux dédaigneux, ils traitent leurs femmes comme des esclaves, & les courtisanes comme des reines.

Tels sont les défauts dont Amelot de la Houffaye les accuse, mais ces défauts sont un peu effacés par les belles qualités, qu'il admire en eux. » Les Vénitiens, dit-il, sont graves & prudents, uniformes dans leurs actions, du moins à l'extérieur ; constans dans leurs amitiés, d'autant plus fermes dans leurs résolutions, qu'ils sont longs à les prendre, toujours tranquilles au dehors, quelque grande que soit leur agitation au dedans, » patients dans les affaires difficiles & de longue haleine, doux & traitables, quand on fait les ménager : en sorte qu'avec un peu de complaisance, on peut se les faire bons amis, sur-tout, si l'on paroît avoir beaucoup d'admiration pour leur gouvernement, & les révéler, comme des princes. Bien qu'ils vivent chez eux avec beaucoup d'économie, & de frugalité, ils sont au contraire fort splendides dans les emplois du dehors, & particulièrement dans les ambassades, où ils n'épargnent rien pour le service & la gloire de leur patrie, dont ils apportent avec eux pour ainsi dire, le faste & la majesté. Ils prennent avec une facilité merveilleuse le style & la méthode des cours, où ils sont envoyés, & l'on voit peu des gens qui aient de plus grandes dispositions pour négocier, » n'y ayant guère d'affaires si épineuses, où ils ne trouvent de très-bons expédiens. Ils paroissent des François à Paris, des Espagnols à Madrid, & des Allemands naturels à Vienne, comme s'ils étoient nés pour le lieu, où ils font leur actuelle résidence, ou qu'ils eussent dépouillé les manières de leur pays pour revêtir celles des étrangers... Quoiqu'ils soient assez ambitieux, on les voit déposer sans peine le commandement des armées, & reprendre la vie privée aussi gaiement, que, s'ils ne se souvenoient pas d'avoir eu la toute-puissance du sénat entre les mains, ou que du moins ils fussent bien-aisés d'en être déchargés. Ainsi, l'on peut dire de la république de Venise, ce que Théopompe disoit de celle de

» Spartes, que la cause de sa longue durée est d'avoir des citoyens, qui
 » savent si bien obéir. Ils sont très-secrets, non-seulement dans les affaires
 » d'Etat, mais généralement dans toutes les choses qui leur sont confiées;
 » jusques à ne révéler jamais ce qu'ils se sont dit les uns aux autres,
 » bien qu'ils deviennent ennemis. Ils sont gens d'ordre, de prévoyance &
 » de conseil, &, si on les compare avec le reste des Italiens, ils ne se-
 » ront pas seulement recommandables par leurs propres vertus, mais en-
 » core par les vices de leurs voisins. (M. D. S.)

Mariage du doge de Venise avec la mer.

LE jour de l'ascension on annonce la fête sur les dix heures du matin; par une décharge générale de tous les canons de la ville & par le son de toutes les cloches. Le signal ainsi donné, le doge ou le vice-doge, si le premier étoit malade, va à bord du bucentaure, & suivi par plus de mille barques & autant de gondoles, & par un grand nombre de galeres décorées de fleurs & de plusieurs ornemens riches & précieux, & par les yachts des ambassadeurs de presque toutes les cours de l'Europe, il s'avance entre les isles de saint Erasme & de Lido di Malamocco. Le patriarche qui, selon l'ancien usage, ne mange ce jour-là que des châtaignes, & qui ne boit que de l'eau dans le couvent-Oliveotan, situé dans l'isle de sainte Helene, accompagné des plus distingués du clergé, vient à bord du bucentaure, & présente au doge un bouquet de fleurs artificielles, qu'il donne à son retour aux personnes de sa connoissance. Le doge est salué à son retour par le canon du fort de Lido, par celui du château de l'isle de saint Erasme, & par toute la mousqueterie rangée sur les bords de Lido.

Ces isles sont situées à deux milles ou environ de la ville. Il y a une petite montagne dans l'isle de Lido, d'où l'on voit distinctement cette pompeuse procession, & le nombre infini de barques, de gondoles, de galeres & d'yachts, qui couvrent la surface de l'eau, ce qui présente un coup-d'œil charmant. On chante, pendant ce temps-là, à bord du bucentaure, des hymnes, au son d'un nombre infini d'instrumens de toute espèce, & on récite ensuite des prières composées pour cette cérémonie. Quand le doge a passé le fort de Lido & celui de saint Erasme, il s'avance un peu plus loin vers les bords de Lido, & tourne la poupe du bucentaure vers la grande mer. Le patriarche verse alors dans la mer l'eau qu'il a bénite, en récitant des prières particulières, & qui a, selon les Vénitiens, la puissance de faire cesser les tempêtes & les ouragans les plus furieux. Cette cérémonie finie, le doge jette dans la mer une bague d'or par un trou qu'on a fait près de son trône, & prononce distinctement ces mots : *Desponsamus te, mare, in signum veri perpetuique dominii*; c'est-à-dire, « Nous t'épousons, ô mer, pour marque de la puissance
 » réelle & éternelle que nous avons sur toi. »

Si le propriétaire laisse écouler les délais prescrits pour les payemens, il est tenu de payer le double; & lorsqu'il n'est pas noble, le gouvernement fait saisir ses grains, vins, bestiaux, meubles & effets que l'on remet au dépôt public établi dans chaque ville; s'il est noble, il ne peut exercer les fonctions des charges ou emplois dont il est revêtu, jusqu'à ce qu'il ait acquitté les impositions qui sont à sa charge.

La dixme a aussi lieu à raison de vingt pour cent, sur les appointemens & pensions que paye la république.

Cet impôt est levé dans les provinces par des personnes aisées qui sont nommées à cet effet, & qui portent le montant de leurs recettes à des *camerlinguis*, ou trésoriers, qui sont établis dans les capitales de chaque province, & qui sont chargés de la recette & de la dépense à la charge de la république. Ces *camerlinguis* jouissent de 20 séquins par mois pour appointemens, & d'une remise de 2 sous par ducat (a).

Les propriétaires de pâturages qui nourrissent des bestiaux & qui en font commerce, payent un & demi pour cent de la valeur des bœufs qu'ils destinent à être vendus; ils ne peuvent vendre ces bœufs qu'aux fermiers des boucheries.

Ceux qui élèvent des moutons, veaux, agneaux & cochons, payent pareillement à titre de dixme un droit proportionné à la valeur de ces bestiaux. Les blés des particuliers, destinés pour la consommation de la ville de Venise & des autres villes, doivent être amenés chez les meuniers établis par le gouvernement; on paye à ces meuniers, outre le droit de mouture, 4 sous par sac d'un stare & demi (b) dont ils rendent compte au gouvernement.

Le gouvernement a seul le droit d'introduire dans la ville de Venise, des grains qui sont déposés dans des magasins destinés à cet effet. Ces grains sont vendus aux boulangers; l'excédent de la quantité nécessaire pour la consommation, se transporte par mer & par terre, & forme un objet de commerce qui est affermé pour les deux tiers, & l'autre tiers est régi au profit du gouvernement.

Lorsque des particuliers veulent introduire dans la ville de Venise des farines provenant d'autres moulins que ceux du gouvernement, ils sont obligés de prendre des passe-ports du magistrat ou siege établi pour l'administration des blés, de faire viser ces passe-ports dans la chancellerie la plus voisine du lieu d'où sort la farine, & de payer pour l'entrée 6 li-

(a) Le sequin de Venise revient à onze livres, monnaie de France; & le ducat courant de Venise, valant six livres quatre sous, argent de Venise, ne vaut que trois livres deux sols, monnaie de France.

(b) Le stare & demi de farine pèse deux cents livres.

Impositions sur les communautés d'arts & métiers.

LES communautés d'arts & métiers de la ville de Venise, sont assujettis à deux impositions qui leur sont particulières, la taxe & le taillon.

Chaque communauté a une confrairie dans laquelle sont inscrits les chefs, les maîtres, les garçons & les apprentis. Il y a dans chaque quartier un *gastaldo* ou un concierge, & deux taxateurs qui sont approuvés par le magistrat qui a l'inspection sur les arts & métiers.

Lorsqu'on veut faire payer la taxe, le magistrat de la milice de mer envoie à chaque *gastaldo* un ordre pour lever dans son quartier une certaine somme; les taxateurs en font la répartition suivant l'objet du commerce que fait chaque ouvrier: l'Etat ainsi arrêté & publié, chaque ouvrier est obligé de porter sa taxe à la caisse de la confrairie, qui la verse dans celle de la milice de mer.

Le taillon, dont le produit est destiné aux dépenses de la guerre, se leve de la même manière que la taxe, l'objet en est peu considérable en temps de paix; les canonniers, bombardiers; les ouvriers de l'arsenal, les fils de maîtres tant qu'ils travaillent chez leurs pères & les vieillards de soixante ans & au-dessus, sont exempts de la taxe & du taillon. Ceux qui payent exactement obtiennent des remises, ceux qui restent en arrière ne peuvent travailler de leur métier qu'ils n'aient entièrement payé; la dette de celui qui meurt est répartie sur tout le corps.

F E R M E S P A R T I C U L I E R E S.

Fermes des bœufs.

LA fourniture de la viande dans la ville de Venise, s'affirme pour cinq ans; la consommation est fixée à cinquante-six mille bœufs. Le fermier paye 36 livres par bœuf, ce qui forme un objet de deux millions 16 mille livres, monnaie de Venise. Le fermier est obligé de payer cette somme entière, quand bien même la consommation seroit moins forte: si elle excède, le bénéfice tourne en entier à son profit.

Ferme du Tabac.

LE tabac est pareillement en ferme, le fermier rend pour neuf ans, un million 800 ducats d'argent; il est obligé de payer d'avance 200 mille ducats, dont on lui paye l'intérêt à raison de trois & demi pour cent, & on lui tient compte de cette avance sur les payemens qu'il fait de six mois en six mois.

ainsi que la barque; le conducteur est puni de la prison, qu'il tient plus ou moins de temps suivant les qualités & quantités de la contrebande.

Les marchandises qui arrivent par terre sont sujettes aux mêmes visites, & il y a les mêmes peines pour raison de la contrebande qui s'y trouve.

V E N T E, s. f.

LE contrat de Vente est une convention par laquelle l'un donne une chose pour un prix d'argent en monnaie publique, & l'autre donne le prix pour avoir la chose.

La Vente s'accomplit par le seul consentement, quoique la chose vendue ne soit pas encore délivrée, ni le prix payé.

Le consentement qui fait la Vente, se donne entre absens ou présens, ou sans écrit ou par écrit, ou sous seing-privé, ou par-devant notaire, suivant les règles expliquées dans le titre des conventions. Et après que la Vente est ainsi accomplie, il n'est plus au pouvoir, ni du vendeur, ni de l'acheteur, de révoquer son consentement, quand ce seroit immédiatement après le contrat; si ce n'est que les deux ensemble veuillent le résoudre.

Toutes sortes de personnes peuvent vendre & acheter, à moins qu'il y eût quelqu'incapacité dans les personnes, ou que la chose vendue ne fût pas en commerce, ou qu'il y eût quelque autre vice dans la vente.

Le contrat de Vente, comme tous les autres, forme trois sortes d'engagemens. La première, de ceux qui y sont exprimés; la seconde, de ceux qui sont les suites naturelles de la Vente, quoique le contrat n'en exprime rien; & la troisième, de ceux que les loix, les coutumes & les usages y ont établis.

La première de ces trois sortes d'engagemens, s'étend à toutes les conventions particulières, & à tous les différens pactes qu'on peut ajouter au contrat de Vente, comme sont les conditions, les clauses résolutoires faute de paiement, la faculté de rachat & autres semblables, & ces conventions font partie du contrat & tiennent lieu de loix. La seconde sorte d'engagemens, qui sont les suites naturelles du contrat de Vente, comprend ceux dont le vendeur peut être tenu envers l'acheteur, & l'acheteur envers le vendeur, quoique le contrat n'en exprime rien. Ces engagemens obligent, comme le contrat même, dont ils sont les suites. La troisième sorte d'engagemens, est de ceux qui sont établis par des loix particulières, par des coutumes & par des usages. Ainsi l'usage a réglé dans les Ventes de chevaux, les vices qui suffisent pour rompre la Vente.

On n'achète les choses que pour les avoir & les posséder. Ainsi le premier engagement du vendeur est de délivrer la chose vendue, quoique le contrat n'en exprime rien.

L'acheteur doit en trois cas l'intérêt du prix ; par convention ; s'il est stipulé ; par la demande en justice, si après le terme il ne paye pas ; & par la nature de la chose vendue, si elle produit des fruits ou autres revenus, comme un champ ou une maison ; l'intérêt en est dû sans convention, ni demande en justice.

Si par le défaut du paiement du prix, le vendeur se trouve obligé de retenir ou reprendre la chose vendue, & que sa valeur soit diminuée, l'acheteur sera tenu de dédommager le vendeur de cette diminution jusqu'à la concurrence du prix qui avoit été convenu.

Si l'acheteur ne paye au terme après la délivrance, le vendeur pourra demander la résolution de la Vente, faute de paiement ; & elle sera ordonnée, ou d'abord, s'il y avoit du péril que le vendeur perdît la chose & le prix, ou, si ce péril cesse, après un délai, selon les circonstances ; & ce délai n'est pas refusé, quand même il seroit dit par le contrat que la Vente seroit résolue par le défaut de paiement.

Il ne dépend jamais de l'acheteur d'éluder l'effet de la Vente par le défaut du paiement du prix, & le vendeur a toujours le droit de l'y contraindre, si de sa part il exécute ses engagements.

Si entre la Vente & la délivrance, le vendeur se trouve obligé à faire quelque dépense pour conserver la chose vendue, ou s'il souffre quelque dommage de ce que l'acheteur ne l'emporte pas, comme si des matériaux vendus occupent un lieu dont il faut payer le loyer, ou qui cesse de produire son revenu, l'acheteur sera tenu de cette dépense & de ce dommage.

Si l'acheteur découvre avant le paiement qu'il soit en péril d'éviction, & s'il le fait voir, il ne pourra être obligé de payer le prix qu'après qu'il aura été pourvu à sa sûreté.

C'est encore un engagement de l'acheteur envers le vendeur, qu'il est tenu de prendre soin de la chose achetée, dans tous les cas où il peut arriver que la Vente sera résolue, soit par son fait, comme par le défaut du paiement du prix, ou par l'effet d'une clause du contrat, comme s'il y avoit une faculté de rachat ; & dans ces cas & autres semblables, l'acheteur doit répondre du mauvais état où le fonds pourra se trouver par sa faute ou par sa négligence.

Toutes sortes de choses peuvent être vendues, à la réserve de celles dont le commerce est impossible ou défendu par la nature, ou par quelque loi.

On peut vendre, non-seulement des choses corporelles, comme des meubles & immeubles, des animaux, des fruits, mais aussi des choses incorporelles, comme une dette, une hérédité, une servitude, & tous autres droits.

Il se fait quelquefois des Ventes des choses à venir, comme des fruits qui seront recueillis dans un héritage, des animaux qui pourront naître, & d'autres choses semblables, quoiqu'elles ne soient pas encore en nature.

tion des contractans, pour reconnoître ce qu'on a voulu comprendre dans la Vente, ou n'y pas comprendre.

Les accessoires des choses mobilières qui peuvent en être séparés, entrent dans la Vente ou n'y entrent pas, selon les circonstances. Si un cheval est exposé en Vente sans son harnois, l'acheteur n'aura que le cheval nu; & s'il est présenté en Vente avec le harnois, il aura le tout; si ce n'est que dans l'un & dans l'autre cas, il eût été convenu d'une autre manière.

Si une Vente est faite de l'une ou de l'autre de deux choses, comme de l'un de deux chevaux, sans marquer si ce sera au choix du vendeur ou de l'acheteur, le vendeur peut donner celle qu'il voudra; car il tient lieu de débiteur, & par cette raison, il peut donner la moindre.

Comme il arrive souvent que les possesseurs ne sont pas les maîtres de ce qu'ils possèdent, & qu'aussi les acheteurs peuvent ne pas savoir si les vendeurs sont ou ne sont pas les maîtres des choses qu'ils vendent, il est naturel qu'on puisse vendre une chose dont on n'est pas le maître, & la Vente subsiste, jusqu'à ce que le maître fasse connoître son droit & résoudre la Vente.

Les Ventes nulles sont celles qui n'ont jamais subsisté, soit à cause de l'incapacité de l'un des contractans, ou parce que la chose vendue n'est pas en commerce, ou par quelque vice de la Vente, comme si elle est contraire aux loix & aux bonnes mœurs, ou par quelque défaut, comme si la Vente ne devoit avoir lieu que par l'événement d'une condition qui n'arrive point.

Toutes les causes qui annullent en général les conventions, rendent aussi les Ventes nulles.

Il étoit défendu par le droit romain, à ceux qui étoient dans quelque magistrature, d'acheter dans les lieux où ils l'exercoient, ni des fonds, ni même des meubles, pendant le temps de leur administration, s'ils n'en avoient une permission expresse, à la réserve de ce qui se consomme pour la nourriture & le vêtement. Et ces mêmes défenses s'étendoient à leurs domestiques.

Les tuteurs, curateurs & autres administrateurs ne peuvent rien acheter des biens des mineurs & autres personnes qui sont sous leur charge, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées.

Les procureurs constitués & ceux qui font les affaires des autres, ne peuvent se rendre acquéreurs des biens de ceux dont ils font les affaires, s'ils ne les achètent d'eux-mêmes.

L'héritier chargé d'une substitution, ne peut vendre ce qu'il ne possède qu'à la charge de le rendre.

Les mineurs, les insensés, ceux qui sont interdits, & autres personnes qui n'ont pas la disposition de leurs biens, ne peuvent les vendre; & leurs Ventes sont nulles si elles n'ont été faites dans les formes.

S'il n'y a pas d'autre vice dans la Vente que la lésion de plus de moitié du juste prix, l'acheteur ne rendra les fruits que depuis la demande; ou l'intérêt du supplément du prix, depuis le même temps, s'il garde la chose; mais s'il y avoit d'autres vices dans la Vente, comme quelque usure, quelque dol, quelque violence, il devra les fruits depuis la jouissance, en lui déduisant l'intérêt du prix qu'il avoit payé.

V E N T U R A, *Auteur Politique.*

COMIN VENTURA, Vénitien, est auteur d'un livre intitulé : *Tesoro Politico, civile relationi, instruttioni, trattati, discorsi vari di Ambasciatori, pertinenti, alla cognitione e intelligenza delli Stati interessi, e dispendenze de i piu gran principi del mondo.* J'ai sous les yeux la troisième édition italienne de cet ouvrage, faite à Cologne en 1598, & la seconde édition de la traduction françoise, sous ce titre : « Trésor politique contenant les » relations, instructions, traités & divers discours appartenans à la parfaite » intelligence de la raison d'Etat, & de très-grande importance à l'entière » connoissance des intérêts, prétentions, desseins & revenus des plus grands » princes & seigneurs du monde; revu & augmenté en cette seconde édition de deux discours : l'un sur la milice des Turcs & discipline d'icelle; » l'autre sur les loix & coutumes de ceux d'Island. » Paris 1611, in-4to. page 322.

Le premier des trois livres qui partagent ce recueil, contient trente discours. Le premier discours roule sur le conseil, les forces & la réputation, que l'auteur appelle les trois fondemens d'Etat & les instrumens de la domination. Si ce discours ne contient rien que de sensé, il ne contient rien aussi que de commun. Le second, qui est intitulé : *de Rome*, accorde au pape beaucoup plus qu'il ne lui est dû, & doit être lu avec précaution; il contient quelques raisonnemens qui sont assez justes, mais qui la plupart roulent sur des choses que le temps a rendues indifférentes. On y explique par exemple la maniere dont Sixte V avoit été élu, parce que ce pape étoit assis sur la chaire de S. Pierre, lorsque l'auteur composoit son ouvrage. Le troisieme est de la cour & des Etats de l'empereur, & ne contient que des choses ou imparfaites ou auxquelles le temps a apporté du changement. Le quatrieme, de l'Espagne, ne contient que des faits qu'on trouve dans tous les livres, ou des détails des forces & du gouvernement d'Espagne qui ne sont aujourd'hui d'aucun usage. Le cinquieme, du Portugal, qui étoit alors sous la domination de l'Espagne, ne renferme encore que des événemens indifférens. Le sixieme, de Constantinople, où l'auteur nous apprend qu'il avoit demeuré six ans, traite des forces de l'empire Ottoman, de la forme de son gouvernement, & des attentions que les

& comme du plus puissant, & comme ayant reçu la foi avant tous les autres, & ayant joui de l'empire, de toutes sortes de prééminences & de prérogatives sur les autres rois. Là finit le premier livre.

Le second & le troisième livres contiennent de même des traités, des discours, des avis, des dissertations sur divers Etats, des instructions & des mémoires. C'est ce qui fait le fonds de ce recueil, auquel on a donné un titre si magnifique. Le *trésor politique* a pu être utile dans le temps, mais il n'enrichira désormais personne.

V Ê P R E S S I C I L I E N N E S,

OU

Conjuration des Siciliens contre les François.

CHARLES D'ANJOU parvenu à la couronne de Sicile, se rendit odieux par la licence, les bienfaits & l'impunité qu'il accorda aux généraux & aux soldats François qui l'avoient aidé à monter sur le trône. Livré aux conseils de ces étrangers, il leur donna tous les emplois & accabla de taxes ses nouveaux sujets pour lesquels il étoit inaccessible. Insultés, maltraités, par les créatures de Charles ils ne pouvoient ni se plaindre ni demander justice, sans s'exposer à de nouveaux outrages, à de plus accablantes vexations. Accablés sous le poids de ce joug tyrannique, les Siciliens pour le secouer appellerent Conradin, fils de l'empereur Conrad & petit-fils de Frédéric II, & offrirent de le rétablir sur le trône de Sicile qui lui appartenoit à des titres si évidens & dont il n'avoit été privé que par la plus inique des usurpations des souverains pontifes. Mais après des succès & des victoires qui prouvoient combien ce jeune prince étoit digne du rang qui lui étoit offert, il fut vaincu & eut le malheur de tomber au pouvoir de son ennemi. L'impitoyable Charles fit mourir sur l'échaffaud tous les partisans de son concurrent, & sa sévérité ne servit qu'à le rendre encore plus odieux à la noblesse Sicilienne. Il s'aperçut de cette haine publique & il appesantit sur ses sujets le poids déjà trop accablant de la tyrannie. Afin d'ôter à cette nation tout prétexte de l'inquiéter, il forma l'indigne projet de faire périr Conradin & Frédéric d'Autriche qui avoit été fait aussi prisonnier de guerre. Des juges dévoués à l'iniquité firent condamner Conradin & son cousin Frédéric à perdre la tête, & cet assassinat honteux pour le roi de Sicile fut publiquement commis sur un échaffaud construit dans la place du marché de Naples. Cette exécution fut suivie de beaucoup d'autres, & il n'y eut point de ville dans ce royaume où l'on ne fit mourir dans les supplices quelques partisans de Conradin.

Tome XXXIX.

Ffff

ces momens tant de fureur que pour qu'il ne restât point chez eux aucune trace d'une nation qui lui étoit devenue si fort odieuse, leur cruauté alla jusqu'à ouvrir le flanc des François qui étoient grosses; & cependant dans ces mêmes momens de fureur & de rage, ils respectèrent la vertu de Guillaume des Porcelets, gentilhomme provençal, gouverneur de Calafatimi, & qui s'étoit toujours fait aimer & respecter par sa modération, sa douceur & son équité. Lui seul fut épargné; tous les autres François périrent au même jour, au même instant, dans toute l'étendue de l'île.

A la nouvelle du massacre des François, Charles qui étoit parti pour son expédition de Constantinople revint avec toutes ses forces, résolu de venger ses concitoyens par des torrens de sang; mais les Siciliens furent protégés par les armes de Pierre d'Arragon, & vainement foudroyés par le pape qui, réconcilié avec Charles, vouloit ôter à Pierre la couronne qu'il lui avoit donnée. Pierre méprisa les foudres du Vatican, soutint ses droits contre son concurrent que la mort surprit dans le cours de ses expéditions militaires.

V E R T U, s. f.

LA Vertu est l'habitude d'agir conformément aux dispositions de la justice naturelle. Pour bien comprendre la justesse de ma définition, il faut remarquer que j'entends par justice naturelle, l'accomplissement de tous les devoirs de l'homme, envers Dieu, envers soi-même, & envers ses semblables; le tout par rapport à sa conservation & à son bonheur dans cette vie & dans l'autre.

C'est donc à la justice naturelle que les hommes doivent leur piété, leur amour-propre & leur bienfaisance. Ce sont les loix de cette même justice qui nous exposent les droits du créateur sur les créatures, & les devoirs de celles-ci envers leur souverain maître; ce sont ces mêmes loix, qui nous font sentir ce que nous devons à notre ame & à notre corps, pour leur conservation, leur perfection & leur bonheur; ce sont enfin ces mêmes loix qui nous étalent les droits & les devoirs sociaux. Celui donc qui vit conformément à ces loix, doit naturellement se conserver, se perfectionner, & viser dans toutes ses actions à son véritable bonheur. Voilà ce qu'on appelle *un homme vertueux*: & l'habitude d'agir conformément à ces mêmes loix, est ce que l'on nomme Vertu.

Ma définition de la Vertu ne diffère pas dans le fond de la définition ordinaire; savoir, que c'est une habitude qui perfectionne les facultés naturelles de l'homme; car cette habitude, qui perfectionne les facultés naturelles de l'homme, est celle d'agir conformément aux dispositions de la

Vertu sur le vice, avantages que nous exposerons tout-à-l'heure, puisse se déterminer préférablement pour le vice : & dès lors les obstacles qu'il rencontrera dans le chemin de la Vertu seront fort aisés à être surmontés. J'avoue que si l'homme ne s'arme pas de cette persuasion, s'il ne sent pas les avantages de la Vertu sur le vice; en un mot, s'il n'est pas animé par un intérêt quelconque à s'acquitter religieusement de tous les devoirs que la justice naturelle lui impose, il ne les remplira jamais; parce que sans ressort du côté de la Vertu, & le vice ne cessant pas de lui en fournir, puissant en apparence, parce que hors de la concurrence de ceux de la Vertu, l'homme succombera nécessairement au vice, entraîné par ses motifs. Mais les avantages de la Vertu sont si considérables & en si grand nombre, que l'homme ne sauroit les avoir devant les yeux sans en être invinciblement attiré. Je dis invinciblement, parce que c'est l'effet de l'évidence de déterminer l'ame sans balancer.

Le climat n'a pas assez de force pour porter l'homme au vice ou à la Vertu. Les climats les plus opposés ont vu des hommes vertueux aussi-bien que des monstres. Les mêmes climats ont vu naître dans un temps des familles vertueuses, & dans un autre, des nations entières de scélérats. Ainsi que dans tout climat on peut être vicieux ou vertueux, suivant qu'on a intérêt d'être l'un ou l'autre, & par conséquent le climat n'est pas un obstacle à la Vertu.

Le tempérament pourroit bien influencer sur les mœurs des hommes, parce que le physique entraîne aisément le moral, si on ne fait pas des efforts pour le modérer & le diriger au même but. Mais une éducation raisonnable qui développe en nous les maximes de la justice naturelle, & qui nous expose les avantages physiques & moraux de les suivre, les sciences, l'expérience du passé; ces moyens sont admirables pour modérer les excès où la force du tempérament nous jeteroit, & pour le faire servir utilement à une marche rapide dans le chemin de la Vertu. D'ailleurs la correction du tempérament est si essentielle à l'homme, que s'il s'y livroit aveuglément, il seroit le plus malheureux des animaux.

La forme du gouvernement n'a d'influence que sur les mœurs civiles d'une nation. Un gouvernement militaire, un gouvernement agricole, un gouvernement marchand, un gouvernement ecclésiastique, un gouvernement séculier, un gouvernement monarchique, ou républicain; tous ces différens gouvernemens peuvent bien changer les mœurs civiles d'une nation, mais ils n'ont absolument point d'influence sur les mœurs de l'homme, sur ses sentimens envers Dieu, envers soi-même, envers ses semblables. A cet égard, telle que soit la forme du gouvernement, tel qu'en soit le caractère, ceux qui gouvernent seront toujours des hommes, & tous, par conséquent, capables de mettre plus ou moins d'obstacles externes à la Vertu. Mais ces obstacles ne doivent point empêcher l'homme de marcher par le chemin de sa destination. Il en sent intérieurement les motifs, il

l'obtenir sont à la portée de tout le monde : si nos parens sont assez insensés pour nous la refuser, c'est à nous de nous la donner nous-mêmes. Un voyageur qui ne connoit pas le chemin pour parvenir à son but, le demande.

Les passions enfin sont le plus grand obstacle à la Vertu, si l'homme ne s'habitue pas de bonne heure à les modérer. Mais l'homme n'a qu'à vouloir les modérer.

La Vertu étant une habitude, nous devons l'acquérir par l'exercice, qui est fondé sur plusieurs sources. La première est la disposition naturelle du corps & sur-tout du cerveau. Le cœur ne se forme à la Vertu proprement dite, sans que l'esprit soit éclairé sur les devoirs de la justice naturelle. Les principes de ces devoirs sont gravés à la vérité sur notre cœur, mais ces principes bruts, pour ainsi dire, ne sont que des dispositions aux principes, qu'il faut nécessairement développer par l'éducation. Or dans tout développement de l'esprit, la nature fait les premiers frais, par une constitution plus ou moins heureuse du corps, & sur-tout des fibres du cerveau, & par un tempérament qui mette le moins d'obstacle à l'exercice de nos devoirs. Attribuer le développement des différens talens dans l'homme à l'éducation, c'est ne considérer en lui que le moral & le spirituel; tandis que composé de deux substances essentiellement différentes, il faut attribuer ses actions au corps autant qu'à l'ame; le corporel y a autant de part que le spirituel, le physique autant que le moral. Les mêmes leçons de morale à deux personnes sensiblement disposées à en profiter, ont un succès bien différent. Les progrès dans les sciences pratiques ne sont pas plus uniformes que dans les sciences spéculatives. Et la raison en est claire.

Mais si le physique de l'homme est une des causes de la Vertu, elle ne sauroit être imputée à ceux qui la possèdent, & on ne sauroit faire un crime à ceux qui s'en écartent. Une heureuse disposition du corps facilite sans doute l'exercice de nos devoirs, & le chemin à la Vertu; mais ce n'est pas encore la Vertu même. Il faut du développement : les mêmes soins produiront plus d'effet sur un être que sur un autre; mais si toute la différence ne provient que des différentes dispositions naturelles, cette différence ne sera point imputée. C'est ici où la maxime de la raison, confirmée par l'évangile, aura lieu; c'est-à-dire, qu'on nous demandera suivant la mesure de ce que nous aurons reçu.

L'éducation est la seconde cause de la Vertu. L'homme par sa nature n'a que des dispositions; c'est à l'éducation à les développer, à les exercer, & à les faire passer en habitudes. Mais l'éducation doit être raisonnée, & fondée sur des principes : former les habitudes aux hommes comme on les forme aux animaux, c'est les exposer à les perdre. L'homme ne sentant pas la raison des habitudes qu'on lui a fait contracter, n'en connoissant pas le prix, & n'en ayant pas présens les avantages, les discontinuera dès qu'il sera maître de soi-même; un mauvais propos, une méchante

Vertu, nous devons être sensibles à leur peine & à l'intérêt qu'ils veulent bien prendre pour notre bonheur.

Enfin, si nous avons à cœur le progrès dans le chemin de la Vertu, nous devons nous examiner souvent nous-mêmes, en examinant nos pensées, nos paroles & nos actions, pour voir si elles ont été conformes à ce que la justice naturelle exige d'un homme vertueux. Par cet examen nous verrons souvent où nous en sommes, si nous marchons toujours par le droit chemin de la Vertu, ou si nous nous en sommes écartés. Nous tâcherons alors de faire usage des moyens propres à nous y ramener.

Il y a différens signes auxquels chacun peut aisément connoître s'il a fait ou non des progrès dans la Vertu.

Le premier est l'amour même de la Vertu. L'on peut être assuré avoir fait de grands progrès dans la Vertu, dès qu'on se sent porté pour elle, dès que nous l'aimons & que nous estimons ceux qui la possèdent. Aimer la Vertu, c'est chercher l'occasion de l'exercer, c'est chercher préférablement la compagnie des hommes vertueux; c'est avoir une certaine horreur pour le vice.

Le second signe de la Vertu, c'est, dit Plutarque, si nous y persévérons malgré les railleries des méchans. L'homme vertueux en effet doit s'attendre à ne plaire qu'à la plus saine, mais aussi à la plus petite partie de la société.

Le troisieme signe du progrès dans le chemin de la Vertu, c'est si nous surmontons avec courage les obstacles que nous y rencontrons : les avantages de la Vertu nous fortifieront à rencontrer avec courage les plus grands obstacles.

Le quatrieme signe, c'est si nous souffrons avec patience les adversités : car s'inquiéter au moindre chagrin, c'est être bien nouveau dans le chemin de la Vertu, qui doit nous approcher du bonheur, dont est bien éloignée une ame timide, foible, & qui succombe au moindre revers.

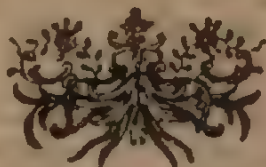
Enfin, c'est un signe certain que la Vertu a poussé des racines dans notre cœur, si nous jouissons d'une parfaite tranquillité, si nous ne nous mettons pas en peine de l'avenir, mais remettant nos soins entre les mains de la providence, nous ne nous occupons que des devoirs de la justice naturelle. Les soins trop rongeurs de l'avenir sont opposés à la confiance qu'un homme vertueux doit avoir en la providence divine. Ne s'embarasse pas donc de l'avenir : marche constamment par le chemin de la Vertu, & pour le reste vis tranquille.

Quant aux avantages de la Vertu, nous nous bornerons à en indiquer les principaux dont l'homme vertueux jouit dans cette vie.

D'abord ce n'est pas mal payer la Vertu que de lui assigner pour soldé cette douce satisfaction, qu'éprouve une ame contente d'elle-même, d'où résulte un bien-être à-peu-près analogue à celui que donne au corps une santé parfaite. Il ne faudroit qu'avoir fait en sa vie une ou deux actions

L'homme vertueux est tourmenté de douleurs affreuses ; j'avoue que la Vertu n'empêche pas le déchirement cruel de ses viscères ; mais elle soutient la patience, lui fournit des consolations, & le rassure sur l'événement. L'homme de bien fait que Dieu est juste, & souscrit de tout son cœur à son châ-timent présent, afin que l'indulgence & le pardon succèdent à la justice satisfaisante. Par-là ses douleurs deviennent volontaires, & conséquemment plus supportables.

L'on traîne à l'échaffaud un homme vertueux, parce qu'il n'a pas voulu com-mettre un crime. Il semble que sa Vertu le défend mal, il va mourir avec sa Vertu. Mais après l'avoir sacrifiée, il faudroit encore qu'il mourût un jour, & il mourroit souillé d'un crime. Si les forfaits affranchissoient les hommes de la mort, on auroit peut-être, je ne dirai pas un juste motif, mais un prétexte pour en commettre ; mais dès qu'ils n'immortalisent pas, au moins faut-il choisir la mort qui répond d'un avenir heureux. Mourir victime de son intégrité, ce n'est pas laisser l'avantage à ses meurtriers, c'est les braver & les vaincre ; & l'honnête homme qui perd sa tête sous le fer d'un bourreau meurt encore plus heureux & plus tranquille que le pervers qui meurt dans son lit ; & quand l'homme vertueux ne meurt que parce qu'il faut mourir, on ne laisse pas de tirer de la Vertu de puissans adoucisse-mens. Cette crainte de l'autre vie, sentiment inspiré par les re-mords, qui vient, contre l'intention de la nature, troubler nos derniers momens, l'homme vertueux n'est pas fait pour l'éprouver. Qu'a-t-il à crain-dre d'un Dieu, dont il a respecté les loix ? Le sage expire en s'endormant ; c'est aux méchans que sont réservées les tristes horreurs de la mort.



de sûreté en contractant avec un autre particulier, vu que le citoyen le plus opulent peut être entraîné dans des malheurs, & se voir ruiné, surtout celui qui s'engageroit dans des entreprises si considérables & si hasardeuses; 4°. parce que l'établissement des rentes Viageres doit être considéré comme une ressource pour l'Etat dans des besoins urgents, qu'il faut le mettre au rang des fonds publics, qui tirent leur crédit de l'autorité publique sous laquelle ils sont ouverts. Tout ce qu'un souverain peut permettre à cet égard, c'est l'association d'une compagnie privilégiée, & autorisée à prendre des capitaux à fonds perdus; mais encore faut-il limiter le fonds, & même n'accorder un pareil octroi que pour des raisons particulières & bien valables; car, je ne puis m'empêcher de le répéter en cet endroit, les rentes, les rentes, &c. sont des ressources soudaines, je l'avoue; mais elle deviennent ordinairement fort onéreuses à l'Etat au bout de quelque temps, & elles ont des vices intrinsèques qui font qu'on ne doit les employer qu'à l'extrémité, & avec beaucoup de sobriété & de réflexion.

Nous venons de remarquer que tout établissement de cette nature a ses chances; il doit donc avoir aussi ses justes proportions, si une des parties contractantes ou, si vous voulez, des joueurs, ne doit pas être une dupe manifeste. Dans les rentes Viageres, le calcul de ces proportions roule 1°. sur le taux des intérêts ordinaires & usités dans chaque pays, 2°. sur l'âge particulier de la personne sur la vie de laquelle le capital est placé, 3°. sur la probabilité de la durée de la vie des hommes de chaque âge en général. Nous tâcherons de développer ces trois points le plus brièvement qu'il est possible.

En Angleterre & en Hollande, les intérêts ordinaires de l'argent sont communément à 2; ou 3 pour cent, en France à 4, en Allemagne à 5, en Suede & en Russie à 6, & ainsi du reste. Il est clair que le prix ou taux, des rentes Viageres doit suivre celui des rentes ordinaires, pour que la proportion du prix d'achat subsiste. Un rentier Hollandois, par exemple, qui place à fonds perdu, est obligé de se contenter de 6 pour cent de rentes Viageres lorsque celui de Russie est à peine satisfait de dix. La raison en est évidente. Quiconque peut placer son argent à 6 pour cent, en conservant le fonds, ne sera pas assez insensé de le mettre à fonds perdu pour n'en tirer que 6 pour cent. On voit par-là combien se trompent ceux qui, dans les pays étrangers, s'imaginent trouver, en Hollande, ou en Angleterre, des fonds tout ouverts pour y placer leur argent à fonds perdu contre un intérêt excessif de 10 ou 12 pour cent, &c. On peut leur dire hardiment qu'ils font toujours une affaire qui leur est préjudiciable, vu qu'en Hollande & en Angleterre, où l'on fait très-bien compter, les rentes Viageres ne sont jamais autrement calculées que sur le pied de 2; ou de 3 pour cent de rentes ordinaires dans toutes les proportions de l'âge des personnes sur la vie desquelles ces rentes viageres sont constituées. Par

VIAGERE. (Rente)

611

TABLE pour l'évaluation.

Valeur du prix d'a- chat pour tirer cent par an, ou 50 par six mois, ou Capital pour reti- rer 100 par an.	évaluation de la ren- te Viagere, combien il faut rece- voir de pour cent payables tous les six mois.	Années de percep- tion à rai- son de 4 pour cent d'intérêts annuels & ordinai- res.	Années de percep- tion à rai- son de 3 pour cent d'intérêts annuels & ordinai- res.	Années de percep- tion à rai- son de 2 & demi pour cent d'intérêts annuels & ordinai- res.
2222	4 $\frac{1}{2}$	54 $\frac{1}{2}$ ann.	37 ann	33 ann.
2000	5	40 $\frac{1}{2}$	31	28
1818	5 $\frac{1}{2}$	32 $\frac{1}{2}$	26 $\frac{1}{2}$	24 $\frac{1}{2}$
1667	6	28	23 $\frac{1}{2}$	22
1538	6 $\frac{1}{2}$	24	21	19 $\frac{1}{2}$
1429	7	21 $\frac{1}{2}$	19	18
1333	7 $\frac{1}{2}$	19 $\frac{1}{2}$	17 $\frac{1}{2}$	16 $\frac{1}{2}$
1250	8	17 $\frac{1}{2}$	16	15 $\frac{1}{2}$
1176	8 $\frac{1}{2}$	16	15	14
1111	9	15	14	13 $\frac{1}{2}$
1053	9 $\frac{1}{2}$	14	13	12 $\frac{1}{2}$
1000	10	13	12	12
952	10 $\frac{1}{2}$	12 $\frac{1}{2}$	11 $\frac{1}{2}$	11
908	11	11 $\frac{1}{2}$	11	10 $\frac{1}{2}$

Tous les cas possibles sont réductibles aux principes de cette table ; & le calculateur le plus ordinaire, à l'aide d'une opération de simple arithmétique, pourra s'en aider commodément pour déterminer la somme ou valeur de chaque achat de rentes Viageres quelconque, le nombre de pour cent que le rentier doit tirer, & le nombre d'années qu'il a besoin de vivre pour retirer son capital avec les intérêts ordinaires, & usités dans le pays, ainsi que Mr. Kerseboom l'a indiqué dans les trois dernières colonnes.

Par ce qui vient d'être dit, on voit assez que l'âge de la personne sur la vie de laquelle on met la rente Viagere, fait le second & le principal objet de ce genre de calcul, & sert à déterminer combien de pour cent l'Etat peut donner, ou le rentier doit recevoir, lorsqu'on veut observer une juste proportion dans les chances, ou dans les hasards que courent

Hhhh 2

TABLE pour déterminer la durée apparente de la vie des hommes.

De 1400 enfans nés au même temps, il en meurt, dans les premiers huit mois 215; de manière qu'il en reste âgés de 8 mois 1185.

Âgés d'années.	Personnes en vie.	Âgés d'années.	Personnes en vie.	Âgés d'années.	Personnes en vie.	Âgés d'années.	Personnes en vie.
1	1125	26	750	51	495	76	160
2	1075	27	747	52	482	77	145
3	1030	28	735	53	470	78	130
4	993	29	723	54	458	79	115
5	964	30	711	55	446	80	100
6	947	31	699	56	434	81	87
7	930	32	687	57	421	82	75
8	913	33	675	58	408	83	64
9	904	34	664	59	395	84	55
10	895	35	655	60	382	85	45
11	886	36	645	61	369	86	36
12	878	37	635	62	356	87	28
13	870	38	625	63	343	88	21
14	863	39	615	64	320	89	15
15	856	40	605	65	315	90	10
16	849	41	596	66	301	91	7
17	842	42	587	67	287	92	5
18	835	43	578	68	273	93	3
19	826	44	569	69	259	94	2
20	817	45	560	70	245	95	1
21	808	46	550	71	231	96	0 6
22	800	47	540	72	217	97	0 5
23	792	48	530	73	203	98	0 4
24	783	49	518	74	189	99	0 2
25	772	50	507	75	175	100	0 0

Le même auteur, dans la seconde dissertation (a) s'exprime ainsi. » Par toutes les négociations faites depuis 125 ou 130 années, j'ai trouvé que

(a) Seconde dissertation, page 56.

Seconde TABLE pour déterminer la durée apparente de la vie humaine.

Dans des négociations entières, représentant, après chaque année qui suit celle où l'établissement en a été fait, le nombre de parties sur des personnes de toute sorte d'âges, qui sont encore en vie du nombre général de 10 mille.

An- nées après la né- gocia- tion.	Parties sur des person- nes en- core en vie. 10,000						
1	9867	31	5746	61	1631		
2	9734	32	5601	62	1531		
3	9601	33	5456	63	1411		
4	9469	34	5311	64	1302		
5	9337	35	5166	65	1193		
6	9213	36	5021	66	1100		
7	9090	37	4876	67	1006		
8	8966	38	4731	68	912		
9	8843	39	4586	69	818		
10	8719	40	4440	70	725		
11	8588	41	4294	71	632		
12	8456	42	4148	72	579		
13	8324	43	4002	73	506		
14	8192	44	3856	74	433		
15	8060	45	3710	75	360		
16	7919	46	3569	76	313		
17	7777	47	3429	77	266		
18	7636	48	3289	78	219		
19	7494	49	3149	79	173		
20	7352	50	3009	80	127		
21	7206	51	2877	81	106		
22	7059	52	2745	82	85		
23	6912	53	2613	83	65		
24	6755	54	2481	84	45		
25	6618	55	2350	85	25		
26	6472	56	2226	86	12		
27	6326	57	2106	87	6		
28	6180	58	1984	88	3		
29	6035	59	1862	89	1		
30	5890	60	1741	90	0		

Seconde TABLE pour déterminer la durée apparente de la vie humaine.

Dans des négociations entières, représentant, après chaque année qui suit celle où l'établissement en a été fait, le nombre de parties sur des personnes de toute sorte d'âges, qui sont encore en vie du nombre général de 10 mille.

An- nées après la né- gociation.	Parties sur des person- nes en- core en vie. 10,000						
1	9867	31	5746	61	1631		
2	9734	32	5601	62	1531		
3	9601	33	5456	63	1411		
4	9469	34	5311	64	1302		
5	9337	35	5166	65	1193		
6	9213	36	5021	66	1100		
7	9090	37	4876	67	1006		
8	8966	38	4731	68	912		
9	8843	39	4586	69	818		
10	8719	40	4440	70	725		
11	8588	41	4294	71	632		
12	8456	42	4148	72	539		
13	8324	43	4002	73	446		
14	8192	44	3856	74	353		
15	8060	45	3710	75	260		
16	7919	46	3569	76	167		
17	7777	47	3429	77	73		
18	7636	48	3289	78	0		
19	7494	49	3149	79			
20	7352	50	3009	80			
21	7206	51	2877	81			
22	7059	52	2745	82			
23	6912	53	2613	83			
24	6755	54	2481	84			
25	6618	55	2350	85			
26	6472	56	2226	86			
27	6326	57	2106	87			
28	6180	58	1984	88			
29	6035	59	1862	89			
30	5890	60	1741	90			

Ces deux tables, que j'ai cru nécessaire d'insérer ici, en supposant que les observations de M. Kerseboom, sont justes, renferment tous les fondemens du calcul sur la durée apparente de la vie humaine, & elles suffisent pour guider tout calculateur politique dans ses opérations pour déterminer les proportions de toutes les parties relatives à l'établissement d'un fonds public pour des rentes Viageres. Il n'est pas du ressort de cet article d'entrer dans les détails même de ces opérations, & de montrer les différentes manieres de calculer tous ces divers objets. Elles sont fondées sur les principes communs de l'arithmétique même, & ceux qui voudront s'en instruire plus à fond doivent consulter les auteurs qui ont traité systématiquement cette science particuliere, comme Halley, King, Kerseboom, le Moivre, &c. (a)

(a) Voyez notre article ARITHMETIQUE POLITIQUE.

V I E N N E, *Ville capitale de l'Archiduché d'Autriche, & depuis longtemps la résidence des Empereurs d'Allemagne.*

P A I X D E V I E N N E.

En 1738.

S'IL étoit possible de former une liaison durable entre deux puissances, hors du véritable système, le traité du 22 juillet 1731 auroit uoi à perpétuité les cours de Vienne & de Madrid. Le roi d'Angleterre, dont le ministre principal n'avoit de vues que pour la paix, y étoit entré en tiers, & s'y étoit donné pour le garant de la fidélité du ministère impérial à ses engagements, par rapport à l'introduction tant disputée des six mille Espagnols dans les places de Toscane. Il avoit fait agir son ministre auprès du grand-duc, afin d'en obtenir un aveu authentique de la disposition qu'on faisoit de ses Etats; & ses offices avoient été si pressans, que ce prince avoit signé le traité, qu'on nomma *de famille*, par lequel il instituait, autant qu'il étoit en lui, pour son légataire universel, l'héritier qui lui étoit désigné. Ainsi l'empereur avoit assuré la pragmatique contre le prétendant le plus redoutable, sans qu'il lui en eût coûté aucun pays, où il eût droit, sans autre dépense, que celle d'un rescript impérial: il sembloit que le différent, qui avoit tenu pendant quinze ans l'Europe en inquiétude, fut enfin terminé.

Mais la cour de Vienne n'avoit jamais traité de bonne foi avec Philippe V. Comme elle ne s'étoit proposé dans ses dernières négociations
avec

avec lui, que d'acquiescer des garans à sa pragmatique, & de décourager ses opposans par l'accession du prince, qui avoit le plus grand intérêt à la fronder : les ministres impériaux rentrèrent dans leurs premières maximes, aussitôt que l'exemple eut fait son effet. Persuadés qu'il étoit absurde de compter sur une désunion constante des deux branches de la maison de Bourbon, & prévoyant qu'elles se réconcilieroient à la première discussion que l'une ou l'autre auroit avec l'empereur, ils crurent que le temps de les heurter sans péril étoit celui, où, les impressions du renouvellement d'amitié étant récentes chez les alliés de leur maître, on avoit lieu d'attendre d'eux plus d'indulgence sur la nature de la cause qu'on leur demanderoit d'appuyer. Aussitôt qu'ils jugèrent que l'empereur pouvoit compter sur le secours des puissances maritimes, de celles du Nord & de l'Empire, ils rappellerent sa majesté impériale à ses anciennes alarmes sur l'établissement d'un prince Espagnol en Italie, & l'animerent à de nouvelles chicanes capables de porter la cour de Madrid à des précautions, dont on put se faire un prétexte de révoquer tout ce qui lui avoit été promis pour son infant.

Le conseil Espagnol hésita quelque temps avant que de prononcer sur les vues du ministre impérial. D'abord il prit pour des scrupules les nombreux éclaircissemens que l'empereur lui fit demander ; & il s'y prêta avec beaucoup de condescendance. Le prince de Monteleon, plenipotentiaire de Philippe V. en Italie, donna toutes les explications qu'on desiroit sur la tutelle & la majorité de l'infant : il commenta à la satisfaction des ministres impériaux l'indépendance absolue, que le traité de famille avoit stipulée : il justifia l'intelligence qu'on disoit illicite, de la cour de Parme avec celle de Rome. Enfin, il relacha des conventions de Vienne, autant qu'il étoit possible de le faire sans commettre la sûreté de l'infant : mais quand on eut constaté à Madrid que le conseil impérial ménageoit une rupture, on y désavoua hautement le prince de Monteleon ; & profitant du dépit que le cardinal de Fleuri conservoit contre la cour de Vienne, qui lui avoit donné le change dans ses derniers traités, on sacrifia les engagements, qu'on avoit avec l'empereur, à de nouveaux avec la France, qui assuroient de la protection contre lui. Ce fut le génie du cardinal Albéroni qui anima alors le conseil de Philippe V. Ce furent les conseils de ce politique hardi, qui déterminèrent le monarque à se montrer ce qu'il avoit si long-temps menacé d'être. Le cardinal rétablit de cette manière l'équilibre naturel, que son ministère avoit dérangé ; & chaque bassin de la balance, dont la charge avoit si bizarrement varié depuis près de vingt ans, fut rempli par le groupe des puissances, que des intérêts permanens doivent unir. Cette disposition rendoit la guerre inévitable.

Jusqu'alors on avoit négocié pour la branche Espagnole de Bourbon, séparément de la Françoisé ; & les prétentions de celle-là devoient augmenter en proportion de l'accroissement que ses forces recevoient de sa réu-

maître demandoit uniquement la liberté de l'élection pour les Polonois. Les puissances maritimes feignirent d'en croire sa majesté impériale sur le peu de part qu'elle disoit avoir aux mouvemens des troupes Moscovites, & elles parurent n'être retenues de se déclarer hautement pour elle, que par le doute où elles étoient que les suites de la rupture avec la France les intéressassent. Peut-être que si le comte de Zinzendorf, favori de Charles VI & presque son premier ministre, avoit su profiter de ce temps d'incertitude, il les auroit mises en défiance des grands préparatifs de la France; mais ses hauteurs, & son inapplication aux affaires avoient indisposé les Etats-généraux; & les circonstances ne l'ayant pas amené à se corriger, la république, pressée par le cardinal de se déclarer, accepta par une convention du 24 de novembre 1733, la neutralité qui lui étoit offerte. Séduite par les protestations que l'habile ministre lui faisoit du parfait désintéressement du roi, quant aux conquêtes, elle crut que la vengeance qu'elle alloit prendre de la cour de Vienne, se borneroit à lui faire sentir le besoin où elle étoit de ses alliés, & la nécessité de leur marquer désormais plus de déférence.

Il étoit encore à craindre pour la France que l'empereur continuant de prendre Dieu & les hommes à témoins, qu'on l'accusât injustement de fomentier les troubles de Pologne, dont le cardinal faisoit le motif de la rupture du roi son maître, l'Angleterre ne se laissât persuader que cette guerre étoit comprise dans l'alliance défensive de 1731. Le hasard délivra le cardinal de cette inquiétude. Ayant intercepté des instructions envoyées de Vienne au résident impérial à Pétersbourg, il eut entre les mains le secret de l'empereur; & la publication, qu'il en fit, ôtant aux ministres impériaux le masque dont ils se couvroient, leur fit perdre le reste de créance qu'on avoit encore en eux. La cour de Londres leur déclara, que n'ayant pas été consultée sur les mesures que leur maître avoit prises par rapport aux affaires de Pologne, elle se croyoit fondée à le laisser démêler seul la trame qu'il avoit ourdie. Ils n'eurent pas plus de satisfaction du roi de Danemarck, pour qui la neutralité de la Suede fut un modèle. L'empereur, réduit au secours du corps Germanique, eut encore le chagrin d'entendre les électeurs de Bavière & Palatin protester contre la résolution que la diète avoit prise en sa faveur. Son parti étoit pris de mettre l'électeur de Saxe sur le trône du roi son père : c'étoit à ce prix qu'il obtenoit de ce prince, époux d'une archiduchesse fille de l'empereur Joseph. l'aveu de sa pragmatique; & il n'avoit rien plus à cœur que la sûreté de cette disposition domestique. Contre l'avis du prince Eugene, qui connoissoit mieux les forces impériales que qui que ce fût de son conseil, il publia sa déclaration de guerre contre les rois de France, d'Espagne & de Sardaigne. L'Europe entière lui prédisoit qu'il en payeroit l'éclat au prix que les trois rois alliés y voudroient mettre.

Le cardinal de Fleuri avoit ménagé avec bien plus de prudence & de

suivit que la moitié de son modèle. Pour se conserver la première influence sur les opérations des armées, il en partagea le commandement entre deux généraux, comme avoit fait le ministre Italien, & comme le doit faire tout ministre jaloux de son autorité, qui n'a point de général pour son homme de confiance. Mais il remit à un seul homme le dispositif des armées, bien plus important que leur commandement : il abandonna le bureau de la guerre à Mr. Chauvelin, qui ne tarda pas à lui faire sentir sa supériorité de talens, & dont il ne tarda pas à devenir jaloux. Bientôt la jalousie produisit la haine ; & cette dernière augmentant de jour en jour par la violence qu'il se faisoit pour la dissimuler, la timidité qui le retenoit de déplacer Mr. Chauvelin, le décida pour une prompte paix, qui le mettroit dans l'indépendance des services de ce ministre.

Les hommes d'Etat décideront si l'union des Etats de Lorraine à la couronne de France étoit tout ce que les grands succès des armes Françaises permettoient au cardinal de demander à l'empereur & à l'Empire. Le refus qu'il fit, la seconde année de la guerre, du plan d'accommodement, proposé par les puissances maritimes, ne laisse point douter que déjà il ne se la fut promise. Ce projet de pacification régloit les affaires de Pologne & d'Italie, sur le pié où le traité réel les mit : il faisoit même les conditions du roi de Sardaigne meilleures. Mais il ne laissoit au roi de France que la gloire d'avoir réduit l'empereur à la nécessité d'y entendre, & le cardinal ne le jugea pas acceptable. Cependant aussitôt après le refus qu'il en avoit fait, il entama la négociation avec le conseil impérial dans le plus profond secret. C'étoit flétrir gratuitement, par une teinte de duplicité toujours odieuse, la gloire que lui assuroit la justesse de sa politique. Les puissances maritimes n'étant plus à temps de prendre parti pour l'empereur, & les deux rois alliés devant leurs succès à leur union avec la France, il étoit également sûr, & bien plus honnête de demander, de concert avec les rois d'Espagne & de Sardaigne, les conditions qu'on étoit en état d'exiger de l'empereur. Les cours de Madrid & de Turin n'avoient point d'intérêt à empêcher l'accroissement de la France du côté de l'Allemagne ; & la cour de Versailles s'éloignoit de ses véritables principes, en prenant jalousie de l'agrandissement du roi de Sardaigne au-delà des monts, lorsque pour la sûreté de la balance de l'Italie, on pouvoit agrandir un ou deux infans en proportion de lui.

Le cardinal, qui joignoit à de grandes qualités la foiblesse de priser beaucoup la réputation de politique rusé, mit sans doute sa gloire à prendre sa revanche sur le ministère Espagnol du traité de Vienne de 1731. Tout-à-coup les ordres vinrent dans les armées Françaises de suspendre les hostilités ; & les généraux des deux rois alliés virent la fin de la guerre, avant que leurs maîtres eussent eu les premières annonces de la paix. C'étoit la suite de la signature des préliminaires clandestins du 3 d'octobre 1735, entre l'empereur & sa majesté très-chrétienne. Toutes les prétentions étoient

tir avec aussi peu de perte du plus fâcheux embarras ; & on se récrie sur la bonne fortune de l'empereur , en considérant qu'il fait payer à un tiers les fautes monstrueuses de son conseil , & qu'il termine , en se rendant plus puissant que jamais en Italie , la guerre , qui devoit la lui enlever sans retour. D. B. M.

VITRIARIUS, (Philippe Reinhart) *Jurisconsulte Allemand.*

CE savant, professeur en droit à Geneve, puis à Leyde, a fait une institution au droit public de l'empire d'Allemagne sous ce titre : *Philippi Reinhardi Vitriarii J. C. & Antecess. Lugd. Batav. Institutiones juris publici Romano-Germanici selectæ, antiquum & modernum imperii Romano-Germanici Statum, vera ejus principia, controversias illustres & earum rationes, cum affirmantes tum negantes & decidentes methodo institutionum Justiniani, ex ipsis fontibus exhibentes.* Cet ouvrage fut imprimé à Spire en 1683 sous le nom d'un certain Nicolas Danikwerths, qui se l'étoit attribué. Cette édition, pleine de fautes, fut désavouée par Vitriarius qui en étoit le véritable auteur, & qui en fit faire une seconde à Leyde en 1686. Il y en eut une troisième encore à Leyde en 1692, & une quatrième à Gotha en 1698.

Jean-Frédéric Pfeffinger, de Strasbourg, inspecteur & professeur de l'académie de Lunebourg, mort le 27 d'août 1730, a commenté cet ouvrage, & y a mis des notes qui l'ont grossi de plus de cinq sixiemes, & c'est ce qu'on appelle le *Vitriarius illustratus*, qui fut imprimé à Gotha en 2 volumes in-4to. en 1704. Ce commentaire a été augmenté de deux autres volumes du même format & qui parurent au même lieu, le troisième en 1725, & le quatrième en 1731. De ces quatre volumes in-4to, il y en a qui sont de plus de 1500 pages ; car les notes du commentateur sont plutôt de longues dissertations que de simples remarques. Vitriarius avoit également évité d'être trop court & d'être trop long ; & à la maniere des jurisconsultes, il cite plus qu'il ne raisonne. Ce n'est pas dire assez, il ne fait presque que citer.

Ces quatre volumes énormes contiennent des élémens du droit public d'Allemagne. Il y est traité du droit public en général, des principes & des sources de celui d'Allemagne, du couronnement de l'empereur, & de la maniere dont il peut acquérir & perdre l'Empire ; du roi des Romains, des vicaires de l'Empire, des Etats, de leurs matricules, des électeurs, des princes, des comtes, des barons, des villes, & de la noblesse immédiate de l'Empire, de ce qui appartient à l'Empire & de sa division, des droits & des prérogatives réservées à l'empereur, des droits possédés par l'empereur, soit en commun, soit par indivis avec tous les Etats de l'Empire ;

UN

UNION D'UTRECHT.

CETTE confédération célèbre, formée en 1579, est un des objets les plus intéressans que présentent les annales de la liberté & de la jurisprudence des nations. Les effets de cette Union ont répondu à l'esprit de sagesse & de vigueur qui en fut le principe ; ils ont été merveilleux à plusieurs égards. C'est par là qu'une nation peu considérable par son territoire, par ses moyens & par le nombre de ses habitans, a tenu tête, pendant une guerre de 80 ans, à la monarchie la plus riche & la plus puissante de l'Europe, en sortit victorieuse, & força son oppresseur à reconnoître son indépendance.

Les circonstances qui ont amené cette Union mémorable ; l'esprit du traité qui lui donna sa forme & sa consistance ; un précis des chefs contenus dans ce traité, sont les trois objets qui doivent nous occuper successivement dans cet article.

I. Lorsque les troupes espagnoles eurent été chassées des provinces de Hollande & de Zélande, Guillaume I, l'immortel fondateur de la liberté Belgique, employa tous les efforts de son zèle & de sa sagesse, à former une liaison étroite entre ces deux provinces & les autres des Pays-Bas. La pacification de Gand, conclue en 1576, remplissoit jusqu'à un certain point, un objet si désirable & si important. Mais l'Union formée par ce traité, qui avoit pour but l'éloignement des troupes étrangères des Pays-Bas, ne pouvoit être de longue durée. Aussi s'affoiblissoit-elle de jour en jour, par des intérêts opposés, qu'il étoit difficile de concilier, & par la discorde que la cour d'Espagne ne manqua pas de semer parmi les provinces confédérées. Le traité conclu avec don Jean d'Autriche & celui de Bruxelles, qui étoit destiné à maintenir la foi catholique, y portoient atteinte, & la désertion, enfin, des provinces Wallonnes qui se retirèrent de cette Union, acheva de rendre la pacification de Gand insuffisante pour le but qu'on s'y étoit proposé. Le grand prince qui forma cette confédération, en avoit bien prévu les défauts & l'instabilité. Pour y remédier & pour empêcher que tout le poids de la guerre ne retombât de nouveau sur la Hollande & sur la Zélande, il travailla d'avance à une Union ultérieure & plus étroite entre les provinces, qui étoient les plus voisines les-unes des autres, & le plus à portée de se secourir mutuellement, savoir, la Hollande, la Zélande, la Gueldre, Utrecht, la Frise, Groningue avec son district, (les Ommelandes,) le pays de Drenthe & le comté de Lingen. Quoique Guillaume donnât & le fond & la forme à ce grand ou-

confédération perpétuelle & sacrée, qui fait qu'elles ne forment qu'un seul corps dans l'exécution de plus d'une partie du pouvoir souverain. Ce traité par conséquent, distingue les Provinces-Unies des puissances, qui ne sont alliées qu'en conséquence d'intérêts passagers & de raisons accidentelles; puisque, selon ses termes aussi-bien que son esprit, il unit les sept provinces comme si elles n'en formoient qu'une seule, en conservant néanmoins à chaque membre de l'Union, le suprême pouvoir dans la province. Quel plan hardi! & de combien de difficultés & d'inconvéniens n'auroit-il pas dû paroître hérissé à ceux qui eurent l'ame assez élevée & l'esprit assez entreprenant pour en concevoir l'idée? Que d'habiles gens aient remarqué des endroits foibles, des expressions vagues, des objets mal définis dans l'acte de l'Union, il n'y a pas là de quoi nous surprendre. Mais ce qui est admirable, c'est que ces imperfections même, loin de déroger à la gloire de ceux qui dressèrent cet acte, fournissent au contraire, une preuve sensible de leur capacité & de leur prudence: elles montrent le coup-d'œil juste avec lequel ils ont discerné l'espace qu'il falloit à un grand corps pour se mouvoir librement, & pour éviter les chocs qui pourroient en affaiblir la consistance ou en détraquer le mécanisme. Pour parler sans figure, lorsqu'il est question d'unir pour un intérêt commun, pressant & durable, différens corps politiques, dont il est impossible de concilier dans tous les temps, les intérêts particuliers & respectifs, soit présents, soit futurs & possibles, comment faut-il s'y prendre? Il faut, pour ainsi dire, fermer volontairement les yeux sur bien des objets: il faut éviter les détails qui peuvent faire naître des craintes, des soupçons ou des divisions: il faut s'exprimer en termes vagues, & laisser beaucoup au temps, aux circonstances & quelque chose au désintéressement & au zèle pour le bien général, ou sacrifier l'intérêt commun & renoncer à l'espérance d'une Union durable. Le parti le plus sage dans cette alternative fut pris en effet. Les auteurs de l'Union voyoient bien, sans doute, les inconvéniens qui pouvoient résulter de l'indépendance respective de ses membres & les efforts & les prétextes que l'intérêt particulier pouvoit employer, pour plier la confédération à ses vues. Des cas fâcheux & possibles devoient se présenter à leur sagacité, dont la perspective étoit propre à alarmer: deux provinces pourroient se brouiller entr'elles: une seule pourra s'élever contre tous les alliés, ou bien une moitié de l'Union pourra se soulever contre l'autre: des disputes pourroient naître sur les droits particuliers des villes & des provinces, sur les loix fondamentales de l'Union, ou sur les changemens & les modifications, qu'on croiroit peut-être devoir y apporter dans la suite des temps. Tous ces inconvéniens & les dangers qui devoient en résulter ne pouvant échapper aux auteurs de l'Union, que leur restoit-il à faire? Vouloir cacher & passer sous silence ce qui sautoit aux yeux, auroit été une espece de charlatanerie indigne de ces habiles gens: mais de l'autre côté il y auroit eu de l'imprudence & de la témérité à détailler

confédérés s'obligent à maintenir aux dépens de leurs biens & de leurs vies. Il est encore décidé par ce premier article, que les différens qui pourroient survenir entre les provinces, villes ou membres de l'Union, sur les susdits droits, privileges, &c. seront décidés ou par les juges ordinaires, ou par des arbitres, ou par un arrangement à l'amiable, sans que les autres provinces ou villes puissent s'en mêler autrement que par voie d'accommodement.

L'article II engage « les confédérés à se secourir mutuellement contre » tout acte de violence, que le roi d'Espagne ou les adhérens pourroient » faire, soit au sujet de la pacification de Gand, soit à celui de la réception de l'archiduc Mathias, soit pour introduire & rétablir la religion » catholique, ou pour se venger, en un mot, de ce qui se seroit fait par » les confédérés, ou par quelqu'un d'entr'eux, depuis l'année 1558.

L'article III oblige les confédérés à se secourir pareillement contre toute attaque de princes ou Etats étrangers, & laisse à la généralité ou au corps de l'Union, à déterminer les secours que chacune fournira dans une telle occasion.

Les articles IV & V jusqu'à VIII inclusivement, regardent les moyens de contribuer à la défense commune des confédérés, la construction & l'entretien des forteresses, la maniere de fournir par des taxes & des impôts aux frais qu'exigent le maintien de l'Union, l'érection des milices, &c.

Il est décidé par le neuvieme article, qui, avec le suivant, renferme les principes essentiels de l'Union, qu'on ne conclura ni paix ni treve, qu'on n'entreprendra pas de guerre, qu'on n'établira ni impôts, ni contributions, qui intéressent le corps général de la confédération, que du consentement unanime des provinces : dans toutes les autres affaires, qui concernent l'Union, on se tiendra à ce qui sera résolu à la pluralité des voix des provinces; règlement qui s'observera jusqu'à ce qu'il soit ordonné autrement par la totalité des confédérés. Il est encore arrêté par le neuvieme article, que les différens qui pourront survenir entre les provinces, sur la paix, la guerre, la treve ou les impôts, seront décidés provisionnellement par les stadthouders actuels des provinces, & que ceux-ci, lorsque leurs avis seront partagés, prendront des assesseurs impartiaux pour venir à une décision, à laquelle les parties seront obligées de se conformer.

Il est expressément déclaré dans le dixieme article qu'aucune province ou ville ne pourra conclure de confédération ou d'alliance avec aucun seigneur ou pays voisin, sans le consentement des confédérés.

L'article XI regarde l'admission d'Etats étrangers dans la confédération, moyennant le consentement unanime des provinces.

Le douzieme renferme les réglemens qu'il faut suivre par rapport à la monnoie.

Le treizieme qui concerne les affaires de la religion, porte, « que la » Hollande & la Zélande se conduiront à cet égard, comme elles trouve-

Le XVIII défend à toute province ou ville d'établir des impôts au préjudice d'une autre, sans le consentement de la généralité, ou de charger les voisins plus que ses propres sujets.

Les articles XIX & XX ont rapport aux formalités, qui doivent être observées dans la convocation & dans les délibérations de l'assemblée des confédérés.

Par l'article XXI il est arrêté que « l'interprétation de ce qui pourra » paroître ambigu ou obscur dans ce traité, sera laissée aux confédérés; & » en cas qu'ils ne s'accordent pas là-dessus, on aura recours aux stadthouders de la manière expliquée ci-dessus. »

L'article XXII déclare, « qu'on ne pourra augmenter ni changer aucun des articles de l'Union, ou y en ajouter de nouveaux, sans convoquer pour cet effet, une assemblée générale de tous les confédérés, & » sans que le changement proposé soit confirmé par leur consentement » unanime. »

Par l'article XXIII les provinces s'engagent à maintenir les susdits articles, déclarant comme nul & non avenu, tout ce qui pourroit être fait au contraire; y soumettant leurs biens, leurs tribunaux, leurs magistrats, & leurs habitants, renonçant à toute voie de droit pour se soustraire à leur observation.

Les articles XXIV, V, & VI, roulent sur des formalités. Il y est question entr'autres, de l'obligation imposée aux stadthouders, tant présents que futurs, aux magistrats & aux officiers civils des provinces particulières, des villes, &c. de prêter serment sur les articles de l'Union.

Le précis que nous venons de donner des articles de l'Union, fera toucher au doigt la vérité de ce que nous avons dit ci-dessus, de l'esprit & de l'intention de ce célèbre traité. Au surplus, si le coup-d'œil pénétrant d'un critique exact trouve dans ce traité des choses vagues & imparfaitement définies, il y verra en même temps, un remède efficace aux inconvéniens qui pourroient en résulter. Ce remède est le recours aux provinces, & à leur défaut, aux stadthouders, comme arbitres de tout différent, qui ne pourra pas se terminer à l'amiable ou par les voies ordinaires. Ce recours au stadthoudérat n'est pas seulement marqué expressément dans l'acte de l'Union, mais on y revient même jusqu'à trois fois dans les IX, XVI & XXI articles de cet acte. C'est, si nous ne nous trompons pas, déclarer formellement que le traité de l'Union ne sauroit s'exécuter, ni l'Union même subsister dans sa vigueur sans le stadthoudérat, & les prérogatives qui y sont attachées. Car enfin, s'il n'y a d'autre manière de décider les différens en dernier ressort, & d'empêcher que l'Union ne soit ébranlée par chaque contestation, qui pourroit s'élever parmi les provinces, la conclusion paroît toute simple, que sans le stadthoudérat la pierre angulaire manque à l'édifice politique. On doit donc attendre du gouver-

quand chaque partie est dans un état régulier & nécessaire à ses fonctions; la pathologie, qui apprend à connoître la situation de chaque partie du corps humain lorsqu'il y a du dérangement, les maladies, leurs causes & leurs symptômes, la matière médicale, ou la connoissance des remèdes pour chaque maladie, l'anatomie, la botanique, la chimie, les opérations chirurgiques, le cours de médecine pratique, &c. (a)

Les curateurs doivent aussi prendre soin que l'Université fasse imprimer, tous les six mois, un catalogue de toutes les leçons que chaque professeur veut donner pendant le prochain semestre, afin que les étudiants sachent à qui s'adresser pour chaque science. Il est aussi fort avantageux de régler les choses de manière que les professeurs finissent avec les six mois leurs cours pour chaque science, vu que la prolixité est nuisible, que l'étudiant ne doit apprendre à l'Université que le système général d'une science, & que les parties de détail en doivent être réservées à sa propre méditation. Il y a cependant quelques exceptions à faire à cet égard, mais elles sont rares.

Indépendamment des leçons publiques & privées que les professeurs donnent, ils sont aussi chargés du soin de maintenir le bon ordre parmi les membres de l'Université. Ils forment un sénat qui a le droit séparé de juridiction, & où toutes les affaires importantes, soit de police, soit d'économie, se décident. C'est un très-grand abus de faire porter l'épée aux étudiants, & qui n'est presque introduit qu'en Allemagne. Tant de jeunes gens rassemblés causent mille désordres & mille malheurs, lorsqu'ils sont armés. Ils deviennent fanfarons & bretteurs, au lieu de devenir sages & s'avans, ce qui est le seul but de leurs études. Cette mode funeste est abolie dans toutes les Universités Prussiennes, & doit encourager les bons pères ou tuteurs, à y envoyer leurs enfans ou leurs pupilles. Dans les Universités Allemandes, chaque faculté s'assemble séparément une fois par semaine, pour délibérer sur des matières de science & sur les cas douteux qui sont envoyés à sa décision. La faculté juridique a sur-tout le droit de prononcer, même en dernier ressort, sur les affaires civiles & criminelles, & ses sentences sont exécutées dans la plupart des tribunaux sans appel, & sans altération. Les Universités créent aussi des bacheliers, des maîtres ès arts, des licenciés & des docteurs. Les candidats, pour ces degrés sont obligés de soutenir préalablement des thèses publiques, qu'ils font imprimer.

Les personnes qui composent une Université, sont les suivantes: les curateurs, qui sont ordinairement des ministres d'Etat, ou autres personnes qui occupent les premiers emplois, qui font leur résidence à la cour, & qui règlent tout en dernier ressort au nom du souverain. Ils doivent à l'Université toute la protection dont ils sont capables. Les autres officiers sont

(a) Collegium clinicum.
Tome XXIX.

différens titres, qui sont proprement ses avoués ou défenseurs auprès du souverain. Le président doit être un homme d'un grand nom dans la république des lettres. Il faut le revêtir du pouvoir de faire beaucoup de bien, mais lui lier les mains pour faire du mal aux académiciens, qui, au bout du compte, sont de grands hommes tels que lui, & qui ne veulent pas se laisser régenter comme des écoliers. Les membres ordinaires qui travaillent sont pensionnés, soit par des appointemens fixes, soit par des jetons, comme en France. Les membres honoraires ne retirent aucun émolument pécuniaire, ils ne participent qu'à la gloire universelle qu'acquiert leur académie, & ne travaillent qu'autant qu'ils le veulent eux-mêmes. Il est bon aussi qu'une académie fasse des élèves, qui doivent faire résidence, & assister régulièrement aux assemblées. Enfin, elle doit avoir des associés étrangers, des savans distingués par toute l'Europe, qui par leur nom & leurs travaux, augmentent son lustre & sa réputation. L'académie doit s'assembler au moins une fois par semaine, & à chaque session les membres lisent, à tour de rôle, une dissertation sur quelque matiere curieuse de science, ou proposent quelque doute, ou rendent compte de leurs découvertes, ou produisent quelque lettre intéressante relative aux objets naturels de l'académie. Les plans de ces académies varient dans tous les pays; & il est impossible d'entrer dans tous ces différens détails. Dans les endroits où l'on n'est pas à même d'avoir pour chaque partie de la littérature une académie particulière, j'approuverois fort le plan de celle de Berlin, dont la première idée a été donnée par le célèbre Leibnitz. Elle est partagée en quatre classes, dont la première embrasse toute la philosophie expérimentale, la chymie, l'anatomie, la botanique, & toutes les sciences qui sont fondées sur l'expérience; la seconde a pour objet les mathématiques; la troisième s'occupe de la philosophie spéculative, & la quatrième comprend les belles-lettres, ou toutes les sciences philologiques; il y a un secrétaire pour chaque classe, un trésorier, & quelques domestiques. On y distribue tous les ans un prix pour celui qui aura le mieux traité un sujet que les quatre classes proposent l'une après l'autre, & auquel ses membres ne peuvent concourir; & tous les ans l'académie publie un volume de ses mémoires, dans lesquels elle rend un compte public au roi, & à l'Europe savante, des efforts qu'elle fait pour l'avancement des lettres, & pour les bienfaits qu'elle reçoit.

S'il y a un établissement qui serve à polir une nation en lui donnant du goût pour toutes sortes d'ouvrages, c'est celui des académies de peinture, de sculpture, de gravure, &c. Tout le peuple, tous les métiers, toutes les manufactures se ressentent de ces sortes de fondations. On ne sauroit faire une table, une chaise, un couteau, sans que le dessein y entre pour quelque chose. L'académie de peinture fait tous les ans un grand nombre d'élèves qui y dessinent, ou y peignent, soit d'après le modèle, soit d'après nature. Quand même tous ces élèves n'acqueroient pas le

V O

VOLONTÉ, s. f.

Volonté générale.

LA Volonté générale est l'unanimité ou la pluralité des suffrages dans une société démocratique, ou aristocratique. Tant que plusieurs hommes réunis se considèrent comme un seul corps, ils n'ont qu'une seule Volonté, qui se rapporte à la commune conservation, & au bien-être général. Alors tous les ressorts de l'Etat sont vigoureux & simples, ses maximes sont claires & lumineuses, il n'a point d'intérêts embrouillés, contradictoires, le bien commun se montre par-tout avec évidence, & ne demande que du bon sens pour être apperçu. La paix, l'union, l'égalité sont ennemies des subtilités politiques. Les hommes droits & simples sont difficiles à tromper à cause de leur simplicité; les leurre, les prétextes raffinés ne leur en imposent point; ils ne sont pas même assez fins pour être dupes. Quand on voit chez le plus heureux peuple du monde des troupes de paysans régler les affaires de l'Etat sous un chêne, & se conduire toujours sagement, peut-on s'empêcher de mépriser les raffinemens des autres nations, qui se rendent illustres & misérables avec tant d'art & de mystères?

Un Etat ainsi gouverné a besoin de très-peu de loix, & à mesure qu'il devient nécessaire d'en promulguer de nouvelles, cette nécessité se voit universellement. Le premier qui les propose ne fait que dire ce que tous ont déjà senti, & il n'est question ni de brigues ni d'éloquence pour faire passer en loi ce que chacun a déjà résolu de faire, sitôt qu'il sera sûr que les autres le feront comme lui.

Ce qui trompe les raisonneurs, c'est que ne voyant que des Etats mal constitués dès leur origine, ils sont frappés de l'impossibilité d'y maintenir une semblable police. Ils rient d'imaginer toutes les sottises qu'un fourbe adroit, un parleur insinuant pourroit persuader au peuple de Paris ou de Londres. Ils ne savent pas que Cromwel eut été mis aux sonnettes par le peuple de Berne, & le duc de Beaufort à la discipline par les Gênois.

Mais, quand le nœud social commence à se relâcher & l'Etat à s'affaiblir; quand les intérêts particuliers commencent à se faire sentir & les petites sociétés à influencer sur la grande, l'intérêt commun s'altère & trouve des opposans, l'unanimité ne regne plus dans les voix, la Volonté générale n'est plus la Volonté de tous, il s'élève des contradictions, des débats, & le meilleur avis ne passe point sans disputes.

Enfin, quand l'Etat près de sa ruine ne subsiste plus que par une forme

» n'a fait, s'il eût pu agir selon son génie, & se détacher de la dépendance » où les ministres de l'empereur étoient de ceux d'Espagne. » Il fut depuis député de la part de l'empereur Léopold, à l'assemblée de Francfort, en l'an 1657 & suivans, & enfin à Ratisbonne, où il mourut le 13 octobre 1662, âgé de 76 ans.

V O Y A G E, s. m.

LES hommes sont comme les fleurs & les plantes, qui ne viennent pas toujours dans le même terroir, mais qui veulent être transplantées pour se bonifier. Rien ne les polit plus que les voyages. Il n'est donc pas prudent de défendre aux sujets de parcourir les pays étrangers, sous prétexte que ces voyages emportent trop d'argent hors du pays. Economie très-mal entendue, raisonnement très-borné! Quelque policé que soit un pays, il est impossible d'y réunir toutes les sciences, tous les arts, tous les métiers, tous les bons établissemens, & de les porter à toute la perfection dont ils sont susceptibles. Ce seroit une étrange prévention dans un souverain de s'imaginer pareille chimère. A quelque métier que l'homme se destine, il doit aller recueillir dans divers climats ce qu'il y a de meilleur & de plus parfait, s'il veut exceller dans son art. Pour chaque centaine d'écus qu'il dépensera dans les contrées étrangères (sur-tout s'il sait borner le temps de ses voyages) il rapportera dans sa patrie des connoissances, du goût, & des talens qui en feront rentrer des milliers d'autres dans le cours d'une vie toujours industrieuse; outre que de pareilles défenses sont révoltantes pour la liberté naturelle de chaque citoyen qui n'est pas esclave pour être sujet. La seule attention que le souverain doit avoir, c'est de défendre que la jeunesse ne voyage de trop bonne heure. Pour profiter des pays étrangers, il faut connoître ce qui se passe dans le nôtre; & les observations qu'un jeune homme fait, avant que l'esprit soit mûr, roulent d'ordinaire sur des objets frivoles, ou ne sont pas exactes. Il est bon que des sujets de tout état voyagent; mais aux artistes, & à de certaines manufactures, il faudroit même l'ordonner. Je ne crois pas qu'il soit possible de devenir excellent musicien, peintre, sculpteur, fabricant d'étoffes, &c. sans avoir vu la France & l'Italie. Outre ces avantages, qui sont déjà considérables, une nation acquiert beaucoup plus de lumières & de politesse générale quand elle connoît les mœurs & les usages des autres. Mais autant que les voyages des particuliers sont avantageux pour l'Etat, autant doit-on regarder comme nuisibles ces especes d'émigrations, quand toute une partie du peuple va porter ses travaux & son industrie chez les voisins, comme font les faucheurs Westphaliens qui vont faire la moisson en Hollande, les fileurs, tisserands, & autres manufacturiers ou artisans, qui vont par troupes travailler dans d'autres pays.

égalité de talens naturels, dont l'un aura l'avantage des voyages sensément faits, la différence sera sensible & frappante.

On n'apprend à fixer les objets sur lesquels on peut avoir à négocier, à arrêter ses vues, à en prévoir les succès, à se précautionner contre les obstacles; on ne peut même déterminer les routes que l'on peut tenir, les moyens que l'on peut employer, les ressorts qu'il faut faire mouvoir de préférence, que sur une exacte connoissance du génie des peuples & des nations auxquels on peut avoir affaire. Les relations n'y suppléent qu'imparfaitement, & quelquefois très-dangereusement. Chacun voit à sa façon, & il est des choses qu'il faut avoir vues soi-même, & les connoissances que l'on a prises directement servent même de contrôle aux relations qu'on reçoit ensuite. Il en est, pour ainsi dire, comme d'un tableau dont on m'aura détaillé l'ordonnance, le coloris, l'action, en un mot, toutes les perfections. J'en concevrai une idée toute neuve en le voyant moi-même, quoique ce ne soient réellement que les mêmes objets qu'on aura déjà tracés à mon imagination; mais dans le récit on aura trop relevé les uns, trop abaissé les autres, & peut-être avec moins de connoissance, je sentirai pourtant que j'aurai mieux vu.

S'il est des princes qui ne puissent pas voyager, ils peuvent y suppléer en attirant les étrangers près d'eux, en leur accordant assez d'accès pour converser avec eux, & se mettre à portée de comparer les différentes nations entre elles. Leur curiosité avec chacun, loin de déplaire, est regardée comme un honneur & une distinction; & ce qui pourroit manquer à la fidélité dans les réponses, n'est pas difficile à rectifier. C'étoit un des conseils que Charles X, roi de Suede, donnoit au prince son fils; & c'est un des moyens le plus sûr de retrouver des partisans ou des serviteurs dans ceux qui, retournés à leurs foyers, rarement oublient les distinctions qu'ils ont reçues. Le tableau du monde est susceptible encore d'une bien plus grande variété d'examen: d'ailleurs, je ferai plus sûrement bon usage de ce que j'aurai examiné dans les vues particulières qui peuvent m'occuper, que des rapports, en apparence, les plus exacts.

Il est constant que pour bien gouverner son propre pays, il faut être homme de tous les pays, de toutes les nations, & avoir déposé les préjugés de naissance, s'il en est, comme ceux de l'éducation. La raison dit bien qu'il s'en faut dépouiller, mais pour y réussir, il faut être éclairé par les exemples étrangers à soi. C'est avec eux qu'on mûrit son jugement; c'est en rapprochant les rapports des caractères, des forces, des besoins de ce qui nous environne, que l'on rectifie ses propres idées. Tout cela ne se peut faire que par le secours des Voyages faits utilement, ou par l'usage de converser avec les étrangers, sur-tout dans la vue de développer le génie & le caractère des hommes en chaque nation: car il est à peu près vrai, que quoique les vices & les vertus soient les mêmes dans chacune, cependant l'un & l'autre en chaque peuple ont des modes divers,

à leur tour, parce que, selon le cours de la nature, les hommes ne sont pas immortels ; & que, selon l'ordre des vicissitudes humaines, les choses de faveur sont passagères. Faute de porter son attention jusques-là, on n'apprendroit à connoître que le tableau du jour, & ce n'est pas assez dans la proportion de la durée présumée des Etats. Il faut à leur gouvernement des vues anticipées, c'est-à-dire, il faut souvent plus considérer une certaine portion de l'avenir que le présent, ou du moins, combiner & accorder l'un avec l'autre, de façon, autant qu'il se peut, que l'étude du présent n'exclue pas celle d'un avenir vraisemblable : car en chaque nation tout n'est pas permanent, & les choses qui, par leur nature, semblent permanentes, varient pourtant dans leurs rapports par l'usage plus ou moins bon que l'on en fait ; preuve certaine de la nécessité de bien étudier la portée des hommes en place, & de ceux qui y peuvent être destinés.

Par exemple, les forces militaires sont permanentes, mais elles sont plus ou moins à craindre, selon la capacité de ceux qui sont appelés à leur commandement.

Les ressources de la finance seroient de même en proportion des talens de ceux qui l'administrent, quoique la quotité des revenus soit à peu près la même.

Le caractère général de chaque nation est permanent ; mais souvent il fléchit pour un temps sous le caractère personnel de celui qui la gouverne. Il en est de même de presque tous les différens objets qui entrent dans l'ordre de l'administration publique. Il semble encore que des liaisons que l'on a contractées en voyageant, & que l'on renouvelle ensuite dans son propre pays, ont toute une autre force. On oublie de part & d'autre l'intervalle des temps qu'il y a qu'on ne s'est vu, & datant de la première époque, on se regarde réciproquement comme ancienne connoissance. La confiance est plus prompte à se former, ou si la nature des affaires y est un obstacle momentané, on en adoucit le désagrément par une communication de sentimens personnels réciproques, qui produisent indubitablement leur fruit tôt ou tard.

Un des grands avantages que l'homme public peut encore retirer des Voyages, c'est d'apprendre les langues des différens peuples.

Sa première étude doit être de commencer par plaire à ceux avec qui il a occasion de traiter. Or, rien ne flatte plus un étranger, de quelque nation qu'il soit, que d'avoir affaire à quelqu'un qui parle sa langue : on se croit réciproquement moins étrangers l'un avec l'autre ; il en naît une sorte de confiance d'habitude que l'on a souvent vu contribuer au succès des affaires. La facilité qui en résulte, de n'avoir point besoin de tiers, est encore à compter pour beaucoup dans les occasions où il s'agit d'affaires extrêmement secrètes & particulières. Pendant long-temps le François s'est peut-être trop fié sur l'universalité de sa langue ; & l'on ne peut trop l'exhorter à faire aux autres nations la galanterie de se rendre leurs

U R

U R I, l'un des treize Cantons Suisses.

C'EST le quatrième canton Suisse en rang, & l'un des trois qui formerent la première union en 1315. Il est borné à l'orient par les Grisons & le canton de Glaris, à l'occident par les cantons de Berne & d'Underwald, au nord par le canton de Schwitz, au midi par les bailliages d'Italie. Son étendue du septentrion au midi est d'environ vingt lieues, & de sept du couchant au levant. Le gouvernement est démocratique, & l'assemblée ordinaire du conseil-général se tient le premier dimanche de mai à Hotzlinguen, bourg à une demi-lieue d'Altorf, le chef lieu du pays. Ce conseil souverain est composé de tous les hommes au-dessus de 15 ans. Le canton est divisé en dix communautés appelées *Genossamines*, c'est-à-dire, participations, parce que les membres de ces dix communautés participent également aux biens, aux honneurs, & aux charges publiques. Outre le conseil-général, il y a un conseil ordinaire de soixante membres pour l'expédition des affaires courantes. Le land-amman, ou chef de la république, s'élit tous les ans.

DES IMPÔTS, DROITS ET REVENUS

Du Canton d'Uri.

LE canton d'Uri perçoit un droit très-modique, & dont le conseil est communément l'arbitre, sur les terres qui changent de mains par ventes, successions, donations ou autres actes.

On y perçoit pareillement des droits de péage assez forts; ces péages sont quelquefois en régie & plus souvent donnés à ferme.



de la prudence. En général, on réglera ses sentimens & sa conduite envers lui, sur le plus ou le moins de poids des raisons dont il s'autorisera.

Il reste donc à toutes les nations un droit général à l'Usage innocent des choses qui sont du domaine de quelqu'une. Mais dans l'application particulière de ce droit, c'est à la nation propriétaire de voir si l'Usage que l'on veut faire de ce qui lui appartient, est véritablement innocent; & si elle le refuse, elle doit alléguer ses raisons, ne pouvant priver les autres de leur droit par pur caprice. Tout cela est de droit; car il faut bien se souvenir que l'utilité innocente des choses n'est point comprise dans le domaine, ou la propriété exclusive. Le domaine donne seulement le droit de juger, dans le cas particulier, si l'utilité est véritablement innocente. Or celui qui juge doit avoir des raisons; & il faut qu'il les dise, s'il veut paroître juger, & non point agir par caprice ou par mauvaise volonté.

USUFRUIT, s. m. *Le droit de jouir indéfiniment d'une chose appartenante à autrui, sans en diminuer la substance.*

L'USUFRUIT diffère de l'usage, en ce que l'usufruitier fait tous les fruits siens, même au-delà de son nécessaire; il peut vendre, louer ou céder son Usufruit à un autre; au lieu que celui qui n'a que l'usage d'une chose, ne peut en user que pour lui personnellement & pour sa famille, & ne peut vendre, louer ni céder son droit à un autre.

On peut constituer un Usufruit de toutes sortes de choses mobilières ou immobilières, même des choses qui se diminuent & se consomment par l'usage.

Celui qui a l'Usufruit d'animaux, peut non-seulement en tirer le service dont ils sont capables, mais aussi les fruits qu'ils produisent; par exemple, si ce sont des vaches, en tirer le lait, les veaux; & si ce sont des moutons, la laine, &c.

L'usufruitier est seulement tenu de conserver le même nombre d'animaux qu'il a reçu, & de remplacer ceux qui manquent; mais s'ils ne produisent pas de quoi remplacer, l'usufruitier n'est pas tenu de le faire, pourvu que la diminution ne soit pas arrivée par sa faute.

L'Usufruit des choses qui se consomment par l'usage, comme du grain, des liqueurs, en emporte en quelque sorte la propriété, puisque l'on ne peut en user qu'en les consommant; mais l'usufruitier ou ceux qui le représentent, sont tenus après la fin de l'Usufruit de rendre selon les conditions du titre, ou une pareille qualité & quantité de grains ou autres choses semblables, ou la valeur des choses au temps que l'Usufruit a commencé.

La jouissance de l'usufruitier doit se régler suivant les loix & suivant son

prête aux malheureux : car dans ce cas le prêt doit être gratuit, suivant les loix naturelles ; car l'argent est stérile & infructueux entre les mains de celui que la nécessité contraint d'emprunter, & qui lui étant donné pour être consommé, il n'en peut tirer aucun parti. Or, le principal prétexte pour stipuler un intérêt légitime, est que celui qui prête participe au gain de celui à qui l'on a prêté de l'argent. C'est un crime affreux de ces riches impitoyables & dénaturés, qui abusant de la nécessité pressante d'une famille, en absorbent les biens & en engloutissent la substance par une stipulation d'intérêts excessifs. C'est ce qui rend l'Usure odieuse & criminelle ; c'est ce qui a déterminé quelques sages gouvernemens à infliger des peines capitales contre ces malheureux.



de l'humanité à proportion du cas que nous faisons de notre propre bonheur ; ces vertus seules peuvent maintenir la confédération qui constitue la société, & faire recueillir à chaque homme, les avantages de la protection & de l'assistance mutuelle.

Il étoit assez naturel de déduire la morale de l'amour-propre ou de la considération de notre intérêt particulier. Polybe, l'un des plus graves & des plus sensés écrivains de l'antiquité, attribue tous nos sentimens vertueux à l'amour-propre. Mais souvent nous accordons des louanges à des actions vertueuses arrivées dans des temps & dans des pays très-éloignés : cependant l'imagination la plus subtile découvreroit difficilement la moindre apparence d'intérêt, & ne trouveroit aucune liaison entre notre bonheur présent, & des événemens si étrangers.

L'action généreuse, belle, hardie d'un ennemi, arrache notre approbation, lors même que les suites en deviennent nuisibles à nos intérêts particuliers.

Lorsque l'intérêt particulier se trouve en concurrence avec l'amour désintéressé que l'on a pour la vertu, nous appercevons très-distinctement, & nous avouons très-promptement, le mélange de ces sentimens qui produisent des effets tout-à-fait opposés sur notre esprit. Peut-être louerons-nous, avec plus de chaleur, une action humaine & généreuse, lorsqu'elle contribue à notre intérêt particulier, mais cette circonstance n'est point essentielle.

Formez le module d'un caractère digne de louanges ; faites-y entrer toutes les vertus morales les plus aimables ; citez des hommes où elles se déploient d'une façon grande & extraordinaire ; vous captiverez sur le champ, l'estime & l'approbation de ceux qui vous écoutent. Ils ne s'informeront du temps ni du pays où vivoit la personne qui possédoit ces grandes qualités ; cette circonstance seroit cependant la plus importante pour l'amour-propre ou pour le désir de notre bonheur particulier.

C'est une foible ressource que de dire que nous nous transportons en imagination au temps & au pays où ces actions se sont passées, & que nous considérons les avantages qui nous en seroient revenus, si nous eussions été contemporains des personnes dont on nous parle, ou liés d'amitié & d'intérêt avec elles. Comment concevoir qu'un sentiment réel puisse être excité par un intérêt reconnu pour imaginaire, sur-tout si nous n'oublions point notre intérêt réel ?

Un homme conduit au précipice, ne peut regarder à ses pieds sans trembler, & le sentiment d'un danger imaginaire l'agite malgré la persuasion & la certitude où il est de sa sûreté ; mais, dans ce cas, l'imagination est frappée par la présence d'un objet effrayant : cependant elle ne l'emporte pas sur la réalité, à moins d'être secondée par la nouveauté & par l'aspect inusité de l'objet. L'habitude nous apprivoise bientôt avec les hauteurs & les précipices, & fait bien vite disparaître ces terreurs illusoires. Il n'en est

nous faisons sur ce qui se passe, autour de nous, tout nous présente l'image du bonheur & de l'infortune, & excite en nous un mouvement sympathique de plaisir ou de chagrin. Nous éprouvons ce sentiment au milieu de nos occupations les plus sérieuses, comme au milieu de nos amusemens.

Toutes les nouvelles, tous les événemens récents, propres à intéresser la destinée des Etats, le sort des provinces & d'un grand nombre d'hommes, agitent ceux même dont le bien-être n'est point immédiatement lié à ces événemens; ces sortes de faits se répandent avec promptitude, s'écoutent avec avidité, & sont discutés avec attention & avec chaleur. On diroit, dans ces occasions, que les intérêts des Etats sont devenus ceux de chaque particulier.

La lecture de l'histoire est un amusement tranquille; mais ce n'en seroit plus un, si notre cœur n'éprouvoit des mouvemens analogues à ceux qui occupent le pinceau de l'histoire. Thucydide & Guicciardin ne soutiennent que foiblement notre attention, lorsque le premier ne décrit que les futiles combats de quelques petites villes de la Grece, & que le dernier est engagé dans la guerre de Pise; le petit nombre d'hommes intéressés à ces événemens, & la petitesse de l'intérêt ne remplissent point assez notre imagination, & n'excitent point assez fortement nos passions. La consternation profonde qui regne dans l'armée nombreuse des Athéniens devant Syracuse, le danger dont Venise se trouve menacée, voilà ce qui excite notre compassion & nous remplit de terreur & d'inquiétude.

Le style froid & indifférent de Suétone, peut aussi-bien que le pinceau mâle & vigoureux de Tacite, nous convaincre de la cruauté & de la méchanceté de Tibère & de Néron; mais quelle différence d'impressions! L'un rapporte froidement des faits, & l'autre met sous nos yeux les portraits vénérables de Soranus & de Thrasea, qui, envisageant leur destin avec intrépidité, ne sont touchés que de la douleur qu'éprouvent leurs amis & leurs proches; alors de quels sentimens n'est-on pas pénétré, quelle indignation nous saisit contre le tyran, dont la sombre défiance & la méchanceté gratuite ont causé cette barbarie!

Si nous rapprochons ces objets plus près de nous, si nous réalisons tout ce qui pourroit être considéré comme l'effet trompeur de l'illusion, quels mouvemens violens ne ressentira-t-on pas! Et combien ils seront supérieurs aux vues retracées de l'amour-propre & de l'intérêt personnel! Les séditions populaires, la fougue des partis, un dévouement aveugle à des chefs factieux, sont les effets les plus sensibles, quoique les moins estimables de cette sympathie sociale qui se trouve entre les hommes. On peut remarquer jusques dans les sujets les plus frivoles, combien il est mal-aisé de nous soustraire au pouvoir de cette sympathie. Lorsqu'une personne bégaye ou prononce avec difficulté, nous souffrons pour elle, & nous pardonnons son embarras. La critique défend de combiner des syllabes ou

sentimens de justice. En regardant la cruauté de Néron comme arbitraire, & non comme l'effet de ses craintes & de son caractère vindicatif, il est évident qu'il a dû réellement faire plus de cas de Tigellinus, que de Sénèque ou de Burrhus.

Un homme d'Etat ou un citoyen qui sert notre pays, de notre temps, a plus de droits à notre estime, que celui qui faisoit dans des siècles reculés, le bonheur de quelques nations éloignées; quoique dans ces deux cas le mérite soit le même, nos sentimens ne sont pas excités avec la même force. Ici la raison devient la règle de nos sentimens intérieurs & de nos perceptions, de la même manière qu'elle nous garantit de l'erreur, à la vue des objets extérieurs qui se présentent à nos sens. Le même objet vu à une distance double, nous paroît plus petit de la moitié; cependant nous jugeons qu'il est de la même grandeur dans les deux positions, parce que nous savons qu'à mesure que nous en approchons, son image s'étendra à nos yeux, & que la différence de grandeur n'est point dans l'objet même, mais dans la distance où nous sommes placés par rapport à lui. En effet, si le raisonnement ne corrigeoit pas les apparences, tant à l'égard du sentiment intérieur, que pour les sens extérieurs, les hommes ne pourroient jamais parler sur aucun sujet d'une manière positive: l'état de fluctuation dans lequel nous nous trouvons, fait sans cesse changer les objets à nos yeux, & les offre sous des points de vue différens.

Plus nous conversons avec les hommes & plus nous nous livrons à la société, plus nous nous familiarisons avec ces sortes de préférences & de distinctions générales, sans la considération desquelles nos discours seroient à peine intelligibles. Chaque homme a des intérêts qui lui sont personnels, & l'on ne peut supposer que les desirs & les aversions qu'ils lui inspirent, soient portés dans les autres au même degré. Ainsi le langage destiné à un usage général, doit se fixer d'après des vues plus étendues: il doit attacher les épithètes d'éloge ou de blâme, conformément aux sentimens que font naître les intérêts généraux de la société.

Sous quelque point de vue donc que nous envisagions cette matière, le mérite que l'on attribue aux vertus sociales, reste toujours le même, & tire sa source principalement de l'attachement qu'un sentiment de bienveillance naturelle nous donne pour les intérêts de l'humanité & de la société. Si nous examinons la constitution de la nature humaine, telle que l'expérience & l'observation journalière nous la montrent, nous sommes forcés de conclure *a priori* qu'il est impossible qu'un être tel que l'homme soit totalement indifférent au bonheur & au malheur de ses semblables, & qu'abstraction faite de toute considération personnelle, & lorsque rien n'obscurcit son jugement, il faut nécessairement qu'il appelle *bien*, ce qui contribue à leur bien-être, & *mal* ce qui tend à leur malheur. Voilà donc au moins les premiers traits qui marquent une distinction réelle entre les

UTILITÉ, I. E.

C E mot comprend tout ce qui contribue à notre véritable avantage. Celui-là a de fausses idées d'Utilité, qui tient plus de compte des inconvéniens particuliers, que des inconvéniens généraux; qui veut commander aux sentimens, au lieu de les exciter, & qui ose dire à la raison, sois esclave. Celui-là a de fausses idées d'Utilité, qui sacrifie mille avantages réels à la crainte d'un délavantage imaginaire ou de peu de conséquence; qui voudroit ôter aux hommes le feu, parce qu'il cause des incendies, & l'eau, parce qu'on s'y noie, & qui ne fait empêcher le mal qu'en détruisant le bien. C'est avoir de fausses idées d'Utilité que de vouloir donner à une multitude d'êtres sensibles, la symmétrie & l'ordre que peut recevoir une matiere brute & inanimée; de négliger les motifs présens, les seuls qui agissent sur les hommes d'une maniere forte & durable, pour employer des motifs éloignés, dont l'impression est foible & passagere, à moins qu'une force d'imagination dont peu d'hommes sont doués, ne supplée par l'agrandissement de l'objet à son éloignement. Enfin, j'appelle *fausse idée* d'Utilité celle qui fait sacrifier la chose au nom, & séparer le bien public du bien de tous les particuliers.

Il y a cette différence entre l'état de société & l'état de nature, que l'homme sauvage ne cause de dommage aux autres, qu'autant qu'il lui est nécessaire de leur en causer pour son propre avantage: mais l'homme en société est quelquefois poussé par le vice des loix à nuire à son semblable sans aucun bien pour lui-même. Le despote jette la crainte & l'abattement dans l'ame de ses esclaves; mais cette crainte & cet abattement se répercutent sur lui-même, & font bientôt son propre malheur. Plus la crainte est solitaire, & pour ainsi dire domestique, moins elle est dangereuse à celui qui trouve son bonheur à l'inspirer. Mais, plus elle est publique & répandue sur une grande multitude d'hommes, & plus il est facile qu'il se trouve un fou, un désespéré, ou un homme audacieux & délié qui fasse servir les autres à ses fins, & qui sache réveiller en eux des espérances d'autant plus séduisantes, que le risque de l'entreprise se partagera entre un plus grand nombre, & que le prix qu'ils attacheront à leur propre existence, sera moindre à raison de ce que leurs maux seront plus grands.

avait des loix, étoit exacte; & le temps qu'il avoit employé à l'étude & à la pratique en ce genre, avoit été assez long pour lui apprendre ce qu'un homme d'Etat doit savoir en pareille matière, & trop court pour l'empêcher de se livrer à la triste habitude de la chicane & des minuties. Ses voyages & les emplois qu'il avoit remplis au dehors, devoient aussi lui être d'un grand secours, puisque la comparaison des loix, des usages, & de la façon de penser des différens peuples, est le meilleur moyen de fixer nos idées sur le véritable intérêt de notre patrie. Malgré de si grands avantages, Morus étoit doux, simple, modeste, & d'une gaieté naturelle, dont l'exercice continuel prouvoit chez lui une liberté d'esprit constante, même dans les plus grandes affaires, & les circonstances les plus embarrassantes.

Celui dont il remplioit la place, étoit au contraire, dur, fier, enivré de la faveur de son maître, & du degré de grandeur où cette faveur l'avoit élevé; en un mot, c'étoit le cardinal Volsy. Charles-Quint dans un moment où il avoit eu besoin de lui pour gagner Henri VIII, s'étoit abaissé jusqu'à se dire son fils, & l'avoit flatté de l'espérance de la tiare. Volsy espéroit tout, & ne craignoit plus rien, lorsque la passion de son maître pour Anne de Bouleyn, que ce ministre favorisa d'abord, & qu'il voulut traverser ensuite, fut la cause de sa perte. Henri VIII lui redemanda le grand sceau de son royaume, le dépouilla de ses dignités, & l'éloigna de la cour. Frappé d'abord du plus grand étonnement, livré ensuite au plus grand désespoir, il survécut peu à sa gloire, & donna à Morus, qui devoit lui succéder, une belle leçon de sagesse & de modération. Il en profita, & remplit ses devoirs avec autant de prudence que de zèle & de désintéressement (a). Morus ne jouit pas long-temps du bonheur. L'orage qui éclata ensuite si violemment en Angleterre, grondoit déjà assez fort pour ôter à Morus toute la satisfaction qu'un honnête homme trouve à occuper une grande place, & à en remplir les devoirs. Il s'aperçut qu'il ne pouvoit ni faire le bien, ni empêcher le mal; il la quitta, & ce fut avec plus de gaieté qu'il n'en avoit témoigné lorsqu'on l'en avoit revêtu. Les plaisanteries qu'il se permit alors, sont du genre de celles dont le prix se décide, par les circonstances dans lesquelles on les hasarde. Morus étoit marié; sa femme avoit respiré avec complaisance l'air de la cour, & l'encens attaché, pour ainsi dire, à la première dignité du royaume. Morus, dépouillé de cette gloire superflue pour lui, railloit madame la chancelière: il lui disoit, du ton soumis de son écuyer: Myladi,

(a) Peu de personnes ignorent le trait qui suit. Morus vit servir un jour sur sa table quatre flacons d'argent, du plus beau travail possible. Il demanda d'où cela lui venoit. C'étoit un présent. Le domestique qui l'avoit apporté, étoit encore dans la maison. Morus fit remplir les flacons du vin le plus précieux & les rendant ensuite au domestique, qu'il avoit fait appeler: je suis charmé, lui dit-il, que mon vin soit du goût de votre maître. Dites-lui que ma cave sera toujours à son service.

celle qu'il ne pouvoit pas avoir de perdre sa fortune. La famille de Morus s'éleve de nouveau contre lui, on veut lui persuader de se soumettre. Non, répondit-il gaiement, je n'en ferai rien; ah! que diroit-on de moi? J'ai soutenu le dogme catholique lorsque mon souverain s'acqueroit, en le soutenant lui-même, le glorieux titre de défenseur de la foi de l'église romaine; si par complaisance pour lui j'abandonnois aujourd'hui cette église, ou je la trahirois, ou je conviendrois que je l'ai autrefois trahie. Qu'on me mene à la tour.

On l'y mene en effet. L'archevêque de Cantorbéry, le lord chancelier, son successeur, le parlement, enfin, lui firent son procès. Il fut condamné au supplice des traîtres. Suivant les anciennes loix d'Angleterre, ce supplice devoit être horrible. Le coupable doit être moitié pendu, moitié brûlé; on doit lui arracher le cœur, & lui en battre les joues; mais il est d'usage d'adoucir un si terrible arrêt. L'on fit entendre à Morus que le roi lui faisoit grace, en ne le condamnant qu'à perdre la tête. Morus qui connoissoit les formes, ne fut point effrayé de la lecture de son premier arrêt, & reçut, en riant, la prétendue grace qu'on lui annonçoit: quelle clémence! S'écria-t-il; Dieu en préserve mes amis & ma postérité; & il se présente à la mort avec cette gaieté qui lui permettoit toujours de plaisanter. Au moment de l'exécution, & lorsqu'on lui fit mettre la tête sur le billot, il rangea soigneusement sa barbe, qui étoit longue & belle, pour qu'elle ne fut point offensée du coup: le roi, dit-il à l'exécuteur, a ordonné qu'on me coupât la tête, & non la barbe. Cette plaisanterie, que les circonstances dans lesquelles elle fut faite, rendent du meilleur ton, fut, sans contredit, sa dernière. Marguerite Morus racheta, & conserva soigneusement la tête de son pere & sa barbe, comme elle avoit fait ses ouvrages; & Puget de la Serre, auteur second du siècle dernier, a fait, de cette catastrophe, une tragédie en prose qui est touchante, quoiqu'elle soit mal écrite, & qu'aucune des dernières plaisanteries du héros n'y soit oubliée.

Passons à l'ouvrage de ce grand homme: nous en avons quatre traductions françoises. La première est d'un nommé Barthelemi Aneau. Elle est ancienne & fort mauvaise. L'auteur de la seconde s'intitule seigneur de Branville; sa traduction n'est pas meilleure. L'auteur de la troisième, s'appelle Samuël Sorbieres, connu par un voyage d'Angleterre, & par le *Sorberina*. Elle est mieux écrite que les deux premières, mais elle ne passe pas pour exacte. La quatrième est d'un M. de Gueudeville, bénédictin défroqué, réfugié en Hollande, auteur d'une mauvaise traduction de Plaute, d'un grand ouvrage intitulé *l'atlas historique*, &c. C'est jusqu'à présent, la meilleure traduction que nous ayons de l'*Utopie*; & c'est de celle-là que nous nous sommes plus communément servis, en recourant, cependant quelquefois à l'original latin, dont il y a une belle édition des Elzevirs.

L'*Utopie* est divisée en deux parties, dont la première n'est, propre-

ment, que le cadre & l'introduction à la seconde. Morus suppose qu'ayant été envoyé dans les Pays-Bas, il séjourna quelque temps à Anvers, & y fit connoissance avec un homme savant & honnête, qui proposa de lui faire connoître un fameux voyageur qui avoit suivi Améric Vespucce dans les courses qu'il fit pour la découverte du Nouveau-Monde. Morus s'entretint avec le nouveau voyageur, & fut étonné de le trouver instruit du gouvernement de tous les peuples, & capable d'en raisonner profondément, & en bon politique. Je vois, lui dit Morus, que vous avez voyagé dans les cours policées de l'Europe, & même dans celles de l'Asie. Oui, répond Raphaël, (c'étoit le nom du voyageur) mais la connoissance que j'ai prise des loix & des maximes du gouvernement de ces pays, n'a servi qu'à me faire mieux sentir la supériorité de celui d'un petit Etat que j'ai découvert par hasard, & qui m'a paru un vrai modele de sagesse & de bonne administration. Morus témoigna tout le désir de connoître ce pays, que Raphaël lui dit se nommer l'Utopie. Ils prirent jour & heure pour s'entretenir à fond sur cette matiere; & c'est ce qui fait le sujet de la seconde partie. Mais en attendant leur nouveau rendez-vous, Morus, son ami d'Anvers, & Raphaël, eurent une conversation générale sur la politique, dont nous croyons que nos lecteurs verront avec plaisir quelques traits.

Morus, enchanté de l'étendue de ses connoissances, lui dit qu'il devoit les communiquer à quelque souverain, qui l'emploieroit utilement dans ses conseils. Non, répondit Raphaël, je n'ambitionne point les honneurs & les places. J'ai acquis, par mes travaux, à mes enfans, un bien honnête; je leur en ai cédé, de mon vivant, ce qui leur étoit nécessaire pour les mettre en état d'accroître aussi légitimement leur fortune : je veux qu'ils restent dans l'état dans lequel je veux rester moi-même. Si j'en sortois, leur vanité augmenteroit en proportion des honneurs que je recevrais; bientôt leur fortune leur paroîtroit au-dessous de leur condition; ils employeroient peut-être, pour l'augmenter, des moyens moins honnêtes que ceux dont je leur ai donné l'exemple.

L'ami de Raphaël insiste & lui représente qu'un honnête homme doit être flatté de l'idée de servir, par ses conseils, son roi & sa patrie. Vous me faites trop d'honneur, réplique le voyageur, en croyant que je puisse leur être utile; mais quand cela seroit, ignorez-vous quelle difficulté l'on trouve à faire passer dans les conseils des rois les résolutions même les plus avantageuses? Rarement le monarque fait-il distinguer les bons avis des mauvais; plus rarement encore ose-t-on lui proposer les meilleurs : il faut de l'esprit, & du bon esprit pour les concevoir, & du courage pour les soutenir. S'ils n'éprouvent pas des contradictions ouvertes, ils éprouvent des oppositions secrètes, & avortent par l'effet des intrigues sourdes, tandis qu'une discussion sérieuse & raisonnable les eût fait agréer & rectifier. Tel conseiller, par paresse, ou par défaut de lumieres, n'adopte & n'admire qu'une vieille routine consacrée par un long usage; tel autre,

n'estimant que ce qu'il croit avoir imaginé, & se livrant avec une ardeur indiscrete au goût de la nouveauté, voudroit tout détruire au lieu de perfectionner ; & sous prétexte de corriger les abus, attaque ces grands principes si précieux à conserver dans les Etats qui leur ont dû autrefois leur gloire & leur bonheur.

La conversation tombe ensuite sur les peines prononcées par les loix contre les voleurs. Raphaël trouve celle de mort trop rigoureuse. Ne pourroit-on pas, dit-il, tirer de cette espece de criminels un parti plus avantageux pour la patrie, & plus analogue au genre de leurs fautes ? S'ils ont fait tort à la société en s'emparant de ce qui ne leur appartenoit pas, qu'ils la dédommagent, par leurs services, du mal qu'ils lui ont fait. Employez-les aux travaux publics ; ils seront punis, & seront encore utiles.

Raphaël recherche ensuite quelles sont les principales causes des vols & des désordres. Parmi celles qu'il indique, il y en a beaucoup qui ne sont applicables qu'à un petit Etat ; mais celles qu'il regarde comme les principales sont la cherté excessive des denrées nécessaires à la vie, & le nombre exorbitant des troupes réglées qui, sous prétexte qu'elles doivent être toujours prêtes à servir l'ambition du monarque, sont, pour l'Etat en paix, un fardeau superflu pour sa défense, & faisant un tort réel à la culture des terres, au commerce & à la population.

Raphaël débite plusieurs autres maximes dont une entr'autres n'est certainement admissible qu'autant qu'elle est bien entendue. C'est la liberté qu'il veut laisser aux philosophes de déclamer contre les abus du gouvernement. Il s'autorise de l'exemple des prédicateurs, auxquels on permet & l'on ordonne même de déclamer contre les vices ; mais ceux-ci partent des principes d'une morale reconnue & avouée de tout le monde, & qu'on ne peut pas contredire. Aussi doit-on encourager les bons citoyens à dénoncer les abus contraires aux bons principes de l'administration publique ; mais il ne doit jamais être permis de fronder ces principes ; ce seroit mettre la coignée au pied de l'arbre, à l'ombre duquel se repose la société ; &, s'il pouvoit jamais être coupé, ou même élagué, ce seroit au propriétaire seul de la terre, qu'il appartiendrait de faire une pareille opération. Encore ne devroit-elle l'être qu'après un sérieux examen.

Venons au tableau de la chimérique Utopie. Comme il n'y a aucun parti à tirer de sa description topographique, nous la passerons sous le silence, aussi-bien que l'origine & l'histoire de ce pays imaginaire ; & nous nous bornerons à parler de ses loix, de ses usages & de son administration.

L'isle d'Utopie contient cinquante-quatre villes, toutes grandes & superbes. La principale se nomme Amaurote. C'est dans celle-ci que trois citoyens de chaque ville, personnages vénérables par leur vieillesse & leur expérience, s'assembtent tous les ans pour y traiter des affaires communes à toute l'isle. Chaque ville a un terrain qui lui est assigné pour le labourer,

Des arts de l'Utopie.

COMME l'Utopie est un petit Etat, les arts de première nécessité non-seulement y tiennent le premier rang, mais y sont presque les seuls exercés. Dans un pays plus vaste, ceux qui tiennent au luxe doivent être admis, & même protégés. Il faut les diriger sans les gêner & les contraindre; le bon goût s'entretient par les faveurs, l'appât de la gloire & celui du gain. En Utopie il ne s'agit que de faire subsister les citoyens, & de leur procurer, à tous, les simples commodités, aux moindres frais possibles; & c'est à ce but que tendent les loix de cet heureux pays. Chacun doit y concourir à l'utilité générale; mais chacun est le maître de choisir la profession à laquelle il se croit le plus propre. Pourvu qu'il soit utile, il a rempli ses obligations. Les prêtres, les magistrats & les militaires, en temps de guerre, sont seuls dispensés de se livrer à aucun autre genre de travail qu'à celui auquel la patrie leur a fait l'honneur de les consacrer. Il reste à tous les citoyens des momens libres : ils peuvent & doivent les remplir par des études intéressantes & agréables : rarement leur sont-elles utiles pour les emplois publics, ou même pour les occupations particulières qu'ils peuvent avoir; & l'Etat tire ainsi parti de leur goût & même de leurs amusemens. Quand ils sont vieux, leurs enfans, ou ceux de leurs amis, profitent de leurs conseils, & s'instruisent dans leurs conversations, ou par leurs écrits.

Du commerce des Utopiens.

CE chapitre du livre de Morus, prouve que de son temps on n'avoit encore, sur le commerce intérieur & extérieur, aucune de ces grandes idées qui ont été inspirées depuis. Morus adopte les principes de Lycurgue; il voudroit que l'Etat tout entier fût gouverné comme une famille honnête & bourgeoise; que les freres partageassent également, & ne prissent chacun que ce qui leur est nécessaire, de l'héritage commun; que l'on n'exportât que ce qui est absolument superflu & inutile à la subsistance & à la commodité du pays; & que l'on ne rapportât que ce qui peut être bon à emmagasiner & à garder, pour s'épargner l'embarras de l'aller chercher dans les temps où on n'auroit rien à offrir en échange. D'ailleurs, il pense que ce n'est que dans le cas d'une population surabondante, qu'il faudroit envoyer des essaims d'Utopiens chercher fortune au dehors. Il recommande aux meres de nourrir elles-mêmes leurs enfans, ou, du moins, de ne les pas confier à ces nourrices mercenaires, qui n'alimentent ceux des riches qu'en privant les leurs de la subsistance qui leur est assignée par la nature.

Il assure que les Utopiens ont le plus grand soin des vieillards, des infirmes & des malades.

Des esclaves d'Utopie, de leurs mariages, & des marques auxquelles on reconnoît le roi & les sénateurs d'Utopie.

IL n'y a d'esclaves en Utopie que ceux que le crime jette dans cet état dégradant pour l'humanité. Ce sont les seuls qui portent des chaînes, & presque la seule peine qui soit imposée aux criminels; car rarement condamne-t-on à la mort un homme qui peut encore être utile à la patrie, quoique par son crime il soit exclus de la société.

Les mariages, chez les Utopiens, sont une affaire de convenance & de désirs réciproques. On permet, on ordonne même aux jeunes gens des deux sexes, de s'étudier parfaitement avant que de s'unir. Les parens veillent à cet examen, & y contribuent, afin de prévenir le divorce, que les loix d'Utopie autorisent, mais qui est toujours regardé comme une extrémité fâcheuse. Cependant, quand on croit s'y trouver réduit, le magistrat écoute avec bonté & douceur les raisons de ceux qui recourent à son autorité pour faire rompre leurs liens; mais c'est en secret que ces raisons s'exposent; & le magistrat, en séparant les époux, ne rend jamais publics leurs plaintes & leurs griefs.

Rien de plus simple que les marques d'honneur qui distinguent les chefs de l'Utopie. Le roi porte à la main une gerbe de blé, symbole de l'abondance qu'il est obligé de procurer au pays. On porte devant le premier pontife un flambeau allumé, marque de la lumière qu'il est chargé de répandre aux peuples.

De la guerre des Utopiens.

ON conçoit bien qu'un peuple si modéré, & dont les loix sont si sages, ne doit presque connoître que les guerres défensives. Ils y sont même rarement exposés, parce que tous leurs voisins les respectent & les aiment. Cependant, l'état militaire & les vertus de cet état, ne leur sont point inconnus; ils ont des armes & des arsenaux, des généraux, des officiers, & une milice toujours existante, & quelquefois exercée, lorsque le soin des travaux de la campagne le permet. Ils donnent trois raisons du parti qu'ils prennent de conserver cet établissement militaire. 1°. Pour empêcher leurs voisins ambitieux de venir troubler leur repos en les croyant incapables de se défendre. 2°. Pour secourir les peuples qui sont leurs alliés & leurs amis, si des ambitieux venoient les attaquer. 3°. Pour aller même au-devant de ceux qui menaceroient injustement leurs voisins, & écarter la guerre de leurs frontieres. Dans ce dernier cas, on peut bien croire qu'ils traversent le pays de leurs voisins en bon ordre & en bonne discipline; arrivés sur les terres de leurs ennemis, c'est aux rois & aux gens armés qu'ils font la guerre, & non aux peuples innocens; enfin, comme ils sont

UTRECHT, *Ville & Province des Pays-Bas.*

LA ville d'Utrecht avoit d'abord été bâtie sur le bord septentrional du Rhin, du côté de la Frise; mais le nombre des habitans s'étant augmenté, ont bâti la nouvelle ville sur le bord méridional du Rhin, dans l'isle & le territoire des Bataves. La puissance de ses évêques s'accrut aussi par la libéralité des empereurs. En 1559, le pape Paul IV, érigea cet évêché en métropole, & lui donna pour suffragant les nouveaux évêchés de Harlem en Hollande, de Middelbourg en Zélande, de Lewarde en Frise; de Déventer dans l'Over-Iffel, & de Groningue dans la province de même nom. Le premier archevêque fut Frédéric Skenk de Tautenberg, président de la chambre impériale de Spire en 1561. Après sa mort, arrivée en 1580; les Etats-généraux appliquèrent à divers usages les revenus de cet archevêché qui se trouvoient dans l'étendue de la généralité.

La ville d'Utrecht s'est extrêmement agrandie, embellie, & peuplée, depuis la réformation, en sorte qu'on peut la mettre actuellement au rang des belles villes de l'Europe; elle est de figure ovale, & peut avoir cinq milles de circuit; elle a quatre gros faubourgs, & quatre paroisses; mais elle n'est pas forte, quoique munie de quelques bastions & demi-lune pour sa défense; ses environs sont charmans, & le long du canal qui mene de cette ville à Amsterdam, on ne voit qu'une suite de belles maisons de plaisance, & de jardins admirablement entretenus.

La magistrature de cette ville est composée d'un grand-bailli, de deux bourgmestres, de douze échevins, d'un trésorier, d'un intendant des édifices, d'un président, de trois commissaires des finances, & d'un sénateur; cette magistrature est renouvelée tous les ans le 12 d'octobre, & tient ses assemblées à la maison de ville, qui est un bel hôtel.

Utrecht est remarquable par le traité d'union des Provinces-Unies, qui s'y fit en 1579; par le congrès qui s'y tint en 1712, & dans lequel la paix de l'Europe fut conclue, le 11 d'avril 1713, le 13 de juillet suivant, & le 16 de juin 1714; enfin par son université, l'une des plus célèbres de l'Europe. Les Etats de la province l'érigerent le 16 de mars 1636, & elle a produit un grand nombre d'hommes illustres dans les sciences.

La province d'Utrecht est la quatrième d'entre celles qui composent la république des Provinces-Unies. Elle est située entre la Gueldres, la Hollande & le Zuyderzée. Son sol est à peu près par-tout très-fertile, & son air est généralement réputé pour très-sain. Dans ses parties orientales elle a quelques monticules sablonneux, & dans les occidentales quelques tourbières. Le reste du pays, pareil aux meilleurs quartiers de la Hollande & de la Gueldres, produit des grains, des légumes, des fruits, & des pâturages en grande quantité & de très-bonne qualité. Le Rhin coule dans cette

L'union de 1579, le domaine temporel d'un évêché fondé l'an 696 sous la métropole de Cologne, & conféré pour la première fois à un moine nommé *Willibrod*. Devenu avec le temps Etat du S. Empire, cet évêché s'est soutenu avec splendeur jusques au commencement du XVI^e. siècle. A cette époque Henri de Bavière, qui en remplissoit le siège, & qui n'est point représenté dans l'histoire comme un prince juste & doux, mécontenta ses sujets. Sa tyrannie donna lieu à des séditions & à des révoltes. Le duc Charles de Gueldres, voisin du pays, prit part à ces troubles; il entra d'abord en correspondance secrète avec les nobles de la province; puis il fit marcher des troupes contre l'évêque. Et après cet éclat, celui-ci se sentant trop foible pour résister, eut recours à Charles-Quint, en 1528, & lui vendit le temporel de son évêché, avec tous ses droits de souveraineté. Le pape ayant approuvé & confirmé cette vente, l'empereur incorpora bientôt Utrecht au reste des Etats Autrichiens, à titre de seigneurie. Il en joignit le gouvernement à celui des autres Pays-Bas, & Philippe II, son fils, en jouit jusques à la grande révolution qui forma la république. Cependant il y eut encore trois évêques d'Utrecht après Henri de Bavière. L'autorité ecclésiastique n'y fut pas abolie, quant au siège, avec la puissance temporelle. Et même le dernier de ces évêques nommé *Frédéric*, de la maison de Tautenbourg, fut élevé à la dignité d'archevêque, ayant pour diocésains les évêques de Lewarden, de Deventer, de Groningue, de Harlem & de Middelbourg. Mais dans les circonstances politiques où se trouva la contrée, l'on ne tarda pas à sentir l'inutilité ou même l'incommodité de toutes ces choses. L'Etat républicain n'y eut plus aucun égard; & le siège épiscopal d'Utrecht n'est aujourd'hui qu'une dénomination purement titulaire.

PAIX D'UTRECHT,

En 1713.

ET DE BADEN,

En 1714.

LE traité de la grande alliance fut conclu à la Haye, le 7 de septembre 1701; il étoit le fruit du ressentiment du roi Guillaume, & l'effet de son habileté à profiter du dépit, dont la proclamation de Jaques III, à Saint-Germain, animoit la nation Angloise. L'invasion des Etats d'Italie par les troupes de France, la rupture de la barrière, & le commerce des indes occidentales, étoient les raisons des trois puissances contractantes qui s'unissoient pour se procurer mutuellement sur ces points une satisfaction au

Par-tout où Louis XIV porta ses armes, il se trouva des troupes Angloises, qui en soutinrent, & repoussèrent l'effort. Les généraux François perdirent contre le général Anglois leur ancienne supériorité; & les armées Françaises ne furent plus animées de cette confiance, qui avoit fixé la victoire de leur côté, pendant un demi-siècle. L'Allemagne & les Pays-bas durent leur salut aux Anglois. Le duc de Savoie, toujours battu, lorsqu'il n'étoit aidé que des Impériaux & des Espagnols, se défendit heureusement, & en vint à l'offensive, avec le secours des Anglois. La reine lui envoya des officiers, qui apprirent aux siens à vaincre un ennemi, que jusques-là ils ne savoient que haïr. Elle tint par ses flottes les côtes de France en inquiétude : elle troubla, elle ruina, par ses escadres, le commerce des deux couronnes : elle nourrit de son argent la rebellion au centre de la France : elle fit son affaire particuliere du détronement de Philippe V. Ce furent ses généraux, ses troupes, & son argent, qui firent la guerre en Espagne. Ainsi que l'empereur l'avoit espéré, l'Angleterre compra pour un grand sacrifice, qu'il faisoit à l'alliance, la résignation qu'il donna, en faveur de l'archiduc puîné, de ses prétentions sur la monarchie Espagnole; & elle prit sur soi de la faire valoir.

Quel que dut être le succès de la guerre, cette ardeur & cette passion des Anglois en assuroit les principaux fruits à la maison d'Autriche, qui en faisoit les moindres frais. Il n'y avoit point à craindre qu'une nation, aussi jalouse de sa gloire, abandonnât l'archiduc dans des prétentions, qu'elle s'étoit déterminée à soutenir avec tant d'éclat; & le corps germanique déclaré, aussi hautement qu'elle, en faveur de ce prince, ne pouvoit manquer de se prendre d'émulation, & de fermer les yeux à tout autre intérêt. Cette confiance enhardit l'empereur Joseph à des entreprises, qui avoient effrayé Léopold son pere : tandis que le corps germanique étoit occupé de la grandeur de sa maison, il ne craignoit point d'attenter à sa liberté, & de lui annoncer, par un trait du despotisme le plus hardi, les chaînes qu'il se forgeoit, en travaillant pour l'accroissement de la puissance Autrichienne.

Les électeurs de Bavière & de Cologne, déclarés ouvertement pour la France, avoient tenu contre les sollicitations de Léopold aux dietes, pour les faire mettre au ban de l'Empire. Le premier, chassé de ses Etats, après avoir ravagé à la tête d'une armée Française, les plus belles contrées de l'Allemagne, avoit encore trouvé les trois colleges assez éclairés sur leur ressentiment, pour ne pas sacrifier à leur vengeance la plus précieuse prérogative des électeurs & des princes; & Léopold alarmé des discussions inséparables d'une procédure, qu'on lui demandoit dans les formes, avoit laissé son ennemi jouir du droit, que la paix de Westphalie assura aux souverains de l'Empire, de s'allier selon qu'ils se le jugent avantageux. L'électeur, de concert avec l'archevêque son frere, s'étoit fait un bouclier de la distinction entre le chef de l'Empire & le chef de la maison

me, il dispoſoit, ſans leur aveu, de leurs conquêtes en Italie; il projettoit ſans les conſulter; il réclamoit contre les engagements de l'empereur ſon pere, avec eux. L'évacuation de la Lombardie, après la dérouté de Turin, fut diſcutée, & acceptée dans ſon conſeil-privé. L'entreprise ſur le royaume de Naples fut réſolue dans ſon conſeil de guerre, & exécutée malgré les alliés. Il refuſa au duc de Savoie l'investiture des morceaux du Milanéz, dont Léopold avoit fait un appât à ce prince, pour l'attirer à ſon parti. Il révoqua le don du pays & des fiefs des Langhes : l'ardeur des puiffances maritimes lui répondoit de leur complaiſance. En même temps qu'il exigeoit d'elles plus que les articles du traité de la grande alliance ne leur en impoſoient, il ne craignoit point de leur dire, que les engagements de Léopold n'étoient point des obligations pour lui; & que ce qu'il avoit fallu leur accorder, pour les unir contre la France, devoit être compté pour rien, après leur union. L'eſprit de parti aveugloit les puiffances alliées ſur le traité de paix, qu'un pareil génie leur promettoit. L'épuisement de la France, & l'abaiſſement de la maiſon de Houbon, qui en devoit être la ſuite, ne leur inſpiroient aucun retour ſur ce que l'Europe auroit à redouter de la grandeur de la maiſon rivale. Il fallut la mort de l'empereur Joſeph pour diſſiper le preſtige.

On eſt étonné d'entendre les meilleurs hiftoriens marquer les batailles gagnées au nom de Philippe en Eſpagne, comme autant de faveurs de la fortune, auxquelles ce prince fut redevable de ſa couronne. Les journées d'Almanza, & de Villa-Vicioſa ne firent que ſoutenir la guerre de ce côté. Toutes les autres actions euſſent-elles été auſſi heureuſes, elles n'étoient point capables de décider lequel des deux compétiteurs demeureroit ſur le trône. La guerre d'Eſpagne n'étoit qu'une foible diverſion de la grande, dont le fort étoit ſur les frontières de France. Marlborough & Eugene avoient dans leur armée le fort de Philippe; & l'archiduc, chaffé d'Eſpagne, auroit fait valoir ſes prétentions du milieu de la Flandres, comme du milieu des Caſtilles : la monarchie Eſpagnoles n'avoit point les forces néceſſaires pour maintenir le roi choiſi par la nation.

La France ſembloit être ſur le penchant de ſa ruine. Ses ennemis ne ſ'en croyoient plus eux-mêmes ſur la jaloſie, qu'ils s'efforçoient de nourrir contr'elle; & la certitude qu'ils ſ'imaginoient avoir d'anéantir cette puiffance, auparavant ſi formidable, leur faiſoit rejeter ſes offres pour la paix, avec autant de hauteur, qu'ils avoient montré autrefois d'empreſſement à écouter ſes propositions. C'étoit bien encore le même Louis XIV qui, bravant toute l'Europe conjurée contre lui, n'avoit oppoſé que des armées aux efforts de la ligue d'Augſbourg. Il ſoutenoit les plus terribles revers, avec la même fierté qu'on lui avoit vu dans les plus brillantes victoires. Son courage l'élevoit au-deſſus des diſgraces de ſes généraux, & lui montrait une dernière reſſource dans un noble deſeſpoir. Mais ſa cour n'étoit plus ce qu'elle avoit été; & ſon royaume avoit changé de ſace com-

me elle. La plupart des ministres, ceux qui avoient son oreille, étoient sans réputation, & sans audace, peut-être sans capacité, hais au dedans, peu estimés au dehors, & toujours en faveur. Les peuples appauvris étoient mécontents du gouvernement; les campagnes sans culture, faute de cultivateurs; les magasins & les arsenaux épuisés, les ports dépourvus de vaisseaux, les négocians découragés par la décadence de la marine. La plupart des généraux, meilleurs courtisans que militaires, n'avoient ni la confiance des troupes, ni l'estime des ennemis: les bons officiers étoient retirés sur leurs terres; peu de ceux qui servoient étoient connus de l'étranger, ou considérés au bureau de la guerre: les troupes elles-mêmes étoient sans discipline & sans affection: tout annonçoit à la France un avenir aussi funeste, que le passé avoit été glorieux. En vain le roi offrit en 1709 & 1710, d'acheter la paix au prix de toutes les acquisitions qu'il avoit faites pendant son regne. Il avoit inutilement proposé d'abandonner son petit-fils, de l'exhorter à remettre sa couronne à son rival, de donner passage par la France aux troupes alliées, qui l'iroient forcer à l'abdication: il avoit même offert de les payer. Mais on ne vouloit point de paix avec lui, à moins que pour préliminaires, dont on fixoit l'exécution à deux mois, il n'eût arraché son petit-fils du trône, & rendu tous les pays, & toutes les places, dont la France s'étoit accrue depuis le regne de François I.

Louis XIV, dit l'illustre historien de son siècle, fit alors ce qu'il n'avoit jamais fait avec ses sujets: il se justifia devant eux... Mais les nouveaux efforts, que le respect qu'on avoit pour sa personne lui obtint de ses peuples, ne produisirent que de nouvelles disgraces. Les intrigues de ses ministres en Angleterre n'alloient point jusqu'à la nation. Le duc de Marlborough, disgracié de la reine, commandoit encore les armées: le parlement continuoit ses subides, & en marquoit l'emploi. Les deux chambres avoient avoué le traité de 1709, conclu par milord Thownsend, par lequel on assuroit à la république, sous le nom de barrière, la conquête des dix provinces. L'armée de France étoit le débris de celle qui n'avoit pu tenir derrière les retranchemens de Malplaquer. Le déplacement du ministère Wigh ne dérangeoit point le plan de la grande alliance: les Tories ne pouvoient se dérober à l'engagement pris, de faire un établissement à l'archiduc Charles, & la nation, dont l'intérêt ou le préjugé, étoit encore le même qu'au commencement de la guerre, n'auroit jamais consenti, qu'après tant de victoires on eût réduit les titres, & les qualités, sous lesquels elle avoit reconnu ce prince, en 1703. Cependant la France étoit si affoiblie, que la désunion des alliés l'auroit peu soulagée, à moins qu'elle ne commençât par la retraite d'un des trois principaux; & tout ce que la reine Anne pouvoit, avec son nouveau ministère, c'étoit de se réduire à suivre désormais l'impulsion qu'elle avoit donnée, & à ne faire que seconder les alliés, que jusqu'alors elle avoit animés & conduits.

La mort de l'empereur Joseph ouvrit une nouvelle scene, & entama le dénouement. Quel qu'eût été alors le ministère en Angleterre, le système auroit dû changer. Charles devenant empereur, Marlborough lui-même l'éloignoit du trône d'Espagne. Mais ce grand homme avoit été maltraité de la cour; & dans une crise heureuse, où les ministres, qui l'avoient déplacé, avoient le choix de mille moyens également bons, il étoit inévitable que le dépit de ses amis trouveroit à fonder la critique du moyen auquel la cour donneroit la préférence. On avoit fait la guerre, pour empêcher qu'un prince François ne fût assis sur le trône d'Espagne. La guerre avoit été si heureuse, qu'on pouvoit faire accepter à la France toutes sortes de conditions; & on ne détrônoit pas son prince! C'en étoit assez pour autoriser les plaintes & les clameurs des Wighs, qui ne cherchoient qu'à venger leurs chefs de ceux qui les avoient supplantés. Il y avoit en effet des princes, qu'on pouvoit substituer à l'archiduc Charles : l'équilibre de l'Europe en auroit même paru plus solidement établi; & on évitoit l'embarras des renonciations, si le duc de Savoie, si un prince de Baviere, ou quelqu'autre, avoit été préféré au duc d'Anjou.

Chez un peuple libre, la politique gagne au chagrin & aux clameurs des mécontents. Les ministres, comptables à la nation, y veulent jouir d'une réputation bien méritée; & ils déferent à la critique, qu'ils se feroient un point d'honneur de braver dans un Etat plus absolu. Les cours de Versailles, de Vienne, & de Madrid, résolues à la paix, ou à la guerre, ne consultent que leur volonté. Celle de Londres écoute les murmures & les avis des Anglois, & ne dédaigne pas d'y répondre. Elle ne prend son parti, qu'après avoir démontré à la nation qu'il est le meilleur. La guerre contre la maison de Bourbon n'avoit plus d'autre objet qu'une satisfaction pour chacun des alliés; & Louis XIV n'en refusoit aucune, qui fût raisonnable. L'embarras des ministres d'Angleterre étoit de choisir, & de faire goûter leur choix. Séduite par les ministres impériaux, & par son ambition, la république ne vouloit point la paix. Mais les plus sages têtes de l'Etat ne paroissoient y avoir tant d'éloignement, qu'afin de lui ménager de meilleures conditions, tandis que les peuples des sept provinces auroient le temps de revenir de la haine & des espérances, dont on avoit entretenu leur ardeur pendant la guerre. La cour de Londres, instruite de ces dispositions, s'attacha à prouver qu'elle devoit traiter avec la France, avant que de signifier la résolution, qu'elle en avoit prise. Pour amener les esprits à cette impartialité, qui doit devancer la persuasion, elle commit les alliés les uns avec les autres : leurs communes indiscretions devoient les faire revenir de leurs préjugés; & en s'ouvrant sur leurs vues particulières, il falloit qu'ils laissassent voir le faux de ce zèle apparent pour la cause générale, qui avoit soutenu l'union. Le ministère Anglois mit ensuite en question l'intérêt de chacun à la guerre, & la part qu'il avoit eue aux dépenses & aux opérations. Les Wighs eux-mêmes furent effrayés des charges im-

de l'autorité impériale la faute que les ministres François avoient faite à Nimègue, & à Riswick, de disputer aux princes de l'Empire le droit d'ambassadeur, exigea que le corps germanique lui remit ses demandes, & qu'il reçût, par son canal, les réponses qui y seroient faites. Les électeurs & les princes des anciennes maisons se récrièrent contre la prétention; & le congrès, à l'arbitrage duquel elle fut remise, décida en leur faveur. Mais la difficulté de répondre à tant de cahiers, qui devoient être rapprochés, & comparés, par tous les intéressés, discutés sous tous leurs rapports, & répondus à la satisfaction de tous en général, & de chacun en particulier, parut effrayer & rebuter les plénipotentiaires François. Ils demandèrent, ou qu'on se contentât de réponses verbales, ou qu'on fit des traités particuliers. L'Angleterre, qui avoit déjà stipulé ses avantages à part, appuya leur demande, & les aida à obtenir l'option pour le dernier procédé.

Alors chaque puissance appréhendant d'être prévenue, & ensuite abandonnée par ses alliés, toutes se hâtèrent de faire leurs conditions. La paix générale auroit été plutôt conclue, si on avoit voulu reconnoître dans les préliminaires Philippe V pour roi d'Espagne. Mais, par complaisance pour l'empereur, l'Angleterre avoit exigé que les plénipotentiaires Espagnols ne parussent point à Utrecht; & les cessions, qui durent être faites au nom de l'Espagne, sans mention de son roi, embarrassèrent la négociation.

Il est peu de traits dans l'histoire, aussi remarquables que la supériorité, avec laquelle l'Angleterre traita les renonciations respectives de Philippe V à la couronne de France, & des princes François à la couronne d'Espagne. Le ministre François faisoit une grande affaire d'un acte, que les loix fondamentales de la monarchie sembloient réduire à une formalité absolument nulle. *Nous sommes prêts*, lui répondit le ministre Anglois, *à croire que vous êtes persuadés en France que Dieu seul peut altérer la loi de votre succession. Mais vous nous permettez d'être persuadés en Angleterre qu'un prince peut renoncer à son droit, par une cession volontaire; & que celui, en faveur duquel la renonciation est faite, peut être justement soutenu dans ses prétentions par les garans du traité.* Après une déclaration aussi précise sur la valeur des renonciations, il n'y eut plus d'obstacles à la paix, que de la part de l'empereur, qu'on abandonna à sa passion, & à ses espérances. Les traités furent signés le 11 avril 1713, entre la France d'une part, & de l'autre, l'Angleterre, la Hollande, le Portugal, la Prusse, & la Savoie.

La France céda à perpétuité à l'Angleterre la baie & le détroit d'Hudson, avec ses dépendances, l'île de St. Christophe, l'Acadie, & l'île de Terre-Neuve, se réservant seulement le droit de dresser des cabanes pour ses pêcheurs, sur le rivage de Terre-Neuve, pendant la pêche de la morue. Elle promit la démolition totale de Dunkerque, du côté de la mer, & le comblement de son port. Le terme de ce fâcheux travail étoit de cinq mois; & il ne devoit commencer qu'après que les quatre villes de la Flan-

des deux principautés les privilèges, dont ils avoient joui en France, sous leurs autres princes.

Le duc de Savoie obtint la cession à perpétuité des vallées d'Oux, de Sezanne, de Bardonnage, & de Château-Dauphin, avec les forts d'Exiles, & de Fenestrelles. La France lui garantit le royaume de Sicile, qu'elle lui cédoit au nom de l'Espagne : elle avouoit l'empereur de toutes les cessions qu'il avoit faites à la maison de Savoie, dans la Lombardie; & elle reconnoissoit ses princes pour héritiers présomptifs de la branche de Bourbon, régnante en Espagne.

La guerre étoit toujours un fléau pour la France, malgré la foiblesse de l'empereur qui s'obstinoit à la continuer. Les plus grandes prétentions de Charles VI étoient sur l'Espagne, à laquelle ses préjugés ne lui permettoient pas de renoncer. Il ne daignoit pas répondre aux offres, que Louis XIV lui faisoit, des conditions les plus capables de toucher le chef de l'empire. L'Angleterre & la Hollande, fatiguées de son opiniâtreté, se contenterent de lui assurer, indépendamment du succès de la guerre, où il y avoit apparence qu'il succomberoit, la portion des Etats Espagnols séparés de la monarchie, qu'elles jugeoient que l'équilibre de l'Europe exigeoit qu'il leur demeurassent. Elles firent, sans lui, leur traité avec Philippe V. La Hollande ne stipula que pour son commerce, & les renonciations. L'Angleterre se fit céder l'île Minorque, & Gibraltar, avec le privilege exclusif de la traite des Negres, pour la mer du Sud : c'est ce qu'on appelle le contrat de l'*assiento*. Elle garantit d'avance le traité du Portugal, qui ne fut signé qu'en 1715, & dont le principal article régloit les possessions, & le commerce, de la rivière de la Plata.

L'âge de Louis XIV & ses infirmités, qui annonçoient une minorité prochaine, en France; & la mauvaise santé de la reine Anne, qui promettoit la prompte élévation de l'électeur de Hanovre sur le trône de la Grande-Bretagne, faisoient les espérances de l'empereur. Ce prince se flattoit que l'évacuation de la Catalogne, la neutralité de l'Italie, & la paix des Pays-Bas, lui permettant de réunir toutes ses forces pour la défense de l'unique frontière, qui lui restoit exposée aux armes françoises, il pourroit gagner du temps, & soutenir la guerre, jusqu'à ce que ces deux événements lui donnassent & un nouvel ennemi moins redoutable, & un nouvel allié plus chaud. Il croyoit ne rien risquer, vu les dispositions du traité d'Utrecht. Les pays, que ses alliés lui faisoient céder, étoient à couvert; & il ne pouvoit déchoir de leur possession. Prévenu qu'il alloit avoir en main l'occasion de leur joindre d'autres conquêtes, il ne vouloit entendre, au plus, qu'à une trêve de deux ou trois ans.

Le corps germanique voyoit avec peine son chef laisser échapper le moment unique de réunir à l'Empire, les morceaux que la France en avoit détachés. Mais l'intérêt particulier l'emportoit sur le bien général. Plusieurs princes détenoient des fiefs, dont ils n'avoient point l'investiture. L'empereur

Pays-Bas, sous condition que la princesse des Ursins y auroit une principauté. L'Angleterre garantissoit l'exécution de cet article : la Hollande ne promettoit que de la tolérer, & l'empereur ne vouloit pas qu'il en fut parlé. On avoit garanti à Utrecht au duc de Savoie les cessions dont l'empereur Léopold avoit acheté l'accession de ce prince à la grande alliance ; & Charles soutenoit les exceptions que Joseph avoit faites à la donation de Léopold. Les contractans d'Utrecht avoient stipulé le rétablissement de l'électeur de Bavière purement & simplement, & celui de l'électeur de Cologne, sous condition que trois mois après son rétablissement, les fortifications de Bonn seroient démolies. A Rastad & à Baden on laissa voir le projet d'un échange des Etats de Bavière avec les Pays-Bas, contre les termes formels de la cession des dix provinces à l'empereur ; & l'électeur de Cologne, loin d'y être menacé de la démolition de Bonn, reçut promesse de faire évacuer cette ville par les troupes hollandaises, pour lui en laisser la garde en temps de paix. Le traité d'Utrecht interdisoit le commerce des Indes espagnoles aux trois puissances commerçantes ; & chacune y favorisant la contrebande de ses sujets demandoit aux deux autres de tenir l'interdiction. Le Portugal obtenant dans son traité particulier avec l'Espagne, que la rivière de la *Plata* séparât les établissemens Portugais, des établissemens Espagnols, s'engagea à n'admettre aucun étranger à commercer sur ses côtes, & les Anglois faisoient presque tout le commerce du Brésil. Enfin on obligea Philippe V dans le traité d'Utrecht de renoncer absolument aux Etats espagnols d'Italie ; & on ne prononça ni à Rastad, ni à Bade, sur les droits que son second mariage lui donnoit aux Etats de Parme & de Toscane.

Toutes ces contradictions formèrent l'incertitude & les variations de la politique des principales cours jusqu'au traité de Séville, qui sembla fixer les droits des princes Espagnols sur l'Italie, & les intérêts des puissances, relativement aux deux maisons. Pendant ce long intervalle le système parut brouillé, la balance ébranlée. L'inaction à laquelle les embarras d'une minorité réduisoit la France, entretenoit l'indolence des différentes cours, en leur inspirant de la sécurité. Après avoir plâtré des accommodemens sur les points litigieux de la pacification d'Utrecht, les ministres négocierent, pour ne pas être oisifs, & ils le firent avec d'autant plus d'appareil & de faste, que l'objet de leurs négociations étoit à peine réel. Le goût pour la paix étoit général ; & les cours les moins redoutables affectoient de se montrer inflexibles, parce que le pis qui leur pouvoit arriver, étoit de se relâcher sur leurs prétentions, & de mettre fin à leurs chicanes. Étonnée de la secousse que la balance avoit reçue, l'Europe n'osoit approfondir l'état de son équilibre. La maison de Bourbon doutoit que la possession de l'Espagne accrût ses forces ; & ses antagonistes craignoient de lui trouver de la supériorité. Semblables à deux généraux d'égale réputation, qui évitent de se commettre ensemble par une action décisive : les deux partis souhaitoient

en deux conférences, on fit cesser toutes les objections. Les articles de Rastad avoient été signés le 6 de mars : ceux de Baden, qui les confirmoient, & les expliquoient, passerent le 7 de septembre 1714.

Au rétablissement près des électeurs de Cologne & de Bavière, qui fut stipulé sous la réserve de la démolition des fortifications de Bonn, il ne fut rien innové au traité de Riswick, par rapport à l'Empire. Le quatrième article de ce dernier fut confirmé, sans aucun commentaire. Louis XIV avoit paru, à Utrecht, si peu disposé à regagner les Etats protestans par sa tolérance, que la Hollande avoit inséré dans son traité, qu'il ne troubleroit point l'état de la religion fixé par la paix de Westphalie. La cession des dix provinces à l'empereur fut confirmée, avec les réserves marquées à Utrecht. L'Italie demeura dans l'état où elle étoit, lors de son évacuation par les troupes françoises. L'empereur y garda Naples, la Sardaigne, les places de la côte de Toscane, & la Lombardie, à titre de conquêtes. Ce fut en vain que Philippe V fit faire office par toutes les puissances, pour être compris dans le traité. Charles VI espéroit que les circonstances lui seroient bientôt favorables ; & il vouloit s'y trouver avec ses prétentions. Le corps germanique reçut la paix : ce fut tout ce que lui valut une guerre de treize années. Il dut imputer à l'inflexibilité de son chef, d'avoir été le seul des contractans de la grande alliance, à qui Louis XIV ne paya pas ses cinquante ans de prospérité. D. B. M.

Etat de l'Europe après la paix d'Utrecht & de Baden.

LA mort de l'empereur Joseph avoit mis l'Europe dans la position que le roi Guillaume voulut prévenir par les traités de partage. La maison d'Autriche n'ayant plus qu'un prince, ne pouvoit être écoutée sur ses prétentions à la monarchie d'Espagne entière, sans que la balance fût renversée ; & quoique la maison de Bourbon fût assez nombreuse pour ne point laisser appréhender l'union des deux couronnes sur une seule tête : elle devenoit trop puissante par l'intelligence de ses princes sur les deux trônes, pour qu'on plaçât sur celui qui étoit en litige, un des fils du dauphin, à moins que d'en détacher de quoi charger le contre-poids. Ainsi le testament qui donnoit toute la succession à un prince François ; & le traité de la grande alliance qui la promettoit entière à un prince Autrichien, étoient également contraires à la liberté générale. Mais la prévention & l'animosité avoient fait de ce grand procès une affaire de parti. La hauteur avec laquelle Louis XIV s'étoit déclaré pour le légataire, avoit irrité les souverains : les dépenses & les succès de la guerre avoient animé les peuples. Chez les uns comme chez les autres, le désir d'accabler la France, s'étoit fortifié par l'espérance d'y réussir ; c'étoit une passion au-dessus de laquelle l'intérêt commun ne pouvoit plus se faire entendre.

Louis XIV abandonnoit le dessein de maintenir le prince son petit-fils

sur le trône d'Espagne : il faisoit enfin céder au bien de ses peuples l'intérêt de sa famille, & ce que ses flatteurs appelloient *sa gloire* : il consentoit de recevoir la paix à des conditions qui lui enlevoient le fruit de trente années de guerres & de victoires : & on daignoit à peine répondre à ses offres. Le roi Guillaume ne s'étoit proposé dans le traité de la grande alliance que de faire régner l'archiduc en Espagne : il auroit cru triompher pleinement de Louis XIV en le réduisant à demander l'exécution du dernier traité de partage ; & les alliés qui voyoient le monarque, non-seulement renoncer à accroître ses Etats de quelque démembrement de la succession, mais encore sacrifier à la paix la frontière qu'il leur avoit faite avec tant de peine & de dépenses, n'étoient pas satisfaits. Ils vouloient anéantir le royaume de France, & en éteindre jusqu'au nom par un partage, dont la seule idée auroit dû liguier en faveur des François toutes les puissances intéressées à l'équilibre général. Cet esprit de parti, qui avoit gagné la plupart des hommes d'Etat, auroit prévalu, si la mort de l'empereur Joseph n'étoit venue donner à une faction particulière, des prétextes & des raisons pour se dérober au plan de son antagoniste.

L'Angleterre avoit à sa disposition le sort de la France, & celui de l'Europe entière. Jamais le roi Guillaume n'auroit pu rendre cette puissance plus absolument maîtresse de la balance, que l'avoit fait le ministère Wigh, qui avoit gouverné depuis la mort de ce prince sous le nom de la reine. Comme la nation portoit le plus grand poids de la guerre, elle en dirigeoit les opérations, elle en pouvoit marquer la fin. C'étoient ses généraux, ses troupes & ses finances qui disputoient l'Espagne au duc d'Anjou, qui avoient sauvé l'Allemagne, recouvré les Pays-bas, & conquis l'Italie. Elle payoit plus de soldats que tous les alliés ensemble. La France, sur le point d'être accablée, n'avoit besoin, pour se retrouver en état de faire la loi à ses ennemis, que de voir l'Angleterre se détacher de la ligue.

N'y eût-il que de l'émulation entre deux partis qui se disputent le maniement des affaires ; c'en est assez pour qu'ils se contrarient en tout. Les Tories étant venus à bout de supplanter les Wighs dans le ministère : ce furent d'autres vues & une autre conduite. La cour de Versailles espéra de ce déplacement une révolution en sa faveur ; & ses agents à Londres, la lui ménagerent avec autant d'habileté que de succès. Bientôt la reine qui voyoit un frère dans le prétendant, se crut redevable à Louis XIV, de la protection qu'il donnoit à ce prince malheureux. On alarma sa conscience sur la durée d'une guerre, qui ne se soutenoit plus que par opiniâtreté, & dont l'intérêt général de l'Europe demandoit la fin. Son goût pour la paix fut réveillé par l'appât des avantages qu'elle pouvoit assurer à ses peuples, si elle se rendoit maîtresse de la négociation. Déjà elle étoit déterminée à rompre la grande alliance, lorsque l'empereur Joseph mourut. Mais quel que fut le respect de la nation pour sa personne, la haine étoit si forte

contre la France, & les engagements pris avec l'archiduc étoient si précis, que les ministres auroient peut-être compromis défavorablement ses droits & son autorité, si cette mort qui changeoit l'état du prince Autrichien, ne leur avoit fourni de meilleurs motifs à présenter aux indifférens, dont le nombre est toujours grand dans une nation libre. Le danger de donner à l'Europe un second Charles-Quint, étoit réel : les Wighs eux-mêmes en furent frappés, & le ministère Tori, en entrant en négociation, ne fut plus attaqué que sur ses motifs & son but secret, sur le choix de ses moyens, sur la modicité de ses prétentions, qu'on rapportoit à sa complaisance pour le protecteur du prétendant.

On n'étoit pas aussi traitable sur le préjugé chez les autres contractans de la grande alliance. A Vienne, à Turin, à Lisbonne, les peuples étoient tellement livrés au ressentiment & aux espérances de leurs maîtres, qu'après dix ans de la guerre la plus sanglante & la plus dispendieuse ; la paix leur sembloit un malheur. Les Hollandois sortis de leur caractère & de leurs principes, tenoient pour le rival du duc d'Anjou avec une opiniâtreté, dont on ne trouve la raison que dans leurs vues de conquête sur les dix provinces.

L'Allemagne elle-même, qui n'a de sûretés pour la liberté que dans la médiocrité de la puissance de ses empereurs, s'obstinoit à réclamer toute la monarchie Espagnole pour le successeur de Joseph. C'étoit un cri unanime des alliés, contre les dispositions pacifiques du ministère anglois. Certain de les forcer tôt ou tard à souscrire à sa négociation, ce dernier s'appliqua uniquement à la faire goûter à la nation ; & il traita hautement de la paix, dès qu'il vit à Londres les clameurs & les plaintes se réduire à des disputes sur les conditions.

Les alliés cédèrent à la nécessité. Mais ils firent mal ce qu'ils faisoient avec répugnance. Applaudissant en secret à l'opiniâtreté de l'empereur & de l'Empire, qu'ils n'osoient imiter ; ils parurent moins faire la paix qu'interrompre une guerre qu'ils n'auroient pu soutenir ; & ils négligèrent dans leurs traités, cette précision qui en fait la solidité. Plusieurs articles furent stipulés sans l'aveu des principaux intéressés : d'autres ne donnerent que des espérances sur des conditions qui étoient demandées comme essentielles : la plupart, au lieu de terminer le différent ouvrirent carrière à de nouvelles discussions. Le traité de l'Angleterre étoit le seul qui énonçât une paix sûre & durable. Les conférences de Rastad & de Baden leverent quelques difficultés par l'accession de l'empereur à la pacification d'Utrecht ; & elles en formerent d'autres, par son refus d'y reconnoître Philippe V pour roi d'Espagne.

L'Angleterre garantissoit dans le traité d'Utrecht, la Sicile au duc de Savoie, & le droit de reversion sur ce royaume à Philippe V. L'empereur refusoit constamment son aveu à la cession, & ne vouloit point reconnoître les droits de retour que Philippe V s'y réservoir. Philippe cédoit les

